



Les réseaux économiques souterrains en cité de transit

Jean-François Laé, Numa Murard

► To cite this version:

Jean-François Laé, Numa Murard. Les réseaux économiques souterrains en cité de transit. Association EP-SILON; Ministère du logement; CNAF. 1984. <hal-04375648>

HAL Id: hal-04375648

<https://hal.science/hal-04375648v1>

Submitted on 5 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

C

LES RESEAUX ECONOMIQUES SOUTERRAINS

EN CITE DE TRANSIT

316
324
LAE

RAPPORT DE RECHERCHE

C.N.A.F. PLAN-CONSTRUCTION

1982-1984



EPSILON

JEAN-FRANCOIS LAE

NUMA MURARD

Don de l'auteur

E 12538 Mag-Lex

SF 362520

SOMMAIRE

Présentation

5

- I. Les chercheurs, les administrations et le terrain.
- II. L'habitat du pauvre. Du bidonville à la cité de promotion familiale. Promoteurs et gestionnaires des cités de Seine-Maritime. Quatre cités de Seine-Maritime. Le Havre. Rouen. Elbeuf.
- III. Notre cuisine. Les matériaux de base. La cuisson. La présentation du plat.
- IV. Quelques problèmes.

Chapitre I - Les réseaux économiques

26

I. 1. Réseaux et territoire.

- 1.11. réseaux et territoire de l'habitat.
- 1.12. réseaux et territoire de la famille.
- 1.13. réseaux et territoires institutionnels.
- 1.14. Réseaux et valeur travail.

Détour par Marx. Rapports de production

I. 2 Les activités des réseaux.

- 1.21. les activités d'emploi.
- 1.22. activités continues et proches des cités : la cité zone industrielle.

Ferraillage. Récupération. Mécanique

- 1.23. activités discontinues et semi-rurales : la cité-campagne.
- 1.24. activités liées aux transferts sociaux : la cité annexe de la banque sociale.

Cinq remarques. pauvreté traditionnelle. fraude ? la C.A.F. faire des enfants. sans gagner trop d'argent. sans se marier. ni copuler avec des quittances et des certificats. avec un logement payé régulièrement. avec un en-cas ou un en-plus. avec un handicapé, un invalide, un pensionné. La D.D.A.S.S. les bureaux d'aide sociale. chômage. logement.

- 1.25. activités d'encerclement des travailleurs sociaux : la cité nourrie par le contrôle social.

un rapport de force physique à l'avantage des cités. scène éducative. un rapport de force institutionnel à l'avantage des services. compte-rendu d'une réunion. la connaissance par les clients. encore un en-cas.

- 1.26. activités d'échange et de service intra-muros : la cité-marché. hôtellerie et restauration. E.D.F.-G.D.F. faites le vous mêmes. aide ménagère. coursiers et gigolos.

- 1.27. activités d'argent la cité im morale.
vol. dettes. jeu.

Chapitre II - La richesse

91

II.1. Macro.

- 2.11. les revenus à partir des ressources connues.

trois remarques. les revenus et la forme familiale. les revenus et les salaires. les revenus et la protection sociale.

2.12. *les ressources apportées par les différents réseaux.*

appréciation quantitative. appréciation qualitative. double dépendance

2.13. *calcul d'un revenu minimum garanti.*

II.2. Meso.

2.21. *richesses investies et richesses produites.*

2.22. *relations d'échanges et formes d'obligation.*

2.23. *Les valeurs-étalons*

la réserve alimentaire et les bons du B.A.S. le loyer et les meubles.

II.3. Micro.

l'homme aux bons. le récupérateur. la femme itinérante. Max le ferrailleur.

Chapitre III - Temps économiques et rythme économique

115

III.1. Le rythme des ressources.

3.11. *un rythme de la famille et du statut.*

3.12. *un rythme binaire et définitif.*

3.13. *un rythme aléatoire.*

réactions individuelles de survie.

III.2. Prévision et gestion.

3.21. *Dépenser, c'est prévoir.*

nourriture et vêtements. deux hiérarchies de dépenses. une hiérarchie de la promotion sociale. une hiérarchie de la survie organisée.

3.22. *Prévoir, c'est travailler.*

au rythme des saisons. attendre et faire attendre.

Intermède. Clin d'oeil.

Chapitre IV - Evènements

145

IV. 1. *Un évènement sans importance.*

IV.2. *Accouchement à domicile.*

IV.3. *L'accident mortel.*

auto-sociologie du désastre. célébrations posthumes.

IV.4. *Un baptême.*

IV.5. *Le remboursement d'une dette.*

IV.6. *Un vol chez les éducateurs.*

IV.7. *Conclusions.*

Chapitre VI - Protection et violence

162

V.1. Surveillance et circulation.

être tout yeux, tout oreilles. en sortant de la cité. les déplacements de Monsieur R. les déplacements de Théodore. les déplacements de Mme Thomson. circulation et enfance.

V.2. Circulation et habitat.

l'usage des logements. vision n° 1. vision n°2. vision n° 3. histoire des portes. la rue, la place et les espaces intermédiaires. femmes maîtresses d'immeuble.

V. 3. Circulation et institutions.

à la cité des Lilas. à la cité des Roses. les expulsés. le jour du tribunal. quatre blocs de morale. qu'avez-vous à perdre ? plus rien à perdre ? vers d'autres horizons. un urbanisme binaire. disparaître.

CHAPITRE VI - Protection et violence

195

Le climat de la cité.

Trois thèses sur la violence.

VL1. Quatre situations de violence et de protection.

mariage au Muguet. impossible puzzle. Myriam appelle les flics. coup de dette et coup de poing. pratique de protection.

VL2. Les ruptures dans la protection.

famille isolée. intervention de la police. juge de paix. la contrainte par corps. le travail social dans les relations de protection.

VL3. Images de la violence.

mes nerfs qui lâchent. violence verbale. colle et conjugalité. la preuve d'amour.

Chapitre VII - Figures et valeurs

216

VII.1. Appartenance et différenciation.

je, citoyen. le voisinage. le malheur. puissance de l'image et du langage.

VII.2. Opposition de figures.

l'amour conjugal et la femme infidèle. la Maison du Seigneur. le bon travailleur. mère digne et mère indigne.

VII.3. Les personnages et leur légende.

la légende de quelques grandes familles. les deux frères. l'homme aux chiens. la femme belliqueuse. Madame la chouette. Dracula la fouilleuse.

VII.4. Une représentation.

Conclusions

239

- I. Il n'y a pas de rapports sociaux sans support matériel, inversement, pas d'échanges matériels sans rapports sociaux.
- II. L'économie politique des cités.
- III. Survivre.
- IV. Histoire orale et histoire du désastre.
- V. Solidarité et différenciation.

Bibliographie

249

- I. Ouvrages cités.
- II. Rapports consultés.

Sigles utilisés dans le rapport

252

Annexe

255

PRESENTATION

Les habitants des cités de promotion familiale, qui nous occupent ici, nous les appelons des citadins. C'est plus court. Comment vit-on dans ces cités de promotion familiale, dites aussi cités de transit ? Comment les citadins assurent-ils la vie matérielle ? Quelle organisation sociale prévaut dans la cité ? Et plus avant, quelles idées, quelles valeurs, quelle morale y règnent ? La recherche que nous présentons peut se résumer en une série de réponses à ces questions simples. Il est indispensable, avant de s'engager dans le texte, de retracer la genèse de cette recherche car elle pèse sur le contenu même de l'exposé. Nous devons également présenter les terrains en supposant -les personnes averties nous le pardonneront- que le lecteur ignore tout des cités de promotion familiale. Il nous faut ensuite exposer notre méthode, c'est-à-dire dévoiler, plus qu'un catalogue de recettes, l'outil de recherche qui détermine lui aussi les résultats du travail. Nous justifierons enfin l'organisation de ce rapport en sept chapitres et sa forme. Ce sont les objets de cette introduction qui présente un caractère technique -il s'agit de démontrer puis de remonter pour le lecteur les pièces du puzzle, un caractère rétrospectif -non seulement regarder en arrière mais montrer comment s'est construit notre regard sur les cités, et un caractère informatif -présenter les cités et les replacer dans une histoire du logement social. Nous l'avons voulue aussi brève et consistante que possible.

I - Les chercheurs, les administrations et le terrain

Jean-François Laé est à l'origine de la recherche. Il a été travailleur social pendant plusieurs années dans une cité, et, à partir de cette expérience, il a réalisé un premier travail sur les pratiques de résistance (1) des familles, qui se démarque des analyses en termes de dispositifs de contrôle, d'enfermement (2). Ce premier travail voulait montrer comment, dans chacune des pratiques sociales, se développent des stratégies particulières, des logiques internes. Jean-François Laé apporte à cette recherche une pièce essentielle : la connaissance directe d'un nombre important de familles que nous pourrions aller voir. Le concept de résistance -qui permet de voir les citadins entre la dépendance et l'autonomie, dans des attitudes de collaboration, dans des situations où ils manipulent et détournent l'action sociale- sera analysé et critiqué lors de la rencontre avec Numa Murard, au sein du C.E.R. F.I. (Centre d'Etudes, de Recherches et de Formation institutionnelles, Association loi de 1901, à laquelle est historiquement liée l'association EPSILON qui deviendra le Laboratoire d'accueil de cette recherche).

(1) Jean-François Laé. "Familles réprouvées : lignes d'autonomie, signes de résistance au travail social". Mémoire de maîtrise de sociologie. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sous la direction de Henri Desroche. Centre de recherches coopératives.

(2) "Ordre social et filière d'habitat". Champ Social. suppl. N° 24 Solin 1977. Jean-François Laé - Guido de Ridder.

Le C.E.R.F.I. a une expérience de recherche sur le travail social (1). A ce moment là ont lieu des réunions informelles sur le travail social, réunions au cours desquelles se nouent différents projets de recherche, dont celui-là. Jean-François Laé et Numa Murard décident de travailler ensemble, ce dernier apportant une expérience plus ancienne de la recherche, des mécanismes de financement et de gestion, avec plusieurs travaux de recherche déjà réalisés (2).

Les deux chercheurs travaillent en "free lance", c'est-à-dire qu'ils ne bénéficient d'aucun rattachement à l'Université ou au C.N.R.S. (3). Ils ont une formation de sociologues (niveau 3^e cycle ou en cours) avec des incursions dans le domaine de l'histoire et de l'anthropologie.

Une note d'intention de recherche de J.F. Laé fournit à ce moment là les premières pistes et des propositions pour la méthode. Le texte peut se résumer ainsi : les cités de promotion familiale ne sont pas peuplées d'individus passifs, écrasés par la misère, assistés, mais sont des lieux où s'organisent des activités économiques originales (travail au noir, récupération, ferrailage), où le modèle familial n'est peut-être pas dominant, où des alliances et des solidarités se tissent en dehors de ce modèle, où des pratiques de débrouillardise sont valorisées par les habitants eux-mêmes. Pour analyser ces pratiques, le projet suggère d'aller voir les familles sans passer par des intermédiaires, surtout sans passer par les travailleurs sociaux, donc du direct (c'est ce qui intéressera la C.N.A.F.). Pourquoi cet évitement ? Parce que J.F. Laé voit la relation de travailleur social à citoyen comme une relation de fournisseur à client, une relation de donnant-donnant, où le travailleur social fournit des aides, de toute nature, le client devant payer avec sa bonne conduite. Le chercheur qui utiliserait ces intermédiaires entre lui et les citoyens ne pourrait se défaire de cette relation déformée, tordue d'emblée. Ce point de vue va se révéler essentiel pour l'élaboration de la méthode (voir *infra*).

Sur la base de ce court texte, les chercheurs prennent contact avec un organisme semi-public, la C.N.A.F., plus précisément le Bureau de recherche, et deux administrations : le Service des études et recherches du Plan-construction, au Ministère de l'Urbanisme et du logement d'une part, et, d'autre part, le Ministère de la solidarité par son chargé de mission.

La demande sociale qui justifie le financement d'une telle recherche, prend une couleur différente selon nos partenaires et oriente la définition du projet de recherche vers autant de directions spécifiques.

Le Bureau de recherche de la C.N.A.F. effectue un travail important avec la Direction des prestations sociales et celle de l'action sociale, travail qui permet de préciser plusieurs aspects du projet. Sur les prestations familiales : quelle est leur place dans les activités économiques, et comment

(1) Voir la publication de la revue **Recherches**, notamment les N° 17, "Histoire de la Psychiatrie de Secteur", N° 21, "Dix ans de psychothérapie institutionnelle", N° 29, "Les crèches", N° 31, "L'asile", etc...

(2) En collaboration : CORDES, "l'institutionnalisation des collectifs de travail", Ministère de la Justice, "Recherche-action sur la Drogue", CORDES, "Formation permanente et système éducatif".

(3) Depuis cette date Numa Murard occupe les fonctions d'assistant en sociologie à l'Institut Universitaire de Technologie de Tours.

sont-elles perçues par les habitants des cités ? A cette question nous répondons en faisant l'hypothèse que les prestations sont perçues comme des maillons parmi d'autres dans une chaîne d'utilité économique et que les objectifs affichés de chacune de ces prestations disparaissent dès lors que l'argent est versé. Autre préoccupation, sur la famille : comment se porte la famille dans les cités ? Il est difficile de répondre de front à cette question. Dans le projet nous faisons ressortir la fréquence des concubinages, des unions et séparations de fait, des enfants naturels, des placements et des adoptions. Et nous avançons l'hypothèse que les solidarités ne se déploient pas seulement dans le voisinage, ou d'une famille à l'autre, comme dans l'étude d'Agnès Pitrou qui nous sert de référence (1), mais qu'elles se développent sur des lignées de familles qui ne sont pas voisines, et entre des individus isolés. On retrouvera cette question traitée en détail, dans le chapitre Troisième préoccupation : les travailleurs sociaux : comment sont-ils perçus par les habitants des cités ? La recherche fourmille d'indications sur ce point, mais nous n'en faisons pas une direction de recherche dans la mesure où nous ne faisons que retransmettre le point de vue, partiel et partial, des citadins que nous avons interrogés. Cette question se retrouve dans la méthode.

-Les réunions au Plan Construction sont axées sur les rapports entre activité économique et habitat. Nous sommes incités à travailler sur les activités économiques "lourdes", le ferrailage, la mécanique, et leur inscription dans l'espace de la cité : les garages, les cours, les caves, les terrains vagues, les jardins. La recherche tend à démontrer que l'espace de la cité favorise telle ou telle activité mais que c'est l'usage de l'espace qui est déterminant, non sa forme. En deça de l'habitat, le logement. La recherche met en avant les usages multiformes du logement et la question des impayés de loyer. Au-delà de l'habitat, le territoire. Les réunions nous permettent de réfléchir au territoire social qui déborde largement le territoire géographique limité des cités.

-A la Mission de la recherche du Ministère de la Solidarité, on considère que tout a été dit sur les cités et que notre projet, malgré l'approche originale, n'apportera rien de neuf sur les cités, d'autant que l'on dispose, avec les 80 propositions de lutte contre la précarité et la pauvreté (le rapport Oheix, dont on trouvera des éléments dans cette recherche) d'un programme cohérent d'action qui s'applique parfaitement aux cités de promotion familiale. Des discussions, il ressort néanmoins que deux aspects du projet pourraient être précisés pour le ministère. L'un concerne l'économie souterraine ; son existence n'est pas nouvelle, nous dit-on, mais l'attention qu'on lui porte est nouvelle et ses activités méritent d'être décrites et analysées. L'autre aspect concerne ce qu'au Ministère on appelle la nouvelle pauvreté et la nouvelle précarité. Nos interlocuteurs se demandent si l'on peut repérer dans des habitats H.L.M. ou pavillonnaires proches des cités des activités économiques qui seraient le signe d'une précarisation ou d'une paupérisation des individus qui les exercent.

Nous élaborons, à la suite de ces rencontres et discussions, un projet de recherche qui reprend l'ensemble des suggestions. Pour donner une cohérence à ces directions de travail hétérogènes, le plus simple est de prendre appui sur l'économie souterraine et sur la vie économique dans son ensemble. Le projet s'intitule donc : les réseaux économiques souterrains et développe

(1) Agnès Pitrou, la vie précaire : Des familles face à leurs difficultés, étude C.A.F.

à partir d'un socle commun, la vie économique, des directions de recherche sur la famille et l'action sociale, l'habitat, ainsi qu'une hypothèse sur l'extension des activités économiques à des zones extérieures aux cités et à des populations en voie de précarisation. Une réunion générale C.N.A.F./ Urbanisme et logement / Solidarité a lieu au printemps 81. Le projet initial, réécrit et complété à deux reprises, emporte l'adhésion des administrations.

Le travail de terrain commence dès le mois de septembre 81. Les chercheurs font des observations sur les activités économiques dans les quatre cités de promotion familiale qu'ils ont choisies (voir plus loin pour les terrains) et ils ont également l'occasion d'étendre leurs observations à des zones d'habitat extérieures aux cités. Sur l'une des villes où ils travaillent, il y a en effet une large zone d'ensembles H.L.M. et P.S.R. (Programmes sociaux de relogement) qui font l'objet d'une opération H.V.S. (1). C'est l'occasion d'observer l'existence d'activités économiques semblables à celles des cités. Elles ne sont pas nécessairement les signes d'une précarisation, si nous en croyons nos observations de cette époque, mais plutôt les signes d'une continuité dans des activités traditionnelles : jardinage, mécanique, travail au noir dans le bâtiment, pêche en mer. Cette direction de recherche vers l'extérieur des cités, est abandonnée en mars 82, en accord avec nos interlocuteurs de la C.N.A.F. et du Ministère de l'Urbanisme, réunis en un comité technique qui contrôle de bout en bout le déroulement de la recherche. Deux éléments motivent cette décision :

-Le premier élément est le retrait du Ministère de la Solidarité. Sa participation paraissait acquise, mais la décision tarde, est ajournée, et finalement c'est un refus pour insuffisance de crédits. C'est évidemment, pour nos partenaires comme pour nous-mêmes, une déception (2).

-Le deuxième élément concerne la taille de l'échantillon. Nous avons déjà quatre cités, ce qui représente un large terrain si l'on tient compte de l'approche directe des familles que nous voulons mettre en oeuvre. Élargir le terrain à une zone d'habitat aussi large que celle concernée par l'opération H.V.S. serait prendre le risque d'éparpiller nos forces au moment où elles se trouvent limitées par le retrait du Ministère de la Solidarité. Enfin, l'hypothèse de la précarisation est la plus marginale dans le projet et reste contestable sur le fond : que signifie une "nouvelle" pauvreté ? Au regard de quelle ancienne ? On retrouvera dans le chapitre une critique argumentée de cette distinction entre anciens et nouveaux pauvres. Le comité technique, unanime, propose de recentrer l'objet de la recherche sur les seules cités.

(1) Programmes sociaux de relogement. L'avalanche des sigles, à laquelle le lecteur doit malheureusement s'attendre, nous a conduit à proposer un glossaire des sigles à la fin du volume.

(2) La procédure du co-financement est propre aux opérations de recherche de la C.N.A.F. Excellente dans son principe, elle se révèle complexe dans son application, le retrait d'un partenaire venant démolir les plus savants montages. Nous nous croyions pourtant fondés à estimer, au printemps 81, que la participation de la solidarité était acquise. Nous avions un engagement verbal pris par M. Lion en présence de tous nos partenaires. La convention C.N.A.F. d'octobre 81 stipule même que "la recherche est menée en étroite collaboration avec le Ministère de la Solidarité, co-financier". Le retrait de la solidarité donne lieu à un échange de lettres aigres-douces que l'on ne peut passer sous silence. Mis en cause par M. Milano, Chef des études RCB au Ministère et instructeur du dossier, nous devons nous justifier auprès

Suite de la note page suivante.

L'articulation étroite du contenu d'une recherche avec la demande sociale exprimée par les administrations apparaît clairement ici. Le comité technique se révèle un excellent instrument assez souple pour contrôler efficacement mais aussi orienter la recherche. Le premier rapport intermédiaire fourni par les chercheurs, en Juin 1982, donne l'occasion de reposer les questions de méthode et de terrain. A partir de quel moment le contact avec une famille est-il jugé satisfaisant ? Il apparaît dès ce moment que les chercheurs devront être capables d'utiliser des observations hétérogènes, certaines relativement superficielles (deux ou trois rencontres qui permettent de décrire une activité économique, sans en connaître le détail), d'autres très approfondies (des journées entières passées avec des familles et répétées à des moments différents sur une période de terrain de plus d'un an qui permet de montrer l'évolution des pratiques sociales dans le temps). Il ne faudra pas attendre des résultats de la recherche une vision exhaustive du travail social dans les cités. La recherche ne fait pas d'analyse de l'action sociale. Elle ne montre que certains effets de l'action sociale et la perception par les citoyens des institutions et des travailleurs sociaux. Ce point n'était sans doute pas assez précis dans le projet.

Le deuxième rapport intermédiaire (octobre 82) fournit une description plus complète des terrains et des modes d'approche, d'une part, et, d'autre part, rend public (pour le comité technique) les différences d'appréciation, les discussions entre les chercheurs, bref l'état de la réflexion. C'est-à-dire que le travail s'effectue dans une confiance mutuelle, même s'il se manifeste une réaction inquiète à la C.N.A.F. à propos de cette discussion. Les chercheurs ne vont-ils pas s'enliser dans des questions théoriques qui les dépassent ? Le débat permet d'avancer, de montrer que se poser les questions de fond, après un an de terrain, c'est aussi une façon de faire avancer la recherche. Il est alors proposé de compléter l'information au jour le jour, sur les terrains, par un recueil de données quantifiées sur les terrains, données recueillies auprès des C.A.F., des D.D.A.S.S., des H.L.M. etc... C'est l'objet de la dernière période de terrain, octobre 82 à mai 83, qui permet également de terminer des observations ou des entretiens sur certains des terrains, moins explorés que d'autres. En mai 83, nous présentons un projet de plan du rapport final, entièrement détaillé (ce plan occupe une vingtaine de pages, avec toutes les subdivisions des chapitres), ainsi qu'une justification de ce plan et d'une reprise des principales hypothèses. Le comité technique nous suggère de forcer sur la dimension économique du rapport, ce qui nous pousse à exploiter plus complètement les données quantifiées dont nous disposons et ce qui donne la tonalité économique que l'on retrouvera au moins pour les trois premiers chapitres de ce texte. La dernière échéance est celle de septembre 1983 ; pour cette échéance, nous donnons à lire l'équivalent de la moitié du rapport final. Le comité technique donne un avis favorable sur la forme que prend le rapport. Seules sont apportées

Suite de la note (2) de la page précédente :

de Mme Girard, Directrice de l'Action sociale. C'est aussi cela la recherche, quelquefois, une incompréhension mutuelle, des rendez-vous qu'on ne peut pas obtenir, des réunions qui ne servent à rien, des projets qui ne sont pas lus. Et un retrait qui finalement nous libère, s'il ampute le projet, s'il nous fait voir le Ministère comme un univers hostile fait de couloirs interminables qui ne mènent à rien.

Pour une vision humoristique et aiguisée de ces coulisses de la recherche, lire "De la recherche (fragments d'un manuscrit)", **Informations sociales** N° 6, 1983.

quelques modifications de détail (1). L'échéance finale est celle d'aujourd'hui, à laquelle ce rapport nous convie à participer. Le travail de terrain a donc duré dix huit mois, les six derniers mois étant consacrés à la rédaction proprement dite. Deux années, cela permet de mesurer un écart, entre un projet de départ et sa réalisation. Cet écart est inhérent à la pratique de la recherche en sciences sociales, qui doit tenir compte des changements sur le terrain (le départ d'une ou plusieurs familles, des expulsions, des changements dans l'action sociale, une activité économique qui disparaît, une nouvelle activité) et qui est soumise aux aléas de la trajectoire des chercheurs (ils évoluent, ils peuvent changer). Ce rapport final est néanmoins un accomplissement au sens où il n'enlève rien aux questions de départ. Deux années c'est aussi très court, si l'on tient compte des démarches, des temps de réflexion, d'inactivité même, des moments infructueux. C'est surtout très court sur le terrain si l'on songe à l'enracinement des cités dans une histoire longue de la pauvreté et de l'habitat du pauvre. Ce problème de l'écoulement du temps dans les cités n'a cessé de nous tarabuster et inspire, au centre du rapport, le troisième chapitre sur le temps économique, le quatrième sur les événements de la vie quotidienne et leur rapport avec l'histoire.

II - L'habitat du pauvre

Notre terrain est constitué de quatre cités de promotion familiale de Seine-Maritime. A une énumération fastidieuse de chiffres sur le logement, leur nombre, leurs caractéristiques, et sur les citadins, la taille des familles, l'emploi, nous avons préféré une présentation dans le corps même du texte, présentation qui intervient dans le chapitre un. Nous proposons ici une présentation historique de la politique des cités de promotion familiale, un examen de la situation en Seine-Maritime, puis un bref historique de chacune des cités où nous avons travaillé.

Du bidonville à la cité de promotion familiale

Pas de retour au XIX^e siècle ni à l'entre-deux guerres, ni même à la période de reconstruction de l'après-guerre. C'est là l'oeuvre d'historien pour laquelle il existe déjà des repères (2). Les cités de promotion familiale ont une histoire que l'on peut distinguer de celle du logement social, de l'histoire des H.L.M. et des H.B.M. par exemple, parce que ces cités présentent un caractère distinct. Elles ne sont pas seulement des lieux où l'on habite mais aussi des lieux où l'on est éduqué. Les citadins sont locataires, mais occupants à titre précaire. Et ils sont en même temps pris en charge par les travailleurs sociaux, installés à demeure dans les cités, dont le salaire est couvert par les prix de journée alloués par la D.D.A.S.S. Ce montage institutionnel et financier spécifique, et unique, on peut en fixer le point de départ au plus fort de l'hiver 1954-1955 pendant lequel l'Abbé Pierre et son mouve-

(1) Monsieur Guibert, pour la C.N.A.F. a alors assuré l'intérim de M. Labussière, remplacé au moment du dernier comité technique par M. Bouchet. De son côté, Mme Chailly avait remplacé Mme Duchâtelet dans ce même comité technique. Ces changements n'ont pas affecté nos travaux et le comité technique a pu assurer un suivi de la recherche du début jusqu'à la fin.

(2) Notamment le classique R.H. Guerrand, **Les origines du logement social en France**, les éditions ouvrières 1967.

ment Aide à Toute Détresse (A.T.D.) lancent, sur le thème de l'habitat insalubre, du froid et de la faim, une campagne nationale dont l'écho retentit encore. S'ouvre alors une nouvelle ère de lutte contre le taudis, le logement insalubre, le bidonville, qui gagne tout le territoire et trouve des avocats chez les hommes politiques, toutes tendances confondues. Quelle ville n'a son quartier ancien délabré, son grand ensemble lépreux, son terrain vague ou sa zone recouverte de baraques en planches ou en tôles ? Alimentée par de fréquents scandales repris par la presse : incendies, violences, dégradations, abandons d'enfants, le mouvement culmine dans les années 1970-72. M. Chaban-Delmas visite un bidonville et déclare "prendre les mesures nécessaires afin d'en finir courant 1972 avec les bidonvilles". Les circulaires ministérielles les plus importantes datent de ce moment-là et des années qui suivent (1). Sur le plan des réalisations, cette histoire produit deux rejets, intimement mêlés. D'un côté le logement en région parisienne a focalisé l'attention sur les familles d'origine étrangère. En 1958 est créé le Fonds d'Action Sociale (F.A.S.) pour le relogement des travailleurs algériens. Les premiers logements seront construits entre 63 et 66. En 1956 les pouvoirs publics créent également la SONACOTRA pour les travailleurs migrants.

D'un autre côté et à partir de l'action militante d'A.T.D. se créent les cités de l'Abbé Pierre, les cités d'urgence, embryons des futures cités de transit et de promotion familiale. Les bénévoles du mouvement se chargent de l'accueil, du relogement, des problèmes financiers des familles chassées des habitats anciens, des bidonvilles, des taudis, au fur et à mesure qu'avancent les bulldozers. Les responsables du mouvement élaborent, eux, une théorie de l'habitat social. L'idée est qu'il faut construire, mieux que les zones d'habitats provisoires, des logements en dur qui rempliront une fonction de transit. Ce seront des habitats qui permettront à leurs occupants de transiter en douceur du logement insalubre vers le logement en H.L.M. ou sur le marché privé. L'organe d'A.T.D., **Igloos**, le dit expressément : "La cité promotionnelle n'est pas tant une solution de relogement qu'un instrument de recyclage" (2). Il ne faut donc pas attribuer à l'État ce qui revient à l'initiative privée. L'État ne fait que reprendre à son compte, par les circulaires de 71 et 72 le modèle proposé par A.T.D. La cité de promotion familiale est un lieu de transit vers un habitat "normal". L'action éducative est inscrite dans les murs de la cité, une cité qui doit éduquer autant qu'abriter en faisant appel aux travailleurs sociaux et à l'arsenal des sciences humaines pour définir les profils des familles à admettre dans les cités. L'idée de base est que les futurs citoyens doivent apprendre à habiter, c'est-à-dire apprendre à utiliser une salle de bains, un cabinet de toilettes, une cuisine avec sa gazinière, un séjour, des chambres séparées, une pour les parents, une pour les enfants de chaque sexe (cf. règlement H.L.M.). Les futurs citoyens sont déjà des sauvages, incapables d'habiter en H.L.M. La circulaire d'avril 1972 le précise clairement : "l'accès à un habitat définitif ne peut être envisagé sans une action socio-éducative destinée à favoriser l'insertion sociale et la promotion".

Les cités sont bien des instruments de recyclage, ce mot pris dans son double sens, recyclage des populations dans un logement, recyclage des conduites

(1) Circulaire du 27 août 1971 visant la répression de l'habitat insalubre (J.O. du 25. 09.71). Circulaire du 8 septembre 71 sur les caractéristiques des logements et foyers construits par les H.L.M. (J.O. du 21.10.71). Circulaire du 19 avril 1972 sur "la conception, la gestion, l'action socio-éducative et le financement des cités de transit". (J.O. de juillet 72).

(2) **Igloos**, N° 63/64, Dec 71.

vers un nouveau mode d'habiter. La programmation des cités intervient après une fine distinction sur le degré d'adaptation qui permet de sélectionner les familles qui ont besoin du recyclage d'une part et, d'autre part, de "disséminer les catégories de familles qui ne présentent pas un caractère "d'associabilité flagrante" dans l'ensemble du parc immobilier" (1). Aux uns la dispersion immédiate, dans le parc immobilier existant, aux autres une sorte de formation permanente obligatoire avant la dispersion qui marquera la victoire finale dans la guerre au taudis.

Programmer des dispersions et des regroupements, sélectionner, c'est faire preuve de discernement, mettre en application un savoir. Les catégories du "bien habiter", de "l'associabilité flagrante" et de l'adaptation sont sans doute suffisamment floues pour être des outils de sélection efficaces. Ils ne fonctionnent qu'appuyés sur les rapports des éducateurs, des assistants sociaux, des juges. Un savoir local, quotidien, presque privé. Mais ce ne sont pas des catégories scientifiques. Elles traduisent simplement la peur devant les habitants des bidonvilles et des taudis. Et une hésitation entre ces deux politiques : dispersion ou regroupement. La circulaire du 4 mars 70 pour la résorption de l'habitat insalubre est en parfaite contradiction avec la politique de regroupement qui est mise en application dans les cités de promotion familiale. Cette circulaire préconise la dissémination des "catégories particulières" dans la limite des 15 % au-delà de laquelle de graves problèmes se posent dans le cadre de vie, dans l'utilisation des équipements. Enfin un chiffre, qui pourrait donner une cohérence à la gestion des populations issue des taudis. Ce chiffre c'est la traduction française de l'idée de seuil de tolérance, une première contribution scientifique à une théorie du logement social, directement inspirée par la sociologie américaine. Cette notion fait fureur en France aujourd'hui et il n'est pas inutile d'en donner l'origine. C'est dans les années 30 aux U.S.A. que Bocardus met au point une "échelle de distance sociale". On propose à chaque individu d'exprimer son opinion sur les groupes nationaux ou raciaux autres que le sien en utilisant une échelle d'opinion qui va du "je l'épouserai volontiers" à "je souhaiterais qu'il vive loin de mon pays". C'est la première traduction quantitative de l'idée de tolérance. Cette expérience sera largement utilisée sur des groupes ethniques différents. Mais il faudra attendre 20 ans avant que cette échelle soit croisée avec celle des statuts professionnels. Westie, un psychologue, montre que l'attitude des blancs à l'égard des noirs est fonction de la hiérarchie professionnelle. Et Lieberman vérifie en 63 que les tendances ségrégatives les plus fortes se manifestent dans les couches sociales les plus basses. Les recherches d'un seuil critique (tipping point) seront affinées à partir d'études démographiques sur l'accroissement de la population noire dans les villes. "Passé le cap des 10 %, il y aurait concentration inévitable de la population noire et irréversibilité de l'évolution démographique ascendante du groupe noir" (2). Les noirs sont toujours trop nombreux, dans ces études américaines. Et le seuil critique apparaît comme une notion irréfutable parce qu'elle manie des chiffres.

Dix ans après les circulaires de 72, on ne peut dire qui, des partisans de la dissémination ou du regroupement, avait raison. Les cités de promotion familiales sont devenues, pour une large part, des lieux maudits, connus

(1) P.R.I., Programme pour la résorption de l'habitat insalubre, 1970

(2) René Duchac, *La sociologie des migrations aux Etats-Unis*, Mouton-de-Gruyeter, 1974. Cette courte synthèse sur le seuil de tolérance s'appuie entièrement sur Duchac, lui-même donnant de nombreuses sources américaines originales, notamment Bogardus, *l'immigration et les attitudes raciales*, Boston, D.C. Heath and co., 1928.

de tous les habitants de la ville, et marqués par une foule d'images négatives. Les cités, tout comme les anciens bidonvilles, sont désignées comme des parties malades qui menacent de contaminer les parties encore saines. Si la ville pouvait être vue comme une bête abattue, couchée toute entière à l'étal du boucher, on verrait les cités comme des organes avariés, où se rassemblent les mouches. A l'inverse, des habitats H.L.M. "normaux", où l'on a disséminé des familles "à problèmes", se sont vus désignés par des images négatives identiques, alors même que l'on était resté bien en-dessous de la barre fatidique des 10 %. Le risque de contagion est partout car les individus sont contagieux, autant que les murs. Et l'hésitation entre regroupement et dissémination peut tourner à la valse hésitation, le mouvement de balancier peut s'accélérer, devenir furieux, il n'y a pas de réponse unique au défi de la pauvreté.

Promoteurs et gestionnaires des cités en Seine-Maritime

On retrouve ce mouvement de balancier en Seine-Maritime. En 1975, la D.D.A.S.S. impulse la mise en route de 15 cités en Seine-Maritime. Six ans après, en 1981, elle conseille aux équipes d'action éducative d'éviter le regroupement de familles difficiles et suggère de disperser ces familles dans des logements en ville. Une politique dite de "l'habitat diffus". Que s'est-il passé durant ces six années ? Il est difficile de l'exposer sans caricaturer. Mais il est possible de présenter les institutions et les personnages qui entourent les cités et de montrer que le regroupement aboutit à une nouvelle sélection, puis à de nouveaux regroupements, dans une chaîne qui est sans fin parce que l'histoire des cités est inscrite dans une continuité avec une gestion financière, des personnels, des mécanismes administratifs inamovibles.

Première institution, les H.L.M. Ils construisent, entretiennent et gèrent le cadre bâti. Ils ont pris la charge des cités et bien souvent se sentent floués, possédés. Les impayés sont très importants, c'est en cela que les citadins sont différents des autres locataires. Un directeur de H.L.M. l'exprime fort bien : *je me souviens que j'ai assisté à la remise des clefs à la cité et je savais bien que certains n'avaient même pas de quoi payer le premier loyer. Pourtant les familles doivent payer parce qu'au-delà d'un certain seuil, ça fait tache d'huile et même les gens qui pourraient payer ne paient plus.* Ce seuil de non-paiement, c'est également un seuil de dégradation du cadre bâti au-delà duquel il n'est plus possible d'assurer l'entretien. Parfois on supprimera le poste de gardien. Dans cette ville, la politique des H.L.M. a été de ne plus attribuer les logements laissés vacants, avec l'espoir de vider progressivement la cité, de disséminer les dernières familles et de réhabiliter. Mais cette politique coûte cher, trop cher, en loyers non perçus. Il y a les emprunts qui courent. Et il a fallu, en désespoir de cause, procéder à de nouvelles attributions. Cet exemple pour montrer que la gestion financière pèse très lourd sur les cités. La seule politique possible consiste alors à différencier, à l'intérieur de la cité, les bons des mauvais citadins. Du point de vue des H.L.M., les mauvais citadins sont les mauvais payeurs, qu'il faut faire partir avant qu'ils ne contaminent les autres, procédures d'expulsion à l'appui.

Deuxième institution, la municipalité. Elle est concernée au premier chef par l'image de la ville ou de la commune et de ce fait prête la plus grande attention aux faits-divers, violents ou non, qui émaillent les colonnes de la presse locale. Plus les faits-divers seront nombreux et connus, plus la municipalité aura tendance à considérer que la cité est un problème. Les

mauvais citadins seront les violents. La municipalité voit aussi la voirie, la taille du dépôt d'ordures ; la desserte de la cité par le bus, qui est obligé de faire un détour ; les impôts locaux, qui ne sont pas versés. Restent les bulletins de vote. Mais la municipalité est aussi alertée par son bureau d'aide sociale. Elle voit que les citadins, malgré les logements tous neufs et l'action éducative, sont restés ces assistés dont les grands-parents étaient déjà inscrits au bureau de bienfaisance et les parents à la soupe populaire. Elle ne peut songer à se débarrasser d'un coup de ces pauvres historiquement acquis et elle voit comme des mauvais citadins, non seulement ceux qui commettent des actes délictueux, mais aussi ceux qui sont des abonnés trop empressés de l'aide sociale.

Troisième institution, la Caisse d'Allocations Familiales. La bonne dame en a assez de payer et de gérer. Elle a surtout peur des indûs, des prestations indûment versées et qu'il faut ensuite récupérer. Il est vrai que la C.A.F. est la véritable mère nourricière de la cité, avec son système complexe de prestations sans conditions de ressources, de prestations sous conditions de ressources. Qu'elle s'arrête de payer et le froid et la faim se remettraient d'un coup à sévir comme au mauvais vieux temps de l'Abbé Pierre. Aussi égrène-t-on mélancoliquement, dans les caisses, la litanie des familles multi-aidées, trop assistées, soutenues. Les mauvais pauvres, pour les caisses, ce seraient les familles qui ne savent pas gérer leur budget, qui utilisent mal les allocations -boire, ou élever son enfant, il faut choisir-, qui sont imprévoyantes, font autant de dettes que de dépenses somptuaires. Cela n'empêche pas les sentiments, d'autant que le système de promotion interne favorise l'accès à des postes de responsabilité d'assistantes sociales ou assistants sociaux qui ont une expérience de terrain, qui connaissent les familles. Ainsi cette Directrice de caisse, faisant fi du nouvel ordinateur, continue à réaliser des dossiers manuels complets sur quelques grandes familles qu'elle a suivies de près et continue à suivre de plus loin, remplissant patiemment les fiches annuelles sur les allocations, les prêts et les secours, épinglant soigneusement les coupures de presse relatant les faits-divers auxquels ces familles sont mêlées. Ces carrières institutionnelles sont exemplaires si ce sont de mauvais exemples et ces familles sont, autant que des repoussoirs, considérées comme des victimes involontaires d'un système social qui les écrase. Des victimes qu'il faut aider, avec l'arsenal des aides prévues pour cela.

Quatrième institution, les équipes de travailleurs sociaux installées à demeure dans les cités, dans un appartement ou dans un pavillon. Le problème de ces équipes est qu'elles s'usent très vite dès que les choses vont mal. Trois équipes complètes en six ans sur deux des quatre cités où nous travaillons. L'une des associations gestionnaires est dissoute, le personnel éducatif est licencié. L'autre équipe a abandonné le pavillon qu'elle occupait à l'intérieur de la cité et s'est repliée dans un appartement en-dehors de la cité. Les familles qui veulent de l'aide doivent faire une "vraie" démarche. Là encore, il y a un espoir que les cités disparaissent. Vider progressivement la cité pourrait être une bonne solution, avant de repartir sur des bases saines. Mais ce n'est pas possible. Dès qu'un appartement se vide, le prix de journée correspondant disparaît et c'est le salaire des travailleurs qui est menacé. La D.D.A.S.S. propose un demi-prix de journée pour la prise en charge des familles disséminées en "habitat diffus". Mais les travailleurs sociaux manquent déjà de moyens, ils refuseront ces coupes sombres. Dès lors les cités doivent coûte que coûte se remplir. L'usure des équipes est le fait des familles qui assiègent, jour après jour, les travailleurs sociaux. Ceux-ci viennent travailler dans la cité comme on vient travailler à l'hôpital. Et ce contact quotidien est épuisant. La fatigue vient des familles qui deman-

dent en permanence de l'aide, n'hésitent pas à rester des heures dans les locaux pour obtenir satisfaction, menacent et ne respectent pas les accords qui sont conclus, refusent l'action éducative ; ou des familles que l'on ne voit pas demander mais qui agressent physiquement et verbalement, dont on croit lire la signature le matin en découvrant la porte fracassée, le local saccagé, la nourriture volée, les papiers éparpillés. Les équipes désorientées en viennent alors à désigner nommément les cinq ou dix familles qu'il faut éliminer parce qu'elles contaminent les autres et entravent l'action éducative.

Une foule d'autres institutions gravitent autour des cités : les Assedic, les services de police, de justice, les associations privées, etc. Selon les cités, selon les situations locales, telle ou telle institution joue un rôle plus ou moins grand. Les hommes sont aussi importants que les institutions. Ici c'est le notable, médecin, militant du secours catholique ; là c'est le fonctionnaire de la mairie, qui reçoit les doléances ; là-bas l'employé de l'agence d'intérim, qui connaît tout le monde. L'objet de notre recherche n'est pas le fonctionnement des institutions. Nous ne le retrouverons maintenant que vues par les citadins. Aussi était-il utile de présenter les plus importantes d'entre-elles.

Il nous sera reproché avec justesse, je crois, de ne voir du côté des institutions que ce qui va mal, ce qui coince. Cela tient à ce que nous avons vu les institutions avec le regard des citadins ; des institutions qui répriment, qui ne donnent jamais assez. Aussi souvent que possible nous corrigerons le tir. Mais cette première caricature nous permet de voir le mouvement de balancier entre dissémination et regroupement se reproduire à l'intérieur même de ces regroupements que sont les cités. Ici on continue à sélectionner, à trier. A chacun de repérer ses mauvais pauvres. Sélectionner, trier, c'est aussi dénoncer, trouver un ennemi commun. Lorsque les choses vont mal, les institutions commencent par se rejeter la faute les unes sur les autres. C'est la faute à la Mairie, qui refuse de mener une politique d'animation. La faute aux H.L.M., qui ont retiré le gardien et n'entretiennent plus. La faute à la C.A.F., qui ne donne pas assez aux plus pauvres. La faute aux éducateurs, qui ne sont pas assez énergiques. Lorsque les choses vont mal, les institutions peuvent également essayer de s'entendre sur les familles qu'il faut éliminer, chacun a sa liste de pommes pourries. Mais il est difficile de fabriquer une liste unique. Chacun a sa stratégie, mais il n'y a pas de stratégie unitaire. Les idéologies sont une palette de couleurs et font qu'une institution se dressera au dernier moment, pour protéger ses pauvres. On peut voir dans ce jeu des pouvoirs un dysfonctionnement qu'il faudrait éliminer, ou une dynamique propre au système démographique. Les citadins, nous le verrons, le saisissent surtout comme un enchaînement de rébits.

Quatre cités de Seine-Maritime

Notre recherche porte sur deux cités de la ville du Havre, une cité à Rouen et une cité à Elbeuf. Au Havre, les cités sont des éléments parmi d'autres d'un long et massif processus de sélection dans l'habitat. A Rouen, la cité est le reliquat, fabriqué et protégé par les travailleurs sociaux, d'un ancien quartier populaire. A Elbeuf, c'est l'élimination d'un taudis en bordure de la ville qui emportera la décision. Nous donnons quelques éléments de cette histoire.

Le Havre

1945. Une bonne partie des Havrais ayant reflué vers la province, notamment vers l'Eure et Loire, au moment des bombardements, reviennent et découvrent que leurs quartiers sont entièrement détruits. Des camps de réfugiés sont installés Boulevard François 1er. D'autres quartiers, St François, Notre-Dame, les Neiges, sont investis par ceux qui n'ont pas d'argent, pas de moyens, mais dans ces quartiers, au moins, les logements sont en dur. La situation dans ces camps devient intenable du fait de la surpopulation. Petit à petit, les réfugiés quittent le camp, ceux qui trouvent un emploi trouvant aussi à se reloger. Ceux qui restent n'ont d'autre solution, au moment où ils sont chassés du centre-ville, que de s'installer dans la forêt de Montgeon, dans des baraquements de tôle abandonnés par l'armée américaine. La ville va faire un immense effort de reconstruction, mais le centre de l'habitat précaire et de la pauvreté restera la forêt, avec ses cinq cent baraques.

Toute une vie sociale s'y organise, avec son patronage, ses caisses de secours, le cinéma laissé par les militaires, les jardins implantés dans la forêt. Un large espace où la subsistance par les petits houlots, le jardinage, l'élevage, perd progressivement du terrain grâce aux emplois industriels qui se créent et à l'activité portuaire (dockers).

Cette situation dure jusqu'en 1959. A cette date un rapport d'enquête dénonce l'insalubrité des baraquements, l'humidité, les moustiques qui infestent la forêt, les rats qui pululent dans les logements. Le rapport d'enquête préconise, ici comme ailleurs, l'évacuation des baraques et leur démolition. Depuis plusieurs années, une partie des familles de la forêt demande à être relogée en H.L.M. Mais leurs revenus sont insuffisants pour les logements existants. D'autres familles ne demandent rien, se satisfaisant apparemment de leur vie dans le camp. Suite à ce rapport d'enquête, mais petit à petit, 300 familles vont être acceptées dans les nouveaux ensembles H.L.M., les LOP0FA, qui ont été construits en pleine campagne entre la forêt et le centre ville. De nombreux déménagements se font l'hiver, quand il fait froid. Ceux qui déménagent doivent verser une caution de 150 F. et s'engagent à payer régulièrement leur loyer. Les plus pauvres restent dans la forêt.

Les LOP0FA font des petits. Les H.L.M. continuent à construire et le plateau, entre le centre ville et la forêt, va peu à peu s'urbaniser. Les LOP0FA vieillissent, commencent à se dégrader et peu à peu les moins pauvres quittent les LOP0FA pour s'installer dans les nouveaux immeubles, laissant dans les LOP0FA les plus pauvres avec leur chaudière individuelle au charbon. La différenciation continue, jusqu'en 1974, date à laquelle on décide de construire cinq cités de promotion familiale sur l'agglomération du Havre. Deux seront construites sur le plateau. A ce moment-là le dernier baraquement de la forêt a été détruit par le bulldozer, l'occupant emmenant ses valises en catastrophe. Les cités permettent de faire une nouvelle sélection, où chaque institution pourra envoyer ses cas sociaux, ses familles trop nombreuses pour vivre en H.L.M., des familles rejetées d'autres quartiers du centre ville. C'est le dernier mouvement de sélection et de regroupement. Jusqu'à aujourd'hui. L'opération H.V.S. sur le plateau engage un nouveau mouvement. Les ensembles rénovés seront-ils demandés par les classes moyennes, permettant ainsi un brassage social ? C'est possible, mais il faut pour cela éliminer les plus pauvres, ceux qui font peur, les immigrés. Ou bien ces ensembles seront-ils réservés aux familles "solvabilisées" par les systèmes d'aide au logement ? Dans ce cas on retrouvera les mêmes problèmes sociaux.

Rouen

Les 23 petits logements de cette cité ne sont que le reliquat d'un vaste mouvement migratoire qui a vidé le quartier de la Croix de Pierre, la population émigrant vers les ensembles géants de la périphérie, à Canteleu ou vers le plateau des Sapins. Le quartier fait une cure de poutres apparentes et de cloisonnement des immeubles en petits studios confortables pour accueillir les couches moyennes. Restaient dans ce quartier de la Croix de Pierre une poignée de jeunes couples accrochés à de vieux appartements tombant sous le coup de la loi de 48. Ces jeunes adultes, fréquentent depuis longtemps un Club de prévention très actif qui essaima avec de nouvelles actions et de nouveaux locaux sur plusieurs quartiers de la ville. Les jeunes et les éducateurs se rencontrent au centre du quartier dans un local qu'on appelle "la baraque", construit sur un terrain de la ville. Autour de la baraque, un terrain disponible qui dessert la rue. La cité sera construite sur cet espace, accolée au local du Club de Prévention. Les jeunes adultes du Club ont un logement tout trouvé. L'association gérante est créée à partir du Club de Prévention qui peut imposer ses choix. Club de prévention et association gestionnaire ne forment, malgré les distinctions juridiques et administratives, qu'un seul ensemble qui sélectionne, gère et éduque tout à la fois. La cité a bien fait office d'accueil pour des couples à faibles revenus. Elle est si organiquement liée au développement du travail social qu'elle apparaît parfois comme une réserve concédée aux meilleurs éléments d'un clientélisme décennal.

Elbeuf

Les mal-logés d'Elbeuf sont, comme dans toutes les petites villes, bien connus des institutions et de la population. On sait les noms des rues aux maisons délabrées : la rue Guynemer, la rue Cousin Corblin, une partie du Cours Carnot, la Place Saint Louis... De 1962 à 1970 la plupart de ces familles sont relogées dans des nouveaux ensembles H.L.M. de la périphérie: le Parc St Cyr, les Mesliers et dans un ensemble du centre : le Puchot. Mais pour les plus pauvres, pour les derniers taudis de la ville, pas de perspective. Les constructions d'après-guerre disparaissent, sont remplacées par des bâtiments neufs investis par les plus riches, mais la rénovation de l'habitat ancien n'avance guère dans un climat économique déjà dégradé par la disparition progressive de l'industrie du textile. De 1970 à 1975 on continue à détruire et à reconstruire, on relogé beaucoup de familles aux revenus modestes, de personnes âgées, mais ces habitats sont toujours inaccessibles aux plus pauvres. Certains d'entre eux retrouvent d'autres vieilles maisons dégradées, des courrées d'usine inoccupées, des bâtiments en ruine comme les anciens abattoirs. Ces familles, qu'on appelle maintenant des cas sociaux, figurent sur les listes de travailleurs sociaux, et, à partir de ces listes, seront relogées de gré ou de force dans la nouvelle cité ouverte en 75. Cela permettra de détruire plusieurs bâtiments insalubres. 80 familles sont ainsi relogées avec le paiement symbolique d'une partie du premier loyer.

III - Notre cuisine

Les matériaux de base

La base la plus solide, et la plus classique pour les sociologues, est constituée de chiffres. Ces chiffres portent sur les revenus des citadins, famille par

famille. Ils ont été recueillis auprès des caisses, à partir de "listing" d'ordinateur ou sur un fichier manuel. Ils sont complétés et croisés, dans la plupart des cas, avec les chiffres des D.D.A.S.S. sur l'aide sociale à l'enfance, plus rarement avec les chiffres du bureau d'aide sociale. Le croisement est effectué sur la base du numéro d'allocataire, parfois du nom propre, le tout restant anonyme pour le lecteur comme pour nos partenaires institutionnels.

La deuxième base est faite d'observations au jour le jour sur les terrains. Chaque temps sur le terrain a donné lieu à un compte-rendu écrit par chacun des chercheurs. Ces notations ethnographiques sont bien évidemment marquées au fer de la subjectivité. Les différences entre les compte-rendus sont un premier moyen de repérer ce qu'a vu l'un, ce qu'à noté l'autre. Le désaccord est dans ce cas préférable à l'unanimité. Mais les citadins eux-mêmes nous ont permis de critiquer ce matériel. Travailler sur les activités économiques, c'est demander aux individus de nous dévoiler ce qui doit rester caché, d'autant plus caché que ces activités sont parfois à la limite de la légalité. Un exemple extrême est donné par ce citadin à qui nous demandions, après plusieurs apéritifs, de nous emmener chez un revendeur de voitures "made in nulle part" qu'il connaît bien. C'en était trop : *tu veux connaître ma vie...tu ne la connaîtras pas. Je sais, tu vas écrire un livre, tu vas gagner de l'argent, et puis, hop ! terminé. Comment je vais gagner des sous, moi ? Je vais être obligé de te braquer.* Il eut fallu partager les droits d'auteur, ou la subvention de la C.N.A.F. A l'autre extrême, il y a le citadin qui demande à raconter sa vie, dans les moindres détails, qui montre son bulletin de paie, sa feuille d'allocations, et raconte ce qu'il gagne en bricolant. Entre ces deux extrêmes une variété d'attitudes qui dépendent de la position des locuteurs.

Le contenu des notations au jour le jour est hétérogène parce qu'il est le produit de situations d'interlocuteur à interlocuteur différentes ; mais il est facile de retrouver ces positions qui jaillissent dès que le personnage ou l'événement revient en mémoire. Les moments passés avec les citadins sont des moments intenses, fatigants, on s'en souvient pendant longtemps. Mais il n'est peut-être pas nécessaire d'insister sur ce jeu des regards croisés, tellement classique dans les recherches de nature anthropologique qu'il en devient assommant. Nous avons rusé avec les citadins. Nous avons été des "chineurs", cherchant une estafette d'occasion. Nous avons acheté gazinières, frigidaires et télévisions ; nous avons revendu, échangé, gagné et perdu quelques sous. Nous avons joué au tiercé, fait les décharges municipales, récupéré les matériaux les plus hétéroclites. Il nous était essentiel de distinguer le fer de l'aluminium, pour parler avec le ferrailleur, de comprendre le démontage des moteurs, de connaître le travail du bâtiment. Plus efficace sans doute que d'essayer de parler le langage des citadins ou de se déguiser en loubard. Ces ruses débouchaient toujours sur le demi-aveu que nous écrivions un livre sur les cités, un aveu toujours bien accepté. Mais les citadins ont interprété notre présence de mille manières différentes. Ici ils nous ont bien vus comme des écrivains, qui allions écrire un livre sur les cités. Mais là nous étions des journalistes, parce que nous avions promis un article à propos d'une expulsion ; des travailleurs sociaux en retraite dans la cité où Laé avait travaillé ; des curieux dont il faut se méfier, dans une cité où nous avançons en posant mille questions. Et souvent nous étions pris comme écrivains publics, comme témoins des événements de la vie quotidienne, comme protecteurs dans un conflit entre voisins. Nous avons dû accepter d'être vus et utilisés de cette sorte. Nous l'avions prévu. Une technique supplémentaire a consisté en ce que nous appelions la position du sociologue belligérant. Il s'agit simplement d'une forme d'en-

quête-participation. Nous n'avons pas seulement écouté, pour mieux interpréter et critiquer dans le calme douillet du laboratoire, nous n'avons pas seulement suivi l'action, pour mieux voir, nous avons également fait état de notre connaissance des cités, de nos opinions. Dès qu'un contact était noué, nous faisons savoir que nous connaissions déjà les cités, que nous n'entendions pas nous contenter d'une description stéréotypée sur les voisins violents, les chiens méchants et la misère ; bien sûr, cela existe, est essentiel,

mais comment les citadins vivent ? Quelles sont les activités économiques ? Comment se débrouiller ? Quelle vie sociale y a-t-il ici ? Contredire ainsi en face à face les individus, c'est mener la guéguerre contre les représentations qu'ils cherchent à nous transmettre, et ce travail donne de la valeur aux observations.

Reste une critique décisive de ces notations au jour le jour. Les objectifs de la recherche nous ont conduit à mettre l'accent sur la débrouillardise, le système D., les économies marginales. Notre recherche a agi comme miroir grossissant de ces pratiques sociales. Il arrivait qu'un citadin nous raconte, avant même que nous ne lui ayons posé la question, les récupérations et les bricolages qu'il avait fait depuis notre dernière rencontre. Cet effet de la recherche est inévitable. Nous le corrigeons en chiffrant ces activités économiques. Mais il subsiste.

Autre matériau, les enregistrements. C'est un matériau difficile à obtenir, pour des raisons pratiques. Le manque de place dans les logements, le bruit, les enfants et les chiens. La conversation est une mer démontée. On passe de la colère à la rigolade, de la rigolade à l'accablement, on bouge sans arrêt, pour faire un café, donner un jouet à un enfant, accueillir un voisin. Nous avons réalisé une quinzaine de ces entretiens enregistrés, individuels et collectifs, uniquement avec des citadins que nous connaissions suffisamment, qui comprenaient l'objet de notre travail, et qui nous faisaient assez confiance pour parler au magnétophone. Plusieurs échecs nous avaient convaincu que le micro est une menace, qu'il paralyse l'expression, qu'il suscite la méfiance ou qu'il pousse les individus à se caricaturer eux-mêmes, à donner les images et les discours que le journaliste ou l'homme de télévision attend d'eux. Nous avons donc manié le micro avec précaution. Nous avons également fait des enregistrements avec un micro caché. Ils ne fournissent pas un contenu, des informations, mais permettent de reconstituer une conversation, une ambiance, des tranches de vie que complètent nos observations. Ils donnent aussi une foule d'expressions locales, souvent argotiques. Il n'y a pas d'argot des cités, mais il y a de nombreuses expressions locales, les unes d'origine rurale, régionale, les autres qui ressortent d'un parler ouvrier, d'autres d'un langage voyou, propre aux jeunes et aux adolescents. Ces enregistrements ont été utilisés sans guillemets, comme pour des phrases ou des expressions que nous notons dans nos compte-rendus ; ils figurent en italique, et portent quelquefois la mention "reconstitué" pour indiquer qu'il ne s'agit pas de citations. Lorsqu'il s'agit d'entretiens enregistrés en face à face, micro sur la table, nous portons la mention "enregistré". L'utilisation des entretiens enregistrés pose un problème particulier. Découpés en segments de phrase, ces entretiens viennent toujours à point nommé pour démontrer, donner la preuve de ce que le sociologue a avancé. Restitués dans leur intégralité, ils sont illisibles et ils ne sont pas lus, car le langage est heurté, la grammaire hésitante, la syntaxe absente. Notre position a été de compromis sur ce point. Pour certains morceaux, nous essayons de redonner systématiquement les phrases dans leur contexte ; l'idéal étant de combiner les observations, des données chiffrées et des entretiens. Ou alors nous utilisons les morceaux enregistrés comme de simples éléments

de décor, qui redonnent une expression, une ambiance, mais ne servent pas de preuves.

Derniers matériaux, plus classiques. Ce sont des rapports des équipes éducatives des cités. Puis des travaux sur la pauvreté en général, sur les politiques sociales, sur les quartiers, des travaux de sociologie urbaine par exemple. Ajoutons les auteurs favoris des chercheurs, en bonne place dans leur bibliothèque, des travaux puisés dans toutes les disciplines. Enfin les rares travaux sur les cités de transit ou de promotion familiale. Nous présentons tous ces textes au fur et à mesure que nous les utilisons. Et nous donnons une bibliographie à la fin du rapport. L'un de ces auteurs mérite ici une mention particulière. Les deux ouvrages de Colette Pétonnet (1) ont en effet été pour nous des guides. Nous l'avons pillée, utilisée, et pour finir, comme tout guide, nous l'avons critiquée. Dans son travail nous admirons de plus l'honnêteté intellectuelle qui la place dans une position d'énonciation où elle dit toujours : "ils sont différents", puis "ils sont comme nous", "ils sont écrasés et dominés", puis "ils se débrouillent fort bien", en pesant à chaque fois le pour et le contre. La perspective est proprement anthropologique. Nous avons pour une part adhéré à cette démarche. Et pour une large part nous l'avons délaissée, utilisant des chiffres sur l'économie des cités, redonnant une allure économique et sociologique à la recherche. Mais nous avons à chaque occasion une comparaison avec son travail, comme on le verra dans le rapport.

Reste à traiter, dans ces matériaux de base, la place particulière des travailleurs sociaux. La position de départ était : ne pas utiliser les travailleurs sociaux comme intermédiaires car ils sont pris dans une relation avec leurs clients qui déforme la réalité. Le principe nous semble toujours bon. Sur le terrain nous avons dérogé à ce principe. Nous nous sommes dits : pourquoi ne pas demander aux travailleurs sociaux de nous faire faire la connaissance des familles, quitte à retourner les voir ensuite de notre propre chef ? Nous avons donc rencontré certaines des équipes éducatives. Mais ces contacts n'ont rien donné, ne nous ont pas permis de connaître les familles que nous avons rencontrées par la suite, directement. Trois raisons expliquent cet échec. La première tient à la position particulière des équipes dans les cités. Elles sont l'objet de demandes multiples, permanentes et urgentes d'un nombre limité de familles qui assiègent le local. Nous n'avons jamais pu sortir du local avec les travailleurs sociaux si ce n'est pour visiter un autre équipement, un atelier, une aire de jeux, parce que les travailleurs sociaux eux-mêmes ne sortent pas du local, si ce n'est pour aller dans ces équipements ou pour une sortie à l'extérieur de la cité. Les travailleurs sociaux ne connaissent pas suffisamment les adultes exerçant les activités économiques qui nous intéressaient. Ils connaissent leur existence, mais ne pouvaient nous les faire connaître. Ce sont toujours des situations compliquées, des problèmes de relations. On sait bien que le père machin fait du potager en grand, que l'autre est mécano, que le troisième fait de la menuiserie, mais on ne peut pas aller le voir parce que problème de chômage, de prestations, de délinquance pour le fils, de désaccord avec la mère. Donc, pas possible. La deuxième raison tient à une perception ambivalente des activités économiques souterraines. Ce sont des activités qui rendent les citadins moins dépendants financièrement, moins assistés, et de ce point de vue elles sont bien perçues. Mais ce sont des activités secrètes, à la limite de la légalité, ou dont on imagine qu'elles sont totalement illégales. Et surtout les activités économiques souterraines apparaissent comme des phénomènes marginaux, propres à des individus isolés, et qui remettent

(1) On est tous dans le brouillard et Espaces habités, Galilée.

en question la vision de la cité comme un ensemble homogène de situations de pauvreté. Alors pourquoi s'intéresser à ces activités ? Que peut-on en faire ? Le seul modèle de ré-insertion possible est le salariat, fut-il en intérim, fut-il saisonnier, fut-il même illusoire, parce qu'il y a trop de chômage, que les citadins n'ont aucune chance. Le ferrailage, le bricolage, ce n'est pas un travail. La troisième raison, c'est que le sociologue est une menace. Nous avons joué cartes sur table, c'est-à-dire que nous avons fait état de nos partenaires au ministère et à la C.N.A.F., alors que nous ne l'avons pas fait avec les citadins. Nous avons été craints encore plus. Quelles raisons peuvent bien avoir ces décideurs puissants, dans leurs bureaux parisiens, pour demander un travail sur les activités économiques souterraines dans les cités ? Plus profondément la menace touche à un sentiment de propriété envers les citadins. Chaque équipe a ses clients, sa population, dont elle se sent responsable et qu'elle protège. Les travailleurs sociaux craignent que l'on dévoile des pratiques sociales qui nuisent aux citadins. Et sur ce point ils ont raison. Il seront encore dénoncés, par la voix des citadins. Nous essayerons de nous en expliquer à chaque fois. Et nous le redisons ici : nous n'avons pas fait une recherche sur le travail social. Plus, la présence des travailleurs sociaux dans les cités est à nos yeux indispensable. Leur suppression, par un coup de baguette magique, ne ferait sans doute qu'aggraver la situation.

La cuisson

Elle a pour principe la liaison de certains éléments, l'opposition d'autres éléments. En matière de vie économique, on n'utilisera les observations de terrain que si les chiffres viennent les confirmer, ou pour compléter les informations données par les chiffres, les nuancer parfois. On jouera en permanence sur les deux tableaux. En matière de vie sociale, on n'utilisera les informations que si elles sont assez nombreuses, qu'elles s'appliquent à des groupes de citadins conséquents. Ce "assez" n'a pas de seuil critique. Mais on n'hésitera pas à donner une série d'informations qui contredisent la première série. En matière d'idées, de sentiments, de morale -ce que nous appelons les figures et les valeurs et que nous reprenons au chapitre sept- on sera encore plus prudents et on montrera que ces figures et valeurs n'existent qu'en opposition les unes aux autres, qu'elles sont systématiquement contradictoires.

Nous opérons sur des plans différents, le rapport progressant par paliers d'un plan économique, appuyé sur des chiffres, à un plan social, appuyé sur des séries d'observations complémentaires, à un plan qu'il faut appeler faute de mieux culturel, appuyé sur des séries d'informations antagonistes.

Les données chiffrées ont donné lieu à un travail particulier qui équivaut à un traitement manuel proche de celui de l'ordinateur. Un problème matériel et de temps nous a empêché d'utiliser l'ordinateur, auquel nous n'avions pas songé au départ. Nous avons dressé en un seul tableau l'ensemble des informations sur les 169 foyers répartis sur les quatre cités. Les informations portent sur le statut matrimonial, le nombre d'enfants, leur âge, l'ensemble des revenus officiellement disponibles, avec leur détail, la profession, le loyer. Le tout donne lieu à des calculs de revenu, par foyer, par jour, par personne, à des calculs sur le total de chaque source de revenus dans chaque cité, etc. Nous avons utilisé le tableau dans tous les sens comme on peut le faire avec un ordinateur. Toutes ces informations sont données et exploitées dans le chapitre un puis au début du chapitre deux. Nous les avons naturellement rapportées, chaque fois que nous le pouvions, aux observations

que nous faisons sur les familles. Nous avons également procédé à une évaluation chiffrée des activités économiques souterraines qui figure au chapitre trois.

Ces données nous permettent de comparer entre elles les quatre cités. Sur le plan économique, tant pour les ressources que pour les activités, les quatre cités sont très proches l'une de l'autre, ce qui nous permet de reprendre indifféremment des observations sur l'une ou l'autre cité pour exposer une situation, un problème. C'est un avantage énorme sur le plan de l'exposé, qui permet également de maintenir l'anonymat. Derrière les surnoms, la transformation des noms de localité, les cités sont trop facilement reconnaissables. Sur le plan démographique, deux cités avec des familles très nombreuses s'opposent à deux autres, composées exclusivement par des familles de petite taille. Ces deux dernières cités -faut-il s'en étonner- sont aussi celles où les problèmes sociaux sont les moins criants. Moins de violences, moins de turn-over chez les travailleurs sociaux, moins d'articles dans la presse.

Sur le plan de l'organisation sociale, lorsque nous parlons des citadins en général, nous faisons donc un amalgame. Nous essayons à chaque fois de corriger le tir. Mais il faut savoir que lorsque nous parlons de l'enfance par exemple, lorsque nous parlons des grandes familles, ou des conflits avec les travailleurs sociaux, nous parlons pour les deux cités, qui représentent d'ailleurs les 2/3 de notre population. Peut-on, à partir de ces données, généraliser à l'ensemble des cités ? Sans doute non. Mais nous ne disposons d'aucune information en provenance d'autres cités qui vienne infirmer la présentation que nous faisons. Par contre nous disposons d'une enquête sur sept cités de Seine-Maritime dont les chiffres correspondent bien aux nôtres. Nous l'utilisons dans le corps du texte (1). Rien ne nous indique, sur un autre plan, que les niveaux de revenus, les pratiques économiques et les pratiques sociales que nous présentons sont spécifiques aux cités. Les observations que nous avons faites au début de la recherche, des travaux de sociologues et d'économistes sur la pauvreté, tout nous incite à penser que les activités économiques et les pratiques sociales ici analysées débordent largement le cadre étroit, géographiquement limité, des cités et que ces caractéristiques peuvent se retrouver dans d'autres quartiers anciens, d'autres périphéries, d'autres formes d'habitat, sans doute sous des formes quelque peu différentes. C'est un point essentiel, que nous reprendrons en conclusion.

La présentation du plat

Ce rapport se découpe en sept chapitres :

Chapitre un : Les réseaux économiques. Il traite de toutes les activités économiques, activité par activité et des revenus des cités, cité par cité et source par source.

Chapitre deux : La richesse. Il traite des revenus des citadins, des échanges, de la monnaie.

Chapitre trois : Temps économique et rythme économique. Il traite du rythme des ressources, des prévisions et de la gestion.

Chapitre quatre : Evénements. Il traite des événements de la vie quotidienne, de leur rapport avec l'histoire de la cité et son organisation sociale.

(1) Nous devons remercier ici Philippe Barron, sociologue du Havre, qui nous a aidé dans cette recherche par des idées, des conseils et de la documentation.

Chapitre cinq : Circulation. Il traite des mouvements des citadins, à l'intérieur et à l'extérieur de la cité, de l'habitat -l'usage du logement et des espaces collectifs, le voisinage- et du rôle des institutions concernées par le logement -expulsions et départs.

Chapitre six : Protection et violence. Il traite de la violence, de son rôle dans l'organisation sociale de la cité, du recours aux institutions, du rôle de ces institutions, et des images de la violence dans les cités.

Chapitre sept : Figures et valeurs. Il traite des mécanismes de différenciation, du sentiment d'appartenance à la cité, des figures et personnages légendaires.

On peut découper formellement ce rapport en une partie économique, du chapitre un au trois, une partie sur l'organisation sociale, chapitre quatre à six, et une dernière partie formée par le chapitre sept. Ce découpage correspond bien à notre démarche de recherche qui part de l'économique, de la vie matérielle, pour aller vers le social. Le contenu effectif des chapitres est quelque peu différent. Les chapitres un et deux sont économiques, quantitatifs, mais les observations qui s'adossent aux chiffres viennent en permanence démontrer que la vie économique est indissociablement vie sociale. Les chapitres 3 et 4, à partir de la vie économique puis des événements de la vie quotidienne, posent la même question de l'écoulement du temps et se réfèrent à des interrogations de type historique. Les chapitres 5 et 6, à propos de l'habitat et à propos de la violence, portent en même temps les perceptions, les sentiments, la morale qui se retrouvent dans le dernier chapitre sous une forme plus synthétique. Les paliers de "la cuisson" sont liés dans l'écriture. Il n'y a pas de primat de l'économique ou du social. Le lecteur pourra sans problèmes passer rapidement sur les données quantitatives du chapitre un ou même, s'il le désire, commencer le texte par la fin.

IV - Quelques problèmes

Il y a plus qu'une indécence à parler de la pauvreté sans l'avoir vécue et à ruser comme dans "notre cuisine" avec ceux qui n'ont pas les mêmes armes que nous pour se défendre. Nous n'avons aucune excuse. Plus grave encore, l'absence d'une méthodologie véritablement scientifique nous met devant le fait accompli. Le modèle que nous présentons représente en fait notre hypothèse de départ. Cette hypothèse était que les cités ne sont pas seulement des lieux où sévit la pauvreté, le manque et l'assistance, mais des lieux de vie économique et de vie sociale organisés. C'est bien entendu ce que nous démontrons et c'est le défaut imparable de la méthode. Nous essayons de faire plus que de retourner le regard dominant sur la cité, nous évitons de nous prendre pour des représentants du peuple des citadins. Mais le défaut reste. S'y ajoute le problème du travail à deux, qui peut faire s'annuler les observations justes, ou se cumuler les erreurs.

Autre problème, lié au précédent. Il n'existe pas de modèle que nous pourrions appliquer aux cités. Cela tient à ce que la cité relève de plusieurs types de formations sociales déjà connues mais qu'elle ne peut se réduire à aucune. La cité rappelle le village, par la densité des relations, mais elle n'est aucunement un village, elle ne dispose pas des institutions qui caractérisent le village. La cité serait une communauté, par l'intensité de sa vie collective, mais elle n'élabore aucune des règles et des lois qui définissent la communauté. Ce que la cité n'est pas du tout, c'est un ghetto, si la désigner ainsi est un poncif. Le ghetto est un regroupement libre et

volontaire de familles et d'individus, historiquement daté. La banalisation du terme tient à ce qu'une fois formés les ghettos se sont vus imposer une limite et des contraintes de l'extérieur. La cité se serait alors l'envers du ghetto, puisque l'on commence par imposer une limite et des contraintes, quitte à laisser ensuite se développer une vie collective. Mais par d'autres aspects, la cité se rapproche autant d'une prison, ce serait une prison civile, pour reprendre le joli mot de l'un de nos interlocuteurs qui a quitté la cité. Pourtant la cité diffère par nature, et pas seulement par la privation de liberté, de la prison. La cité rappelle encore l'asile, conjointement lieu d'incarcération et d'accueil. Mais ce n'est pas l'asile.

La cité relève ainsi de deux types de réflexion hétégorènes : une approche urbaine et une analyse institutionnelle. Ce dont la cité se rapproche le plus, c'est du quartier. La cité est un quartier, mais un "quartier assigné" (1). Mais ce repérage ne fournit pas plus de modèle pour analyser l'organisation sociale des cités. La question de savoir si les citadins constituent un groupe social particulier et si ce groupe est justiciable d'une procédure d'analyse spécifique reste latente et sert d'aiguillon aux chercheurs. Elle nous conduit à emprunter à toutes les disciplines, tant sur la méthode que sur le contenu. Le découpage de la réalité sociale opéré par ces disciplines ne nous paraît pas plus cohérent que le découpage de la réalité sociale opéré par les administrations, par exemple celles qui nous commanditent. Le risque c'est que les effets de morcellement du réel s'additionnent et aboutissent à une caricature. Notre rapport prend parfois l'allure d'un combat de boxe où, en même temps que l'on traite du problème, on cherche à éviter une réaction, à esquiver une interprétation, à prévoir une objection.

Dernier problème, celui de l'écriture. Dans notre esprit le réel est complexe. Pourtant nous avons voulu ce rapport simple à lire et à comprendre. Nous avons évité au maximum les grands mots, si de nombreux gros mots figurent en italique. Nous avons néanmoins été obligés de fabriquer un vocable bizarre, un seul, celui de "sociabilité obligatoire". Nous devons nous en expliquer rapidement, au risque d'ennuyer. Nous avons avancé, au départ de la recherche, qu'il fallait remettre en cause la vision des citadins comme d'une population d'assistés puisque, loin de se laisser prendre au double piège du chômage et des transferts sociaux, les citadins développaient des activités économiques originales ou, autrement dit, "qu'ils faisaient quelque chose de ce que l'on fait d'eux" et que ce quelque chose était précisément notre objet. Nous avons été plus loin en disant : le contrôle social, les inégalités, les mécanismes de pouvoir, de désignation, de domination et d'exclusion sont déjà des phénomènes largement connus et analysés, ils font partie du répertoire classique des sociologues et des travailleurs sociaux, nous n'allons pas travailler dans cette optique, nous allons provisoirement laisser tout cela de côté pour nous consacrer entièrement à l'analyse des pratiques sociales originales et méconnues. Cette position de départ -position par ailleurs utile et nécessaire pour travailler comme nous l'avons fait- nous conduisait à concevoir les activités économiques comme s'exerçant dans un espace autonome, celui des cités, dégagé des contraintes imposées de l'extérieur. Nous exposons sous forme de schéma la cité entourée d'un mur qui ne signifiait plus un enfermement, mais son revers, une protection. Logiquement cette position devait nous conduire à extrapoler sur la sociabilité et à conclure que les formes de la sociabilité s'exprimaient elles aussi dans un espace protégé de l'extérieur, celui de la cité, et imperméable

(1) cf. CERAS (Centre d'Etude des rapports sociaux - université Lyon II), "Ethnologie en milieu urbain". Nous devons beaucoup pour l'analyse en termes de milieu urbain, aux travaux et traductions du CERAS.

à ces mêmes contraintes. Le rapport intermédiaire de juin 82 portait la marque de cette impasse. Nos interlocuteurs nous le faisaient à juste titre remarquer.

Pratiquement, ce modèle ne fonctionnait pas puisqu'il ne permettait pas d'articuler économie et sociabilité et pas non plus contraintes imposées de l'extérieur et pratiques sociales spécifiques des cités. Un exemple simple :

L'achat de meubles modernes et neufs apparaissait comme un signe de différenciation dans les statuts sociaux -celui qui possédait des meubles neufs se montrait supérieur aux autres- mais on ne pouvait correctement l'analyser qu'en le replaçant dans une interprétation incluant le nouveau type d'habitat imposé par la cité après le logement ancien, habitat qui impliquait de par sa forme et son organisation même la possession par tous de meubles modernes, adaptés aux pièces carrées, séparées les unes des autres et vides. Gommer ce poids des contraintes extérieures revenait à psychologiser les pratiques sociales, ou les "culturaliser", dire par exemple que le phénomène "meuble" relevait d'une valeur culturelle purement interne à la cité, et à décrire les populations des cités comme autant de sociétés d'étrangers, de sauvages, ce qui ne correspond pas à la réalité et que nous voulions naturellement éviter. Plusieurs rencontres avec des chercheurs polarisaient notre élaboration théorique sur ce thème. On en trouve trace dans le deuxième rapport intermédiaire (octobre 82) sous forme d'un dialogue entre les chercheurs. Nos interlocuteurs de la C.N.A.F. ne nous soufflaient pas la solution, mais manifestaient fortement la crainte de voir les chercheurs s'égarer dans un labyrinthe théorique trop vaste pour eux.

La relecture de nos observations, le recueil des données socio-économiques, et un ensemble de nouvelles observations postérieures à ce débat, nous ont fait avancer la notion de "sociabilité obligatoire". Les formes de la sociabilité sont directement articulées aux réseaux économiques souterrains. Pour exister dans ces réseaux, pour les utiliser, il faut accepter les formes de la sociabilité.

La "sociabilité obligatoire", c'est l'obligation de se lier, de s'allier, donc de se faire voir, de s'ouvrir et d'ouvrir sa porte, pour vivre économiquement et socialement dans la cité. On peut lire les effets des contraintes imposées de l'extérieur (à partir de l'habitat, du travail, des politiques sociales) au coeur même des éléments constitutifs de la sociabilité. La situation de chaque individu, famille ou groupe peut se définir par rapport à ces éléments qui fonctionnent, sinon comme des normes, comme des formes de sociabilité dominantes. Ne pas participer de cette sociabilité, c'est s'exclure de la possibilité d'utiliser les réseaux économiques, qu'il s'agisse d'un choix délibéré ou pas, comme on le verra dans les exemples de familles isolées ou exclues de cette vie sociale.

Trouver un principe explicatif n'est pas clore le débat. Sociabilité obligatoire est avant tout une notion qui permet d'articuler de façon satisfaisante les observations sur les activités économiques et sur la vie sociale, articulation qui se vérifie dans tous les cas. Reste que les faits culturels sont multiples et prégnants. On les traitera en particulier dans le chapitre sept : Les figures et les valeurs. Mais sur cette question, nous ne concluons pas et le débat restera ouvert.

CHAPITRE I - LES RESEAUX ECONOMIQUES -

Nous avons choisi de nous intéresser à l'économie de la cité. Combien d'argent, de marchandises, pour faire vivre la cité ? Nous pouvions raisonnablement supposer que les individus et les familles consacraient une part importante de leur temps et de leur énergie à leur vie matérielle. Nous savions également que la nécessité d'un approvisionnement régulier -entendons par là aussi bien l'achat de biens que le fait de se procurer les moyens de ces achats- poussait les individus à sortir de la cité et à entrer en relation avec des personnes et des institutions diverses.

Toutes nos observations confirment ces deux hypothèses : densité des activités économiques et ouverture de ces activités sur l'extérieur. Nous avons en outre été frappés par la variété de ces activités. Pour présenter ces activités au lecteur, nous avons opéré une classification. Nous avons ainsi recensé sept sortes d'activités :

- 1) Les activités d'emploi : du salariat régulier au travail au noir, en parcourant toute l'échelle des statuts : travail à durée déterminée, intérimaire, saisonnier.
- 2) Les activités continues et proches des cités : ferrailage, mécanique, récupération.
- 3) ~~Les activités discontinues et semi-rurales : le jardinage, l'élevage et leurs dérivés.~~
- 4) Les activités liées aux transferts sociaux. Ce sont les démarches et comportements inspirés par la nécessité d'avoir accès au système de protection sociale dans sa complexité.
- 5) Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux. Ce sont des activités de relation avec les travailleurs sociaux, à l'intérieur et à l'extérieur des cités, qui se traduisent par une aide financière, matérielle ou même morale.
- 6) Les activités d'échanges ou de services intra-muros. Ce sont des activités d'échanges, de prêts, de dons, en argent, en travail, en nature. Cette activité là est définie précisément par le fait qu'elle n'implique pas d'échanges avec l'extérieur.
- 7) Les activités d'argent : vol, dettes et jeu.

Ces activités économiques nous permettent d'accoler à la cité des fonctions. Les activités d'emploi indiquent que la cité remplit encore la fonction-traditionnelle dans l'analyse marxiste du système capitaliste-de réservoir de main d'oeuvre. Les activités de ferrailage, de mécanique et de récupération transforment par endroits et par moments la cité en une zone industrielle. Les activités discontinues et semi-rurales nous font comprendre que la cité est une cité-campagne. A travers les activités liées aux transferts sociaux, on peut voir la cité comme une annexe de la banque sociale. Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux traduisent le fait que la cité est nourrie par le contrôle social. Les activités d'échanges et de services intra-muros : la cité est un marché. Les activités d'argent : c'est la cité immorale, qui coïncide si bien avec l'image que l'on donne d'elle et avec la fonction de la cité dans la ville, fonction de repoussoir, de rejet. La cité est bien un espace multi-fonctionnel et non simplement un espace de ségrégation.

Les activités sont exercées par des individus et des groupes. Les fonctions sont collectives. Les réseaux économiques, ce sont des lignes qui relient entre eux des individus et des groupes, à l'intérieur de la cité et entre eux la cité et les institutions, entreprises, espaces de travail et de loisir, dans l'exercice d'une fonction.

Nous avons donc sept réseaux économiques, autant que d'activités et de fonctions. Ces réseaux économiques, il ne faut pas les voir comme des réseaux de sociabilité. Les individus qui exercent les activités de ferrailage, par exemple, n'appartiennent pas tous au même réseau de sociabilité. D'ailleurs lorsque nous parlons de réseaux de ferrailage, mécanique, récupération, nous décrivons des individus, des groupes et des activités observés sur des terrains distincts et nous ne montrons pas chaque type de réseau pour chaque terrain. Donc, les individus que nous décrivons à propos des activités ne doivent pas être mis dans des cases. Il ne s'agit pas de psycho-sociologie. La cité ne peut être divisée en sept groupes qui correspondraient aux sept réseaux. Chaque individu a son réseau de sociabilité d'une part, et exerce d'autre part sa vie matérielle dans un ou plusieurs de ces réseaux économiques qui font l'objet de notre analyse.

Nous restons réservés sur les questions méthodologiques soulevées par l'utilisation de "réseaux". Nous ne faisons peut-être ici qu'ajouter au "désastre conceptuel" (1) qu'entraîne l'utilisation désordonnée de ce terme par les chercheurs. Les réseaux économiques sont proches des "réseaux de transaction" dont parle Ulf Hannerz, c'est à dire de réseaux orientés par une fin : l'accès aux ressources ou la mobilisation de ressources (2). Mais c'est cet accès aux ressources que nous décrivons prioritairement, au détriment des chaînes relationnelles. Ce sont des filières, des systèmes que nous mettons en avant dans ce premier chapitre, ~~non des formes de sociabilité~~. Cette utilisation de "réseaux" fait la part belle aux nécessités de la recherche axée sur quatre terrains différents. Nous n'avons cédé à aucune "sociologie de l'amertume" (3) qui voudrait voir dans la "sociabilité de base" la seule dimension de la tromperie, de la ruse, de la manipulation. Mais nous avons voulu mettre à plat les activités économiques en tant que telles, avant de nous intéresser aux formes multiples de la sociabilité dont nous avons une connaissance beaucoup plus fragmentaire.

L'analyse des réseaux économiques permet en outre de mesurer le poids et la pertinence de l'économie dans les cités. De toute évidence, l'organisation sociale d'une cité ne s'exprime pas seulement dans les rapports économiques, mais s'exprime aussi dans les rapports de parenté, les rapports de voisinage et des valeurs ou des figures. Quelle part de l'organisation sociale pourra-t-on mettre à jour en exploitant les rapports économiques ? L'analyse des réseaux permet de tirer au maximum ce fil de la vie matérielle, puis de montrer que l'économie de la cité n'est pas seulement une économie matérielle ; c'est une économie politique. Le peuple de la cité, si peuple il y a, n'est pas seulement un peuple économique, c'est également et avant tout un peuple social.

Nous avons en outre ajouté à l'idée de réseau économique le terme de souterrain. Nous regrettons quelque peu ce terme aujourd'hui. L'activité économique se déroule bien sur terre. Les réseaux économiques ont des moments et des fragments visibles, des moments et des fragments invisibles. Cette visibilité relative des réseaux est un phénomène complexe que nous

(1) I. Katuszewski et R. Ogien, **Réseaux d'immigrés**, Editions ouvrières.

(2) Ulf Hannerz, **Explorer la ville**, Minuit, coll. le sens commun. Traduction de Isaac Joseph, qui reprend la méthodologie du réseau dans "Réseaux, territoires, carrières", in **Espaces et vie quotidienne**, Ariese-Ceras, Université Lyon II, juin 83.

(3) I. Joseph, *Ibidem*

abordons cas par cas. Elle est liée à la nature de l'activité, aux rapports de forces entre les membres des réseaux et leurs interlocuteurs institutionnels ou privés, et engage une analyse des rapports vie privée/vie publique qui dépasse largement le cadre de l'économique. Souterrain peut plus simplement indiquer que l'activité économique ne s'exerce pas entièrement au grand jour et que les intentions des acteurs, citoyens, acteurs institutionnels ou privés, ne sont pas affichés aux yeux de tous.

I - 1 - Réseaux et territoire

Les réseaux débordent de toutes parts le territoire géographique de la cité. Mais ils restent centrés sur elle. C'est de la cité que partent les initiatives destinées à se procurer les ressources. C'est vers la cité que convergent toutes ces ressources. Ainsi le réseau ne permet pas d'épuiser le territoire géographique. La cité relève encore d'une approche urbaine dans laquelle la ségrégation spatiale, l'assignation des pauvres à un quartier désigné négativement a pour corollaire la constitution de ce territoire comme lieu de refuge, de protection.

De la même manière les réseaux débordent de toutes parts sur le territoire des institutions qui prétendent transformer les habitants en cibles muettes des politiques sociales. Mais ils restent centrés sur la famille et le travail. Ils n'épuisent pas le territoire social. La cité relève toujours d'une analyse institutionnelle dans laquelle le contrôle social -le mécanisme du prix de journée, la présence de travailleurs sociaux au coeur même des cités- a pour corollaire l'utilisation permanente par les citoyens de ces institutions comme institutions-ressources, portes auxquelles frapper, banques, magasins, bars, etc..

Pour relever ainsi d'une approche urbaine et d'une analyse institutionnelle, les cités et leurs réseaux restent bien perméables aux phénomènes de pouvoir. La cité existe comme territoire social et géographique indispensable à ses habitants. Elle existe indissolublement comme espace de ségrégation. L'analyse en termes de réseaux a simplement cet avantage qu'elle nous permet de décrire la vie sociale dans sa complexité et non comme une simple réponse automatique aux contraintes qui s'exercent sur les individus par la ségrégation de l'espace et le contrôle des institutions.

Ces réserves une fois formulées, nous pouvons définir le territoire des citoyens, c'est-à-dire la façon dont les réseaux économiques parcourent et étendent les territoires de l'habitat, de la famille, des institutions et du travail.

I - 11 - Réseaux et territoire de l'habitat

Programmant un habitat destiné à des "familles à problèmes", les promoteurs des cités avaient deviné qu'ils auraient un nombre important de familles avec 4, 5, 6 enfants ou plus. Les cités comprennent une proportion de grands logements supérieure à celle du parc H.L.M. et de l'ensemble du logement dans la région considérée (1). Mais pour les activités économiques qui nous intéressent, c'est moins la taille du logement qui importe que sa disposition: est-il de plein pied ou à l'étage ? Y a-t-il un jardin, une cour ou un garage ? Et la disposition de la cité : y a-t-il des arbres, une cour ou une rue couverte de ciment, d'enrobé ou de terre ?

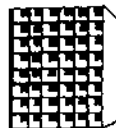
Les cités sont très inégales de ce point de vue. La cité des Roses ne comporte que des pavillons avec garages et jardins. La cité du Jasmin offre des appartements en deux blocs avec des garages pour chaque appartement.

(1) voir note page suivante.

LES LILAS



80



et quelques jardins

cul de sac en bord de forêt

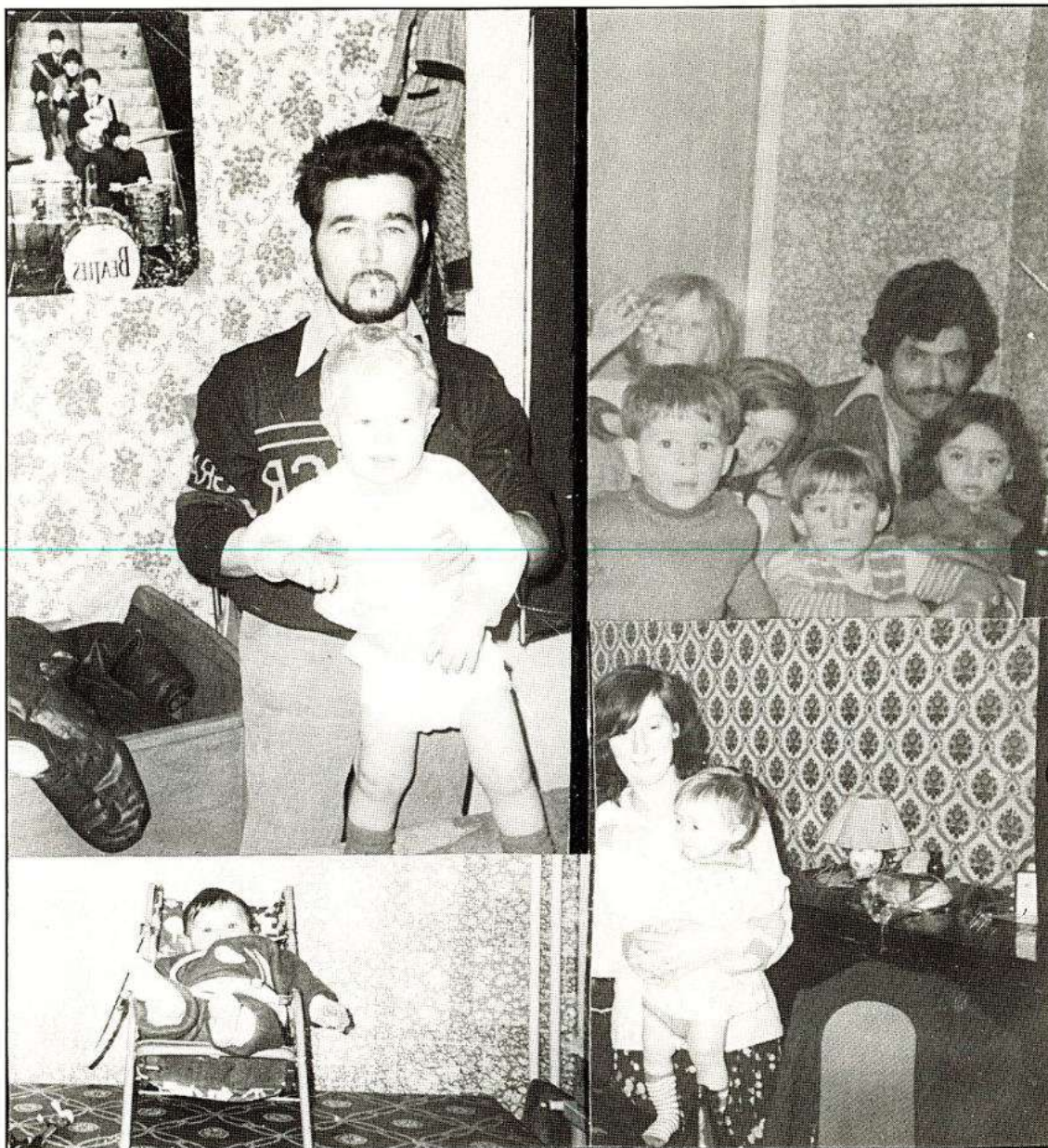
272 Habitants

2,9 enfants / famille

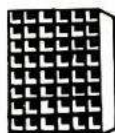
30 Salaries

97 Adultes

LE JASMIN



40



cité ouverte en fin d'agglomération

153 Habitants

2,6 enfants / famille

19 Salariés

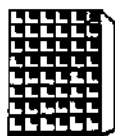
52 Adultes

plutôt monoparentale

LE MUGUET



23



en agglomération

57 Habitants

1,3 enfants / famille

10 Salariés

27 Adultes

monoparentale

LES ROSES



80



avec jardins

cul de sac en périphérie de l'agglomération

385 Habitants

6,2 enfants / famille

29 Salariés

86 Adultes

La cité des Lilas propose une formule mixte : d'un côté des pavillons avec jardin, de l'autre des appartements en trois blocs avec garage ou cave. La cité du Muguet n'a que des appartements en un bloc sans garage ni cave. Les réseaux économiques utilisent les opportunités offertes par ces espaces, subissent également le manque d'espace, mais sont capables de détourner des lieux à l'intérieur ou de créer des lieux à l'extérieur des cités. La question se pose essentiellement pour les réseaux 2, activités continues et proches des cités : ferrailage, mécanique, récupération, et 3, activités continues et semi-rurales, ces deux réseaux étant grands consommateurs d'espace. Nous observons que le ferrailage et la récupération sont très forts dans la cité du jasmin, alors que cette cité n'offre que de petits garages. Les ferrailleurs utilisent les garages des voisins sans automobile et rêvent d'abattre les cloisons entre les garages. Pourtant, logiquement, le ferrailage grand consommateur d'espace, aurait dû se développer le plus dans la cité des Roses qui offre le meilleur espace. Nous observons également que les activités semi-rurales sont importantes dans la cité des Roses, ce qui est logique puisque cette cité offre des jardins, mais qu'elles sont également importantes dans la cité des Lilas, et ce, y compris pour ceux, la majorité, qui ne disposent pas de jardin. Ils louent des jardins à l'extérieur ou exercent une activité orientée vers la campagne environnante (travaux saisonniers, cueillette). Dans ce cas l'activité économique est une incitation à sortir de la cité. C'est encore plus le cas pour la cité du Muguet où les activités économiques s'exercent presque entièrement à l'extérieur car il n'y a aucune possibilité hormis une cour intérieure consacrée aux jeux et à l'automobile.

La situation géographique de la cité et sa situation dans la ville ont également une influence sur les réseaux.

La cité des Roses se trouve située à l'extrême périphérie de la ville, au-delà des grandes cités H.L.M., bordée par une voie à grande circulation. On y accède par un chemin pédestre et cyclable d'un côté, par une route en impasse de l'autre. La cité du Jasmin est située entre ces grandes cités H.L.M. et une zone pavillonnaire avec également deux accès. La cité des Lilas est située en hauteur sur une couronne qui comprend d'autres ensembles H.L.M. avec un accès pour chaque ensemble. La cité du Muguet est située en pleine ville dans un quartier ancien.

Note de la page précédente :

(1) L'enquête D.D.A.S.S. sur sept cités de Seine-Maritime nous donne le tableau suivant :

T.1. - STRUCTURES DU LOGEMENT (en cité de transit)

Nombre de pièces	cités (données D.D.A.S.S.)	Parc H.L.M. (données H.L.M.)	logement S. Marit. (données INSEE)
1	4,3	3,9	7,8
2	20,2	15,4	15,3
3	20,3	35,2	29,5
4	16,9	31,3	27,5
5	22,2	11,8	12,4
6 et +	15,8	2,2	7,5

Dans tous les cas nous avons une situation géographique d'enfermement. Les cités ne sont pas des lieux de passage comme les autres quartiers ; nul n'y pénètre qui n'y vient expressément pour quelque chose, ne serait-ce que pour voir, comme le journaliste, ou le sociologue.

Mais tous les réseaux économiques agissent en dépassant ces limites géographiques. Le réseau 1, activité d'emploi. Les membres de ce réseau dans la cité du Jasmin utilisent la proximité d'un habitat pavillonnaire comptant de nombreux retraités pour donner des journées de travail à ces retraités. Les membres de ce même réseau 1 de la cité du Muguet profitent de leur enracinement dans ce quartier ancien pour développer des activités de bricolage, de travail au noir avec les habitants du quartier. Le réseau 2, ferrailage, mécanique et récupération, incite les membres de ce réseau de la cité des Roses, coincés tout au bout de la ville, à aller encore plus loin chez les épavistes et sur les décharges du plateau, pour les pièces automobiles, les biens de récupération, la ferraille. Dans le réseau 3, les activités semi-rurales, les citadins des Lilas tournent également le dos à la ville et, négligeant la route d'accès pour un chemin à travers bois, vont encore plus loin vers la campagne, tandis que les citadins du Jasmin, privés de jardin, utilisent un terrain vague pour un élevage dont le fourrage leur est ainsi gracieusement accordé. Les réseaux 4 et 5 -activités liées aux transferts sociaux et activités d'encerclement des travailleurs sociaux-présentent des caractéristiques communes dans les quatre cités : quelque soit la situation de la cité, ces réseaux étendent leurs lignes vers les institutions qui gèrent la protection sociale, avec ou sans passage par les équipes installées sur les terrains. Seule diffère la distance qu'il faut parcourir pour accéder physiquement à telle ou telle institution. Cette distance semble intervenir sur la fréquentation physique des équipements : on fréquente moins les équipements qui sont plus lointains. Mais elle ne semble pas intervenir sur la répartition des aides entre les cités, donc sur l'efficacité économique des réseaux. Le réseau 7, activités d'argent, vol, dettes et jeu, entraîne également des déplacements fréquents en dehors des cités. Pour la cité des Roses, par exemple, le réseau 7 fait que l'on franchit facilement la barrière géographique que représente la voie à grande circulation séparant la cité du centre commercial.

Le réseau 6 -activités d'échanges et de services intra-muros, n'incite pas les individus et les familles à sortir de l'espace contraint de la cité. En revanche il attire des individus et des familles extérieures à la cité, qui viennent s'y installer pour des périodes plus ou moins longues. Par l'hébergement, la sous-location, des systèmes informels d'accueil et de pension, la cité s'ouvre sur l'extérieur. Elle attire également des jeunes en rupture de bans, chômeurs, fugueurs, qui y trouvent un abri provisoire dans les caves ou les garages. Le taux d'occupation des logements ne correspond pas au taux officiel, qui montre lui-même un surpeuplement (1). Il y a une population qui échappe à l'enregistrement par le logement et qui utilise la cité comme lieu d'accueil, de refuge.

De tous les côtés les réseaux débordent le territoire de l'habitat et nous font voir que la cité ne peut être analysée comme un espace fermé, un monde clos ou compact. Mais il y a naturellement d'autres usages des espaces :

des usages qui ne sont pas économiques. Les caves servent également aux loisirs des adolescents, les garages sont aussi des lieux de réunion, les cours des lieux de spectacle, les escaliers des lieux de rencontre, sans parler des usages sociaux de l'espace. Mais ils ne peuvent être abordés à partir des stricts réseaux économiques.

(1) Ce taux est de 1,34 à 1,51 personnes par pièce alors que le nombre moyen est de 0,75 en France. Enquête D.D.A.S.S. de Seine Maritime.

Ouverts ainsi sur la ville, les réseaux risquent de nourrir une vision trompeuse parce qu'exclusivement tournée vers le mouvement, la circulation des personnes et des biens par opposition à la perception d'une cité close sur elle-même. Certes, les réseaux créent des proximités sociales qui abolissent certaines distances géographiques. A contrario, à l'intérieur des cités, la proximité géographique, la proximité physique même des citoyens, va de pair avec une grande distance sociale. La distance existe de prime abord dans les revenus, dont le montant varie de un à six. Nous le verrons lorsque nous parlerons des ressources. La distance se traduit aussi par des statuts différents au sein de la cité. Les réseaux économiques agissent en mettant en relation des individus et des familles dont les ressources et les statuts sont inégaux et empêchent que ne se figent ces inégalités. Mais globalement ils ne les remettent pas en cause.

1 - 12 - Réseaux et territoire de la famille

Une de nos hypothèses de départ était que la famille n'était pas une unité de base pertinente pour rendre compte de l'organisation sociale dans les cités et que les activités économiques s'exerçaient dans un cadre étendu qui dépassait largement les relations entre familles. Autrement dit le réseau prévaudrait sur la famille. Nous sommes beaucoup plus prudents et modestes au terme de notre recherche. Il y a en effet une grande diversité de situations et la forme familiale est très hétérogène suivant les cités.

Dans la cité des Roses, nous avons 48 foyers pour 86 adultes, 40 hommes et 46 femmes ; 60 adultes sont mariés, 8 vivent maritalement, 18 sont célibataires, séparés, divorcés ou veufs. Ils ont 299 enfants dont 64 de plus de 18 ans vivant au foyer, soit 6,2 enfants par foyer. Ces chiffres donnent l'image d'une cité de familles très nombreuses, avec un statut matrimonial traditionnel. L'étude des patronymes et matronymes montre par exemple que la mère ne donne que 7 fois son nom à l'enfant. Par contre 16 foyers (soit un tiers) comptent un ou plusieurs enfants portant un nom autre que celui de leur(s) parent(s) présent(s) au foyer, ce qui doit atténuer un peu cette image de la famille nombreuse traditionnelle. C'est une famille nombreuse souvent agitée.

Dans la cité du Jasmin, nous avons 38 foyers pour 52 adultes, 16 hommes et 36 femmes. 14 adultes sont mariés, 14 vivent maritalement, 24 sont célibataires, séparés, divorcés ou veufs. Ils ont ensemble 101 enfants dont 7 de plus de 18 ans vivant au foyer, soit 2,6 enfants par foyer. Cette cité donne l'image d'une famille majoritairement monoparentale ou de concubins, avec peu d'enfants, une famille plus "moderne" pourrait-on dire, un regroupement de petites cellules familiales en crise, artificiellement créé pour occuper de petits appartements. La mère donne 22 fois (une fois sur deux) son nom à l'enfant.

La cité des Lilas compte 60 foyers pour 97 adultes, dont 28 sont mariés, 46 vivent maritalement, 23 sont célibataires, séparés, divorcés ou veufs. Ils ont 175 enfants dont 21 de plus de 18 ans et vivant au foyer, soit 2,9 enfants par foyer. Le nombre moyen d'enfants cache ici une disparité importante entre une douzaine de grandes familles et les autres plus petites, disparité liée à un habitat mixte pavillons et appartements. Mais quelque soit la taille de la famille, le statut matrimonial est majoritairement celui de l'union de fait, ou du célibat, au détriment du mariage. Faute d'information, nous n'avons pu faire l'étude des patronymes.

La cité du Muguet enfin compte 23 foyers pour 27 adultes, 9 hommes et 18 femmes dont 4 sont mariés, 4 vivent maritalement, 19 sont célibataires, séparés, divorcés ou veufs. Ils ont 30 enfants soit 1,3 enfants par famille. C'est pour une part importante une famille monoparentale de petite taille dont le chef est une femme. C'est une famille produite par une désunion. La mère donne 9 fois son nom à l'enfant. 10 foyers comptent un enfant qui porte un autre nom que celui du parent vivant au foyer.

Cette analyse rapide de la forme familiale suffit à démontrer, une fois de plus s'il en était besoin, que les cités sont des espaces entièrement construits et hétérogènes. Sur le plan de la famille, on doit donc se garder de toute généralité. De plus, au cours de notre recherche sur les réseaux économiques, nous avons fait un ensemble d'observations que nous ne pouvons écarter et qui démontrent la force d'autres liens que les liens tissés dans les réseaux :

-Les liens du sang : non seulement les liens de parent à enfant, mais les liens entre collatéraux, soeur, frère, cousin et ascendant, parents, grands parents. Ces liens se traduisent par des relations, si les personnes sont présentes dans une aire géographique pas trop importante (jusqu'au département) et s'il n'y a pas eu de rupture. Ils se traduisent de façon imaginaire par des souvenirs, des photos, des velléités de rencontre si la distance géographique est trop importante ou que les ponts sont coupés.

-Les liens d'origine : ce sont les liens tissés antérieurement à l'installation dans les cités. De nombreuses familles se connaissaient, soit qu'elles aient habité le même quartier, la même zone d'habitat improvisé, soit qu'elles aient été en relation par le travail (les mêmes entreprises), les loisirs (les mêmes bistrots, les mêmes fêtes foraines), les institutions (le même bureau d'aide sociale ou de sécurité sociale). Ces liens survivent à l'installation dans la cité mais sont modifiés. L'indifférence peut s'installer, ou la haine, comme ailleurs, mais les liens peuvent également se renforcer.

-D'autres liens sociaux exercent leur force : des liens de génération, qui créent des bandes d'adolescents ou d'enfants. Des liens privilégiés avec des travailleurs sociaux également.

Ces liens peuvent s'opposer à l'extension donc à la pertinence des réseaux, ou au contraire leur servir de base, les renforcer. Sans préjuger donc de la pertinence de la forme familiale on peut essayer d'indiquer comment les différents réseaux "travaillent" l'unité famille dans un sens ou dans un autre.

On peut observer du réseau 1, activités d'emploi, qu'il ne remet pas en cause le partage traditionnel des rôles masculins et féminins. Lorsqu'il y a un salaire régulier au foyer, c'est dans 83 % des cas l'homme qui l'assure (sur l'emploi, voir infra, réseaux et valeur-travail). En dehors du salariat régulier les activités d'emploi sont elles aussi en majeure partie masculines. Elles créent des liens forts entre les hommes autour d'une activité ; mais ces liens entraînent le plus souvent des alliances entre les familles auxquelles ces hommes appartiennent, alliances qui concernent d'autres aspects de la vie matérielle que les activités d'emploi et qui se traduisent par une densité de relation entre les familles.

Les activités du réseau 2, mécanique, ferrailage et récupération, regroupent des hommes et des adolescents et créent des alliances comme le réseau 1. On peut observer que la transmission des valeurs et des savoir-faire s'opère par un canal collectif qui vient ici s'ajouter aux canaux traditionnels de la famille et de l'école.

Les activités semi-rurales du réseau 3 regroupent indistinctement des hommes, des femmes et des enfants. Compte tenu de leur discontinuité, nous

n'avons pas ici d'observations relatives à la famille, si l'on peut observer que ces activités regroupent des individus appartenant à plusieurs familles. Les réseaux 4 et 5 -activités liées aux transferts sociaux et activités d'encerclement des travailleurs sociaux- sont étudiées plus loin, c.f. infra, Réseaux et territoires institutionnels. Relativement à la famille, on doit noter que ces activités sont presque exclusivement exercées par les femmes. La femme a ici un rôle très important d'agent économique, ce rôle qu'elle semblait perdre dans les réseaux 1 et 2. Un rôle d'autant plus important que les sommes apportées par ces réseaux sont essentielles à la vie matérielle. Les réseaux 4 et 5 ne sont pourtant pas des réseaux de femmes. Les hommes sont présents, s'ils n'effectuent qu'une faible partie des démarches. Ils aident, ils incitent, ils conseillent. Ils viendront prêter main forte lorsqu'il s'agira de faire pression.

Les enfants sont également présents dans ces réseaux. Non seulement ils sont les supports et les objectifs des aides. Mais ils participent aux réseaux, ils accompagnent les démarches. Les réseaux 4 et 5 dressent collectivement en face des institutions des familles conçues comme des unités distinctes par ces mêmes institutions.

Le réseau 6 -activités d'échanges et de services- respecte lui aussi le partage des rôles : aux hommes le bricolage, les services, aux femmes la cuisine, la couture et le tricot. Mais il crée également des alliances entre familles sur des objets matériels, des biens, de l'argent et des services qui font de l'unité famille une unité économique étroitement reliée, qualitativement et quantitativement, à un réseau économique qui la dépasse.

En ce qui concerne le réseau 7 -activités d'argent, vol, dettes et jeu- les situations sont hétérogènes. Ces activités peuvent engager la famille dans le réseau ou être des activités qui remettent en cause l'unité familiale. Le prêt ménager contracté par la femme engage la famille comme unité économique capable ou non de rembourser. L'ardoise de l'homme au bistrot entre dans le cadre d'une gestion personnalisée des activités, activités liées à un autre réseau. Mais elle peut menacer l'unité familiale si l'homme doit ponctionner le budget de la famille pour rembourser. Le vol, ses risques et ses produits, rentre ou non dans la famille. Le jeu est systématiquement le fait du réseau si les pertes et les produits peuvent éventuellement incomber à l'unité familiale.

Pour ne pas conclure, c'est une observation de terrain que nous rapportons. Il s'agit d'un homme qui retourne à la cité après plusieurs mois d'absence. Il espère bien s'installer chez sa fille, mais celle-ci héberge déjà un couple avec un enfant et ne peut le prendre en charge. Il s'installe dans une cave avec un matelas de fortune, mais utilise l'appartement pour la toilette et les repas. Il mettra deux mois à faire valoir son droit de préemption sur cette famille étrangère. Tout dans son récit montre que ce droit de préemption n'était pas donné à l'avance. Il lui a fallu taper sur la table, menacer, rappeler à plusieurs reprises la force des liens du sang. L'unité familiale nous apparaît ainsi moins taraulée de l'intérieur que menacée par l'absolue nécessité de s'ouvrir, de s'allier, de se lier, pour assurer la vie matérielle. Nous tirerons naturellement cette réflexion plus avant.

I - 13 - Réseaux et territoires institutionnels

De prime abord on peut certainement décrire les institutions qui gèrent les systèmes de protection sociale comme des outils à fabriquer de la famille. Et plus précisément de la famille avec enfant(s). L'enfant apparaît comme

le véritable fondateur de la forme familiale, qui est la cible des aides. Pourtant, si l'on examine les cibles des institutions qui procurent des aides aux citoyens, dans l'ordre décroissant de ces ressources prises globalement, on constate que les cibles sont différenciées. Certes, la C.A.F., principale "banque" de la cité, a pour cible la famille. Mais c'est la famille nombreuse qui sera bien pourvue, ou la famille monoparentale, ou la famille comprenant un handicapé adulte. La D.D.A.S.S., elle, vise moins la famille que l'enfant en danger, si par un détour, c'est la famille qu'elle aide. Mais l'assurance chômage ne s'intéresse plus à la famille, ou alors c'est par un détour encore plus long ; elle vise le travailleur privé d'emploi. Les pensions touchent l'invalidé, le retraité. Les bureaux d'aide sociale s'intéressent aux cas de pauvreté, indépendamment de la forme familiale. Les institutions charitables privées s'attachent aux mêmes situations, s'attachent aussi aux situations qui ne sont pas prévues ou mal relevées par le système. Nous avons ici un ensemble disparate de compartiments individuels ou collectifs.

On verra -c.f. infra, activités des réseaux 4 et 5- que ces compartiments exercent des effets en quelque sorte endogènes sur les comportements des clients. Mais ces réseaux 4 et 5 ont aussi la propriété, relative aux territoires institutionnels, d'agir avec un objectif économique étranger à l'objectif social ou éducatif des aides. Pour ce faire, les réseaux font circuler des informations générales sur les aides et des informations personnalisées sur les interlocuteurs des clients dans les institutions. En outre, ils rendent visibles l'accès des individus et des familles aux différentes aides, permettant de voir combien a reçu telle ou telle famille ou individu, et c'est un des arguments que les clients mettront en avant pour demander telle ou telle aide. Les réseaux 4 et 5 agissent ainsi en défaisant le cloisonnement entre les unités famille ou les unités individus qui sont la cible des politiques sociales.

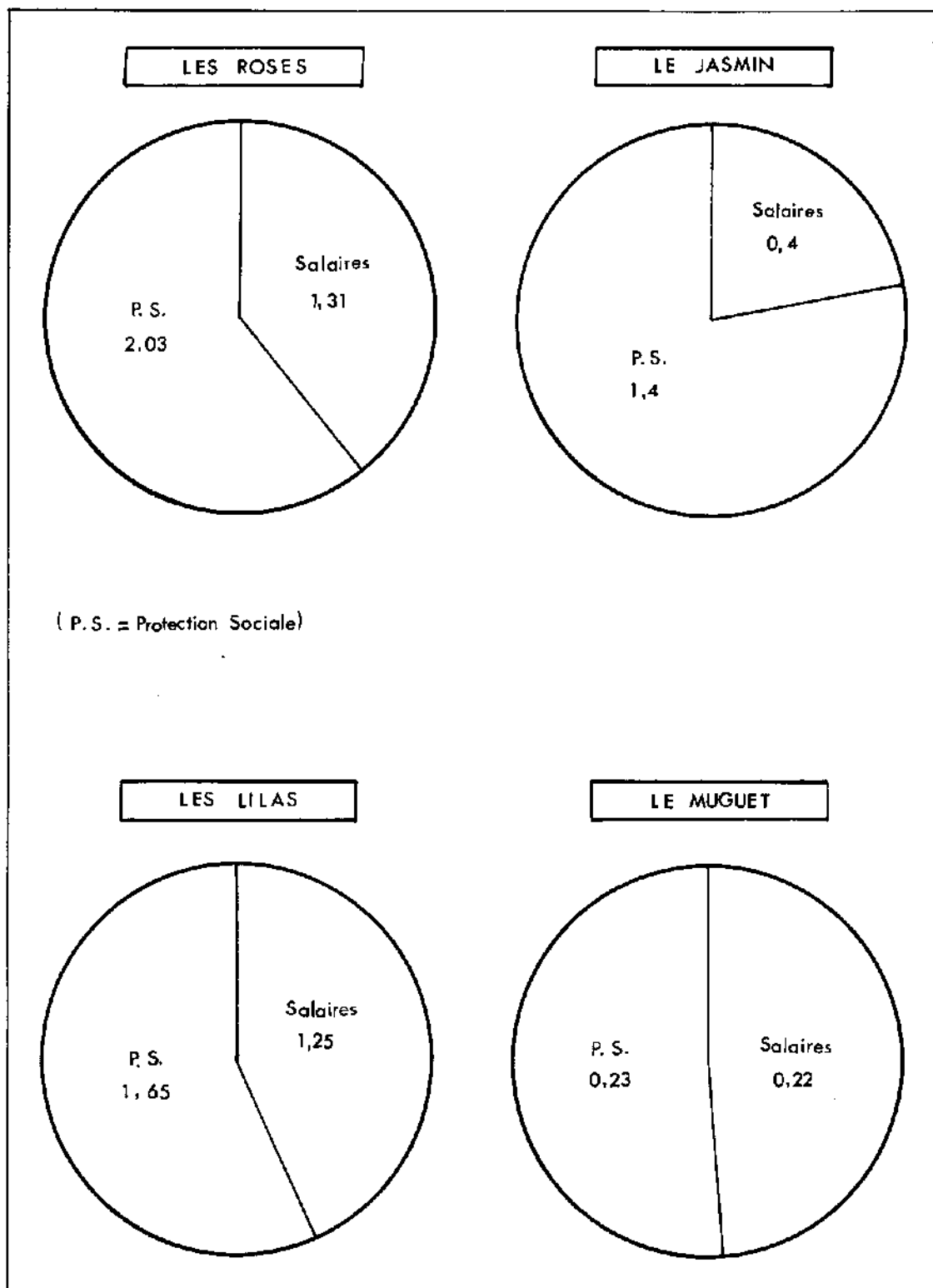
Les autres réseaux agissent également en fonction des ressources apportées par les différentes institutions. Les activités d'emploi du réseau 1, en dehors des activités salariées régulières, sont exercées sur des périodes ou selon des modalités qui tiennent compte des mécanismes de l'assurance-chômage et de la suppression éventuelle d'autres aides. Les activités des réseaux 2 et 3 sont également conçues de façon à ne pas remettre en cause les aides. Les activités d'échanges du réseau 6 s'appuient sur les aides pour le règlement financier des échanges. On attend l'arrivée d'une aide pour régler un prêt, un échange. Les aides sont ainsi perçues comme des flux d'argent indistincts. Le réseau 7, pour les dettes ou le jeu, donne lieu au même usage.

Les réseaux économiques remodelent donc les territoires institutionnels, non en les étendant, mais en les connectant entre eux, en créant des liens entre les institutions, liens parallèles à ceux que créent entre elles les institutions par ce qu'il est convenu d'appeler la concertation. Les réseaux remodelent également les territoires institutionnels d'une façon plus radicale en les abordant à partir d'une rationalité économique massive qui éclipse les objectifs sociaux et éducatifs des aides. En cela ils seraient un peu les alter ego collectifs des gestionnaires financiers dans les institutions.

I - 14 - Réseaux et valeur travail

Les revenus correspondant à un travail déclaré représentent une part importante des ressources globales disponibles dans une cité. Le schéma suivant nous donne pour l'année de référence 1981 le rapport de la masse protection sociale (tous systèmes confondus) et de la masse salariale.

T. 2 - RESSOURCES GLOBALES DES 4 CITES : "en million de francs"



Ce schéma appelle une explication. Il est réalisé à partir des données fournies par les C.A.F. et peut comporter bien des erreurs, soit que les individus dissimulent une partie de leurs revenus, soit que les assistants sociaux qui établissent les fiches ne distinguent pas assez précisément l'origine des différentes ressources, ou omettent tout simplement de noter ces ressources dans les cas où les allocataires ne bénéficient pas de prestations soumises à conditions de ressources.

On peut néanmoins affirmer, en restant dans les grandes masses, que le travail salarié représente environ un tiers du total des ressources disponibles dans les cités. C'est la part que l'on retrouve approximativement dans les quatre schémas. Mais c'est également la part que l'on retrouve dans la répartition de la population adulte :

T. 3 - POPULATION ACTIVE :

Les Roses	: 29 salariés pour	86 adultes + 3 enf.	soit	33 %
Le Jasmin	: 19 salariés pour	52 adultes	soit	36 %
Les Lilas	: 30 salariés pour	97 adultes + 1 enf.	soit	31 %
Le Muguet	: 10 salariés pour	27 adultes	soit	37 %

La population adulte des cités se trouve donc composée ainsi :

- 88 salariés,
- 160 chômeurs, inactifs, au foyer,
- 18 handicapés, retraités.

Ces chiffres sont obtenus à partir des données des caisses mais correspondent également aux données fournies par les travailleurs sociaux des équipes sur le terrain.

On sait peu de choses des professions. Les 49 professions mentionnées (sur deux cités) indiquent : 4 femmes de service, 2 aides-soignantes, 1 soudeur, 1 conducteur d'engins, 1 chauffeur, 1 caréneur, 1 livreur, 1 opérateur, 1 maçon, 2 dockers, 1 contrôleur, 1 boiseur, 1 peintre, 1 fraiseur, 1 tuyauteur, 1 ramoneur, 1 terrassier, 1 soudeur, 1 gardienne, 13 ouvriers sans qualification, 1 garçon de restaurant, 1 magasinier, 1 employé municipal, 1 caissière. Par contre le taux d'emploi ainsi dégagé : 34 % de la population active appelle des explications, une comparaison chiffrée et des commentaires. C'est un taux extrêmement bas. Moins d'un homme sur trois a un emploi, et une femme sur six (1). De plus, ce sont bien souvent des emplois qui ne durent pas toute l'année. L'étude des salaires perçus annuellement le démontre. Dix des salaires annuels sont inférieurs à 5.000 F. et peuvent à peine être pris en compte. 52 sont inférieurs à 35.000 F., soit inférieurs à l'équivalent du S.M.I.C. (2)

Il y a une explication partielle à la faiblesse de l'emploi féminin, c'est le nombre important de familles nombreuses. 74 foyers comptent 4 enfants

(1) Pour l'une des cités nous n'avons pas la répartition Hommes/Femmes des emplois.

(2) Note page suivante.

et plus. Si l'on compte par foyers, et compte tenu des rares foyers où il y a deux salaires, on trouve que 84 foyers, soit un sur deux, comptent au moins un salaire. Mais cela ne doit pas masquer la situation extrêmement dégradée de l'emploi dans les cités, situation qui apparaît par comparaison avec la situation de l'emploi dans des habitats considérés comme similaires. On dispose en particulier d'une étude de la C.N.A.F. réalisée à partir de 1965 sur les "familles socialement handicapées". Cette étude fournit des chiffres largement supérieurs aux nôtres. 80 % des hommes et 74 % des femmes disposaient d'un emploi régulier. Cet écart considérable peut s'expliquer de deux manières différentes :

-Les chiffres avancés sont excipés de l'enquête réalisée par la C.N.A.F. à partir de 1965 sur 791 familles socialement handicapées regroupées dans seize zones d'habitat, cités de transit, cités de relogement H.L.M. et P.S.R., cités d'urgence, quartiers anciens, Plan Millon, etc (1).

Les rédacteurs de l'étude soulignent, à partir de l'analyse de l'emploi que "la situation professionnelle décrite est beaucoup moins déficiente que l'image globale que l'on donne habituellement de ces familles" et se demandent si l'image d'un groupe de familles vivant d'expédients et de petits travaux ne serait pas une généralisation hâtive à partir de quelques cas particuliers particulièrement voyants. En l'absence de chiffres sur l'emploi ventilés par unité d'habitation, on peut faire l'hypothèse qu'il y aurait une spécificité des cités de transit sur le plan de l'emploi, au regard des autres formes d'habitat telles que cités d'urgence ou P.S.R. Les cités de transit auraient opéré, en même temps qu'une sélection dans l'habitat et une sélection sociale, une sélection professionnelle "au profit" de ceux qui ne disposaient pas d'un emploi stable. Pour des raisons évidentes, cette hypothèse ne peut pas être écartée.

-Ces mêmes chiffres datent de 1965. On peut légitimement faire l'hypothèse que la dégradation nationale de l'emploi a rejailli sur les cités. Et plus violemment encore puisque nous avons affaire à une population dont la qualification professionnelle est faible, sinon nulle.

Voilà pour les explications. Il faut également en tirer les conséquences. Avec si peu de travailleurs recensés comme tels, peut-on prétendre que les populations des cités de transit appartiennent à la classe ouvrière ? Ou bien faut-il admettre que les habitants des cités constituent un groupe distinct de la classe ouvrière, un lumpen-prolétariat ? Cette question cristal-

(1) G. Duchatelet, "Action sociale et familles socialement handicapées", Etude C.N.A.F. 1972.

Note (2) de la page précédente :

T. 4 - MONTANT DES SALAIRES ANNUELS :

(1) Montant des revenus annuels :

de 0 à 5.000	= 10	de 25 à 30.000	= 5
de 5 à 10.000	= 7	de 30 à 35.000	= 9
de 10 à 15.000	= 6	de 35 à 40.000	= 4
de 15 à 20.000	= 8	de 40 à 45.000	= 7
de 20 à 25.000	= 7	de 45 à 50.000	= 6
		+ de 50.000	
		(maxi 83.000)	= 17

et plus. Si l'on compte par foyers, et compte tenu des rares foyers où il y a deux salaires, on trouve que 84 foyers, soit un sur deux, comptent au moins un salaire. Mais cela ne doit pas masquer la situation extrêmement dégradée de l'emploi dans les cités, situation qui apparaît par comparaison avec la situation de l'emploi dans des habitats considérés comme similaires. On dispose en particulier d'une étude de la C.N.A.F. réalisée à partir de 1965 sur les "familles socialement handicapées". Cette étude fournit des chiffres largement supérieurs aux nôtres. 80 % des hommes et 74 % des femmes disposaient d'un emploi régulier. Cet écart considérable peut s'expliquer de deux manières différentes :

-Les chiffres avancés sont excipés de l'enquête réalisée par la C.N.A.F. à partir de 1965 sur 791 familles socialement handicapées regroupées dans seize zones d'habitat, cités de transit, cités de relogement H.L.M. et P.S.R., cités d'urgence, quartiers anciens, Plan Millon, etc (1).

Les rédacteurs de l'étude soulignent, à partir de l'analyse de l'emploi que "la situation professionnelle décrite est beaucoup moins déficiente que l'image globale que l'on donne habituellement de ces familles" et se demandent si l'image d'un groupe de familles vivant d'expédients et de petits travaux ne serait pas une généralisation hâtive à partir de quelques cas particuliers particulièrement voyants. En l'absence de chiffres sur l'emploi ventilés par unité d'habitation, on peut faire l'hypothèse qu'il y aurait une spécificité des cités de transit sur le plan de l'emploi, au regard des autres formes d'habitat telles que cités d'urgence ou P.S.R. Les cités de transit auraient opéré, en même temps qu'une sélection dans l'habitat et une sélection sociale, une sélection professionnelle "au profit" de ceux qui ne disposaient pas d'un emploi stable. Pour des raisons évidentes, cette hypothèse ne peut pas être écartée.

-Ces mêmes chiffres datent de 1965. On peut légitimement faire l'hypothèse que la dégradation nationale de l'emploi a rejailli sur les cités. Et plus violemment encore puisque nous avons affaire à une population dont la qualification professionnelle est faible, sinon nulle.

Voilà pour les explications. Il faut également en tirer les conséquences. Avec si peu de travailleurs recensés comme tels, peut-on prétendre que les populations des cités de transit appartiennent à la classe ouvrière ? Ou bien faut-il admettre que les habitants des cités constituent un groupe distinct de la classe ouvrière, un lumpen-prolétariat ? Cette question cristal-

(1) G. Duchatelet, "Action sociale et familles socialement handicapées", Etude C.N.A.F. 1972.

Note (2) de la page précédente :

T. 4 - MONTANT DES SALAIRES ANNUELS :

(1) Montant des revenus annuels :

de 0 à 5.000	= 10	de 25 à 30.000	= 5
de 5 à 10.000	= 7	de 30 à 35.000	= 9
de 10 à 15.000	= 6	de 35 à 40.000	= 4
de 15 à 20.000	= 8	de 40 à 45.000	= 7
de 20 à 25.000	= 7	de 45 à 50.000	= 6
		+ de 50.000	
		(maxi 83.000)	= 17

lise en effet des interprétations divergentes du phénomène de la pauvreté dans les pays riches. L'expression "Quart Monde" n'est que la version positive de l'idée d'un sous-prolétariat distinct du prolétariat, un groupe social particulier auquel on va ainsi donner une identité dont il est dépourvu. D'autres auteurs récusent cette notion et déclarent, précisément à propos des cités de transit : "contrairement à une opinion répandue, il ne s'agit pas de chômeurs, de marginaux ayant un emploi irrégulier ou vivant d'expédients, de vol ou de recel (...) . Il s'agit essentiellement d'O.S. , de manoeuvres, de personnel de service (...) Il s'agit donc de la classe ouvrière, des franges inférieures de la classe ouvrière" (1). La distinction est d'importance, car selon que l'on assimile ou que l'on distingue cette population de la classe ouvrière, on tient pour négligeable ou au contraire on surestime le poids des facteurs culturels et sociaux dans la différence ou dans l'exclusion. A l'appui de leur démonstration les auteurs avancent précisément ces chiffres de l'enquête C.N.A.F. que nous avons reprise, chiffres qui malheureusement, nous l'avons vu, ne sont pas valables dans les cités dont nous nous occupons aujourd'hui. Faut-il alors accepter ce terme de lumpen-prolétariat ? Mais d'abord que signifie-t-il ?

Détour par Marx

A vrai dire, l'imprécision de la notion de lumpen-prolétariat est entretenue chez son fondateur grand-père Marx lui-même. C'est dans "les luttes de classes en France", que Marx définit le lumpen-prolétariat : "ils appartenaient pour la plupart au Lumpen Proletariat qui dans toutes les grandes villes constitue une masse nettement distincte du prolétariat industriel, pépinière de voleurs et de criminels de toute espèce, vivant des déchets de la société, individus sans métier avoué, gens sans aveu et sans feu (souligné par l'auteur), différents selon le degré de culture de la nation à laquelle ils appartiennent, ne démentant jamais le caractère de lazzaroni (souligné par l'auteur)" (2). Marx met ainsi clairement en avant les facteurs culturels et sociaux de la différence. Ce lumpen est nettement distinct du prolétariat industriel et il s'en distingue dans ce passage essentiellement par des moeurs, des modes de vie. Marx utilise pourtant le terme de lazzaroni, terme napolitain qui désigne à Naples la dernière classe du peuple. Ce "paradis" de l'économie souterraine ne date pas d'hier (3). Mais le plus étonnant est que le lumpen-prolétariat, élément important de l'analyse de la société française en terme de classes sociales, n'apparaît plus dans "Le Capital". Ou plutôt il apparaît sous la forme d'une "classe dangereuse", mais ne joue aucun rôle dans l'analyse marxiste du capitalisme. A sa place, on trouve

(1) Claude Liscia et Françoise Orlic, "Le travail social dans les cités de transit", rapport ronéoté, Centre d'étude des mouvements sociaux, Octobre 1973, p. 79.

(2) K. Marx, **Les luttes de classes en France**, éditions sociales, 1948, page 53.

(3) Sur Naples, on lira avec profit E. J. Hobsbawm, **Primitive Rebels**, Manchester University Press, 1971. L'auteur montre bien que, parmi les lazzaroni, il y a bien sûr des bandits, mais aussi "tout le menu peuple : les porteurs, les dockers, les apprentis, les forgerons, les serruriers, les tailleurs, les tanneurs, les cordonniers (...). Les autres artisans, bijoutiers, tisserands et même domestiques, se considéraient comme supérieurs à eux".

"l'enfer du paupérisme" : "abstraction faite des vagabonds, des criminels, des prostituées, des mendiants, et de tout ce qu'on appelle les classes dangereuses, cette couche sociale (qui habite "l'enfer du paupérisme") se compose de trois catégories. La première comprend les ouvriers capables de travailler (...). La deuxième catégorie comprend les enfants des pauvres assistés et des orphelins (...). La troisième catégorie embrasse les misérables, d'abord les ouvriers et ouvrières que le développement social a, pour ainsi dire, démonétisés, en supprimant l'oeuvre de travail dont la division du travail avait fait leur seule ressource ; puis ceux qui par malheur ont dépassé l'âge normal du salarié ; enfin les victimes directes de l'industrie-malades, estropiés, veuves, etc"(1).

Si Marx peut se permettre de faire "abstraction" du lumpen pour son analyse du capitalisme, c'est que ce lumpen a un poids économique négligeable. Cette notion joue dans son oeuvre un rôle de nature politique et non économique. Elle sert à interpréter les journées de 48 en France, le complot par lequel la bourgeoisie réussit à défaire le prolétariat révolutionnaire. On peut se demander où Marx a pu observer l'existence de ce lumpen si distinct du prolétariat ailleurs que dans les bataillons de la garde civile qui s'opposent aux ouvriers de 48. Sans doute essentiellement dans les grandes villes, à Paris ou à Londres. Mais il reste un problème : comment distinguer les ouvriers démonétisés, victimes du paupérisme, ces "lazzare de la classe salariée" (expression de Marx encore, qui fait référence à la parabole de Luc sur le pauvre ulcéreux assis devant la porte du mauvais riche), des voleurs et des criminels, ces lazzaroni de la révolution ? Marx ne fournit pas d'élément décisif sur ce point.

Cette description du paupérisme correspond en partie à ce que nous observons dans les cités. Les citadins sont bien des ouvriers "démonétisés", par le déclin du textile et les activités portuaires en particulier. Il s'agit bien du "poids mort de la réserve de l'armée active du travail", moins de "l'hôtel des invalides", de cette armée, puisque nous trouvons peu de handicapés, d'invalides ou de retraités. Cette population est "en attente" d'une reprise de l'activité industrielle. On doit donc rejeter absolument ce terme de lumpen ou même de sous-prolétariat et parler d'une population paupérisée. Marx a encore une idée sur le paupérisme qui nous intéresse. Il nous dit que le paupérisme entre dans "les faux-frais de la production capitaliste". Cela nous paraît tout à fait juste ; des faux-frais qui augmentent sans cesse, comme on sait. Il nous dit aussi que la nécessité du paupérisme "est comprise dans la nécessité du capitalisme" (2). C'est bien une théorie de la paupérisation que propose Marx. Il y a "une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère" ; "quelque soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer au fur et à mesure que le capital s'accumule" . Cette théorie a évidemment fait la preuve de ses limites, au moins pour les pays développés et ne peut servir de fil directeur.

(1) Karl Marx, **Le Capital**, Editions sociales, 1950, Livre I, septième section. Chapitre 25, P. 86.

(2) C'est également la thèse centrale de S. Milano, **La pauvreté en France**, le Sycomore, 1982. "La pauvreté est lovée au coeur de la richesse". L'auteur défend une approche marxiste de la pauvreté et propose en quelques sorte de remettre le marxisme sur ses pieds, en montrant que c'est le capitalisme qui est une condition d'existence de la pauvreté, notamment par l'obligation de consommer.

Rapports de production

Ce détour par Marx, qui nous a paru indispensable, ne nous a apparemment pas avancé beaucoup puisque l'approche des cités en termes de classes sociales ne nous permet pas de retrouver les pratiques économiques concrètes que nous voulons éclairer. Plus généralement ce sont les fondements de la sociologie marxiste qui sont remis en cause. Comment aborder les pratiques économiques des individus et des groupes à partir des rapports de production lorsque les rapports de production sont inexistantes ? Avec 88 salariés pour une population active de 246 personnes et 4 salariés pour 83 jeunes de plus de 18 ans, les cités ne sont pas seulement des zones sinistrées sur le plan de l'emploi ; elles sont des espaces habités par des groupes sociaux au sein desquels le statut de salarié devient une référence minoritaire, au sein desquels la valeur-travail se trouve nécessairement modifiée. C'est ici que nous voulions en venir. Les réseaux économiques impliquent un certain travail, bien différent du travail salarié, mais s'ils remettent en cause le statut de salarié et toutes les formes de socialisation qui y sont liées (l'entreprise, le syndicat), ils ne remettent pas en cause la valeur-travail. Le réseau 1 -activités d'emploi, fournit du travail, intérimaire, saisonnier, au noir. Le réseau 2, mécanique, ferrailage et récupération, c'est bien du travail pour les individus, adultes et adolescents, même si c'est du travail informel. Le réseau 3, activités semi-rurales, se rapproche d'une économie domestique. On doit admettre que les réseaux 4 et 5 -activités liées aux transferts sociaux et activités d'encerclement des services sociaux- correspondent à deux formes de travail distinctes. D'un côté les ressources provenant de ce secteur viennent récompenser le travail domestique (le travail ménager, l'éducation des enfants), la privation d'emploi (l'assurance-chômage), l'âge (les retraites) ou l'invalidité (les pensions) . D'un autre côté elles récompensent un démarchage, des procédures, des pressions auprès des institutions qui sont un véritable travail. Les "faux-frais" du capitalisme ne sont remboursés qu'au prix de ce travail. Eu égard à l'importance de ces ressources on pourrait dire des citadins qu'ils forment ainsi un "social-prolétariat". Le réseau 6 pourrait se réduire à des échanges sous la forme d'une valeur-travail équivalente à tous les prêts, échanges de service. Le réseau 7 est plus proche d'un travail des "classes dangereuses" difficile à intégrer dans une loi du travail dans les cités.

Nous retrouvons ces différentes formes de travail avec la description des activités des réseaux. Il importait de montrer que sur le plan de l'habitat, de la famille, des institutions et du travail, les réseaux économiques dessinent un espace de la cité ouvert sur la ville, extra-familial, incluant des institutions, ignorant la norme du salariat. Nous pouvons maintenant nous intéresser aux activités des réseaux.

I - 2 - Les activités des réseaux

I - 21 - Les activités d'emploi

Axée sur l'économie souterraine, notre recherche connaît peu la vie économique des salariés qui ne participent pas ou peu aux activités des réseaux. Mais, parmi ceux qui ne disposent pas d'un emploi régulier, de nombreux individus travaillent de façon intermittente, soit officiellement (travail temporaire, intérim), soit clandestinement (travail au noir). On verra que la feuille de paie est une valeur sûre, qu'elle confère un statut privilégié,

qu'elle est indispensable pour obtenir certaines aides, mais que les individus choisissent parfois volontairement le travail clandestin, qui permet le maintien d'autres sortes d'aides. Si le travail clandestin est donc systématiquement absent de l'enregistrement par les institutions, le travail temporaire et intérimaire sera, lui, tantôt mis en avant pour signifier une volonté d'insertion professionnelle (dans ce cas il est enregistré dans les ressources), tantôt camouflé pour ne pas remettre en cause telle ou telle aide soumise à condition de ressource.

Globalement les activités d'emploi s'exercent dans un secteur étroitement délimité par le marché du travail, dans cette marge de main d'oeuvre qui n'est pas fournie par le travail officiel et stable. A ce titre la population active des cités, hormis ces 90 salariés, pourrait être définie comme composée de travailleurs précaires situés sur le dernier échelon d'une échelle de statuts qui va du travailleur disposant d'un emploi stable et travaillant dans une entreprise elle-même non-précaire jusqu'au travailleur clandestin exerçant son activité dans une entreprise elle-même totalement précaire (1).

Ces activités s'effectuent également dans le cadre d'une demande de travail ou d'opportunités d'emploi déterminés par l'intensivité de l'activité économique dans la région considérée. Dans ce cadre là, les individus effectuent des choix qui sont fonction de leur capacité de travail, de leur qualification professionnelle, de leur situation familiale et de leur possibilité d'accès aux différentes formes d'aide.

Au cours de notre recherche, nous avons été témoins de plusieurs scènes significatives de ces activités d'emploi.

Scène 1 :

Pressé par le besoin et sur l'injonction d'un éducateur, d'une assistante sociale, Jacques, un homme d'une quarantaine d'années, à l'occasion d'une course en ville, pousse la porte de l'agence d'intérim. Il ouvre la porte à-demi et, sans se donner la peine d'entrer

-*Travail ?* fait-il avec un hochement de tête interrogatif en direction de l'agent.

-*Quel travail ?* répond l'agent, du même ton, sans s'étonner du propos sommaire.

-*Manoeuvre.*

-*Rien du tout. Je ne vous met pas sur la liste d'attente ; j'en ai déjà une centaine. Il faut repasser.*

-*d'accord, je repasserai, au revoir.*

La demande de travail non qualifié, ici comme ailleurs, est supérieure à l'offre. Il arrive néanmoins que des individus de la cité trouvent du travail non qualifié en intérim, soit qu'ils aient poussé la porte le bon jour, soit que priorité leur ait été donnée, par l'intermédiaire de l'antenne sociale, de l'A.N.P.E., d'un éducateur disposant d'un contact privilégié avec une agence d'intérim, voire directement avec un donneur de main d'oeuvre. Ainsi Jacques trouvera plusieurs fois des travaux de nettoyage industriel, nettoyage de locaux ou fonctionnement des machines, nettoyage de magasins, lavage de vitres. Le cas de Jacques n'est pas unique. Ils sont trois dans

(1) Cf, sur ce point Danièle Linhart et Margaret Maruani, "Précarisation et déstabilisation des emplois ouvriers", **Travail et emploi**, bulletin du Ministère du travail, N° 11, 1982.

cette cité à exercer ensemble cette activité, pour des périodes qui vont de trois jours à trois mois. Rarement plus. La base de salaire est celle du S.M.I.C. auquel se rajoute parfois le panier et une indemnité de transport. Justement cette fois là ils ont travaillé trois mois, ils étaient emmenés en car le matin et ramenés le soir. Transport gratuit mais quatre heures de route par jour. L'usine est à 100 Km.

En intérim on peut également trouver des distributions de prospectus, des travaux de montage de stands pour les foires, les circuits automobiles, puis de démontage et de nettoyage, des travaux de déchargement au port, des travaux saisonniers comme les vendanges. Les femmes trouvent des ménages et des remplacements de vendeuse. Tous les membres de la population active ont, à un moment ou à un autre, exercé l'une de ces activités. Aucun ne déclare n'avoir jamais travaillé. Mais une partie seulement d'entre eux le fait de façon régulière, c'est-à-dire par exemple au moins une fois par an. Et parmi ceux là, seulement quelques uns le font de façon officielle. Les ressources provenant d'un emploi temporaire ou intérimaire n'apparaissent que rarement dans les déclarations enregistrées par les caisses. En effet la caractéristique commune aux activités recensées ci-dessus est qu'elles peuvent s'exercer de façon informelle ou si l'on préfère clandestine.

Scène 2 :

Pierre a été forain autrefois, enfin manoeuvre pour un forain, itinérant, de ville en ville avec un chapiteau d'auto-tamponneuses. Il s'est arrêté un jour, a fait des enfants, s'est marié et s'est fixé dans une vieille maison avant d'être déménagé à la cité. Il a conservé une certaine nostalgie de ce temps là, pas tant, dit-il, pour la vie qu'il menait, mais pour le travail lui-même : l'assemblage méticuleux des plaques, le montage du chapiteau, la préparation des voitures, un travail qui allie la précision et la force.

Pierre ne travaille plus régulièrement depuis longtemps, mais comme tous les habitants de la cité, il aspire à un travail stable, correctement rémunéré, dans lequel il pourrait démontrer ses capacités. Il voudrait être monteur en échafaudages. Il a fait ça une fois, sur un chantier, et ce travail l'a emballé. Pierre aime la hauteur. Mais à quoi bon se présenter à l'agence d'intérim ? Il n'a aucune qualification et aucune chance de décrocher un emploi comme celui-là.

Par contre, Pierre connaît encore quelques uns des forains qui reviennent trois fois l'an dans sa ville. Sitôt que les premiers camions sont arrivés, c'est à dire, dès le lundi ou le mardi, il va sur le champ de foire et propose ses services. Il est bien rare qu'il ne décroche pas une ou deux journées de boulot et c'est bien le diable s'il n'arrive pas à placer du même coup un ou deux de ses copains de la cité. Dans le meilleur des cas, il aura les deux jours de montage, trois jours de surveillance pendant la foire elle-même, où il en profitera encore pour placer des jetons gratuits à une copine, puis une journée de démontage. Il ne viendrait à l'idée de personne de lui proposer de le déclarer pour ce coup de main. Il aura cent francs par jour, plus la nourriture à midi. Mais ce n'est pas fini. Il connaît également les gars de la ville qui font la voierie après le départ des camions, et qui l'embauchent, moyennant la pièce, pour le coup de main, lorsqu'il faut courir d'un côté à l'autre du champ de foire pour ramener les sacs aux bennes.

Chaque cas est particulier. Les vendanges, par exemple, sont de moins en moins clandestines et de plus en plus déclarées. Mais en outre le recrutement de la main d'oeuvre est souvent effectué par les travailleurs sociaux qui contactent directement les syndicats d'exploitants et reçoivent des

offres. Aller aux vendanges est alors une façon non seulement de gagner de l'argent, mais de montrer que l'on est prêt à travailler.

Scène 3 :

Michel fait les vendanges cette année. Il a été averti voici deux jours par son éducateur, Georges, et il a mené une bagarre terrible pour obtenir que Georges les emmène sur les lieux en voiture. Une ballade de 400 Km. Au lieu de passer par Paris, de changer de train, de prendre le car depuis la gare d'arrivée. *"Mais tu comprends, on est trois, ça ira juste pour ta R.12. Tu veux qu'on travaille, on a même pas l'argent pour prendre le train"*. Georges a cédé et s'est même fendu d'un repas dans un routier "pas dégueulasse". Michel et ses deux collègues ont tenu le choc pendant les trois semaines qu'ont duré les vendanges, mais d'avance en avance, et une fois retenu le montant de leur pension, il est resté à peine de quoi rentrer. Qu'importe. Michel y retournera l'année prochaine. Si le travail est dur, le vin est bon et gratuit, et il y a une jeune étudiante qui a promis de revenir l'année prochaine elle aussi. Michel est revenu par le train avec des bouteilles et de la charcuterie dans sa valise.

Ici le travail revêt une signification particulière, de rédemption et de dépaysement, de voyage. Mais toutes ces activités d'emploi prennent place dans un contexte aussi important que le travail lui-même. C'est encore le cas pour des emplois à la journée de déchargement dans le port, qui dépendent du bon vouloir d'un docker.

Scène 4 :

Charles connaît un docker, un vrai. Il possède la carte recouverte de tampons bleu et orange qui lui permet de travailler sur le port et de bénéficier, en cas de maladie ou de chômage, d'une couverture sociale que tous lui envient. *"A ce tarif là, on voudrait tous être au chômage"*. Mais le docker est en outre employeur. Il recrute pour des coups de main, une ou deux journées, lorsqu'il y a de la presse, plusieurs bateaux qui arrivent en même temps ; cela se produit plusieurs fois dans l'année. La queue est longue pour travailler au port et le docker a autour de lui une véritable clientèle. Charles passe le voir régulièrement pour lui demander s'il n'y a pas d'embauche et n'hésite pas à lui rendre de menus services gratuitement pour conserver son amitié. La paye est bonne et puis...Y-a-t-il des à côtés ? On dit que les dockers prélèvent leur part de butin sur les marchandises et que les aides occasionnels se partagent les miettes ; que les syndicats négocient avec le patron la part de coulage ; que si le patron refuse, il y a des containers qui tombent, des grues qui cassent, des cordes qui lâchent. Nous n'avons pu vérifier sur place. *"Non, déclare Charles, c'est fini tout ça, après les histoires qu'il y a eu, et puis avec les containers, il n'y a plus de fauche"*. Voire. Charles nous offre un délicieux café. *"C'est du café vert. C'est mon docker qui me le donne. On le fait griller soi-même"*. En ville, plusieurs personnes bien comme il faut le confirment. On peut acheter toutes sortes de choses pas chères. Bien sûr il faut faire attention, ce n'est plus aussi ouvert, aussi public. Mais il suffit d'être dans un circuit. *"Comment la C.G.T. peut-elle couvrir ça"* s'interroge, horrifié, un jeune architecte qui lui-même s'approvisionne dans ce circuit.

Les activités d'emploi ne sont pas le fait des seuls non-qualifiés, privés de toute arme pour trouver du travail. Ceux qui possèdent un C.A.P. et

une expérience professionnelle, par exemple, mais qui n'ont pas d'emploi stable, réussissent plus facilement à trouver des petits boulots.

Scène 5 :

Henri est détenteur d'un C.A.P. de couverture. Il a fait plusieurs boîtes mais ne s'est jamais fixé. Pour être un bon couvreur, il faut être sobre; pour conserver sa place, il faut être conciliant avec son patron. Peut-être Henri souffre-t-il d'un manque de sobriété et d'esprit de conciliation. Mais il a profité des chantiers qu'il a fait, comme apprenti, pour se faire un tas de connaissances dans le bâtiment, et en plus, pour s'initier à un autre métier : la plomberie. Il a eu le temps de devenir un soudeur acceptable, et comme il est également très costaud, il trouve à s'employer au noir, en plomberie quand il peut et sinon en couverture. C'est son C.A.P. de soudeur et sa connaissance du milieu qui lui permettent de trouver de l'ouvrage.

D'autres réussissent à faire valoir des capacités acquises par l'expérience, même s'ils ne possèdent pas la qualification correspondante.

Scène 6 :

Joël a appris le métier de son père, qui était cordonnier. Il n'a pas le moindre diplôme et en plus il a fait de la prison. Joël rêve de s'installer comme cordonnier, mais, en attendant, il travaille au noir chez un cordonnier, deux jours par semaine. Ça lui fait 36.000 F. (360 N.F.) par semaine. Le cordonnier ne tient pas à le déclarer, à cause des charges. Et lui ne tient pas à être déclaré, à cause des aides.

On verra que les bricoleurs exercent essentiellement leurs activités intra-muros. Sortir de la cité, trouver du travail à l'extérieur, est difficile. Certains disposent de connaissances en menuiserie, en électricité, dans le bâtiment, qu'ils ne peuvent exploiter, faute de machines, de local, de contacts ou de moyens de transport. A l'inverse posséder des outils, des connaissances, des contacts, un véhicule, permet d'assurer le quotidien sans trop de problèmes.

Scène 7 :

Jean-Jacques a commencé par son propre appartement. Il a fait la peinture, les papiers peints, les carrelages. Par des cousins il a eu un boulot dans la grande cité H.L.M. Puis un autre. Et de boulot en boulot, il a maintenant des demandes régulières. Surtout le papier. Il fait une salle de séjour en une journée. Il peut se faire 20 milles. Il a toujours une vieille voiture rafistolée dans laquelle il transporte tout son matériel.

Comment mesurer globalement les ressources ainsi drainées vers la cité? Nous n'avons parlé ici que de sept personnes qui travaillent plus ou moins régulièrement, plus ou moins clandestinement. Dans "Action sociale et familles socialement handicapées", les auteurs nous disent ceci : "Nous relevons par ailleurs fort peu de chiffonniers-ferrailleurs -une dizaine seulement- ainsi que peu d'hommes vivant d'expédients"(1). Nous trouvons que dix personnes c'est beaucoup, car l'économie des cités est faite d'une accumulation

(1) Action sociale et familles socialement handicapées , op. cit.

de cas individuels dont nous essaierons de faire la somme lorsque nous aurons recensé toutes les activités.

Une remarque avant d'examiner une autre catégorie d'activités. Nos observations ne confirment pas totalement ce qu'avancent Jean-Pierre Hiénaux et Daniel Bodson sur "la destruction des activités marginales comme facteurs de paupérisation" (1). Les mesures et politiques de répression du travail au noir, de "normalisation" de l'économie, ont sans doute eu pour effet de faire passer dans la clandestinité ce qui était admis comme marginal, informel. Mais nous ne percevons pas ici "les effets désorganisateur sur l'existence économique autonome des groupes les plus faibles". Ce qui est sans doute vrai pour d'autres populations marginalisées ne l'est peut être pas pour les cités de transit. Ici c'est l'encadrement social, la pression urbaine et la diminution de l'offre globale d'emplois qui semblent avoir provoqué une chute du taux d'activité de la population capable de travailler. La génération qui a précédé les habitants d'aujourd'hui était une génération d'ouvriers de l'industrie, pas de marginaux du travail. Les mesures et les politiques contre le travail noir sont contemporains de la chute du plein emploi. Mais nous reprendrons ce débat globalement plus avant.

I - 22 - Activités continues et proches des cités / La cité zone industrielle

Trois activités peuvent être ainsi qualifiées, qui s'exercent de façon continue dans l'enceinte de la cité et lui donnent par endroits l'aspect d'une zone industrielle : le ferrailage, la récupération, la mécanique. Ces activités doivent d'exister au surplus que déverse le système économique ou au gaspillage qu'il entretient structurellement. Ces activités existent parce que nous consommons et gaspillons. De plus, elles n'existent que dans la mesure exacte où nous gaspillons. La richesse produite par ces activités n'est que la richesse des décharges, des déchets, des poubelles.

Ferrailage

On peut dire du ferrailage que c'est une activité de manoeuvre : beaucoup de manipulation, de grandes quantités de matériaux pour peu d'argent. Mais c'est également une activité organisée en trois niveaux hiérarchiques :

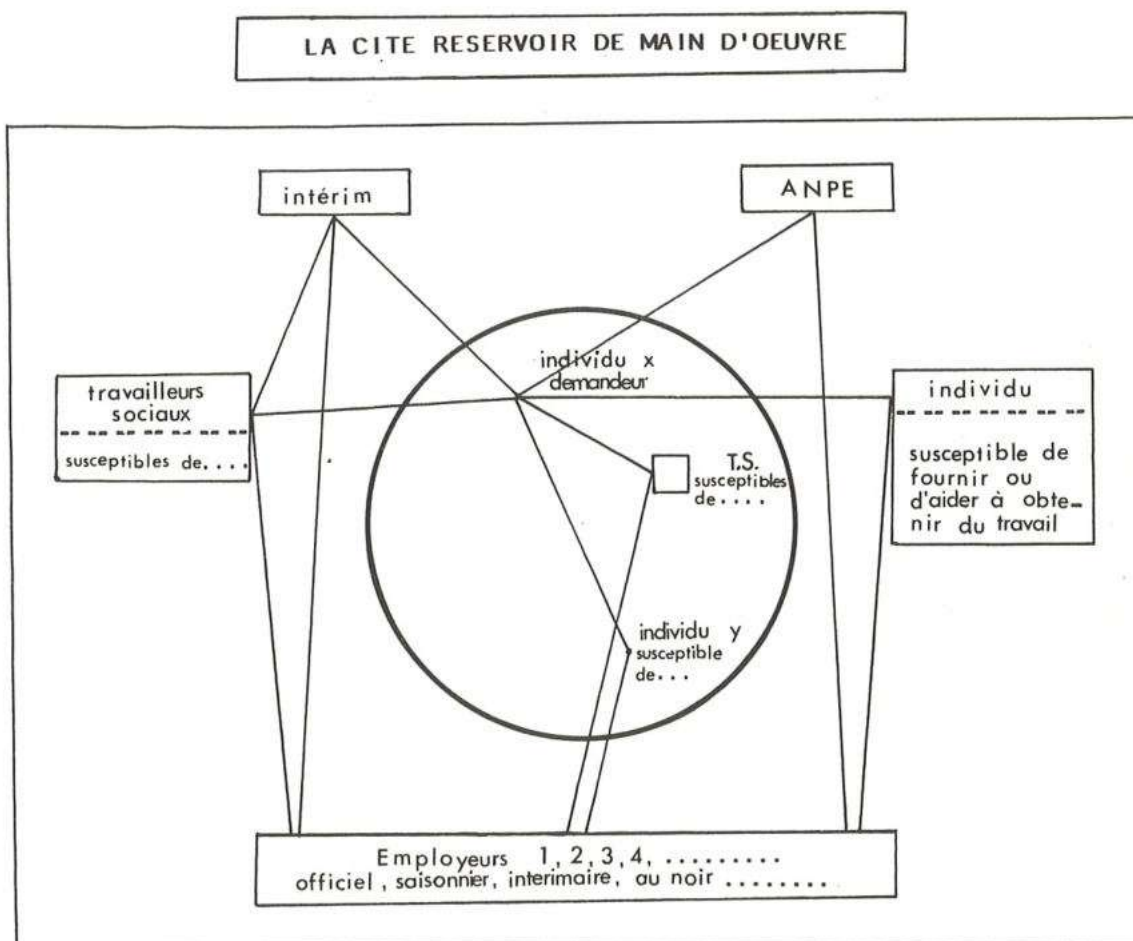
- 1) De grands industriels qui recyclent la ferraille, la fonte, la tôle et les métaux purs (zinc, cuivre, alu, plomb), ainsi que le verre, les cartons, papiers et chiffons.
- 2) Des grossistes de ferraille, plus ou moins importants, qui leur revendent ces matériaux en quantités suffisamment importantes pour justifier un déplacement. Ce sont encore des entreprises officielles, même si une partie de leurs activités peut être quelque peu clandestine (facturation ou emploi).
- 3) Enfin, à l'échelon inférieur, une foule de petits ferrailleurs qui font la collecte et le traitement de ces matériaux et qui ne sont pas déclarés. Pour une raison simple : ce n'est pas rentable. C'est du bricolage, à plein temps, certes, mais du bricolage. Vous n'en vivriez pas.

C'est naturellement à cette dernière catégorie qu'appartiennent nos ferrailleurs. Privés de ces vastes zones de ferrailage dont "Max et les ferrailleurs"

(1) In **Recherche sociale**, revue de la F.O.R.S., N° 83, juil. Sept 82, contribution au colloque "Pauvreté et paupérisation" du 17/6/81.

donne une bonne image, ils exercent à petite échelle. Pour cette même raison, ils ne font pas la tôle, qui exige en outre de gros moyens, transport de voitures, presse, etc... Ni les papiers, cartons, chiffons, toujours pour la même raison. Et aussi parce que ce secteur est la chasse gardée des compagnons d'Emmaüs (1). Ni le verre non consigné. Restent les métaux "chers", le cuivre, la fonte, le plomb, le zinc, l'aluminium.

T. 5 - FIGURE DU RESEAU 1 - LES ACTIVITES D'EMPLOI :



(1) Au Havre, les compagnons d'Emmaüs ont monté une entreprise de récupération et de traitement (triage, pressage, conditionnement) des papiers, cartons et chiffons, sous la forme d'un Centre d'Aide par le Travail qui emploie, contre pension et argent de poche, des handicapés mentaux, détenus libérés, individus sans ressources ni foyer. Les bénéfices réalisés par l'entreprise viennent en déduction du montant global des prix de journée alloués par la D.D.A.S.S. L'entreprise possède deux camions, deux presses-lieuses, passe contrat avec les magasins et l'industrie de l'agglomération. Il semble que la création de cette entreprise un peu particulière ait nui aux deux entreprises privées de récupération de papier, carton, chiffon, qui existaient et qui ont dû fermer leurs portes.

Trois lieux, trois manières de se procurer ces métaux :

- Les chantiers de démolition ou de réfection pour les tuyauteries en cuivre, les chaudières, radiateurs et canalisations en fonte, les gouttières et éléments de toiture en zinc ou en plomb.
- Les décharges pour les démolitions des entreprises qui ne récupèrent pas ou pas systématiquement ; les poubelles et gravats des particuliers ; les décharges officielles ou clandestines des zones industrielles et des abords des grandes villes.
- Les moteurs, tous les moteurs, de la voiture à la mobylette, à la machine à laver, au frigo, au sèche-cheveux, pour l'aluminium, la fonte, le cuivre des bobines. La récupération sur les moteurs implique un accord avec un épaviste ou la possibilité de remorquer soi-même des épaves.

Les habitants des cités qui exercent des activités, à l'échelon inférieur donc de ce circuit économique, le font à des titres divers et de façon plus ou moins intense et organisée. Deux individus, dans deux cités, sont de petits ferrailleurs occasionnels équipés de vélos et de remorques et qui traînent les décharges et les chantiers pour récupérer un peu de ferraille. Par contre dans la cité du jasmin, on trouve trois ferrailleurs relativement importants, toujours à leur échelon, et organisés. Ils emploient une main d'oeuvre importante (1 à 5 personnes) composée de jeunes de la cité, parfois du voisinage, qu'ils ne rémunèrent pas ou peu. C'est la pièce, le paquet de gauloises, exceptionnellement la gamelle (le repas). L'un des ferrailleurs a un contrat avec un épaviste qui lui livre des moteurs à casser. Un autre fonctionne avec des mobylettes auxquelles sont attelées des carrioles. Le troisième vit de ce que laissent les autres. Par exemple, pendant six mois, il a récupéré des moyeux de roues de voiture. A 10 centimes le kilo, ce n'est guère rentable. Une fois le garage rempli...il a récupéré 150 francs.

Là encore il est très difficile de mesurer les ressources apportées par le ferrailage. L'un des ferrailleurs avoue des revenus de 15.000 F. sur l'année en ferrailage. Il est le plus actif. Il est aussi celui qui possède la meilleure technologie. La casse des moteurs, par exemple : elle a pour but de dégager l'aluminium pur de toutes les pièces et gangues en fonte, en alliage. Ce ferrailleur fait chauffer les morceaux d'alu dans de grands tonneaux, puis coule l'alu en carrés qu'il peut donc entasser plus facilement et livrer à un degré de finition supérieur à celui des autres qui livrent en vrac, donc vendre plus cher. Le cuivre est également plus cher s'il est vendu propre, c'est à dire s'il a été préalablement brûlé et nettoyé.

Le regroupement de ces trois ferrailleurs dans la même cité tient à plusieurs raisons. La première est de nature historique. Dans cette région à forte densité industrielle, très durement touchée par les bombardements, le ferrailage a constitué après la guerre une activité hautement lucrative. Il suffisait de prendre une carriole et on pouvait ramasser de la ferraille aussi bien en ville que dans les campagnes. On employait même des camions pour le ramassage dans les fermes. Le nettoyage progressif d'une part, le renchérissement du prix de l'essence d'autre part, ont cassé la rentabilité de cette pratique (1). Le côté anti-pollution, un aspect réel de cette pratique, joue aujourd'hui contre les ferrailleurs. On les accuse de dégrader le paysage,

(1) Nous avons recueilli à ce propos le témoignage d'un ferrailleur de toujours. C'est un nostalgique de la ferraille. Ancien prisonnier allemand, il est resté en France après la guerre et a été employé chez un petit grossiste qui a fait fortune avec la ferraille, puis l'a licencié. Il continue seul avec sa carriole, arpentant les zones industrielles. Ironie du sort, il habite maintenant "Antifer". Il fait partie, on le verra, du réseau des ferrailleurs.

de polluer. C'est la deuxième raison qui explique, on peut du moins en faire l'hypothèse, le regroupement sur une cité. Les ferrailleurs opèrent de façon visible, leur trafic s'étale aux yeux de tous, déborde de partout. Cette visibilité est gênante. L'estafette de la gendarmerie passe un peu trop souvent et cherche le véhicule volé, le rouleau de cuivre neuf, le moteur au numéro de série effacé au burin. A plusieurs, on fait mieux front. L'estafette ralentit mais n'ose pas s'arrêter.

Récupération

Récupérer à grande échelle suppose des moyens, un véhicule. Le plus gros récupérateur, c'est aussi le plus gros ferrailleur. Il a une sorte de contrat avec les gardiens des immeubles H.L.M. environnants. Lorsqu'un locataire déménage, rénove, remplace, les caves et les extérieurs sont envahis de vieux meubles, d'objets, de déchets, et les gardiens lui téléphonent. Notre ferrailleur-récupérateur se déplace, il fait le tri, il récupère et il nettoie. S'il y a quelque chose de particulièrement intéressant, c'est lui qui donne la pièce au gardien.

Mais, à côté de cela et dans toutes les cités, il y a un ou deux individus qui récupèrent au jour le jour, à la petite semaine, en fonction de leurs besoins, des occasions, ou de leur lubie. L'un fait la chasse aux bouteilles consignées, l'autre est un spécialiste des vieux vélos en lambeaux, à partir desquels, ne resterait-il que le cadre, il reconstitue des vélos entiers. Les cadres iront au ferrailleur. Le troisième ne récupère que du bois, dont il fait des étagères, des caisses, des placards. Un autre fait dans l'électroménager, cuisinières, frigo, télé et radios, et réussit quelquefois à reconstituer un appareil entier. La récupération ouvre à deux branches distinctes. La revente de vieux meubles, bibelots, objets utilitaires ou décoratifs de toute nature. Et la réparation, le bricolage d'appareils qui pourront être revendus ensuite. Dans presque tous les cas la revente s'effectue dans le cercle des connaissances, à l'intérieur des cités. Mais il y a eu importation de richesses.

Mécanique

Chaque cité a son ou ses mécaniciens. Plusieurs sont titulaires d'un C.A.P. L'activité mécanique prend appui sur le parc de véhicules existant dans la cité et se développe ensuite vers l'extérieur. Ce parc automobile est très réduit. Entre cinq et six automobiles dans la cité. Par contre les deux-roues sont nombreux. Dans une cité, un mécanicien avait bâti toute son activité autour des mobylettes. Il ne manquait pas de pièces car il ramassait des épaves dans toute la ville. Les mobylettes ont la particularité de ne pas exiger de carte grise. Mais la gendarmerie ne l'entendait pas de cette oreille. Les gendarmes venaient tous les jours relever les numéros de moteur. Il a dû fermer boutique. Chez le grossiste en ferraille, à 5 Km de là, il y a un tas d'épaves de mobylettes de dix mètres de haut. Les jeunes de la cité viennent chercher des pièces au fur et à mesure de leurs besoins.

La mécanique est une activité qui s'exerce discrètement. On ne bricole pas au grand jour, si ce n'est sa propre voiture. Il y a pourtant quatre mécaniciens qui travaillent en permanence.

Le premier travaille au noir, mais en dehors de la cité. Il est très discret car il est au chômage. Nous ne savons pas comment il trouve ses clients ni ses pièces. Il est de connivence avec un garagiste.

Le deuxième opère sans son garage à l'abri des regards indiscrets. Une voiture à la fois. Il travaille avec un ouvrier en place dans une entreprise automobile tout ce qu'il y a de plus officiel. Il se procure ainsi des pièces et de l'outillage. Il fait des réparations complètes, y compris tôlerie et peinture. Les clients viennent de la zone H.L.M. voisine où il est impossible de faire de la mécanique sur des parkings ouverts à tous les vents (1). Il va prendre par exemple 3.000 F. sur une réparation qui lui coûterait 5.000 F. au garage. Il aura 1.000 F. de frais, 1.000 F. pour lui, autant pour l'ouvrier qui aura fourni les pièces et l'aura aidé un week-end. Mais il aura gardé la voiture quinze jours et il n'est pas sûr d'en avoir une autre après. S'il n'a pas de clients, il rachète une vieille voiture et la retape puis la revend. Il va acheter une vieille 4. L. parce qu'il a un bon moteur en stock, il va remplacer le moteur, puis la revendre. Il fait peut-être 10.000 F. dans l'année.

Le troisième mécanicien travaille de concert avec un épaviste et fait une partie des réparations sur son terrain. Il travaille avec des pièces détachées d'occasion et sur de vieilles voitures. Il a une clientèle de travailleurs immigrés qui n'ont ni le laps de temps, ni l'outillage, ni les connaissances nécessaires pour réparer eux-mêmes.

Le quatrième mécanicien est collectif. C'est un groupe d'hommes jeunes qui réparent mais aussi qui volent des voitures. Ils travaillent dans la cité et sont plus que repérés. Ils comptent sur leur force. Mais ce sont, aux dires de tous, de bons mécaniciens. Ils sont peut être de mèche avec un garagiste.

Les activités de mécanique, de récupération et de ferrailage s'entrecroisent nécessairement. Mêmes zones, mêmes moyens, mêmes matériaux.

RECUPERATION

DECHARGES ET CHANTIERS
OUTILLAGE ET TRANSPORT

FERRAILAGE

DECHARGES, CHANTIERS ET EPAVISTES
OUTILLAGE ET TRANSPORT

MECANIQUE

EPAVISTES ET GARAGISTES
OUTILLAGE ET CLIENTELE

Récupération, mécanique et ferrailage sont les activités les plus proches de ce que nous espérions mettre à jour dans cette recherche. Des activités productives. Une industrie de transformation mobilisant de la main d'oeuvre et faisant vivre la cité au rythme des coups de masse qui brisent la ferraille, des moteurs qui ronflent, des objets de récupération qui s'échangent. On peut être déçu par l'amplitude relativement faible de ces activités. Elles apportent pourtant des ressources essentielles à de nombreuses personnes défavorisées par rapport à d'autres réseaux. De plus nous n'avons donné que les exemples que nous connaissons de visu. Ces quelques foyers de travail pèsent surtout par leur durée dans la vie de la cité, par leur visibilité. Elles supportent des réseaux solides et actifs. Elles sont un appel permanent à agir. Elles rappellent en permanence à tous les habitants que pour vivre il faut bouger, chercher, trafiquer.

(1) La corporation des garagistes est très vigilante sur ces problèmes. Les travailleurs sociaux de ce secteur, cherchant une utilisation des mètres carrés sociaux, qui n'étaient que des mètres carrés de poubelles, ont monté un atelier mécanique. Craignant la réaction des garagistes du secteur, ils ont sévèrement limité l'usage de l'atelier à l'entretien par les personnes privées de leur véhicule.

I - 23 - Activités discontinues et semi-rurales / La cité campagne *

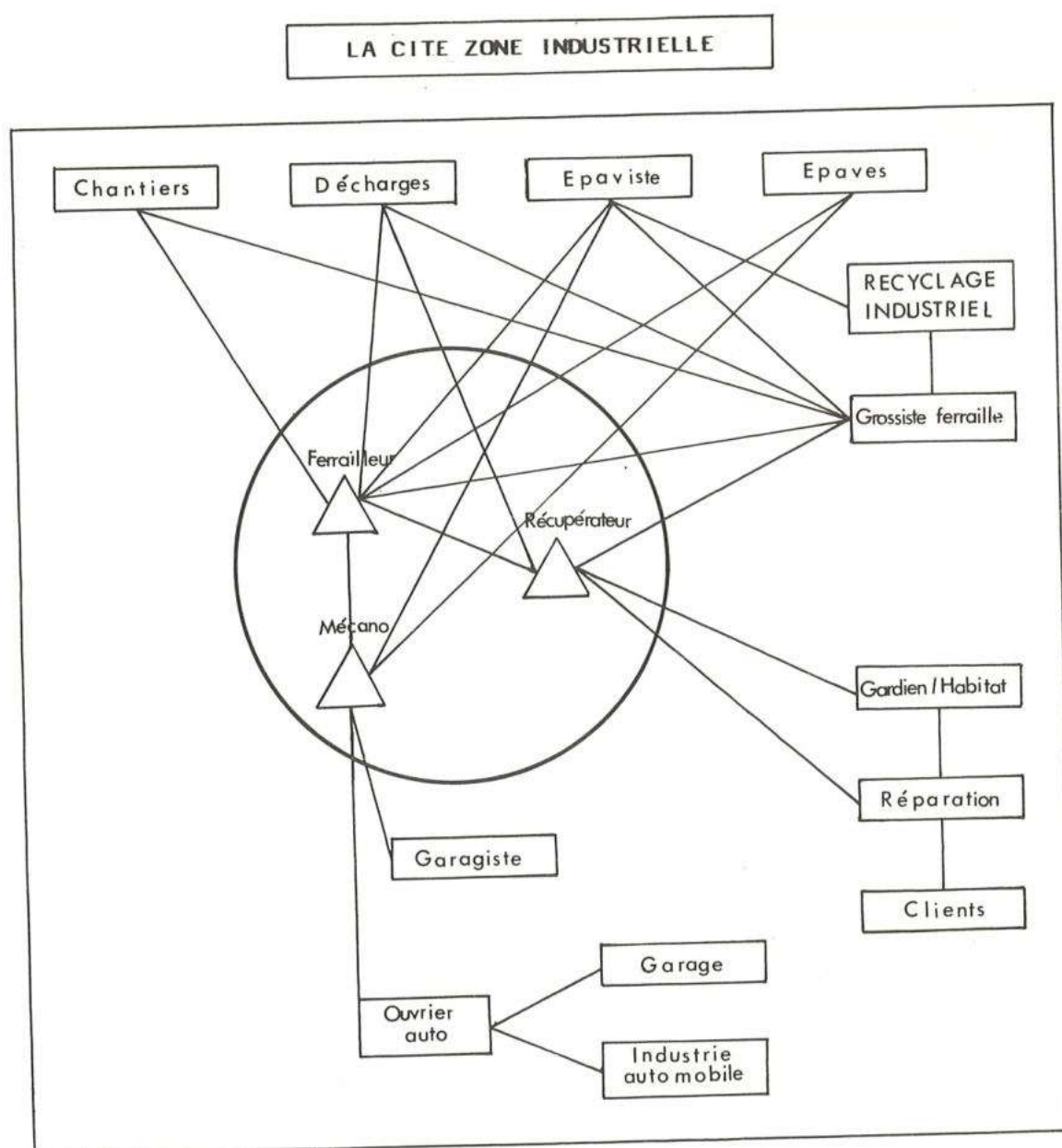
Nous avons rassemblé sous ce titre des activités que l'on observe habituellement en milieu rural. Nous nous sommes demandés si ces activités n'étaient pas une persistance, un signe résiduel de l'ancien enracinement rural des habitants des cités. Un citadin nous rappelait qu'autrefois l'instituteur envoyait les cancre bêcher le jardin ou désherber autour des salades. En réalité les grands flux de migration plus ou moins forcée dans les cités de transit représentent de simples transferts de population qui habitaient déjà des zones urbaines ou péri-urbaines. Le déplacement vers les villes s'est fait plusieurs générations auparavant. Par contre tous les souvenirs des individus interrogés nous confirment que ces activités n'ont pas été créées dans le cadre des cités, qu'elles sont héritées d'activités exercées dans les habitats anciens, dans ces périphéries, qui étaient des zones urbaines comprenant de multiples enclaves de terre. Ce n'est pas la campagne qui est venue s'installer à la ville. C'est la ville qui a toujours été campagne.

Par contre, plusieurs activités d'exploitation de la terre ont disparu. Nous ne parlons même pas de glaner ou de ramasser les fruits délaissés. Mais, par exemple plusieurs personnes se souviennent qu'elles faisaient des bourrées (des fagots) que l'on revendait au lavoir pour faire chauffer l'eau. Cette activité a disparu. Un autre se rappelle qu'il ramassait des escargots. Mais les escargots ont disparu avec les défoliants. Soeur Raphaël, la responsable du Secours Catholique qui travaille depuis des années à Bolbec, se rappelle qu'en avril puis en mai on allait aux jonquilles, puis au muguet, que l'on vendait ensuite. Ou encore aux champignons. Les plantes sont maintenant cultivées en serre et commercialisées sur un circuit "normal". Cette fois il y a réellement un effet de destruction des économies marginales. Il n'est pas le produit de mesures ou de politiques mais un effet de la structuration d'un secteur économique qui était marginal. Au cours de notre recherche, nous avons été les témoins de plusieurs de ces activités semi-rurales.

Scène 1 :

Madame Laplume a trois enfants et ne travaille pas. Son mari bricole un peu, mais, ensemble, ils ont pas mal de temps libre. Mme Laplume avait un jardin dans le temps, avant la cité, et pour elle le jardin a conservé intact son pouvoir de séduction. *"Ah, si nous avions un jardin"*. Le mari a fini par lui en trouver un. C'est un ami à lui qu'il a retrouvé en ville. Il louait un jardin à la ville mais ne le cultivait plus. C'est 4.000 F. (anciens) pour l'année. *"Ils n'y perdent pas, tu sais, on entretient la terre"*. Le jardin est bien mal situé, dans une côte, la terre glisse vers le bas. Il n'y a pas d'eau à moins de 200 mètres. Il a fallu tout reprendre ce qui était à l'abandon. La saison étant assez avancée, on a fait des tomates, des radis et des salades. On a planté des haricots verts, qui n'ont pas encore donné, et puis des carottes, patates et poireaux pour l'hiver. Madame Laplume se rend presque quotidiennement à son jardin, accompagnée par le mari et toute la famille. Le landau sert de charette à bras, porte le pique-nique et les instruments nécessaires. C'est une activité bien familiale ; mais qui permet de rencontrer les voisins qui ont des jardins sur la même côte. Il y a en particulier Mme Lapique, une dame de cinquante ans qui a neuf enfants. Le mari travaille et ne peut venir, sauf le dimanche. C'est dans son jardin que l'on prend l'eau. En échange on lui donne un coup de main lorsqu'elle peine. Les légumes servent surtout aux échanges à l'intérieur de la cité. Cela nous étonne parce que ces deux familles ont des congélateurs et pourraient conserver les légumes. *"Le congélateur, c'est pour la viande"*

T. 6 - FIGURE DU RESEAU 2 - ACTIVITES CONTINUES ET PROCHES DES CITES :



et les glaces", nous déclare Mme Laplume. "Moi je n'ai pas besoin de congeler, renchérit Mme Lapique, on est onze au moins à table, alors les haricots verts... Et puis on donne aux voisins".

Scène 2 -

Monsieur Levard a découvert le jardinage à la cité car il avait toujours vécu en ville et n'avait jamais potagé. Après quelques semaines dans cette cité où chacun a un jardin, il ne supportait plus de voir que son terrain était le seul terrain inutilisé. A part celui des éducateurs, bien sûr. C'est même de cette façon que l'on reconnaît leur pavillon ; "là-bas, le pavillon avec des herbes dans le jardin ". Avec l'aide d'un voisin, Monsieur Levard a appris le potager. Puis il s'est associé avec l'un de ses anciens voisins

d'une cité H.L.M. distante de trois kilomètres, et ensemble ils exploitent un terrain plus grand. Monsieur Levard possède une mobylette et une carriole. Il emmène souvent des jeunes de la cité au ramassage et au jardinage. Et il vend ses légumes, au nez et à la barbe des commerçants. Au début il a fait du porte à porte dans les H.L.M. Maintenant, il a ses clients fidèles qui commandent d'une fois sur l'autre. .

Scène 3 :

Monsieur Labrelle a commencé en jardinant pour des personnes âgées, retraitées dans la zone pavillonnaire proche de la cité. Il faisait des "corvées": bêcher, retourner, préparer les jardins, tout ce qui est pénible. Cette activité s'apparente aux activités d'emploi que nous avons décrites dans le réseau 1. Mais une vieille dame pour laquelle il travaille lui a prêté un bout de son terrain pour l'élevage. Il a construit des cages pour les lapins et enclos un bout de terrain pour les poules. Chaque jour il va faire de l'herbe pour les lapins dans les terrains vagues à l'extrémité de la ville. Il a plus de problèmes pour les poules, qui demandent du grain, mais la vieille dame y pourvoit assez généreusement lorsqu'il est dans le besoin. Il vend ses bêtes à l'intérieur de la cité. C'est son fils ou les amis de ses fils qui les préparent.

Scène 4 :

Le jeune Pascal a acheté dans une foire un lot à 1.500 F. comprenant un poney et une chèvre. Le père qui est ferrailleur, a avancé l'argent. La chèvre a été mangée. Mais le poney est installé sur un terrain vague qui jouxte la cité et travaille tous les jours avec son maître. Ils font la sortie des écoles. 5 F. le tour de poney. C'est une activité qui peut rapporter 150 F. dans les bonnes journées. Pascal pense à travailler sur la plage cet été, mais il n'est pas sûr d'obtenir l'autorisation de la ville. Il n'a pas de patente.

Scène 5

Monsieur Lecroc est maître-chien. Autodidacte. Il a commencé avec un berger belge et une chienne de race indéfinissable, tous deux installés dans un chenil improvisé au fond du jardin. Monsieur Lecroc ne manque pas de faire visiter son chenil. Il a sept chiens en ce moment et ne risque pas d'être cambriolé. C'est aussi le désir de tous les citadins : avoir un chien, être protégé. Et Monsieur Lecroc trouve toujours à placer ses chiots dans la cité. Il a deux arguments de vente irrésistibles : une photo de lui, en militaire, avec un chien à ses pieds ; et un numéro de dressage qu'il a mis au point avec le berger belge : le chien se dresse sur les pattes de derrière pour un sucre imaginaire, se couche au pied à l'ordre, et s'assied sur une chaise, les pattes posées le long de l'assiette sur la table à manger. Il a récemment essayé de mettre une annonce dans le journal local, pour vendre ses chiots à l'extérieur, mais n'a pas eu de succès.

Scène 6 :

Jacques a trente deux ans et a travaillé autrefois. Mais il ne trouve plus rien comme manoeuvre. Il a du mal à subsister bien qu'il soit seul, mais

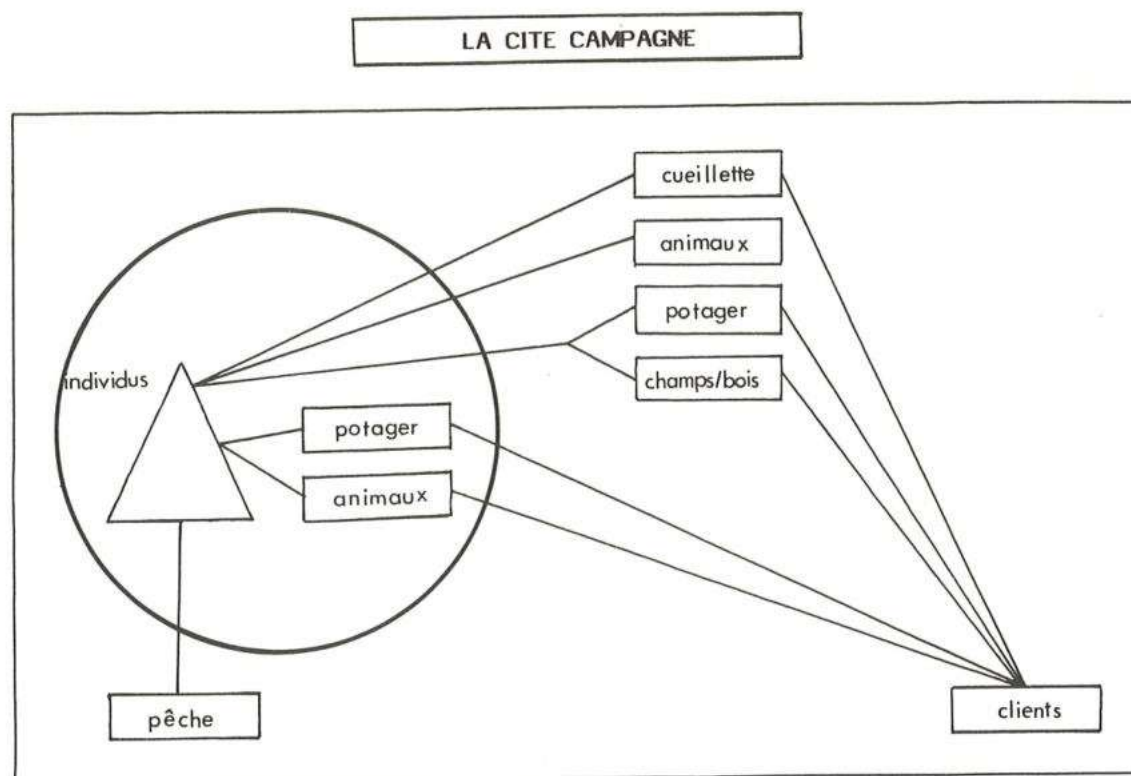
connaît quelques trucs pour se faire un peu d'argent liquide. Chaque année, dans la semaine qui précède le dimanche des rameaux, il rassemble deux ou trois hommes disponibles et ils vont ramasser du buis dans les bois, le long de la vallée de la Seine. Carrioles et vélos. C'est Jacques qui monte aux arbres, il est le plus rapide. On entrepose tout cela dans une cave. Puis il faut faire les bouquets avec de la ficelle fine. Enfin il faut vendre. Ce n'est pas le plus facile et Jacques laisse volontiers faire ses collègues, se contentant de surveiller en vidant une canette et de ramasser l'argent dès que le client s'est éloigné. On vend dès le vendredi à la sortie du supermarché et tout le dimanche à l'entrée du cimetière. Une telle opération, avec le bouquet à 5 F. peut rapporter 300 F à 400 F pour la semaine. Le partage posera des problèmes délicats entre le promoteur de l'opération, le lieu, le vendeur. Ce même groupe, ou un autre, peut procéder à des opérations plus "sauvages", par exemple "se faire" une serre avant le premier mai pour aller vendre le muguet à la sauvette, à l'entrée de la foire. Ou tout simplement, lorsque tout manque, retrouver le chemin des champs pour déterrer les patates.

Scène 7 :

La recherche alimentaire fait que les individus redonnent un caractère économique à des activités qui sont devenues pour la majorité du loisir. Celui qui a la chance de connaître un pêcheur qui possède une barque et qui va en mer n'hésitera pas à l'aider, sachant qu'il ramènera un panier de poissons qu'il redistribuera ou vendra. Il n'hésitera pas, par exemple à lui réparer ses filets gratuitement. Les sorties collectives aux moules sont également fréquentes pour ceux qui habitent près de la mer. On ira aussi pêcher à la ligne au port, sachant que les dockers vous laisseront peut-être ramasser du café dans le sac que vous n'aurez pas oublié d'emporter, que vous récupérerez de la ferraille et des planches si vous n'avez pas oublié la carriole, et que vous aurez peut-être la chance d'être invité à boire un coup par un marin qui s'ennuie, là où les boissons alcoolisées sont presque gratuites et la nourriture abondante. Pour ceux qui ne sont pas à la mer, on pêche également dans la Seine, et la pollution n'empêche personne de dévorer les poissons.

Une image fidèle de cette recherche alimentaire permanente : ces enfants qui attrapent des oiseaux au leurre, avec un miroir, du grain dans un vieux pneu et une planche qui tombe sur le pneu lorsque l'on tire sur la ficelle. Ils étaient là ce matin, postés, ficelle en main ; ils sont encore là ce soir.

T. 7 - FIGURE DU RESEAU 3 - ACTIVITES SEMI-RURALES :

**I - 24 - Activités liées aux transferts sociaux / La cité-annexe de la banque sociale**

Prudence Petitpas. C'est déjà un abus de parler d'activités liées aux transferts sociaux pour des ressources dont les finalités sont soit de récompenser un travail non rémunéré comme le travail domestique, l'éducation des enfants (par les allocations familiales), soit de pallier au manque d'activité, au chômage (assurance-chômage, pensions, prestations sous conditions de ressources). Et il est décidément provocateur de démontrer -c'est la thèse centrale de notre recherche- que ces ressources sont perçues comme un maillon essentiel mais non unique d'une chaîne d'utilité économique, "bien loin des objectifs affichés de ces prestations". Nous ne le faisons pas sans une certaine gêne. Et nous le faisons en nous appuyant sur des chiffres.

Les sept piliers de la sagesse.

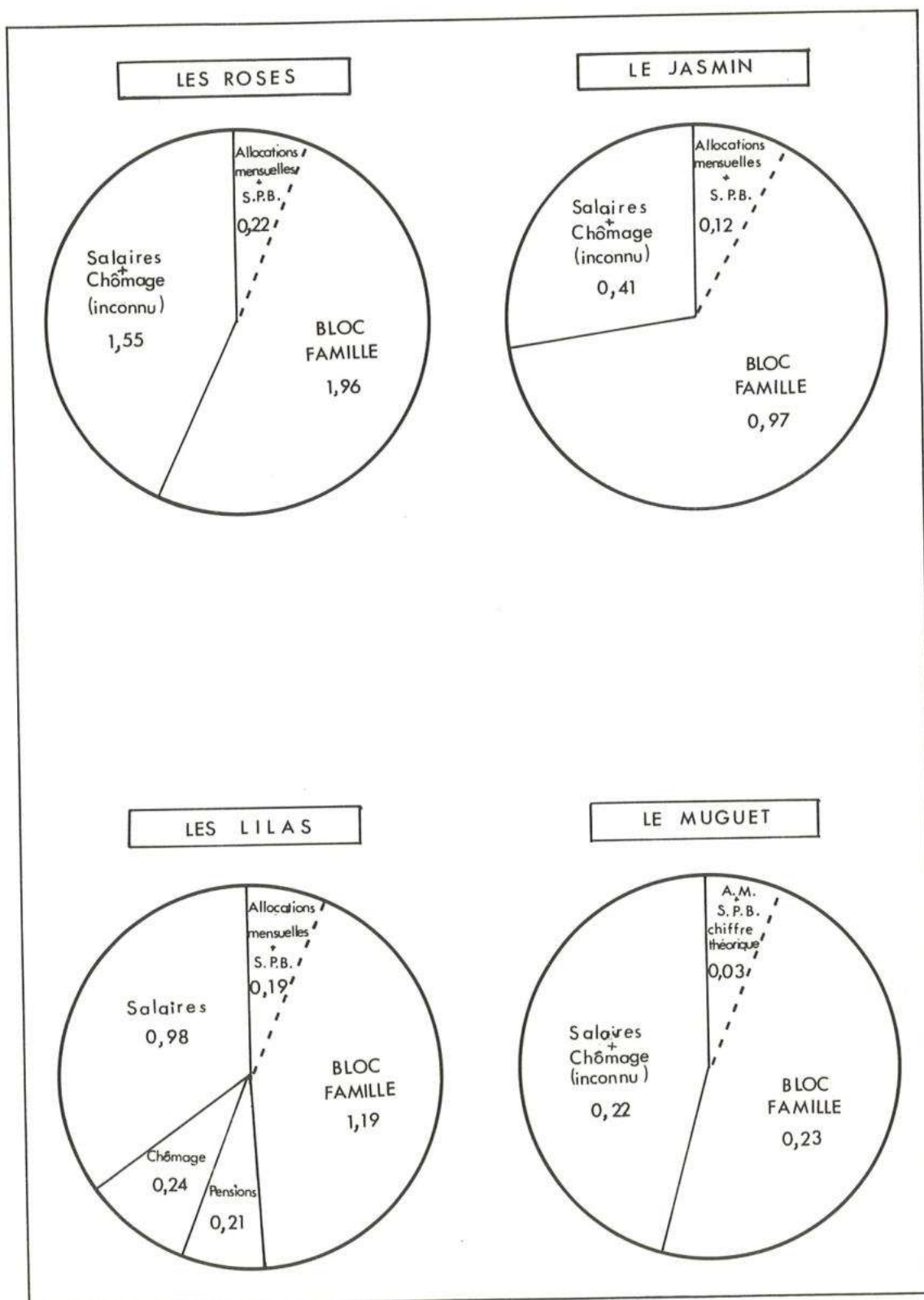
Nous avons vu que le travail salarié représente un tiers environ des ressources officiellement disponibles à l'échelle d'une cité. Les transferts sociaux fournissent globalement les deux tiers restant. En cela nos familles sont assez proches des deux mille familles de Reims étudiées par l'I.N.S.E.E. dans une étude de 76 (1). Pour ces deux mille familles, la recherche établit que la moitié du revenu est apporté par les prestations sécurité sociale et d'aide sociale. Si l'on rajoute le chômage et les pensions, on doit approcher des deux tiers.

Parmi les sept grands blocs de la protection sociale : famille, maladie, accident du travail, invalidité, vieillesse, assurance chômage, handicapés, aide sociale, c'est le bloc famille qui est pour les quatre cités la meilleure source de revenus. Les prestations émanant du bloc famille représentent à elles seules entre la moitié et les deux tiers des revenus disponibles.

(1) Cité par Rapport Oheix, 60 propositions contre la précarité et la pauvreté, Rapport au Conseil d'Etat, 1981, p. 29.

La totalité des ressources des cités peut être visualisée, à quelques écarts près, par les schémas suivants :

T. 8 - DISTRIBUTION ENTRE SALAIRE ET ALLOCATIONS : "en million de francs"



Cinq remarques

(1) le bloc famille comprend les prestations assurées par les C.A.F. ainsi que les allocations mensuelles et les secours de premier besoin attribués par l'intermédiaire des D.D.A.S.S. Voir plus loin pour le détail comparé des prestations.

(2) Nous n'avons pas tenu compte des prestations au titre de l'aide sociale, d'une part parce que ce sont des prestations en nature, d'autre part parce que nous ne connaissons pas le montant exact pour les quatre cités.

(3) Nous n'avons pas tenu compte des ressources apportées par les autres réseaux économiques, ressources que nous étudions dans notre chapitre 2. Ce schéma représente donc la totalité des ressources monétaires officiellement disponibles dans une cité.

(4) Pour des raisons de fond, nous n'avons pas tenu compte de l'allocation logement qui représente une sorte de contremarque du loyer. Nous étudions cette allocation avec le logement.

(5) La cité des Lilas représente un schéma où apparaissent les pensions pour une part importante. Cela tient à ce que 16 des 17 retraités pensionnés que nous avons recensés résident dans cette cité. Dans les autres cités, l'éventail se trouve donc resserré au profit de telle ou telle prestation, liée à la composition de la population.

Pauvreté traditionnelle

Ces remarques une fois faites, il faut interpréter les chiffres. Les habitants des cités, compte tenu de l'importance des aides qu'ils reçoivent, semblent relever de la "pauvreté traditionnelle" que décrit le rapport Oheix, une pauvreté "bien connue des services sociaux". C'est ici que commencent les activités liées aux transferts sociaux. Sous le signe du soupçon. Car le partage entre pauvreté traditionnelle et nouveaux pauvres recouvre un partage moral entre les mauvais pauvres, qui profitent de l'Etat-Providence mais ne cherchent pas à s'en sortir, et les bons pauvres, qui, touchés par la crise, essaient de s'en sortir mais osent à peine demander le secours auquel ils ont droit (1). Un exemple pris dans un journal local de grande diffusion : annonçant une enquête sur les "nouveaux pauvres", le journaliste précise qu'il a pris soin "de s'adresser non pas à des victimes complaisantes de la prise en charge sociale, ces gens -il y en a- qui ne font plus rien pour s'en sortir, mais à des individus actifs et persévérants dans l'adversité" (2). Le Secours Catholique a une position différente puisqu'il soutient ces populations et milite en faveur d'un Revenu Familial Garanti, mais déplore que "les pauvres s'installent dans l'assistance et en arrivent à considérer

(1) Comme le note à juste titre Jean-michel Belorgey : "la distinction (entre anciens et nouveaux pauvres) renvoie plus ou moins explicitement à une distinction entre inactifs involontaires (du fait de la conjoncture économique) et inactifs volontaires ou objectivement inutilisables dans les conditions actuelles de production". *Pauvreté et crise de l'état providence, Echanges et projets*, N° 31, Octobre 1982.

(2) *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, 23-24 Avril 1983.

comme un droit l'obtention d'un secours" (1). Il est possible de multiplier les exemples et les contre exemples (2). Mais les analyses sont peu nombreuses. Deux d'entre elles sont importantes dans notre perspective :

-L'analyse de la pauvreté traditionnelle dans les 60 propositions du rapport Oheix (p. 14). Le rapport distingue deux sortes de situations : "La situation d'un certain nombre (notamment les plus âgés) s'est progressivement améliorée du fait des transferts sociaux et de l'extension de divers services. Elle s'est par contre aggravée pour certaines familles du fait des difficultés économiques (ressources ne suivant pas le coût de la vie, difficultés accrues dans l'accès au travail régulier, régression des petits métiers)". Notons que cette analyse rejoint sur le dernier point l'analyse de Hiernaux et Bodson sur la destruction des économies marginales comme facteur de paupérisation.

-L'analyse d'un groupe de chercheurs anglais et notamment de Ray Pahl, selon laquelle les plus démunis sont non seulement le plus souvent privés d'emploi, le plus longtemps au chômage, mais sont également "les moins bien équipés des techniques nécessaires pour exercer une activité informelle productive et rémunérée" (3). Seuls les systèmes de protection sociale leur permettraient de subsister en exerçant des activités informelles peu rémunérées.

Les deux analyses sont complémentaires et permettent de supposer que l'on assiste dans les cités de transit à l'aboutissement d'un mouvement historique en trois temps :

- Amélioration de la protection sociale ;
- Disparition des petits métiers ;
- Alimentation par les politiques sociales d'une économie informelle peu productive et peu rémunératrice.

C'est dans ce cadre que nous étudions les activités liées aux transferts sociaux. Rappelons que notre objet n'est pas l'étude de l'accès aux droits, cet accès aux droits qui selon le rapport Oheix "requiert une attention considérable". Notre approche est inverse et risque de ne pas remarquer que certains individus ne font pas valoir leurs droits. Nous avons montré qu'en masse la protection sociale fournit une compensation efficace de la faiblesse des salaires. Nous voulons montrer maintenant qu'elle implique une activité, qu'elle requiert une attention permanente de la part des individus eux-mêmes, qu'elle absorbe une bonne partie du temps des individus qui désirent en bénéficier.

(1) **Pauvres aujourd'hui**, publication du Secours Catholique, mars 1982.

(2) Le N° spécial d'**Informations Sociales** sur l'argent public, N° 1, 1983, fournit un bon éventail d'études et d'analyses opposées à cette vision culpabilisante de la pauvreté.

(3) "Those of low social status are often also those the least well equipped with the skills necessary for productive and rewarding informal activities", in **News Universities Quarterly**, 1979, N° 34. Il existe en Angleterre de nombreux travaux de recherche sur l'économie souterraine, en particulier R. Pahl, op. cit. et J.I. Gershuny, Science policy Research Unit, University of Sussex.

Fraude ?

Les activités liées aux transferts sociaux oscillent entre deux pôles : rendre visibles des manques, mais aussi des efforts, c'est-à-dire mettre en scène sa pauvreté et sa volonté d'en sortir. Et d'autre part rendre invisibles ou opaques des situations, c'est-à-dire faire correspondre sa situation aux critères d'attribution des différentes aides. Les activités liées aux transferts sociaux impliquent donc une connaissance des institutions. Cette connaissance n'est pas mesurable. Théoriquement une bonne connaissance des institutions permet la fraude, cette hantise légitime des gestionnaires des aides. Mais nous n'avons eu connaissance d'aucun cas de fraude flagrante tel qu'escroquerie au chômage ou à l'A.P.I. par exemple. Simplement la mise en scène de la pauvreté et la recherche d'une coïncidence entre sa situation et les critères d'attribution sont d'autant plus nécessaires et efficaces que les politiques sociales sont contradictoires et imprécises dans leurs critères et cloisonnées entre elles. C'est-à-dire que la rencontre entre la demande des clients et l'offre des institutions est une rencontre biaisée, tordue d'emblée, déformée des deux côtés :

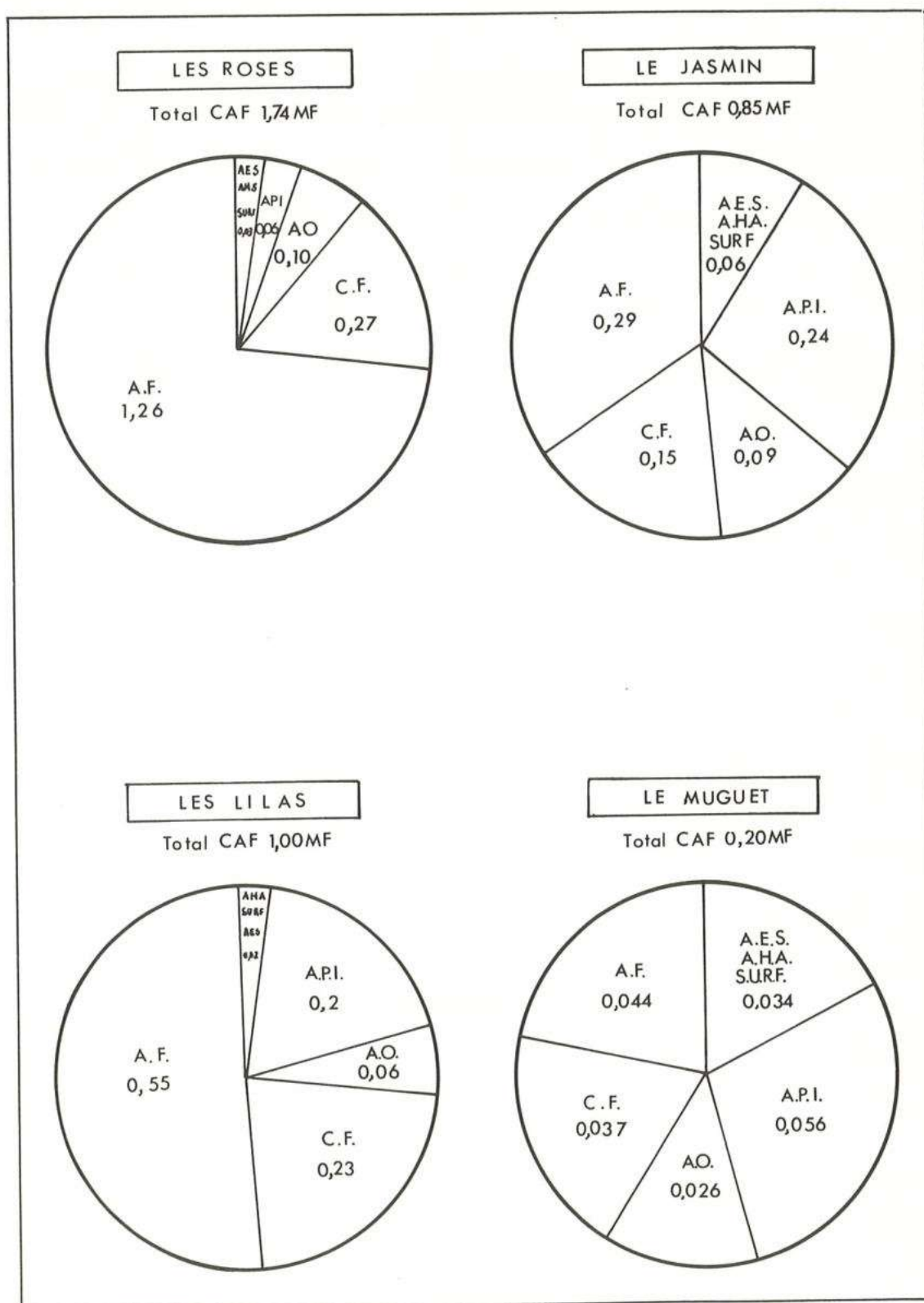
- par la mise en scène des clients, et leur souci de coller à des critères d'attribution dont ils se font une représentation plus ou moins exacte.
- par le flou qui entoure certaines prestations et les contradictions entre différentes politiques, à l'échelon national et à l'échelon local.

Pour la clarté de l'exposé, nous présentons les activités liées aux transferts sociaux institution par institution. Mais nous devons nous souvenir que la relation institution-client n'est jamais une relation duelle, une relation entre deux partenaires. Il y a toujours un tiers qui est présent et ce tiers c'est la concurrence. Le client a en tête le décompte des autres prestations qu'il reçoit ou qu'il entend recevoir. L'institution cherche à mesurer autant que possible les autres ressources dont il dispose.

La C.A.F.

La C.A.F. est donc la grande banque ou plutôt la principale entreprise fournissant la cité. La métaphore ne nous appartient pas, c'est le groupe Oheix qui la formule : "Les prestations familiales se sont multipliées et sophistiquées. La branche prestations peut être assimilée à une entreprise avec une gamme de produits extrêmement variés". Les activités liées aux transferts sociaux sont des activités commerciales. On achète des prestations avec quelque chose. Mais examinons d'abord ce que l'on achète. La relative similitude des situations entre les quatre cités fait que dans cette gamme de produits diversifiés, le choix est restreint et fixé à l'avance. Voici donc le détail de la branche famille, autant que nous pouvons le reconstituer.

T. 9 -- DISTRIBUTION ENTRE ALLOCATIONS : en millions de francs



On voit que la disparité des situations est importante. Elle tient à la composition démographique des cités, elle même produite par une conjonction de facteurs institutionnels : sélection dans l'habitat et sélection par les travailleurs sociaux. Dans les cités des Roses et du Muguet, la faiblesse des alloca-

tions familiales est liée à la construction de petits appartements. Dans ces deux mêmes cités on trouve une même proportion de femmes célibataires, avec enfants et sans emploi, qui se traduit par l'importance de l'A.P.L.

Si l'on calcule abstraitement la ressource moyenne transférée par les caisses des différentes cités **par personne et par an**, on trouve respectivement 4.500 F. , 5.500 F. , 3.600 F. et 3.500 F. ; les cités du Jasmin et du Muguet qui regroupent beaucoup plus d'enfants ne sont donc pas systématiquement avantagées par rapport aux cités des Roses et des Lilas qui en ont peu. Certes, si l'on se base sur le quotient familial et que l'on attribue une demi-part seulement à chaque enfant, les cités du Jasmin et du Muguet sembleront plus favorisées. Mais à tous égards le calcul du quotient familial ne nous semble pas correspondre, compte tenu de la faiblesse des revenus et des modes de vie, à la réalité des budgets familiaux dans lesquels la consommation est tellement faible qu'il paraît abusif de considérer qu'un adulte consomme deux fois plus qu'un enfant. Nous y reviendrons.

Les activités liées aux transferts sociaux gérés par les caisses devraient logiquement être proportionnelles à la part des ressources C.A.F. qui dépasse les allocations familiales dont le versement est automatique et valable pour tous. C'est dans les cités du Jasmin et du Muguet que l'on devrait repérer le plus d'activités liées aux transferts sociaux gérés par les caisses, puisque dans ces deux cités la part représentée par les allocations familiales est relativement faible et d'autant plus forte la part représentée par des prestations soumises à un ensemble de démarches et de critères. Mais cette logique ne se vérifie pas. Parce qu'elle est une entreprise aux ramifications multiples, la caisse ré-investit les cités des Roses et des Lilas par le biais des tutelles, par le biais également des prêts, des secours et de l'allocation logement. Ou si l'on préfère elle est ré-investie elle-même, pour tous ces services, par les clients. De sorte que l'intensité des activités liées aux transferts sociaux en provenance des caisses ne peut se déduire mécaniquement du volume et de la nature des différents transferts.

Par exemple, dans la cité des Roses, où la part des allocations familiales est très importante, les activités sont également très importantes. Cette intensité est donc liée non seulement au rôle d'agent économique des caisses, mais à leur rôle d'agent social, à la façon dont elles agissent sur d'autres registres que le registre économique. Par contre la nature des activités est étroitement définie par les ressources auxquelles les individus et les familles peuvent avoir accès.

Faire des enfants

Fait-on des enfants pour toucher les allocations familiales ? Ce poncif éculé contient sa part de vérité. L'enfant est bien plus que cela. Il est le véritable fondateur d'une forme familiale qui n'existe pas sans lui.

Le couple sans enfant est une forme non seulement éphémère mais vide socialement. Mais si la famille nombreuse reste un modèle attractif, c'est sans doute parce que les politiques sociales sont focalisées sur la famille avec plusieurs enfants. Le Planning Familial en est un bon exemple. Si les méthodes contraceptives continuent à susciter la méfiance de la plupart des mères de famille nombreuse interrogées, elles trouvent un écho beaucoup plus positif chez les plus jeunes qui n'ont pas ou peu d'enfants (1). Mais chez ces plus jeunes il y a une incompréhension de la politique familiale.

(1) Note page suivante.

"Pourquoi ne touche-t-on pas d'allocations pour le premier enfant ? Est-ce qu'ils considèrent cela comme un luxe" ? "Et 300 F. pour le deuxième?" Cette remarque unanime souligne le rapport étroit entre les naissances et la politique familiale dans les cités. L'aide au troisième enfant, annoncée à grand renfort de publicité au tournant des années 80 a fait plusieurs victimes spectaculaires. *"Elle l'avait dans le ventre le troisième, quand ils ont supprimé le million .* Mais au delà de ces exemples, le troisième enfant continue à marquer une progression importante dans les ressources émanant des services sociaux. Nos observations ne font ici que confirmer ce que les analyses économiques des transferts sociaux ont déjà mis à jour. Elles démontrent que les individus et les familles connaissent les politiques sociales et que cette connaissance joue un rôle important dans le comportement.

Le suivi des allocations par les caisses est relativement simple et neutre au départ. Les fiches d'allocataires enregistrent les naissances, les passages à la majorité, les placements ou accueils, les mises en tutelle ; qui modifient les allocations ou les modalités de versement. Nous n'avons aucun exemple d'indus ou de retard sur les A.F. De même les visites pré et post-natales qui permettent le versement des allocations correspondantes semblent bien généralisées.

C'est presque toujours la femme qui fait les démarches au moment des naissances ou des changements de situation (retour d'un enfant placé, par exemple). L'arrivée des allocations familiales est équivalente à l'arrivée d'un salaire. C'est le moment où la femme engage les dépenses les plus importantes pour le mois, essentiellement des provisions alimentaires. Les A.F., comme les autres prestations, sont perçues et utilisées comme des aides purement économiques. Il ne viendrait à l'idée de personne qu'il s'agit d'aides pour les enfants. C'est une aide pour l'unité famille et son utilisation majeure, c'est la nourriture. La question se pose peut-être un peu différemment pour les femmes mariées dont le mari est salarié. Dans ce cas là il peut y avoir partage des ressources entre l'homme et la femme et celle-ci peut relier plus spécifiquement l'aide A.F. à un objectif d'aide à la famille et aux enfants.

Sans gagner trop d'argent

Tout se joue au premier juillet pour le C.F. et le S.U.R.F., l'A.P.L. et l'A.L., ou encore l'allocation de rentrée scolaire, toutes prestations soumises à conditions de ressources. Tout se joue sur la feuille d'impôts et la déclaration de ressources. Les revenus salariés réguliers ne souffrent aucune dissimulation. D'autant que la feuille d'impôts comme la déclaration de ressources sont souvent rédigées avec l'aide de l'éducateur ou de l'assistante sociale. En ce qui concerne le travail salarié occasionnel, tout est affaire de circonstances, de personnes et de lieux. Selon que l'on a exercé cette activité de façon visible, pour faire valoir que l'on travaille, par exemple, ou de façon discrète, pour gagner quelques sous ou quelques heures déclarées en plus, on pourra ou non omettre de déclarer ce travail. Mais aussi selon que l'on se trouve dans une cité où le contrôle par les travailleurs sociaux

Note de la page précédente :

(1) Cette remarque va dans le sens d'une recherche approfondie réalisée en Angleterre sur les relations de parenté dans la banlieue londonnienne :

"les anciennes pratiques qui rejetaient la contraception survivent mais ne sont plus dominantes". Michael Young et Peter Wilmott, **Family and Kinship in East London**, Penguin Books, 1957.

est plus ou moins étroit, selon que l'on se trouve sous tutelle ou pas. Il est difficile de dire quelle part du travail occasionnel échappe à l'enregistrement.

L'examen des fiches d'allocataires montre que de nombreuses personnes déclarent des ressources provenant d'un travail occasionnel. Là encore l'incompréhension est totale à l'égard d'un système qui prend en compte des ressources passées pour des aides à venir. Les changements de situation ne se jouent pas à l'échelle d'une année mais d'un mois, d'une semaine. En ce qui concerne les ressources liées à l'économie souterraine, elles échappent totalement à l'enregistrement. De ce fait les individus qui exercent ces activités sont "favorisés" sur le plan des transferts sociaux. Il y a donc un effet induit par les prestations soumises à conditions de ressources.

Un exemple illustrera cet effet. Il s'agit d'une personne qui travaille au noir régulièrement. Cette personne songe à s'installer à son compte. Il en a peut-être les capacités. Mais en a-t-il les moyens ? Il se pose en notre présence la question de savoir combien il va perdre en s'installant. Il perdra le droit au C.F. et au S.U.R.F., soit 800 F environ par mois. Cette somme peut paraître peu importante. Mais l'important est que la réflexion sur ce manque à gagner soit un élément de sa décision et de son projet. Cette prime à la clandestinité pourrait être considérée comme un effet pervers des politiques sociales (1).

La déclaration de ressources suffit aux bénéficiaires du C.F. et aux quelques bénéficiaires du S.U.R.F. (nous avons 120 C.F. pour 169 fiches et 12 S.U.R.-F.). Mais plusieurs prestations importantes sont soumises à d'autres conditions.

Sans se marier. Ni copuler ?

38 allocataires bénéficient de l'allocation orphelin. 22 de l'A.P.I. 10 bénéficiaires d'une A.P.I. assez élevée ne bénéficient pas de l'A.O. On a donc 22 parents isolés avec enfants qui bénéficient de l'A.P.I., 12 de l'A.P.I. et de l'A.O. seulement. Il s'agit de familles de petite taille, 3 enfants au maximum. Sur le versement de ces prestations, tout dépend des relations entre les caisses, les T.S. et les clients.

Dans la cité du Jasmin où le volume des A.P.I., nous l'avons vu, est important, les travailleurs sociaux ont une politique claire : ignorer l'existence d'une A.P.I. pour pouvoir développer une relation avec les éventuels conjoints ou partenaires des nombreuses femmes célibataires qui habitent cette cité. Sinon, ces travailleurs sociaux ne pourraient jamais s'introduire dans les appartements de ces femmes qui n'ouvriraient pas leur porte de peur de révéler la présence d'un concubin ou d'un partenaire. Dans la cité des Roses, il n'y a qu'une A.P.I. et en outre le contrôleur de la caisse n'oserait pas frapper aux portes. Dans la cité des Lilas, il y a un contrôle de l'A.P.I. qui se traduit par de nombreuses fiches mentionnant "reprise de la vie commune", "concubinage", "vie maritale", qui justifient une suspension de l'A.P.I. Le contrôle de l'A.O. semble de façon générale plus libéral. Dans la cité

(1) le rapport "Protection sociale et famille" propose de supprimer les conditions de ressources pour soumettre les prestations à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'association internationale Futuribles appuie cette proposition qui permettrait de supprimer "la preuve de pauvreté" : "le principe est qu'il faut faire la preuve de sa pauvreté, ce qui n'est techniquement et psychologiquement pas facile". Futuribles, "L'avenir des systèmes publics de protection sociale". Ministère du Plan 1981.

du Muguet où l'A.P.I. est importante, les fiches mentionnent également les changements de situation, ce qui démontre que les caisses suivent les situations au plus près possible. Compte-tenu de son importance financière, l'A.P.I. est évidemment créatrice de comportements. Biaisés par les politiques des travailleurs sociaux comme dans le cas de la cité du Jasmin, les comportements sont parfois individuels. Nous avons ainsi deux femmes seules bénéficiaires d'une A.P.I. qui se rendent systématiquement au domicile de leur partenaire ou conjoint par crainte des contrôles. Dans ces deux cas pourtant il ne s'agit pas d'un concubinage ou de vie maritale qui aurait des incidences sur les ressources. Ces partenaires ou conjoints ne participent en rien à la vie matérielle de la famille. Mais il s'agit de comportements réactionnels à la suspicion qui pèse sur ces prestations. Le cas est maintenant connu et analysé. Le rapport Oheix propose (p. 24) de n'établir la fraude que lorsque le concubinage conduit à un bail commun, à une déclaration fiscale commune, à un concubinage déclaré pour bénéficier de la sécurité sociale du conjoint, ou à des avantages par l'employeur. Mais c'est bien la vie sexuelle qui est perçue par les populations bénéficiaires comme responsable de la radiation.

Avec des quittances et des certificats

Le certificat de scolarité ; la carte de pointage ou la feuille de salaire, le certificat de location de gaz et la quittance E.D.F., la quittance de loyer. Selon les cités, selon les caisses, selon les prestations, tel ou tel papier sera indispensable et servira aussi auprès des autres institutions. Les individus et les familles le savent parfaitement et considèrent ces papiers comme des biens précieux. On attend la feuille de salaire pour se précipiter à la caisse ; on conserve soigneusement, pliée en quatre, la quittance E.D.F.

Avec un logement payé régulièrement

Mais c'est la quittance de loyer qui joue, partout, le rôle décisif. Le retard de loyer n'est pas seulement un signal d'alarme indiquant que quelque chose ne va pas. Il est un véritable signe-frontière, traçant une limite entre les bonnes familles et les mauvaises, entre ceux qui se maintiennent la tête au-dessus de l'eau et ceux qui se laissent couler. Difficile d'obtenir une aide dans quelque institution que ce soit, si l'on n'est pas en règle ou en train de se mettre en règle avec le loyer. Par contre, c'est par le loyer que l'on commencera à vous aider si vous présentez toutes les apparences du pauvre qui veut s'en sortir.

L'une des fiches porte ainsi "dette de loyer annulée par suite de gros efforts de Monsieur". Les caisses semblent faire ainsi la politique des H.L.M. et elles la font peut-être involontairement, poussées par la logique de l'allocation logement. Une logique qui coûte cher en argent et en temps (1). Une logique qui soumet le versement de l'allocation à la présentation des quittances de loyer. En 1982, sur 108 dossiers d'A.L. répartis dans les quatre cités, 24 sont suspendus pour non fourniture de quittance. Lorsqu'on n'a pas payé son loyer, on a donc l'A.L. suspendue, ce qui paraît normal. Mais lorsque

(1) La part des dépenses des caisses dans le financement du logement a globalement diminué, indique la circulaire C.N.A.F. du 2 Mars 1981, "l'action sociale et familiale des caisses". Mais il faudrait voir si le soutien au logement social par le biais de l'A.L. n'a pas, lui, augmenté.

les H.L.M. font opposition ou réclament le versement (28 cas en 82 sur 108), ils ne peuvent pas toujours obtenir réparation. Et lorsque l'A.L. est versée au bailleur -on dit aussi l'opposant ou le propriétaire- le locataire n'est plus concerné et omet bien souvent de fournir la déclaration de ressources qui permettrait le renouvellement annuel de l'allocation.

Même si le dossier est de nouveau à jour, s'il y a eu opposition, il faudra une mainlevée d'opposition. Bref, dans l'A.L. le client est le jouet d'un jeu institutionnel H.L.M./Caisse dans lequel il n'a pas sa place.

Cette discrimination par le loyer : bons payeurs-mauvais payeurs, bonnes familles-mauvaises familles, repose donc en partie sur un malentendu. L'A.L. est une prestation qui est mal perçue. D'abord parce qu'elle est une prestation en quelque sorte négative. Sur les quatre cités, l'A.L. représente 800.000 F pour l'année 82 et couvre les loyers correspondants, 670.000 F plus une partie des charges. Mais au bout du compte il reste toujours quelque chose à payer. Il faut donc faire tout un tas de papiers pour finalement avoir quelque chose à payer. Mais l'A.L. est également mal perçue parce que le logement est mal perçu, perçu comme une ségrégation, une relégation. Nous y reviendrons.

L'A.L. représente également une tentation difficile à maîtriser. Cet argent brûle les doigts. Lorsqu'on a omis de payer une fois, la mécanique est difficile à arrêter : opposition puis suspension de l'A.L., puis plus de quittance, puis plus de déclaration et des retards qui s'accumulent. C'est aussi sur l'A.L. que l'on trouve des indûs. Rares il est vrai (1), mais difficiles à rattraper. Le retard de loyer marquera la famille dans son histoire institutionnelle alors que l'A.L. avait pour but précisément d'éviter ces retards. Pourtant la somme à payer, pour ceux qui bénéficient de l'A.L., excède rarement 300 F. par mois. Une charge que certains assument et d'autres pas. Pour des raisons qui dépassent largement le cadre de l'A.L. et que nous verrons. Mais dont la conséquence principale est un marquage négatif aux yeux des services sociaux (2).

Avec un en-cas ou un en-plus

Les caisses sont encore des banques sociales qui prêtent de l'argent, au coup par coup et à perte, puisque sans intérêt. Pas énormément, de petites sommes ; et pas souvent ; quelques cas par an. Mais la possibilité existe. Les politiques de prêts et secours sont différentes suivant les caisses. Pour les Cités des Roses et du Jasmin qui relèvent de la même caisse, la politique de la caisse est très nettement orientée sur le soutien au loyer. 135.000 F de prêts pour retards de loyer contre 8.000 F. de prêts d'honneur, 48.000 F. de prêts divers et 26.000 F. de secours (ces sommes sont les sommes engagées depuis la mise en place des cités ; annuellement ces sommes sont très faibles). Encore, dans les secours et prêts divers, on trouve de nombreux cas où le motif est le loyer, ou l'électricité, ou l'eau. En outre le retard de loyer est le seul motif qui conduise à accorder conjointement un prêt et un secours, ces deux sommes étant versées parfois directement au bailleur.

(1) nous relevons quatre cas d'indûs pour 168 fiches, tous sur l'A.L. "La peur panique des indûs" dont parle le rapport Oheix, ne semble pas justifiée, du moins dans les cités.

(2) Le rapport annuel d'une autre cité de la même région fait une analyse similaire de la situation : "Nous faisons tout pour mettre les familles "sur les rails" (avance du 1er loyer pour débloquer l'A.L.) Mais quand cette A.L. arrive, elle est souvent perçue comme allocation complémentaire et utilisée à se nourrir, à s'habiller".

Parmi les prêts divers, beaucoup de prêts ménagers, meubles, literie, layette, machine à laver et gazinière. Par contre, dans la cité des Lilas, on ne prête pas du tout pour le loyer et on prête peu (35.000 F.), toujours pour les meubles, les machines ou l'inévitable layette (quelquefois tout de même, le loyer, l'E.D.F. ou l'eau). Dans la cité du Muguet, on ne prête pratiquement pas (3.000 F. en prêts et secours) (1).

Deux remarques encore sur ce point :

- nous avons noté dans une caisse un prélèvement automatique sur les prestations du remboursement d'un prêt, prélèvement qui ne correspond pas au caractère juridiquement incessible et insaisissable des prestations.

- l'anonymat qui doit présider à la décision sur un prêt est sans doute respecté, bien que l'attribution ou le refus d'un prêt figure sur la fiche des allocataires. Mais l'avis de l'assistante qui établit la demande de prêt et qui connaît nécessairement le demandeur ne conduit-il pas à éliminer les demandeurs dont les possibilités de remboursement paraissent déficientes ?

En effet, le plus important à noter, c'est la faible incidence financière de ces prêts et secours. Il serait intéressant de savoir si cela correspond à une politique générale de répartition des dépenses entre prestations supplémentaires d'une part, prêts d'honneur, prêts et secours d'autre part, politique propre à une caisse ou à un ensemble de caisses, ou bien si, à l'intérieur de ces caisses, il y a une discrimination sur le plan des prêts et secours à l'égard des populations des cités, discrimination que l'on pourrait formellement établir si l'on s'apercevait que ces caisses ont une politique de prêts et secours comparativement plus conséquente pour d'autres catégories de population. Dans le doute, nous nous abstenons.

Par delà les différences de politique, et le poids du loyer, une similitude. On ne prête et on ne secourt que ceux qui peuvent rembourser ou dont on suppose qu'ils feront un bon usage de l'argent. D'abord les salariés. 11 salariés sur 15 prêtés ou secourus pour la cité des Lilas, 19 sur 30 pour la cité des Roses, 7 sur 17 pour la cité du Jasmin. Les autres sont des femmes seules, des chômeurs, des invalides, des familles déjà sous tutelle. Ceci sans doute pour ne pas grever des budgets nuls par une ponction sur les prestations. Mais la perception des caisses par les familles s'en trouve nécessairement affectée. Les caisses ne sont pas d'un bon secours pour les non-salariés à la recherche d'un prêt ou d'un secours. Ou alors ils supposent une habileté particulière.

Avec un handicapé, un invalide, un pensionné

Les familles pour lesquelles on trouve une pension de vieillesse, d'invalidité ou une A.H.A. sont des familles dont les revenus augmentent sensiblement au moment où la prestation correspondante commence à être versée. Le décès d'un mari qui ne travaille pas peut provoquer le même effet redistributif positif. Nous avons 26 familles dans ce cas, qui sont parmi les moins défavorisées.

Cette remarque n'appelle pas de commentaires, car il n'y a pas d'activités

(1) Cette disparité dans la politique des prêts est conforme à la réglementation qui laisse aux caisses le soin de définir et d'appliquer leur politique de prêts, prêts d'honneur et secours, à partir de leur règlement intérieur. Voir sur ce point "L'action sociale et familiale des caisses". Orientation Générale 81-85", circulaire C.N.A.F. N° 1315 du 2 Mars 81.

liées à cet avantage. Pas d'ouvriers qui s'auto-mutilent ici, si cela existe ailleurs. Mais, par contre, cette situation peut éclairer certaines attitudes devant la mort ou la maladie que nous verrons.

Telles sont, selon nous, les activités liées aux transferts sociaux gérés par les caisses.

La D.D.A.S.S.

L'action sociale des D.D.A.S.S. en direction des cités a pour cible l'enfance. Ce sont les enfants qui sont aidés, placés et secourus. En dehors de placements, recueils plus ou moins temporaires, et mesures d'A.E.M.O., les D.D.-A.S.S. organisent la protection maternelle et infantile et aident financièrement les familles par les allocations mensuelles et les secours d'urgence ou de premier soin. Toutes ces activités sont nécessairement liées.

Pour exercer leur action, les D.D.A.S.S. élaborent leurs propres informations, leur propre enregistrement, distincts de celui des caisses, et il y a parfois des disparités. Par exemple, la D.D.A.S.S. relève 25 placements pour la cité des Lilas alors que la caisse n'en mentionne que 17. Cela s'explique par le fait que l'enfant est la cible des D.D.A.S.S. Mais on trouve aussi des informations différentes sur la situation matrimoniale, les ressources ou le travail. Les caisses ne mentionnent pas le versement éventuel des allocations mensuelles. Elles n'ont pas à connaître la situation des familles vis à vis de la D.D.A.S.S., sauf lorsqu'il y a un placement, qui implique un changement dans les allocations, ou le versement d'une allocation d'éducation spéciale. De son côté, la D.D.A.S.S. ne connaît pas toujours les numéros d'allocataire des individus et leur situation vis à vis de la caisse sauf encore s'il y a renvoi du cas de l'un à l'autre ; elle mentionne tous les enfants d'un même parent secouru ou aidé, y compris les enfants majeurs, qui sont mis à part sur les fiches des caisses. Ce n'est pas la même comptabilité. Et ce relatif cloisonnement entre les services, si on peut le déplorer, offre une marge de manoeuvre aux individus.

Mais les individus et les familles s'intéressent surtout aux allocations mensuelles et aux secours d'urgence. Conçus pour "assurer l'entretien, la garde ou le placement de l'enfant secouru", l'utilisation de cette prestation, connue par de nombreuses études aux résultats corroborants (1), oscille entre l'aide à la survie, l'entretien au coup par coup et est un "palliatif à l'absence d'une aide sociale en espèces à vocation généralisée, à l'inadaptation de certaines formes de protection sociale (chômage de longue durée) ou aux délais élevés de versement de certaines prestations"(2). C'est exactement à cela que servent les prestations dans les cités (3). Mais en outre ces prestations prennent souvent le caractère d'un abonnement renouvelable.

(1) Voir "Rapport Bianco Lamy sur l'Aide Sociale à l'Enfance". Voir "L'aide à l'enfance demain", Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale, Voir également Liane Mozère, "L'implication des travailleurs sociaux de l'Aide Sociale à l'Enfance". Ministère de la Solidarité.

(2) Voir Michel Larroque, "Les allocations mensuelles à l'enfance ", **Informations sociales** N° 11-12, 1980.

(3) Note page suivante.

Les critères d'attribution étant suffisamment flous, la décision elle-même étant prise au niveau du département, loin des clients, les allocations et secours apparaissent comme une sorte de loterie à laquelle il faut jouer le plus souvent possible. Nous avons 32 secours et allocations pour la cité des Lilas qui compte 60 allocataires, 30 pour 48 allocataires aux Roses, 19 pour 38 allocataires au Jasmin. Nous ne connaissons pas les chiffres du Muguet.

La dynamique de cette aide exige des clients qu'ils présentent un problème exigeant une solution urgente. Mais il faut en même temps que cette urgence soit permanente, pour que le secours ou l'allocation soit reconduite à l'échéance du contrat, des périodes assez courtes, de trois à six mois. On trouve comme on pouvait s'y attendre des familles secourues depuis 10, 15, voire 20 ans (pour l'une d'elles, le premier secours date de 1950 et a duré jusqu'en 1982, avec de multiples interruptions, naturellement). Pourtant on ne peut pas dire qu'il y a détournement ou dévoiement des prestations. Les secours correspondent bien à une urgence, qui est la nécessité de survivre. Simple-ment cette urgence est permanente. Les allocations et secours viennent pallier à l'insuffisance des autres ressources et constituent solidairement avec ces dernières un budget. Comment ne seraient-elles pas perçues comme un droit ? L'A.S.E., c'est vraiment la "banque des pauvres".

Nous avons pu utiliser 59 dossiers sur trois cités, pour lesquels les informations sont comparables sur le plan du statut des bénéficiaires, de la durée et du montant des allocations. Sur le plan du statut, on trouve 30 dossiers d'allocataires pour lesquels les seules ressources connues sont les prestations familiales, 22 pour lesquels il y a à la fois un salaire et des allocations, 7 pour lesquels il y a soit un salaire sans allocations (cas des enfants de plus de 18 ans vivant au foyer), soit une A.P.L., soit de l'assurance-chômage. La durée moyenne est de 7 mois et le montant moyen mensuel par famille de 1.120 F. Par comparaison, une étude de la D.D.A.S.S. en Seine-Maritime sur 6 cités H.L.M. traditionnelles donne une durée moyenne de 3 mois et un montant moyen de l'ordre de 1.500 F. Nos citadins sont donc plutôt favorisés sur le plan de la durée, on leur donne plus longtemps, mais plutôt défavorisés sur le montant, on leur donne plutôt moins. La cité des Roses se singularise par un montant moyen de 1.500 F. et une durée moyenne de 8 mois ; cette singularité est due au nombre élevé d'enfants par famille dont nous avons fait état.

Pour une partie des dossiers, cette aide apparaît totalement indispensable pour boucler un budget strictement alimentaire minimum. Pour une autre partie, c'est d'autres critères qui sont en jeu puisque sur le plan des ressources, on trouve des familles non secourues disposant du même budget. Le barème indicatif de l'A.S.E., qui définit une moyenne économique maximum de 19 F. par jour et par personne n'est pas respecté au pied de la lettre. Si l'on prend en compte l'ensemble des prestations, la moyenne économique des personnes secourues pour lesquelles nous avons pu croiser les informations

Note (3) de la page précédente :

(3) On ne retrouve pas les "perversions" dans le fonctionnement des allocations dont fait état le Secours Catholique dans *Pauvres aujourd'hui*, op. cit. : "telle allocation A.S.E. sert pour le loyer alors qu'elle est destinée à l'éducation des enfants. Il y a en l'occurrence un détournement des fonds sociaux qui ne peut continuer à masquer plus longtemps le phénomène". Dans les cités, les allocations mensuelles servent avant tout à l'alimentation non à payer les traites de la maison ou à partir en vacances.

D.D.A.S.S. et C.A.F. -une véritable enquête policière- varie de 10 F à 30 F. par jour et par personne. Des budgets qui sont tous des budgets de pauvreté.

Les habitants des cités ne font pas la différence entre les allocations mensuelles et les secours de premier besoin. Pourtant les allocations mensuelles supposent une enquête sociale assurée par les B.A.S. alors que les secours n'impliquent qu'une enquête administrative. Nous n'avons pas fait la distinction non plus. L'hétérogénéité des situations économiques des personnes secourues traduit le fait que le critère économique n'est pas le seul critère d'attribution. Le critère "bien-être de l'enfant" ou "Danger couru par l'enfant" entre en ligne de compte. Si les allocations mensuelles et les secours induisent des comportements chez les familles, autant que des déclarations tendant à faire ressortir l'urgence économique des situations, ce seront des déclarations qui mettent en avant le bien-être ou les difficultés de l'enfant (1).

Les Bureaux d'Aide Sociale

Nous les appelons encore ainsi, comme les habitants des cités, bien qu'ils se soient parfois transformés en Centres Communaux d'Action Sociale, C.C.A.S. Ne parlons plus de Bureau de bienfaisance. Le B.A.S. se veut résolument moderne. Et pourtant les B.A.S., ayant abandonné les désuètes soupes populaires, appliquent toujours les bons principes du Baron de Gerando, célèbre visiteur des pauvres et promoteur, avec Villermé (pour les ouvriers), Parent-Duchâtelet (pour la prostitution), des grandes enquêtes sociales du XIX^e siècle dont cette enquête est volens nolens la digne héritière. Les principes du baron sur la bienfaisance sont les suivants : 1) donner en nature. 2) donner non en provision, mais au fur et à mesure de la consommation; par exemple, il vaut mieux donner de la paille plutôt qu'un lit qui pourrait être vendu (2). Les choses et les mentalités ont certes bien changé. Mais la pratique du don en nature et au fur et à mesure de la consommation reste en vigueur.

Les deux grandes aides attribuées par les B.A.S. sont les bons alimentaires et l'aide médicale.

Les bons alimentaires :

Pour l'année 1981, le B.A.S. en charge de la cité des Lilas a distribué des bons à 54 familles représentant 201 personnes de la cité, soit à plus de 80 % de la population. Des bons dont le montant varie de 50 à 100 F. par semaine et par famille. Total annuel, autour de 200.000 F., un quart du budget avoué par le B.A.S. à ce poste, qui représente lui-même la moitié

(1) Il faut rappeler en outre que la D.D.A.S.S. verse un prix de journée à l'association responsable de l'action socio-éducative. Ce prix de journée, semblable à un prix de journée hospitalier, est de 15,90 F. à la cité des Lilas, de 18,50 F. pour la cité des Roses et du Jasmin. Les sommes ainsi versées rentrent dans le "coût social" d'une cité. Nous n'en avons pas parlé car les habitants "n'en voient pas la couleur", s'ils en bénéficient indirectement. Mais ce prix de journée accentue indiscutablement l'aspect "institution en milieu ouvert" des cités.

(2) Cité par Claude Liscia, Le travail social en cité de transit, op cit.

du budget annuel du B.A.S.(1). Ce qui était conçu comme un dépannage exceptionnel est donc devenu une habitude -non un droit, car ce n'est pas un droit- mais perçu comme un droit du fait que les clients bénéficient d'un abonnement qui fonde une coutume -presque un droit coutumier. Les bons ne sont que les héritiers des soupes populaires, dont les citadins se souviennent, une soupe qui a fait grandir la plupart d'entre eux. La soupe populaire est elle-même un bienfait du paternalisme local, une faveur des patrons du textile, tardivement reprise par la commune. La tradition du B.A.S. se perd donc dans la nuit des générations. Cette tradition existe également pour les cités des Roses et du Jasmin (2).

Pour bénéficier des dons, il faut faire la preuve de sa pauvreté. Si l'on a la "chance" d'appartenir à l'une de ces familles secourues depuis longtemps, on prend seulement la succession de ses parents et la preuve est dans le nom que l'on porte. On sait que la pauvreté est héréditaire. Si l'on est nouveau venu, il faut faire plusieurs démarches avant d'être admis. Mais une fois reconnu ou admis, le B.A.S. ne demande plus qu'une activité d'entretien. A l'occasion de ces passages réguliers au bureau, il faut confirmer, d'une part que cela ne va toujours pas -pas d'argent, pas de travail, problèmes dans la famille et avec les voisins- et d'autre part que cela va aller mieux -un travail est en vue, les problèmes vont se résoudre, la rédemption est proche- Tout est affaire de dosage, de sensibilité.

L'aide médicale :

A domicile ou pour l'hospitalisation. Feuillet roses, feuillets bleus. Cette aide médicale est utilisée par ceux qui ne sont pas inscrits au régime général de la S.S. Elle ne constitue pas à proprement parler une ressource, même si l'hospitalisation donne lieu à une prise en charge complète. Sur ce point, sans avoir étudié précisément la consommation médicale, de nombreuses indications nous laissent penser que les individus ont fréquemment recours à l'hôpital plutôt qu'au médecin, mais qu'ils abrègent au maximum les séjours à l'hôpital. L'aide médicale pour l'hospitalisation n'a pas d'effet de ce type. Pas plus que l'incarcération ou le séjour dans un foyer.

Par contre l'aide médicale à domicile revêt un caractère attractif certain et la politique de passage à l'assurance volontaire rencontre des réticences de la population. Ces réticences tiennent à ce que le régime d'aide médicale à domicile assure une gratuité complète des actes et de la pharmacie. Or, il existe un petit trafic de la pharmacie, avec des individus qui ne bénéficient pas de cette aide ou qui ne se déplacent pas pour consulter. Il y a comme dans d'autres couches de la société française une auto-médication qui implique de faire provision de médicaments, mais aussi de pansements, de sirops, provision qui est facilitée par le mécanisme de l'aide médicale.

A ces deux aides octroyées par le B.A.S. s'ajoutent, une fois par an, le colis et le repas des personnes âgées, handicapés et invalides. Reste également la cantine scolaire. Mais c'est encore trop cher. 14 personnes en ont bénéficié en 81. Les enfants rentrent en majorité déjeuner à la cité. Reste

(1) cette situation ne durera pas. En 1982, les bons alimentaires ne touchent plus que 41 familles et en 1983, brusquement, plus que 5 familles. Cette régression des bons, correspondant à une politique du B.A.S. et à un transfert des fonds vers l'emploi, fera l'objet d'une analyse détaillée au cours de ce rapport.

(2) Le B.A.S. a ici ouvert un restaurant pour chômeurs pour tenter de pallier à l'inflation du système des bons et à son poids sur le budget du B.A.S.

enfin le centre aéré ; mais là non plus ce n'est pas le succès, bien que ce soit gratuit. 8 personnes en 81. On ne va pas plus au centre aéré qu'on ne part en vacances. Une famille en 81 à notre connaissance (1).

Le B.A.S. gère donc des aides qui sont importantes même si elle ne se traduisent pas par des ressources monétaires importantes; En outre le B.A.S., directement lié à la municipalité, est le point-carrefour d'un ensemble d'informations, de tendances et de directives à partir desquelles se définit la politique des aides à l'échelon d'une commune. Les politiques des caisses, de la D.D.A.S.S., des H.L.M., des ASSEDIC, des différents centres sociaux se nouent dans les municipalités sur le plan du financement, sur le plan aussi d'une énonciation, d'un discours sur les problèmes sociaux de la ville et en particulier sur les "cancers" que sont les cités de transit. Le B.A.S. est l'oreille et la bouche sociale de la municipalité et joue un rôle politique décisif. Si l'énoncé des problèmes sociaux généraux est relayé par des contacts fréquents de personne à personne entre les responsables de ces différentes institutions, c'est la concertation, mais une concertation qui a la double face d'une meilleure organisation des aides et d'un renforcement du contrôle social.

Chômage

L'A.N.P.E. et les ASSEDIC sont terra incognita. Le secret est total et c'est peut-être mieux ainsi. Nous disposons de chiffres pour la cité des Roses dont les fiches différencient systématiquement les ressources salaires et les ressources chômage. Globalement l'assurance chômage a rapporté en 1981 0,24 M.F. soit une masse équivalente à 25 % de la masse des salaires. Il y a en 1981 17 chômeurs secourus pour 197 adultes. Par ailleurs il y a trois chômeurs repérés comme "non secourus" et de plus, parmi les sans-activité, il y a probablement des demandeurs d'emploi ou des chômeurs ayant épuisé leurs droits. Les chômeurs secourus font partie des habitants de la cité les moins défavorisés sur le plan des ressources de leur famille. Cela s'explique puisqu'avant d'être au chômage, ils étaient nécessairement salariés. Mais cela montre aussi que l'aide au chômage est efficace, au moins pour la première année. Sur les 17 familles qui comptent un chômeur secouru, 10 d'entre elles voient leurs revenus diminuer ; mais pour quatre d'entre eux, il s'agit de la deuxième année de chômage et leurs droits sont sans doute épuisés dans le courant de cette deuxième année. Pour les six autres, le revenu moyen annuel passe de 26.000 F. à 17.000 F. Sept chômeurs secourus voient leur revenu moyen augmenter cette année là de 17.000 F. à 25.000 F. Cette progression s'explique par plusieurs facteurs. Trois d'entre eux n'avaient travaillé que quelques mois l'année précédente et ont touché cette année-là du salaire puis du chômage. Les deux derniers ont vu simplement leur salaire augmenter légèrement avec le coût de la vie et ont commencé à toucher le chômage vers la fin de l'année, donc il n'y a pas eu d'effet dépresseur important sur leurs revenus. Car sur ces 17 personnes, une seule semble toucher un chômage qui correspond à un régime de garantie de ressource (chômage économique). Il faut noter que le nouveau régime

(1) Par contre le rapport annuel de la cité des Roses signale que 58 enfants sont partis en vacances avec leurs parents, soit en camping, soit dans leur famille. Donc une dizaine de parents au moins ont dû partir. Des travailleurs étrangers qui retournaient dans leur pays d'origine. Mais la majorité des enfants (105) est partie avec les éducateurs ou en colonie de vacances. Une quarantaine d'enfants ne sont pas partis du tout. Dans une autre cité de la même région, de 1 à 6 familles (sur 48) partent en vacances chaque année.

du chômage va probablement supprimer les 7 cas que nous venons d'évoquer en augmentant la durée minimum de travail salarié pour l'ouverture des droits (1).

Pour ces 17 chômeurs la dynamique de l'assurance-chômage a bien fonctionné. Contrairement à ce que l'on estime parfois, elle est une incitation au travail car les individus sont incités à rechercher du travail dès lors que leurs droits s'épuisent. Nous avons 4 cas de chômeurs 1980 qui deviennent salariés en 1981. On peut certes interpréter les chiffres dans l'autre sens et dire que le chômage est une incitation au non-travail. Mais c'est faux, car sur une population de 97 adultes qui comprend seulement 27 salariés réguliers, un volant de 17 chômeurs susceptibles de redevenir actifs représente un élément non-négligeable au regard de la masse de ceux qui sont totalement inactifs. Il y a, à travers l'assurance-chômage, une dynamique périodes de travail-périodes de chômage qui permet de maintenir un certain taux d'activité. Mais ne polémiquons pas. L'assurance-chômage, en outre, ce sont des aides éventuelles aux chômeurs en fin de droit, des aides également dans l'attente d'un versement toujours très long à déclencher, et pour des problèmes de logement. C'est le rôle du fonds de solidarité qui suppose l'intervention d'un travailleur social

Logement

Le logement constitue une ressource en nature et son financement donne lieu à des activités, induit des comportements. Il y a le mécanisme de l'A.L., nous l'avons vu. Il y a aussi des activités liées à la politique des H.L.M. et aux "accessoires" du logement : eau, électricité, chauffage, gaz.

Les H.L.M. sont comme les ASSEDIC, difficiles à connaître. Nous avons été reçus trois fois par le directeur de la société H.L.M. dont dépend la cité des Lilas. Mais nous n'avons pas pu obtenir les chiffres que nous avons demandés. Or les chiffres sont source de manipulation, d'exagération. Les impayés de loyer cumulés seraient de 500.000 F. d'après le directeur des H.L.M. Au B.A.S. on trouve ce chiffre très faible. A l'antenne sociale, on avance le chiffre de 700.000 F. La caisse enregistre, elle, des retards de loyer pour un montant de 453.996 F. On n'est pas loin. Il faut dire que cette caisse est la seule qui prévoit sur les fiches d'allocataires, une case "retard de loyer". 13 loyers à jour pour soixante fiches. Ce sont les salariés, les retraités, les invalides. 47 retards de 0 à 30.000 F. avec une moyenne de 10.000 F. C'est beaucoup. Les activités liées aux H.L.M. sont limitées aux 13 bons payeurs, éventuellement aussi aux 7 mauvais payeurs dont le retard est inférieur à 1.000 F. Ceux-là peuvent venir en personne demander un délai, expliquer un retard, solliciter le report d'une opposition. Pour les autres, seule une mesure exceptionnelle, nécessairement médiatisée par un travailleur social, peut amener une négociation avec les H.L.M. Il y a effectivement une inégalité, un avantage pour ceux qui ne paient

(1) Pour la cité des Roses, on ne connaît que trois chômeurs secourus, bien que le nombre d'inactifs soit aussi important. Ce chômage s'est traduit par une perte de ressources pour ces trois foyers. Nous savons pourtant par l'enquête D.D.A.S.S. (op. cit.) qu'il y a 14 chômeurs secourus pour 64 inactifs. Nous ne connaissons pas le montant des secours mais connaissons la cause de l'inactivité : recherche de premier emploi 25, licenciement 7, démission 2, travail par intermittence 27.

pas. Mais il se traduit par un marquage social (1).

Les activités liées au logement seront, pour ceux qui ne paient pas, des activités de résistance ou de fuite devant les mesures de rétorsion prises par les organismes bailleurs conjointement ou non avec les autres institutions (2).

Les informations se présentent sous une forme un peu différente pour les cités des Lilas et du Jasmin. Elles font partie d'un ensemble de sept cités pour lesquelles nous disposons d'une étude. Cette étude montre que pour 150 logements en cité, il y a 75 retards, soit 50 %. Par comparaison, on a 31 % de retards dans les ensembles P.L.R./P.S.R. de la même région et 18 % de retards pour les ensembles Lopofa/Logeco/Plan Million de la même région. On a donc une situation qui apparaît globalement très dégradée avec 23 retards inférieurs à trois mois contre 52 supérieurs à 3 mois, dont 25 supérieurs à un an.

Nous ne disposons pas de chiffres cumulés récents pour ces deux cités. Par contre on peut voir que les retards de loyer commencent dès l'installation dans la cité et progressent régulièrement depuis cette installation. En 1976, on a déjà 28 locataires en retard aux Roses (sur 54 logements) et 23 (sur 45) au Jasmin. Entre 78 et 79 les pourcentages d'impayés passent respectivement de 31 à 38 % et de 31 à 36 %. Ces pourcentages ne sont pas cumulés et on ne connaît pas les chiffres cumulés. Là encore on trouve des procédures d'expulsion et des départs suite à l'engagement de procédures d'expulsion.

On dispose de quelques informations sur les locataires en retard, informations qui ne surprendront personne. Sur 18 locataires en retard étudiés par les travailleurs sociaux en 81, 11 n'ont pour ressources que les seules prestations, 6 les prestations et un chômage secouru, 1 les prestations et salaire à hauteur du S.M.I.C. Dans une cité de la même région où les retards de loyer ont atteint 53 % en 82, les travailleurs sociaux ont étudié la situation de 14 locataires en retard dont 6 avaient pour seules ressources les prestations, 6 un salaire à hauteur du S.M.I.C. et les prestations, 1 les seules assurances-chômage, 1 un salaire décent et des prestations. Comme le notent avec humour et lucidité les travailleurs sociaux de cette dernière cité dans leur rapport, la situation ne peut aller qu'en s'empirant puisque "l'O.P.H.L.M. nous propose comme remplaçants (des familles qui quittent la cité) des

(1) le rapport d'activité de l'équipe éducative de la cité 3 indique : "le montant cumulé des dettes de loyer se chiffre aux alentours de 700.000 F. (...). Dans certains cas l'équipe ne peut plus envisager d'action car il s'agit alors de dettes accumulées d'une façon quasiment délibérée. La plupart de ces familles se sont installées dans un système d'assistance financière qui leur ôte toute prise de conscience de leur responsabilité, toute initiative et toute envie d'améliorer leur situation. Pour cette frange de la population nous arrivons donc à une impasse".

(2) Nous décrivons dans le détail ces activités, liées à une procédure d'expulsion dans cette cité, dans le chapitre **Circulation et habitat**. Ces activités ne sont pas des activités proprement économiques et ne sont pas exposées ici.

familles dont beaucoup viennent d'être expulsées pour dettes de loyer" (1).

Mais le logement a aussi ses accessoires, parmi lesquels le chauffage. Les sociétés H.L.M. sont coincées par le chauffage collectif. On ne peut couper le chauffage à ceux qui ne paient pas, sans le couper aussi à ceux qui paient. Fruit du hasard, de la programmation architecturale ou d'un choix délibéré, le chauffage collectif permet à tous d'avoir à peu près chaud (2) Par contre l'eau chaude disparaît, dès que l'on cesse de payer le gaz. Inégalité encore, puisque ceux qui paient débitent une grande quantité d'eau froide (inscrite au compteur), avant que l'eau chaude ne parvienne jusqu'à eux, dans un circuit presque entièrement inutilisé où la masse d'eau inerte (donc se refroidissant) est très importante. Le gaz de ville alimentait également des gazières, livrées avec les appartements. Les gazières ont été retirées.

L'entretien des bâtiments est en revanche abandonné, sauf conditions de sécurité minimum (éclairage), ou laissé à la bonne volonté du gardien, de l'antenne sociale ; Cela se justifie par les dégradations. Mais au fait, ça représente combien cet entretien ? Entre les impayés et les charges d'entretien d'une part, les fonds théoriquement affectés à l'entretien d'autre part, combien les H.L.M. ont-ils perdu ?

E.D.F. et la compagnie des eaux n'ont pas ces problèmes d'impayés. On paie ou on est coupé. Les démarches auprès d'E.D.F. sont multiples ; pour obtenir un délai, le report de la coupure, la remise en service.

Nous en avons presque terminé avec les activités liées aux transferts sociaux. Nous avons surtout examiné dans ce passage les effets induits par les politiques sociales sur des comportements, des attitudes. Nous avons vu des clients pris dans leur globalité, dans des chiffres, face à des institutions désincarnées, réduites à des distributeurs automatiques de prestations. Nous allons maintenant nous intéresser aux personnes et aux pratiques. Mais

(1) C'est la raison pour laquelle il est difficile de comparer la situation des loyers dans les cités avec celle qui prévaut dans les habitats H.L.M. classiques. Il existe en ce domaine une étude de l'U.N.C.E.A.S. sur "les familles et les dettes de loyer". Cette étude nous démontre que les endettés sont moins qualifiés, plus fragiles, plus malades, plus chômeurs, plus délinquants, plus en tutelle, qu'ils lisent "plus de revues insignifiantes", jouent plus aux jeux d'argent, regardent plus la télé, sont plus "écrasés par la vie", participent moins à la vie associative, ont une indifférence religieuse plus prononcée, boivent plus et enfin font preuve, pour 23 % d'un "atavisme marqué". L'énumération des différents traits de caractère était déjà déplaisante. La mise en avant d'un "atavisme", nous donne carrément honte d'être sociologues comme les auteurs de l'étude. L'atavisme "c'est la réapparition de certains caractères venus des ancêtres et qui ne s'étaient pas manifestés dans les générations intermédiaires" (source Larousse). Comment le retard de loyer serait-il un trait de caractère ? Et a-t-on étudié les loyers versés ou non versés par les grands-parents, les arrière grands-parents, les ancêtres de ces endettés ? "Les familles et les dettes de loyer", Rapport d'enquête 1977 C.A.F. de Seine et marne, C.N.A.F. et U.N.C.E.A.S.

(2) Dans d'autres ensembles H.L.M. par exemple près de Rouen, le chauffage individuel est supprimé à ceux qui ne paient pas. Cela donne lieu à des collectes de combustibles, bois, cartons et caquettes, ramassés collectivement et redistribués. Cette activité ressort également des récits des habitants des cités, habitués à des chauffages individuels de fortune dans les habitats anciens.

auparavant, trois remarques pour conclure sur ce long et indispensable passage :

-Les politiques sociales aboutissent à créer dans un même mouvement des discriminations positives et des discriminations négatives. Privilégier la femme seule, c'est discriminer la femme mariée ou qui vit conjugalement alors que cette conjugalité, dans le cas des cités, n'a que très rarement une incidence sur les ressources. Il en est de même de toutes les aides. Elles élisent des clients auxquels elles confèrent un statut, chez qui elles induisent des comportements. Elles rejettent d'autres clients, sans statut, suscitant aussi des contre-comportements. De plus les critères des différentes aides sont contradictoires. Le travail officiel, qui permet une aide ici (ASSE-DIC) ou à un certain moment, vous enlève l'accès au droit là (C.F., A.L.) ou à un autre moment. Mais surtout au bout du compte les politiques sociales aboutissent à créer des inégalités énormes à l'intérieur des cités. Ce bout du compte, le total des ressources disponibles dans une cité et la disparité des revenus, nous le repoussons à la fin de ce chapitre lorsque nous aurons recensé toutes les activités. Mais il peut déjà être présent à notre esprit.

-La litanie fastidieuse des aides, de leurs critères et des effets induits, ferait s'écrier n'importe quelle personne sensée, un peu étrangère à ce labyrinthe : quelle absurdité ! Il y a pourtant un ordre, une logique et même une morale dans toutes ces aides. Ordre des besoins sociaux : emploi, logement, santé, entretien et éducation des enfants ; logique qui découle de la satisfaction de ces besoins ; morale du bon pauvre et du mauvais pauvre. Ce n'est pas une absurdité, c'est un mode d'organisation sociale particulier que chacun peut soutenir ou critiquer. Mais ce sont les objectifs des aides qui se perdent irrémédiablement, et ce, non pas seulement parce que les budgets sont étriés, parce qu'il faut faire feu de tout bois, mais dans le mécanisme même des attributions, dans les démarches, dans le choc des critères contradictoires d'une institution à une autre. Cela nous ne le percevions pas au départ. Si les aides sont perçues comme les simples maillons d'une chaîne d'utilité économique, c'est, disions-nous, parce que les budgets sont étriés et c'est pour cela par exemple que telle allocation dédiée au bien être de l'enfant est simplement perçue comme une rentrée d'argent parmi d'autres. Mais c'est aussi parce que les critères d'attribution sont contradictoires, découvrons-nous avec cette recherche, que les meilleures intentions des distributeurs d'aide ne passent pas, ne peuvent pas passer.

Enfin la question que nous nous posions au départ de ce sous-chapitre : les systèmes de protection sociale alimentent-ils l'économie informelle? Globalement la réponse est indiscutablement oui. Il faudra voir dans le détail, qui nourrit quoi.

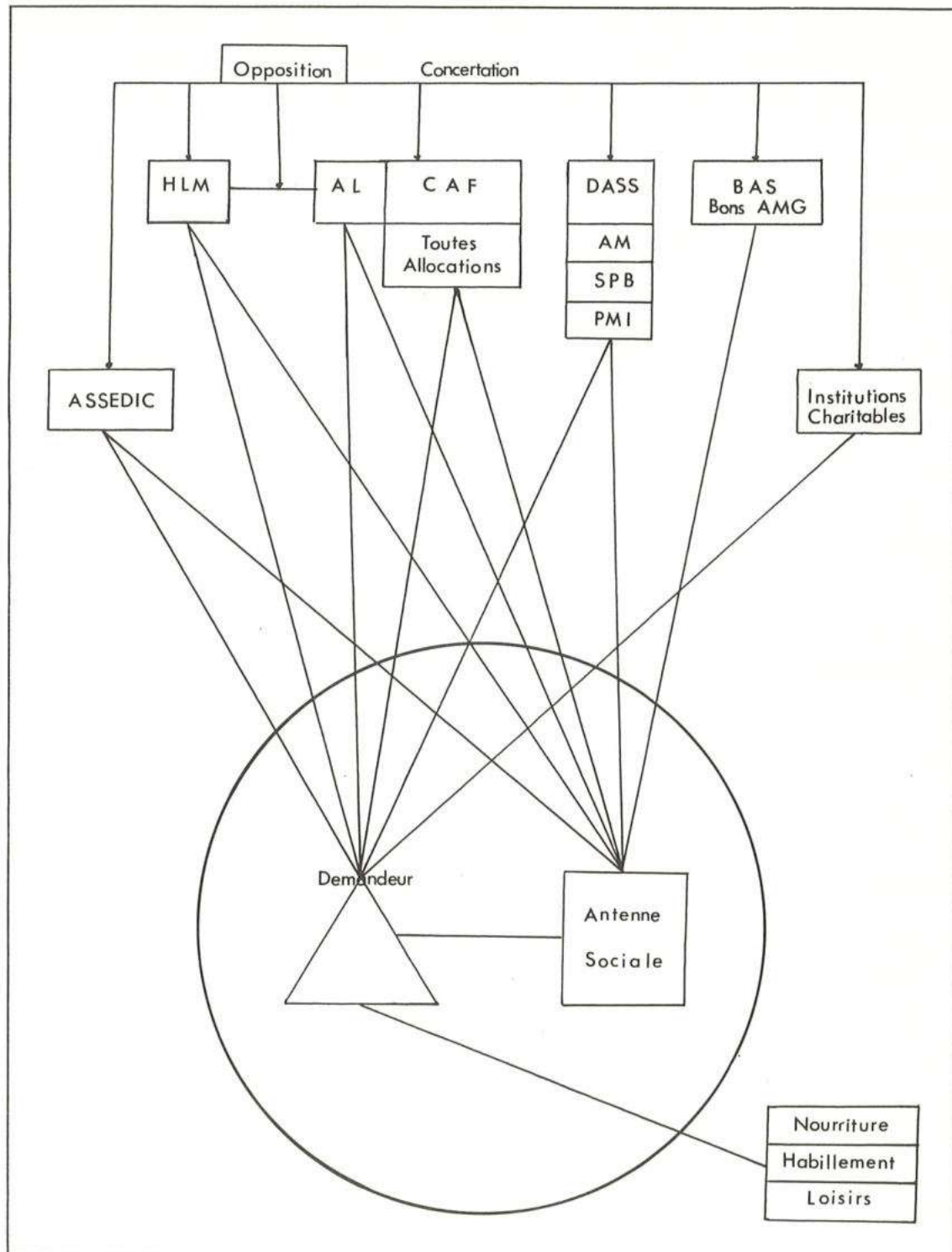
I - 25 - Activités d'encerclement des travailleurs sociaux / La cité nourrie par le contrôle social

Rendre visibles certaines situations, c'est-à-dire faire apparaître la pauvreté et les efforts consentis pour en sortir ; rendre opaques d'autres situations, c'est-à-dire coller au plus près aux critères d'attributions des différentes aides. Les activités liées aux transferts sociaux oscillent entre ces deux pôles, avons-nous dit. La ruse employée par les citadins serait semblable à celle du caméléon, ou d'autres animaux, qui changent de couleur ou d'apparence pour se dissimuler, ou pour faire peur. Une ruse animale, primitive.

Mais les cités ne sont en rien des espaces naturels. Ce sont des espaces construits. D'une part, nous l'avons vu, les différentes institutions détiennent

T. 10 - FIGURE DU RESEAU 4 - ACTIVITES LIEES AUX TRANSFERTS SOCIAUX -

LA CITE, ANNEXE DE LA BANQUE SOCIALE



sur leurs clients des informations à partir desquelles ils décident d'attribuer, de reconduire, ou de refuser, de supprimer une aide. D'autre part les cités sont habitées au moins huit heures par jour et cinq jours par semaine par des travailleurs sociaux qui sont susceptibles de fournir des informations aux institutions, informations qui peuvent déclencher une aide ou au contraire empêcher son attribution. Les interlocuteurs en chair et en os des clients dans les services se font eux-mêmes des représentations sur les citadins et peuvent prendre une décision ou donner un avis sur une impression, une intuition, une appréhension subjective. La ruse employée par les clients ne peut être la simple ruse du caméléon. Elle doit se traduire dans un discours qui tienne compte de l'existence des travailleurs sociaux sur place, dans les cités, et qui tienne compte également de la personne, de la personnalité des interlocuteurs auxquels on a affaire.

Les individus et les équipes de travailleurs sociaux, qu'ils appartiennent aux antennes sociales des cités ou aux institutions qui dispensent des aides, sont donc tenaillés entre les demandes des clients et les exigences de leurs institutions de tutelle. On pourrait même dire qu'ils sont le produit de l'interaction entre les politiques sociales et les pratiques des clients. En cela les travailleurs sociaux joueraient dans le domaine de l'action sociale le rôle que joue l'idéologie dans l'organisation des sociétés capitalistes. Un reflet du réel (des rapports de force entre les classes sociales) qui est aussi un masque jeté sur le réel (un discours qui masque les conflits entre ces mêmes classes sociales) (1).

Mais cette approche est quelque peu réductrice. Les travailleurs sociaux ne sont pas les simples jouets d'une mécanique qui les dépasse. Là où s'exerce la ruse des clients pour obtenir des aides, là aussi réside leur marge de liberté. C'est sur ce terrain de toutes les aides aux contours imprécis, aux critères flous, où l'avis du travailleur social est décisif, qu'ils peuvent le mieux exercer leur sagacité, déployer leur compétence, leur appréciation d'un cas, d'une situation, jauger la bonne volonté d'un client, parier sur son destin. Travailleurs sociaux et clients se disputent le même bout de chandelle dérisoire. Les uns pour alimenter un porte-monnaie aux flancs toujours flasques, les autres pour essayer de faire de l'éducatif avec de l'économique, pour faire de l'aide sociale avec de l'aide financière ou matérielle.

Rien d'étonnant alors à ce que les rapports soient conflictuels. C. Pétonnet l'a noté avant nous : "Les A.S. mettent leur point d'honneur à déceler la feinte ; les rapports se gauchissent en forme de guérilla " (2). Cette guérilla vient fausser le sens de la seule, de la vraie guerre à mener contre la pauvreté, celle qu'exprime le rapport Oheix dans une belle métaphore guerrière :

"la pauvreté ne se gère pas, elle se combat". Nous n'y pouvons rien : dans la réalité la pauvreté se gère et cette gestion au jour le jour consiste pour une bonne part à faire la guéguerre aux clients. Le succès ou l'échec des demandes des clients dépend étroitement d'un rapport de forces qui s'instaure entre eux et les travailleurs sociaux.

Un rapport de force physique à l'avantage des cités

Ils sont là. Plus ou moins propres, plus ou moins bien nourris ; avec leurs habits plus ou moins déchirés, leurs voix criardes et leurs expressions salaces

(1) c.f. K. Marx, *L'idéologie Allemande*, Editions sociales 1981.

(2) C. Pétonnet, *On est tous dans le brouillard*, Galilée, 1981, p. 265.

ou incompréhensibles ; avec leurs vélos, leurs carrioles, leurs cabas ; avec leurs enfants agglutinés autour d'eux ou piaillant comme une bande d'étourneaux. La grande force des citadins, c'est d'abord leur présence. Leur origine se perd dans la nuit des temps. Depuis plusieurs dizaines d'années, de démolition en rénovation, de rénovation en dégradation, on les a vus suivre toutes les filières d'habitat, être regroupés puis dispersés, puis regroupés encore, avec un encadrement spécialement conçu pour eux. Ils seront dispersés encore et toujours reviendront frapper aux mêmes portes, exercer leur droit d'être des pauvres. Eux ou leurs enfants. Ou d'autres. Tels les zombies de "La nuit des morts-vivants", que l'on ne finit jamais de tuer car ils reviennent à chaque fois. Toujours ces mains vides, mains de femmes qui se tordent, mains d'hommes qui serrent les poings, mains d'enfants qui chatouillent et pincent. Spectacle obscène de ceux qui n'ont pas d'argent dans un monde où l'argent est roi.

L'expression "quart monde" a ceci de juste. Elle évoque la multitude, le grouillement des cités. Et la gêne permanente du travailleur social ou de l'étranger, fut-il sociologue, qui débarque du monde des riches. Le coopérant chez le colonisé. Ces images pour suggérer, par analogie, que les travailleurs sociaux ne sont pas en sécurité dans les cités. On pourrait dire que l'insécurité des citadins rejaillit sur eux. Pas plus en sécurité l'éducateur dans son local, l'assistante sociale dans son bureau, l'employée communale à la permanence d'accueil. Les antennes sociales ressemblent à des bunkers avec leurs volets métalliques, leurs fenêtres grillagées, leurs portes renforcées. Les citadins exercent une pression physique à l'appui de leur demande. Ils demandent une aide, pas pour demain, mais pour tout de suite, pas en présentant des papiers et en remplissant des formulaires, mais en se présentant, en présentant leur porte-monnaie vide. Rien d'étonnant à ce que la résistance des travailleurs sociaux à cette pression massive et urgente déclenche une pression plus importante encore. Cela va du coup de colère insultant, cendrier ou pot de fleurs volant à la clef, menaces verbales et obscénités en tous genres, à la colère froide dont on ne constatera les effets que le lendemain, en découvrant le local cambriolé, les vitres brisées, la moutarde sur la moquette et l'étron triomphant sur le bureau.

Là encore les situations sont différentes suivant les cités et on ne peut généraliser. Le rapport d'activités de la cité du Jasmin l'indique clairement : "Contrairement à ce que l'on peut supposer, la population dite marginale a jusqu'à présent un respect des locaux et de l'environnement. Certes les cages d'escalier sont sales et pas toujours entretenues, mais nous sommes encore loin du ghetto". Le rapport d'activités de la cité des Roses fait par contre état de plusieurs actes de ce type. "Il s'agit de permettre aux gens d'avoir une attitude plus responsable par rapport au local d'accueil, dans son utilisation et dans son respect des lieux. Certains délits commis l'an dernier à son encontre nous ont fortement interrogés". La situation est identique à la cité des Lilas, bien que le rapport d'activités n'en parle pas. On la relève encore dans une autre cité de la même région où le local a été cassé ainsi que l'automobile d'une éducatrice. Le compte rendu de terrain suivant (en encadré) a été réalisé au lendemain d'un délit de ce type.

SCENE EDUCATIVE

Le local a été visité ce week-end. Cette fois-ci, c'est la porte-fenêtre qui a été volée. Les éducateurs discutent sur les mesures à prendre.

-*"ils répandent par terre de la farine ou de la confiture ; l'autre jour ils ont pris une demi-livre de beurre ; j'imagine très bien comment ça s'est fait : ils ont lancé le beurre sur le tableau, au dessus du radiateur et ça a coulé toute la nuit où nous n'étions pas là".*

-*"Les gens prennent peu de nourriture ; on n'a presque rien, des pâtes, c'est tout".*

-*"L'autre jour, ils ont mis de la lessive partout, plus du Mir par dessus. Tu vois ce que ça pouvait donner".*

-*"C'est un peu pour protester. Mais cette fois, j'ai l'intention de mettre les pieds dans le plat".*

La porte fenêtre est déjà installée chez les citadins. Ils ont déjà mis les carreaux. Pierre va leur demander comment ils ont fait pour poser si vite les carreaux. Ils avaient déjà prévu de la voler et de l'installer !

-*"Ils doivent bien rigoler. L'équipe éducative porte plainte, mais les gens savent que la police n'enquêtera pas".*

-*"C'est logique que l'on porte plainte puisque nous conseillons aux gens de porter plainte lorsqu'ils ont des histoires. L'assurance des locaux ne veut plus couvrir les vols, ça fait plus de quinze fois que cela se produit".*

L'un des auteurs du vol est venu tout à l'heure s'étonner du désordre laissé par les voleurs. La secrétaire n'a pas bougé. "Il est venu avec deux énormes chiens". Il est encore revenu dix minutes après, avec un ami, pour lui montrer les dégâts et condamner tout ce désordre, la farine répandue sur les tables.

La secrétaire a été prévenue dès le samedi par une femme de la cité. Une heure plus tard, la nouvelle a été confirmée par la gardienne. C'est le mari et les enfants de cette femme qui a averti la première qui ont fait le coup.

-*"On se fout bien de notre gueule, mais que peut-on y faire ? Il y a des gens qui ne peuvent pas nous sentir, ils nous le font savoir".*

-*"Ils nous prennent pour les H.L.M. ; ils disent que ce qui est volé sert à rembourser l'argent qu'on leur prend pour les loyers. On est pas les H.L.M. Mais c'est vrai que la perception des loyers se fait à notre local".*

-*"Ils ont aussi piqué le dossier d'une famille dans les tiroirs du bureau. Mais il n'y avait pas grand chose. On évite d'écrire sur les familles".*

Ce rapport de force exerce également des effets sur le long terme. Ce ne sont pas seulement des éclats de violence consécutifs à un refus. Ce sont des attitudes qui prévoient et préparent le coup de force. On sait qu'il faudra faire pression. Alors on descend avec les enfants et le mari, ou des amis, pour occuper le bureau, faire pression sur l'interlocuteur, l'asphyxier. Ou alors on va mettre l'interlocuteur devant le fait accompli. On arrive en taxi devant le local, sans argent pour régler la course : "*je reviens de l'hôpital*". Ou alors on dépense l'argent d'une aide avant de l'avoir obtenu :

"*Mais j'ai déjà commandé le frigo*". Il y a toutes sortes de manières de faire pression. Il y a autant de manières d'y répondre.

Un rapport de force institutionnel à l'avantage des services

Les travailleurs sociaux disposent de nombreux moyens pour résister à la pression et détourner ou rejeter la demande. D'abord l'enregistrement des ressources et des aides. C'est un argument très fréquent : "*Nous t'avons déjà donné cela la semaine dernière, c'est marqué sur ta fiche*" ; ou alors "*Cela fait cinq ans que l'on te donne cela ; ce n'est plus possible de continuer*".

Un des paradoxes de l'action sociale en direction des citadins est qu'elle conduit les travailleurs sociaux à mettre en avant le fait que les citadins savent toujours se débrouiller, qu'ils ont une économie souterraine, alors que par ailleurs on décrit cette population comme une population de handicapés économiques, sociaux et culturels incapables de survivre seuls. C'est non seulement "*je t'en ai donné hier*", mais : "*débrouille toi*", "*tu te débrouilles bien*", et enfin "*ils se débrouillent toujours, ils ont des ressources parallèles, nous ne devons pas être coupables de refuser une aide*". A un autre moment cette débrouillardise sera rejetée comme marginale : "*Mon mari faisait les décharges, il ramenait des trucs pas mal ; mais ça n'allait pas avec les éducateurs ; ils lui disaient : tu pourrais travailler au lieu de faire les poubelles*", ou méprisée : "*tu vois ça, les jeunes ils vont faire de la ferraille chez le ferrailleur ; ils gagnent 5 F, plus le paquet de gauloises et la boiss*".

Un autre système consiste à renvoyer la demande sur un autre service : "*pour cela adresse-toi à la caisse*" ; "*pour cela va au bureau d'aide sociale*"

ou à exiger l'avis favorable ou un certificat d'un autre service. "*Nous voulons bien faire une demande d'aide, mais il nous faut un papier de l'A.S. certifiant que tu es sans ressources*". Ce renvoi de la demande peut tourner au jeu des quatre coins, si tous les services veulent refuser une aide mais que aucun d'entre eux ne veut endosser la responsabilité de ce refus. Un jeu cruel. Ainsi pour une personne qui faisait une demande de logement dans une cité. Les travailleurs sociaux voulaient bien, mais c'était la municipalité qui ne voulait pas. Consultée, la municipalité voulait bien, mais c'était les H.L.M. qui ne voulaient pas à cause d'un retard de loyer antérieur. Finalement le retard n'était pas si important et la municipalité voulait bien, mais c'était le bureau d'aide sociale qui ne voulait pas. En fait le bureau d'aide sociale voulait bien, mais c'étaient les éducateurs qui ne voulaient pas. Ce renvoi de la demande d'un service à un autre ne fait que reproduire (ou être reproduit par) les démarches successives des clients auprès d'un service puis d'un autre pour obtenir une aide matérielle ou financière (1).

(1) il existe un risque non négligeable d'institutionnalisation de ces pratiques. LE **Monde** signale le cas des bureaux d'aide sociale aux U.S.A. qui "perdent" des dossiers ou ferment indûment les 15 à 30.000 dossiers par mois, sous prétexte de "défaut de présentation", ou "adresse inconnue".

Introduire de l'éducatif dans l'aide financière ou matérielle, c'est toute la gageure de l'action sociale en direction des cités. Cela implique parfois d'employer des ruses que ne dédaignent pas les clients. Ainsi l'assistante puéricultrice de P.M.I. pour l'une des cités. Elle dispose d'échantillons gratuits de couches, de lait en poudre, de pots de nourriture pour bébés, qu'elle redistribue naturellement aux parents dont elle pense qu'ils ont des difficultés à nourrir et à langer leur enfant, ou qu'ils ont tendance à rogner sur l'entretien de l'enfant pour boucler leur budget. Elle est consciente que certains parents viennent la voir sous un prétexte ou sous un autre pour obtenir ces petits cadeaux. Elle en profite pour exiger la présence des nourrissons à la consultation du médecin de P.M.I., contrôlant ainsi que l'enfant est bien nourri et bien traité. Faute de quoi, il se pourrait qu'il n'y ait plus d'échantillons.

C'est la nature même de l'action éducative qui se trouve ainsi éclairée. Le rapport éducatif est un échange qui inclut nécessairement ce rapport de forces. Cela peut aller jusqu'à un chantage implicite. Comment peut-on rendre ses deux enfants placés à cette mère de famille qui ne paie pas son loyer et qui est criblée de dettes ? Et pourtant cette femme a décidé coûte que coûte de récupérer ses enfants. Une tutelle pourrait peut-être l'aider à rembourser. Mais elle a déjà été en tutelle pendant de nombreuses années. Le juge a fini par lever la tutelle, considérant que celle-ci ne servait à rien. Alors elle se fabrique une tutelle sans juge ni délégué. Toutes les semaines elle va voir l'éducatrice de l'antenne ; elle lui parle de son budget, elle aligne les chiffres ; comme ressources il y a les allocations et puis un demi-salaire du mari. Elle commence à payer. D'abord le loyer, pour faire revenir l'allocation-logement ; puis les autres dettes ; l'argent commence à revenir. Comment l'éducatrice ne l'aiderait-elle pas à récupérer ses enfants ? Elle les récupère au bout de 18 mois. Et cesse d'un coup de retourner à l'antenne sociale. *"Moi, les éducateurs, je ne vais jamais les voir, je n'ai rien à faire avec eux ; d'abord ils n'aident que ceux qui n'en ont pas besoin".*

Ce rapport de forces à l'avantage des services peut conduire à l'expulsion d'une famille ou à des mesures autoritaires (placements, poursuites judiciaires), lorsqu'il y a conjonction de facteurs négatifs : retards de loyer et rejet par l'équipe sociale et les institutions. Ce qui n'est pas toujours le cas, comme le notent les auteurs du rapport d'activité de l'une des cités :

"Certaines familles sont en progression sur le plan de la prise en charge des enfants, et en régression dans leur situation vis à vis de l'office". Mais lorsque cette conjonction apparaît, les familles incriminées deviennent responsables de la faillite de l'action éducative et sont vouées aux gémonies. Nous avons ainsi des témoignages écrits de travailleurs sociaux désignant nommément des familles responsables de l'échec de l'action éducative au Président de l'association. Cette action là donne lieu à une réunion de toutes les institutions partie prenante au cours de laquelle le sort de ces familles se trouve réglé brutalement. Nous ne pouvons éviter de donner le compte rendu de cette réunion .

COMPTE-RENDU D'UNE REUNION O.P.H.L.M., PREFECTURE, POLICE, JUSTICE, TRAVAILLEURS SOCIAUX, D.D.A.S.S.

Les participants décident ensuite d'examiner la situation des quatre familles posant problème.

-En ce qui concerne le premier cas exposé, le problème peut être réglé avec l'O.P.H.L.M. car la famille est demanderesse d'un logement moins grand, les enfants plus âgés étant amenés à quitter le foyer.

L'attention des participants se porte ensuite sur les deux familles considérées comme les plus perturbantes.

-En ce qui concerne le deuxième cas étudié, la meilleure solution, notamment pour les enfants, est de provoquer l'éclatement de la famille. L'expulsion de la famille sera demandée. Le juge des enfants procèdera alors au placement des enfants, le relogement n'étant pas envisagé.

-La situation de la troisième famille est plus délicate dans la mesure où l'un des parents souffre de cécité.

L'élément le plus perturbant est un des jeunes garçons de la famille. Une solution radicale doit être envisagée afin d'éviter que l'enfant nuise à son entourage. Il fera donc l'objet d'une mesure de placement.

L'expulsion sera demandée. Etant donné la situation difficile de cette famille, les services municipaux seront sollicités pour le relogement, dans une habitation beaucoup plus petite.

En ce qui concerne ces deux cas, les retards dans le paiement des loyers n'étant pas importants, on invoquera les troubles de jouissances provoqués par ces familles à l'appui de la demande d'expulsion.

Certains participants tiennent à préciser qu'il ne faut pas poser, comme préalable à l'expulsion, l'obligation de relogement.

En effet, il ne s'agirait alors que d'un déplacement géographique du problème. Les difficultés posées par ces familles perturbantes dans les immeubles de l'O.P.H.L.M., avant l'instauration des cités de promotion familiale, réapparaîtraient avec la même acuité.

D'autre part, les représentants de la justice, de la police et de l'action sociale, soulignent qu'une mesure de placement, pour être véritablement efficace, nécessite l'adhésion des parents.

Elle est d'autant plus importante qu'aucun établissement de placement ne prévoit la rupture totale avec le milieu familial. Des fugues sont donc à craindre en cas de refus de coopération des parents.

-Le dernier cas exposé semble pouvoir être résolu par les éducateurs.

La connaissance par les clients

Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux sont à la fois expérimentales et cumulatives. Expérimentales parce qu'il faut sans cesse essayer d'obtenir des aides, que l'on essuie dix échecs pour un succès : cumulatives parce que la connaissance que l'on a des institutions s'échange, s'accumule, parce qu'aussi l'ancienneté que l'on a dans ces institutions ne joue pas toujours un rôle négatif - *"cela fait dix ans que l'on vous aide"* - mais peut jouer un rôle positif, parce que l'on est un pauvre reconnu. Cette activité est particulièrement intense lorsque -en raison du turn over, ce cas revient assez fréquemment- un nouveau travailleur social est nommé quelque part. Les premiers arrivés seront les mieux servis. On fera d'abord la preuve que l'on est connu des services sociaux : *"je suis suivi par tel éducateur"*, *"je suis en tutelle depuis telle date avec machin"*, *"mon dossier est là, et puis vous pouvez téléphoner à untel"*. Puis on essaiera les différents arguments dont on dispose. Le premier argument, c'est l'urgence : *"je n'ai pas d'argent"*, *"je n'ai pas de logement"* ; *"les placards sont vides"*. Et puis justifier le choix de ce service : *"vous êtes mon dernier ressort"*, *"j'ai déjà épuisé toutes les autres possibilités"*. Ensuite parler de la cité, des voisins, montrer que l'on veut s'en sortir, que l'on n'est pas comme les autres qui se battent, qui se saoulent, qui ne s'occupent pas de leurs enfants. Dire aussi qu'ils ont obtenu telle aide, tant d'argent *"et pourquoi pas moi, qui suis aussi démuné"*. Enfin parler de la famille, les enfants, le mari. Selon les circonstances et selon l'interlocuteur on mettra en avant les problèmes ou les progrès, parfois les deux. Les enfants s'accrochent bien à l'école ou au contraire ils ont de terribles problèmes ; le mari travaille et est sérieux, ou au contraire il boit, fait des bêtises et rentre tard à la maison.

Les nouveaux se laissent prendre. Puis se durcissent peu à peu, deviennent comme les autres. Il faut alors accentuer la pression, pousser les arguments : *"mon mari je vais l'envoyer voler ; il ira en prison et j'aurai mon secours c'est celà que vous voulez" ?* Il faut aussi savoir attendre, savoir repartir avec une vague promesse - *"on verra quand votre mari travaillera"* - et prendre cette promesse pour argent comptant :- *"ça fait trois jours qu'il travaille, vous m'avez promis un secours quand il travaillerait"*.

Tous ces arguments seront d'autant plus efficaces que l'on connaît les personnes et que l'on connaît les services. Savoir quels papiers amener : *"pour le secours il faut la quittance de loyer, le certificat de location du gaz et la carte de pointage du mari"*. Cette connaissance est le résultat de l'expérience, c'est une connaissance pratique qui n'implique pas un savoir construit et cohérent sur les institutions, l'origine des aides, leur objectif. On sait seulement qu'il faut tel papier, tel argument. Exceptionnellement on sait qu'un changement de situation ouvrira droit à une certaine aide. Dans l'une des familles, le mari emprisonné a écrit à la caisse pour faire valoir le droit de sa famille à l'allocation orphelin pendant la durée de l'incarcération. Mais on se passe plutôt des recettes, des informations sur les travailleurs sociaux : *"elle habite à tel endroit"*, *"elle a une voiture rouge"*, *"c'est un vrai salaud"* ou *"il est sympa"*. Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux occupent les individus dans leurs démarches mais aussi dans leurs conversations. On en parle souvent de leurs fringues, de leur apparence physique et vestimentaire, on imagine leur vie familiale, leur vie sexuelle. On se moque, on dit des obscénités : *"je lui propose de coucher avec lui, s'il me donne un logement"*, *"tu vois qu'il accepte" ?* ; *"je lui fous ma main dans la gueule"*. Ou on prend leur défense.

Les associations charitables, Croix Rouge, Secours Catholique, A.T.D., Secours populaire, occupent une place à part. C'est le dernier recours. D'abord parce qu'il n'y a pas grand chose à en retirer, des vêtements, des livres, exceptionnellement pour le secours catholique des bons alimentaires. Et puis parce que les cités, ce n'est pas vraiment leur clientèle, sauf peut-être A.T.D., mais il n'y a pas d'enracinement historique d'A.T.D. sur ces cités. On se tourne vers eux lorsque les autres services font défaut. On sait qu'il faut être pauvre mais digne, s'habiller correctement, ne pas jurer. Pour le Secours Catholique, le plus intéressant à cause des bons, dons et prêts, le mieux c'est d'y aller avec un mot de l'A.S. : "Cette famille n'a rien ; je ne peux pas les aider ; pouvez-vous faire quelque chose "(1)

Encore un en-cas

Le rapport de forces n'exclut pas l'intimité. Dans certains cas il la favorise. Les cités sont des sortes d'hôpitaux de jour à l'envers (2). Les travailleurs sociaux viennent travailler sur place aux heures de bureau. Ils vivent alors dans une proximité physique avec, j'allais dire les malades, les citadins. Même s'ils restent dans leur local, s'ils ne vont pas au domicile des gens, ils sont pour quelques heures partie intégrante de la cité. Inévitablement des rapports se nouent qui vont au-delà des rapports de travailleur social à client. Le travailleur social devient plus qu'un médiateur entre les clients et les institutions. Dans ces rapports circulent des biens matériels qui sont le support d'une activité importante.

Les travailleurs sociaux des antennes sociales des cités disposent d'un budget qu'ils gèrent à leur guise. Sur ce budget ils attribuent eux-mêmes des prêts, qui sont en même temps une marque de confiance de leur part à l'égard de telle ou telle famille. 1.600 F. de prêts pour l'antenne sociale de la cité des Lilas en 1982. Naturellement le non-remboursement du prêt provoquera une tension entre les familles et les travailleurs sociaux. D'où la modicité de ces prêts. Mais ils soulèvent les passions. On essaie de savoir qui a obtenu un prêt, pourquoi il a obtenu ce prêt ; "et pourquoi pas moi !"

Il y a aussi un budget alimentaire qui se traduit par des dons en nature. Il n'est pas possible d'en connaître le montant car les sommes sont cumulées avec les dépenses de vacances, séjours et activités. Mais l'antenne sociale est une ressource possible d'un soir pour celui dont l'armoire est aussi vide que le porte monnaie. Cette aide alimentaire crée encore des jalousies, des rivalités. Elle maintient aussi une relation ou consacre une rupture. Si les rapports sont tellement tendus qu'il n'est plus possible pour une famille d'obtenir un petit quelque chose, une boîte de conserve, des nouilles, des oeufs, alors les ponts sont totalement rompus.

Il existe aussi la possibilité d'utiliser les ateliers ; ici un atelier bois, ici un atelier fer, un tour à poterie. Souvent un atelier cuisine, ou pâtisserie, d'où les enfants ramèneront un plat préparé, un gâteau.

(1) 65 % des 580 cas de pauvreté analysés par le secours catholique sont des cas de personnes envoyées au secours catholique par l'A.S. **Pauvres aujourd'hui**, op. cit.

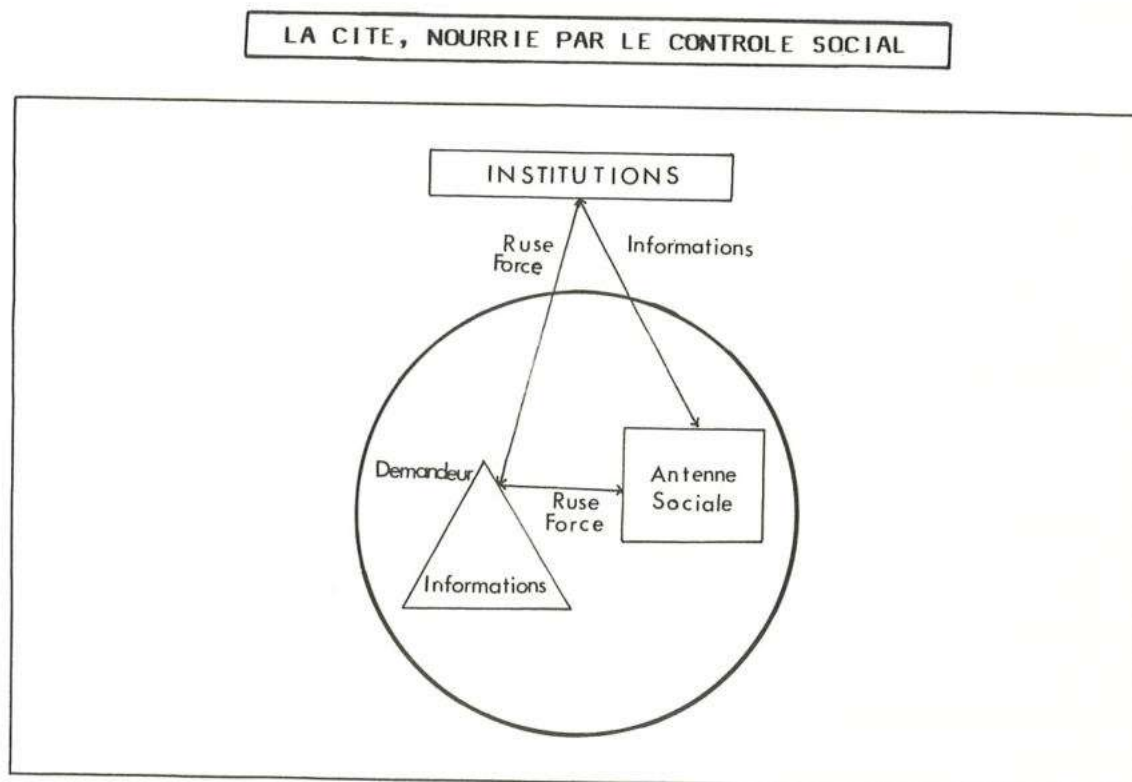
(2) Un éducateur l'exprime fort bien : "c'est étouffant là-haut ; on a l'impression d'être dans une institution. On se fait engueuler si on arrive à 9 H. 5. On est leur possession. On est de la cité, donc on doit être copains. Et en même temps on est des étrangers".

Il y a encore des possibilités de petits boulots pour les éducateurs, qui impliquent une proximité encore plus grande. Il y a le ménage du local. Il y a celui qui change les ampoules et répare les minuteriers. Il y a celui qui aide le gardien à faire les poubelles, à nettoyer un appartement laissé vacant. Toutes ces activités rémunérées d'une façon ou d'une autre créent des liens basés sur des échanges de travail et d'objets, mais qui débordent ce cadre. Comment refuser une aide à quelqu'un qui vous aide, qui fait le ménage ou qui passe la journée au local et vous aide à vous débarrasser des visiteurs trop encombrants ?

On approche ainsi par un autre biais la disparité des situations que reflète l'éventail des différentes relations qui unissent les travailleurs sociaux à leurs clients. Un éventail qui va de la guerre ouverte menée contre la mauvaise famille, cible de toutes les dénonciations, à la conjugalité-complicité de la famille protégée par tous les services sociaux. Mais entre ces deux extrêmes, les situations sont extrêmement disparates. Une famille peut être bonne cliente ici, interdite de séjour là. A l'intérieur d'une même famille, la mère peut être bien vue et le père considéré comme un irrécupérable, les parents peuvent être solidairement en guerre et les enfants des familles bien accueillis.

Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux, comme les activités liées aux transferts sociaux, apparaissent donc étroitement déterminées par les aides. Là encore l'effet éducatif est une sorte d'effet secondaire et hasardeux d'un système économique où le client achète les moyens de sa survie avec un simulacre de rédemption.

T. 11 - FIGURE DU RESEAU 5 - ACTIVITES D'ENCERCLEMENT DES T.S. :



I - 26 - Activités d'échange et de services intra-muros / La cité-marché

Un groupe social se définit d'abord par sa vie matérielle. Il n'y a pas de rapports sociaux sans support matériel. Lorsque les revenus sont faibles, les échanges matériels prennent naturellement une grande importance. Ils ont également un effet redistributif entre les familles dont les ressources sont très inégales. Il est donc plutôt réconfortant de constater que cette vie matérielle est intense, que les échanges sont très nombreux. Qui passe vingt quatre heures dans une cité voit passer de la nourriture, voit circuler des objets et des outils, voit bouger des meubles, pourrait voir également, s'il perçait la nuit, des déménagements étranges. La vie matérielle est faite essentiellement d'échanges d'argent, d'objets ou de travail qui permettent aux uns de s'assurer les services de leurs concitadins, aux autres de survivre en aliénant leur bien ou leur force de travail.

Hôtellerie-Restauration

Le taux officiel d'occupation des logements ne reflète qu'imparfaitement la situation réelle. Prenons le cas de cette veuve d'une soixantaine d'années qui dispose d'un F. 4. (3chambres à coucher). Avec ses trois enfants, cela faisait une chambre pour elle, une chambre pour l'aîné, et une chambre pour les deux plus jeunes. Mais l'aîné est parti. Plutôt que d'attribuer la chambre vacante à l'un des deux enfants, elle a préféré sous-louer à un copain de son aîné. Celui-ci travaille, mais revient pour les trois repas et le coucher à la cité. Il est en pension chez cette dame qui le traite comme son propre fils ; lever à six heures pour lui faire le petit déjeuner. Coût de la pension : 900 F., y compris le linge.

L'hébergement, c'est souvent l'accueil d'hommes seuls. Ou de femmes seules avec enfants. Cette jeune femme avec deux enfants dont le mari est emprisonné. Elle a quitté son logement en ville, car elle ne voulait pas vivre toute seule, et a trouvé un hébergement provisoire de longue durée à la cité. Malheureusement, elle ne peut pas payer : elle a juste les prestations familiales pour vivre. Mais elle attend le versement d'une pension pour un accident de voiture et le logeur attend aussi ; tout le monde attend la manne céleste qui permettra à cette femme de rembourser, intérêt et capital, et plus encore, assure-t-elle. Nous avons une autre femme qui a accueilli une dame seule munie d'une légère allocation d'handicapée. Elle assure le complément de sa pension avec de l'aide ménagère. On accueille les enfants des autres également ; par exemple dans cette famille de quatre enfants, il y a un cinquième rejeton. C'est le fils du premier lit d'une voisine dont le dernier homme en date ne supporte pas ce marmot qu'il n'a pas eu l'honneur de procréer. Il est en pension chez sa voisine. Cette pension entre dans le cadre de multiples échanges entre les deux familles. C'est la formule la plus fréquente. Plutôt que de donner lieu à une contrepartie en argent ou en nature, les échanges s'accumulent ou s'annulent dans le cadre d'une alliance entre familles.

Les grandes familles ont toujours une place à table. Faire à manger, un vrai repas, permet d'avoir une table d'hôte. On peut alors faire apporter par les hôtes les légumes pour le couscous, ou l'entrée, ou le dessert. Le repas du soir est annoncé dans les immeubles et les pavillons par le déplacement des chaises, d'une pièce ou d'un appartement à un autre, le bruit de ceux qui descendent, qui entrent, qui apportent un plat. Les familles cuisinières mettent leur talent au service des autres moyennant toujours un apport en argent, en service ou en nature.

E.D.F. / G.D.F.

Nul ne s'éclaire plus à la bougie. Zola serait déçu. La note d'électricité est douloureuse et reste parfois dans le tiroir jusque la date fatidique où intervient la coupure de courant. La seule solution est alors de trouver un branchement provisoire chez le voisin, en attendant l'arrivée d'argent qui permettra la ré-ouverture du compteur. Cette pratique est courante et donne lieu à des marchandages délicats, car il est difficile d'évaluer ensuite la part d'électricité qui revient au voisin que l'on a ainsi obligé. Prises multiples, rallonges et douilles voleuses font partie du nécessaire du parfait citadin ; c'est toujours une façon de reculer pour éviter de sauter. Plus difficile, le raccordement à une minuterie d'escalier exige des compétences techniques particulières et nous ne l'avons jamais vu réalisé.

Le gaz est le plus souvent coupé, nous l'avons dit. Même ainsi, il arrive qu'une famille ne dispose pas des 65 F nécessaires à l'achat d'une bouteille de gaz pleine au moment où l'ancienne rend son dernier souffle. On va alors faire cuire ses plats chez le voisin, pendant un temps qui peut être plus ou moins long. Cela oblige à des déplacements incessants de personnes et de gamelles. Et pose le même problème comptable que l'électricité. Deux familles particulièrement démunies ont trouvé une solution économique et équitable. On mange un jour chez l'un et le lendemain chez l'autre. Une économie minime qui entraîne un mode de vie qui pourrait nous paraître coercitif puisqu'il faut nécessairement s'associer à tous les repas. Cette pratique doit être interprétée en tenant compte du fait que la commensalité ne revêt pas la même importance dans les cités que disons, par exemple, chez moi, ou peut-être aussi chez vous.

Faites le vous-mêmes

Ou faites-le faire par les autres. Poser du papier peint, du linoléum. Repeindre le couloir. Poser une serrure, une vitre. Réparer une mobylette, un aspirateur, un transistor. Le bricolage généralisé donne lieu à des échanges entre ceux qui savent faire et ceux qui ne savent pas, ceux qui ont des outils et ceux qui ont de l'argent. Il s'agit d'échanges dans la cité, mais qui sont créateurs de richesse.

Par exemple Pascal. C'est un spécialiste des portes et des serrures. Il pose des serrures et des verrous mais il fait également des blindages avec des plaques de tôle. Il est connu pour cela, bien qu'il ne soit pas serrurier de formation. S'il vous manque une clef, il vous en trouvera une. Il fait plusieurs travaux de ce type chaque mois, bien que ce ne soit absolument vital pour lui, et il demande de l'argent, le prix des matériaux, plus une somme assez modique pour lui, en fonction du temps passé. Il se déplace avec sa caisse à outils.

Il y a Pierre. Ce n'est pas un très bon peintre, mais il rend facilement service et sera content si vous lui offrez à manger, un peu de nourriture à sa femme pour le soir, et vous lui glisserez la pièce. Plusieurs femmes seules ont eu recours à lui pour lessiver et repeindre.

Un autre homme fait du papier peint et du lino. La journée est à 100 F. Il travaille bien et de nombreuses personnes font appel à lui, achètent des rouleaux de papier au rabais en pensant qu'il viendra les poser. Il pourrait même travailler à l'extérieur, mais il n'a pas de contacts. Et puis il fait vraiment trop négligé avec ses vêtements et sa tête d'enfant de la D.D.A.-S.S., pas rasé et les yeux bouffis par le sommeil.

Il y a aussi Dédé, la main en or, spécialiste en électro-ménager. Tous les appareils cassés passent entre ses mains, de l'aspirateur au tourne-disques. Dédé fait ça pour le plaisir, on dirait. Il peut rester des heures à regarder les mécanismes, à faire des expériences sur la bobine. Il acceptera un peu d'argent, mais il se contentera d'un casse-croute avec un verre de rouge.

Le bricolage reste un bon moyen de grappiller quelque chose, d'assurer la soupe, de gagner la pièce. Être un bon bricoleur confère aussi un statut, une place reconnue dans la cité.

Aide Ménagère

Les femmes restent maîtresses -ou esclaves- du ménage, de la vaisselle, du linge, de la couture et du tricot. En dehors de leurs propres tâches ménagères, il est fréquent de voir une femme prendre en charge le travail ménager d'une autre.

Isabelle par exemple : elle ne vit pas avec son budget, un mari qui bricole rarement et deux enfants. Elle fait la vaisselle et le ménage dans une autre famille. Ce travail n'est pas rémunéré en tant que tel. Mais lorsqu'il n'y a plus rien chez elle, elle sait qu'elle peut s'amener au repas du soir avec ses deux enfants et qu'elle sera accueillie. Pendant quelques jours, elle vivra aux crochets de cette famille. Le mari se débrouillera de son côté. Mais elle ne travaille pas seulement pendant les périodes où elle mange. Elle fait ça pendant tout le mois.

Une autre femme loue sa machine à laver. Et plus que la machine à laver, elle s'occupe entièrement de votre paquet de linge. C'est moins cher que la laverie et c'est bien fait. Elle ramasse dix francs, vingt francs.

La couture fonctionne de la même façon, avec celles qui possèdent des machines. Enfin dans chaque cité il y a une ou deux femmes qui font du tricot pour les autres. Ce sont surtout les nourrissons qui en profitent.

Coursiers et gigolos

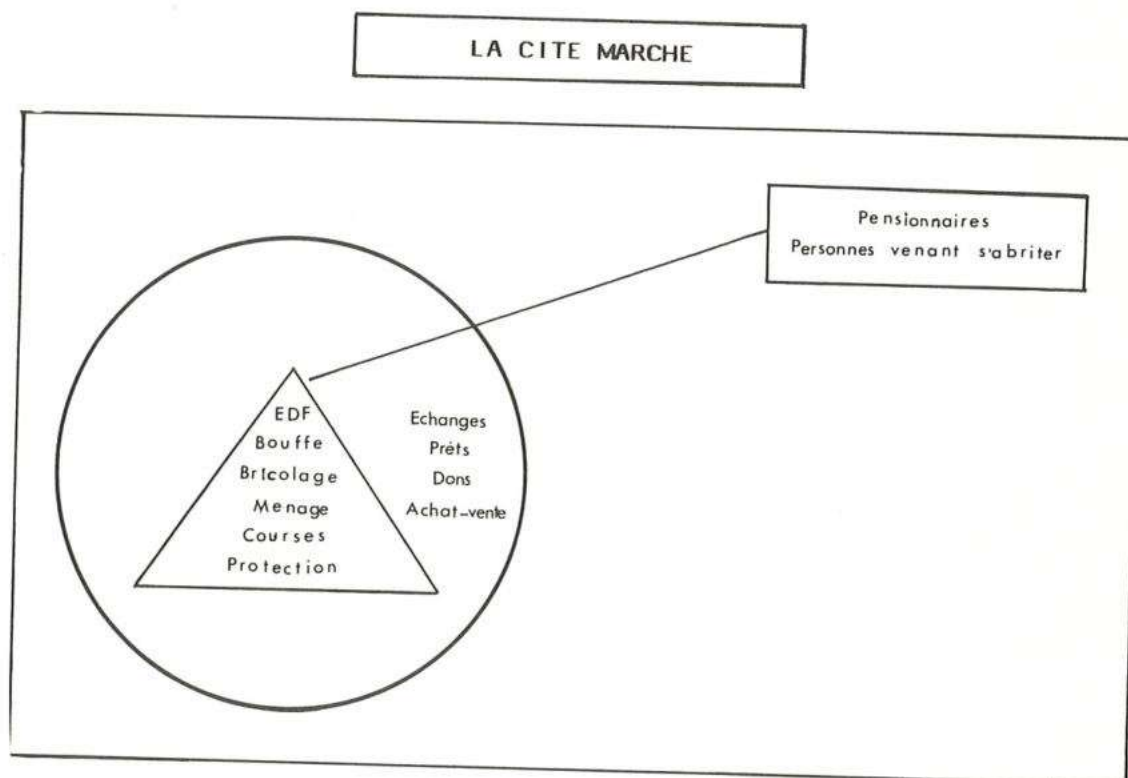
Les échanges et les services, ce sont de toutes petites choses, monter un meuble, sortir une poubelle, mettre en service un appareil. Toutes petites choses qui s'inscrivent sur des ardoises mentales que chacun tient en commun avec celui avec lequel il est en compte. Parmi toutes ces petites choses toutefois, certaines sont tarifiées et codifiées. Les courses par exemple. Faire une course, selon l'emplacement de la cité, la proximité des commerçants, sera compté 5, 10 ou 20 francs. Moins cher que le taxi. Moins fatigant que d'y aller soi-même. Chaque coursier, en général des hommes qui ne font pas grand chose d'autre, ou des jeunes, a ses clients attitrés et protège jalousement cette source de revenus. Il en est de même du tiercé, qui donne lieu chaque semaine au ramassage des coupons par les coursiers qui gagnent ainsi dix ou vingt francs par joueur.

Les hommes ont encore d'autres ressources. Ils peuvent vendre leur service et leur force à une femme seule dont ils seront à la fois le protecteur, le serviteur et, dit-on grivoisement, le désennuyeur. Avoir un protecteur suppose des ressources, il faudra périodiquement le nourrir, l'aider à s'habiller et lui glisser la pièce. Ainsi Mme P. Elle a accueilli un jeune, qui pourrait être son fils. Il l'accompagne partout, fait ses courses ou porte ses paquets, bricole dans la maison. Il couche sur le canapé du salon. La cité est un réservoir de chair humaine qui apparaît inépuisable. Elle attire des jeunes

en rupture de ban, des fugueurs, les amis des copains, des jeunes surtout qui y trouvent refuge et sont tout disposés à participer des réseaux économiques de la cité.

Res Mancipi et res nec Mancipi. C'est Marcel Mauss (1) qui nous rappelle que le droit romain distinguait dans les propriétés de la familia les biens aliénables (Mancipi) et les biens inaliénables (nec Mancipi). Ici, et sans parler de ce que laisserait l'huissier, digne successeur du juriste romain, tout est à vendre lorsque les placards sont vides et le gros problème est que les acheteurs sont rares tandis que les vendeurs sont nombreux. La question se pose réellement de façon collective, puisque c'est la cité toute entière qui manque d'argent et à ces moments on ne peut rien vendre. Celui qui a de l'argent disponible peut faire de bonnes affaires et racheter, littéralement pour une bouchée de pain, un bien acquis dans un moment d'euphorie. Meubles, appareils ménagers, bibelots changent alors de mains sans susciter plus qu'une vague commisération à l'égard de celui qui se débarrasse peu à peu de tout ce qu'il possède, jusqu'à vider son appartement, comme un huissier, ne conserver que le lit, la table et une chaise.

T. 12 - FIGURE DU RESEAU 6 - ACTIVITES D'ECHANGES ET DE SERVICES :



I - 27 - Activités d'argent / La cité immorale.

L'argent est un précipité instable et un idéal inaccessible. S'en procurer est un souci permanent qui conduit parfois à dépasser les limites de la légalité, à emprunter sur sa bonne mine ou à parier sur sa bonne étoile.

(1) M. Mauss, Essai sur le don.

Vol

Berthe Sylva a fait pleurer la France en chantant "les Roses Blanches", le drame d'un enfant qui vole des fleurs pour les porter à sa mère agonisant sur un lit d'hôpital. Les écrivains -lyriques ou réalistes- de la pauvreté, Hugo, Zola ou Dickens, nous avaient déjà fait pleurer pour des voleurs affamés. Nous évitons de nous attendrir sur les bandits. Mais il faut bien avouer que le vol le plus courant est le vol alimentaire. On vole des patates dans les champs ou on vole dans les épiceries. Plus élaboré, on va manger au super-marché, dans les rayons. Le responsable de la sécurité a parfaitement repéré les enfants et adolescents de la cité. Sa politique : la dissuasion. Tout ce qui est un peu sale un peu bronzé est immédiatement repéré et s'il le faut expulsé, tant des galeries marchandes que de l'alimentation. *"Au premier vol on n'appelle pas la police ; mais ils recommencent ; c'est pas leur faute, ce sont les parents ; lorsqu'ils se sont fait prendre, ils prennent une claque, mais ce n'est pas parce qu'ils ont volé, c'est parce qu'ils se sont fait prendre".*

Soyons justes. On vole aussi au hasard de la récupération, du ferrailage. Une barre de cuivre sur un chantier, un rouleau de câble électrique qui traîne. On vole aussi pour s'amuser. Des mobylettes, des vélos, voire des voitures. Des bandes de jeunes, comme ailleurs. Pareil pour les fringues.

Il y a encore des histoires plus sérieuses. L'un a fait un carnet de chèques, l'autre un petit casse. Cela se termine presque toujours en prison. Et concerne la justice, pas l'économie souterraine. Mais les actes illégaux de cet ordre sont plutôt mal perçus. Ils attirent la foudre. Et les citoyens que nous connaissons sont de piètres bandits.

Dettes

Qui paie ses dettes s'enrichit. Ce genre d'aphorisme n'a naturellement aucune chance ici. Faire des dettes est une activité dirigée vers les services sociaux, vers les commerçants et vers l'intérieur de la cité.

Nous avons vu ce qu'il en était des prêts accordés par les services sociaux. Les commerçants ont une politique plus laxiste, inspirée par le fait que les prêts sont couverts par des organismes de crédit qui se chargent eux-mêmes du recouvrement. Les cités sont les terrains de chasse de vendeurs à tempérament de bijoux, de livres, d'appareils électro-ménagers, jusqu'à ce que les travailleurs sociaux mettent le holà. L'huissier applique la loi et prend ce qu'il peut prendre. La liste est affichée à la mairie. Quelquefois on prend ses précautions, d'où les déménagements nocturnes.

Restent les dettes à l'intérieur de la cité. Elles sont réglées par la capacité de remboursement de l'emprunteur. On emprunte sur les allocations ou les secours à venir. On se met à jour lorsque l'argent arrive. Cela donne une souplesse de trésorerie bien utile. L'usure est inconnue. Le remboursement des dettes peut se faire sans problème, auquel cas il consacre la perpétuation d'une alliance, il peut être contesté, auquel cas on s'achemine vers une rupture qui fera du bruit.

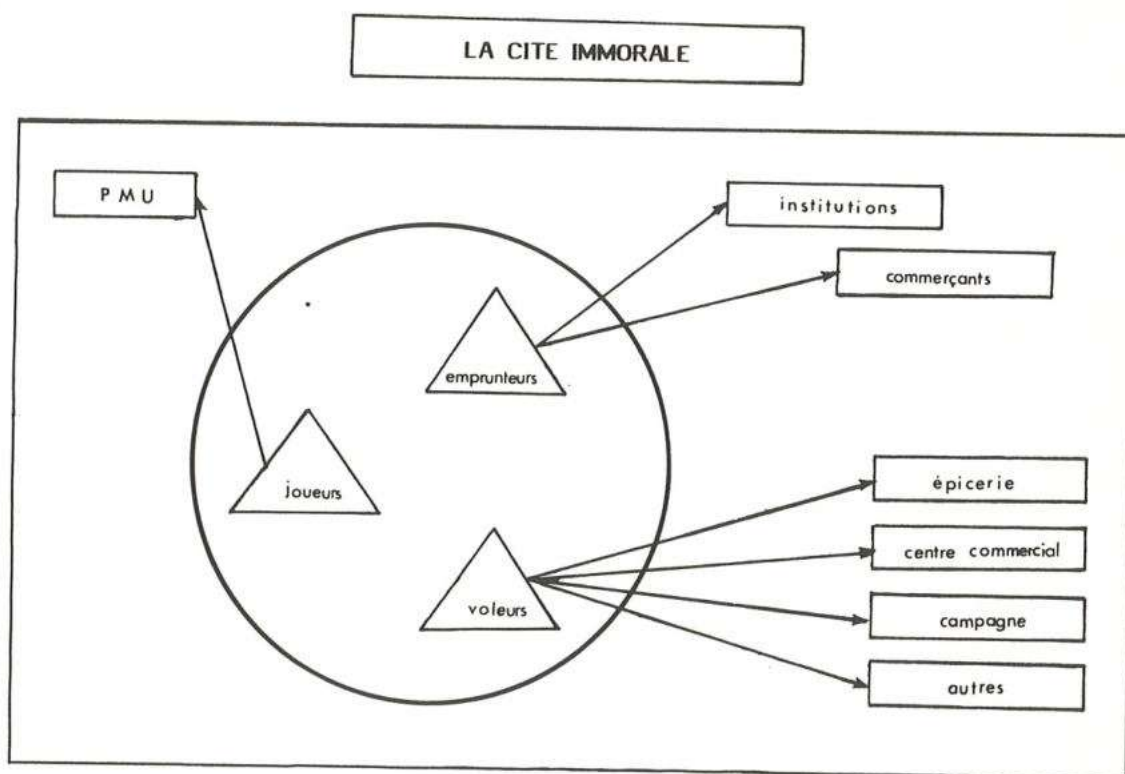
Jeu

On doit encore travailler sa chance, forcer son destin. Le tiercé perçoit son tribut bi voire tri-hebdomadaire. Il mobilise la réflexion, l'intuition,

la superstition de ceux qui se regroupent pour faire les bulletins, collecter l'argent, aller au P.M.U. Le tiercé donne lieu à une perte régulière d'argent, entrecoupée de rares gains qui sont autant d'occasions de faire la fête, de dépenser. Seules quelques personnes isolées jouent au loto. C'est facile, c'est pas cher et ça rapporte quédal.

Nous en avons terminé avec les activités économiques des réseaux. Nous allons maintenant mesurer globalement toutes ces ressources, montrer les écarts entre les différentes familles, puis analyser la nature particulière de cette vie économique. C'est l'objet de notre deuxième chapitre.

T. 13 - FIGURE DU RESEAU 7 - ACTIVITES D'ARGENT :



CHAPITRE II - LA RICHESSE -

Cette offense ne nous sera pas pardonnée. Parler de richesse lorsqu'il s'agit de pauvreté. Gabriel Matzneff le dit fort bien : "il y a quelque indécence à dissenter sur les bas-fonds lorsqu'on est soi-même un privilégié" (1). Joseph Wresinski, apôtre d'A.T.D.-Quart Monde, le dit autrement : "la science de la pauvreté exige que l'on connaisse la condition sous-prolétarienne de l'intérieur, alors qu'elle est généralement soumise à des interprétations et des jugements erronés, émis par des gens qui ignorent la réalité vécue" (2). Non seulement nous n'avons pas vécu cette situation de l'intérieur, mais de plus nous n'avons aucune chance de devenir des pauvres, ni nous, ni vous qui nous lisez.

II - 1 - Macro

"Si quelqu'un a déjà été condamné à la pendaison et, lié à l'arbre auquel on le pendra, il attend l'exécution, il faut admettre que pendant cette journée, au cas où la journée serait chaude, il s'assoiera à l'ombre de l'arbre et non pas à côté. Bien sûr cela ne changera rien au fait de la pendaison, mais assurément, mieux vaut l'attendre à l'ombre qu'en plein soleil".

Fritz Zorn, **Mars**.

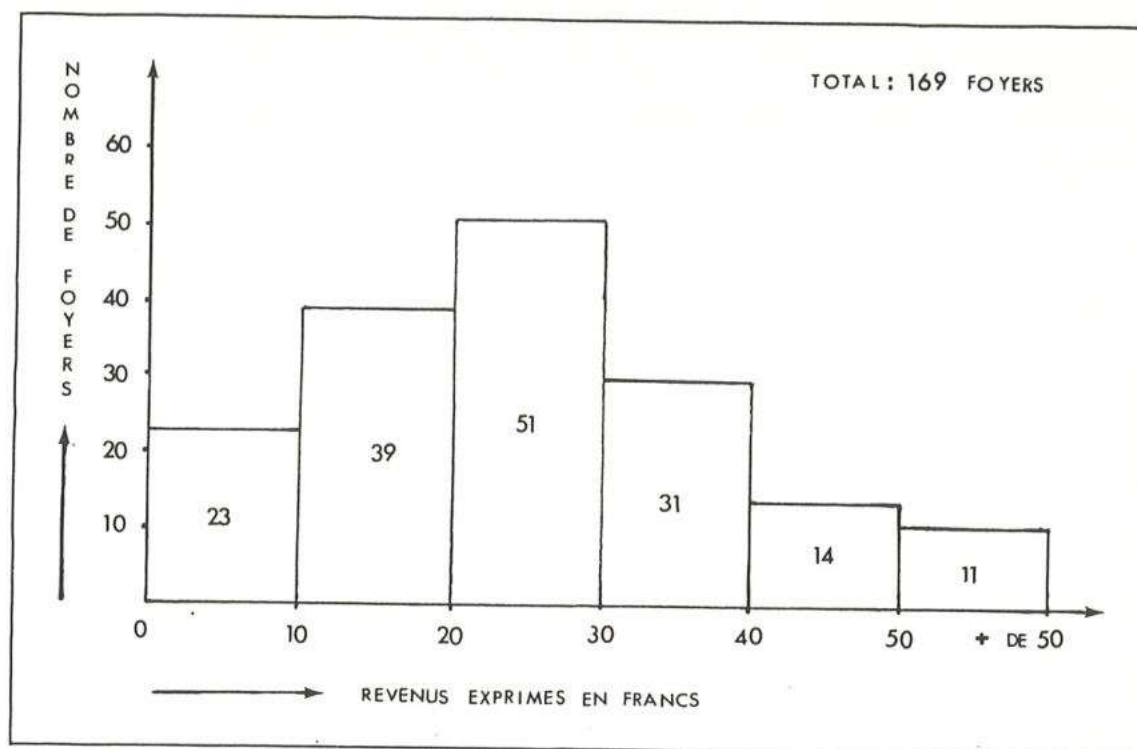
II - 11 - Les revenus à partir des ressources connues

Nous présentons ci-dessous l'échelle des revenus à partir des ressources connues sur les quatre cités.

(1) G. Matzneff, **Le Monde** du 15.12.1982.

(2) Joseph Wresinski, "Le rôle des associations non gouvernementales", **Droit Social**, N° spécial, "l'exclusion sociale", N° 11, Novembre 1974.

T. 14 - REVENUS A PARTIR DES RESSOURCES CONNUES EXPRIMEES EN FRANCS
PAR PERSONNE ET PAR JOUR :



Trois remarques

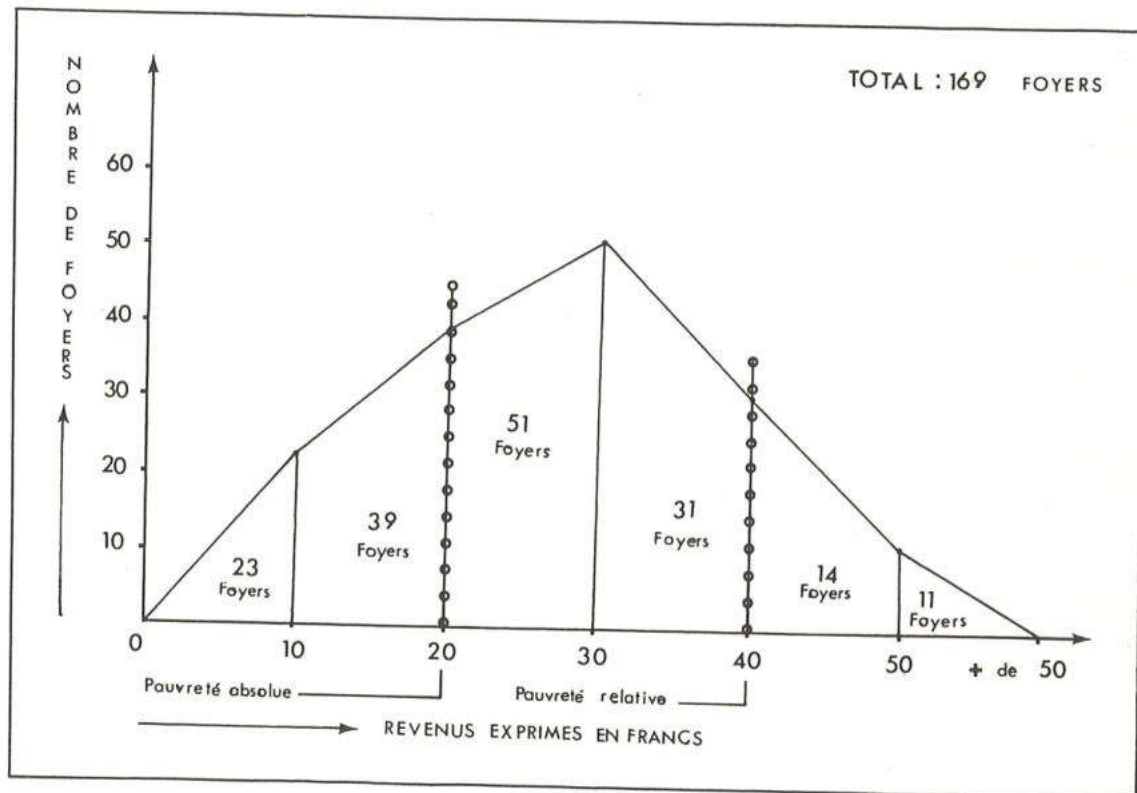
-les revenus sont exprimés en termes de revenus par personne et par jour. Nous avons choisi cette appréciation parce que le quotient familial, traditionnellement utilisé, ne rend pas compte des ressources effectives des familles. Il omet les prestations familiales qui représentent ici, nous l'avons vu, une part importante du budget des familles. Si l'on avait employé le quotient familial, on aurait eu une distorsion encore plus grande entre les foyers avec salaires et les foyers sans salaire, avec une masse de Q.F. = 0. D'autre part le Q.F. prend pour principe que le coût d'un adulte est le double du coût d'un enfant. Ce qui se vérifie peut-être dans les classes moyennes ou supérieures apparaît très contestable dans les cités où la consommation est tellement faible qu'elle ne paraît pas pouvoir être double pour un adulte. Le calcul en Q.F. aurait désavantagé les familles nombreuses qui sont...nombreuses et aurait artificiellement poussé vers le haut des budgets avec salaires, privé de signification les budgets sans salaires.

-Tous ces budgets sont des budgets de pauvreté. Mais on sait qu'il n'y a pas de seuil de la pauvreté. On peut indiquer que ces budgets sont inférieurs aux budgets minimum établis par l'U.D.A.F. en 1980 (5.132 F. par mois pour 2 adultes et deux enfants, 6.006 F. pour deux adultes et deux adolescents, 4.200 F. pour un adulte et deux enfants, 7.753 F. pour 2 adultes, 2 adolescents et deux enfants). Par contre 63 % d'entre eux sont supérieurs au seuil de 20 F. par personne et par jour indiqué par exemple par les D.D.-A.S.S. pour l'attribution des allocations mensuelles. Au dessus de ce seuil on mange, paraît-il. Donc ils mangent. D'ailleurs s'ils mourraient de faim, on le saurait. Comme le dit le gardien des Lilas: "il ne faut pas grand chose

pour vivre ; du moment que vous avez un pain et un kilo de pommes de terre".

-Il faut également noter les inégalités. La loi de Pareto selon laquelle les inégalités se maintiennent quelque soit l'évolution globale du niveau de vie se vérifie ici à l'échelle microcosmique. Les revenus vont de un à six. Si l'on établit la pauvreté absolue à vingt francs, la courbe des revenus s'établit approximativement comme suit :

T. 15 - PAUVRETE RELATIVE ET PAUVRETE ABSOLUE



Si la loi de Pareto continue à se vérifier et que la situation globale s'améliore progressivement, on verra le schéma se déplacer lentement vers la droite (comme il s'est déjà déplacé depuis "l'enfer du paupérisme" du XIX^e siècle) ;

la pauvreté absolue disparaîtra, ou bien son seuil sera fixé plus haut, mais la pauvreté relative se maintiendra, c'est à dire qu'il y aura autant de gens plus riches que les autres que dans le schéma d'aujourd'hui. Aujourd'hui le revenu moyen s'établit à 25 F. C'est pratiquement ce que l'on appelle un revenu médian, c'est à dire un revenu tel que on compte autant de personnes disposant d'un revenu supérieur à ce revenu médian que de personnes disposant d'un revenu inférieur à ce même revenu médian. On compte 62 foyers qui sont nettement en dessous, ces foyers rassemblant 312 personnes et 56 foyers qui sont nettement au dessus, ces foyers rassemblant 266 personnes (1).

(1) Ce schéma et ces notions sont inspirés par les travaux de Christian Stoffaës pour le compte du Plan, travaux résumés dans "Vers un revenu minimum garanti généralisé", *Droit social*, N° 11, novembre 1974.

Les revenus et la forme familiale

Les familles sans enfants ou avec peu d'enfants se retrouvent majoritairement tout en bas et tout en haut de l'échelle des revenus.

de 0 à 10 F	la moyenne d'enfants est de	1,8
de 10 à 20 F	"	4,3
de 20 à 30 F	"	3,8
de 30 à 40 F	"	4,0
de 40 à 50 F	"	3,0
50 F et plus	"	1,1

Par ailleurs le statut matrimonial affecte également les revenus. Nous avons 74 familles monoparentales soit 44 % et 93 familles parentales, soit 66 %. Sur l'échelle des revenus, les pourcentages sont les suivants :

de 0 à 10 F	43 % de monoparentales	
de 10 à 20 F	56 %	"
de 20 à 30 F	35 %	"
de 30 à 40 F	38 %	"
de 40 à 50 F	35 %	"
+ de 50 F	54 %	"

Globalement la famille monoparentale semble donc moins favorisée, bien que l'on en retrouve une bonne proportion dans les plus hauts revenus. En effet, parmi les familles monoparentales, 32 sont en dessous du revenu médian contre 23 au dessus. On ne peut en déduire que la désunion est facteur de pauvreté ou que ces familles sont moins bien adaptées à la vie dans les cités, conclusions traditionnelles. Ces données générales chiffrées recouvrent en réalité des pressions sur les revenus exercées par les salaires d'une part, les prestations sociales d'autre part.

Les revenus et les salaires

Sur 63 foyers en dessous du revenu médian, on a 14 salaires.

Sur 56 foyers au dessus, 42 salaires

Sur 51 foyers médians, 27 salaires.

Or les salaires sont beaucoup plus nombreux dans les familles parentales que dans les familles monoparentales.

Sur 74 familles monoparentales, on a 23 salaires, soit environ un tiers.
Sur 93 familles parentales on a 59 salaires, soit plus de la moitié.

C'est la raison pour laquelle les familles monoparentales sont globalement défavorisées par rapport aux familles parentales.

Les revenus et la protection sociale

Première constatation : les prestations familiales (A.F. , A.O. , C.F. , SURF) n'arrivent pas à compenser l'absence d'un salaire :

Sur 23 revenus de 0 à 10 F, on a 8 revenus constitués par les seules prestations et 11 revenus sans les mêmes prestations.

Sur 39 revenus de 10 à 20 F , on a 19 revenus constitués par les seules prestations.

Sur 51 revenus de 20 à 30 F., on a 2 revenus constitués par les seules prestations.

Sur tous les autres revenus (56) on a 0 revenu constitué par les seules prestations.

Par contre, en association avec un chômage ou une pension, les prestations permettent de redresser la barre.

		Revenu comprenant : prestations + chô.m. ou pension
sur 23 revenus de	0 à 10 F	0
sur 39 "	de 10 à 20 F	4
sur 51 "	de 20 à 30 F	9
sur 31 "	de 30 à 40 F	3
sur les autres		0

Deuxième constatation : l'A.P.I. et l'A.H.A. (regroupées ici sous le terme A.S., allocations spéciales) sont capables de combler l'absence d'un salaire.

Sur 62 foyers en dessous du revenu médian, on a 1 A.S.

Sur 56 foyers au dessus du revenu médian, on a 15 A.S.

Sur 51 foyers médians, on a 11 A.S.

De plus, si l'on prend les revenus des non salariés seuls, on s'aperçoit que le désavantage des familles monoparentales s'accroît au bas de l'échelle, mais se transforme en avantage dans les tranches moyennes et supérieures, ce qui correspond à un régime de prestations favorable, type A.P.I. ou à une association prestations + pension ou chômage.

dans la même tranche de revenus :

de 0 à 10 F. on a 10 M.N. et 9 P. soit 52 % au lieu de 43 %
 de 10 à 20 F. on a 19 M.N. et 10 P. soit 65 % au lieu de 56 %
 de 20 à 30 F. on a 12 M.N. et 12 P. soit 50 % au lieu de 35 %
 de 30 à 40 F. on a 6 M.N. et 2 P. soit 75 % au lieu de 38 %
 de 40 à 50 F. on a 4 M.N. et 0 P. soit 400 % au lieu de 35 %
 plus de 50 F. on a 3 M.N. et 0 P. soit 300 % au lieu de 54 %

Les 62 foyers dont les revenus sont en dessous du revenu médian regroupent donc :

-32 foyers monoparentaux dont 8 sans ressources connues aucunes, 16 avec les seules prestations familiales, 3 avec un salaire et des prestations, 1 avec une allocation spéciale, 2 avec une pension, et 2 avec un salaire seulement.

-30 foyers parentaux dont 3 sans ressources connues aucunes, 12 avec les seules prestations familiales, 5 avec salaire et prestations familiales, 3 avec pension et prestations familiales, 2 avec salaire seul, 1 avec pension et prestations familiales, 1 avec chômage et prestations familiales, 1 avec salaire, chômage et prestations familiales, 1 avec prestations familiales et allocation spéciale, 1 avec salaire et allocation spéciale (1).

II - 12 - Les ressources apportées par les différents réseaux

Appréciation quantitative

Les ressources apportées par les salaires et les prestations sont assez précisément connues. Les estimations que nous proposons pour les autres réseaux sont totalement arbitraires. Ces réseaux apportent des ressources constituées par une myriade de petits ruisseaux dont nous ne connaissons pas systématiquement l'importance. Nous ne connaissons pas personnellement toutes les personnes qui exercent ces activités. Et nous ne pouvions demander à tous ceux que nous connaissons combien d'argent ils gagnaient dans cette activité. La question de "combien ?", nous n'avons pu la poser qu'à quelques personnes. C'est une question d'autant plus indiscrete qu'elle porte sur des revenus non officiels. L'estimation que nous proposons est inspirée par la crainte de surestimer ces activités, ce qui aurait pour effet de donner à voir les citadins comme des truands astucieux dont la pauvreté serait feinte. Et par la crainte inverse de sous-estimer ces activités, de laisser penser qu'elles peuvent être tenues pour négligeables. Tenailée entre ces deux craintes, notre estimation est honnête. Mais les chiffres doivent être pris pour ce qu'ils sont : des ordres de grandeur dont l'intérêt principal est d'indiquer des proportions entre les réseaux.

(1) On trouvera des résultats similaires dans une étude sur un échantillon de cinquante familles du quartier Alma-gare. cf. Martine Bulle (conseillère E.S.F.) et M.A. Lemare (Confédération syndicale du cadre de vie), "le Reste pour vivre", centre social d'Alma-gare.

-Réseau 1 : on sait que les salaires déclarés (réguliers ou intérimaires) représentent 3,1 M.F. sur l'année. Nous évaluons les activités d'emploi non déclarées à l'équivalent de l'activité salariale, rémunérée au S.M.I.C., de 10 personnes sur toute l'année, soit 360.000 F.

-Réseau 2 : nous évaluons les activités de ferrailage, de mécanique et de récupération à l'équivalent de l'activité de douze personnes récoltant autant que notre ferrailleur le plus performant, soit $12.000 \text{ F.} \times 12 = 144.000 \text{ F.}$

-Réseau 3 : nous évaluons les activités semi-rurales à l'équivalent de la consommation de légumes de 100 personnes sur quatre mois, soit $400 \times 100 = 40.000 \text{ F.}$

-Réseau 4 : nous connaissons le montant exact de la protection sociale, 4,9 M.F.

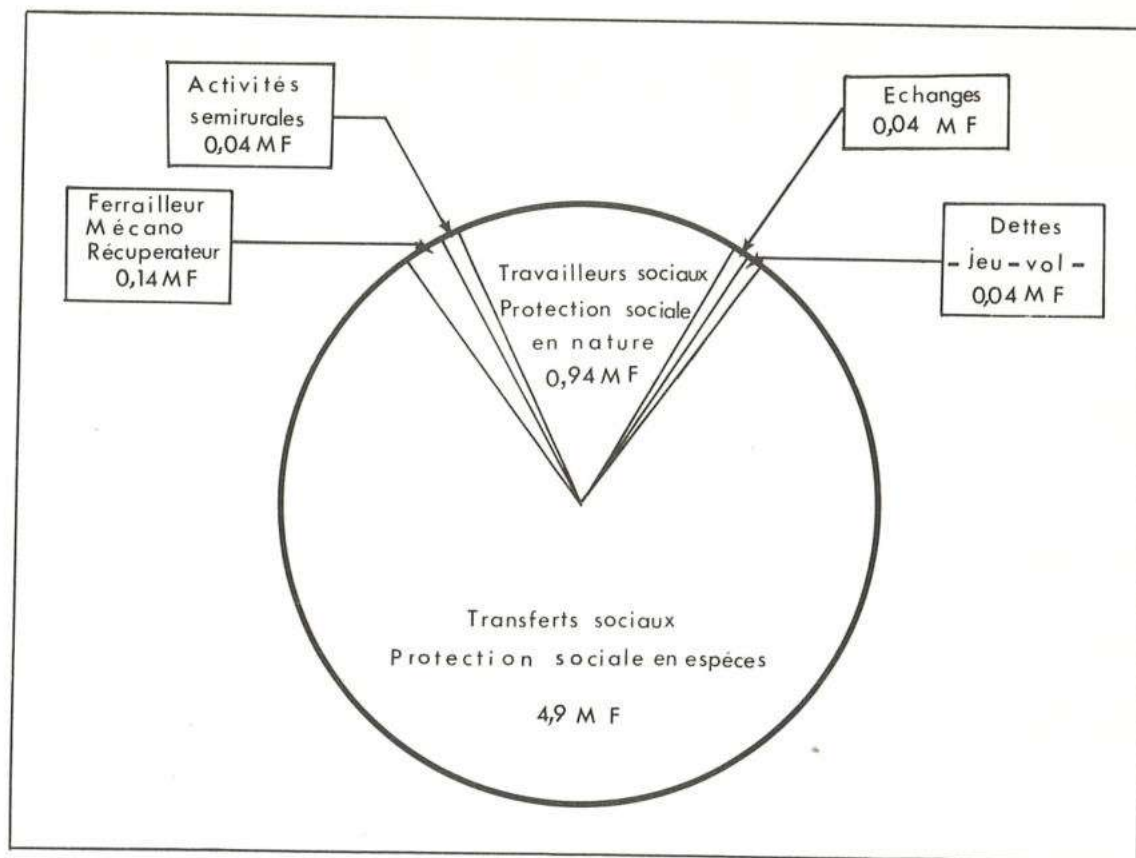
-Réseau 5 : nous évaluons les activités d'encerclement des travailleurs sociaux à partir des dons en nature des B.A.S., 800.000 F., des dons en nature des équipes de travailleurs sociaux, 40.000 F., des dons en bons et en nature des organismes privés, 60.000 F., des secours des caisses et autres dons de la D.D.A.S.S. échappant à l'enregistrement, 40.000 F. Total : 940.000 F. Nous ne tenons pas compte des secours versés au bailleur au titre des retards de loyer, pas plus que des loyers impayés puisque ces "manque à perdre" ne constituent pas une ressource, que nous n'avons pas comptabilisé l'allocation logement et que nous n'avons pas tenu compte dans notre calcul du revenu par personne et par jour des dépenses obligatoires comme loyer et charge.

-Réseau 6 : les activités intra-muros sont par définition égales à 0. Mais on peut évaluer à 40.000 F. par an la plus-value réalisée sur le logement par le biais de l'hébergement.

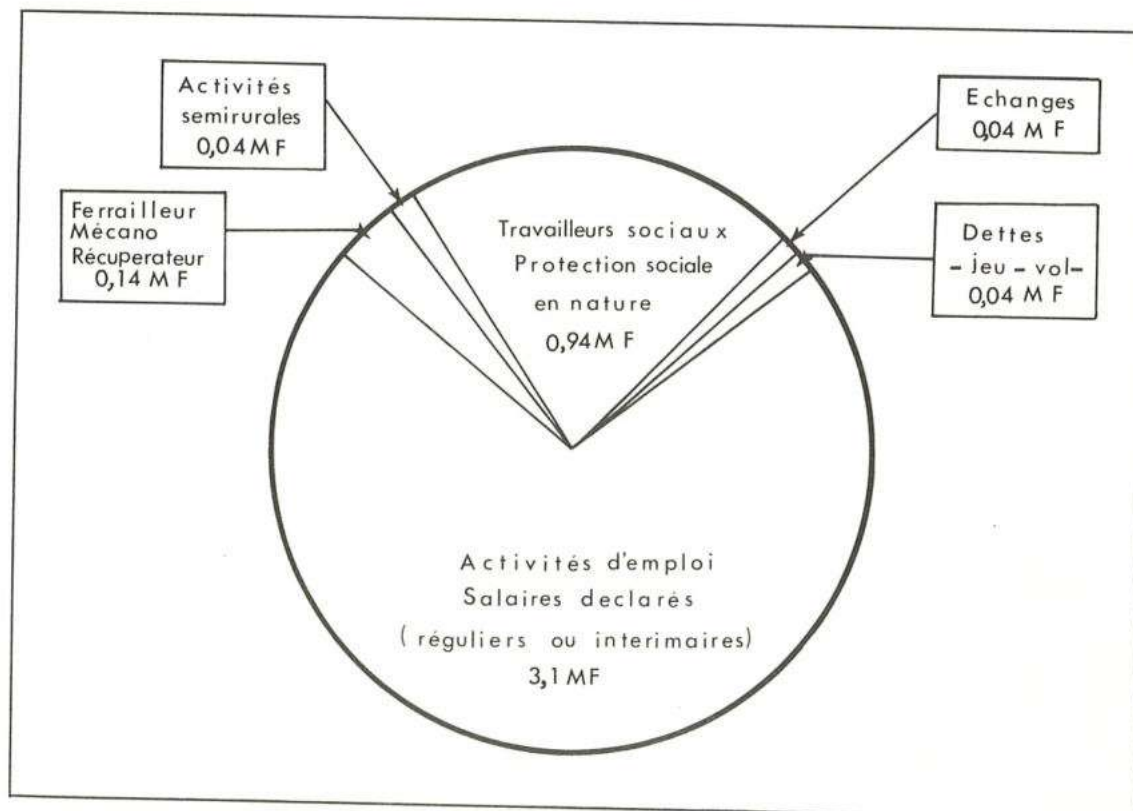
-Réseau 7 : le jeu = 0 ; les dettes = 0 ; le vol 40.000 F. par an.

Les ressources globales des cités prennent donc en masses la figure suivante

T. 16 - L'ECONOMIE DES RESEAUX COMPAREE A LA PROTECTION SOCIALE



T. - 17 - L'ECONOMIE DES RESEAUX COMPAREE AUX SALAIRES DECLARES



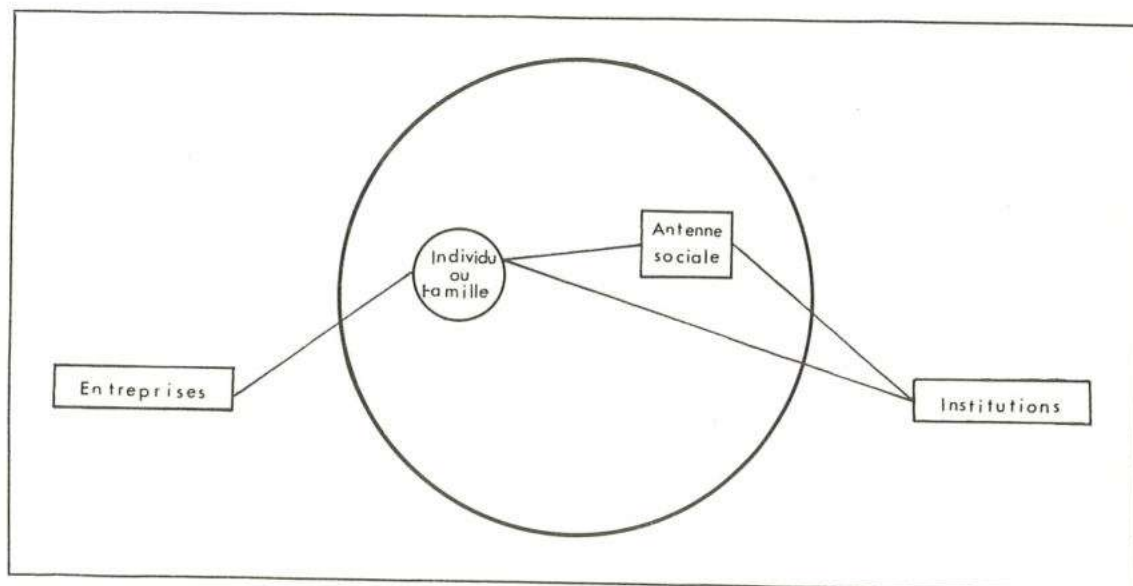
Si l'on considère l'ensemble de ces ressources comme un P.N.B. des cités, ou plutôt un P.C.B., produit citadin brut, on trouve 9,6 M.F. Les ressources apportées par l'économie non officielle sont connues en excluant les salaires, la protection sociale et les dons en nature et autres du réseau 5 et sont égales à 0.26 M.F., soit 298 F. par personne et par an, moins de 1 F. par personne et par jour. Cette somme permettrait d'assurer un revenu médian de 25 F. par personne et par jour à 28 personnes soit une personne sur 31. On peut calculer encore que cette économie souterraine est égale à 2,7 % du produit citadin brut, soit la moitié des 5 % du P.N.B. généralement attribués à l'économie souterraine par les économistes qui combinent pour ce faire plusieurs ordres de calcul que nous ne pouvons pas appliquer à l'échelle des cités. Ce taux de moitié inférieur pourrait s'expliquer par le fait que la main d'oeuvre est peu qualifiée, que la matière première est peu transformée et donc que la plus-value est faible. Cette appréciation macro donne donc une importance très faible à cette économie.

Appréciation qualitative

Cependant, pour rester au niveau "macro", ces activités donnent une tonalité plus dynamique à la vie des cités, et une tonalité qui coïncide avec la vie sociale telle qu'elle apparaît aux yeux de l'observateur. Si la vie économique des cités était limitée au salariat de quelques uns et à l'assistance des autres, l'activité économique se réduirait à l'importation de ressources obtenues par un travail s'exerçant en dehors de la cité ou obtenues par des preuves de pauvreté.

La vie économique toute entière se réduirait à un schéma semblable à celui-ci :

T. 18 -



Dans ce schéma l'activité économique ne permet de saisir que des individus travailleurs ou des cellules familiales assistées, ce qui donne une image tronquée de la réalité économique et sociale des cités. Les activités des réseaux permettent de montrer la complexité et l'ouverture de la vie économique dans un schéma que l'on obtiendrait en décalquant les figures des différents réseaux que nous avons proposés dans le chapitre un. Ce serait



un schéma très encombré. Mais on peut montrer la complexité des opérations économiques réalisées par les réseaux :

IMPORTATIONS		CITES	EXPORTATIONS
Epaves		transformation	Animaux
moteurs		ferraille	légumes
meubles		moteurs	ferraille
bois	récupérés	meubles	véhicules
ferraille		bois	
véhicules	achetés	laine	
graines		graines	
animaux	volés	animaux	
locataires		réparation	
laine		véhicules	
nourriture		meubles	
vêtements		exploitation	
		locataires	
		investissements	
		véhicules et carrioles/outillage/locaux	
		consommation	
		nourriture et vêtements	
		circuit interne	
		vente	
		échanges	
		prêts	
		dons	

Double dépendance

Les 97,3 % du P.C.B. apportés par les salaires et la protection sociale sont étroitement dépendants de l'activité économique dans la région considérée, pour l'emploi, et de l'activité économique générale, pour la protection sociale, liée au P.N.B. par un rapport d'élasticité (vitesse de progression par rapport au P.N.B.) déterminé.

Les 2,7 % restant sont encore plus étroitement dépendants puisqu'ils sont déterminés non seulement par l'intensité de l'activité économique, mais encore par la part de cette activité qui sera gaspillée, jetée et jetée de manière à être récupérée.

L'équilibre économique de ce milieu n'est donc autre que le déséquilibre positif de notre économie. C'est dire à quel point cet équilibre est fragile.

II - 13 - Calcul d'un revenu minimum garanti

On peut essayer de calculer le coût d'un revenu minimum garanti pour la population des cités (1). Si on voulait assurer un revenu minimum garanti de 30 F par personne et par jour, soit un peu plus que le revenu médian actuel, cela coûterait 9,4 M.F., soit l'équivalent de notre P.C.B. actuel. Ce revenu minimum pourrait être financé par le niveau actuel de la protection sociale, 4,9 M.F., plus les à-côtés de la protection sociale, 0,9 M.F. = 5,8 M.F. Resterait à trouver 3,6 M.F. dont une partie serait apportée par le "taux modérateur d'oisiveté" appliqué aux salaires. Il s'agit d'un système qui permet de diminuer le revenu minimum garanti de ceux qui sont salariés, mais dans une proportion telle que ceux qui travaillent restent favorisés par rapport à ceux qui ne travaillent pas. On l'appelle taux modérateur d'oisiveté parce que, si on l'applique à 100 %, c'est à dire si on enlève du revenu minimum garanti la totalité de ce que gagnent les salariés, ceux-ci n'ont plus intérêt à travailler. Avec un taux modérateur de 50 %, on récupérerait environ 1,5 M.F. sur une masse salariale de 3,1 M.F. (la simulation exacte est compliquée à faire parce que le taux modérateur d'oisiveté s'applique aux revenus de façon progressive et que nous ne sommes pas équipés pour cette simulation). Restent à trouver environ 2 M.F. Il faut alors calculer les économies réalisées en gestion, en administration et tenter d'évaluer l'efficacité allocative, c'est à dire les distorsions apportées aux comportements des citoyens par un tel programme. Nous ne voulions pas nous livrer à une telle simulation mais seulement montrer que le coût d'une cité n'était pas très éloigné de celui occasionné par un R.M.G., et souligner que la protection sociale, dans son système actuel, contrairement à un R.M.G., n'avait pas un effet redistributif tel que tous les citoyens se retrouvent à un niveau de revenus supérieur à une pauvreté considérée comme absolue pour un pays développé.

II - 2 - Meso

*"Trois religieuses en cornette blanche habitaient dans le village (...)
Il aurait fallu, pour remplacer
l'effet moral de leur présence,
bien plus qu'une rangée de beaux
tilleuls en fleurs toute l'année".*

Georges Navel, *Travaux*.

II - 21 - Richesses investies et richesses produites

L'importance relative de chaque réseau ne peut se déduire mécaniquement

(1) L'idée de faire ce calcul nous est donnée par Guy Stoffaes, "vers un revenu minimum généralisé", *op. cit.* L'article reflète les débats d'une époque (1974) où la protection sociale n'est pas encore considérée comme un poids mort de l'économie. On songeait au contraire à l'étendre, à étendre en particulier les prestations soumises à conditions de ressources, pour rendre plus juste la protection. Le R.M.G. semble à cette époque devoir se généraliser à la suite des expériences américaines et anglaises en particulier.

des ressources qu'il apporte. La situation de chaque individu peut se déduire, elle, des ressources qu'il acquiert dans un ou plusieurs réseaux. Certes des individus vivent avec un emploi salarié et des prestations sociales minimum (allocations familiales) et ils peuvent n'appartenir à aucun réseau. Mais pour ceux qui n'ont pas d'emploi ou dont le salaire est très faible, les réseaux font la différence. Pour un individu sans emploi, la situation sera d'autant plus difficile que les recours sont moins nombreux, que sa participation aux réseaux est plus faible. Et moins nombreux seront ces recours plus catastrophique sera la rupture dans un réseau. A contrario, plus l'individu disposera de recours nombreux, plus forte sera sa participation aux réseaux, plus il se rapprochera d'une situation d'équilibre ; il sera capable de substituer un recours à un autre. Cela tient à ce que les réseaux permettent aux individus d'utiliser des capacités qu'ils ne pourraient rentabiliser ailleurs, et qu'ils procurent des ressources immédiatement utilisables. Examinons maintenant les capacités mises en oeuvre par ces réseaux, et les ressources apportées, les richesses produites. Les réseaux économiques font une première preuve de leur efficacité à ce niveau.

Les activités du réseau 1 sont une réplique du travail salarié régulier, réservé, nous l'avons dit, à une minorité jouissant d'un emploi stable. Comme un travail salarié traditionnel les activités d'emploi impliquent de mettre en oeuvre des capacités professionnelles, soit des qualifications, soit la capacité d'utiliser sa force, son habileté. Comme le travail salarié, mais de façon permanente et systématique, elles exigent du candidat à un travail qu'il fasse des démarches, qu'il dispose de contacts, qu'il recueille et utilise des informations. Les activités d'emploi mettent en oeuvre la capacité des individus à chercher et à attendre autant que leur capacité à travailler. Elles exigent aussi de l'individu qu'ayant travaillé, il attende sa paye, qui tarde parfois à venir. Mais les activités d'emploi sont une réplique bien pâle du travail salarié régulier. Elles ne procurent pas à celui qui l'exerce le même statut de travailleur stable situé tout en haut de l'échelle sociale et de l'échelle des revenus dans la cité. S'il exerce une activité d'emploi déclarée, il fait savoir et fait valoir qu'il travaille ; s'il exerce son activité de façon clandestine, il est plus discret. Et certes, ceux qui le voient se lever tôt et rentrer tard le félicitent : *"tout de même, il travaille"* ; vous avez vu untel, *il travaille"*. Mais il aura beau raconter à tout le monde ce qu'il fait, exhiber sa feuille de paye et railler les feignants, les oisifs, qui ne font rien, son travail apparaîtra toujours comme un intermède provisoire entre deux périodes d'oisiveté.

Et bien souvent cela correspond à la réalité. Il a trouvé une journée, trois journées, quinze jours ou même un mois de travail, et puis il va retourner à l'inactivité. L'efficacité économique de ces activités d'emploi est pourtant honnête, si globalement leur volume paraît peu important. Nous l'avons estimé à 360.000 F. Si l'on estime que quarante personnes exercent ces activités d'emploi, cela leur assure 9.000 F. par an, soit 24 F. de revenu par jour. Ils s'assurent ainsi un revenu moyen, et ce sous forme de ressources monétaires, ce qui n'est pas à négliger. Mais jamais ils ne seront assimilés à de véritables travailleurs. Cela tient aux conditions d'exercice de ces activités d'emploi. Des activités déclarées apparaissent comme le résultat d'une pression, pas d'un choix : on est poussé par les travailleurs sociaux qui font du travail le leitmotiv de la rédemption : *"il faut travailler ; vous pouvez travailler ; on ne peut pas vous aider si vous ne travaillez pas"*, ou bien poussé par la possibilité d'accéder à l'assurance-chômage : *"il me manque encore un mois, encore quinze jours"* ; ou bien poussé par des dettes pressantes, vis à vis de l'extérieur, ou vis à vis des autres citoyens. Bien souvent le salaire est dépensé avant d'être gagné, à moins qu'il ne

soit saisi à la source pour le loyer en retard, des meubles en retard, le congélateur à crédit. Les activités clandestines apparaissent plus rentables financièrement parlant : c'est de l'argent qui n'est pas saisi, qui ne remet pas en cause les aides. Le travailleur clandestin est reconnu par ses pairs, salué comme un travailleur. Mais dans les deux cas ce travailleur se trouve dans une situation bien différente de celui qui travaille tous les jours et perçoit son salaire tous les mois.

Les activités du réseau 2, mécanique, ferrailage et récupération, peuvent être analysées en référence au modèle de l'entreprise. Elles impliquent des investissements -en outillage, en moyens de transports, en locaux- des importations et des exportations. C'est le travail qui est récompensé, un travail dont les propriétés sont les suivantes .

Capacités professionnelles : il faut savoir réparer une auto, un appareil cassé, savoir distinguer les métaux (on distingue l'aluminium de la ferraille avec un aimant, donc on connaît les propriétés magnétiques des métaux), les dégager et éventuellement les traiter.

Connaissance de la ville : il faut connaître les décharges, connaître les épavistes, connaître le grossiste qui paiera les marchandises sans s'inquiéter de leur provenance.

Mobilité géographique : il faut bouger, sortir de la cité, aller chercher la clientèle, les matières premières.

Organisation : il faut recruter les aides, calculer leur rémunération, anticiper les rentrées d'argent.

Les richesses ainsi produites sont généralement des richesses monétaires, mais parfois aussi des richesses en nature par le jeu du troc, de l'entraide. Le volant ainsi dégagé, nous l'avons évalué à 144.000 F. Si quarante individus exercent cette activité, elle peut théoriquement leur rapporter à chacun 3.600 F. par an, soit environ 10 F. par jour.

Ces activités sont perçues par les citadins d'une façon ambivalente. D'un côté les récupérateurs, ferrailleurs, mécaniciens sont des pousseurs, des gens sales et dépenaillés qui passent leurs journées dans les poubelles, la graisse et la crasse. On doute de leur capacité à gagner correctement leur vie, ils vivent d'expédients et n'ont jamais un sou en poche. On doute encore plus de leur moralité, ils jurent comme des charretiers, boivent volontiers le coup et sont autant voleurs que travailleurs. D'un autre côté, on doit admettre que ce sont des débrouillards, qu'ils se débrouillent au moins pour avoir de quoi manger. Et surtout ils font quelque chose, ils se démènent et des jeunes se démènent avec eux. Ce sont des hommes forts, indépendants, ils ne demandent rien à personne et au contraire sont prêts à rendre service, ont toujours l'objet qui vous manque, la pièce qui fait défaut. Cette perception ambivalente des membres du réseau est parallèle à celle des travailleurs sociaux mais colle plus à l'efficacité économique du réseau : sont bien perçus ceux qui vivent bien ; et à sa moralité : sont bien perçus ceux qui travaillent effectivement et ne passent pas leur temps à courir ou à boire.

Les activités semi-rurales du réseau 3 demandent une connaissance de la nature et demandent de la patience. Il faut investir du temps, du travail et (un peu) de l'argent et prévoir que cet investissement va rapporter. Ces activités rapportent de fait des produits alimentaires, transformés en argent ou échangés, en nature, en biens. Nous avons parlé d'une centaine d'individus et évalué l'apport de ce réseau à 40.000 F. Cela fait 400 F. par personne et par an, environ un franc par jour. C'est peu. Si le modèle de ce réseau est un modèle autarcique, son efficacité économique est mince

et ces activités sont moins perçues comme des activités proprement économiques que comme des activités matérielles qui apporteront un soutien alimentaire mais ne peuvent être considérées comme un travail. Ce sont par ailleurs des activités bien perçues, avec leur parfum de loisirs et le rappel des pratiques exercées depuis toujours.

Les activités liées aux transferts sociaux. Elles exigent une connaissance des institutions ; elles demandent des démarches et une organisation, des papiers, une prévision. Elles récompensent cette connaissance et ce travail et récompensent aussi le fait d'avoir des enfants, ou d'avoir un statut correspondant à une cible : chômeur, parent isolé, handicapé. La charité publique ne fonctionne pas sur le modèle du travail. Ces activités sont massives, elles concernent toute la cité. Elles rapportent de l'argent ; globalement 5.600 F. par personne et par an, 15 F. par personne et par jour. Mais l'inégale répartition de ces sommes fait que les activités liées aux transferts sociaux sont frappées du sceau de l'injustice. Certes on fera tout ce qui est possible pour faire valoir ses droits, mais ce droit sera toujours injuste parce qu'inférieur au voisin, réglé par une logique qui échappe. Et cette logique mystérieuse, dont les conséquences financières sont immenses, est peut-être perçue comme une fatalité. Elle est comme le destin, que par définition on ne comprend pas et peut se confondre avec lui. On pourrait dire, par goût du paradoxe, que ces activités sont exercées passivement. La raison pour laquelle on perçoit plus ou moins qu'un autre ressemble au hasard qui vous fait gagner au tiercé ou renverser par une voiture. On sait la technique pour faire valoir ses droits. On ignore la logique qui préside à leur attribution. Et on l'ignore parce qu'elle est inégalitaire alors que l'on est dans une "communauté de sort", que l'on est "tous dans le même bateau". Les titulaires d'une bonne pension, d'un bon chômage ou d'une A.P.I. sont admirés et enviés. Leur statut serait proche de celui du bon travailleur stable, s'il n'y avait ce sentiment d'injustice devant une telle richesse. Sentiment d'injustice que peut tempérer le bénéficiaire lui-même selon qu'il fait plus ou moins profiter les autres de son privilège.

Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux récompensent la connaissance par les individus des travailleurs sociaux en tant que personnes. Elles récompensent des informations qu'ils échangent sur les succès et les échecs des démarches. Elles rétribuent les coups de force qu'ils réalisent, donc leur force physique et morale. Ainsi que les "coups de bourre", qu'ils peuvent monter, leur capacité à faire compatir, à mettre en scène, à ruser. Ainsi que quelquefois leur complicité avec les travailleurs sociaux, les coups de main qu'ils donnent, c'est à dire leur imitation de ces travailleurs sociaux. Ce travail est récompensé par de l'argent, des biens, de la nourriture ou même -pourquoi pas, du réconfort moral, par définition impossible à évaluer. Si 400 individus profitent des activités que nous avons estimées à 940.000 F., cela leur rapporte l'équivalent de 2.350 F. par an, soit 6 F. par jour. Cette activité est proche de l'activité économique d'une institution, d'une prison par exemple, ou tout est dans le jeu avec les gardiens. C'est un travail et aussi un sport, qui est bien perçu lorsqu'il permet aux autres de frapper à la même porte ou de profiter de l'aide que vous avez reçue, mal perçu lorsqu'il est réservé à vous seul ou caché aux yeux des autres citadins.

Les activités d'échanges et de services intra-muros présentent toutes les caractéristiques d'une économie fermée. Faible valeur ajoutée des services et du travail, dépérissement rapide des richesses si elles ne sont pas renouvelées de l'extérieur. Mais elles ont l'avantage de récompenser des investissements qui seraient nuls à l'extérieur. Elles récompensent des capacités physiques et professionnelles. Mais aussi l'art de la vente, de l'achat ;

de la dette, la capacité à être client de plus riche que soi, ou à avoir une clientèle d'inférieurs, donc la connaissance de la richesse des autres. La force physique et aussi la beauté, et même la vie amoureuse. Et encore l'éducation, l'expérience ou l'humour, qui se traduisent par la capacité à faire rire, à raconter, à donner des conseils, la capacité à recueillir et à diffuser l'information, et la réputation que l'on a dans la cité. Ces capacités valent réellement de l'argent, prêté, donné, en échange, ou de la nourriture ou des biens. Pour les vingt individus qui font de l'hôtellerie-restauration, elles rapportent 2.000 F. par an, soit 5 F. par jour.

Mais en dehors de ceux-là elles permettent l'exploitation de la richesse personnelle de tous les individus, y compris les plus démunis. Toutes nos observations le confirment. Nous en donnerons un exemple particulièrement significatif. Il s'agit d'un couple de citadins, hébergé chez un autre citadin. L'hôtelier nous présente le cas de ce couple. Ils ont fait tout le circuit des H.L.M., des meublés, ont logé chez les grands-parents, puis en caravane, puis chez les voisins. Ils ont comme seule ressource une pension d'invalidité de 2.000 F. par trimestre (total par jour et par personne, 11 F.). *"Je ne voulais pas les laisser à la rue, mais ça ne peut pas durer"*. Et il mange chez l'hôtelier : *"on ne va pas manger devant lui ; mais on a nos gamins à nourrir"*. Le couple n'a rien pour plaire. L'homme est tout petit, maigre, il n'a pas d'argent, pas de travail ; sa femme est moche, ils disent qu'elle est un peu débile. Ils ne peuvent pas avoir d'appartement à la cité, car ils ont 30.000 F. de retard d'un autre H.L.M. Il a demandé l'appartement d'accueil de la cité (le transit du transit) mais il ne peut pas l'avoir car il a une pension. Il ne pouvait l'avoir que s'il n'avait aucune ressource. Le meublé, c'est trop cher pour lui maintenant. Il lui faudrait une vieille maison là bas dans la ville, mais *"avec la tête qu'il a"* il n'a aucune chance. Alors l'hôtelier nous fait valoir la seule richesse de cet homme, et en présence de l'intéressé ; cette richesse, c'est le fait qu'il consacre ses heures de loisir (nombreuses) à faire du canevas. Il va chercher le dernier canevas que cet homme a fait et dont il lui a fait cadeau. *"On va l'encadrer"*. On a déjà encadré un puzzle collé sur du contreplaqué, comme chez le voisin. Et c'est la raison pour laquelle on ne peut pas refuser d'aider cet homme. On ne peut pas refuser d'aider un homme qui fait des canevas pareils, même si par ailleurs il est ce qu'il est.

Cette exploitation maximum de la richesse personnelle d'un individu, que l'on fouille au maximum pour lui trouver un éclat brillant, est caractéristique de l'investissement des individus dans la cité. On ne peut même pas parler de perception de ce réseau d'échanges et de services, tant il est consubstantiel à la vie économique puis à la vie sociale de la cité.

Le réseau 7, du vol, des dettes et du jeu, rétribue l'information (dettes et vol), puis la vitesse, le courage et le sang-froid (vol), l'art de la dette et la confiance en sa bonne étoile, l'art de travailler la chance. Il apporte de l'argent, de la nourriture et des biens. Pour la vingtaine de voleurs apportant un revenu estimé à 40.000 F. par an, il rapporte 2.000 F. soit 5 F. par jour.

L'efficacité des réseaux économiques doit ainsi être mesurée à partir des richesses qu'ils permettent d'investir et des ressources qu'ils rapportent aux individus qui exercent effectivement les différentes activités. Elle ne peut être simplement mesurée globalement. Le tableau suivant recense les catégories de richesses investies en fonction des ressources produites.

Ressources monétaires régulières :

(ou présentant une certaine régularité : salaires, assedic, pensions prestations familiales, A.S.E., A.P.I.) :

-Compétences professionnelles, qualification, travail salarié, nombre d'enfants, statut vis à vis des cibles, démarches, papiers, informations.

Ressources monétaires non régulières :

(Dons des travailleurs sociaux, dons du privé, rappels d'allocations, Fonds national de solidarité, fonds d'aide aux chômeurs, tiercé-jeux, commerce saisonnier, services, travail au noir, bricolage, récupération, vol (P.M. dettes ou prêts).

-Force physique, imitation, ruse, démarches, travailler sa chance, investissements, organisation, informations, contacts, capacités professionnelles, patience, prévision, mobilité, connaissance de la ville, de la nature, risque.

Ressources en nature :

(éducateurs, bureaux d'aide sociale, institutions charitables, citadins).

-Force physique, imitation, ruse, démarches, réputation, ancienneté, capacité à faire rire, à raconter, beauté physique, vie amoureuse, capacité à recueillir et à diffuser l'information, connaissance de la ville, des institutions, compétences techniques, éducation, expérience.

II - 22 - Relations d'échanges et formes d'obligation

Les observations faites de visu, les notations ethnographiques ont le défaut de leur qualité. Elles donnent à voir un réel qui apparaît clair, planté dans la quotidienneté, mais elles ne présentent pas un caractère scientifique. L'intime conviction n'y suffit pas. Il y faut la répétition qui donne seule la certitude que l'observation peut être généralisée. Les activités économiques présentent ainsi quelques formes d'obligation et d'échange que leur caractère répétitif autorise à utiliser pour comprendre la vie matérielle dans les réseaux.

La première obligation, c'est l'obligation de se taire, de taire certaines informations qui dérangent. La deuxième obligation, ce serait l'obligation de parler, de donner les informations dont les autres ont besoin. Mais suivant les réseaux, cette double obligation générale prend des formes différentes. L'obligation de se taire est valable pour les activités d'emploi, lorsqu'elles sont clandestines ; elle est également valable pour des activités liées à certains transferts sociaux, par exemple l'A.P.I., dans la mesure, nous l'avons dit, où cette allocation est perçue comme conditionnée par l'abstinence sexuelle. Mais cette obligation n'est pas toujours respectée. Comme l'exprimait une femme seule à qui nous disions qu'elle pouvait demander l'A.P.I. : *"c'est trop dangereux, il y a trop de langues"*. Elle disait ainsi sa crainte que l'on dénonce sa fréquentation régulière d'un autre citadin. De même le travailleur clandestin devra être discret, en dehors de son réseau, il craint les langues. Il sera lié par une obligation supplémentaire, celle de ne pas remettre en cause les autres membres du réseau. Si les éducateurs

décident que tous les hommes inactifs doivent se présenter à l'usine pour un entretien d'embauche, il devra s'y rendre comme les autres, même s'il n'a aucune chance d'obtenir un emploi. Celui qui ne s'y rend pas est en infraction parce qu'il remet en cause l'énoncé collectif d'une volonté de trouver du travail.

Les activités de mécanique, de récupération et de ferrailage obligent leurs membres à une première solidarité : celle de prêter les outils, de donner un coup de main pour un transport ou un travail. Par contre, chacun se garde plus ou moins jalousement ses terrains de chasse, sa clientèle et ses débouchés. Et par ailleurs, ce réseau est porteur d'un code moral qui crée des clivages entre ses membres autour de la légalité ou de l'illégalité de certaines pratiques ; également autour de la moralité : le ferrailleur qui boit et le mécanicien qui bat sa femme ; et autour de l'exploitation des jeunes : celui qui ne donne rien et celui qui essaie de bien rétribuer le travail. Ces clivages et cette solidarité se traduisent par des alliances et des ruptures. Reste que la proximité des activités oblige les membres du réseau à se tenir ensemble pour conserver leurs locaux ; pour garder accès aux lieux de récupération, pour s'aider dans les moments de travail intense.

Les activités d'encerclement des travailleurs sociaux sont dominées par l'obligation d'informer les membres du réseau de ses démarches, de ses succès et de ses échecs. Compte tenu de l'importance de cette activité, la densité du réseau ne peut être de 100 %, c'est à dire que chaque individu qui exerce cette activité ne peut être tenu au courant des démarches de tous les autres individus qui l'exercent. Il n'y a pas d'assemblée générale avec palmarès des secours. Par contre, il y a obligation d'informer celui qui régulièrement vous informe, faute de quoi on risque une rupture grave. Ainsi ce citadin qui avait réussi à obtenir des bons alimentaires du secours catholique, une première dans l'histoire de cette cité. Il n'en a pas parlé autour de lui, mais bien sûr cela a fini par se savoir. On se demandait bien d'où venaient cette nourriture et ces bouteilles. Un membre du réseau, outré par ce manquement au devoir d'information, a téléphoné au secours catholique pour dire que cet homme se saoulait avec les bons qu'il avait obtenus. Ce qu'il fallait dire. L'attribution a été coupée net, mais coupée en même temps à d'autres qui auraient pu en bénéficier. L'obligation d'informer les autres va de pair avec la nécessité absolue de savoir tout ce qui se passe pour parer aux éventuels manquements à l'obligation d'informer.

Les activités d'échanges et de services sont réglées par l'obligation de rembourser ses dettes dans le cadre des échanges. Dans la hiérarchie des dettes, les dettes aux voisins viennent en tête. Ce sont les premières que l'on se proposera de rembourser dès que l'on disposera de liquidités ou de biens équivalents. Libre alors à votre débiteur de vous faire grâce de ce remboursement. La dette peut se transformer en don. On peut se demander si l'obligation de la dette n'est pas aussi une obligation de prêter, voire de donner.

Il est vrai par exemple que les fêtes, les cérémonies, obligent les invités à "payer" un cadeau - C. Pétonnet note à ce propos que l'on n'emploie pas le verbe offrir (1). Mais on est encore loin d'une économie de type Potlach avec obligation de donner, obligation de recevoir, obligation de

(1) "On n'utilise pas le verbe offrir, mais seulement acheter, payer". C. Pétonnet, *op. cit.*

rendre et dépense ostentatoire (1). L'obligation de rembourser est centrale parce que c'est le crédit qui est la pratique majeure. Tout commence avec le crédit, non avec le don.

Cette obligation de rembourser souffre de nombreux manquements. Le remboursement ou le non remboursement consacrent une alliance ou une rupture. La rationalité économique de cette alliance ou rupture est très forte. On remboursera plus systématiquement celui dont on a besoin, on rompra plus facilement avec celui dont on peut se passer. Le marchand de patates le dit fort bien : *"je suis connu dans toute la région ; je monte avec ma mobylette et je dis aux agriculteurs : tu peux me donner cent kilos de patates, ça m'intéresserait pour la saison. Alors dans la cité ils m'en achètent. Et ils paient. Il y en a qui me doivent un ou deux sacs de patates, mais c'est fini, je ne leur livre plus, ils le savent. Alors si ils viennent me rembourser, je leur livre. Mme ... elle me doit de l'argent, mais je sais qu'elle va me rembourser. Les gens savent qu'ils me doivent de l'argent, ils savent que je viens, alors ils me paient"*.

Mais on remboursera aussi celui dont on a besoin non pour ce qu'il prête, mais pour ce qu'il est, un costaud, un informateur d'un autre réseau, une femme dont le mari travaille. La rationalité de l'obligation de rembourser n'est pas purement économique.

Autre forme d'obligation liée au vol. Ne pas remettre en cause la sécurité de la cité, ne pas attirer sur elle la répression. Une obligation fréquemment violée, au rythme de la rubrique faits-divers du quotidien régional. Il y a d'ailleurs bien d'autres activités qui attirent la foudre, par exemple le non-paiement du loyer. Dans tous les cas ces activités sont génératrices de tensions et d'oppositions entre les citoyens, pour des motifs qui dépassent largement les activités proprement économiques.

On approche ainsi pour la première fois et par petites touches la vie sociale dans les cités. on aurait voulu en rester à une logique purement économique et se cantonner dans les obligations directement liées à l'activité considérée. Mais c'est impossible. Les activités économiques obligent à la solidarité. Mais cette solidarité obligatoire dépasse largement le cadre des activités économiques. L'activité crée des obligations, comme la nécessité d'informer ou d'être informé. Mais cette information est bien plus qu'une information économique, qu'une information sur les ressources et sur la richesse.

II - 23 - Les valeurs étalons

"L'argent est au centre des conversations, constamment mesuré et pesé", note encore G. Pétonnet (2). Certes. Mais l'argent n'est pas la seule valeur d'échange. Il n'est pas non plus le seul signe qui permet de distinguer les pauvres des plus pauvres et de mesurer la place de chacun dans la vie matérielle. Comme valeur d'échange, les bons du B.A.S. ; comme signe de distinction, les meubles.

(1) Cette économie qu'analyse Marcel Mauss, *Essai sur le Don*, et qui sert souvent de modèle aux chercheurs pour l'analyse des échanges.

(2) *op. cit.* p. 128

La réserve alimentaire et les bons du B.A.S.

La richesse relative se mesure au remplissage du ventre. Le ventre n'est que l'annexe du placard et du frigidaire. C'est le premier vide à remplir lorsqu'il y a de l'argent disponible. D'abord avec la trilogie de l'indispensable : pain, patates, lait. Dites aussi : pâtes et couscous. Puis, s'il reste de l'argent, avec des oeufs, de la viande, de la charcuterie, de la volaille. Les plus riches ont le plus de viande ; quelquefois ils ont aussi un congélateur, qu'il faut pouvoir remplir. Mais pour beaucoup les placards se vident plus vite que ne se remplissent les poches et c'est là que les bons du B.A.S. prennent leur valeur. Chaque famille inscrite au bureau comme ayant droit peut recevoir entre 20 et 120 F par semaine en bons alimentaires. Bons roses à 10 F, bons verts à 5 F., bons bleus à 1 F. Il est interdit de rendre la monnaie sur ces bons. Interdit également de délivrer de l'alcool. Deux interdictions dont font fi les commerçants et les clients, pour une fois solidaires. L'utilisation des bons sera fonction des autres ressources du bénéficiaire. Un individu isolé disposant uniquement des bons pour se nourrir, achètera ces patates, lait, pain et rien d'autre. Dans une famille ce peut être la possibilité pour un mari sans salaire et privé de ses droits au chômage, de participer au budget familial. Dans le cadre d'un réseau d'échanges, c'est l'occasion pour l'un ou l'autre, dépensant en une fois ses bons de la semaine, d'acheter la viande ou les légumes pour le couscous d'un soir et de justifier ainsi sa présence à la même table les autres soirs. Les bons ont donc le caractère ambivalent d'un argent de poche (par leur modicité nominale) dont on ne peut se passer (ceux pour qui ils constituent l'unique ressource).

La propriété particulière de ces bons est qu'ils peuvent être échangés à tout moment sans rien perdre de leur valeur nominale. C'est une valeur solidement établie dans la cité ; on trouve toujours un citoyen désireux de racheter ces bons qui servent d'argent pour toutes sortes d'échanges. C'est une monnaie locale, aussi valable que l'argent et ce même lorsque la masse monétaire en circulation dans la cité est très faible. Même encore plus : c'est une monnaie dont on est sûr qu'elle aura pour destination la nourriture. Il est bon d'en avoir dans sa poche. La solidité de la valeur des bons ne tient pas seulement à l'aspect alimentaire. Elle tient aussi à ce que l'inscription au bureau d'aide sociale permet l'accès à l'aide médicale gratuite dont nous avons parlé ; elle tient encore à ce que l'enregistrement par le bureau confère une sorte de statut, celui de pauvre connu, reconnu, enregistré, officiel et nécessairement plus ou moins protégé. Mais la valeur des bons tient avant tout à leur caractère directement alimentaire.

Le loyer et les meubles

Pratiquement vide de meubles - à l'exception d'un mauvais matelas, d'une table flanquée de deux méchantes chaises, équipé en tout et pour tout d'un réchaud à gaz, d'une casserole et de deux ou trois assiettes et couverts, plongé dans le noir après la nième coupure de courant pour défaut de paiement, privé d'eau chaude pour la même raison, le logement est une grande richesse : protection et chaleur pour l'hiver. Parfaitement tenu, équipé de gadgets modernes, meublé de salles à manger, cuisines, chambres à coucher entières que l'on change périodiquement, le même logement est une autre richesse qui consacre une valeur de différenciation sociale, de dignité, de propreté. Entre ces deux usages extrêmes du logement, une quantité d'usages intermédiaires. Mais pourquoi payer son loyer ? Nous

nous sommes posé la question devant l'importance des retards. Il y a d'abord la menace d'expulsion. Son efficacité dépend du rapport de forces entre les citadins et les institutions, et nous en avons déjà un peu parlé. Il y a également la pression des institutions qui, selon les aides, selon les lieux et selon les personnes, peuvent exiger la quittance de loyer à l'appui d'une demande. Par exemple, pour la cité des Roses, l'assistante sociale qui instruit les dossiers d'allocations mensuelles demande cette quittance. Sans même parler de l'allocation logement. Il y a également dans les motifs de paiement du loyer des affirmations d'indépendance : je paie mon loyer, donc je ne dois rien à personne, personne n'a de droit de regard sur moi ou sur ma famille.

Mais le paiement du loyer semble directement lié à l'équipement du logement et en particulier aux meubles. Dès l'origine des cités, le problème des meubles s'est posé. Les citadins arrivaient d'habitats anciens ou improvisés, avec peu de meubles ou des meubles de fortune. Ils se sont retrouvés dans des espaces carrés et vides qui appellent le meuble. Ils se sont endettés dans les Conforama du coin et de l'époque pour acheter le séjour (canapé, fauteuils, table basse), les chambrées (lits, tables de nuit, commodes et armoires), la cuisine (placards, tables et chaises). Et d'emblée ils ont dû rembourser. Ceux qui ont pu payer les meubles ont pu aussi payer le loyer. Car les huissiers sont venus, pour les meubles comme pour le loyer. Ils ont noté le séjour, la chambrée et la télé. Et cela suffisait. Les meubles sont devenus un signe de richesse, une obligation à payer le loyer. Leur absence, ou plutôt la présence de vieux meubles insaisissables parce que sans valeur, signifie à la fois que l'on est pas riche et que l'on ne paie pas son loyer. La barrière entre les pauvres et les plus pauvres est donc très nette. C'est aussi une barrière qui empêche la mobilité sociale. Celui qui a un peu plus de disponibilités financières et qui voudrait acheter des meubles ne le peut pas parce qu'il devrait en même temps payer son loyer. Cela ne l'empêchera pas de faire des travaux, de rénover son logement, mais il n'achètera pas de meubles.

Il y a ainsi des correspondances de valeur, entre la réserve alimentaire et les bons, entre le loyer et les meubles, qui sont des correspondances créées par cette vie économique particulière. Mais il y a également des correspondances de valeur qui ne sont pas économiques.

II - 3 - Micro

*"Il n'y a de vrai parent que le
billet de mille francs, d'autre ami
que le Mont de piété".*

Balzac, *La fille aux cheveux d'or*.

C'est pourquoi on peut dire des citadins, non seulement qu'ils vivent, mais encore qu'ils survivent. Dire survivre, c'est dire que les besoins biologiques -avoir faim, avoir chaud- ne sont pas avec certitude satisfaits, ou si l'on veut qu'il existe une pauvreté absolue. Ces besoins ne sont pas mesurables. Il n'est pas de seuil à partir duquel on peut considérer que l'essentiel est acquis (1). Les citadins, exception faite des quelques revenus les plus élevés, savent par expérience que périodiquement les placards sont vides et les ventres creux. Le minimum n'est pas avec certitude et en permanence assuré.

(1) Note page suivante.

Comme nous-mêmes, les citoyens ont en outre une perception subjective du minimum, une perception qui va au-delà du ventre et du taux de remplissage des placards. Ce minimum, c'est la cloche, celui qui n'a pas d'argent, ni maison, ni ami ou parent pour le protéger. Ils ont également une perception du maximum, et ce maximum, c'est ce qu'ils peuvent observer, c'est-à-dire le train de vie de celui qui dispose d'un revenu équivalent au S.M.I.C., par un travail salarié ou une bonne couverture sociale. Au-dessus, c'est la méconnaissance, qu'oblitérent les informations glanées dans la rue ou sur le poste de télévision.

Chaque individu, outre qu'il doit assurer ses besoins biologiques, doit s'assurer une place dans la hiérarchie de la cité qui le situe le plus loin possible de la norme inférieure de la cloche et le plus près possible du smicard. Survivre indique, pour ne pas dire vivre, que la norme supérieure est aussi le plus bas échelon de notre échelle sociale. L'inégalité se manifeste par la méconnaissance des modes de vie de ceux qui disposent de plus d'argent que le smicard, par le fait également que la mobilité sociale est limitée à ce plafond.

Les réseaux économiques trouvent leur efficacité maximum dans cette logique. Ils aident leurs membres à assurer le minimum. Ils les aident également dans cette quête d'un statut qui soit, ne serait-ce que par un cheveu, supérieur à celui du plus démuné. Pour démontrer cette proposition nous exposons quelques cas choisis parmi les citoyens dont les revenus sont les plus faibles.

L'homme aux bons

L'homme aux bons est tout près de la cloche. Il vit seul, bien qu'il ait une famille dans la cité, une femme qui lui a donné trois enfants. Mais il est interdit de séjour dans sa famille. Il occupe le F.2. dont lui a laissé la jouissance une femme seule qui fait des séjours fréquents dans une institution. Le logement est quasiment vide. L'homme aux bons, nous l'appelons ainsi parce qu'il n'a pour ressource régulière que les bons : 120 F. par semaine. Quand il n'a rien, il va quelquefois chez sa femme qui lui sert un café au lait et une tartine avant de le mettre à la porte. Pourtant cet homme de trente cinq ans, déjà grisonnant et voûté, trainant ses charentaises et ses sacs en plastique, n'est pas le dernier de la cité. Car il travaille. Il a travaillé une vingtaine de journées cette année, en quatre fois, sur des chantiers ; il sert de manoeuvre. Pourquoi lui ? Parce qu'il est en cheville avec Pascal, un ami de son grand fils, qui fait des chantiers au noir et qui l'emmène comme manoeuvre ou lui trouve des journées avec un

Note (1) de la page précédente :

(1) La plupart des auteurs sont à peu près d'accord sur ce point même si la recherche d'un "impossible seuil de pauvreté" continue à inspirer plusieurs organismes. Voir pour une synthèse de ces orientations de recherche S. Milano, "La pauvreté en France aujourd'hui", **Dossiers pour notre temps**, N° 7, Mars-Avril 1981 ; "Que sait-on sur les besoins alimentaires de l'homme ? Sur la variation de ces besoins dans le temps et entre les groupes d'âge ?" demande l'auteur qui note par ailleurs : "d'un strict point de vue diététique, l'homme pourrait, comme l'observe Samuelson, se nourrir de quelques fèves et de quelques abats. Or les habitudes alimentaires sont socialement déterminées de sorte qu'un régime alimentaire donné peut être à la fois acceptable au point de vue nutritionnel et inacceptable au regard des conventions sociales. Ce qui signifie qu'il est difficile d'envisager la pauvreté en dehors du système social qui la contient".

autre. Il y a un lien vaguement familial qui est un lien de réseau. Le travail lui a rapporté environ 1.500 F. sur l'année. Il double ses revenus. Mais le travail est également un avantage pour ce qu'il est dans la cité. Il fait valoir qu'il travaille, il fait le tour des gens qu'il connaît pour les avertir que demain il ne sera pas là. Il a fait préparer une gamelle par sa femme qui ne peut pas lui refuser ça. Il a le nez qui sort un peu au-dessus de l'eau et c'est ça qui compte. Il a trois lieux dans la cité où il peut aller. Sa vie tient sur deux béquilles : les bons et les journées de travail.

Le récupérateur

Dans un F.3. il y a un couple avec trois enfants. Ils ont les allocations familiales, les allocations mensuelles et des bons. Environ 15 F. par jour et par personne. On vit. La femme fait du ménage, la vaisselle et du linge dans deux familles plus aisées grâce auxquelles elle assure au moins la nourriture des enfants. Le mari doit assurer sa place dans le système et il n'a guère d'arguments en sa faveur : il ne travaille pas, n'a pas de revenus réguliers ; c'est un personnage un peu falot, un peu "bête". Son seul atout est la récupération. Il possède un vélo et une carriole et connaît les décharges. Manifestement il ne fait pas ça pour le plaisir. Il faut un besoin pressant. A deux reprises nous l'avons vu opérer des redressements spectaculaires. La première fois il s'agissait d'une bouteille de gaz. C'est lui qui a trouvé les 65 F. avec une journée de ferraille. La deuxième fois, il s'agissait d'un problème domestique, une dispute conjugale. Il est reparti avec sa carriole, a ramené une armoire de cuisine et un miroir qu'il a mis en vente en s'installant devant son garage. Il a réussi à vendre le miroir, dix francs. Il a également ramené des planches avec lesquelles il va refaire une carriole. Les hommes se sont agglutinés devant le garage. Il a fait valoir qu'il pouvait se débrouiller lui aussi. Les choses se sont arrangées avec sa femme, jusqu'à la prochaine fois.

La femme itinérante

Il y a également cette femme qui vit depuis six mois en se faisant héberger avec ses deux enfants. Elle ne paie pas sa pension, elle n'a pas d'argent. N'ayant pas de logement officiel, elle ne peut prétendre aux bons. Elle négocie les deux premiers mois d'hébergement avec une collection de poupees qu'elles a sauvées du désastre dans l'habitat précédent et qu'elle confie en gage d'un règlement financier qui ne tardera pas. Mais elle doit partir quand même et elle réussit un coup auprès de la nouvelle assistante sociale de la D.D.A.S.S., un coup qu'elle raconte et que l'assistante sociale confirme. Elle s'est présentée un vendredi soir en expliquant qu'elle n'avait plus de logement, qu'elle était à la rue avec ses enfants, qu'elle n'avait pas d'argent et qu'il lui fallait tout de suite un toit et de l'argent. L'assistante sociale a mis en route une procédure de secours d'urgence, lui a trouvé sur le champ un foyer avec ses enfants et a obtenu des bons pour le week-end, du secours catholique. "Le lundi matin j'ai téléphoné au foyer pour voir comment ça allait, mais ils ne l'avaient jamais vue, elle était retournée à la cité. Elle m'avait bien eue. Et elle a eu les allocations pour quatre mois". Elle est en effet retournée à la cité et a négocié un nouvel hébergement, arrivant munie de nourriture et certaine d'obtenir un secours qui lui permet de payer son loyer. L'assistante sociale est mi-figue mi-raisin. Elle a l'impression de se faire avoir, mais ne conteste pas l'urgence de la situation, qui est réelle. Elle était réellement à la rue sans argent. Elle aurait pu avoir une réaction différente, plus dure. Il n'est pas évident que

l'avis sera favorable lorsque cette femme demandera le renouvellement de l'allocation mensuelle. A la cité, les avis sont également partagés, parmi ceux qui connaissent l'histoire. Mais cette femme a acquis droit de cité, non seulement parce qu'elle peut maintenant payer sa pension, mais aussi parce qu'elle a prouvé qu'elle peut se débrouiller, se sortir d'une situation qui paraît bloquée.

Il est difficile d'éviter cette vision positivante et univoque d'un progrès ou même d'une rédemption par la participation aux réseaux. Il faut voir également les personnes installées dans ces réseaux, vivant correctement et régulièrement dans ces réseaux.

Max, le ferrailleur

Il y a Max le ferrailleur. Il vit en couple avec 4 enfants. Ils ont 1.003 F. d'allocations familiales, 519 F. de complément familial, et ont touché 14.000 F. cette année en allocations mensuelles. 16 F. par personne et par jour. C'est très limite. Mais Max a gagné 12.000 F. dans l'année en ferraille. Et cela monte leur revenu à 21 F. par personne et par jour. Max est un travailleur régulier, il travaille en permanence dans son garage ou en déplacement. Rien ne distingue Max, dans son appartement, des salariés de la cité. Il parle travail, moralité. L'appartement est bien tenu, les enfants sont correctement vêtus et vont régulièrement à l'école, pourrait dire le rapport de l'enquête sociale. Max est un autre homme dans son garage, couvert de graisse, il cogne sur les bagnoles pour les désosser, engueule les jeunes qui ne travaillent pas assez vite, vide sa bière à l'heure et jure comme les autres. Il disparaît des journées entières pour des besognes que sa femme n'a pas à connaître. Il donne des journées de travail à l'extérieur et ramasse un peu d'argent qu'il garde pour lui. Son statut social dans la cité est bon. Il compte peut être plus que ceux qui travaillent, car il est présent dans la journée.

Il y a également le mécano qui, d'une voiture sur l'autre, doit faire autant d'argent que Max dans son année, et qui fait de l'élevage en plus. Il y a l'intérimaire qui trouve souvent du travail parce qu'il présente bien et qu'il accepte tout ; avec les périodes de chômage, il doit gagner l'équivalent du S.M.I.C. Il y a encore, sur un autre registre, cette femme qui a eu accès à l'A.P.I. ; elle s'est vue munie d'un appartement et d'un revenu acceptable qui lui assure la clientèle régulière de trois autres femmes, lui permet de faire garder son enfant et fait d'elle un personnage important alors qu'elle n'était qu'une jeune fille dépendante de sa famille.

Entre ces deux extrêmes, les statuts sont diversifiés. Parmi les collègues de Max le ferrailleur, il y a celui qui ne fait pas la moitié de Max parce qu'il n'a pas de bons terrains de chasse ; il vit seul et il est mal vu parce qu'il est toujours sale et qu'il a une tendance à la boisson. Il y a celui qui gagne autant que Max, mais c'est parce qu'il n'hésite pas à ramasser ce qu'il ne devrait pas, ce qui lui a valu quelques vacances à l'ombre. Il est mal vu aussi, mais respecté ; on a un peu peur de lui. De même, entre l'homme aux bons et ses vingt journées de travail et l'intérimaire qui est presque un salarié, il y a celui qui travaille un mois ou deux, celui qui ne fait que du noir, celui qui ne fait que du saisonnier. Entre eux des contacts, des obligations, une morale et des intérêts communs. Mais des statuts très différents.

Les ressources économiques ne peuvent pas être analysées en dehors de la manière dont elles sont mises en circulation, c'est à dire en dehors de leur valeur sociale. Dans une famille, il y a eu un gain important au tiercé.

Ce gain a servi à acheter un congélateur, à le remplir avec de la viande, des glaces et à remplir les placards avec de la nourriture. Puis on a acheté un chauffe eau électrique, puisque de toute façon il faut payer l'électricité. Alors que l'eau chaude, pour la faire rétablir, il faudrait rattraper le retard de loyer. Et puis on a rénové un peu l'appartement, avec un lino neuf, deux ou trois meubles neufs. De tout cela, les membres du réseau ont profité. Ils ont récupéré les vieux meubles, fait honneur à plusieurs repas de fête, été invités pour le baptême du gamin. L'arrivée d'argent a permis de renforcer l'importance de cette famille dans le réseau et par extension dans la cité. Il y a l'exemple inverse, d'une arrivée d'argent qui ne sert à rien. C'est le cas de cette femme qui avait déjà contre elle le handicap d'être nouvelle dans la cité. Elle a reçu un arriéré de pension important, suite au décès de son mari. Elle aurait pu utiliser cet argent pour s'accrocher à un réseau, créer des obligations autour d'elle, multiplier les échanges. Au lieu de quoi elle a pris pour protecteur et amant un jeune homme de vingt ans qui n'est même pas de la cité, que personne ne connaît. Elle le nourrit et l'entretient et a ainsi aggrandi le cercle familial, mais elle a renforcé son isolement. *"Il lui prend cent mille tous les mois et il ne sait rien faire"*. Cette famille quittera la cité à plus ou moins longue échéance, alors qu'elle aurait pu s'y insérer.

Il apparaît clairement que la richesse est indissociablement une richesse économique et sociale. C'est l'économie elle-même qui est matérielle et politique. Survivre, c'est assurer les besoins biologiques et s'assurer une place dans la cité qui soit tout sauf la dernière place. Mais il n'y a pas une seule hiérarchie claire et écrite qui serait la hiérarchie des revenus. On peut être riche et faible, fort et pauvre. Il y a des hiérarchies qui consacrent des valeurs contradictoires, selon l'origine des ressources, valeur du travail, valeur de l'aide sociale, valeur d'une activité souterraine ; morale du bon pauvre ou du brigand ; vie sociale ouverte sur le réseau ou modelée sur la famille.

Les réseaux sont efficaces sur le plan de la survie. Ils créent des obligations, une sorte de solidarité obligatoire. Encore C. Pétonnet : "l'argent et les biens circulent dans une rotation communautaire plus subie que voulue" (1). Plus que la circulation de l'argent et des biens, c'est le lien social lui-même qui est obligatoire. Il faut nécessairement se lier, s'allier, c'est à dire aussi s'ouvrir, se laisser voir, pour que circulent les objets dont on a besoin et dont il faut se débarrasser. C'est la sociabilité elle-même qui est obligatoire.

Il nous faut encore montrer que la vie matérielle dépend du rythme des ressources, du rythme des dépenses, qu'elle est prise dans un temps particulier. C'est l'objet de notre chapitre trois.

(1) *op. cit.* p. 145.

CHAPITRE III - TEMPS ECONOMIQUE ET RYTHME ECONOMIQUE

Si l'on pouvait remonter les aiguilles, il est probable que l'on constaterait une amélioration notable des ressources des familles depuis la fin du XIX^e et sans doute également depuis les années 50. Outre les informations économiques, il y faudrait des informations démographiques -sur la mortalité notamment- dont nous ne disposons pas. A l'échelle d'une génération, le tableau serait peut être plus contrasté. Il n'est pas certain que l'installation dans les cités se soit accompagnée d'une amélioration du sort des individus concernés. A l'amélioration objectivement mesurable de l'habitat il faudrait opposer la détérioration, en partie subjective, de l'organisation sociale, fut-elle marginale. Mais surtout la conjoncture des années 70-80 se traduit pour les populations concernées par deux tendances contradictoires : une tendance à la réduction de l'emploi et une tendance à l'amélioration des aides. Il n'est pas certain que le solde soit positif. Ces deux tendances exercent des effets opposés sur le plan des ressources, mais les aides ne parviennent pas complètement, nous l'avons vu, à compenser la perte de l'emploi. De plus ces deux tendances exercent des effets négatifs complémentaires sur le plan social, l'assistance venant renforcer la condamnation de l'oisiveté. Or cette conjoncture évolue dans le mauvais sens, avec un emploi toujours plus faible et des aides qui marquent le pas. On peut raisonnablement penser que la situation de l'emploi dans les cités sera de plus en plus catastrophique, si elle s'améliore ailleurs, compte tenu de la faiblesse des qualifications et de la reproduction de l'échec scolaire (1). D'autre part on doit raisonnablement supposer, même si l'on s'efforce d'aller vers plus de justice sociale, vers une meilleure répartition des aides, que la trop fameuse crise de l'état-providence incitera à plus de circonspection encore quant à l'attribution de nouvelles aides.

Les réseaux économiques sont certainement des éléments qui permettent de maintenir un équilibre. Par ce qu'ils produisent, donc par leur effet économique propre ; par ce qu'ils échangent, donc par leur effet redistributif, et par ce qu'ils permettent d'arracher aux institutions, donc par leur effet d'excitation des transferts sociaux. Ce dernier effet revêt évidemment un caractère anti-productif puisque cette activité ne produit rien, elle n'est qu'un travail rendu indispensable par le fait que les transferts sociaux demandent à être excités pour se déclencher.

Nous avons vu que l'efficacité des réseaux économique était repérable pour des individus ou des groupes d'individus donnés. Dans la conjoncture que nous avons évoquée, les individus démunis sur le plan de l'emploi et insuffisamment munis par la protection sociale ne restent pas inactifs et survivent par des activités d'emploi, en excitant les systèmes de protection sociale et en exerçant des activités économiques à l'intérieur ou tournées vers l'extérieur de la cité. Ces activités sont l'indice d'une organisation ou tout du moins d'un essai d'organisation. Pour le comprendre, il faut délaissier la vision plate des ressources et des activités que nous avons proposée et nous intéresser à la vie économique dans son aspect dynamique, c'est à dire la replacer dans une diachronie, dans le temps. La suprématie du salaire et de la protection sociale se manifestera encore, mais on verra leurs limites, leurs manques. Et par contraste, l'efficacité des réseaux économiques apparaîtra sous un jour nouveau.

(1) Les retards scolaires, très importants et la faible qualification, ressortent des rapports des équipes éducatives ainsi que d'un ensemble d'enquêtes que nous n'avons pas cru devoir rappeler ici.

la vie économique est réglée par des arrivées d'argent ou de biens qui obéissent à des critères différents et impriment des rythmes distincts.

III - 1 - Le rythme des ressources

III - 11 - Un rythme de la famille et du statut

C'est un rythme à l'échelle de la génération. Les variations du revenu familial se produisent automatiquement au moment des naissances et des décès, qui changent la taille de la famille. Elles interviennent également au moment des pertes et des reprises d'emploi ; elles interviennent enfin par le mécanisme des aides qui enregistre les modifications de la forme familiale, du statut matrimonial et des revenus. La variation du revenu peut être provoquée par l'un de ces facteurs (ex : un décès), par deux de ces facteurs (ex : une naissance et une aide correspondant à cette naissance), ou par les trois (ex : une naissance, une aide, une perte d'emploi). Nous en donnons cinq exemples qui nous ont paru significatifs :

Cas N° 1

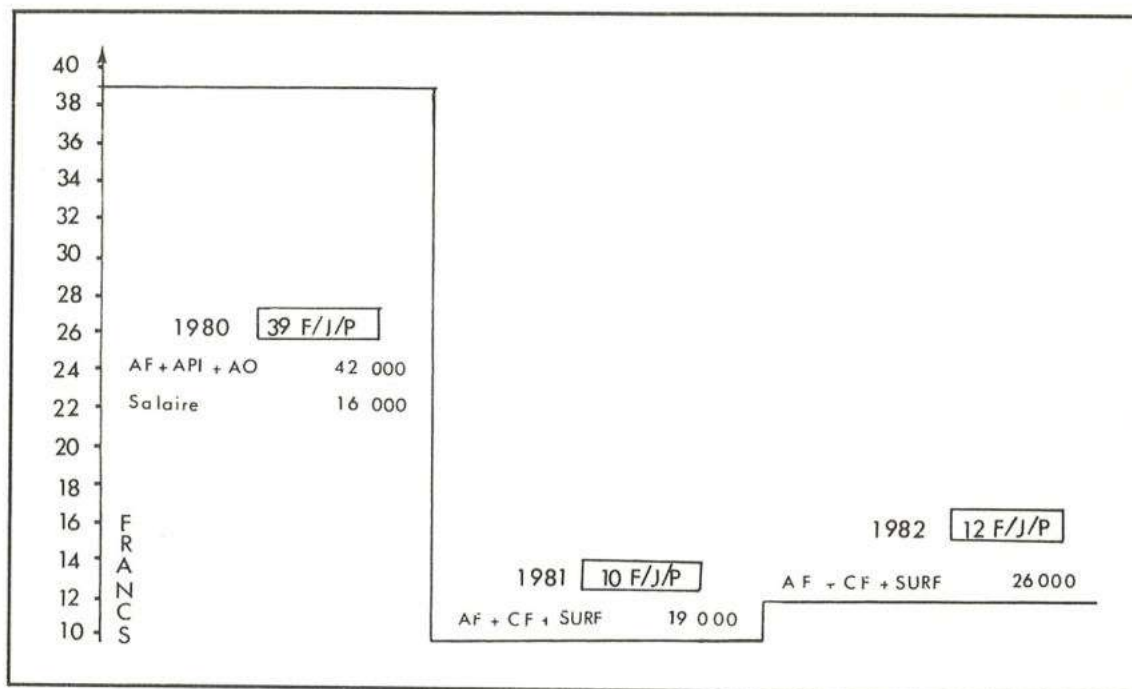
En 1980, la femme est veuve et élève seule ses trois enfants dont l'un a moins de trois ans. Elle a un travail à temps partiel qui lui rapporte 16.000 F. dans l'année ; elle bénéficie d'une A.P.I. qui complète son salaire et des prestations sociales, Allocations Familiales, Allocation Orphelin et complément familial. En 1981, deux facteurs nouveaux interviennent qui font chuter son revenu :

-Elle reprend une vie commune avec un homme qui ne travaille pas. Elle perd donc l'A.P.I. et elle perd l'A.O. Elle touche un supplément de revenu familial, SURF, qui ne permet pas de compenser la perte de l'A.P.I. et de l'A.O.

-Elle arrête de travailler, mais n'a pas accès à l'assurance chômage.

En 1982, son revenu s'améliore un peu à la suite de la naissance d'un quatrième enfant. Son revenu est devenu tellement bas que l'augmentation des allocations familiales suffit à le relever, alors même qu'il y a une personne de plus à compter.

T. 19 - RESSOURCES EN FRANCS PAR JOUR ET PAR PERSONNE

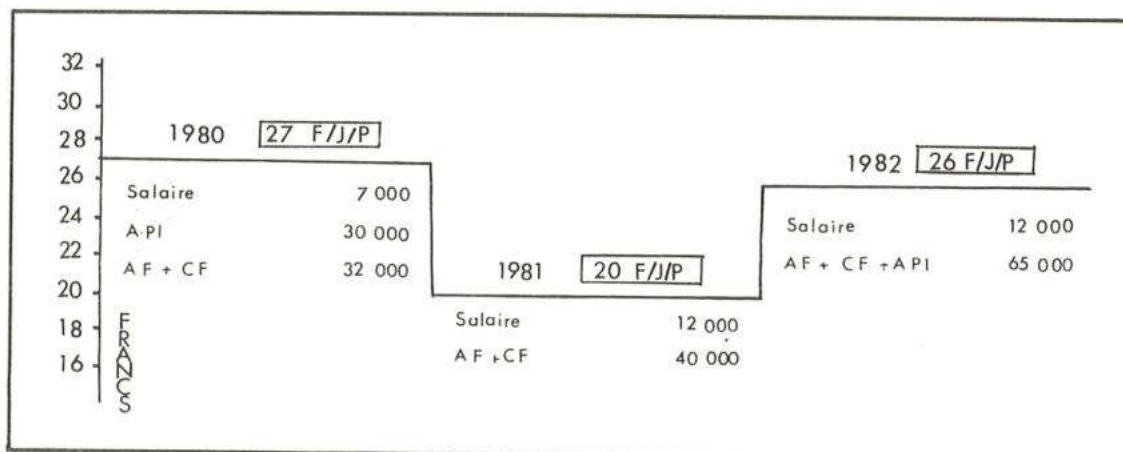


Dans cet exemple la perte du salaire et la perte de l'A.P.I. sont également responsables de la chute du revenu. L'amélioration de 1982 serait même légèrement supérieure si l'on incluait en les étalant les allocations pré et post-natales.

Cas N° 2

Le schéma suivant illustre l'influence décisive de l'A.P.I. sur un revenu. Il s'agit d'une femme seule qui travaille un peu et touche de l'A.P.I. en complément de son salaire. Son revenu chute entre 1980 et 1981 par le simple fait que son dernier enfant atteint l'âge de trois ans et qu'elle perd l'A.P.I. Son revenu remonte brutalement en 1982 car elle attend un enfant et elle touche à nouveau l'A.P.I. Son salaire n'a pas bougé pendant ce temps là.

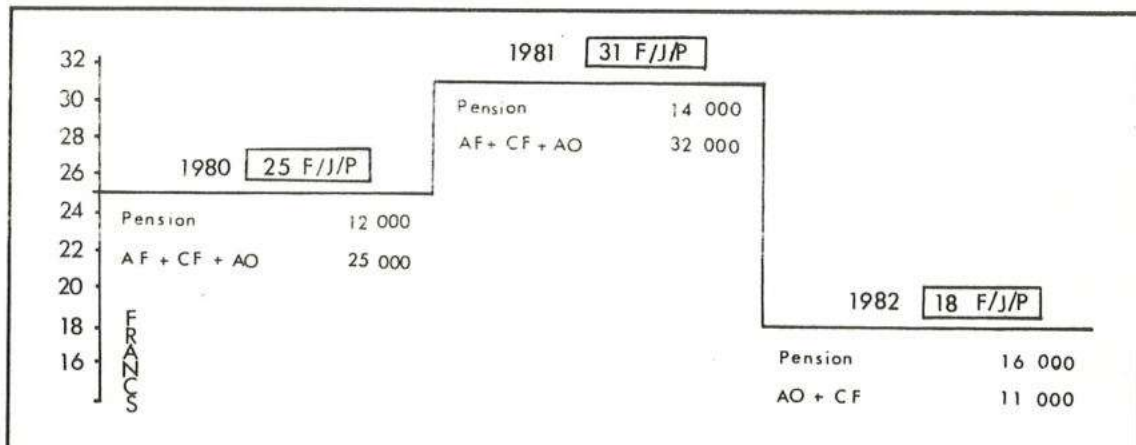
T. 20 - RESSOURCES EN FRANCS PAR JOUR ET PAR PERSONNE :



Cas N° 3

Ce cas illustre le problème particulier des jeunes de plus de dix-huit ans qui restent au foyer mais ne travaillent pas. Cette femme qui élève trois enfants vit de sa pension et des prestations sociales. Son revenu augmente légèrement entre 1980 et 1981, en même temps que sa pension et les prestations, c'est à dire qu'il suit le coût de la vie, puisque ces revenus sont exprimés en francs nominaux et non en francs constants, qu'ils ne tiennent pas compte de l'inflation. Son revenu chute brutalement en 1982 au moment où ses enfants atteignent l'âge limite de dix-huit ans mais ne quittent pas le foyer, ne travaillent pas, ne poursuivent pas d'études.

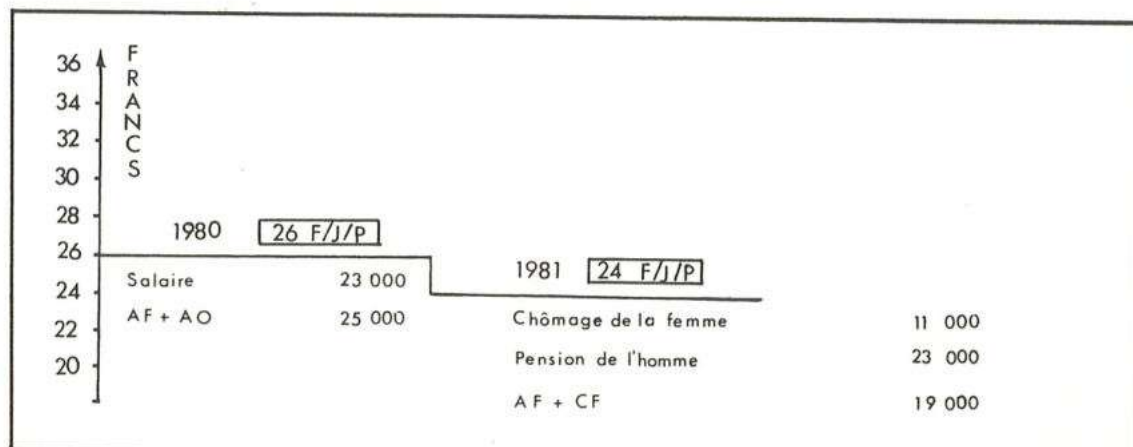
T. 21 - RESSOURCES EN FRANCS PAR JOUR ET PAR PERSONNE



Cas N° 4

Le passage d'une forme monoparentale à la vie maritale ou au mariage exerce des effets contradictoires selon que le concubin apporte ou non des ressources au foyer. Dans le cas suivant, cette veuve avec quatre enfants (elle a en réalité six enfants, mais deux d'entre eux sont placés et n'interviennent pas dans ce calcul) reprend un compagnon et fait un enfant. Elle perd l'allocation orphelin, gagne un peu sur les allocations familiales et, comme son concubin, apporte une pension, le revenu par tête ne chute presque pas bien qu'elle passe au chômage et que l'assurance chômage ne lui octroie que l'équivalent de la moitié de son salaire précédent. Dans cet exemple, il y a préservation d'un équilibre précaire par la conjonction de plusieurs facteurs familiaux et professionnels.

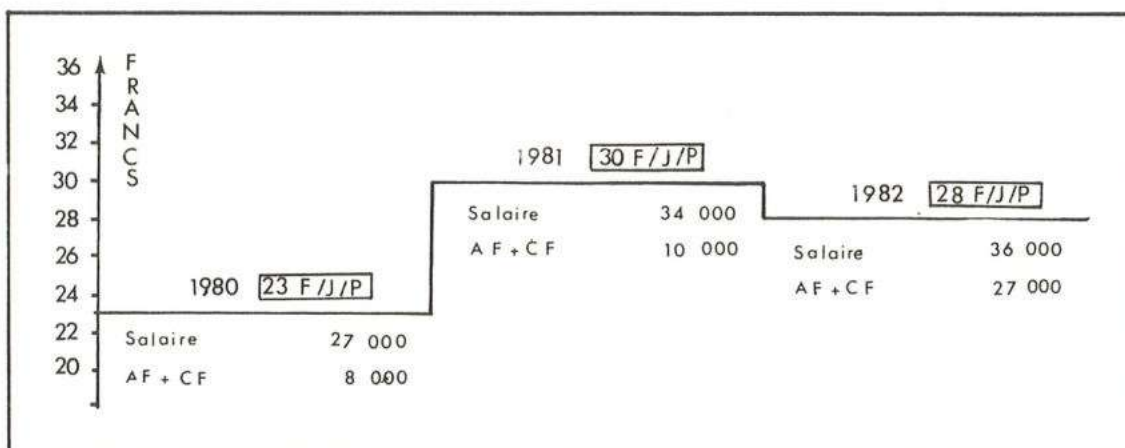
T. 22 - RESSOURCES EN FRANCS PAR JOUR ET PAR PERSONNE :



Cas N° 5

Cet exemple illustre le fait que les prestations sociales n'agissent plus de façon positive sur les revenus dès qu'il existe un salaire du niveau du S.M.I.C. Dans le cas présent, il s'agit d'un couple (vie maritale) avec deux enfants. Leur revenu de 1980 augmente légèrement en 1981 avec le salaire de l'homme et les prestations sociales. En 1982 ils font un enfant et ils récupèrent un enfant d'un premier lit de l'homme, qui était placé. Malgré l'augmentation du salaire de l'homme, les allocations familiales correspondant à quatre enfants ne permettent pas de maintenir le revenu de cette famille au niveau de 1981.

T. 23 - RESSOURCES EN FRANCS PAR JOUR ET PAR PERSONNE



La perte de revenu sera d'autant plus sensible que le salaire est élevé. Elle est déjà sensible pour un salaire équivalent au S.M.I.C.

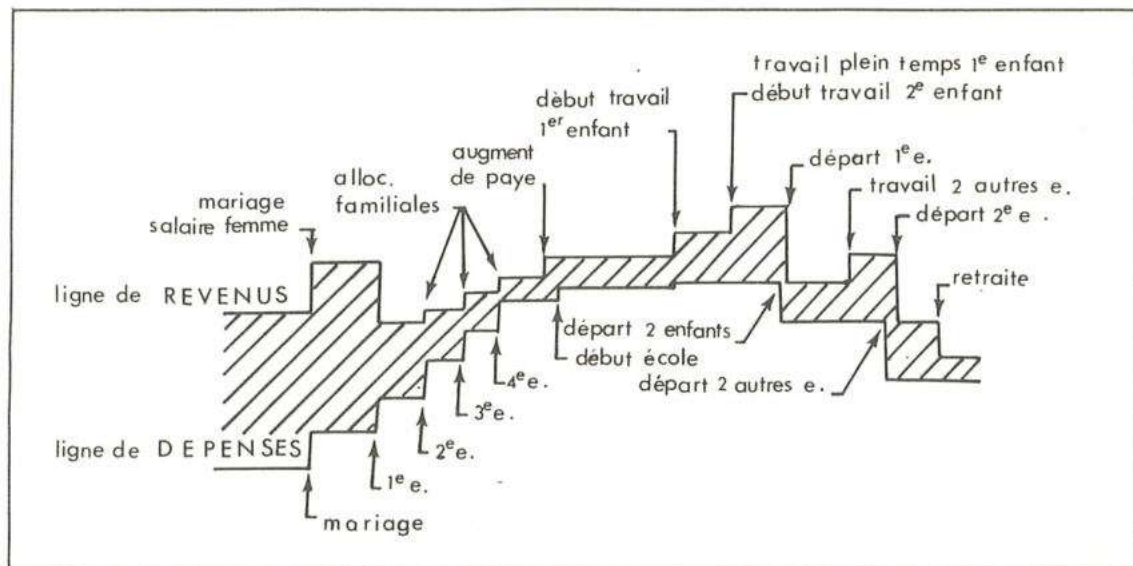
Les variations de revenus ne sont dans la réalité pas aussi brutales que dans les schémas ci-dessus, formés à partir de l'enregistrement annuel des revenus par les caisses au 30 Juin. Les changements de situation interviennent à n'importe quel moment de l'année et sont enregistrées avec plus ou moins de retard ; donc les revenus devraient être représentés par des ondulations sur les années. Mais les niveaux minima et maxima d'une année sont bien ceux qui figurent ici.

Il faut retenir de ces cinq exemples que les prestations sociales agissent parfois de façon "classique" (cas 3 et 5) lorsqu'il y a un salaire ou un revenu régulier (type pension), c'est à dire compensent, mais en partie seulement, les charges correspondant à l'éducation d'un enfant ; qu'elles agissent parfois de façon plus positive (cas 1 et 2) lorsqu'il n'y a pas de salaire ou un salaire très faible ; et que dans certains cas (cas 4), elles n'agissent pas du tout.

Ce rythme de la famille et du statut n'est pas accepté passivement. Ni par les institutions, qui essaient de suivre au plus près les changements et de répondre aux manques dans les revenus par l'arsenal des aides dont elles disposent. Ni par les familles qui savent comment la vie maritale, une naissance, un décès, la majorité d'un enfant, se traduisent sur le plan des prestations. Il y a certainement une réflexion économique lorsqu'on choisit un nouveau conjoint, que l'on fait un autre enfant. Mais cette réflexion est inextricablement mêlée aux considérations personnelles, privées, qui déterminent les choix. Ce rythme de la famille et du statut est un rythme lent de la cité, qui court en dessous de la quotidienneté et que l'on ne voit pas ou pratiquement pas affleurer. Nous avons peu d'observations

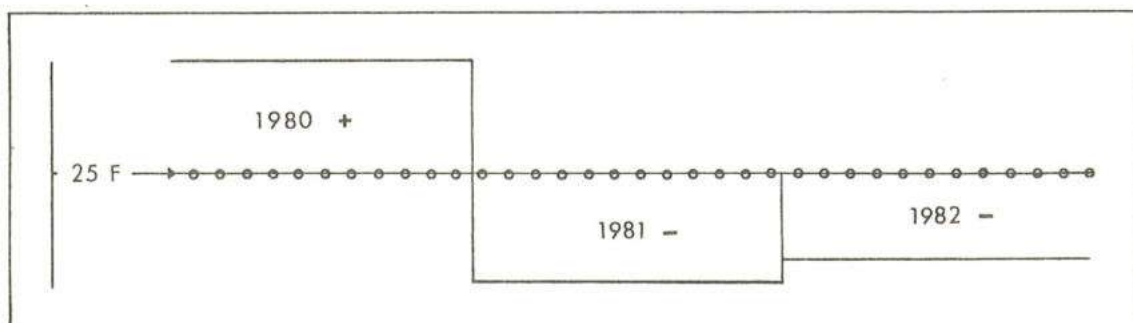
qui s'y rapportent. Pour cette raison nous n'avons pas systématisé la réflexion sur ce rythme des revenus. Elle relève d'une analyse des effets redistributifs des prestations qui appartiennent aux gestionnaires de ces prestations ou demande des études spécifiques. Et appelleraient une comparaison entre les lignes de revenu que nous avons donné et des lignes de dépense, c'est à dire des budgets. On pourrait alors montrer les périodes d'étranglement dans ces budgets en fonction de l'évolution de la forme familiale. C'est ce que propose Halbwachs dans le schéma ci-dessous (1).

T. 24 - SCHEMA DES PERIODES D'ETRANGLEMENT DANS UN BUDGET EQUILIBRE :



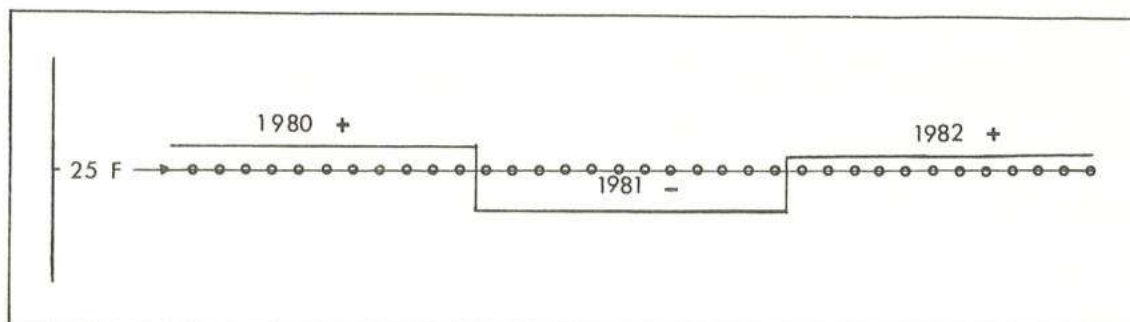
Ce modèle serait éventuellement applicable aux familles qui disposent d'un salaire ou d'un revenu régulier suffisamment important. Mais pour la majorité des familles ce modèle est caduc. Sur la ligne des revenus les seules variations seraient celles introduites par les prestations sociales. Quant à la ligne des dépenses elle serait tout simplement confondue avec la ligne des revenus. On dépense en permanence tout ce que l'on a, qui est notoirement insuffisant. A moins, encore une fois, que l'on ne dispose d'une ligne de pauvreté absolue, d'un seuil. Auquel cas, on verrait la ligne de pauvreté absolue dépasser bien souvent la ligne des revenus. Si l'on considère par exemple que le revenu minimum est le revenu médian de 25 F. par jour et par personne, les cas que nous avons présentés se présentent ainsi :

T. 25 - CAS N° 1



(1) schéma donné par Paul Henry Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Editions du C.N.R.S., 1952.

T. 26 - CAS N° 2



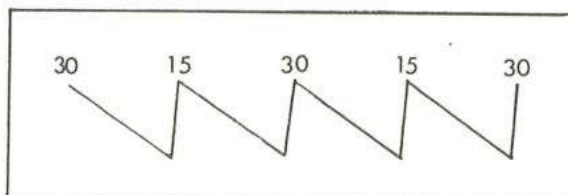
etc...

Cette caractérisation des revenus n'ajoute guère à l'analyse de la vie économique. Nous reprendrons à la fin de ce chapitre la question du budget.

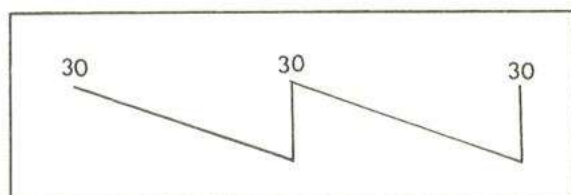
III - 12 - Un rythme binaire et répétitif

C'est le rythme auquel battent effectivement les porte-monnaie. Un rythme à deux temps, deux rentrées effectives d'argent, le 15 et le 30 du mois. Au 30 du mois les salaires et les prestations familiales. Vers le 15 du mois, les secours au titre de l'A.S.E., le chômage. En deux coups de gong, tout est dit. Le coeur économique de la cité bat de quinzaine en quinzaine pour ces deux rentrées d'argent, c'est à ce rythme que se gonflent et s'applatissent les porte-monnaie, et c'est ce rythme qui est perceptible pour l'observateur extérieur.

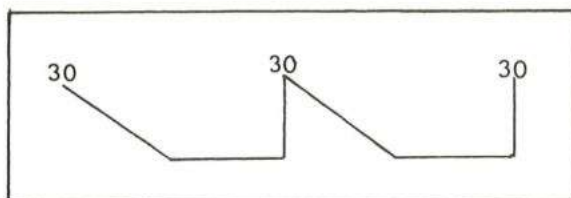
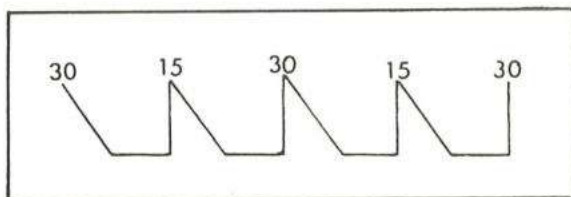
Il est évident qu'une famille disposant de revenus bloqués en fin de mois aura plus de difficultés à maintenir des liquidités disponibles qu'une famille disposant de revenus étalés sur deux versements. Les disponibilités financières d'une famille se présentent donc selon deux cas de figure. Dans le premier cas de figure on a les familles disposant de revenus étalés au milieu et en fin de mois. Leurs disponibilités financières se présentent mois après mois, et de façon répétitive, de la manière suivante :



Dans le deuxième cas de figure, on a les familles disposant de revenus versés en une fois à la fin du mois :



Les revenus étant le plus souvent insuffisants, les disponibilités financières des familles se présentent en réalité avec des périodes plates pendant lesquelles il n'y a aucune disponibilité financière. Ces périodes sont d'autant plus longues que les revenus sont faibles. Dans le cas optimum d'une famille disposant de revenus étalés sur deux versements, on aura donc deux creux monétaires, entre le 7 et le 15 d'une part, approximativement, entre le 22 et le 30 d'autre part. Les creux monétaires correspondent à des périodes où les autres familles qui disposent de revenus versés en une fois n'ont elles non plus, aucune disponibilité financière, ou bien arrivent au bout de ces disponibilités.



La cité est soumise à ce rythme répétitif qui est ressenti collectivement. La cité change de figure, change d'aspect pendant ces périodes courtes où, collectivement, elle est exsangue (1). Cette périodisation a deux conséquences importantes :

1) La masse monétaire en circulation dans la cité est semblable à une source qui se tarit à intervalles réguliers. La cité donne bien l'image d'un désert qui serait parfaitement invivable sans ces injections répétées de ressources que constituent les transferts sociaux.

Dans ces périodes la cité est exsangue, elle est en manque pourrait-on dire ; il n'y a de l'argent liquide nulle part. Les bons alimentaires du B.A.S. tirent de là leur valeur que nous avons qualifiée de valeur-étalon. Ils sont de l'argent et plus que de l'argent, ils sont dans ces moments-là l'argent lui-même. C'est bien le facteur temps qui détermine l'efficacité des ressources, quelque soit leur provenance. Et du même coup la valeur des biens de consommation. Les produits alimentaires conserveront leur valeur nominale qui correspond à leur valeur d'usage. Mais tous les autres biens susceptibles d'être vendus pour se procurer des liquidités ne seront plus évalués en fonction de leur valeur nominale mais en fonction de la masse monétaire disponible dans la cité. La faiblesse de la masse monétaire dans ces périodes agit à la fois sur l'offre et sur la demande. Sur l'offre parce que les individus et les familles seront nombreux à vouloir se séparer de leurs biens mobiliers lorsque les liquidités seront à leur niveau le plus bas ; sur la demande parce que dans cette même situation les possibilités de paiement donc d'achat immédiat seront très réduites. Un poste de télévision acheté 4.000 F. pourra être revendu 800 F. un mois plus tard.

(1) A cet égard la mensualisation généralisée et obligatoire des salaires ne constitue évidemment pas un facteur de progrès.

2) Les réseaux économiques, dont les produits apparaissent faibles au plan monétaire, ont l'avantage décisif d'apporter des ressources indépendantes de ce rythme des aides et du travail. Le manque de liquidités dans les cités incite les membres des réseaux à accélérer les rentrées d'argent dans ces moments-là. C'est le moment que l'on choisit pour aller chez le ferrailleur. D'un autre côté, ils attendent la fin du mois pour vendre dans la cité. Mais les réseaux ne sont pas entièrement soumis à ce rythme. Ils sont pris dans un rythme annuel ou saisonnier qui dépasse cette périodisation. Faire partie d'un réseau est un avantage. D'abord parce qu'avec le nombre, il y a statistiquement de fortes chances que l'on se trouve lié à des individus qui perçoivent des revenus au moins aux deux périodes du mois, c'est à dire le 15 et le 30. Ensuite parce qu'avec les ressources des réseaux il y a maintien d'une activité économique et de ressources à un moment où ces ressources font défaut à la majorité. Les réseaux permettent aux activités d'échanges et de services de se maintenir pendant les creux monétaires. En effet, s'il n'y avait plus aucunes disponibilités financières, les activités d'échanges et de services seraient totalement dévalorisées. A rien ne servirait de faire un bricolage, de rendre un service ou de faire la vaisselle s'il n'y avait aucun moyen de rétribuer ces services dans l'immédiat, dans la minute où ils sont vitaux. Il nous paraît inutile de reprendre les propriétés des différents réseaux de ce point de vue. Il est clair qu'un travail au noir, une activité de mécanique, la possibilité de ramener des légumes du jardin, ou encore une démarche dans une institution, un vol, une avance d'un pensionnaire sont des moyens efficaces de lutter contre l'état de manque général qui caractérise la cité dans les périodes de creux monétaires. Dans ces moments-là les membres des réseaux se retrouvent les égaux des plus riches, les égaux de ceux qui ont suffisamment de revenus pour maintenir des réserves alimentaires ou financières sur tout le mois.

III - 13 - Un rythme aléatoire

Le temps économique n'est pas aussi mécanique, avec le rythme binaire et répétitif des ressources mensuelles, le rythme plus lent des changements dans la forme familiale et le statut. Il y a d'autres changements, qui sont autant d'aléas plus ou moins prévisibles.

1) Il y a le temps des rappels. On ne peut les recenser systématiquement. Mais pour la cité des Lilas, par exemple, en 1982, il y a eu 7 rappels : 4 rappels d'A.L. pour des durées de trois à six mois ; ce sont des locataires qui se mettent en règle ; deux rappels qui portent conjointement sur l'A.L. et le C.F., pour des périodes de trois à six mois ; un rappel pour une A.A.H. sur une période de douze mois. Et deux indûs, l'un pour l'A.L. seule sur deux mois, l'autre pour l'A.L. et le SURF, sur deux mois également. Il peut y avoir également des rappels de pension, pour une invalidité, un décès, un accident ; il peut y avoir un gain au jeu. Il y a d'un autre côté la grosse dette qui vous tombe dessus, les 30.000 F. de retard de loyer, sous peine d'expulsion, les 20.000 F. de meubles sous peine de saisie, que l'on avait presque oubliés.

Ces rappels et ces dettes sont perçus dans le présent, et dans ce qu'elles déterminent pour l'avenir. On ne songe pas qu'elles viennent corriger les erreurs du passé. On songe qu'elles apportent des ressources pour tout de suite, ou qu'elles apportent des dettes, pour demain. Mais dans les deux cas, elles dérangent le rythme des ressources, elles donnent un pic plus élevé que d'habitude sur la crête des ressources, ou font chuter brutalement le revenu pour quelques temps.

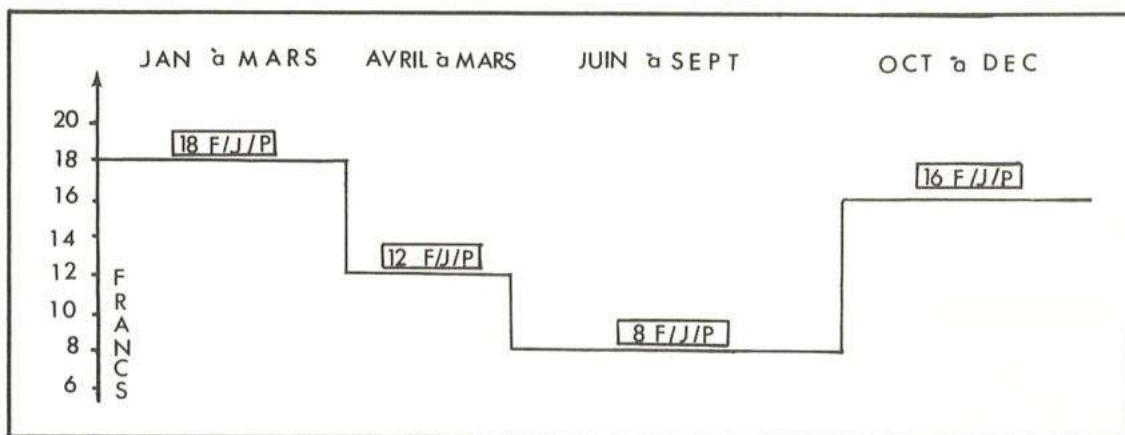
2) Il y a également le temps des allocations mensuelles, qui ont la particularité d'être accordées pour des périodes courtes, de trois à six mois généralement, quelquefois deux ou même un mois, et d'avoir des montants différents. Leur effet sur les revenus est très important lorsqu'il n'y a pas de salaire. Et dans ces cas-là, c'est un effet désorganisateur car il n'y a pas de régularité assurée. Nous avons par exemple une famille de cinq personnes : ils ont seulement les A.F. : 757 F. par mois, le C.F. : 519 F. par mois, et ils ont touché 9.900 F. en allocations mensuelles pour l'année. Mais dans l'année le montant des allocations mensuelles a varié par périodes de trois mois. Pendant les trois premiers mois, elle a eu 500 F. par mois par enfant, soit 4.500 F. Puis les allocations mensuelles sont brusquement descendues à 200 F. par mois par enfant. Décision administrative qui n'engageait pas l'assistante sociale, celle-ci ayant émis un avis favorable à la prolongation de l'aide. Au bout de ces trois mois, la femme a demandé une prolongation mais exigé que le montant soit relevé à son niveau initial. L'assistante sociale lui a dit que cela ne marcherait sans doute pas et la femme s'est mise en colère. Mauvaise tactique. L'assistante sociale n'a pas apprécié et lui a rappelé que les allocations mensuelles étaient une mesure exceptionnelle, non un droit. Sentant que c'était foutu, n'ayant plus rien à perdre, la femme a cassé les pots de fleurs de la salle d'attente et du bureau.

(enregistré) *"cette vieille coche, grosse morue, je lui ai foutu son bureau en l'air, il n'y a pas de danger qu'ils aient des pots de fleurs, ils n'en ont plus parce qu'ils me voient arriver, ils doivent se dire : planquez les pots de fleurs".* Résultat : trois mois sans allocations mensuelles. Elle y est retournée quelque temps après et a obtenu une nouvelle demande appuyée par l'assistante sociale. 400 F. par mois par enfant pour les trois derniers mois de l'année.

(enregistré) *"j'y suis retournée, ils m'ont dit : "vous êtes calmée ? J'ai dit oui, mais la prochaine fois c'est pas les pots de fleurs que je vais foutre en l'air, je vais foutre en l'air votre bureau".* Elle se vante un peu peut-être. Mais elle avait pensé à amener la carte de pointage de son concubin, elle l'avait fait pointer pendant les trois mois, bien qu'il ne gagne rien au chômage, juste pour avoir le papier à montrer.

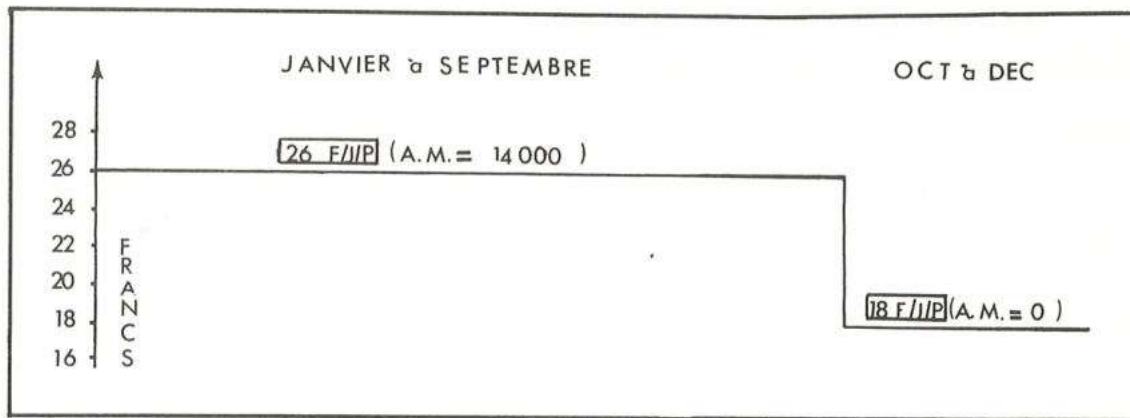
L'histoire "allocations mensuelles" se traduit pour cette famille par des variations importantes sur le revenu de l'année.

T. 27 - RESSOURCES EN FRANCS PAR JOUR ET PAR PERSONNE :



L'effet est naturellement moins important sur un budget avec salaire, comme on le voit dans l'exemple suivant :

T. 28 - MARIES, 5 ENFANTS, AVEC SALAIRE DE 2.000 F. , A. F. ET C. F. DE 2.000 F.



3) Il y a également les suppressions de certaines aides qui sont des facteurs de rupture dans les revenus. Nous avons été les témoins d'une telle aventure, survenue dans la cité pendant notre recherche. Une vingtaine de personnes ont reçu une lettre semblable à celle dont nous fournissons ici le modèle (voir page suivante). Une lettre annonçant la suppression des bons du B.A.S. Nous avons parlé de la valeur de ces bons, de leur utilité dans les périodes de creux monétaire. Rien d'étonnant à ce que les récipiendaires de ces lettres réagissent vivement à cette suppression comme à une déclaration de guerre.

Réaction collective d'indignation : la nouvelle fait le tour de la cité. Réactions individuelles de survie : chacun essaie de trouver une solution. Réaction collective de protestation. On essaie d'identifier le responsable de la mesure. Examinons chacune de ces réactions :

Réaction d'indignation du récipiendaire de cette lettre

(enregistré au magnétophone) :

"Les bons, j'y ai plus droit aux bons, de la part de monsieur...Le grand con. je le dis franchement pendant que tu enregistres, le grand con. Il a dit qu'il allait saquer tout le monde. Il saque tout le monde ; surtout quelques uns ; il y en a quelques uns qui ont encore les bons ; j'en ai plus, moi. Soit disant que ça faisait neuf ans que j'avais les bons. Ça faisait pas neuf ans que j'avais les bons, c'est pas possible, ça.

-C'est peut être vrai, les années passent vite.

-Sûrement pas, ça faisait pas neuf ans. Entre deux, j'ai travaillé, moi. Et pourquoi il m'a enlevé mon allocation logement .

-Tu la touchais avant ?

-Non je l'ai jamais touchée, mais pourquoi Marcel il l'a.

-Surtout que tu es bien vu par les éducateurs.

-Je suis bien vu ! C'est moi un des premiers qu'est arrivé ici. Non, mais faut réfléchir un peu. Un jour j'ai demandé à manger pour me dépanner là-haut. Rien du tout. Il n'y a personne. Alors je n'aime pas ça. Rien du tout. j'ai quand même deux gosses, moi. Aux autres ils en donnent et pas à moi".

Monsieur
 Directeur du B.A.S.
 à
 Madame
 cte des

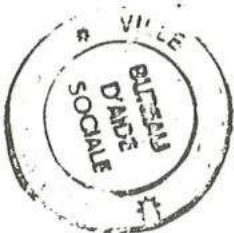
Madame,

Le B.A.S. vous accorde des bons alimentaires depuis
 nous sommes. Nous ne pouvons vous prendre en charge à vie. Votre
 situation ne s'étant pas améliorée, nous avons pris la décision
 d'interrompre notre aide alimentaire. Vous ne percevrez plus de
 secours en nature à compter du 1^{er} Mai 88.

Veuillez agréer, Madame, mes respectueuses salutations

Le Directeur,

M^r doit faire
 du redouble d'emploi.
 Voir les calculs



Il est remarquable que le responsable de la mesure soit également désigné comme celui qui a fait supprimer l'allocation logement alors que d'une part il n'y a jamais eu de demande (et jamais de loyer versé) et que d'autre part le directeur du B.A.S., responsable de la mesure, n'a en rien le pouvoir de faire supprimer une allocation logement qui ne relève pas de sa compétence.

L'identification du responsable de la mesure a été l'objet d'une autre scène remarquable.

Identification du responsable

La mesure de suppression étant annoncée à échéance de deux mois, il y a indignation, mais pas affolement ; en deux mois il peut se passer bien des choses. Plusieurs personnes touchées par cette mesure appartiennent au même réseau spécialiste des travailleurs sociaux et s'indignent ensemble. On en parlera au maire, aux journalistes, mais avant tout il faut connaître le responsable de la mesure. L'un des membres du réseau n'a pas reçu la lettre fatidique. Il descend au bureau d'aide sociale, comme chaque semaine, pour toucher ses bons et nous l'accompagnons, nous le regardons faire. Dès qu'il pénètre dans le bureau, l'employée municipale lui tend les bons, sans rien lui dire, sans s'inquiéter de notre présence.

(Phrases reconstituées de mémoire)

-*"qu'est-ce que c'est que cette lettre que les gens ont reçue ?"*

La femme s'énerve tout de suite et répond à côté :

-*"On n'en sait rien, nous ; on est parachutées ici ; on connaît pas le boulot, on n'a pas toujours envie de faire ce boulot(ou ce travail je n'en suis pas sûr). Les gens qui sont au chômage, ils n'ont qu'à faire comme nous, ils n'ont qu'à accepter le boulot même si ça ne leur plaît pas. Ils refusent et après ils sont à la charge de la société".*

-*"Mais, insiste-t-il, c'est bien Monsieur Milon qui a décidé d'envoyer cette lettre ?"*

-*"oui, c'est lui ; il y a des gens qui reçoivent des aides depuis trop longtemps, ils en profitent ; ce n'est pas possible. Mais vous vous n'avez pas reçu de lettre ?"*

-*"Non j'en ai pas reçu ; d'ailleurs je n'en recevrai pas, ils n'oseront pas m'en envoyer".*

-*"Alors si ce n'est pas votre problème, qu'est-ce que vous avez à vous en occuper ? Ne vous occupez pas de ça, ce n'est pas votre problème les gens qui exagèrent."*

L'homme se fait tout doux, dit qu'effectivement il y a des gens qui exagèrent, que ce n'est pas son problème puisqu'il n'a pas reçu de lettre ; il semble faire le mouton, parler doux pour sauver ses bons à lui. Il dit au revoir et merci poliment, mais dès qu'il est sorti il exulte :

-*"Tu vois, c'est lui qui a décidé ; j'en étais sûr de toutes façons, mais je voulais la preuve ; et cette fois j'ai la preuve ; elle l'a dit, tu as entendu, tu es témoin."*

Il raconte la nouvelle à tous ceux qu'il rencontre et la nouvelle fait le tour de la cité.

Réactions individuelles de survie

Il n'y a pas de report immédiat d'une activité vers une autre. La perte des bons ne pas se traduire immédiatement par une activité économique. Mais peu à peu chacun va chercher à s'assurer une nouvelle prise. L'un trouve une filière pour des bons au secours catholique, une filière où les autres vont essayer de s'engouffrer mais qui s'épuisera vite, nous en avons parlé au chapitre précédent. L'autre va chercher des corvées qu'il n'aurait peut-être pas cherché si activement s'il n'y avait eu cette catastrophe. Quant au récipiendaire de cette lettre, vous avez vu que la lettre porte une notation manuscrite indiquant qu'il doit trouver du travail et s'adresser aux éducateurs. Il va effectivement voir les éducateurs et après plusieurs démarches il trouve quatre jours de travail dans une entreprise de transports, comme manoeuvre. Il travaille ses quatre jours, attend sa feuille de paie, et sa femme se précipite au bureau d'aide sociale avec la feuille de paie montrant que son homme a travaillé quatre jours : (enregistré) :

"Je vais voir le directeur pour qu'il me redonne les bons ; mon homme avait travaillé quatre jours. Je lui dis : il a travaillé quatre jours ; tu m'as dit, je veux qu'il travaille, même s'il travaille quatre jours, je te fais avoir les bons, je te redonnerai les bons. Il me les a même pas redonnés, je l'ai traité, je lui ai foutu son bureau en l'air. Je lui ai montré les papiers, il a dit ça suffit pas, il faut qu'il travaille plus. Je lui ai dit : oh ! il va pas aller voler une banque pour te faire plaisir, je lui dis, tu donnes bien aux autres mais nous tu nous donnes quoi ? Je lui ai dit que j'ai habité aux villerets (son quartier ancien, avant la cité), que j'avais les bons ; ça vient pas de cette année les bons , je lui ai dit ; ça ne t'intéresse pas, tu n'étais pas au bureau. C'est vrai, il n'était pas au bureau".

Cet exemple nous permet de comprendre la perception ambivalente des aides par les populations-cibles. L'ancienneté des aides, leur permanence, les fait percevoir comme un flux éternel, qui ne doit pas s'arrêter et comme un droit, comme un dû ; dans l'exemple ci-dessus, les bons sont une sorte d'avantage acquis, accordé par cet ancien directeur du B.A.S. qu'elle considère comme un patron et que le nouveau patron ne devrait pas remettre en cause. Mais si les citoyens s'attribuent ainsi un droit qui n'en est pas un, s'ils disent "mon" parent isolé, "mes" bons et "mon" salaire unique, c'est aussi dans une sorte d'incantation, parce que toutes les prestations, y compris celles qui correspondent effectivement à un droit, leur apparaissent précaires, soumises au bon et au mauvais pouvoir de tel ou tel individu. Cette perception ambivalente ne coïncide pas avec ce que nous disent les travailleurs sociaux sur le thème de l'assistance :

"les gens se font avoir par l'assistance. Un beau jour, les secours s'arrêtent, et les gens sont encore plus désemparés. Ou alors le comité de tutelle les largue du jour au lendemain dans la nature alors qu'ils sont incapables de gérer leur budget".

C'est exact en partie ; il y a effectivement des ruptures dans le système des aides. Mais les citoyens le savent, ils s'y attendent. Et la "mentalité" de l'assisté, ce n'est pas une "mentalité" passive, c'est d'une part cette appropriation incantatoire des aides : mon secours, mes bons, dont on espère qu'elle sera efficace, et d'autre part c'est l'effort pour trouver des nouvelles ressources, qu'elles soient dérivées du système de protection sociale ou d'un autre système économique, peu importe ; l'essentiel est qu'elle vienne

remplacer avantageusement l'ancienne.

Tous les rythmes économiques évoqués ci-dessus, sont des rythmes plus ou moins fabriqués par nous, rationalisés. Ce sont les rythmes du sociologue, cet historien raté du temps qui court. Le seul rythme économique pleinement ressenti et vécu, c'est le rythme du quotidien. Se lever ; traîner avec un café ou un sandwich ; aller faire les courses en ville ou juste en bas au camion de l'épicier qui stationne jusqu'à midi : c'est plus cher mais c'est moins loin, et puis ça permet de bavarder, de voir ce que les autres achètent. Penser au repas du soir ; engloutir ce repas. Dormir.

Les flux économiques interviennent comme des coups de tonnerre dans ce quotidien. Lorsque le frigidaire et le placard sont vides, la fébrilité s'empare des citadins. Tout est bon pour se procurer le repas du soir. N'importe quelle occasion, n'importe quel coup, n'importe quel travail qui apportera la pièce de dix francs salvatrice, les deux bons acceptés par l'épicier ou le panier accordé par les éducateurs. C'est de l'économie au coup par coup, on donne un coup de main au gardien pour les poubelles, à tout hasard on essaie les éducateurs, on fait une tournée de ferraille en ville, on essaie de vendre un meuble ou un bibelot. C'est un état d'urgence qui autorise le vol chez l'épicier, l'exigence d'un remboursement immédiat de la part d'un voisin qu'il aurait mieux valu ne pas brusquer, le casse du local des éducateurs, la fauche dans les champs, l'emprunt forcé à plus faible que soi.

Les inégalités sont flagrantes dans ce quotidien. Celui qui dispose d'un revenu convenable ne connaît pas cette panique. Il maîtrise aussi un temps plus étendu que le temps du quotidien. Pourtant tous les individus et les familles, à leur échelle, doivent gérer et prévoir en fonction de tous ces rythmes différents.

III - 2 - Prévision et gestion

"La pauvreté ne se gère pas, elle se combat". Nous avons critiqué, avec un peu d'ironie, cette proposition du rapport Oheix et établi que les transferts sociaux en direction des citadins correspondaient bien à une gestion institutionnelle de la pauvreté. Nous donnons maintenant un ensemble d'indications et d'observations sur la façon dont les citadins gèrent eux-mêmes leur pauvreté, c'est à dire comment ils utilisent leurs ressources.

III - 21 - Dépenser, c'est prévoir

A la Caisse d'épargne du Havre, où sont versées les allocations familiales, il y a de l'électricité dans l'air à partir du 26 du mois. Le receveur a dû confectionner des affiches qui avertissent les citadins impatients : "Les allocations familiales ne sont pas arrivées". Ces affiches évitent aux employés d'essayer les questions énervées des citadins. Dans une autre cité, on attend avec la même impatience le facteur qui délivre les chèques à encaisser à la poste. L'arrivée du facteur est annoncée et saluée avec soulagement : mon secours est arrivé. Le facteur est insulté et honni lorsqu'il est en retard ou lorsque le chèque n'est pas à la hauteur des espérances, il est félicité et remercié, pourboire à l'appui, lorsqu'il est en avance ou que le chèque répond à ces mêmes espérances. Le brave facteur est investi d'un pouvoir énorme qu'il ne détient nullement, le pauvre.

Une fois le chèque arrivé, il faut encore descendre à la poste et réussir à se faire payer. Pour plusieurs personnes il y a une incertitude jusque

sur le paiement, car elles ne disposent d'autre justificatif que le livret de famille. Il arrive que l'employé qui se trouve au guichet ce jour-là exige une pièce d'identité, considérant que le livret de famille est insuffisant. Tout repose sur la compréhension du receveur qui connaît les citadins depuis des lustres et accepte de payer sur présentation du livret de famille : (enregistré) :

"Quelquefois elle ne veut pas me payer. Elle me dit : avez vous une pièce d'identité ? - Oui j'ai mon livret de famille. Elle ne veut pas me payer parce qu'elle dit que le livret de famille n'est pas une pièce d'identité. Alors le receveur lui a dit l'autre fois que le livret de famille était valable, qu'elle devait me payer. Le receveur a dit : vous êtes obligée de payer les gens tant que je ne mets pas un mot à la porte pour dire que le livret de famille n'est pas une pièce d'identité".

Cette anecdote pour faire valoir que l'incertitude règne jusqu'au moment où l'on tient l'argent dans sa main et encore jusqu'au moment où l'on franchit la sortie. Une rupture dans les revenus à prévoir lorsque le receveur partira en retraite. Cette incertitude explique en partie que les citadins se fassent souvent accompagner à la porte par des témoins qui attesteront de leur identité. Mais la présence de co-citadins, cause ou conséquence, revêt une signification plus large. Elle rejaillit sur la cité où l'on se communique le montant des aides que l'on a reçues, permet de savoir combien les autres ont reçu. Il y a une faiblesse indéniable des citadins devant une administration compliquée comme la poste. Une autre femme nous explique qu'elle possède une carte d'identité mais qu'elle n'ose pas la montrer parce qu'elle est trop vieille, toute écornée et déchirée. Par ailleurs les plus démunis sont aussi ceux qui ne connaissent que l'argent liquide, qui ne possèdent ni compte bancaire, ni livret de caisse d'épargne. Mme Lefils parle avec quelque agacement et aussi avec admiration d'une personne qui dispose d'un livret de caisse d'épargne : *"quand je lui apporte des pilules (qu'elle obtient avec l'aide médicale gratuite), elle ne va pas descendre à la poste pour vingt francs, alors, elle me les donne après, on est en compte. Dès fois, elle m'avance de la nourriture, je lui rends pas tout de suite".*

Nourriture et vêtements

Une fois versé, l'argent est investi avant tout dans l'alimentaire. "Der Mensch ist was er isst", l'homme est ce qu'il mange (Feuerbach) ; "et ce dont il se vêt", pourrait-on rajouter. Cette double préoccupation recquiert l'emploi des ressources du 15 et du 30 du mois.

Voici comment Mme Lefils utilise son argent en ces deux occasions : (enregistré) :

Lorsque le chèque arrive, j'achète des provisions dans mon frigo.

-C'est surtout pour manger ?

-Ah, oui, que pour manger, j'achète que du manger.

-Tu en achètes pour soixante mille francs (c'est le montant de son chèque).

-Non, des fois j'en achète pour vingt mille, et puis je vais au boucher, j'achète de la viande, des fois pour dix ou douze mille. J'achète en deux ou trois fois. J'attends que la viande diminue ou alors j'achète par lots. Et quand le secours arrive, je fais la même chose".

Plus tard Madame Lefils complète ses informations et nous explique qu'elle n'achète pas seulement de la nourriture, mais aussi des "bricoles". Les bricoles se sont des vêtements.

- "Des fois j'achète des bricoles ; là quand j'ai touché mes allocations,...non, c'est mon secours que j'ai touché, j'ai acheté des godasses à mes filles à la Cathédrale, c'est moins cher ; et puis là quand je vais toucher mes allocations, je vais retourner là-bas et je vais acheter des affaires pour mes gosses. C'est les soldes.

- Tu sais à l'avance ce que tu vas acheter ?

- Oui parce que je le marque, et puis je vois s'il y a des choses qui sont pas chères".

Plusieurs remarques doivent être faites sur cet entretien enregistré qui confirme des propos non enregistrés d'autres personnes :

- Mme Lefils ne fait pas de différence entre les allocations et le secours de l'A.S.E. ; elle hésite, se trompe. Ou plutôt elle fait bien une différence, puisqu'elle rattrape son erreur, mais c'est une différence sur les dates et le montant. Elle distingue les allocations du secours parce que le secours est plus important et parce que c'est la ressource du milieu du mois.

- Mme Lefils n'achète pas au hasard. Elle cherche le moins cher, tant pour la nourriture que pour les vêtements et chaussures. Et prévoit ce qu'elle va acheter : elle marque. Cette femme fait pourtant partie des plus faibles économiquement, des plus démunis. Mais elle gère son argent, elle prévoit. Son budget est faible et elle le consacre entièrement à l'alimentaire et au vestimentaire. Cette gestion n'est pas contradictoire avec ce que les travailleurs sociaux nomment l'imprévoyance des familles. Les travailleurs sociaux nous disent : *"ils n'ont pas de prévoyance, ils mangent des patates à l'eau du quinze au trente"* . En l'occurrence, ce n'est pas tout à fait ça :

la famille de Mme Lefils mange des patates à l'eau du 7 au 15 (ou au jour où arrivent les secours) et du 22 au 30 (au jour auquel arrivent les allocations familiales). Ce sont seulement les termes qui sont contradictoires, l'interprétation. Cette imprévoyance correspond à une prévision objective, à la prévoyance de Mme Lefils qui se dépêche de tout investir ses ressources dans la nourriture et les vêtements avant que l'argent ne disparaisse dans des choses moins essentielles comme les dettes qu'elle a réussi à ne pas acquitter, ou des envies qu'elle pourrait avoir -pourquoi pas ? - de tel ou tel objet.

- Le budget de Mme Lefils, comme celui de nombreuses familles, est polarisé sur les aides et géré entièrement par la femme. Son concubin est son locataire et son pensionnaire. Elle le nourrit, elle lui achète ce dont il a besoin mais en échange, s'il garde une pièce au passage, il lui donne sa paie quand il travaille ou son argent lorsqu'il récupère ou qu'il bricole. C'est la règle générale.

Deux hiérarchies de dépenses

Que faire lorsqu'il reste de l'argent, une fois le frigidaire et les placards remplis ? Ou lorsqu'une somme d'argent importante, rappel ou gain, est soudainement disponible ? Cette question appelle deux réponses différentes qui révèlent deux hiérarchies de dépenses et presque deux modes de vie.

Une hiérarchie de la promotion sociale ;

Elle touche les familles dont les revenus sont suffisants pour non seulement assurer la nourriture et les vêtements mais encore payer régulièrement le loyer et les charges. Il est impossible de donner une limite chiffrée à cette aisance. Mais pour ces familles les prestations sociales sont parfois un simple complément du salaire et toute ressource supplémentaire permet effectivement d'améliorer la vie quotidienne, autorise à consommer. Consommation principale : les meubles. Nous avons analysé leur valeur de différenciation sociale, de promotion, de distinction diraient certains. Viennent ensuite les vêtements, aussi bien les vêtements de la femme que ceux des enfants. Ce mode de vie des plus favorisés est certainement aspiré par un effet économique vers le haut, vers une promotion sociale qui rapproche ces citadins de valeurs plus traditionnelles : on veut que les enfants soient bien habillés, qu'ils travaillent à l'école. Mais cette promotion ne joue pas nécessairement contre les autres citadins. Il peut y avoir une rupture qui conduira à plus ou moins long terme à un départ, mais cette rupture n'est pas automatique ; elle est subjective, sentimentale même, autant que matérielle. Et il peut y avoir maintien ou même consolidation des liens entre des familles économiquement fortes et d'autres familles économiquement plus faibles.

Une hiérarchie de la survie organisée

Nous avons expliqué dans le chapitre 2 que la question du loyer créait une limite difficilement franchissable entre les citadins, limite visible dans le phénomène des meubles. La limite est plus importante encore et consacre pour les familles qui sont en deçà une hiérarchie de dépenses toute différente. Il est même difficile à ces familles d'imaginer qu'ils pourraient utiliser l'argent à autre chose qu'à de l'alimentaire ou du vestimentaire. Lorsque nous demandons à une autre femme qui dispose d'un budget proche de celui de Mme Lefils ce qu'elle ferait si elle disposait d'une grosse somme d'argent, elle répond naturellement qu'elle remplira son placard et son frigo. (enregistré)

-*"Et lorsque le placard et le frigo seront pleins ?*

-*J'achèterai des affaires à mes enfants.*

-*Et lorsque les enfants seront habillés ? S'il y a encore de l'argent ?*

-*Je remplirai le placard et le frigo".*

On nous pardonnera la caricature, mais cette femme sait pertinemment que le placard et le frigo se seront vidés entre temps. Et elle a raison. Cette autre femme qui vient de toucher les allocations post-natales (environ 2.000 F.) réagit de la même façon. Elle rembourse quelques dettes dans la cité, prête de l'argent à sa mère, et confie le bébé à une autre femme. Elle descend au super-marché et dépense tout le reste de l'argent. Elle achète des provisions de couches, de la layette, du lait en poudre. En cela elle répond bien à l'incitation implicite de l'allocation. Mais elle achète également de la nourriture, des conserves surtout : 20 litres de lait, un pot de 5 Kg de moutarde, 20 paquets de café, une dizaine de boîtes de petits pois, etc... Elle achète enfin des choses pour elle, des fringues, du maquillage. Pour ramener tout ça, elle prend un taxi, ce qui offusque les éducateurs. Mais elle fait ainsi preuve d'une certaine prévoyance économique, c'est à dire de la capacité à prévoir qu'elle n'aura bientôt plus de disponibilités pour ces achats.

D'où l'importance du congélateur dans la hiérarchie des dépenses. Il se

place juste après la nourriture et les vêtements. Mme Lefils s'en excuse presque. Elle a parfaitement conscience que faire des courses dès que l'argent arrive est le meilleur des comportements économiques. Si elle ne dépense pas tout tout de suite, si elle est obligée de faire ses courses en deux ou trois fois, c'est qu'elle n'a pas de congélateur. Une autre femme nous dira la même chose : c'est parce que son congélateur est trop petit. C'est donc la première chose à laquelle on songera en cas d'arrivée d'argent.

L'acquisition d'un congélateur peut relever d'une stratégie de longue haleine. On essaiera d'avoir un crédit chez le commerçant, pour peu qu'on puisse présenter une feuille de paie acceptable. Ou l'on achètera un appareil d'occasion. Ou l'on essaiera d'obtenir un prêt de la caisse. Mais il y a parfois une incompréhension de ce côté, comme l'explique Mme Lebras : (reconstitué) :

"je voulais acheter un congélateur de 250 litres, c'est pratique avec les enfants et comme j'avais pas assez d'argent, j'ai demandé à la caisse. Ils m'ont envoyé une visiteuse pour savoir si j'en avais vraiment besoin. Elle arrive. Elle était d'accord que j'en avais besoin, mais elle ne voulait pas que j'achète un 250 litres. Elle disait qu'un cent litres c'était bien suffisant. Je lui ai dit : c'est un 250 litres que j'ai besoin. Elle a dit non, 100 litres ça suffit. J'ai dit faut quand même pas pousser. Elle est partie et finalement je l'ai acheté moi-même".

Ce congélateur ne sert pas qu'à Mme Lebras. Il sert à plusieurs familles (1).

Et s'il reste encore de l'argent ? C'est le logement que l'on améliore, mais avec des comportements variés. L'un achètera une deuxième bouteille de gaz pour parer à toute défaillance financière. L'autre fera rétablir conjointement le gaz et l'eau chaude en réglant ses charges aux H.L.M. et en promettant pour le loyer. Le troisième optera carrément pour une solution alternative et fera installer un chauffe eau d'occasion, branché sur une bouteille de gaz par un autre citoyen. Ou investira encore dans le logement en posant des carreaux, des lins neufs, des serrures aux portes. Sans oublier la télévision en couleur.

Et s'il reste encore de l'argent ? Viennent alors des dépenses d'investissement. L'un fera poser une ligne de téléphone : il y a 10 lignes à la cité des Lilas, 7 lignes à la cité des Roses. Une dépense qui engage d'autres dépenses, auxquelles on ne peut pas toujours faire face. Mais les factures sont peu importantes. On téléphone beaucoup à l'intérieur de la cité, aux amis du pavillon ou du bâtiment d'à côté. On téléphone aussi aux institutions pour tâter le terrain, avoir des informations. Ou à l'hôpital, aux gendarmes. Le téléphone fait venir d'autres citoyens, qui paient ou ne paient pas leurs cinquante centimes.

Autre investissement : le vélo ou la mobylette ; la carriole. Et pourquoi pas la voiture. On achète aussi pour travailler : c'est la tronçonneuse, la caisse de clés pour la mécanique. Ou pour fuir : la caravane, la tente. Et puis les dépenses un peu plus folles : la chaîne stéréo. Après la nourriture, les vêtements et le logement, les dépenses sont difficiles à classer, répon-

(1) Nous donnons à la fin de ce chapitre, en intermède, un récit fait d'éléments imaginés et de déclarations reconstituées, de la démarche d'une femme en vue d'obtenir un prêt pour un congélateur. cf. *infra* intermède, clin d'oeil.

dent à des logiques individuelles et collectives diverses et parfois contradictoires. La dépense la plus ultra : dans une cité, une dizaine de magnétoscopes et location de cassettes vidéo.

Toutes ces dépenses, comme les dépenses prises dans la hiérarchie de la promotion sociale, sont des valeurs de différenciation sociale, consolident le statut de tel individu, de telle famille dans la cité. Mais elles ne relèvent pas de la même logique. On pourrait dire qu'il y a une force centripète dans la survie organisée, une logique qui ramène à la cité toutes les richesses et toutes les valeurs, une sorte de logique interne. Et une force centrifuge dans la promotion sociale, une logique qui tend à se conformer à un modèle extérieur, à des valeurs sociales plus traditionnelles. On ne peut certes pas désigner des groupes antagonistes aux contours repérables. On peut parmi les plus riches désigner celui qui vit à la cité comme dans n'importe quel habitat, qui dit bonjour et bonsoir, couche ses enfants à huit heures et a un mode de vie traditionnel dans un environnement dont il se méfie, qu'il rejette, qui le rejette. Il partira ou bien, s'il ne réussit pas à partir, il sera peut-être l'homme à la carabine, qui fera un jour la une du journal, local ou national. On peut parmi les plus pauvres repérer celui qui éructe à longueur de journée sa différence, rapine et rançonne, crie son appartenance à Chicago. Entre les deux, la grande masse des citadins est traversée par ces deux forces, ces deux logiques, ces valeurs et ses hiérarchies contradictoires. Et le fléau de la balance n'est pas uniquement réglé par le niveau de revenus.

Les dépenses somptuaires les plus folles déclenchent l'indignation des travailleurs sociaux acharnés à maintenir un fragile équilibre budgétaire et qui voient cet équilibre détruit par une dépense invraisemblable, un robot ménager à 1.000 F. ou une ménagère en argent achetée à crédit. Sans parler de l'homme qui grille sa paie en une soirée dans cinq bistrots, pour épater les copains. Mais ces dépenses peuvent être rentables socialement, si elles permettent à son auteur de se faire une place dans la cité, de consolider cette place et elles seront rentables par la suite lorsqu'on lui rendra la monnaie de sa dépense. Les fêtes et les cérémonies, les invitations et les cadeaux, sont de bons indicateurs de la valeur sociale des dépenses ; celui qui dépense pour les fêtes dont les autres citadins sont exclus sacrifie à cette force centrifuge qui l'écarte de la cité. Mais celui qui invite des citadins, les convie, leur offre des cadeaux ou les régale investit en même temps dans la cité, pour le meilleur et pour le pire. Or ce ne sont pas systématiquement les plus riches qui investissent dans un sens et les plus pauvres dans l'autre. Tout est question de mesure, de proportion. La moindre fête élève celui qui l'offre. Il invitera plus pauvre que lui, pour mieux s'en distinguer, mais pas trop pauvre pour ne pas dégoûter les plus riches que lui, qu'il invite aussi pour s'en rapprocher. Celui qui n'invite pas, c'est celui qui n'a pas plus pauvre que lui sous la main. Ou celui qui n'a pas plus riche que lui dans la cité. Nous reparlerons des fêtes.

III - 22 - Prévoir, c'est travailler

Les individus et les familles ressentent pleinement le temps qui court, le temps du quotidien, ainsi que le temps répétitif des ressources du 15 et du 30. Au delà, le rythme de la famille et du statut et le rythme aléatoire des rappels et des suppressions sont vécus comme des accidents, des changements brusques dans le quotidien. Cela n'empêche pas les individus et les familles d'anticiper sur ces changements, cela n'empêche pas les réseaux économiques d'exercer leurs activités sur un rythme propre, et cela se manifeste aussi dans la réponse aux dettes que l'on a contractées.

Prévision sur les aides

Nous avons montré le poids des allocations mensuelles sur les revenus et nous avons donné leur importance globale pour les cités. Chacun mesure le temps d'allocations mensuelles qui lui est accordé et prépare sa nouvelle demande. Mme Latreille nous en parle à l'avance : (enregistré) :

"J'ai reçu une lettre que je suis acceptée pour trois mois, mais après il faut que j'y retourne".

Mais M^{lle} Latreille a des problèmes avec l'assistante sociale qui est intransigeante sur le loyer et la quittance d'électricité qu'elle exige systématiquement. Mme Latreille prend soin de se munir de sa quittance d'électricité et elle a aussi une quittance de loyer ; c'est une quittance plus ancienne, mais ça devrait marcher.

"C'est elle qui m'a fait baisser le secours. Parce que mon homme ne travaille pas. Alors je lui ai répondu : si mon mari ne travaille pas, il y en a d'autres qui ne travaillent pas. Et puis moi je vais l'envoyer voler mon bonhomme, comme ça il va être en tôle, vous allez être contente. Elle a dit mais non, c'est pas ça ; il faudrait qu'il trouve du boulot. Je lui ai dit : donnez-y-en vous du boulot, je lui ai dit. Je vais vous amener mes deux enfants, vous allez voir si vous allez les nourrir. Elle m'a dit : comment vous payez la lumière ? Alors je lui ai dit : voilà la quittance de lumière, de courant, de loyer, parce que c'est elle qui a mes quittances, elle les garde pour regarder combien je dois donner. Alors je lui ai dit : vous avez qu'à faire la demande de secours et puis vous m'en donnez la moitié, comme ça, je suis sûre que mon loyer est payé. Mais elle veut pas. Elle m'a dit : vous l'avez déjà fait une fois, mais ça n'a pas marché. Elle me donnait cinquante mille et elle payait cinquante mille de loyer. Elle m'a dit : il faudra revenir et puis je suis revenue, elle n'était pas là, elle était partie en vacances".

Mme Latreille est prête à accepter cette sorte de tutelle sur le loyer, pour conserver ses allocations mensuelles. Mais cela ne l'empêche pas de traiter l'assistante sociale de tous les noms. Il est significatif que Mme Latreille considère que cette assistante sociale est la pire de toutes celles qu'elle a connues : (enregistré) :

"C'est la pire de toutes, c'est une vraie salope, une pourriture".

On peut raisonnablement penser que ce jugement est conjoncturel. C'est la pire parce que c'est elle qui maintenant la prive. On a toujours le pire. La cote d'amour des travailleurs sociaux, c'est le taux de remplissage du porte monnaie. Mme Latreille compare cette assistante sociale à toutes celles qu'elle a connues auparavant et c'est bien celle-là la pire, pire même que celle qui lui a enlevé ses enfants :

"Elle était gentille, elle me donnait du charbon, elle me faisait des bons, ou alors elle me donnait des sous. La mère...aussi, ça allait, elle était pas con, elle ; je lui aurais demandé un papier, elle l'aurait fait ; la plus con, c'est celle qu'on a en ce moment".

C'est celle qu'elle a en ce moment. Le papier à demander, c'est un papier exigé par le secours catholique, un papier certifiant qu'elle ne touche pas de secours. C'est une des solutions de rechange imaginée par Mme Latreille. Demander des bons au secours catholique. L'autre solution qu'elle envisage, c'est d'aller à la caisse demander un prêt pour se mettre en règle avec le loyer. Mais c'est une solution de longue haleine. C'est une troisième solution qu'elle met en place. Elle va attendre d'avoir le bon de paie de son homme, qui a travaillé quinze jours, et elle retournera voir l'assistante. En même temps elle va aller voir une autre assistante sociale de la ville, à qui elle va demander un papier pour le secours catholique. Ça ne marchera peut être pas, mais on ne sait jamais. Si ça ne marche pas pour le secours, elle demandera au moins le papier pour le secours catholique ; elle ne pourra pas refuser. Elle dit aussi qu'elle ira à la préfecture du département, elle sait que les demandes de secours sont instruites là-bas. Il n'est pas sûr qu'elle irait vraiment. Mais elle répond ainsi à l'assistante sociale qui s'est déchargée en arguant d'une décision administrative.

Au rythme des saisons

Chacun rêve d'un emploi stable et correctement rémunéré. En attendant, il y a les activités économiques des réseaux. Les activités d'emploi permettent de combiner travail au noir, travail intérimaire, travail saisonnier et chômage. Sur une année, cela donne trois mois d'intérim, trois mois de noir, trois mois de travail saisonnier, puis du chômage que l'on prolongera peut être. La nouvelle réglementation du chômage -elle augmente le temps de travail déclaré minimum et limite l'indemnisation à une durée équivalente à celle du travail déclaré- va casser ce rythme. Mais il restera un rythme économique à l'année, marqué par le retour des saisons, ces mêmes saisons où l'on jardine, où l'on pêche, marqué par le retour des fêtes foraines, des foires, pour travailler ou pour s'amuser. Les activités de ferrailage, de mécanique et de récupération se ressentent moins de ce rythme des saisons, encore qu'il est plus facile de sortir l'été, qu'on aura tendance à se replier dans les garages l'hiver.

Les réseaux économiques sont certainement nourris par les transferts sociaux, comme nous en faisons l'hypothèse au chapitre 1. Les individus qui exercent ces activités ne pourraient le faire s'ils n'avaient ces béquilles sociales. Mais les réseaux ont l'immense avantage d'apporter des ressources dans les creux monétaires, dans les moments où l'on en a le plus besoin.

Attendre et faire attendre

"Les gens sont comme des citrons ; quand on les a pressés, il n'y a plus de jus". Cette remarque désabusée -et quelque peu méprisante- d'un fonctionnaire des H.L.M., résume bien la situation. Si le loyer n'est pas payé, c'est aussi parce qu'il se présente en dernier dans la hiérarchie des dettes. Le Directeur de l'hôpital pourrait s'en plaindre autant. Le papier bleu de la perception, le vert "rappel avant poursuites", le rose "dernier avertissement", ne quitteront la boîte aux lettres que pour s'entasser dans un tiroir, être mis au rencart. Mais justement ces boîtes aux lettres toujours cassées, cabossées, déchirées, éventrées, à tel point qu'elles sont devenues le signe distinctif des mauvais quartiers. C'est la première chose que le reporter va filmer. C. Pétonnet voit dans le bris des boîtes aux lettres une atteinte symbolique au nom et à travers le nom à la personne, coupable de ce qu'elle est, coupable d'être désignée, et qui s'auto-détruit, s'auto-punit en détruisant

la boîte qui porte son nom. Il faut sans doute relier le bris des boîtes aux lettres du côté de la vie matérielle aux factures qui s'y entassent et que l'on ne peut pas payer, qu'il n'est pas question de payer.

Et pourtant on paie certaines factures, on rembourse certaines dettes, et ce pour des raisons fort différentes. Il y a les frais de justice, par exemple ; on essaiera de les payer car on risque la contrainte par corps, c'est à dire la prison, qui n'annule pas la dette. Il y a ensuite E.D.F., qui est à dire la prison, mais prêt à négocier. On paie parce qu'on ne peut pas vivre impitoyable, mais prêt à négocier. On paie parce qu'on ne peut pas vivre dans le noir. Mme Lebras par exemple, surveille attentivement sa facture et un peu avant la date fatidique va à l'E.D.F. Elle explique qu'elle ne peut pas payer, qu'elle paiera quand elle touchera son secours. *"ils le marquent sur ma fiche"*. D'autres laisseront passer la date et se brancheront chez le voisin, nous l'avons vu. Il y a surtout les dettes aux autres citoyens. Elles sont remboursées en priorité et en bonne partie parce qu'il faut pouvoir emprunter la fois suivante. Avoir un allié plus riche qui prête est essentiel. Et ne pas rembourser, c'est perdre cet allié. Pareil pour les éducateurs. Mme Lefils sait qu'elle a commis une erreur en ne remboursant pas le prêt de l'an dernier. *"je leur dois huit mille depuis l'an dernier. Ils ne me prêteront pas, ils l'ont marqué sur ma fiche"*. Les priorités dans les dettes relèvent de la prévision et d'un mode de vie plus large qui consiste à savoir attendre et faire attendre. On attend les rentrées certaines et on fait attendre les autres en leur promettant de les rembourser sur ces rentrées. Mais on attend aussi l'improbable, le gain au jeu, la journée de boulot du mari, on ne sait quelle occasion, qui peut vous faire gagner une journée, avancer vers le jour où l'argent tombe.

"L'équilibre budgétaire, explique C. Pétonnet, relève moins d'un savoir comptable soustrayant les dépenses aux recettes, que de la résultante de deux forces : celle du désir (de se conformer aux nécessités sociales de dépenser) et celle de la résistance au désir". Il est certain que sur les sept postes traditionnels d'un budget : hygiène et soins-transport et communication-culture, loisirs et distractions-consommation-habitation-habillage-alimentation, seuls les trois derniers ont quelque signification. Les budgets sont nécessairement à courte vue. Mais les deux forces dont parle C. Pétonnet ne sont pas si distinctes. C'est le désir lui-même qui est formé, au moins en partie, par le revenu et clivé entre la nécessité de dépenser pour manger, s'habiller et habiter, et la nécessité de dépenser pour survivre socialement.

La notion de survie que nous avons définie précédemment, s'enrichit ici d'une dimension nouvelle, celle de la prévision. Survivre, c'est être capable de prévoir un toit, de la nourriture et être capable d'exister socialement, être capable de se protéger. Si l'on est capable de cela, on est fort socialement, même si économiquement on est faible. Les familles les plus fortes sur le plan économique ne sont pas nécessairement les plus fortes au plan social. Nous avons montré qu'elles étaient parfois aspirées vers l'extérieur de la cité. C'est une cause ou une conséquence du rejet des modes de vie propres à la cité. La vie économique se résume à des inégalités dans l'argent et dans le temps qui ne coïncident pas exactement avec les modes de vie. Cela tient à ce que la position de chacun dans la cité, et aussi bien ce qu'il mange, repose aussi bien sur son niveau de revenu que sur des pratiques sociales et des valeurs que nous allons maintenant pouvoir commencer à décrire.

Une remarque encore. Les différents rythmes économiques que nous avons décrits montrent que la cité vit un temps économique pluriel, que les individus et les familles vivent à des rythmes économiques distincts. "Ces temps

multiples et contradictoires de la vie des hommes", dont parle F. Braudel (1) sont tous saisis ici dans la courte durée, dans le temps court "à la mesure des individus, de la vie quotidienne-le temps par exemple du chroniqueur, du journaliste" (ibidem). Il est difficile de lire un changement profond en l'espace de dix, vingt années que nous avons évoquées en remontant à l'origine des cités. Nous avons parlé d'une conjoncture et d'une probable tendance de cette conjoncture : diminution de l'emploi, amélioration des aides. Cette tendance générale est présente dans tous les rythmes économiques de la cité. Les réseaux économiques paraissent peu importants au regard de cette tendance. Mais ils ont l'avantage, eux, d'appartenir à un temps beaucoup plus long, de relever de pratiques ancestrales. L'essoufflement que l'on a pu repérer, cette "destruction des économies marginales", n'est peut-être qu'une illusion du temps court, un essoufflement provisoire dû à l'amélioration des aides. Mais que ces aides s'arrêtent, qu'une guerre éclate, qu'une guerre économique bloque la protection sociale et l'on verra les pratiques économiques ressurgir. Ce n'est pas nécessairement souhaitable, nous le dirons dans nos conclusions.

Bornons-nous pour le moment à constater que même ici les rythmes économiques ne dominent pas exclusivement l'histoire de la cité. Celle-ci est faite également de tensions sociales et politiques que nous examinons dans les chapitres suivants.

(1) Fernand Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, coll "champs", flammariion.

INTERMEDE

clin d'oeil

Micheline veut acheter un congélateur à tout prix. Elle sait qu'elle doit ruser pour obtenir un prêt auprès de l'assistante sociale du quartier qui est toute nouvelle arrivée. Pour se donner du tonus et pour faire un parcours sans faute, Micheline se remémore les subtils conseils d'Argos, un ami qui lui veut du bien.

"J'ai pas de rendez-vous mais je voudrais la voir"

La secrétaire va te regarder et de demander ce que tu veux, te faire asseoir gentiment et te faire attendre. Faut être patient. Mais si elle a trop de travail elle te donnera un rendez-vous la semaine d'après, alors dis que tu ne pourras pas revenir, que tes enfants sont malades.

"Vous habitez où Madame ?"

"Je suis la voisine des Argos, je voudrais la voir parce que ça ne va plus avec les H.L.M."

Micheline, ne lui dis pas tout de suite que t'as deux ans de retard, montre ton papier rose dans son bureau, c'est plus facile comme ça. Et puis prend ce papier là, elle te le demandera, ça, dis que t'as le droit de pas payer les trucs de la mairie.

"Entrez dans ce bureau, Mme Thomson est libre".

"Voilà, ça ne va pas...voilà mon papier..."

"Quel problème vous amène...vous habitez où ?"

"Fontenoy, Madame, sur le palier d'Argos, on s'entend bien".

"Comment va t-il ?"

"Oh, bien, il a peut-être trouvé du travail chez Renault, il y retourne demain".

Déconne pas là. Elle va vouloir comprendre. Elle va peut-être poser des questions sur ce que tu gagnes, tes dettes, ne parle pas de ce que tu dois à la C.A.F., ni de ton ardoise au Suma...Assieds les enfants sur les chaises qu'elle va t'offrir et reste debout, c'est plus facile.

"Ne croyez pas que je me plains, j'aime pas me plaindre, je viens jamais ici, j'ai besoin de personne, mais je comprends pas ce papier rose ?"

"Faites voir...ça, c'est l'hôpital, c'est une facture non réglée à l'hôpital qui date de 4 mois, 387 F., c'est la journée aujourd'hui..."

- "Moi je suis pas d'accord, je ne dois rien à l'hôpital. C'est quand mon fils a été hospitalisé envoyé par sa nourrice, il est pris en charge à 100 % par Mme la D.D.A.S.S., c'est normal que ce soit remboursé..."

- "Votre enfant est R.T....heu, recueilli temporairement ?"

- "Il n'est pas chez moi quoi, on s'en occupe à la Maison de l'Enfance."

- "Ah bon, je vais voir ce que je peux faire, mais effectivement dans votre cas c'est plutôt bizarre."

Ne demande rien tout de suite, d'abord le papier rose, ensuite changer le logement, et à la fin, le congélateur. Je ne sais pas si elle va marcher. Elle est plus jeune que les autres Assistantes, peut-être moins bourrique et puis elle a donné un congé à la mère Raspail... Alors toi t'es comme Raspail : 3 enfants, un bonhomme qui cherche du travail. Et puis souviens toi, c'est toi la deuxième arrivée à la cité après Castel.

- "Je vais me défendre, moi, je ne suis pas d'accord on veut me faire payer alors que ce n'est pas à moi de payer. C'est comme le papier jaune, tous les ans ils veulent me faire payer. J'ai des sous mais pas pour ça, c'est pour mes gosses, faut bien remplir le corps de mes gosses."

- "Justement, Madame, c'est pour cela que je suis là, c'est pour vous aider dans vos démêlés. Je le note sur mon cahier. Il y a d'autres familles comme vous qui reçoivent des factures indûes de l'hôpital. De toute façon, il n'a pas une bonne réputation cet hôpital, il vaut mieux aller directement à Rouen. Je vais m'en occuper de cela, ne vous en faites pas".

- "J'en ai marre des papiers roses, des papiers jaunes, des papiers bleus, c'est toujours que des ennuis, et mes gosses alors."

- "C'est que vous n'êtes pas toujours en règle et que vous ne tenez pas toujours vos comptes."

- "Comment pas en règle, je sais tenir mon porte monnaie, et puis moi, j'suis pas comme Maroil, j'suis pas radin de mon assiette. Moi je donne à manger à Argos, on va pas le laisser mourrir de faim..."

Ne t'énervé pas, pas d'insultes. Si elle ne te donne pas la parole et qu'elle te coince, laisse tomber, ça sera pour la prochaine fois, mais si t'as pu en placer une, continue. Parle de tes gosses, que tu les tiens bien, que c'est propre chez toi.

- "C'est comme mon logement, c'est trop petit pour nous et puis moi je suis pas de la racaille, je voudrais quitter Chicago pour une maison, même une vieille. Nous sommes 7 à vivre avec l'oncle, en plus le fils Bourdet que sa mère ne veut plus. Il est dur mais je le tiens bien. C'est pas que c'est sale chez moi, non c'est propre, on a refait le papier peint, mais je préfère une baraque même humide, même si c'est au charbon. D'abord mon mari bricole beaucoup et puis le loyer sera moins cher : 846 F. que je paie. Vous connaissez peut-être une maison... ? "

- "Je comprends bien votre situation, mais avant de partir il faut étudier vos possibilités, je veux dire vos ressources. C'est bien de quitter Chica... Fontenoy mais vous savez, les propriétaires privés, ça ne rigole pas, faut payer régulièrement. Où en êtes vous de vos loyers ?"

- "Mais on habitait dans une maison avant et on s'arrangeait toujours avec le propriétaire, on s'entendait bien avec lui, même qu'il nous donnait son jardin pour faire du poireau, si on trouve une maison pareille, on recommence".

- "Vous n'avez pas de retard de loyer en ce moment ?"

- "Comme tout le monde un peu de retard. Je vais quand même pas payer pour ceux qui paient pas, mais les allocations aussi sont en retard, ils couvriront. J'ai été à la banque pour emprunter un peu pour autre chose, et bien ils ont refusé parce que ça les gêne. Ils n'ont pas l'habitude de me prêter..."

- "Vous vouliez emprunter pour acheter ?"

- "Oui, oui."

Doucement. Amène le congélo doucement en dernier. Fais comme si tu l'avais déjà, comme si t'avais ton crédit. Parle du demi-cochon que tu vas acheter, des légumes que l'on te donne et qui se perdent, des économies que tu ferais. Vas-y sur les économies, elles aiment. Elles préfèrent des femmes comme toi qui se débrouillent bien. Mais surtout pas un mot des bêtises de ton mari. Si elle veut savoir sur lui, il est chez sa mère. Tu sais le bureau d'Assedic c'est sur le même palier, elle n'a qu'une porte à traverser pour se renseigner, elle dirait "Monsieur Pidder est au chômage depuis combien de temps, combien touche-t-il ?" Ne fais pas ça.

- "Je vais acheter un 400 litres pour faire des économies sur la nourriture, je jette trop de choses surtout que..."

- "C'est quoi un 400 litres ?"

- "Et bien, comme Mme Raspail. Elle m'a expliqué que vous l'aviez aidé à acheter un congélateur. Parce qu'on doit me donner un demi cochon... Vous vous rendez compte, donner. Alors je vais pas perdre c'est idiot de perdre et de gâcher de la nourriture. J'en achèterai bien deux pour tout y faire tenir... Mais c'est cher. J'ai déjà cinquante mille de côté..."

- "Pour un prêt ménager, c'est une autre question. Je ne sais pas si c'est possible comme ça immédiatement, il faut que je voie de près, ça dépend de vos revenus... encore une fois il faut faire un petit mémoire... Je comprends votre empressement qu'est tout à fait légitime ? mais ça ne peut pas se faire en un clin d'oeil..."

- "J'en ai vraiment besoin, parce qu'aller toujours chez Raspail, ça devient embêtant. Et puis je préfère vous demander à vous parce que la C.A.F., l'assistante, elle est trop longue. C'est trop long la C.A.F. Plus de deux mois, faire plein de dossier. Vous... Argos m'a dit que c'est pareil..."

Ne va pas lui raconter mes emmerdes avec les flics d'hier, elle ne comprendrait pas. Je ne veux pas non plus que tu lui dises que

mon môme est très malade, elle serait capable de monter le voir. J'avais un R.D.V. y'a un mois, j'y ai pas été parce qu'elle veut que j'aille voir un établissement avec un éducateur pour Jeremy. Depuis elle m'a mis deux mots dans ma boîte aux lettres. J'y retournerai quand ça ira mieux. Quand Jeremy ira à l'école. Quand je vois la voiture monter la côte, je ferme la porte à clef et je ne bouge plus. Fait chier celle là...Maintenant que t'as lâché le morceau prend Dalila sur tes genoux. Attends, patience, reprends ta respiration.

-*"Je ne comprends vraiment pas pourquoi vous ne demandez pas à la C.A.F., ici à la circonscription on ne fait pas de prêts, ou exceptionnellement en cas d'urgence. C'est à la C.A.F., Mme Desmarin qu'il faut faire sa demande".*

-*"Non, non. Je ne veux pas".*

-*"Alors pourquoi ne prenez-vous pas un crédit directement au magasin supermarché ou l'Echo ? Ca existe et ça revient au même...?"*

-*"Oh, ça, y nous connaissent de trop, y savent qu'on loge avec les voleurs de Fontenoy. Et puis ça, je ne le fais jamais. J'aime pas. Ma fille Sandrine qui habite à la cité la Rochelle non plus elle n'aime pas ça. De toute façon il faut des bulletins...Et quand il voit intérimaire, il change de couleur..."*

Si elle ne bouge pas, c'est foutu, mais si elle bouge son siège, c'est bon. Elle va se lever, tourner autour du bureau, passer derrière toi et ouvrir une petite porte en fer d'un meuble en te disant, "ne bougez pas". Elle va te poser une question à propos de l'ambiance de la cité ou te demander si les Legrand ne sont pas revenus, ou si Harmin a accouché. Dis lui qu'il n'y a pas de problème, qu'à part les quelques voleurs, menteurs, feignants, on s'entend bien. Elle va poser un papier bleu sur le bureau qu'elle va te faire remplir avec son stylo à bille. Tout dépend de son humeur, tu sentiras bien si elle fume beaucoup, si elle ne te regarde pas...

Pour Mme Raspail, ça a duré un mois leur commission et ils ont versé directement au magasin. Alors débrouille toi comme tu veux, mais demande le chèque à ton nom. Si il y a une ristourne, tu gardes la différence. On sait jamais.

-*"Je sais où je veux acheter mon congélateur, c'est le 400 litres, le moins cher de la ville, mais ils vont peut être me faire un rabais, 5 % peut-être. Ca ne va pas être facile de payer directement à eux. Comment allez vous faire pour ça ?"*

-*"Auparavant il faut que nous remplissions ensemble cet imprimé pour faire la demande, ensuite, dans le cas de figure le plus favorable, il faut attendre un mois et demi pour avoir une réponse. Dans l'affirmative, un chèque est établi directement à l'ordre du commerçant concerné après avoir reçu un duplicata de la facture dûment signé par lui et par vous-même. Entre deux je vous reverrai pour voir l'échelonnement des remboursements qui seront prélevés directement sur vos allocations. Tout ceci bien sûr si le feu vert a été accordé par la caisse. Mais, Madame, je ne voudrais pas créer chez vous des illusions...il y a tellement de demandes.."*

-*"Si il y a un rabais, je ne peux pas payer avec le chèque à mon nom directement ?"*

-*"Impossible, ça ne se fait jamais, on ne paie qu'au vu d'une facture. Mais vous allez un peu vite. Je ne fais que vous expliquer la procédure pour vous faire comprendre. Il faut que je réfléchisse à votre cas, vous viendrez la semaine prochaine chercher une réponse, vendredi par exemple à notre permanence. Vous viendrez avec les fiches de paie de votre mari."*

Cite les Raspail, Maucin, Gaspard, qui ont des congélos. Parle de l'école de tes enfants. Raconte lui les accidents du travail qu'on t'a raconté, dis que ton mari les a vus. Dis que les éducateurs s'occupent bien des gosses le mercredi, que tu apprends à faire la cuisine avec eux. Comme si tu ne savais pas faire un pot au feu, ils nous prennent vraiment pour des débiles, ça fait vingt ans que tu fais à manger à tes mômes. Ca ne fait rien, essaie de parler d'eux de la façon la plus naturelle, qu'ils sont gentils de faire des camps de vacances, dis que Raoul il est bien quand même, dommage qu'il parte.

-*"Vous savez les éducateurs s'occupent beaucoup de mes enfants le mercredi, et puis je vais parfois au cours de cuisine, c'est bien de faire ça"*.

Surtout ne l'inquiète pas. Ne te laisse pas aller à dire que c'est toujours les six meilleures familles qu'on aide. Les fayots et lèche-cul, qu'il n'y a que les coups de baratin qui marchent, que c'est les grandes gueules qui gagnent plus que les autres.

-*"Ils font pas mal de choses pour vous à Fontenoy, c'est peut-être un des endroits de la ville où il y a le plus d'activités pour la population. Et il y a une nouvelle plaine de jeu pour les enfants maintenant"*.

Défends toi, la fin approche, motus et bouche cousue sur le sable des bacs que j'ai pris la semaine dernière pour faire du ciment. Tu sais bien que je devais monter un petit muret en brique dans ma salle.

-*"Ah oui, qu'est ce que je vous disais ? Revenez avec les bulletins de salaire de votre mari et d'ici là je verrais si c'est possible d'obtenir quelque chose et qu'est-ce qu'il fait votre mari ?"*

-*"Il est chez sa mère, enfin quoi il est intermédiaire et en ce moment il aide sa mère à refaire sa toiture, avec un ami. Ses papiers, ils sont dans le tiroir avec tout ce que l'on reçoit, alors pour les trouver ! il ne pourra pas venir lui, il est trop occupé. Mais je vais chercher"*.

"il me les faut absolument c'est impératif, vous avez le temps de les chercher d'ici là. Pendant ce temps je poserai la question, toujours sans garantie.

Si elle te croit, pas de détail, le moins de choses sur lui, redemande lui s'il faut vraiment des papiers, si les papiers des allocations ne suffisent pas. Et si ton mari n'était pas d'accord ou si il était absent, ou si tu n'en avais pas, ou s'ils étaient...non, non elle ne comprendrait pas. Ton mari va quand même bien rigoler quand on va le visiter samedi après midi, il sera content de nous, je suis sûr qu'il te félicitera.

"Pourtant Raspail il ne travaille pas du tout lui, il a quand même eu son prêt pour le congélateur. Je ne comprends pas ça moi, je ne comprends pas. C'est pas pour tout le monde pareil ?"

"Monsieur Raspail touche une indemnité de chômage assez élevée pour faire face à ce genre de frais qui, somme toute, n'est pas vital pour vous."

"Oui mais faut voir où passe l'argent. Bon, bon, alors je reviens la semaine prochaine. Là je vais chercher un logement plus grand dans la vieille ville. A côté de l'usine Birot, il y a des maisons abandonnées. Je vais essayer de trouver la propriétaire.

Avant 17 heures, pense qu'il va falloir passer au siège de l'E.D.F. pour qu'il remette l'électricité dans ton logement et celui de Réaumur, aller voir l'Assistante sociale à lunette de la mairie pour ton papier jaune, des trucs locaux je ne sais quoi. N'oublie pas de remonter les légumes à Musil...Et surtout prend une ou deux Valstar pour moi.

"N'hésitez pas à revenir si nécessaire pour d'autres questions, les permanences sont affichées à l'extérieur, mardi et vendredi après-midi";

"Oui, oui".

"Vous aussi vous allez à la kermesse de l'école privée Jeanne d'Arc ?"

"Oui, Madame, moi aussi. J'y achète les vêtements pour les enfants. Pour trois francs un pantalon, pour deux francs une chemise !".

"Et Réaumur a pu remettre l'électricité à son domicile ?"

"Ah ça ! Je ne sais pas...Je ne crois pas. Il est branché chez...ah peut-être que la lumière est revenue. Il n'avait plus de bougies alors sûrement que c'est rebranché."

CHAPITRE IV - EVENEMENTS -

Nous avons maintenant tendu au maximum ce fil de la vie économique que nous avons saisi au chapitre I, et nous l'avons tendu dans tous les sens, à plusieurs hauteurs, découpant la réalité sous l'angle des ressources globales de la cité, des revenus des individus, des activités économiques, du temps économique. Ces trois premiers chapitres ne traduisent pas seulement l'application d'une méthode, analyser : de quoi vivent les citadins ? avant de se demander : comment ils vivent ? Ils correspondent à la première étape réelle de la recherche, celle pendant laquelle nous nous sommes effectivement polarisés sur la vie économique, laissant provisoirement de côté les manifestations de la vie sociale.

La question que l'on se pose naturellement est la suivante : la connaissance de la vie économique que nous avons accumulée jusqu'ici nous fournit-elle une grille de lecture suffisante pour analyser les manifestations de la vie sociale ? La pause que nous marquons ici est une première réponse partiellement négative. L'analyse de la vie sociale nous pousse à prendre en considération dans toute leur étendue des éléments de la vie sociale que nous n'avons pu pour le moment approcher que par le "petit côté" économique : les fêtes, une naissance, un conflit. Néanmoins, cette réponse partiellement négative est insuffisante. Les différences dans les revenus, la façon de s'assurer ces revenus et les tensions qui en découlent nécessairement, constituent peut-être le ressort secret qui anime la cité de mouvements visibles en surface. Les événements de tous les jours, qui retiennent l'attention de l'observateur et pullulent dans les compte-rendus de terrain des chercheurs ne sont peut-être que des vaguelettes à la surface d'une eau dont la vraie nature ne se révèle qu'en profondeur. Ces mêmes événements de tous les jours ne sont peut-être, sur le plan historique, que des mélodies sans importance au regard des puissants rythmes économiques qui caractérisent la cité dans l'espace d'une conjoncture de dix années.

La meilleure réponse que l'on puisse donner pour le moment à ces interrogations quasi-métaphysiques tient précisément dans ce chiffre de dix années. Les cités sont des formations sociales particulières qui n'ont pas d'histoire aux yeux de l'historien, qui ne portent l'empreinte que du temps court, à la rigueur de la conjoncture ; et qui de plus n'auront jamais d'histoire, puisqu'elles sont faites pour durer vingt ans, qu'elles seront détruites peu avant ou peu après ce laps de temps. Les cités sont des formations sociales à peine nées, et mortes-nées. Ce point est essentiel. Il nous autorise à supposer que les cités sont des formations sociales inachevées. Nous avons vu que les différences économiques ne sont pas figées, que les revenus sont remis en question par le système des aides, la précarité de l'emploi, les réseaux économiques. On peut de la même façon avancer que les tensions sociales n'opposent des blocs constitués mais des blocs en formation, des blocs à l'état naissant. Les événements du quotidien ne sont peut-être que les manifestations d'une vie sociale en train de se former, d'une organisation sociale en train de se constituer. Et qui, en même temps qu'elle se constitue, avance vers son échéance fatale, la destruction de la cité. Dans cette conjoncture, les déterminations économiques sont battues en brèche ou tout du moins contrebalancées par des déterminations politiques : décisions des élus, des urbanistes ; poids de la justice.

Les cités présentent une autre caractéristique qui les distingue de formations sociales mieux connues. Les citadins, dans leur très grande majorité, vivent presque vingt quatre heures sur vingt quatre dans la cité, contrairement

a d'autres ensembles que les habitants délaissent à intervalles réguliers pour le travail, les loisirs, au point que l'on baptise ces ensembles cités-dortoirs. Ici la cité vit en permanence, ignore ce mouvement quotidien de flux et de reflux des habitants, ou ces grandes migrations du week-end et des mois d'été. Ce point est également essentiel. Il permet de supposer que les événements de la vie quotidienne sont multipliés et intensifiés pour des raisons endogènes, par le frottement permanent des individus entre eux dans une vie sociale qui ne connaît pas de répit. C'est une caractéristique propre à un mode particulier d'existence urbain qui n'est pas exclusivement celui des cités mais celui de tous les "quartiers assignés", que les anthropologues de la ville appellent parfois "enclavement", comme Ulf Hannerz : "La caractéristique essentielle de l'enclavement, c'est la densité d'un seul secteur du réseau individuel et le fait que cette densité correspond à un ou plusieurs rôles dans lesquels le sujet investit la majeure partie de son temps et de son intérêt" (1). Le vivre 24 H/24 ensemble ne crée pas l'événement. C'est ici que l'interprétation journalistique des phénomènes de violence dont le prototype est "Les Minguettes" se révèle abusive (2). Les événements ne sont pas purement endogènes, mécaniquement provoqués par la vie en collectivité. Mais cette vie collective multiplie certainement les événements, elle les intensifie également. Nous retrouvons ici l'idée de sociabilité obligatoire qui ressortait de l'analyse de la vie économique.

Nous avons rapidement caractérisé, après le temps et les rythmes économiques un temps social marqué par la conjoncture de la naissance récente et de la destruction à venir de la cité, et joué dans la quotidienneté d'un vivre ensemble sans relâche. Nous ne pourrions guère avancer de cadre d'analyse plus construit car nous nous heurtons à deux obstacles méthodologiques insurmontables. Le premier obstacle tient à la nature de l'observation. L'événement, comme le réel, est une apparition. Cela ne veut pas dire que c'est du semblant. Mais il apparaît au chercheur qui est présent sur le terrain d'une manière irrégulière, qui ignore tout ou partie de ce qui précède l'événement, qui ignorera tout ou partie de ce qui lui fait suite. L'événement est bien réel, pris dans la matérialité des choses. Mais pris également dans une gangue de significations contradictoires où s'entrecroisent inextricablement les interprétations de l'événement par les acteurs et spectateurs citadins et les interprétations ajoutées, comme la valeur ajoutée par l'observateur. Problème classique d'un socio-centrisme inhérent à l'étude d'un milieu qui n'est pas le sien. Le deuxième obstacle est contradictoire avec le premier et tient à la nature même de l'événement. L'événement attire l'attention, il remplit tout le paysage, mais il doit nécessairement être interprété pour être utile. F. Braudel nous l'explique admirablement : "l'événement porte témoignage parfois sur des mouvements très profonds, il s'annexe un temps très supérieur à sa propre durée (...) (on pourrait prétendre) que dans tout événement, l'histoire entière, l'homme entier s'incorporent et puis se redécouvrent à volonté. A condition sans doute d'ajouter à ce fragment ce qu'il ne contient pas au premier abord et donc de savoir ce qu'il est juste -ou non- de lui adjoindre". On voit bien que ces deux obstacles sont contradictoires. Il faudrait dans un premier temps débarrasser l'événement de sa gangue de significations. Et dans un deuxième temps redonner à l'événement les significations qu'il a perdu ou qu'il ne contient pas. Il faudrait être plus lucide que l'ethnologue, plus juste que l'historien. Il faudrait être Dieu lui-même.

Nous avons donc choisi de sélectionner six événements pour lesquels nous disposions d'informations et d'observations et de proposer une étude de cas pour chacun de ces événements.

Notes page suivante.

IV - I - un évènement sans importance

Un matin d'automne comme tant d'autres. Vers dix heures. Les chercheurs sont installés chez un citadin du troisième étage et assistent au lever. Personne n'est encore habillé mais chacun a enfilé, qui une veste, qui un pull, qui une robe de chambre par dessus le pyjama ou la chemise de nuit. Il fait froid. Les enfants commencent à bouger, une tartine à la main, en attendant leur chocolat. Tout l'immeuble se réveille et, de deux appartements les voisins viennent saluer et humer, à l'entrée, une odeur de café qui n'est pas encore prêt. Gilles a dormi tout habillé, comme souvent, et se lève avec effort. *"Mais où sont mes médicaments ?"* Cette phrase anodine donne le signal de départ de la journée, dominée par une activité fébrile :

retrouver les médicaments de Gilles. Il retourne tout le séjour où il a dormi, alerte la belle soeur, le frère et les enfants, qui se mettent à chercher eux aussi ; et un voisin qui profite de l'occasion pour s'installer sur une chaise en attendant le café. Il part chez un autre voisin vérifier s'il n'aurait pas laissé les médicaments chez lui, *"hier j'avais mes médicaments en sortant de la pharmacie du Centre, et depuis plus rien, je ne me souviens de rien"*. Les mouvements d'entrée et de sortie de l'appartement s'accroissent, d'autres amis viennent aux nouvelles. Chacun essaie de reconstituer l'itinéraire de Gilles la veille au soir ; une nouvelle piste s'ouvre toutes les cinq minutes et on file chez un autre citadin vérifier que les médicaments n'y sont pas. La cage d'escalier est en émoi, on s'interpelle du quatrième au rez de chaussée. Quelqu'un croit savoir que les médicaments ont été oubliés au premier, mais au premier ils jurent qu'ils ne les ont pas.

On recommence le récit de la soirée d'hier, certains en profitent pour raconter ce qu'ils ont fait eux-mêmes ou ce qu'ils ont vu. On tient une nouvelle piste. Les médicaments ont dû être oubliés dans l'immeuble en face, chez la mère Denis. La belle soeur voudrait téléphoner mais le téléphone a été coupé. Il faut y aller. Gilles et deux autres hommes se décident à descendre. La belle soeur se met à la fenêtre, les autres protagonistes sont restés dans l'appartement. La belle soeur suit les hommes et avertit les autres de leur progression : les voilà en bas, ils traversent, ils vont arriver en face ; non, ils s'arrêtent pour causer au père Lebrun. *"Eh père Lebrun, tire-toi avec ta carriole, eh, pouilleux"*. On rigole du père Lebrun. Les hommes sont montés finalement et la mère Denis a fouillé partout. Rien. Elle le dit aux hommes mais elle va aussi le dire à la belle soeur, qu'elle sait pertinemment être postée à la fenêtre en vis à vis. Elle ouvre la fenêtre et elle hurle par dessus la place de la cité : *"eh ! ils sont pas là les médicaments à Gilles. Je suis pas son garde meubles"*. Les commentaires vont bon train. Les hommes redescendent, les voilà de nouveau sur la place. Plusieurs fenêtres seront ouvertes des deux côtés. Toute la cité est maintenant au courant.

Notes (1) et (2) de la page précédente :

(1) Ulf Hannerz, *Explorer la ville*, Ed Minuit, 1982, traduit de l'Américain par I. Joseph. On aura remarqué que Hannerz utilise le terme de réseau pour parler du réseau individuel de telle ou telle personne, ce que nous n'avons pas fait. Le répertoire des rôles dont il parle correspond à une analyse des modes de vie en milieu urbain en termes de rôles sociaux. Il y a cinq rôles : approvisionnement, trafic, parenté, foyer, voisinage que l'on retrouve à des titres divers dans notre recherche. Mais c'est une approche que nous n'avons pas utilisée en tant que telle.

(2) Sur ce point, voir *infra*, chapitre 6, *Protection et violence*.

La voisine de la mère Denis intervient avec une piste plus sérieuse. Un ami de son fils aurait trouvé les médicaments abandonnés par Gilles dans un café près de la gare et les aurait laissés au comptoir. Mais quel café? Il y en a cinq. Il faut trouver le fils pour apprendre que ce serait chez Nénesse. Gilles se fait honnir pour avoir été au café, il nie sans conviction, gueule pour se défendre, mais tout le monde est contre lui. Il part chez Nénesse et promet de ne pas revenir trop tard.

L'évènement a duré toute la matinée et ses répercussions se feront sentir sur la journée. Pour reconstituer l'évènement, le centrer sur l'objet perdu et retrouvé, il a fallu éliminer un ensemble d'observations effectuées dans le même laps de temps. Par exemple, un chercheur, pendant cette matinée, a ramassé des observations sur les enfants. Il a fait du dessin avec eux. Il s'est amusé à leur poser des questions de calcul : 4 et 2 font huit. Plus vicieux, des questions de politique : c'est qui le Président de la République? Le roi, c'est le roi (1). Il a observé que chaque parent habillait ses enfants et aussi que chaque parent était responsable de son enfant. Une mère est venue dire à l'autre : ton fils ne veut pas se laver les mains ; elle s'en lave les mains. Un autre enfant est revenu de dehors en pleurant, avec la bouche toute rouge ; il a mangé de la pommade. Un peu d'affolement : faut-il l'emmener à l'hôpital ? On s'est renseigné sur la pommade, et puis on a décidé qu'il n'en avait pas mangé, on a rincé le visage et c'était fini. Mais tout cela est un évènement secondaire, qui ne remet pas en cause la préoccupation principale de la journée : retrouver les médicaments perdus.

Il a fallu également éliminer, pour restituer l'évènement, toutes les histoires qui se greffent dessus, ce que l'on raconte sur le voisin dont on a mentionné le nom, les différents récits de la soirée passée, les informations que l'on échange en même temps que l'on prend contact à propos des médicaments. L'évènement une fois restitué dans sa sobriété, nous allons pouvoir reprendre une partie de ces informations.

La question est en effet : pourquoi un évènement qui nous paraît si anodin prend-il tant d'importance ? Cette question s'éclaire par contraste avec des évènements dont nous attendions beaucoup mais qui ne remplissaient pas leurs promesses. Par exemple nous attendions instinctivement de chaque repas que nous prenions en commun avec les citadins qu'il soit un moment important de la journée, un moment où l'on s'arrête de bouger, où l'on prend le temps de parler, donc de répondre à nos questions, le temps d'échanger des informations, des idées, un moment qui révèle un ensemble d'habitudes, de coutumes, de traits culturels. A chaque fois nous étions déçus. Le repas se déroule dans la même précipitation que le reste de la journée, on engloutit la nourriture pour se remplir le ventre et, dès que le ventre est rempli, on passe à autre chose. La commensalité qui est propre à notre milieu, paraît ici oubliée. Peut-être parce que la vie collective est intense en dehors des heures de repas.

Cet évènement qui nous paraît anodin est à l'inverse important aux yeux des citadins. Il mobilise une dizaine de personnes sur une journée, plus, il donne un sens, une direction à cette journée. Il est un bon motif pour

(1) Cette anecdote pour une réponse en forme de boutade à l'un de nos interlocuteurs de la recherche qui suggérait, au moment de l'élaboration du projet des négociations (c'était en 1981), de mesurer la perception du changement de gouvernement par les citadins. On pourrait donner d'autres observations. Mme Denis, par exemple, trouve que Mme Giscard d'Estaing avait tout de même plus d'allure, plus de classe que Mme Mitterrand et trouve également que son mari s'habille vraiment très mal.

se lever, pour s'agiter. Or l'évènement ne tire pas son importance de la simple densité de la vie collective, il n'est pas un pur produit irrationnel d'un vivre ensemble caractéristique des cités. On peut comprendre pourquoi l'évènement est important en ajoutant des informations qui ne figurent pas dans notre compte rendu.

Le personnage-clef de l'évènement, en dehors de Gilles et de ses démêlés avec la famille, à propos du bistrot notamment, c'est la mère Denis, de l'immeuble en face. Elle est directement intéressée par le problème des médicaments, plus intéressée qu'elle ne le laisse paraître, parce qu'elle attend de Gilles qu'il lui rapporte un flacon de sirop pour la toux. La mère Denis n'a pas la sécurité sociale tandis que Gilles bénéficie de l'Aide Médicale Gratuite. Elle le remercie habituellement par une pièce de 5 F. ou en lui offrant l'apéritif. Si Gilles pense à elle, c'est justement parce qu'il sait qu'il devait lui porter une bouteille. La conversation par la fenêtre entre la mère Denis et la belle soeur de Gilles ne prend son sens que si l'on sait qu'il y a ce négoce.

On ne peut faire ressortir dans un compte rendu une intensité qui tient dans la voix, dans la façon dont sont prononcés les mots. Cette intensité existe dans la conversation entre la belle soeur et la mère Denis. L'importance de l'évènement tient en partie à ce qu'à travers l'évènement, c'est l'alliance entre les deux familles qui se joue. Gilles est allié avec la mère Denis, alliance attestée par les médicaments, mais la belle soeur de Gilles n'est pas forcément alliée avec la mère Denis. C'est une alliance par alliance. On se parle et on s'observe, mais c'est tout. Dans le compte-rendu, nous avons éliminé une information qu'il nous faut maintenant restituer dans le cadre de cette alliance en jeu. La mère Denis réclame à la belle soeur de Gilles une bouteille de lait qu'un des enfants lui a emprunté en son nom. La belle-soeur ne comprend rien à cette histoire de bouteille de lait qui vient se greffer sur les médicaments comme un cheveu sur la soupe. Tout s'éclairera par la suite, constituant un prolongement de l'évènement : l'enfant a effectivement emprunté une bouteille de lait au nom de sa mère, mais il l'a donnée à une copine à qui il en avait fait le pari. Cette greffe d'un évènement sur un autre est caractéristique de la vie collective dans les cités. L'évènement second (la bouteille de lait) prend racine sur l'évènement premier (les médicaments) et lui donne vigueur, comme une plante vivace, par marcottage sous terre, s'embellit au fur et à mesure qu'elle réussit ses rejets. L'évènement médicaments est important parce qu'il est originaire d'autres évènements.

La belle soeur remboursera-t-elle la bouteille de lait ? la réponse est non, mais il faudrait faire suivre l'évènement trop loin pour le raconter.

On comprend mieux pourquoi les individus se mobilisent sur l'évènement, en suivent les moindres péripéties. La belle soeur se met à la fenêtre parce qu'il y va de l'alliance avec la mère Denis. Les autres suivent l'évènement dans tous ses détours, dans toutes ses fausses pistes, parce qu'il est nécessaire de toujours savoir ce qui se passe, de connaître les alliances et les renversements d'alliance. Etre prêt à bouger, ne pas faire de gaffe, savoir où emprunter, savoir sur qui médire et qui encenser. C'est cela la sociabilité obligatoire.

Cet évènement laissera dans la cité une trace orale. *"Le jour où Gilles a perdu ses médicaments. Quelle histoire"*. Mais la trace orale ne portera pas directement témoignage sur l'arrière-plan de l'évènement que nous avons essayé de restituer. Il portera témoignage sur les frasques de Gilles, qui est encore allé au bistrot, qui a perdu ses médicaments, qui a ramené ciel et terre et accusé ses meilleurs amis pour les retrouver. L'évènement

viendra s'ajouter à la réputation de Gilles, aux histoires qu'il raconte et que l'on raconte sur lui. L'évènement rejoint une histoire orale qui transforme et ré-interprète, comme nous l'avons fait dans notre sens, la vie quotidienne.

IV - 2 - Accouchement à domicile

Sylvie sait certainement qu'elle va avoir un enfant dans quelques temps. Michel sait également qu'ils auront bientôt un enfant. Il n'a qu'à regarder le ventre de Sylvie. Mais rien dans l'appartement n'annonce l'heureux évènement. On ne voit ni layette, ni berceau, ni réserve de couches ou de lait en poudre. D'ailleurs ils n'ont qu'une chambre pour leurs deux enfants. Le frère et la soeur devront se tasser un peu pour faire une place au nouveau venu. Chez les voisins et les amis de Michel et Sylvie, on ne se préoccupe pas trop non plus de la naissance à venir. La nouvelle est connue :

"La Sylvie, elle est encore prise". Une fois dit, une fois fait. Cela ne l'empêche pas de faire le ménage et la vaisselle chez leurs amis les plus fortunés. Il ne viendrait à personne l'idée de lui demander si elle se sent bien ou si elle a envie d'une glace à la framboise. Sylvie a bien respecté les visites obligatoires chez le médecin. Elle ne tient pas à perdre les allocations pré et post-natales. Elle n'a que les allocations familiales et le secours de l'A.S.E. pour vivre. Michel bricole à gauche et à droite, c'est l'homme des courses et du tiercé ; il ne rapporte pas grand chose à la maison.

Aujourd'hui Sylvie reste au lit avec Michel. Ses jambes sont lourdes, les voisins viennent dire bonjour, faire le café et rigoler avec eux. Une autre voisine, Corine, vient récupérer les disques qu'elle a prêtés la semaine dernière. Elle en profite pour emprunter une poupée pour sa fille. La grasse matinée est brusquement interrompue. Sylvie hurle et rigole en même temps. Le lit est trempé, une vraie piscine. Elle vient de perdre les eaux. Les contractions ont commencé sans crier gare. Corine court chez elle chercher des serviettes éponge, Michel retire les draps, une voisine apporte une éponge et une cuvette, une autre des slips propres. Sylvie s'allonge sur le lit des enfants. Heureusement ils sont à l'école. L'accouchement est imminent. Une dizaine de personnes, essentiellement des voisines, sont détournées par l'évènement de leurs activités matinales. C'est à qui ramènera des couvertures, à qui trouvera des draps, à qui répondra le plus vite aux cris et aux invectives de Michel.

Sylvie a envie d'aller aux toilettes. Elle s'installe sur le siège et là le bébé va glisser "comme une savonnette". La porte des toilettes est restée ouverte et un voisin, qui entrainait à ce moment là par le couloir où se trouve l'accès aux toilettes, voit toute la scène. Les femmes se précipitent. L'enfant est né. Qui coupera le cordon ? Personne n'ose et on se décide à appeler le SAMU. Le voisin est resté planté devant la porte des toilettes. *"Vicelard, tu es un vicelard"*. Le SAMU arrive à temps et emmène la mère et le bébé ; ce dernier sera placé en couveuse.

Michel raconte, deux jours après (reconstitué) :

"Le SAMU a enveloppé le bébé dans du papier d'aluminium, pour garder la chaleur. Ils ont emmené Sylvie pour lui enlever le placenta. Ils ont gueulé parce que le placenta c'est dur à enlever quand on attend. Faut pas attendre, autrement il faut ouvrir. Le même, il est en couveuse. C'est un petit, trop petit. Il restera en couveuse longtemps".

Sylvie est sortie au bout de deux jours, sans autorisation, soit dit en passant. *"Elle s'ennuyait trop à l'hôpital"*.

Le petit trop petit est né avec le renfort des amis qui terminent la grande lessive dans l'appartement. Chacun rentre chez soi sans plus de commentaires. On annonce la nouvelle : ils ont un garçon, mais ce n'est pas la première ni la dernière fois qu'un enfant naît dans la cité.

Ce qui fait événement à nos yeux est singulièrement banalisé par les citadins. On pourrait sans trop se forcer exciper de cet événement que les citadins affirment ici une culture, une représentation de l'enfantement, de sa pratique et de sa signification, distincte de celle qui prévaut dans les classes supérieures. D'autres l'ont fait avant nous (1). Mais nous nous en gardons. Nous pouvons seulement constater que les citadins ne participent pas -volontairement ou involontairement- de l'évolution générale des pratiques de l'accouchement vers plus de sécurité, plus de médicalisation, et qu'ils sont étrangers aux représentations de l'accouchement comme un événement essentiel dans la vie d'une femme et dans la vie sociale du couple. L'ironie de cet accouchement à domicile, tant prisé par les contempteurs nostalgiques d'une vie plus naturelle, plus près de la nature, leur échappe totalement.

Il est possible d'avancer un peu plus en ajoutant un surplus de signification qu'on espère juste, en exploitant l'événement en amont et en aval. On peut rappeler en amont le taux de natalité important dans deux des cités. Si l'événement est banalisé, c'est d'abord parce qu'il est fréquent. On peut également, avec d'autres auteurs, comme C. Pétonnet, donner des observations qui montrent que l'enfant est une richesse, une joie, qu'il est ressenti comme un moyen de maîtriser son destin, d'agir sur la vie, de sceller la vie conjugale. Ici comme ailleurs. On peut encore rapprocher, comme nous l'avons fait au premier chapitre, l'enfant du système des aides. Nous avons choisi de rapporter une remarque qui relève du même registre, mais qui présente l'intérêt d'être faite par Sylvie quelques jours avant l'accouchement. Elle parle avec une autre femme des capacités amoureuses des hommes. Elle dit : il m'a prise, il veut aller au cul ; j'aime ça aller au cul. Elles disent : jamais la pilule ; moi j'accepte le stérilet. Et elles disent de leur homme présent : *"il travaille bien"* ; et des hommes absents : *"il ne sait pas travailler"*. Michel renchérit : *"j'ai bien travaillé, moi, la preuve, j'ai bientôt trois enfants"*. L'enfant est bien, ici comme ailleurs, preuve de la virilité de l'homme.

On doit également explorer les significations de l'événement en aval. Que l'événement soit banalisé ne signifie pas qu'il n'est pas interprété. Pour Sylvie, l'accouchement est bien un événement important qui restera comme un moment où elle a eu très peur, un accouchement difficile, dramatique. Mais l'histoire de la cité retiendra surtout de l'événement l'anecdote, le voisin qui est resté devant la porte des toilettes pour se rincer l'oeil, le vicelard. Par contre il se trouvera des citadins pour condamner cet accouchement à domicile, le mal juger comme ils jugent les pouilleux qui ont fait cet enfant : *"celui-là il est né dans les chiottes, ah oui ! Il pourra vraiment dire qu'il est né dans les chiottes. Ça devait arriver forcément, à force de lui taper dessus"*. Les interprétations contradictoires n'empêchent pas que l'événement est banalisé, réduit à un incident.

Il faut tirer un dernier enseignement de cet événement. L'accouchement est un des rares moments où il est normal de violer l'intimité de la personne et de son logement. Cet accouchement n'échappe pas à la règle. Il se déroule

(1) cf *La Maternité en milieu sous-prolétaire*, Stock.

toutes portes ouvertes, presque en plein air. Sauf qu'ici il n'y a pas d'intimité préalable qui aurait été brisée. On s'apportait déjà le café au lit. La scène publique de l'accouchement n'est que le prolongement de la scène publique de la vie quotidienne. Il faut le détail du voyeur pour lui donner une note scabreuse.

IV - 3 - L'accident mortel

Le père Garbai n'a pas été vu ce soir. Le fils et la fille Garbai s'inquiètent, ainsi que la famille Marmon et la famille Vital. Les autres citadins n'ont encore rien remarqué, bien que le père Garbai soit connu de toute la cité, on le voit avec sa carriole, il ramène des cageots du marché, les fruits et les légumes abimés ; il rend des services. Mais la famille Marmon et la famille Vital, ainsi que ses enfants, savent qu'il devrait être rentré. Habituellement à cette heure-ci il a déjà fait le tour des logements, apporté quelque chose, demandé un verre de rouge, cherché une table d'hôte pour le soir. Le père Garbai a été expulsé par les H.L.M. pour non-paiement de loyer, tapage nocturne et dégradation des locaux. Il est installé dans une cave de la cité. Les deux enfants Garbai, 15 et 17 ans, vivent dans le pavillon de Mme Marmon. Tout ce petit monde est réuni dans le F. 3 de la famille Vital et guette les arrivées dans la cité, une par une, en espérant reconnaître le père Garbai. Il est parti ce matin en taxi pour accompagner une amie à l'hôpital où elle séjourne régulièrement plusieurs fois par an. *"C'est l'hôpital pour les dingues, elle est folle"*.

Un appel du commissariat, relayé par une voisine, apporte la nouvelle : "votre père et à l'hôpital, suite à un accident d'automobile". Mme Vital descend au commissariat. Les jeunes Garbai vont à l'hôpital. Le père Garbai est mort. Il est rentré de l'hôpital à pied et a été fauché par une voiture. L'accident lui-même, ainsi que le décès qui l'a suivi, ne suscitent pas d'émotion ni de démonstration particulières. Le jeune Garbai fait remarquer qu'il était trop tard pour aller aux pompes funèbres, alors ils sont rentrés. Il devait mourir de toutes façons. On s'attendait à ce qu'il meure d'une cirrhose, mais l'accident est arrivé avant. On se fâche contre la bêtise de l'accident ; il n'aurait pas dû accompagner cette dame à l'hôpital. Il n'aurait pas dû rentrer à pied. Mais pas contre la mort. Elle était attendue. C'est la raison pour laquelle les familles n'avaient rien fait pour obtenir un nouveau logement au père Garbai. Comprendre cette posture face à la mort et à la maladie, interpréter l'événement, implique là encore de l'analyser en amont et en aval.

Auto-sociologie du désastre

Pressés de questions par les chercheurs, les citadins se souviennent des décès passés. C'est de l'auto-sociologie historique. Ils réussissent à reconstituer 18 décès étalés sur trois ans. Pour cette cité de soixante logements, cela fait un décès pour trois foyers. On ne parle pas des décès à la naissance qui ressortent parfois d'un entretien avec l'une ou l'autre femme, mais ne sont pas culpabilisés ni perçus comme des décès de citadins. Ces 18 décès sont tous accidentels : accidents du travail, accidents de la circulation (en mobylette, en vélo ou à pied), maladie mal soignée, par exemple jaunisse, avec une cirrhose ou un cancer à l'appui, chute dans l'escalier, décès successifs à une bagarre avec le conjoint. Dans la plupart des cas le mort est déjà mort avant l'accident, malade, usé, foutu. Ils meurent jeunes pourtant ; la moyenne d'âge des 18 décédés est de 48 ans.

Ces informations ne sont pas destinées au démographe. Elles reconstituent une série de décès dont les citoyens se souviennent. La réside leur intérêt. La mort fait partie de l'environnement et habite les conversations. Certains cherchent à la tromper par l'humour. Ainsi de cet homme qui marche avec des béquilles (reconstitué) : *"Il est allé faire du ski ? -Non, c'est une opération. Il s'est lancé du deuxième étage. On était là. tu te rappelles. Il a pris son élan et il s'est raté. Il n'aurait pas dû sauter sur la pelouse. C'est pas la première fois, il recommencera"*. Un humour qui prend parfois un ton grimaçant et rappelle les défis désespérés à la mort que relatent complaisamment les journaux. Ainsi cet adolescent qui nous voit avec le nourrisson d'une voisine dans les bras (reconstitué) : *"Ca sert à quoi un enfant ? Tu veux que je le jette contre le mur. Donnes, je lui fait éclater la tête comme un petit chat"*.

Mais généralement, le ton est plus serein, plus neutre. On parle de sa propre mort avec calme et résignation (enregistré) : *"Je sais, je mourrai comme mon père à quarante ans. Je n'irai pas plus loin. Peut-être que j'irai plus loin, je ne sais pas. Il y a une voyante qui m'a prédit quarante deux ans. Je ne sais pas si c'est vrai"*.

La mort prend ainsi la forme d'une fatalité dont l'accident est la figure la plus familière. En ce mois de mai, on attend patiemment le décès de deux malades de la cité ; on se doute bien qu'ils ne sortiront pas de l'hôpital. On se rappelle aussi la mort de cet homme, à demi-paralysé, qui restait toujours enfermé dans l'appartement de sa fille pour éviter l'accident. la chute dans les escaliers (reconstitué) : *"La porte était fermée, il a voulu voir sa fille. La porte était fermée (de l'extérieur), alors il est passé par la fenêtre du premier étage et il s'est tenu aux cordons du rideau. Ça a glissé et il est tombé sur la tête. Ils l'ont laissé plus d'une demi-heure par terre pour le mesurer. Le grand-père il pensait à descendre comme ça, mais ça lui a brûlé les mains"*. Mort sordide, étrange, où l'accident est parfois proche du suicide, voire du meurtre. La mort ressemble à la grande faucheuse, qui décime une famille, comme dans ce récit invraisemblable. *"Me Faugin, elle était à l'hôpital, malade. Elle voit passer quelqu'un sur un chariot avec un drap sur la tête, et elle dit comme ça : tiens, mais on dirait mon père. Elle dit : faites voir. Ils ont enlevé le drap, elle a dit : oh ! mon père."* Puis après elle voit passer un autre chariot. et elle dit : *oh ! on dirait mon frère. Et c'était son frère qui est mort d'un cancer"*. Ce scénario inimaginable est accepté par tous les citoyens. Mais la plupart des accidents ne méritent que quelques mots précis, simples et directs (reconstitué) :

"il est tombé dans les escaliers du quatrième étage parce qu'il n'y avait pas de lumière. Mais il était déjà malade".

"Après ses deux hernies qu'il n'avait pas fait soigner, il a eu une jaunisse. Personne n'a rien vu".

"Elle est tombée par terre et elle s'est cassé la tête. Elle était en train de se battre avec son copain".

"Il est mort étouffé en vomissant, endormi après une cuite. Les autres n'avaient qu'à le mettre sur le côté et lui tirer la langue. Mais ils do maient tous."

Célébrations posthumes

L'évènement a en aval des effets qui méritent également un commentaire. La prise en charge des deux enfants Garbai par Mme Marmon, prise en charge qui était déjà effective, va perdre son caractère provisoire. Mme

Marmon fera les démarches nécessaires auprès de la D.D.A.S.S. et de la C.A.F. pour que les enfants lui soient confiés. Elle est bien vue, bien qu'elle ait eu deux enfants placés autrefois. Les enfants passeront ainsi à travers les mailles du filet de l'action sanitaire et sociale. Mme Marmon se portera garante devant les H.L.M. Elle paie son loyer et elle leur obtiendra un logement dans lequel ils abritent des copains de fortune. Elle vient faire le ménage, ranger, et leur assure le repas du soir. Le fils et la fille de Mme Marmon fréquentent le fils et la fille Garbai. Surtout le fils Marmon. Mme Marmon appelle la fille Garbai *"ma bru à venir"*. Quand se marieront-ils? On ne sait pas. Tout cela finira par casser, le loyer n'est pas payé, Mme Marmon ne fait plus le ménage, les enfants Garbai perdent l'appartement. Ils trouvent refuge, comme avant, dans le pavillon de Mme Marmon. Mais c'est une autre histoire.

La nouvelle du décès fait le tour de la cité. Les citadins vont se cotiser pour payer une partie des funérailles ou pour offrir une plaque *"en souvenir du quartier"*. Un citadin qui a connu la vie en H.L.M., dans un grand ensemble, fait à ce propos une nette différence entre la cité et le grand ensemble (enregistré) : *"Ici on fait la quête dans tous les immeubles et les pavillons : ici c'est un peu un village, tandis que là-bas, aux Ridelles, on ne faisait la quête que dans la cage d'escalier. Les autres cages, on n'y allait pas"*.

Le responsable de la quête fait le tour de tous les appartements en notant consciencieusement le nom du donateur et le montant du don. Mesure préventive qui évite le soupçon ou le trou incompréhensible dans la caisse. (enregistré) : *"Bernard voulait faire la quête, mais il ne sait pas écrire. On lui aurait donné 5 F ; il aurait marqué 50 F. Au moment de l'addition, où est l'argent ? Tu peux dire : il a volé. Franchement non, ça ne va pas"*.

Le quêteur doit être un homme sûr, en qui on a confiance et qui a une certaine réputation dans la cité, que tout le monde connaît. Parfois une sous-quête lui parviendra, d'un immeuble où l'on connaissait particulièrement le mort, ou de plusieurs familles qui avaient connu le mort avant la cité. La réputation du mort, son importance, sa popularité, se mesurent ainsi après la mort à l'importance de la somme recueillie. Couramment jusqu'à 800 F. Un chiffre sec, miroir d'une vie plus ou moins généreuse, d'une personnalité plus ou moins appréciée. Mais la somme dépend aussi de la date du décès. Si la quête est faite le 25 du mois, l'argent va manquer cruellement. Mieux vaut mourir après le versement des allocations familiales. La somme dépend encore du talent du quêteur, de la façon dont le mort est encensé, dont ses mérites sont vantés. On cherchera toutes les façons de rehausser le prestige du disparu. (reconstitué) : *"le petit père Garbai, il aidait tout le monde, même si c'était le dernier des derniers, même s'il couchait dans une cave"* ; *"Garbai, il s'est occupé de ses deux enfants tout seul, après la mort de la mère"*. Le décès s'inscrira dans la mémoire collective grâce à la plaque de marbre, à la participation des plus intimes à la cérémonie, grâce au rappel des circonstances de l'accident. Le summum de publication de l'événement sera atteint si le journal local consacre un entrefilet à l'accident ou à l'enterrement. La coupure de journal, soigneusement conservée, sera la preuve matérielle que l'événement est important, qu'il peut être raconté mille fois, qu'il compte vraiment dans l'histoire de la cité. Si la nécessité d'une histoire est constitutive d'un groupe, les événements sont certainement des occasions de construire cette histoire. La presse détient cette puissance de rendre historique un événement, qu'il soit honorable, comme un accident, un enterrement, ou infâmant, comme une bagarre qui tourne mal, un vol où sont impliqués des citadins. La photo de presse vient encore rehausser le prestige et l'importance de l'événement.

IV - 4 - Un baptême

C'est aujourd'hui le grand jour. Deux familles de la cité font baptiser leur enfant. Tous les citadins concernés sont sur leur trente et un, les filles ont des petites robes, de même couleur pour les soeurs, les deux enfants à baptiser sont en blanc, les hommes ont mis des costumes qu'ils enlèveront après la cérémonie. Chacun a emprunté au mieux, qui une paire de chaussures, qui une robe, qui une chemise ou un bijou. Les parents ont assisté aux deux séances d'éducation religieuse préalables au baptême. Mais la plupart des citadins ne savent pas comment se conduire à l'église. La paroisse se trouve dans un quartier populaire et la plupart de ceux qui assistent à cette cérémonie -il y a une dizaine de baptêmes- ne connaissent ni les prières ni les respons. Un des citadins se targue d'être catholique : il connaît en effet le Notre Père, il est l'un des seuls à le réciter, mais il se trompe dans le Je vous salue Marie et parle du "fruit de nos entrailles" qui est béni. Les enfants plongent les bras dans le bénitier. Les adultes se déplacent sans arrêt, font du bruit, non par dérision, mais parce qu'ils ne songent qu'à prendre des photos, à chercher les dragées pour les enfants de coeur, à vérifier qu'ils n'ont pas perdu l'enveloppe pour le curé. Le curé fait le père sévère car il sent bien que le baptême n'a guère de signification religieuse pour les citadins, qu'ils ne s'intéressent guère à l'eau bénite et à l'huile consacrée par l'évêque. Il prêche sans arrêt contre les impies et ceux qui font du bruit. Il menace les citadins d'arrêter la cérémonie, de ne pas baptiser les enfants si le désordre continue. Finalement tout se passe bien. Le curé a sursauté encore une fois, lorsque les citadins ont présenté le livret de famille pour faire inscrire le baptême et le nom du parrain ; il a vu qu'un des citadins faisait baptiser son troisième enfant mais que les deux premiers n'étaient pas baptisés.

La cérémonie est suivie d'un repas à rallonges, de 13 à 20 heures. Le buffet est énorme : charcuterie, canard, rôti, gâteau, glaces. On boit peu. On a mélangé le déjeuner et le dîner parce que plusieurs convives ne pouvaient pas rester pour le repas prévu le soir. C'est un vrai repas où l'on reste assis et raconte des histoires. On rigole sur le dos de l'église. Les convives racontent leurs exploits, leurs démêlés avec la justice, leurs aventures amoureuses, les bonnes histoires de la cité. Le citadin catholique reprend ses prières et le coup du "fruit de nos entrailles". Tout le monde rigole. Deux convives sculptent des sexes masculins avec des bananes et des pommes et la conversation prend un tour grivois. L'une des femmes mange une banane et insiste lourdement en demandant pourquoi les hommes rigolent lorsqu'une femme mange une banane.

Sur la signification religieuse du baptême, nous restons perplexes. Mais la cérémonie vient sans doute renforcer une alliance profane entre les trois familles concernées par le baptême. Le père de l'une des familles est le parrain de l'enfant de la deuxième. Et la mère de la troisième famille est marraine de son fils. Il y a une autre famille de citadins qui baptise un enfant ce jour là. Mais on ne descend pas avec eux à l'église. On ne se met pas à côté d'eux. Et ils ne sont pas invités au repas. Ce sont des pouilleux, nous dit-on pour l'expliquer. Cela veut dire qu'on ne cherche pas à s'allier avec eux. Une conversation éclaire encore cette alliance, qui porte sur les enfants. Le parrain doit protection à l'enfant. Le père de l'un des enfants dit au parrain : *"je te laisse le môme, je pars en vacances"*. Le parrain rigole mais acquiesce : *"c'est vrai tu m'as coincé, je suis obligé de m'en occuper"*. D'où sans doute la préoccupation de faire inscrire le parrain sur le livret de famille que l'on a pensé à apporter à l'église.

Mais le baptême est aussi une opération de prestige interne à la cité. Les invitations sont faites pour maintenir ou rehausser ce prestige. On a invité les chercheurs, qui apportent un peu de respectabilité. Et une voiture. L'un des parents a invité un de ses beau-frères mais pas l'autre, qui ne l'avait pas invité à son mariage ; il se venge. Le beau-frère est venu lui aussi en voiture. Les femmes et les enfants ont pu descendre à l'église en voiture. Les hommes sont descendus à pied. Il y a une famille qui n'a pas été invitée, bien qu'elle soit une habituée de la maison. La femme fait la vaisselle et le ménage pour l'une des familles, d'habitude. *"elle aurait pu faire la vaisselle"*. *"Tu parles"*, répond sèchement la maîtresse de maison. Elle aurait pu ajouter : ce sont des pouilleux. Cette fois pour de vrai. Ils auraient déparé la cérémonie, cassé le prestige des familles, dégoûté les invités. On a également invité à la cérémonie l'ancienne secrétaire du club de prévention qui est à la retraite maintenant. Elle vient à l'église, elle connaît les respons par coeur. Elle est gentille avec tout le monde ; elle a laissé un bon souvenir ; elle vient au vin d'honneur, après la cérémonie, mais ne reste pas au repas.

Les cadeaux sont crûment comparés. Les deux familles parrains-marraines ont offert la même chose : un couvert en inox. L'une souligne que le couvert qu'elle a offert est signé. L'autre réplique que le sien a coûté 40 mille francs (400 F). Les chercheurs ont offert un pot de fleurs qui est accepté sans louanges excessives. Une autre fois on nous conseillera d'apporter autre chose. Les fleurs ça pourrit et puis on ne sait pas où les mettre. Une convive rappelle que normalement ce sont les parrains qui paient le baptême. Il y en a pour 200 mille, dont 40 mille francs dans l'enveloppe pour le curé. Là, ils se sont tous cotisés.

Les photos sont attendues avec impatience et rejoindront les albums. Les citadins utilisent souvent des polaroids. Mais cette fois ça faisait trop cher. Les photos ont une valeur de témoignage aussi forte qu'un article de journal. Bien souvent ils ne possèdent pour seules photographies que les albums de mariage faits par les photographes et achetés en ces jours de liesse. Sur les albums on ne voit que des adultes et des enfants endimanchés, déguisés, souriant dans les décors tout faits des mairies et des perrons d'église. L'une des convives sort son album de famille. On y voit les enfants du premier lit à leur mariage, entourés des enfants du deuxième lit. Elle n'a qu'une seule photo de son propre mariage en 1943. La photo a été déchirée au moment de la séparation avec le mari. Maintenant elle est recollée ; *"maintenant on vit à la colle"*, rigole-t-elle. Lorsque nous avons fait des photos dans cette cité, les citadins ont trouvé les photos horribles parce qu'ils y figuraient dans leur décor de tous les jours, avec leurs habits de tous les jours. L'évènement, moment exceptionnel, ne révèle ici le quotidien que par contraste, par opposition.

IV - 5 - Le remboursement d'une dette

L'évènement intervient dans le cadre d'une alliance entre trois familles. la famille Bardor : le mari travaille au noir deux fois par semaine. Ils ont un peu d'argent. La famille Garda : le mari bricole, la femme rend des services à la famille Bardor. La famille Malain : ils ne font rien, mais ils ont de bonnes allocations, la femme touche l'allocation orphelin pour les deux enfants, elle a oublié d'avertir la caisse que le mari était revenu. Ils logent chez d'autres citadins qui n'ont presque rien eux non plus. Le problème est que l'électricité des Malain est coupée, un fil est branché chez les Bardor depuis un mois. La douloureuse est arrivée et la femme

Malain a promis depuis plusieurs jours de donner 20 mille à la femme Bardor; mais les 20 mille n'arrivent pas.

La femme Bardor désire réclamer les 20 mille à la femme Malain. Mais ce n'est pas facile. Elle a le porte monnaie rétif. Des citadins qui l'hébergeaient en ont fait l'expérience. Et la femme Bardor ne désire pas une rupture qui se solderait par une perte définitive des 20 mille. Depuis ce matin elle a procédé à la mobilisation de tous les citadins qui dépendent d'elle : le mari, le frère et le beau-frère sont dans la cuisine et attendent. Ainsi que les Garda qui sont de fidèles alliés tant ils ont besoin d'avoir ici régulièrement leur place à table. Elle a mis les enfants à l'école et leur a payé la cantine, pour être tranquille. La femme Malain est partie faire des courses. Elle ne rentrera que vers 13 heures. D'ici là il faut que la mobilisation soit complète, que la femme Malain sente en rentrant qu'il n'y a rien à faire, qu'elle doit payer. La femme Bardor fait valoir qu'elle n'y arrive plus. Elle avait touché un quarté assez important qui a assuré un bon train de vie pendant plusieurs semaines. Tout le monde en a bien profité, mais cette fois c'est fini. (enregistré) : *"du coup je fais faillite. Alors là j'y arrive pas. Depuis qu'ils sont là (un mois), je les nourris comme ça. Elle a dit qu'elle allait me donner 20 mille".* Le frère la soutient : *"elle touche trois cent mille d'allocations, elle a le secours orphelin ; elle a raison, elle a dit qu'elle était seule, il faut bien qu'elle en profite, son bonhomme n'a pas de ressources, mais quand même".* Les Garda ont intérêt à la soutenir. Elle a commencé par les flatter dans le sens du poil : *"les Garda sont les moins radins. Ils touchent moins de secours, mais ils donnent, ils donnent 5 F, ils donnent un bon, c'est eux qui donnent le plus".* Puis elle menace : *"tous ceux qui veulent manger ce soir, il faut qu'ils me paient".* C'est la panique. C'est pour l'argent, mais pas seulement pour l'argent. La femme Bardor ne veut pas qu'on la prenne pour une organisation charitable. *"Mais bien sûr, c'est le secours catholique ici. C'est marqué sur la porte : Gisèle Bardor, secours catholique".* Le beau-frère renchérit : *"elle se laisse acheter pour un sourire, un gentil sourire".* Tout le monde rigole. Mais la femme Bardor en profite pour régler une sombre histoire de patates disparues avec le beau-frère, fortement soupçonné d'avoir vendu ou donné les patates. La mobilisation se poursuit ainsi toute la matinée. La tension monte. Tout le monde est prêt. Lorsque la femme Malain revient, la femme Bardor n'a pas besoin d'intervenir, les autres le font à sa place.

La femme Garda :

"Gisèle va le dire : si tu donnes pas les sous, t'as pas la télé pour la fin du mois. Hein, ce soir tu lui coupes si elle donne rien.

Le beau frère :

"C'est pas le secours catholique ici.

La femme Bardor :

"Ta gueule, je suis pas le secours catholique, moi. De toutes façons pour le couscous de ce soir, ça fait 20 F chacun".

La femme Malain :

"Tu rigoles, toi. 20 F. multipliés par quatre, ça fait huit mille balles".

Elle sort. La voix de Mme Garda la rattrape dans le couloir : *"Terminé, terminé, tu es coupée ce soir. Reviens, Gisèle veut te voir pour l'électricité".*

Il faudra maintenir la tension toute l'après-midi, de menace en négociation, de négociation sur le couscous en négociation sur l'électricité ; discussion interminable pour savoir depuis combien de temps l'électricité est branchée. Et tension permanente jusqu'à ce que le mari rentre et que la femme Malain sorte 15 mille francs pour payer. La tension retombe. Tout le monde est soulagé. Les Garda n'auront pas besoin de payer pour le couscous. Mais les Malain ont compris que les Bardor ne se laisseront pas faire. La rupture définitive est évitée mais elle est seulement remise à plus tard. S'ils avaient voulu maintenir l'alliance, les Malain auraient dû apporter les 20 mille par eux-mêmes, faire preuve de générosité eux aussi, se montrer les égaux des Bardor. On se rappellera malgré tout l'habileté de la femme Malain qui truande, déjoue les pièges dressés par les voisins, résiste jusqu'au dernier moment avant de sortir son argent. C'est l'image d'une femme dure mais d'une femme forte qui ressort de cet événement, tandis que la femme Bardor a également sauvé la face et montré qu'elle avait bien en main son petit monde.

IV - 6 - Un vol chez les éducateurs

Quelques jours avant Noël, le local de l'antenne sociale a été cambriolé. Le sapin de Noël a été arraché de son socle, l'alimentation s'est envolée, les jouets des enfants ont été emportés ou piétinés, jetés contre les murs. Les coupables sont quatre adolescents entre 12 et 15 ans. L'un d'entre eux entre dans l'appartement de la famille Bardor au moment où l'on parle du vol. Les appréciations sont partagées. Au début, Bernard se fait houspiller et engueuler. Mme Garda l'insulte : *"les jouets des enfants, pourquoi vous les avez cassés ? Ils n'auront pas de jouets pour Noël, mes enfants. C'est toi qui va leur payer des cadeaux ?"* Les autres renchérissent et regardent vers nous pour savoir s'il faut pousser plus loin, s'il faut vraiment lui donner une claque. Une autre femme trouve que c'est vache de faire ça à Patrice l'éducateur : *"C'est pas normal de voler Patrice, il travaille pour nous ; c'est pas parce qu'ils ont beaucoup de matériel, qu'il faut leur voler ; ils n'ont qu'à voler ailleurs"*.

Cette femme défend les éducateurs alors qu'elle ne va jamais chez eux, qu'ils ne lui donnent rien. Une autre femme qui, elle, est plutôt "bien servie" -les enfants vont en vacances, elle a souvent des prêts et de la nourriture- tient un discours contraire et remet les choses à leur place : *"De toutes façons tu sais bien que tes gosses auront des cadeaux. Et puis Dupont (il ne s'appelle plus Patrice, mais Dupont, son nom de famille), il les paie pas de sa poche les cadeaux, il a son salaire"*. Un autre renchérit : *"c'est tous des salauds, là-haut ; ils sont injustes"*.

L'interprétation des citadins oscille en permanence entre ces deux positions. Ce ne sont pas les plus riches ou les plus grands bénéficiaires des aides qui prennent systématiquement la défense de l'antenne sociale. C'est plutôt la destination des biens volés qui est en jeu. Si l'alimentation, qui a été cachée, est bien distribuée, répartie, utilisée pour ceux dont on juge qu'ils en ont le plus besoin, nul ne pourra sérieusement condamner le vol. Pour les jouets cassés, c'est plutôt une bêtise de gamins.

Le cas Bernard est sur le grill et suscite également des interprétations contradictoires. Il ne devrait pas être là. Il a fugué pour la nième fois du foyer où il a été placé. Il trouve à chaque fois un accueil provisoire dans la famille Bardor, jusqu'à ce que son éducateur vienne le chercher. Le père Bardor voulait l'adopter pour de bon et avait fait les démarches

nécessaires. Mais le Juge lui a indiqué qu'il serait responsable des délits commis par Bernard. Le père Bardor a craqué et Bernard fait des allers-retours du foyer à la cité. Il fait sans arrêt des conneries : *"il a piqué une mobylette en ville. Les flics l'arrêtent, ils lui demandent pourquoi il a piqué une mobylette. Il a dit : pour m'amuser"*. La délinquance de Bernard est mal jugée, on lui redit à l'occasion de ce vol : *"les conneries, faut pas croire, si on les fait, c'est parce qu'on a envie de les faire"*. *"Je vais arrêter d'en faire"*, dit Bernard. *"C'était avant qu'il fallait arrêter"*. *"S'il a été placé, c'est pour son bien, pour qu'il continue à aller à l'école"*. D'un autre côté tout le monde comprend qu'il fugue et accepte ses retours imprévisibles. Ils sont très nombreux à avoir été placés dans la cité, garçons et filles, ils connaissent les internats, les foyers de semi-liberté, toutes ces prisons qui ne disent pas leur nom. C'est normal qu'il fugue, il habite ici, à la cité, il revient chez lui. Cette perception contradictoire est celle-là même qui prévaut pour tous les placements. Certaines familles acceptent passivement le placement, signent sans rien dire. D'autres hurlent au kidnapping, protègent leurs enfants en les faisant héberger par des amis, cherchent à éviter par tous les moyens le placement.

IV - 7 - Conclusions

La vie d'un individu n'est pas assez pleine pour qu'il vaille la peine de la suivre dans ses moindres détails. Comment transcrire l'inactivité, l'ennui, les lentes déambulations sans but ? Nous sommes descendus, avec ces six événements, assez loin dans le détail. Mais ces événements sont peut-être des leurres. "Le social -indique encore F. Braudel- ne se laisse pas attraper au piège du temps qui court. C'est un gibier autrement rusé".

A tout le moins ces six événements nous révèlent des pratiques multiformes et contradictoires liées à des contraintes elles-mêmes très différentes : économiques, certes, mais aussi biologiques, sociales, institutionnelles, culturelles. Ce sont des événements qui se passent plutôt bien, qui restent des événements locaux, à l'échelle de la cité. Les contraintes sont tellement transformées, ré-interprétées, qu'elles finissent par disparaître dans l'événement, par s'évanouir. On y verrait presque une culture. Dans ces événements surtout, il y a une grande part d'incertitude. Bernard va-t-il recevoir une claque ? La dette sera-t-elle remboursée ? Le destin des individus ne semble pas inscrit d'avance ; il suffit d'un détail pour le faire basculer. Si Sylvie avait moins fait la java la veille, elle aurait accouché à l'hôpital comme tout le monde. Si le père Garbai était revenu en taxi, un taxi que son amie voulait lui offrir, il n'aurait pas été tué. Mais surtout l'organisation sociale n'est pas figée. Les Bardor sont riches en ce moment, mais ils sont en train de redevenir pauvres (à l'échelle de la cité évidemment). Bientôt il leur faudra s'allier à plus riches qu'eux, ou trouver d'autres sources de revenus. Les Garda sont parmi les plus démunis, mais que le mari travaille trois mois et il accèdera au chômage ; il sera un riche. Qu'il donne une fête et il deviendra un puissant. Que la mère Denis s'allie finalement à la belle soeur de Gilles et ils formeront une alliance dont la puissance sera formidable. Les cités sont bien des formations sociales inachevées. Il est évidemment un peu triste de penser que cette formation sociale n'ira pas à son terme, qu'elle sera délitée par les bulldozers et le mécanisme du relogement. Seulement pour savoir, on aimerait bien aller voir dans vingt ou cinquante ans.

Ces six événements, nous les avons sélectionnés, nous les avons mis en scène, pour en montrer les interprétations contradictoires et, dans la mesure

du possible, les tenants et les aboutissants. Il est des événements qui sont plus marqués, moins incertains dans leur déroulement, plus déterminés. Tout événement est la rencontre d'une contrainte et d'une pratique sociale. Mais dans les événements que nous avons sélectionnés, la pratique sociale se révèle la plus forte. Ailleurs c'est la contrainte qui l'emporte.

Il en est ainsi des événements dont la justice se mêle. Un jour, par exemple, Mme Kant a porté plainte contre un voisin dont le chien a mordu son fils aux jambes. Ce n'est pas la première fois qu'il lâche le chien quand le fils Kant rentre de l'école. Mais cette fois Mme Kant a porté plainte et la plainte n'a pas été retirée. Le jour de l'audience au Tribunal Correctionnel, Mme Kant, prise de remords, effrayée par le tribunal, se lance dans un plaidoyer pour défendre son adversaire, qui est aussi son ami de courrée:

"Il ne l'a pas fait exprès, le chien casse toujours sa chaîne et mon fils l'embête des fois, il l'excite avec des baguettes de bois".

Pris à contre pied, le tribunal n'en condamne que plus fermement le propriétaire du chien.

Il existe de nombreux exemples comme celui-là. Une autre fois, ce sont deux citadins qui se retrouvent au tribunal après une bagarre dans un café. Robert le blessé va trouver des arguments pour défendre son ennemi. Il assure au tribunal que leur bagarre était anodine, qu'il avait bien cherché et mérité ce coup de couteau et que de toutes façons ils s'aimaient toujours bien. Les magistrats durcissent encore et disproportionnent leur jugement.

L'effet de la justice n'est pas seulement de sanctionner ce qui aurait pu éventuellement se régler à l'amiable. Il est aussi de gommer les interprétations contradictoires de l'événement, de la réduire à un délit, en face duquel les citadins renoncent hâtivement à leurs griefs. On ne peut quand même pas leur faire cela, laisser la justice leur infliger une amende, ou, pire, la prison. Mais les griefs subsistent, n'en sont pas réglés pour autant, et sont au contraire cristallisés, aggravés par la décision de justice. Schéma classique.

Nous allons parler de ces événements où domine la contrainte dans les chapitres suivants. A propos de l'habitat (chapitre 5) et de la violence (chapitre 6). A propos des figures et des valeurs (chapitre 7) qui s'expriment en permanence dans l'ambivalence, dans la contradiction. Il est normal de ne pas payer son loyer, mais aussi : chacun doit payer son loyer ; le tribunal a vraiment été dur avec lui, mais aussi : il l'a bien mérité. Il serait injuste d'opposer terme à terme des événements comme ceux que nous avons relatés dans nos 6 exemples et des événements dominés par la contrainte. Il existe toute une graduation, d'un "événement sans importance" comme la perte des médicaments à l'événement le plus tragique.

Le modèle du théâtre est susceptible d'éclairer ce propos. Dans la scène dramatique, c'est une statue qui s'écroule sur lui mais il bande ses forces et réussit à l'écarter. Dans la scène tragique, la statue est sur lui et il n'y a rien à faire. Mais dans la réalité, des éléments tragiques s'immiscent dans la scène comique : l'acteur écrase un animal en butant sur la pierre, des éléments comiques s'imposent dans la scène tragique : l'acteur essuie ses lunettes avant d'expirer ; ou dans la scène dramatique : la statue qui s'écroule fait hurler de rire le public qui s'est trompé de film. C'est dire que la ré-interprétation de l'événement par les citadins s'applique aussi bien aux situations les plus désespérées, les plus tragiques qu'aux situations que nous avons décrites. La transmission orale des événements est faite

pour cette ré-interprétation, faite pour redonner un sens acceptable à toutes ces contraintes. Qu'il n'y ait, pour consolider cette histoire orale que quelques photos de parade jaunies, que quelques articles défraîchis, ne donne que plus de liberté à la transfiguration de l'histoire qu'elle opère. Qu'en dehors d'elle s'écrive une histoire du désastre, dans les dossiers de la justice et du social, n'empêche pas qu'elle se perpétue en privilégiant le rire sur les larmes, le cocasse sur le banal. L'organisation sociale de la cité, dans sa fragilité, n'est pas faite seulement pour transformer au jour le jour, dans un vivre ensemble permanent, les événements comiques ou tragi-comiques. Elle est faite également pour encaisser le choc des grandes contraintes.

CHAPITRE V - CIRCULATION

Les citadins circulent en permanence à l'intérieur et à l'extérieur de la cité. Un mouvement qu'il nous faut à la fois décrire et expliquer. Cette circulation incessante est un deuxième aspect du Vivre ensemble que nous avons caractérisé au chapitre IV sous la figure de l'évènement. Les événements, ces frottements des individus entre eux, sont précédés par de multiples déplacements et en inaugurent de nouveaux. Cette circulation des citadins obéit à deux modes d'existence contradictoires : celui du nomade, qui est obligé de se déplacer pour trouver de quoi vivre, et celui du sédentaire, attaché à la cité par le logement. Le citadin est un semi-nomade. Mobile sur le plan de ses moyens d'existence, sur le plan familial, il reste fixé dans un habitat. Cette contradiction se manifeste dans la vie quotidienne, car il faut voir et être vu, mais aussi se cacher ; bouger, mais aussi savoir s'arrêter ; elle peut se lire dans l'usage des espaces de la cité, espaces ouverts et espaces fermés ; elle éclate enfin au grand jour dans ses relations avec les institutions, lorsque vient le moment de choisir entre un habitat qui enferme mais qui protège et le départ de la cité. Ce sont trois aspects de la circulation que nous examinons dans ce texte.

V - 1 - Surveillance et circulation

Etre tout yeux, tout oreilles

Aux alentours de la cité des Roses se dresse un château d'eau. En haut du château d'eau, une sorte de cockpit, et sur ce cockpit...est-ce une barre de fer, de la hauteur d'un homme ? Ou bien, comme le pensent les citadins, *"un homme debout qui surveille avec des jumelles"* ? Il y a une échelle tout au long du château d'eau, les hommes se relaient, chacun à leur tour". Depuis que nous savons cela, il nous arrive de lever les yeux pour voir si la silhouette disparaît. On ne sait jamais, s'il s'était assoupi. Le même sentiment de surveillance apparaît à la cité des Lilas à propos du local de l'équipe éducative. Il est situé dans le seul bâtiment dont les appartements sont ouverts des deux côtés de la cité. Il permet de voir les deux autres bâtiments d'un côté, les pavillons et le parking de l'autre. *"Ils ne sont pas fous, eux, ils peuvent tout regarder"*.

La femme à la fenêtre d'un "évènement sans importance" (cf. *supra*, chap. 4) n'a ainsi pour rival nul autre que Big Brother. Les citadins doivent en permanence observer les autres, savoir ce qu'ils font, noter ce qu'ils sont en train de faire, deviner ce qu'ils feront. Ces informations sont indispensables pour des raisons matérielles : il faut connaître l'état du porte monnaie du voisin, le taux de remplissage du placard de l'allié, le jour de vente au grossiste du ferrailleur. Ces informations sont également indispensables pour survivre socialement : il faut savoir qui s'est mis à la colle avec qui, qui a rompu avec son allié, quel nouvel allié la famille des voisins a trouvé. La cité se regarde elle-même par un oeil de Judas. La sociabilité obligatoire, c'est l'obligation de voir et d'être vu. Une contrainte déplaisante, un espionnage généralisé. De nombreux auteurs ont mis l'accent sur cette contrainte, sur ce manque d'intimité qui serait à l'origine des problèmes de co-habitation dans les cités. "La rationalité architecturale qui supprime les cheminements et les complicités de l'ombre, qui fait disparaître du dehors toute intimité et tout secret, non seulement enferme les gens chez eux, mais participe au-delà de la raison administrative à l'édification d'un espace disciplinaire

où chacun est le surveillant de l'autre" (1). Le regard des autres devient insupportable lorsqu'il est vécu comme une contrainte. "La familiarité avec les voisins est recherchée, sauf lorsqu'elle apparaît imposée, auquel cas seules les contraintes de la proximité -audibilité et visibilité de chacun par tous- sont perçues" (2). Le regard de la femme à la fenêtre ne serait pas le rival mais le simple relais du regard omniprésent de Big Brother, qui surveille la cité depuis son château d'eau. Chaque citoyen serait un petit mirador transmettant ses informations au grand frère.

La réalité est autre. Le regard de chacun sur chacun fournit un ensemble d'informations à partir desquelles s'organisent aussi bien les alliances que les ruptures, les solidarités que les dénonciations. On peut dire de cet ensemble d'informations des uns sur les autres qu'il est le plan de consistance ou la matière première de la sociabilité. L'organisation sociale se bâtit sur ce plan de consistance. La vie sociale se nourrit de ces informations. D'autres chercheurs ont fort bien vu avant nous cette double tendance à l'alliance et à la rupture, à l'assistance et au rejet, à la solidarité et à l'inimitié. Ils la nomment Co-veillance : "La co-veillance est un mécanisme de vigilance extrême qui joue un rôle d'assistance et de surveillance habituellement dévolu aux institutions" (3). Que ce mécanisme joue le rôle habituellement dévolu aux institutions ne signifie pas qu'il amène les individus à jouer le jeu des institutions. On le voit lorsqu'il y a refus collectif de payer le loyer, ou échange de conseils sur la meilleure manière d'obtenir une aide. "La co-veillance est un mouvement social discret, organisé en de multiples réseaux, qui allie solidarité et surveillance sociale" (4). Mais la surveillance sociale n'est pas uniquement une réponse aux stimuli des institutions. Elle est bien, sur chacun des réseaux, une prise d'information, une vigilance qui dans certains cas seulement pourra remonter jusqu'aux institutions. Autrement dit, il ne faut pas polariser l'analyse de la circulation permanente des citoyens sur les dualismes traditionnels Pratiques intra-muros/Contraintes externes, ou Opprimés/Centres de pouvoir, car cette méthode ne peut rendre compte que partiellement de la circulation et des effets de la co-veillance dans cette circulation. Il faut bien plutôt observer les déplacements eux-mêmes et leur vitesse pour retrouver le poids des contraintes et l'efficacité des pratiques sociales. C'est ce que nous faisons en nous intéressant d'abord aux déplacements des individus vers l'extérieur de la cité, puis à une circulation particulière, celle des enfants et des adolescents.

En sortant de la cité

Les accès des cités peuvent être vus par le gros bout de la lorgnette. On aperçoit des fourmis qui rentrent et qui sortent, à toute heure du jour et parfois de la nuit. Un trafic de fourmis qui n'aurait pas d'heures. Ni de chemin régulier : ils sortent et entrent par les accès prévus mais aussi en franchissant le talus, en dévalant par le bois, en coupant à travers champs, en traversant la voie rapide en dehors des clous, en sautant les barrières des jardins. On peut néanmoins trouver des régularités.

(1) C. Pétonnet, "Espaces habités", op. cit. p. 53.

(2) O.P.H.L.M. et Agence d'Urbanisme de la ville du Havre, "Analyse de la demande en logement sociaux".

(3) Suzanne Rosenberg et Alili, EPSILON, "A l'aune de la paralogie", rapport ronéoté, Plan Construction, 1981, P. 102.

(4) Idem, p. 101.

Il ya le mouvement régulier, quotidien, des salariés et des écoliers. Sans commentaire. La circulation a aussi cet aspect traditionnel. Pour les autres mouvements, il faut sans doute distinguer entre les hommes et les femmes pour trouver des régularités.

Les femmes sont presque toujours chargées de l'approvisionnement et chargées des démarches auprès des institutions. Les déplacements sont compris entre le départ des enfants pour l'école et le moment où l'on rentre à la cité en ayant nécessairement assuré l'approvisionnement pour le repas du soir. Suivant les cas, le déplacement principal de la journée sera le passage au bureau d'aide sociale pour les bons -ne jamais oublier, cela voudrait dire que vous pouvez survivre sans les bons, mauvais pauvre qui n'êtes pas "régulier dans vos demandes", ou bien le passage à la sécurité sociale pour une information, à la caisse pour demander un rendez-vous, à la D.D.A.S.S. pour savoir si la demande de secours est agréée, au secours catholique, à la poste pour toucher un chèque. Ces déplacements sont tous dans la logique de "se faire voir" par les institutions pour bénéficier des transferts sociaux. Les institutions sont également des lieux où l'on se rencontre, où l'on échange des informations.

Il y a ainsi appropriation d'un équipement collectif qui ne sert pas seulement pour ce à quoi il est destiné mais sert également de lieu de rendez-vous, de commérage, d'informations. Nous l'avons relevé dans une étude réalisée à Trappes (1) : les migrants d'origine africaine, maghrébins, sénégalais et maliens, se retrouvaient dans une P.M.I. des grands ensembles alors que les français et les portugais "occupaient" les deux autres P.M.I. du quartier sans que cela corresponde à une proximité géographique. L'équipement est investi comme lieu de rencontre en dehors de sa destination. Pour la cité des Roses, par exemple, c'est le B.A.S. qui joue ce rôle. Les citadins s'y retrouvent, sous le porche, dans le bureau, ou dans la grande rue commerçante qui y mène et échangent les nouvelles du jour. La "supérette" (2) joue le même rôle. Non seulement parce que le patron est "coulant", accepte les bons et accepte de rendre la monnaie sur les bons, de vous vendre ce que vous désirez ; mais aussi parce qu'on est sûr d'y rencontrer les voisins, sur le trottoir, dans la rue, dans le magasin lui-même.

La circulation des femmes en sortant de la cité est bien modelée sur des horaires, celui de l'école, celui de l'ouverture des bureaux. Elle est à double vitesse : celle que règle la nécessité de se faire voir des institutions, donc d'attendre, de prendre rendez-vous, de revenir, et la nécessité de s'approvisionner pour le soir, donc de trouver l'argent, de passer à la supérette à la fin de la matinée ou de la journée, de remonter à la cité après les courses. Et celle que règle la sociabilité ancrée sur ces deux lieux, la rencontre, la prise d'informations, le commérage, bref, la nécessité de voir.

Les hommes, nous avons montré qu'ils circulaient sur les lignes des réseaux économiques, vers les décharges, les épavistes, le port, vers la carrière, le chantier. N'étant pas soumis aux horaires des institutions, ni aux contraintes de l'école et des tâches domestiques, leurs déplacements prennent l'allure de véritables dérives. Qu'un ancien revienne à la cité, ou une nouvelle connaissance, un ami, qu'on ait besoin d'une information, d'un objet, qu'il y ait une occasion, un coup à faire et ils partent pour la ville. Sur ces

(1) J.F. Laé, *D'une image à la réalité de Trappes*, rapport ronéoté pour la D.D.A.S.S. des Yvelines, Municipalité de Trappes, 1980.

(2) Petit supermarché.

parcours seuls les cafés sont des lieux de rencontre, des haltes auxquelles on sacrifie pour voir et être vu. Suivant les villes, les cafés représentent des haltes bien distinctes. Il y a le café des ouvriers du bâtiment, le café des éboueurs et employés municipaux, le café des manouches, le café de la "racaille". Dans ces cafés se rencontrent les habitués.

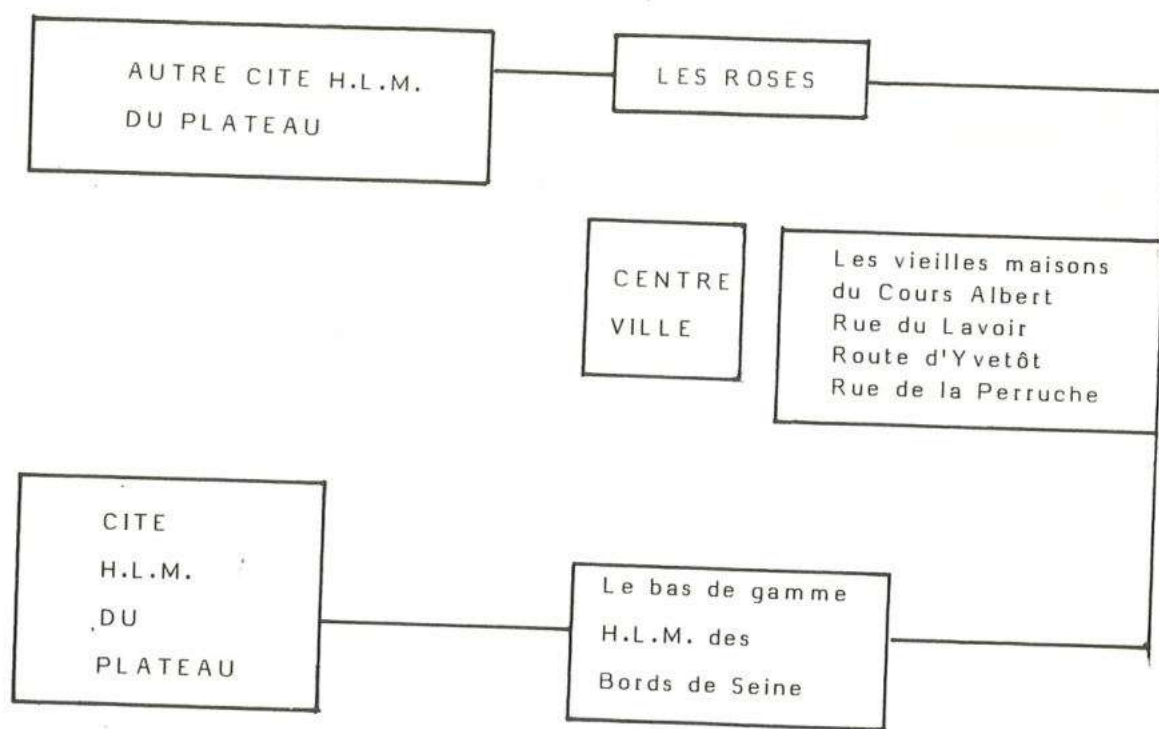
Hommes et femmes se rencontrent dans ces déplacements. Dans les jardins, pendant la bonne saison. Et dans les loisirs, dans les fêtes foraines en particulier, car on n'hésite pas à faire plusieurs kilomètres pour s'y rendre, en famille, en bande ou en couple, sûr d'y rencontrer les voisins, les amis, l'oncle ou la tante, la belle-mère, l'ex-beau-frère et toute la clique. Il y a encore les ventes d'Emmaüs ou du Secours Populaire, de la Croix-Rouge, ou la distribution des jouets à Noël, qui sont autant d'occasions de rencontre.

On doit également noter qu'il existe des passages, des circulations entre les cités et d'autres ensembles H.L.M. ou d'autres cités. Entre la cité des Lilas et la cité du Muguet, il y a des passages, des connaissances, on se vend et on s'achète des biens, on échange des informations. Cette circulation peut même se lire sur la liste des locataires : certains patronymes sont identiques. La fille de la famille est venue s'installer dans la cité voisine. De même pour la cité des Roses. Il y a des passages entre cette cité et les autres ensembles H.L.M. du bas de gamme de la ville ainsi qu'avec les vieilles maisons à bas prix qui existent encore dans un quartier. Cette circulation correspond au fait que les citadins sont issus de ce quartier et de ces ensembles H.L.M. dont ils ont été retirés. C'est ce que nous dénoncions naguère (1).

Mais le maintien de cette circulation, de ces échanges, indique que la réprobation qui s'attache à l'habitat en cité n'a pas été suffisante, dans bien des cas, pour briser les liens d'inter-connaissance qui avaient été noués dans l'habitat précédent. De même que les familles ayant vécu dans le même "taudis" se reconnaissent entre elles dans la cité par un lien d'origine, de même certaines familles ont maintenu, ou créé -à travers des rencontres professionnelles, dans les institutions, dans les loisirs- des liens avec les habitants des autres ensembles H.L.M. de la ville.

Il est possible, pour la cité des Roses, de dessiner un plan des circulations qui existent entre la cité et les autres zones d'habitat.

(1) J.F. Laé, "Ordre social et filière d'habitat ; la cité de transit", in **Champ social**, N° spécial, supplément au N° 24.



Cette circulation entre les "lieux maudits" de la ville correspond bien à un marquage social de populations, une image sociale globalement défavorable qui ne tient pas compte des différences, qui ne distingue pas le bon travailleur du chômeur, l'ivrogne du type sérieux, la bonne ménagère de la prostituée, mais recouvre tous les milieux populaires à partir de leur habitat.

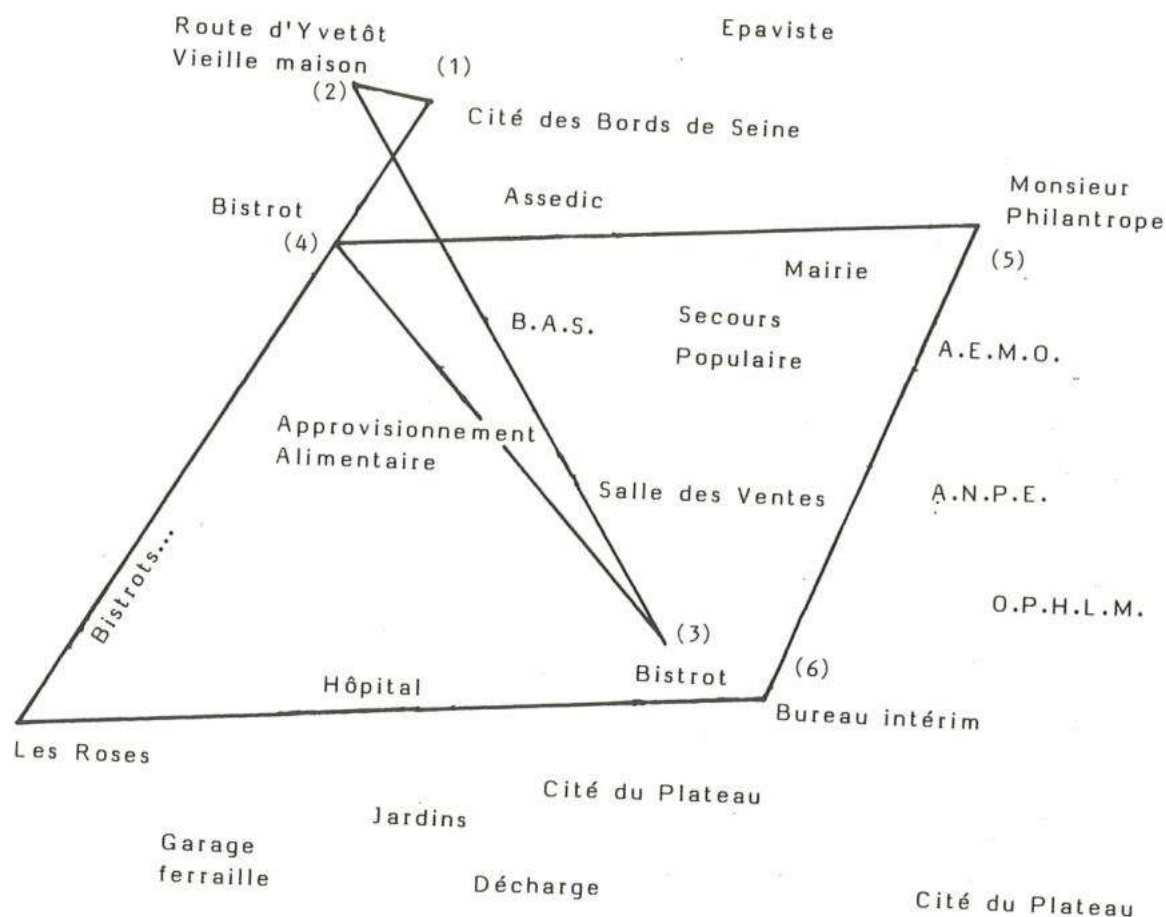
Cette circulation tient aussi à ce que les individus ont des intérêts communs qui sont ceux des réseaux économiques. Ils relèvent des mêmes institutions, des mêmes circuits professionnels. Et la fréquence des échanges tient enfin aux relations personnelles des individus, au fait que chaque individu entretient plus ou moins de relations qui l'amènent à se déplacer.

On peut ainsi reconstituer les déplacements sur une journée d'individus dont la circulation est particulièrement intense. Cette circulation traduit à la fois les contraintes dont l'individu est l'objet, c'est à dire la nécessité de bouger pour s'approvisionner et les connaissances que l'individu est capable d'utiliser, c'est à dire l'étendue de son réseau individuel. Nous donnons trois exemples de cette circulation sous forme de cartes avec une explication pour chaque déplacement. En dessinant ces cartes, nous avons pensé aux "lignes d'erre" de Fernand Deligny, qui inscrit les déplacements des enfants dont il a la charge (1). Voici ce que dit Deligny à propos des cartes : "l'homme, être de raison, peut se dire aussi être de réseau. L'erreur la plus comédiablement voué à l'être, semblable. Il y a la vie d'asile, qui est la vie de chateau, ses ports, ses fêtes, ses oubliettes, et il y a la vie de radeau". Cette opposition entre vie d'asile et vie de radeau est la meilleure métaphore possible de la lutte, dans la vie quotidienne de chaque citoyen, entre des contraintes liées à la vie économique et à l'habitat -ces contraintes qui relèvent, nous l'avons dit, d'une analyse de la cité comme espace fermé- et des pratiques sociales susceptibles de déjouer ces contraintes, sous la forme ici de circulations qui dépassent largement l'espace de la cité.

(1) Voir Fernand Deligny, "Cahiers de l'immuable, II, chap. 2, Journal des lieux", in *Recherches* N° 20, Dec 75.

Jour J.

Monsieur R.P.

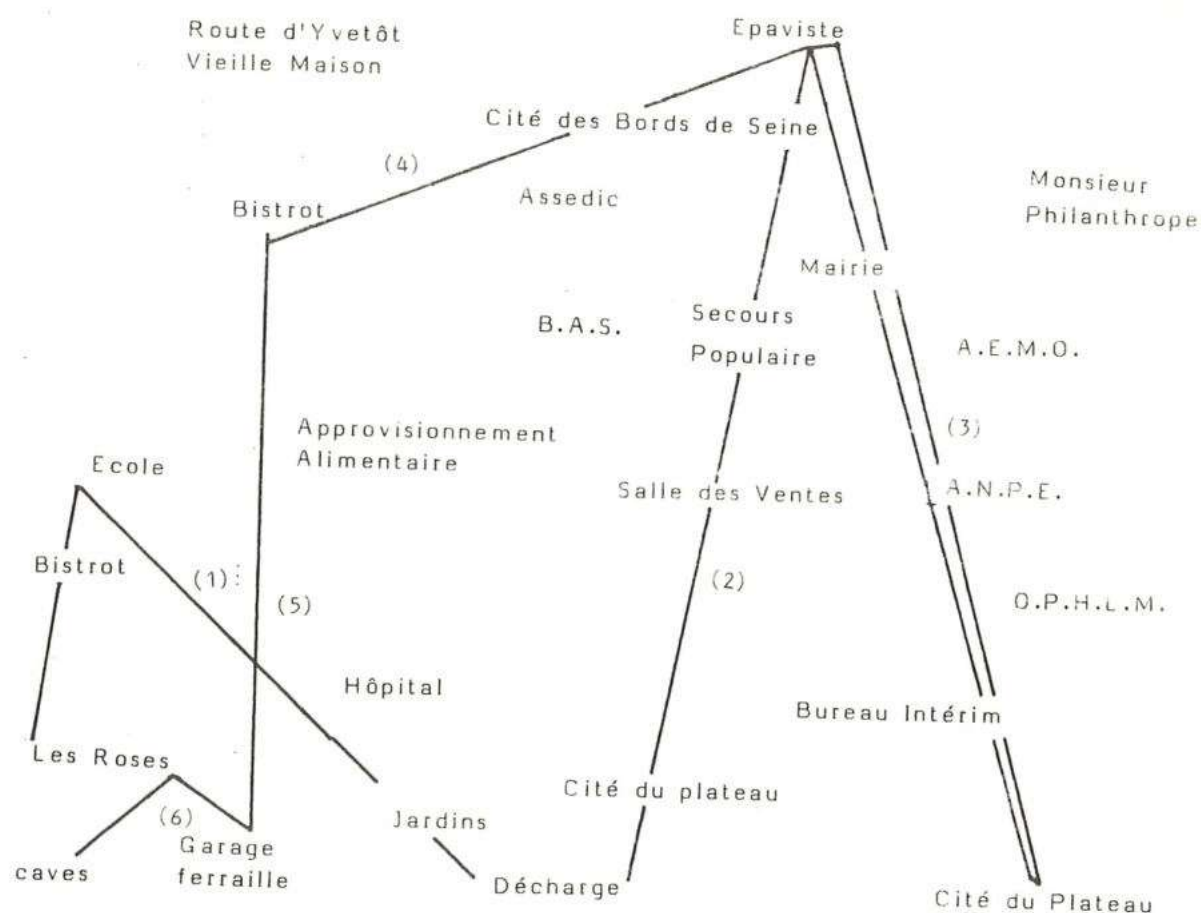


Les déplacements de Monsieur R.

- I) Cité des bords de Seine. Un compagnon l'attend pour connaître la réponse des ASSEDIC. Refus.
- II) Ils vont rejoindre un ami qui, lui, a été repris aux ASSEDIC. Discussion : "comment a-t-il fait" ?
- III) Direct vers le bistrot tout en discutant ferme sur le pourquoi du refus. Rencontre de Jeff qui doit rejoindre Alain.
- IV) Direction du nouveau bistrot pour rejoindre Alain qui est menacé d'expulsion mais espère être aidé par le B.A.S.
- V) Monsieur R. quitte ses amis pour aller voir Monsieur Philantrophe, chirurgien de son état, qui connaît Monsieur R. depuis qu'il est petit et qui milite au secours populaire. Monsieur R. déjeune chez lui. Ils parlent de la menace d'expulsion et R. essaie d'obtenir son appui.
- VI) Un passage à l'intérim. Rien.
- VII) Retour aux Roses. R. annonce que le chirurgien va les aider.

Jour L.

Théodore

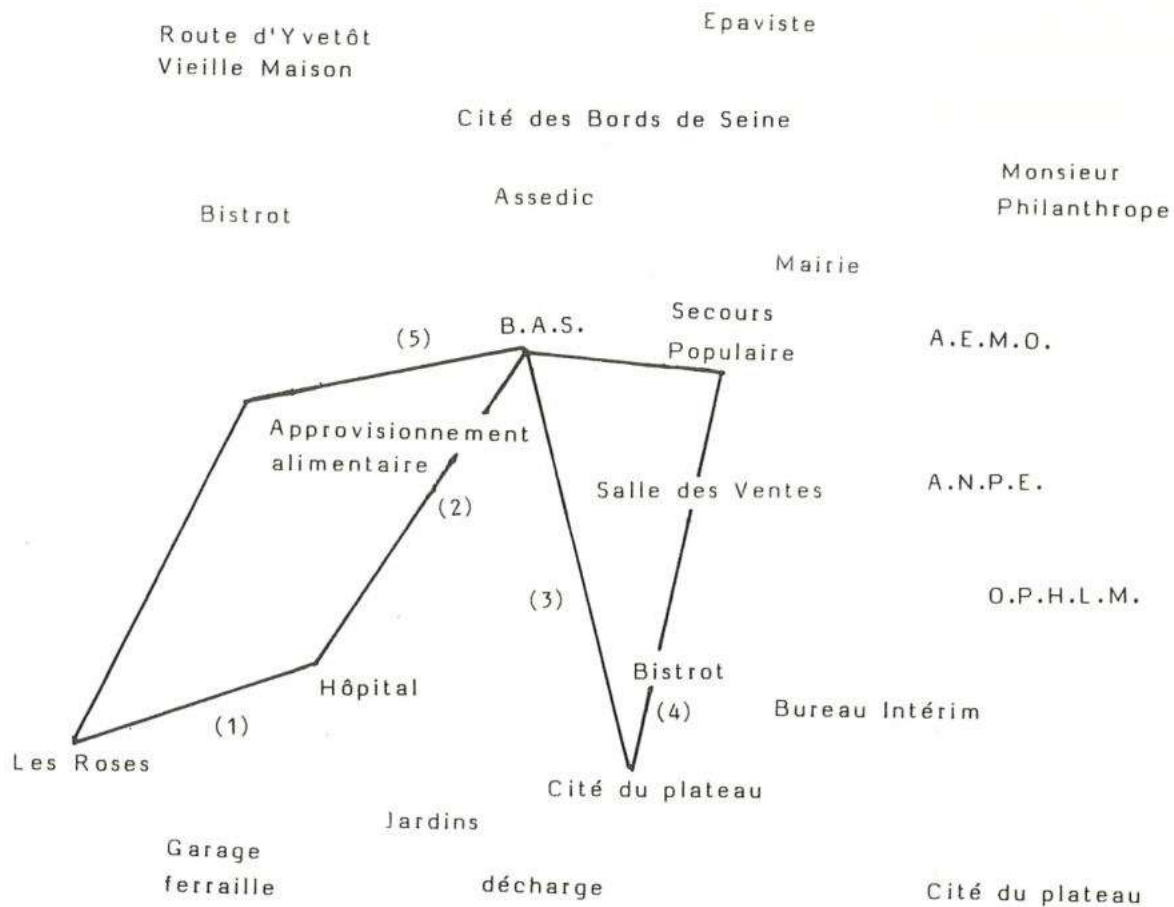


Les déplacements de Théodore

- I) Départ en vélo avec le gamin dans la carriole, à déposer à l'école. Tout droit vers la décharge, avec la ferme intention de ramener quelque chose ce soir. Récupération à la décharge d'un poste à transistor, d'un vase, d'une roue de vélo, d'une petite chaudière à charbon.
- II) Vers l'épaviste qui sera peut-être intéressé par la chaudière. L'épaviste lui donne trente francs et lui signale un immeuble en démolition qui pourrait l'intéresser.
- III) Immédiatement vers la cité du plateau où se trouve cet immeuble. Récupération de gouttières en plomb qu'il ramène aussitôt à l'épaviste.
- IV) Au bistrot, rencontre avec Flaubert et discussion d'où il ressort qu'il aurait pu revendre ses gouttières plus cher en allant chez le ferrailleur. Flaubert lui rappelle qu'il a promis un coup de main pour une maison.
- V) Le ferrailleur confirme qu'il lui aurait donné un meilleur prix de ses gouttières. L'épaviste est un voleur et il ne faut pas aller chez lui.
- VI) Théodore est content de sa journée. Il rentre avec des courses et entasse dans sa cave ce qu'il n'a pas vendu.

Jour K

Madame Thompson



Les déplacements de Mme Thomson

I) Mme T. doit passer à l'hôpital qui lui réclame de l'argent alors qu'elle bénéficie de l'aide médicale gratuite. A l'hôpital on lui explique qu'elle doit obtenir un nouvel imprimé du B.A.S. pour être prise à 100 %. Elle en profite pour visiter la voisine qui vient d'accoucher et lui donne des nouvelles de la cité.

II) Le B.A.S. lui donne son imprimé. Elle rencontre Mme Regal de la cité du plateau et lui demande de l'attendre.

III) Elle raccompagne Mme Regal à la cité du plateau, mais se rappelle que c'est le jour du secours populaire. Toutes les deux font demi-tour et réfléchissent à ce qu'elles vont demander.

IV) La queue est longue au secours populaire mais on y apprend que l'école privée Sainte Claude distribue des vêtements et des meubles la semaine suivante. Mme Thomson prend une veste pour son homme, Mme Regal un manteau pour elle. La permanente est accueillante et prend de leurs nouvelles.

V) Avec les bons, Mme T. passe à la supérette et paie le complément en argent.

Ces trois cartes dessinent les déplacements d'individus particulièrement actifs et mobiles. Cette mobilité apparaît contradictoire avec le "Vivre ensemble 24 H sur 24" qui organisait notre chapitre IV. Et cette contradiction nous permet d'affiner la question du réseau et du territoire qui est posée au départ de la recherche. Le territoire de la cité, comme territoire social et géographique, déborde manifestement les barrières de la cité conçue comme espace urbain limité et mesurable en nombre de mètres carrés. Le vivre ensemble 24 H sur 24 est un vivre ensemble non seulement dans le cadre de l'habitat mais aussi sur les lignes dessinées par les réseaux. La circulation n'est pas contradictoire avec le vivre ensemble. C'est le vivre ensemble qui englobe l'espace ouvert par les circulations.

Cette extension du territoire de la cité, dont nous estimons avoir donné une foule d'exemples, permet de relier les modes d'exercices du pouvoir aux modes de circulation. Ainsi de la circulation des hommes. Nous avons montré qu'elle n'obéissait pas à des contraintes régulières d'approvisionnement, de prise en charge des enfants, de tâches domestiques. De ce fait, les hommes échappent plus facilement au repérage par les institutions. Nous en voulons pour preuve l'enquête réalisée sur sept cités de Seine-Maritime, enquête que nous avons déjà citée et utilisée. Réalisée à l'initiative de la D.D.A.S.S., en liaison étroite avec les travailleurs sociaux des équipes éducatives implantées dans les cités, l'enquête portait sur 315 logements et 1.190 individus dont 250 hommes. Or, pour 100 d'entre eux, les travailleurs sociaux installés à demeure dans les cités ne savent pas s'ils sont actifs ou inactifs, au chômage, intérimaires, saisonniers ou autres. Or, ces hommes existent, ils jouent un rôle important dans la cité. La disparition de ces 100 hommes ne doit pas être considérée comme une négligence des travailleurs sociaux et des institutions, obsédées par l'enfant et par la mère, véritable chef de famille. C'est bien plutôt cette obsession qui traduit le fait que les institutions n'ont pas de prise, pas d'emprise sur les hommes.

Le territoire social et géographique de la cité n'est pas seulement formé par les institutions, il est aussi formé par les citoyens dans leurs déplacements. Les citoyens échappent à l'enregistrement en étendant le territoire de la cité vers d'autres périphéries, en multipliant les contacts avec d'autres cités, ou avec les nomades qui habitent dans des caravanes en bordure de la zone industrielle. Ils échappent encore en évitant d'emprunter les grands axes de circulation, en utilisant les terrains vagues, où l'on peut faire cuire le cuivre et l'aluminium, ramasser de l'herbe pour les bêtes, laisser jouer les enfants et les chiens. Ou encore en empruntant les sentiers de traverse, en passant par derrière l'usine plutôt que devant le centre commercial, à la limite de la zone pavillonnaire et des H.L.M. plutôt que par la grande avenue. Le territoire social de la cité doit être vu comme un territoire formé par les réseaux et en expansion, vers la périphérie des périphéries, vers des zones de plus en plus éloignées.

Circulation et enfance

Pourquoi parler de l'enfance à propos de la circulation ? Notre recherche n'avait pas pour objet l'enfance et l'adolescence et nous n'avons pas fait d'entretiens enregistrés avec les enfants et les adolescents. Mais nous avons fait un ensemble d'observations que nous pouvons utilement rattacher à ce thème de la circulation. La question pourrait être en effet : y a-t-il des modes de circulation propres à l'enfance et à l'adolescence ? La réponse est : oui, mais repose sur des indications fragmentaires, donc restera hésitante.

Il semble bien que les enfants circulent en suivant leurs parents d'une part, et, d'autre part, en créant leurs propres espaces et lignes de circulation. En suivant leurs parents, c'est vrai bien sûr pour les enfants en bas âge. On voit pourtant les nourrissons et les tout jeunes (jusqu'à 4-5 ans) dans les bras des pères, des frères et soeurs et des voisins, et pas seulement à la garde des mères. Liberté leur est laissée, dès qu'ils le peuvent, pour errer dans l'appartement puis sur le palier, puis chez les voisins. C'est alors qu'ils circulent sur les lignes de leurs parents. On les retrouve dans les mêmes appartements, en groupes, en grappes, et en ville. Il ne faut pourtant pas imaginer une sorte d'éducation communautaire où l'enfant serait confié à une autorité collective, celle de la cité. L'enfant reste bien sous l'autorité des parents et, pour le quotidien, sous celle de la mère. Nous avons noté plusieurs fois que les mères voisines ou amies n'intervenaient pas sur l'enfant, se contentaient de prévenir la mère : *"ton fils est en train de jouer avec l'eau"*.

Parallèlement à cette circulation sur les lignes des parents, les enfants créent, dès qu'ils sont en âge de sortir, leurs propres lignes. Nous ne pouvons pas généraliser, mais, pour une cité, nous avons des observations sur toutes les tranches d'âge. A partir de 4-5 ans les enfants jouent dehors, si le temps le permet, ou dans les appartements, les escaliers et les halls d'entrée, mais en groupe. Dès 7-8 ans, la différenciation sexuelle se fait et on retrouve les garçons d'un côté, les filles de l'autre, dans les caves aménagées en ce que l'on pourrait appeler les Clubs. La puissance du Club se mesure à la capacité de ses membres à y accumuler des richesses qui sont, dans l'ordre décroissant : la musique, le chauffage, les meubles, le tabac, la boisson, la nourriture. Pour les plus âgés on ne trouve plus qu'un Club et il est plus fréquenté par les garçons, qui restent libres, tandis que les filles assument bien souvent une partie des tâches domestiques et familiales et ne fréquentent le Club que dans leurs moments de liberté. Les garçons sont bien souvent tiraillés entre le Club et la bande, et leur carrière scolaire ou la nécessité de travailler pour aider la famille. Ils sont tiraillés entre le désir d'avoir de l'argent pour eux, et la nécessité de donner de l'argent aux parents. C'est bien souvent la bande qui l'emporte, avec des valeurs de consommation (musique, fringues, mobylettes, sorties) qui sont celles de tous les jeunes, mais cela n'empêche pas qu'ils restent attachés à la famille et à la cité. On observe au contraire qu'il y a de nombreuses liaisons internes à la cité. Filles et garçons se mettent "à la colle" très jeunes, avec des naissances très tôt. Le rapport d'activités de la cité des Lilas note par exemple 12 mariages entre jeunes de la cité et 10 couples non-mariés qui vivent chez les parents ou qui vont s'installer en dehors de la cité. Si la colle tient, les jeunes formeront une nouvelle famille, les parents se démèneront pour leur faire attribuer un logement. Que l'homme s'en aille au bout d'un moment et la fille retournera peut-être vivre avec sa mère et l'enfant. Les garçons, eux, doivent s'émanciper. Mais on les retrouve parfois, chez une femme plus âgée, installés comme pensionnaires et protecteurs.

Cette revue rapide de l'enfance et de l'adolescence soulève de nombreuses questions. Nous nous voyons déjà assaillis de questions sur les rites de passage entre l'enfance et l'adolescence ou sur les mécanismes inter-générationnels de transmission des valeurs et des savoirs. Là encore pourtant les processus ne sont pas univoques mais multivoques et contradictoires. Par exemple, tous les enfants ne sortent pas. Il y a des parents qui ne laissent pas sortir les enfants, c'est une façon de se différencier. Il y a aussi des citadins qui se marient en dehors de la cité, nous en avons rencontré sans les compter. Il y a aussi ceux qui travaillent, y compris les femmes, ou qui poursui-

vent des études. Bref il y a des modèles différents et le cas de figure que nous avons exposé c'est seulement celui qui se déploie dans la cité, donc le plus voyant. Ce cas de figure ne peut constituer un modèle parce que c'est la première fois qu'il se présente. Rappelons que les cités ont dix ans. Ceux qui avaient dix ou quinze ans lorsqu'ils sont arrivés dans la cité n'ont pas connu ces clubs. Pas de rites de passage donc, mais un système tout neuf, fragile, susceptible de changer à la prochaine génération.

L'observation nous paraît propre à alimenter une réflexion sur l'éducation en termes de circulation. On voit bien que l'éducation n'est pas seulement inter-générationnelle, des parents aux enfants, mais intra-générationnelle, comme dans l'ensemble de la société française (1). Nous avons parlé de différences entre les générations, par exemple sur la consommation, ou sur la contraception. Les différences impliquent le changement. La circulation des enfants, sur les lignes de leurs parents d'une part et, d'autre part sur leurs propres lignes, permet d'explorer ces changements. On voit bien que les enfants sont attirés par la ville, pas seulement pour le ravitaillement, mais pour voir les gens, les vitrines, la mode. Les mobylettes vont libres, débarrassées des carrioles et des soucis, pour le plaisir d'être en bande, de bouger, de voir et de se faire voir (2). Cette circulation ne doit pas s'interpréter en termes de rupture : si l'on rencontre un ancien en ville, on fait cercle autour de lui, on se reconnaît. Mais elle montre que les modes de vie changent. On voit bien, de la même manière, que les enfants n'ont pas la même attitude que leurs parents avec les travailleurs sociaux. Les activités du mercredi, les colos, ça marche, même si les parents ne sont pas de bons clients du travail social. Il y a là une brèche dans la reproduction où les travailleurs sociaux s'engouffrent fort justement. Que la coupure se reproduise dès que les jeunes ont atteint l'âge où se posent les problèmes de boulot et de famille pose un autre problème, bien ennuyeux. Mais l'enfance ouvre bien à un mode de circulation distinct de celui des parents.

Notre approche reste définitivement partielle. Alors pourquoi s'intéresser aux modes de circulation de l'enfance ? Parce que celle-ci, sous ses deux formes, reste menacée par une interruption brutale, le placement. Et que le placement des enfants recouvre justement ces deux formes de circulation.

On a en effet une première série de placements d'enfants en bas âge ou de nourrissons. Dans ces placements, l'enfant ne compte pas, il est saisi sur la ligne de ses parents. En réalité on place l'enfant parce que les parents sont coupables. Cette mise hors-jeu de l'enfant dans la procédure de retrait doit, à notre sens, être reliée à un ensemble d'attitudes contradictoires et de "trous de mémoire" chez les parents. L'état-civil et la généalogie familiale sont ici des sciences bien inexactes. Par exemple cette femme qui parle de sa soeur : *"j'ai même une soeur, je ne sais pas où elle est. J'ai une soeur, ma mère ne l'a même pas reconnue, mais elle me l'a dit l'autre fois, c'est pas ma soeur, c'est ma demi-soeur"*. Une autre femme parle de son premier et de son deuxième père, en mélangeant les deux,

(1) C'est ce que plusieurs anthropologues américains de la ville reprochent à Oscar Lewis dans sa conception d'une culture de la pauvreté qui se reproduit uniquement de façon inter-générationnelle, l'enfant ayant acquis, à l'âge de 6 ans, les valeurs de ses parents dans un système qui se reproduit, qui ne change pas. Cf. par exemple, Edwin Eales et Judith Granith Goode, *"Anthropology of the city"*, Prentice Hall, New Jersey, 1977.

(2) Sur le départ vers la ville, la sortie de la cité, voir Ahmed Boubecker, *"Quartier Cousin"*, in *Les temps Modernes*, déc. 82.

et ce deuxième père, qui n'est pas le père naturel mais le père qu'elle a connu, elle ne sait même pas exactement comment il est mort : "mon père est décédé à l'usine de textile d'une explosion ; ça a sauté ; il était malade, moi, je ne l'ai pas connu mon père, je n'ai connu que celui-là qui est décédé là. L'autre, c'est mon premier père, je ne le connaissais pas du tout. Que l'autre, mon père là, il est décédé d'une jaunisse, je suis même allée à l'enterrement. Les autres ils disent que c'est une maladie de la laine, d'autres que c'est une explosion". L'incertitude sur l'état civil et la généalogie n'est donc pas liée uniquement aux placements. Elle est liée aussi aux décès, à la mobilité familiale, etc... La fragilité de la famille est telle que l'on crée parfois des liens familiaux qui n'existent pas, par exemple cette mère de famille qui parle de la compagne, peut-être provisoire, de son fils, comme si c'était sa belle-fille : *ça fait six mois qu'il est avec ma bru ; enfin ils sont pas mariés, mais je l'appelle ma bru ; c'est ma bru à venir*". Mais les placements fournissent le modèle négatif de la "femme indigne" qui abandonne ses enfants. Tous les citadins sont unanimes à dénoncer la mère indigne. Mais ceux-là mêmes qui la dénoncent ont eu des enfants retirés et placés. Et l'incertitude sur les parents et sur les grands-parents vient bien de l'incertitude sur les enfants. Nous avons noté plusieurs fois la difficulté, pour les familles nombreuses, à repérer exactement, non seulement les filiations, les enfants du premier, du deuxième lit, du lit intermédiaire, mais même le nombre exact d'enfants (1). Ces "trous de mémoire" des parents, ce "les enfants ne comptent pas dans ces milieux" qu'évoque Claude Liscia et cette valeur de l'enfant comme richesse, comme preuve d'amour que nous avons déjà notée, toutes ces attitudes recouvrent bien souvent le départ d'un ou plusieurs enfants qui ont été placés et que l'on ne reverra plus, ou bien tard. Le retrait d'enfant apparaît comme une sorte de fatalité et il nous paraît central dans l'existence et le devenir de la famille dans la cité. Le long morceau d'entretien enregistré que nous donnons maintenant fournit un bon exemple de l'incertitude dans les souvenirs et du sentiment de fatalité, qu'il ne faut pas confondre avec de l'indifférence ou un manque d'émotion, qu'indique la neutralité du ton et l'absence de pathos, d'apitoiement sur soi-même.

...Je me suis mariée et puis j'ai eu du mal à accoucher, il a fallu que les infirmières de l'hôpital viennent à la maternité. J'ai eu une hémorragie, j'ai été déchirée, j'ai eu quatre agraphes, j'étais malade, je croyais que j'allais y passer ; ma fille Nathalie ça a été, j'ai bien accouché.

J.F. : Flore, t'as pu la garder dès le début.

*M. J'ai été malade mais je l'ai gardée, avec ma mère ; après j'étais avec Flore, alors quand je travaillais au textile ma mère la gardait, mais mon père voulait pas, il disait : faut que tu emmènes ta fille. Alors je l'ai emmenée, je la mettais à la crèche à l'usine, fallait que je le reprenne à neuf heures, je faisais de une heure à neuf heures, ça allait. **Après je faisais de cinq heures du matin à une heure, je voyais qu'il fallait que je la réveille pour la porter à la crèche. Alors c'est là que j'ai arrêté.** Après j'ai eu ma deuxième fille et Jean-Paul (son mari) **me l'a reconnue**, j'étais avec lui ; c'était le quatrième.*

(1) Voir J.F. Laé, "Naissance à Chicago", in *Informations sociales*, N° 6, 1983.

J.F. Et après ils te les ont tous enlevés en même temps.

M. Non il y a eu Mirabelle, puis Mathias qu'ils ont enlevés ; je devais aller à la clinique du Havre, il y a une clinique au Havre. Je devais y aller avec Mirabelle parce qu'elle a le bras comme ça tout le temps, elle arrivait pas à le remettre droit, **non c'était pas le bras, c'était le pied**, elle avait un tout pied comme ça, de travers, ils voulaient la mettre la-bas, puis moi j'ai pas voulu ; alors c'est ma mère qui me les a fait enlever, elle a téléphoné et puis c'est Leclou, le commissaire Leclou qui est venu chercher mes deux mômes ; je voulais pas ouvrir, ils ont défoncé ma porte, ils m'ont pris mes deux mômes ; l'assistante sociale aussi y était, tous les deux.

J.F. Je croyais qu'il y en avait un qu'on t'avait enlevé à la clinique même, à l'accouchement.

M. Oui, c'est ma petite Mirabelle ; ils sont venus à la pouponnière et ils l'ont emmenée ; j'ai travaillé à la pouponnière quand il y avait Mme Davin. Puis là, j'ai pas de nouvelles, j'ai des nouvelles de mon gars Mathias, puis ma fille, c'est eux qui m'écrivent là ; c'est la nourrice qui les écrit, puis c'est eux qui... Ils m'envoient des cartes, pas mal de cartes ; ils sont en vacances, dans les Yvelines...

Après, Jean-Paul il est venu chez moi, il vivait chez moi, il est resté deux mois, après il est reparti pour la foire, puis il est revenu et là il est resté avec moi, c'est là que je l'ai connu, toujours avec moi. Je l'ai connu aux vieilles écuries. C'est lui qui a reconnu ma fille Nathalie, il a même pleuré parce qu'on l'avait enlevée à la maternité parce que mes deux gosses ils étaient partis chez Monique Mignard (une amie voisine), parce qu'ils voulaient me les enlever. **Mais Monique a dit non, donne moi-les, moi je vais te les cacher.** C'est quand j'étais aux écuries parce qu'ils voulaient m'enlever mes deux gosses, Monique m'a dit non, laisse-les, parce que je devais les mettre à la maison de l'enfance, elle m'a dit : "ils vont pas être malheureux, ils vont être bien avec moi", alors ma mère, elle c'est elle qui m'a fait des vacheries, parce qu'elle l'avait dit au commissaire Leclou, à leclou-le-pourri, c'est lui qui m'a pris Nathalie, Valérie, pas Nathalie, Mirabelle, qu'elle avait son bras comme ça, son petit bras toujours comme ça, et puis il fallait que je la mette à la pouponnière de l'ARC. Puis moi je voulais pas parce que je dis non, ils vont pas me la redonner si je la mets à la pouponnière de l'ARC, **je vais plus la ravoir** et puis j'avais été voir un spécialiste, avec Monique, parce que Monique m'avait dit on va voir un spécialiste, et le spécialiste il m'a dit il se remettra tout seul puis là elle est en nourrice près d'Etretat, puis maintenant son bras il va mieux.

J.F. Après t'es revenue avec Monique, elle gardait toujours tes deux enfants.

M. Ouais, tout le temps, un mois, presque un mois ; après elle m'a gardée chez elle, faire son ménage ; je faisais son ménage avec elle ; puis c'est là que mes autres gosses, **je me les ai fait enlever.** C'est ma mère qui me les a fait enlever, parce qu'elle voulait pas que j'aille chez Monique ; j'avais traité ma mère de tous les noms

et elle m'a dit : tes gosses ils vont être enlevés et elle les a fait enlever par Leclou, ils m'ont appelée au commissariat pour me dire comment que ça se faisait que j'avais traité ma mère, alors j'ai dit au commissaire Leclou, ma mère elle a qu'à ne pas s'occuper de moi, je fais ce que je veux, je suis majeure, si je veux donner mes gosses...Leclou il m'a dit : c'est elle la grand-mère, j'ai dit ben elle ne parle pas et puis elle voudrait bien que je lui donne mes deux gosses. Alors elle avait été convoquée avec moi et elle m'a dit, vous avez qu'à lui prendre comme elle, elle fait la putain, elle a pas besoin de ses gosses, alors ma mère m'avait fait enlever mes gosses et Monique lui avait dit : "vous lui faites enlever vos gosses, moi je vous traite de tous les noms", et ils se sont battus tous les deux avec ma mère ; puis là je les ai pas revues après.

J.F. C'est l'assistante sociale qui les a fait enlever.

M. Oui, c'est la mère Robert.

J.F. Elle était venue voir ?

M. Ouais, puis ma maison était propre, puis ma mère comme elle était bien avec les assistantes sociales puis avec Leclou, elle les a fait enlever quand même. **Un beau matin ils sont venus taper dans ma porte, puis je voulais pas ouvrir, alors ils ont défoncé ma porte.** Même que j'aurais porté plainte, on pouvait pas, il y avait le commissaire. Elle est toujours là la mère Robert ; **elle est pas des Roses aussi ; elle est du Pontay (centre ville)...**

J.F. Et par la suite ils t'en ont enlevé d'autres

M. Deux, c'est Mathias et puis Mirabelle ; après les deux autres ils ont pas pu parce qu'il y avait une autre assistante sociale, parce que la mère Robert, elle était toujours là, mais...ma dernière fille elle a été enlevée, mais à la maternité, aussitôt que je voulais sortir, **c'est la pouponnière de l'ARC qui me l'a embarquée ;** je l'ai eue trois jours, au moment que c'était fini mes huit jours, hop, c'était eux qui sont venus la chercher. Ils m'ont rien dit, personne avait averti, ma mère est venue me voir elle n'a rien dit. C'est quinze jours après, j'ai reçu une lettre. Quand j'ai voulu sortir, ils m'ont dit, on la garde un peu, on va la mettre à l'hôpital un petit peu, parce qu'elle manquait de machin, de chais pas quoi, elle m'a dit. Moi je l'ai cru qu'elle avait été à l'hôpital, puis après je vais voir à l'hôpital du Neubourg si ma fille Nathalie Barns était là, il m'ont dit non, non elle était pas là, j'ai été voir à la maternité et à la maternité ils m'ont dit oui, on l'a pas, on l'a mis à Etretat.

Le Mari : Je serais arrivé dix minutes avant on l'aurait eue, on les aurait vu venir la chercher à la maternité. (il mime la situation, s'il était arrivé à temps).

M. C'est la mère Robert qui a fait tout ça. J'aurais droit, je lui **ferais sauter son chateau pourri** (sa maison).

J.F. Et les deux autres, comment tu as fait pour les garder ?

M. **Après, ils ont vu que j'étais bien,** ils m'ont laissé mes deux morpions, ils ont essayé, ils m'ont convoquée, j'étais enceinte...**l'assistante sociale m'a dit : je veux bien essayer de vous laisser vos deux gosses**

mais à condition que vous restiez tranquille, vous allez plus chez Monique Mignard. Alors j'ai dit ben oui, je vais plus chez eux, je reste chez moi. "Vous avez qu'à seulement aller chez votre mère, puis c'est tout". Alors ma mère m'a dit : "t'as qu'à rester à la maison, t'as qu'à lire", et puis j'ai été chez elle après ; je suis pas restée longtemps chez moi, je suis allée chez elle tout de suite ; mais ma mère ne voulait pas que je fréquente Monique.

La disparition de l'enfant jette un voile sur l'histoire familiale et c'est un voile de culpabilité. On lâchera en guise d'excuse, un "j'étais peut-être trop jeune". Et on remarque en effet que les retraits portent souvent sur les premiers enfants. L'expérience aidant, on saura mieux comment se prémunir, ou bien les travailleurs sociaux se seront lassés. Mais le retrait par voie de justice reste incompréhensible, inexplicable. Et c'est bien en tant qu'habitants de la cité que les parents sont coupables. L'exemple de Mme Vert le démontre à l'envi et de façon humoristique : Monsieur Vert, citadin des Roses, a trouvé un emploi à la ville et a obtenu un logement de fonction qui lui a fait quitter la cité. Ses deux enfants ont été placés un an auparavant dans un I.M.P. entre Rouen et Fécamp. Jusque là, rien que de très banal. Ce même I.M.P. embauche une psychologue clinicienne qui se trouve avoir un enfant de quinze mois et qui habite non loin de Mme Vert. Elle met une annonce chez un commerçant et Mme Vert vient proposer ses services pour garder les enfants de la psychologue pendant que celle-ci s'occupe des enfants...de Mme Vert. Echange de services tout à fait involontaire qui ne sera découvert que quelques mois plus tard. Jamais Mme Vert n'aurait obtenu ce travail si elle avait résidé à la cité. Cet exemple évidemment paradoxal pour faire saisir l'incompréhension des citadins devant les placements. Le placement devient une véritable amputation de l'histoire familiale, un trou noir qui contraste avec l'importance des autres souvenirs dans cette histoire orale de la cité que nous avons mise en avant.

Mais on trouve une deuxième série de placements, d'enfants plus âgés, qui correspond à ce deuxième mode de circulation des enfants sur d'autres lignes que celles de leurs parents. Il s'agit en général d'adolescents repérés par les délits, à l'intérieur et à l'extérieur des cités. Ce sont bien les enfants eux-mêmes qui sont visés cette fois et pris en compte. Mais la mesure de placement a pour effet de rabattre le problème sur la famille et essentiellement sur la mère. Dans le placement, l'enfant occupe la place du délinquant et la mère la place du complice de l'enfant, lorsqu'elle le protège, ou du complice des travailleurs sociaux, lorsqu'elle est favorable au placement. Nous analysons ainsi quatre demandes de placement, d'expulsion, de relogement, de prise en charge éducative, formulées par les travailleurs sociaux de la cité des Lilas :

-Dans le premier cas, les travailleurs sociaux demandent le placement des quatre enfants, les deux plus âgés étant jugés "irré récupérables", les deux plus jeunes ayant "plus de possibilités d'être récupérés", grâce à un placement coupant tout lien avec la cité et le milieu familial". La mère est décrite comme suit : "Elle essaie de contrôler les faits et gestes de ses enfants sans y parvenir. Elle profite des larcins qu'ils commettent en faisant celle qui n'a rien vu et est prête à jurer qu'ils étaient chez elle au moment des délits, même s'il y a eu des témoins".

-Dans le deuxième cas c'est la famille toute entière qui est délinquante. Les enfants sont "les meneurs des bandes constituées dans la cité". Toute la famille est crainte par la cité et c'est une mesure d'expulsion qui est demandée.

-Dans le troisième cas ce sont les trois enfants majeurs que l'on cherche à éliminer. La mère a fait la demande d'un logement plus petit. "Elle a fait la demande d'un logement plus petit pour ne plus supporter la charge de ses fils aînés". Et les travailleurs sociaux soutiennent cette demande.

-Dans le dernier cas, les enfants sont délinquants et la mère est complice. "Elle entrave les possibilités d'intervention, usant d'excuses tant pour eux que pour elle-même", et "s'estime persécutée, étant de nationalité algérienne". Les travailleurs sociaux demandent une mesure éducative pour les quatre enfants : "les deux aînés étant au chômage sans parler des filles dont le statut semble être : rester à la maison".

Toutes ces mesures interviennent en coupant dans les différents modes de circulation des enfants. Elles sont sans doute mieux comprises. Après tout, les enfants savent qu'ils ne doivent pas "faire des conneries", pas se saouler, pas voler. Mais elles rabattent sur la famille ce qui est de l'ordre de l'intra-générationnel (les bandes, les délits). La coupure effectuée par ces mesures est bien une coupure dans les forces vives de la cité : on vise les meneurs, les chefs de bande. Mais tout ou presque a été écrit là-dessus.

Nous notons ici que la circulation des individus ne résiste pas à ce qu'il faut appeler la répression. Et, par contre, les cités sont des refuges, au moins provisoires, pour d'autres jeunes, des fugueurs, des jeunes provenant d'autres cités, qui ne sont pas repérés par leurs attaches familiales (1).

V - 2 - Circulation et habitat

"Il n'existe pas de mode d'habiter absolument significatif d'un groupe social", estiment les rédacteurs de la commission pour le développement social des quartiers (2). "L'habiter" des classes populaires est pourtant une "résistance à l'idéologie des classes dominantes", insiste Jeanine Verdès-Leroux, appelant à la rescousse les habitants-paysagistes et les luttes urbaines (3). C'est que, sans doute, il faut faire une distinction entre le logement et l'habitat. Comme le notent les auteurs de "Les usages qualitatifs de l'habitat

(1) On trouvera dans Jacques Bauchard, "La cité protégée", *Actions et recherches sociales*, N° spécial, l'habitat social, une réflexion sur le placement des enfants et la culpabilité qu'il entretient chez les parents. L'article insiste sur le rôle de la mère surprotectrice et complice des enfants et sur l'absence du père. Cette vision ne coïncide pas avec ce que nous observons dans les cités, tant sur l'importance du rôle des pères dans la transmission des savoirs et des valeurs que sur la variété des attitudes adoptées par la mère, qui peut être surprotectrice mais aussi chercher à se débarrasser de ses enfants, ou les deux, ou aucune des deux, et qui n'est pas, loin s'en faut, systématiquement complice.

(2) Ex-commission Dubedout. Travaux préparatoires aux journées d'études du 6 et 7 octobre 1982.

(3) "Sur l'habiter des classes populaires", *Perspectives psychiatriques*. 1974, II, N° 46.

et de son environnement", à propos du logement social : "on est logé, on n'habite pas" (1). Habiter signifie appartenir, à travers son logement, à un quartier et adhérer à l'image de ce quartier dans la ville. De ce point de vue les insatisfactions sont le fait de ceux qui n'habitent pas autant que de ceux qui sont mal logés, de ceux qui ont atteint leur plafond résidentiel, qui ne voient pas dans leur habitat la possibilité de se hausser au niveau d'un statut social supérieur au leur. Tout cela a été dit et bien dit.

Les choses se présentent quelque peu différemment dans les cités. Le poids des contraintes économiques est tel que le logement apparaît bien comme un don du ciel, avec son chauffage, avec surtout la possibilité de l'allocation-logement ou du non-paiement. De ce point de vue la perception du logement est largement positive, pour le collectif comme pour les pavillons. Le privé, même sous la forme d'une vieille maison sans confort, est facile à imaginer mais difficile à réaliser. Il faut verser une caution, avoir des recommandations, ou des feuilles de salaire.

La perception de l'habitat, conçu comme un logement dans un environnement, est plus hétérogène. Il faut rappeler que les citadins sont dans les cités pour "apprendre à habiter" (2) avant de pouvoir aller dans un H.L.M. classique. L'image négative de la cité pèse sur l'habiter des citadins et se manifeste de différentes façons :

-Par un sentiment contradictoire d'appartenance à la cité. A la fois : je suis de la cité, et : je ne suis pas comme les autres (sur ce point, voir *infra*, chapitre 7).

-Par le rappel permanent du bon vieux temps des vieilles maisons avec jardins et cours communes.

-Par le départ très rapide de familles nouvellement arrivées à la cité et qui s'aperçoivent, au bout de quelques jours, qu'elles "se sont trompées d'adresse". "Il y en a du jour au lendemain, ils disparaissent, on ne les a jamais revus". Mais on doit supposer aussi que certains auraient voulu partir, qu'ils n'ont pas pu. Ceux-là n'habitent pas, ils logent dans la cité, "captifs", subissant la vie de la cité, acceptant tout ou partie de celle-ci ou le rejetant totalement. On peut imaginer que l'un d'entre eux tirera un jour de sa fenêtre à la carabine. Ou alors : hier, l'un d'entre eux a tiré de sa fenêtre à la carabine.

L'usage des logements

Les circulations dans l'habitat seront donc différenciées. Pour ce qui est de l'usage du logement lui-même, nous avons montré l'importance du meuble et les différences énormes entre un appartement parfaitement bien tenu, équipé des meubles et des équipements les plus modernes, et un appartement pratiquement vide, à l'exception d'un lit, d'une table et de deux chaises. Ces différences jouent sur l'usage des différents espaces de l'appartement. Par exemple sur la salle à manger. Les plus riches auront conservé à la salle à manger son rôle de lieu de représentation destiné aux étrangers. Ce rôle est attesté par une coupure plus marquée avec la cuisine, par un

(1) Dossier Grecoh, 3^e trimestre 1975.

(2) expression de la circulaire sur les cités de transit - 1972.

tapis ou une moquette, alors que le lino domine ailleurs (1). Chez d'autres, la salle à manger est bien la grande pièce à vivre, la pièce commune où l'on s'étale avec les enfants, les bêtes et la télé, une télé qui marche souvent, comme le notent avec regrets plusieurs auteurs, mais que l'on ne regarde pas toujours, loin s'en faut. La différenciation peut opérer encore sur la cuisine, qui peut être bien rangée ou envahie par la vaisselle, le linge, la nourriture des bêtes (2). Ou encore par le couloir, qui est dégagé ou encombré par des meubles, des vélos. Par la salle de bains, où domine le linge. Le balcon, que l'on consacre aux fleurs ou au chien, ou encore aux réserves de nourriture, à des meubles, des outils.

Mais il n'est pas possible de formaliser une typologie des différents usages du logement à partir de la position des individus dans la cité ou de leur niveau de revenus. Certes les plus riches découpent l'espace plus que les plus pauvres et se rapprochent d'un "art d'habiter" plus proche de ce que nous connaissons. Mais on ne peut tracer une ligne de démarcation entre deux manières d'habiter nettement distinctes. C'est le mélange qui domine, une cuisine parfaitement tenue et une salle à manger en désordre ici, une salle à manger bien rangée et un couloir encombré, là ; ou encore un couloir bien dégagé et des chambres en bazar. Nous nous proposons de décrire l'un de ces appartements où domine le mélange des genres, puis de nous intéresser à l'ouverture des appartements.

Vision N° 1 :

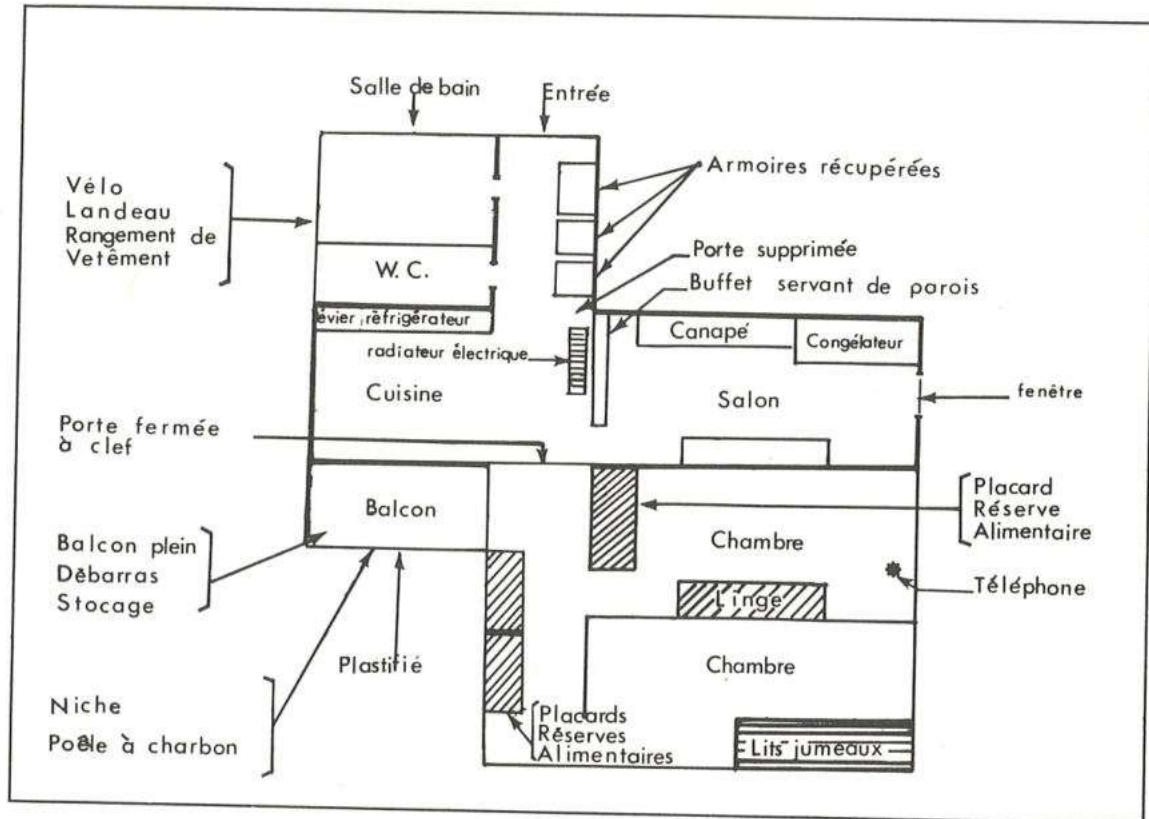
La caméra zoom s'approche du rideau donnant sur le balcon où le chien garde attentivement pots de fleurs, cuisinière à charbon, meubles démontés, vélo suspendu. Trop féroce l'animal. Dans le salon, entre la fenêtre et le radiateur, siège le congélateur 400 litres cadenassé et recouvert d'une fine moquette. Juste en face le poste de télévision. Il ne faut pas s'asseoir sur le congélateur, ça abîme les joints. On trouve, séparé du congélateur par un cendrier à pied, un fauteuil en mousse, sur le nouveau lino rouge du salon, rapidement lavé tous les jours. Le meuble du salon reçoit les objets de décoration : statuettes, photos de famille, chiens en plâtre et, dans un tiroir, tout le courrier aux couleurs rouges, jaunes et bleus : le tiroir des emmerdes. Au-dessus s'ouvre le rayon des enfants, avec tous les jouets précieux : poupées qui pleurent ou qui marchent, voitures fragiles, à ne sortir que pour faire voir. Sur l'étagère du milieu s'accumulent pull-over,

(1) Ce rôle de la salle à manger est bien cerné dans "Dialogues sur le logement social -PLR/PSR/Cités de transit-Etude psychologique et architecturale", Ministère de l'équipement, Direction de la construction, Service Régional de l'équipement de Haute-Normandie, 1975. Les auteurs notent la sous-utilisation de l'espace Salle à manger/séjour/chambre des parents/balcon, mais cet espace revêt, pour les auteurs, la signification "d'un trait d'union symbolique avec la société non "marginale". Nous ne pensons pas avoir le droit de le supprimer sous le prétexte de sous-utilisation".

(2) Comme le note P. Bourdieu "la structure de l'espace domestique et la structure du langage", in **Actes de la Recherche en sciences sociales**, N° 4 Juillet 1975. L'auteur tente de démontrer que "la recherche du pratique et du refus des manières ou des principes favorisent un usage laxiste et en définitive heureux de l'espace qui, comme l'usage du langage, recherche l'économie d'effort dans le refus des formalismes et des convenances, plus que dans la maximisation du rendement".

chemises, chaussettes, linge de maison. La lessive est faite à grande échelle. On attend d'en avoir dix kilos pour passer la matinée dessus. Le repassage pourra se faire pour quelques vêtements mais l'ensemble du linge n'appelle pas de coup de fer, ce coup de fer qui parfois fait distinguer un individu d'un autre. Le placard du bas enferme les boîtes vides et des outils peu utilisés (les outils d'usage courant au garage). Dans le couloir donnant sur les deux chambres, un grand placard mural protégé par un cadenas contient les réserves alimentaires.

PLAN D'UN APPARTEMENT (F3)



Vision N° 2 :

La chambre du fils de la maison, qui est un jeune invalide, est occupée par un grand lit aux draps de couleur. Près de la tête de lit, un téléphone. Plus loin un ventilateur et un chauffage électrique, le tout baigné par la lumière derrière le rideau rouge qui donne à la pièce une ambiance d'intimité, de boîte de nuit. Une imposante chaîne haute fidélité accentue l'aspect luxueux et intime de cette pièce, bien que le jeune homme ne possède qu'une dizaine de quarante cinq tours éraillés et quelques cassettes de variétés qu'il rejoue indéfiniment. Il s'allonge sur le lit tout habillé et parfumé à l'eau de cologne, rêve et écoute inlassablement dans son paradis d'odeurs et de couleurs où nul ne peut pénétrer sans autorisation et sans motif : on vient pour le téléphone ou pour l'armoire qui recèle les beaux vêtements, les uns pendus, les autres sur les étagères de l'autre côté, et le linge sale en-dessous.

Vision N° 3 :

C'est l'heure du repas. Le père a fait cuire deux kilos de nouilles dans un fait-tout. Il en faut pour cinq immédiatement, mais le frère va arriver d'ici une heure et il faut aussi penser aux voisins qui ne manqueront pas de passer, par hasard, pour manger. A côté des nouilles, on fait des saucisses à la poêle. Nul n'a de siège ni de place assignée et chacun, parent, enfant, s'assoit sur le siège laissé vacant, ou tire une chaise depuis la cuisine, voire reste debout, l'assiette à la main. Le repas se déroule dans un désordre complet, chacun se déplaçant, qui pour chercher le plat, qui le pain, qui l'eau. Les enfants font un bruit d'enfer, deux assiettes vont à terre, les chiens se précipitent. Le fait-tout restera sur la table en attendant les convives suivants et l'on se réchauffera un café dans une casserole prise au hasard. Le café a des "yeux" qui flottent sur le dessus. On se demande s'il faut en refaire. *"pas de chichis; ça ira comme ça"*.

Histoires de portes :

"L'intimité suppose une façade" (1). Les mélanges de cet appartement nous incitent à penser l'usage de l'espace, non en fonction des formes du bien habiter et de la façon dont chacun s'en écarte ou s'en rapproche, mais en fonction de l'ouverture de l'appartement. La chambre du jeune invalide est un espace intime, un espace où se blottir, dirait Bachelard (2), où ne sont admis que de rares privilégiés, comme la chambre des parents ou celle des enfants. Et cette intimité est d'autant plus forte que le couloir, la cuisine et le séjour, sont, eux, ouverts à tous vents. C'est pour la même raison que les réserves alimentaires sont sous clef.

Les portes des appartements portent les marques de cette difficulté à créer l'intimité. Fermées, entrouvertes, ouvertes, claquant à tous vents, les portes sont aussi rafistolées, renforcées de plaques de bois ou de fer, hérissées de multiples verrous. Dans l'escalier, on vous racontera l'histoire de chaque porte, qui n'est autre que l'histoire de ceux qu'elle protège. "L'obligation de revoir qui brise l'intimité", dont parle C. Pétonnet dépend de la force de chaque famille. Les portes ne protègent efficacement des noctambules et des pique-assiettes que s'il existe quelque chose -une réputation par exemple, quelque animal -un chien féroce, ou quelqu'un -un costaud, pour tenir victorieusement derrière cette barrière fragile. A ce jeu, Nez-Rouge est le plus fort. *"Quand on sonne, il ouvre, mais on reste sur le pas de la porte. Personne n'entre chez lui, sauf exception. Il est fort, Nez-Rouge". Et la plus mauvaise est la mère Saltier : "On rentre chez elle quand on veut ; on boit un coup, on la fait rire"*. Mais les portes ne font pas ainsi qu'inscrire les différentes hiérarchies -par l'argent, par la force physique, par le statut, qui co-existent dans la cité. Elle s'ouvrent aussi au rythme des alliances ou des amours entre familles, entre individus.

(1) L. Murard et P. Zylbermann, "L'haleine des faubourgs", *Recherches* N° 29.

(2) "Blottir appartient à la phénoménologie du verbe habiter. N'habite avec intensité que celui qui sait se blottir", in *Poétique de l'espace*, P.U.F.

(3) *Espaces habités*, op. cit.

La circulation des individus dans l'habitat nous paraît bien réglée par le degré d'ouverture du logement. C'est ce degré d'ouverture qui détermine l'usage de l'espace appartement. De même qu'à sa fenêtre la femme voit mais peut se dissimuler ou se faire voir, de même par sa porte la famille peut se fermer mais en même temps elle s'enferme, ou s'ouvrir mais elle doit être capable de contrôler cette ouverture.

La rue, la place et les espaces intermédiaires

Nous avons déjà parlé des garages, des caves et des jardins, des halls d'entrée des immeubles, des escaliers et des paliers, qui sont des espaces bien fréquentés, où l'on stationne. Par contraste, la rue, la place et le parking ne sont pas des espaces occupés. On y passe et c'est tout, sauf lorsque vient l'épicier ambulant, le gendarme ou le journaliste, et qu'il faut voir. C'est sans doute que la transparence de la vie collective permet de savoir ce qui se passe sans avoir besoin de descendre. Un regard sur la place, chacun sait pourquoi vous sortez, ce que vous allez faire : *"tiens, voilà les jeunots qui vont pointer"*. Les informations et les ragots passent d'appartement en appartement, d'escalier en escalier, et n'ont pas besoin de la place publique. Il y a des propos d'appartements, réservés aux amis, des propos de paliers, offerts aux voisins, et des propos de hall d'entrée, qui ont déjà une grande publicité. Les informations circulent d'immeuble en immeuble, comme les ragots, par les réseaux individuels.

Cette non-utilisation de la place publique marque probablement une limite de l'organisation sociale. On doit logiquement supposer que les citadins, s'ils constituaient une formation sociale organisée, utiliseraient la place publique.

Mais l'organisation sociale la plus élaborée reste, en dehors des réseaux, des systèmes d'échanges et d'obligation, celle qui prévaut, pour l'habitat collectif, dans les cages d'escalier.

Femme maîtresse d'immeuble

Chaque immeuble a son image de marque, si de l'extérieur la cité apparaît comme un tout. Dans l'immeuble 3, ce sont des pouilleux. Dans l'immeuble 2, c'est déjà mieux, au moins il n'y a pas de crottes de chien dans l'escalier". Cette bonne image de marque repose sur la vigilance de Mireille. C'est elle qui fait la pluie et le beau temps dans l'immeuble. C'est elle qui décide des tours de balayage dans l'escalier. Son autorité est assise sur la force et la réputation de ses enfants : trois d'entre eux ont quitté la cité, avec plus ou moins de réussite sociale, et ils reviennent souvent la voir. Son autorité de maîtresse d'immeuble ne s'arrête pas aux tâches ménagères, et d'ailleurs la bonne image de marque de l'immeuble n'est pas seulement affaire de crottes de chiens. Mireille fait régner la paix dans l'immeuble. Elle intervient dans les conflits de l'immeuble. La semaine dernière, elle est montée chez le voisin du dessus parce qu'il criait après sa femme : *"je lui ai dit de baisser un peu et qu'il n'a pas à crier après sa femme ; je la connais bien sa femme ; et que si je remonte je me fâche vraiment ; et bien, il s'est calmé"*.

Dans un autre immeuble, nous expliquons une femme qui a elle-même une solide réputation, ce sont deux femmes qui sont respectées ; elles vivent toutes deux avec des algériens qui ont des emplois réguliers. *"Ils sont durs les algériens ; il vaut mieux ne pas trop des chatouiller"*.

La femme maîtresse d'immeuble ne règne pas seulement sur le bruit, l'agitation et les mauvaises odeurs. Elle enregistre les commérages, récuse telle ou telle information, bref elle fait et défait les réputations, c'est à dire intervient comme instance de régulation dans la circulation, non seulement des individus, mais des significations. Cette autorité qui va plus loin que le ménage et l'entretien ressemble fort à une reconstruction de ce qui existait dans l'habitat ancien. Cette autorité est essentielle pour l'équilibre de la cité, essentielle pour que la co-veillance ne verse pas en une seule surveillance violente et défensive.

La circulation des individus dans l'habitat va bien de pair avec la circulation des informations, des significations, que chacun se doit de connaître. Cet équilibre, même instable, sous-entend une permanence, une sorte de tranquillité dans un régime de significations bien établi. Mais les institutions interviennent brutalement dans ce jeu, par les procédures d'expulsion, par les projets d'urbanisme, et accélèrent la circulation des habitants, changent la signification même de l'habiter.

V - 3 - Circulation et institutions

Au XIX^e siècle on rendait l'air impur, le manque de lumière et la mauvaise circulation des eaux responsables de la pauvreté. Les cités ont offert un air pur, une lumière suffisante et d'excellentes canalisations. Reste l'intolérable pauvreté, qui se repère à l'aide de trois indicateurs : le non-paiement des loyers, le nombre de faits-divers et l'usure des équipes éducatives. Pour les deux plus importantes, en nombre de logements, des quatre cités que nous étudions, les indicateurs sont passés au rouge. Pour ces deux cités, une nouvelle-ancienne politique semble s'imposer. Après le regroupement dans les cités, qui marquait la volonté d'exercer une action éducative collective, c'est l'éparpillement qui est à nouveau visé, la séparation du bon grain et de l'ivraie.

A la cité des Lilas

La démolition d'un certain nombre de pavillons est envisagée pour dédensifier la cité. L'équipe éducative a quitté les lieux. Les H.L.M. veulent se débarrasser des mauvais payeurs, la municipalité des auteurs de délits. Une commission de sécurité se met en place avec les agents locaux pour envisager des mesures de prévention immédiates. (Il existe également à l'échelon national un projet de cité éclatée dont nous parlons à la fin de ce chapitre).

A la cité des Roses

Suite à un accord entre la municipalité et les H.L.M., les logements qui se libèrent ne sont plus attribués malgré les demandes. Il s'agit d'éviter d'accumuler des handicaps. L'équipe éducative, la troisième depuis 1974, a été retirée par l'association gestionnaire. La situation est donc la suivante :

- 15 logements gelés par les H.L.M.
- 8 familles dans les huit pavillons, qui ne bougeront pas.
- 25 familles considérées comme acceptables et qui resteront probablement.
- 30 familles qui ont reçu un avis d'expulsion notifié par le tribunal d'instance.

La réalité sociale n'attend pas la recherche. Nous savions que quelque chose était en cours, chacun pointant le doigt, qui sur les 5 familles à problèmes, qui sur les 12 familles irrécupérables, qui sur l'ensemble du bâtiment 2. Les trente expulsions correspondent aux trente plus mauvais payeurs, dont on espère qu'ils partiront spontanément.

Nous ne faisons pas de cuisine locale. Nous nous intéressons à ces expulsions, et aux réactions des citadins, pour ce qu'elles révèlent de l'habiter et des modes de circulation dans l'habitat.

Les expulsés

La menace d'expulsion est présente à l'esprit de tous. Sur chaque mur rebondit l'écho du verbe expulser ; chacun, à tour de rôle, reprend le refrain : "expulsé, expulsé, vous serez expulsés", rappelle à tous que le non-paiement du loyer est passible d'expulsion, que des expulsions ont effectivement eu lieu. Les citadins ont tous entendu dire que les H.L.M. allaient se fâcher, que la mairie ne compensait plus les impayés. Chacun doit envisager une solution de secours, s'informer sur les logements disponibles, repérer les maisons aux volets fermés, dans la ruelle presque déserte, et pousser les volets pour voir.

Il y a deux jours, les lettres d'expulsion sont arrivées et ont rejoint dans le tiroir les papiers jaunes, bleus ou verts. Ces lettres-là sont blanches avec **"EXPULSION"** écrit en gros à l'encre rouge et une convocation au tribunal. Les réactions sont immédiates. Trois familles descendent en ville pour chercher une maison ; deux autres se font adopter par une famille qui a déjà un arrangement avec un propriétaire ; d'autres encore vont voir dans les bourgs à la campagne si les loyers ne sont pas moins chers. On envisage déjà les déménagements, on repère les meubles que l'on abandonnera sur place, ceux que l'on donnera, ceux que l'on essaiera de vendre.

La tension est vive entre les citadins qui n'ont pas tous les mêmes réactions ni les mêmes disponibilités. Une famille attend sans bouger. Une autre famille a trouvé un logement en ville, elle a donné son accord au propriétaire mais n'a pas d'argent pour verser une caution. C'est une autre famille qui la prendra quelques heures après. D'autres essaient de s'adresser aux travailleurs sociaux de la cité, mais s'aperçoivent qu'ils ont déjà bénéficié d'une aide pour éponger leurs dettes de loyer et qu'ils doivent à nouveau 8.000 ou 10.000 F. On utilise le téléphone pour avertir les associations charitables, les notables locaux que l'on connaît et qui vont peut-être faire quelque chose pour empêcher l'expulsion.

Les citadins se demandent s'ils doivent manifester leur mécontentement et faire état de leur désir de rester. Finalement ils rédigent une lettre

"Monsieur,

Vous trouverez ci-joint copie de la menace d'expulsion qui pèse sur nous, habitants de la cité des Roses. Nous sommes trente familles qui habitons aux anciennes écuries et rue d'Yvetot. La municipalité nous a contraint à déménager, c'était en 1974. Aujourd'hui ça recommence, on veut encore nous déloger par la force. Si nous ne pouvons payer nos loyers depuis sept ans, à qui en incombe la responsabilité ? Nous vivons avec quinze francs par jour et par personne et Monsieur Gaton, du Bureau d'Aide Sociale, nous refuse les bons alimentaires.

Nous sommes ici depuis sept ans et nous voulons y rester pour ne pas tomber entre les mains des propriétaires privés. Cessera-t-on un jour de nous déloger comme des lapins ?

Nous sommes convoqués le 19 Juillet au tribunal de la mairie. Sachez que nous protesterons contre le mépris des H.L.M. et de la justice".

Le lecteur aura trouvé comme nous que la prose est excellente. L'auteur est un jeune expulsé d'une trentaine d'années qui a un C.A.P. Une douzaine de familles ont signé la lettre. Tous n'étaient pas d'avis de dénoncer au passage le directeur du B.A.S. La lettre est envoyée au Maire, au Député, au Préfet de Région, et même au Ministère du logement et au Président de la République. Ce n'est pas la première fois que les citadins écrivent au Président de la République. Quelquefois la lettre est retransmise au Préfet qui envoie un formulaire pour un secours exceptionnel et le cabinet présidentiel envoie une réponse polie que l'on conserve soigneusement.

La date du Tribunal se rapproche, jour après jour, encore le pont du 14 juillet et hop, à la casserole. Ira-t-on ? Ira-t-on pas ? Les citadins savent bien qu'ils ne sauront pas se défendre et ne pensent qu'à des insultes, à des grossièretés.

Les travailleurs sociaux ne bronchent pas ; ils sont bien au courant mais ne peuvent rien faire. Le Directeur du B.A.S. est venu à la cité un matin et a demandé aux expulsés de se rassembler. *"Je vous défendrai, a-t-il déclaré ; je viendrai au tribunal"*. Il a même accordé des bons alimentaires à des familles qui avaient été "supprimées". Les réponses à la pétition commencent à arriver. Ce matin Isabelle a reçu une lettre de la direction de l'équipement. La lettre dit en substance : nous ne pouvons rien faire pour ce genre de situation mais nous vous conseillons de prendre un avocat pour vous représenter au tribunal et faire valoir vos arguments et vos motifs. Les autres s'étonnent et s'inquiètent de ne pas avoir reçu la même lettre. En fait c'est une réponse à une démarche personnelle d'Isabelle à la Direction de l'Équipement. La lettre déclenche de nouvelles démarches. On prend le bottin, on cherche un avocat, on téléphone à la C.G.T., au Tribunal, à un notable du Secours Populaire. Manifestement les mauvais pauvres n'intéressent pas grand monde. A la D.D.A.S.S., le responsable des cités de promotion familiale dit qu'il ne peut rien faire, l'assistante sociale dit la même chose. Encore une histoire où les gauchistes d'antan étaient bien utiles. Mais il n'y a plus un seul gauchiste dans le coin.

La veille du procès, plusieurs familles téléphonent à l'O.P.H.L.M. pour demander si l'expulsion va être vraiment effective. Oui, leur répond-on, *"pourquoi croyez-vous que l'on envoie des lettres d'expulsion"*. Jusqu'au dernier moment les familles espèrent que la menace va tomber. Les citadins vivent avec cette menace mais perçoivent mal les institutions qui organisent cette expulsion ; les paliers successifs, les prises de décision et la façon d'y répondre.

Le jour du tribunal

Huit femmes arrivent avec leurs enfants, et un homme au milieu d'elles. Il est venu parce que sa femme est enceinte. Il fait encore très chaud ce jour-là. Les citadins s'installent sagement sur le banc et attendent. La Présidente arrive et fait l'appel des personnes présentes. Les citadins chuchotent entre eux : *"qu'est-ce qu'on va dire ? Qu'on ne peut pas payer ? Et les éducateurs qui avaient dit qu'ils viendraient"*.

- Monsieur et Madame Sirop, s'il vous plaît.
- Madame, vous vivez avec Monsieur Sirop ?
- Oui.
- Vous devez 32.000 F. à l'office d'H.L.M., vous le savez. Votre mari travaille-t-il ou cherche-t-il du travail ?
- C'est pas mon mari.
- Votre concubin.
- Non, non, on vit à la colle, c'est tout.
- Bon, quelles sont vos ressources ?
- Rien.
- Des allocations-chômage ?
- Plus du tout.
- Alors des allocations familiales et de logement.

Le regard de la Présidente se fait vif et incisif, mais humain ; une grande dame à la peau bronzée, dorée, presque rousse, qui contraste avec la pâleur de Madame Sirop.

- Oui, des allocations et mon secours ; l'assistante s'est occupée de sa Dass, je lui ai demandé, elle s'est occupée de sa Dass.
- Vous pouvez payer un peu ?

demande tendrement l'avocat de l'office qui s'approche à hauteur d'épaule de Madame Sirop et, tournant la tête, la regarde, compatissant, le visage tout près du sien, comme si il voulait lui chuchoter des paroles de réconfort à l'oreille.

- (La présidente) Essayez donc. Essayez de payer un peu. Ca ira mieux après, vous vous remettrez à flot. Je vous donne trois mois, non six mois, pour essayer d'éponger ce retard de loyer. Vous pouvez payer ou pas ?
- Ben, un peu.
- Bon alors, allez-y. Commencez par cinq cent francs, faites une démarche.

Rouge comme une pivoine, Madame Sirop retourne vers son banc, son sac à provision toujours à la main. Il faut qu'elle parte à la C.A.F. déposer un papier, c'est urgent, il faut qu'elle parte vite, vite. En passant devant ses co-citadins elle lâche :

- Trois myions, je dois trois myions, moi, on me donne six mois pour mes retardés ; j'ai dit que je pouvais payer mais j'ai rien.

Quatre blocs de morale

Toute une morale se profile le long de cette expulsion. L'office H.L.M. n'a poursuivi qu'une partie des mauvais payeurs. Il espère que ceux qui sont poursuivis vont se mettre à payer un peu, ne serait-ce qu'un peu, pour donner l'exemple. Parallèlement l'office espère se retourner contre la Préfecture pour se faire rembourser une partie des impayés car il est possible que la Préfecture s'oppose, en dernière instance, à des expulsions massives.

L'office espère enfin que cette politique de la peur au ventre se traduira par des départs "volontaires". L'expérience montre en effet que des familles peu défendues ou affolées par la procédure judiciaire peuvent prendre la première maison disponible ou quitter la ville pour des bourgs à la périphérie. Purger par le bas n'est pas une idée neuve mais il semble bien que personne ne s'y oppose.

La municipalité de gauche, quant à elle, dénonce cette purge et ces expulsions, mais sur la cité il se dessine un même mouvement de pensée sur le thème : "il y a quand même des gens irrécupérables qui ne font même pas les démarches nécessaires pour s'en sortir. Il vaudrait mieux leur proposer des logements répartis dans la ville, mais on ne peut pas encore le faire". L'adjoint au Maire n'a pas pu venir au tribunal. Il n'avait pas le temps.

Troisième bloc de morale, l'éternel nouveau dicton des travailleurs sociaux : il ne faut pas trop assister les gens. Chacun son territoire, chacun ses attributions. "Les gens deviennent de plus en plus dépendants ; c'est bien qu'ils aillent au tribunal ; il n'y en a que dix qui ont fait cette démarche mais c'est un bon point pour eux ; ceux qui ne sont pas venus sont encore plus mauvais, ce sont des assistés chroniques".

Quatrième bloc : la justice à visage humain du tribunal d'instance qui a tenté, en troisième minute, de faire comprendre aux familles leur intérêt qui est de payer, même un peu, pour montrer leur volonté de s'en sortir. Le tribunal a accordé des délais variables de paiement selon la bonne volonté manifestée, les ressources, et l'antériorité du retard. Si vous avez perçu un peu de salaire et de chômage et n'avez rien payé, trois mois de délai. Si vous n'avez perçu que les allocations et que votre mari est parti, douze mois de délai. Pourquoi ces fines disparités ? Parce qu'il faut individualiser et personnaliser la peine comme le secours, responsabiliser les familles pour qu'elles prennent conscience de leurs devoirs.

Qu'avez-vous à perdre ?

Le loyer représente bien une des butées sur lesquelles s'opère la différenciation entre ceux qui sont tout en bas et ceux qui "gardent la tête au-dessus de l'eau". L'exemple des expulsions montre pourtant que ceux qui ne paient pas leur loyer, s'ils n'ont pas de meubles neufs, qui pourraient être saisis, s'ils jouent à cache-cache avec les huissiers et s'ils succombent parfois aux contraintes par corps, font tout de même partie du camp de ceux qui ont quelque chose à perdre. Leur logement est une richesse, ils y tiennent, ils s'efforcent de l'entretenir, de le rénover, en changeant périodiquement le lino ou les papiers, en bricolant des étagères ou une cloison. Ces démarches pour parer à l'expulsion sont la preuve que le logement, même non payé, est investi.

Il y a pourtant quelques contradictions entre l'investissement dans le logement et le fait de ne pas payer. Elle s'explique par la faiblesse des ressources et l'héritage de l'habitat ancien, aux très faibles loyers, voire au loyer absent. Mais il existe une contradiction plus forte encore entre l'investissement dans le logement et le fait que ce logement soit prêt à être fui, que chacun pense à une solution de rechange. Le lendemain de l'arrivée des lettres d'expulsion, cinq familles avaient déjà trouvé un autre point de chute. Un chez la grand-mère. Un à la campagne dans un pavillon à rénover. Deux autres dans de vieux appartements délabrés à 300 mètres de la cité. Un dernier chez des amis partis en vacances. Que cherche-t-on quand on cherche un autre logement ? Un endroit ouvert, avec un terrain pour accumuler ou pour jardiner, et un logement pas cher, gratuit si possible. Un chauffage que l'on peut allumer quand on veut. Cette recherche ne s'exprime pas comme une demande de logement (1). Elle correspond à ce que les citadins connaissent du logement, et aux exemples donnés par ceux qui sont déjà partis : l'un s'est installé dans une ancienne porcherie, en bordure de la

(1) Note page suivante.

falaise, pour y faire de l'élevage, de la récupération, de la ferraille. Un autre a acheté une caravane et s'est installé dans le terrain vague à trois cent mètres de la cité. Un autre encore, dans une caravane également, à trente kilomètres de là, tente de se lancer dans les coupes de bois.

Cette contradiction porte la marque de la précarité qui se définit ici par le fait qu'il faut être prêt à chaque instant à lever le camp, précarité inscrite dans leur statut de citoyens juridiquement définis comme "occupants à titre précaire". La circulation des individus dans d'autres habitats a tout d'une circulation obligatoire, forcée. Cette circulation s'éclaire par contraste avec les déplacements de ceux qui n'ont même pas un logement à leur nom, et peut se lire en chiffres dans les départs de la cité.

Plus rien à perdre ?

La cité accueille, nous l'avons dit, des adolescents mais aussi des familles déracinées, expulsées d'autres logements, femmes dont le mari est en prison ou hospitalisé, individus isolés. Ces individus hébergés, chez l'un, chez l'autre, échappent à la statistique et font partie de ceux qui n'ont même pas un logement à leur nom, un logement à perdre. Lorsque l'enracinement dans la cité se fait bien, que la personne s'inscrit dans les réseaux, dans les systèmes d'alliance et de protection, une véritable demande de logement se fait jour, c'est à dire tout simplement un "il me faut un toit". Mais cette demande de logement est évidemment contradictoire avec les mécanismes par lesquels les institutions attribuent les logements. Le demandeur peut alors être conduit à adopter une solution plus expéditive comme celle que nous exposons ici.

Il s'agit d'une famille avec trois enfants. Marc, le père, a été emprisonné, et Catherine, la mère, a quitté son logement qu'elle occupait à la cité, ne voulant pas y rester seule. Elle a vécu dans d'autres cités, chez des amis. Entre temps les H.L.M. lui ont supprimé son logement, jugé vacant et dont elle ne payait plus le loyer. Son mari étant sorti de prison, ils veulent réintégrer la cité. Depuis six mois ils se font héberger chez l'un, chez l'autre, renouvelant mais sans succès leur demande de logement auprès des H.L.M. Aujourd'hui il leur faut un appartement, l'hébergement dans le F. 2 de Claudine et Michel n'est plus possible. Catherine vient de toucher

Note (1) de la page précédente :

(1) L'interprétation des modes d'habiter en termes de demande de logement est à tous égards inadéquate. Ainsi l'opposition entre logement collectif et logement individuel conduit à des interprétations contradictoires qui tiennent au caractère local et provisoire des situations. Dans CREPAH, **Cités de promotion familiales éclatées, proposition de réalisation d'un guide technique H.L.M.**, on trouve ceci : "l'aversion du logement collectif, du "bloc", justifie leur souhait d'une maison individuelle avec jardin, satisfaisant aux exigences de tranquillité, d'isolement et d'indépendance vis à vis des voisins et facilitant la surveillance des enfants". On trouve une analyse symétriquement inverse dans SUVHL/LL, **La cité des Roses** : "Le pavillon est une véritable vitrine où s'affiche le statut social de chacun ainsi que son rôle dans la cité. C'est une enveloppe de l'individu beaucoup plus vulnérable que le logement en immeuble collectif. L'agression contre le pavillon : vitres cassées, portes enfoncées, graffitis sur les murs, est synonyme d'une agression physique contre l'occupant, alors que dans les immeubles collectifs l'anonymat protège relativement et que les agressions sont alors détournées vers les espaces semi-collectifs (caves, cages d'escaliers, cours)".

un rappel d'allocations qui lui permettrait de payer quelques mois de loyer. Ils savent que des logements sont disponibles, il y en a un dans l'immeuble où ils sont.

Ce début d'après-midi est nerveux. Catherine râle contre les H.L.M. qui opposent un refus catégorique. Elle sait qu'ils refusent à cause de ses retards précédents. Les insultes fusent. Il faut trouver une solution avant ce soir. Catherine pousse Marc à faire un scandale aux éducateurs, à les menacer s'ils ne les aident pas. Il y a quatre familles mobilisées sur cet événement. Jean-Paul pense à la meilleure manière d'avoir un appartement par la ruse,

Michel a étudié la question et confirme qu'il y a bien un F.3. de libre sur le palier en-dessous ; Maryse pense qu'il est possible de s'installer sans la permission des H.L.M. Peut-être le directeur du B.A.S. pourrait-il aider à obtenir ce logement. Le coup de fil ne donne rien. Marc se décide à monter voir les éducateurs, à plaider d'urgence ; les éducateurs se retranchent derrière le refus des H.L.M., conseillent à Marc et Catherine de payer d'abord leurs dettes. Maryse se fâche, rappelle la secrétaire des H.L.M. et menace : *"De toutes façons, on va le prendre ce logement, vous n'avez pas le droit de refuser"*. Les H.L.M. ne cèdent pas et Maryse rapporte la réponse : *"si on prend le logement, ils envoient les flics"*. *"Mais ils n'ont pas le droit, j'ai trois enfants"*. Les autres baissent la tête et cherchent des solutions moins brutales, mais Catherine est en colère : *"S'ils disent que c'est mon mari, je dirai non, c'est pas lui, c'est moi qui ai ouvert la porte, de toutes façons on va casser la porte"*. Suggestion de Maryse : *"on pourrait prendre le logement de Madame Morissot, elle est absente pour 15 jours, elle ne dira rien"*.

Chacun cherche une solution, pèse les avantages et les inconvénients, propose une solution impossible : *"si on demandait les clefs au gardien"*, que l'on examine quand même, histoire de passer le temps, de prolonger l'espoir. *"Au pire, ils peuvent s'installer dans la cave ; au moins il y fait chaud"*, suggère Jean-Paul. Mais Catherine en a marre, c'est un appartement qu'elle veut et elle soutient la résolution de tous ses amis en leur racontant pour la cinquième fois sa conversation avec la secrétaire des H.L.M.:

Je lui dit : vous avez des enfants ?

-Oui je sais ce que c'est, je suis mère de famille.

-Alors vous pouvez pas me mettre à la rue avec mes enfants.

-Vous pouvez les mettre à la maison de l'enfance.

-Je suis pas une mère indigne, hurle Catherine, et chacun la conforte, l'assure de son soutien.

Cela fait maintenant deux heures que l'on discute, que l'on téléphone, café et cigarettes à l'appui, mais aucune solution n'a été trouvée. Marc est descendu voir la porte de l'appartement, il emprunte le trousseau de clefs d'un voisin et essaie d'ouvrir la porte. Jean-Paul puis Michel essaient la leur, mais ça ne marche pas. Chaque fois qu'un citadin passe dans l'escalier, on lui demande sa clef et on essaie. Les H.L.M. ont changé la serrure ; il faudrait un passe-partout. Le gardien a la clef, mais on sait qu'il ne la donnera pas. *"je prends un marteau et un burin et j'enfonce la porte"* dit encore Catherine. Marc ne veut pas et les autres l'approuvent. On se doute que l'effraction peut mener en prison alors qu'ouvrir la porte sans effraction, c'est seulement conquérir normalement son droit au logement même si ce droit ne correspond pas tout à fait à la légalité. La nécessité du moment fait loi et seuls les flics retiennent Marc d'enfoncer la porte.

Jean-Paul sort d'un long silence et dit : attendez. Il va sur le balcon et revient avec une grande boîte qui contient plus de deux cent clefs de toutes

les formes et de toutes les tailles. La bonne clef est trouvée après une demi-heure. Catherine et Marc déménageront cette nuit, ils brancheront l'électricité au-dessus et dans la journée ils fermeront à clef. Les rires et le soulagement succèdent à l'angoisse et à la colère. Jean-Paul ouvre le placard et sort le mousseux. On trinque à la santé des nouveaux locataires, on singe le gardien qui s'appelle Jacques en l'appelant Jacques 1er, Jacques II. Et personne ne semble surpris du dénouement de la journée. Les citadins savaient que l'on en arriverait là, qu'il fallait ce logement pour Marc et Catherine, quoiqu'il arrive.

Le squatt ne durera pas, les H.L.M. viendront expulser ces nouveaux locataires qui se laisseront faire et quitteront la cité. Entre temps Marc et Catherine se sont disputés. Catherine part avec ses enfants et un autre homme dans une caravane. Marc ira d'amis en amis. La circulation des individus dans l'habitat s'accompagne de changements de situation, de ruptures, de nouvelles alliances. D'où la difficulté de penser l'habitat, donc une résidence fixe, pour des situations qui sont mobiles. En revanche le changement de situation, familiale, professionnelle, fait que les individus qui apparaissent coincés, à bout de souffle, pris dans une impasse, bougent ou sont propulsés ailleurs parce que la situation a changé. L'homme est parti, la femme a eu accès à une aide ou à un logement. Ou la femme a choisi un autre homme qui, lui, possède un logement. Le fait que Marc et Catherine hésitent à casser la porte montre bien pourtant que, même sans logement, ils ont quelque chose à perdre, qu'ils veulent rester à la cité et cet attachement établit clairement le rôle essentiel de la cité comme espace de repliement, comme refuge. La vie de Catherine est une vie faite de circulations incessantes entre des habitats divers : l'orphelinat, le foyer, les cités H.L.M., qu'elle quitte pour une fugue, par une expulsion. Elle se désigne elle-même comme "le pigeon voyageur". La cité est le seul lieu où elle aimerait vraiment rester.

Vers d'autres horizons

Que les citadins pensent à des logements de secours ne signifie donc pas qu'ils veulent partir. Ces mêmes citadins qui se précipitent pour trouver une solution de rechange lorsqu'ils reçoivent leur lettre d'expulsion, manifestaient auparavant un désir de rester ou plutôt un non-désir de partir. Nous leur avons demandé s'ils allaient déménager un jour, s'ils voulaient partir ou pensaient à partir. Ils avaient simplement répondu : *"sans bulletin de salaire, c'est impossible ; pour les H.L.M. c'est foutu puisqu'on a du retard, et toutes les vieilles maisons de la ville sont occupées"*. Pourquoi déménager si on n'y est pas forcé. *"Bien sûr, la maison est un peu petite, mais on est bien là"*. Vouloir rester à la cité, ce n'est pas seulement vouloir conserver un logement gratuit, c'est être conscient du fait qu'ailleurs ce sera plus dur, plus cher, et c'est penser à partir, mais seulement lorsqu'on y sera forcé.

La mobilité des citadins, lisible dans le taux de rotation des appartements et pavillons, s'éclaire alors d'un jour nouveau. Les départs recouvrent des situations très hétérogènes. Pour la cité du Jasmin, voici ce que nous disent les travailleurs sociaux à propos des dix derniers départs :

- 4 familles sont parties très favorablement : situation améliorée.
- 2 familles désunies, mais favorablement.
- 1 femme seule partie sans prévenir.
- 1 couple parti sans prévenir : situation non améliorée.
- 1 femme qui n'a pas pu s'adapter à la cité.
- 1 couple désuni en période d'instabilité.

L'appréciation d'une amélioration de la situation ou d'une stabilité relève évidemment d'une pure subjectivité, mais cette description reflète déjà la diversité des situations. Il peut être plus éclairant de se demander : où sont partis les citadins ? Nous avons essayé de retrouver la destination des 55 locataires de la cité des Lilas qui ont déménagé entre 1976 et 1982. Voici les informations que nous avons recueillies auprès des citadins eux-mêmes, des travailleurs sociaux de la cité et d'autres services :

- Nous avons recensé 19 décès d'adultes, soit des personnes seules (12), soit des parents isolés dont les enfants ont été accueillis par des familles proches (4). Trois de ces décès portent sur des personnes qui ne disposaient pas de logement à leur nom, donc n'entrent pas en ligne de compte.
- Une famille est partie pour la banlieue de cette ville où le mari fait bâtir un pavillon. *"on ne sait pas comment il trouve l'argent"*, nous confie l'assistante sociale (1).
- Trois familles (3) ont rejoint la région parisienne où ils avaient des parents.
- Une famille (1) a acheté une caravane et loué un terrain hors du département.
- Cinq familles (5) ont été admises dans les cités H.L.M. de la ville. Ces cités ne sont pas nécessairement plus confortables que la cité, notamment pour le chauffage qui est souvent individuel, poêle à charbon ou à fuel, et le loyer est quelquefois moins élevé qu'à la cité.
- Trois familles ont rejoint (3) des parents qui habitaient en H.L.M. et se font héberger par eux.
- Cinq familles (5) ont loué des vieilles maisons en ville, aux loyers bas, et se retrouvent dans ce que l'on appelle le logement insalubre.

Sur les 34 départs que nous avons pu reconstituer, la transition en H.L.M. "normal", que les cités ont pour vocation d'assurer, concerne donc 5 familles. Les autres départs sont liés soit à des menaces d'expulsion, soit à des mouvements "à la cloche de bois" (dettes, poursuites judiciaires), soit à des situations de non-intégration dans la cité.

Un urbanisme binaire :

La politique des populations pauvres oscille entre la concentration, avec le risque de créer des abcès de fixation qui tuent le malade, et la dispersion, avec le risque de contagion. D'ores et déjà, pour la ville d'Elbeuf, il y a d'autres cités H.L.M. qui ont acquis la même réputation que la cité. Les demandeurs de logement viennent aux H.L.M. et disent : on veut un logement, mais pas dans cette cité et pas cet ensemble-là. Cela est encore plus vrai du Havre où l'image négative recouvre tout un ensemble de cités H.L.M. même réhabilitées.

On assiste aujourd'hui, après approximativement dix années de concentration (1974-1983) à un nouveau coup de balancier vers la dispersion, qui se manifeste dans les procédures d'expulsion de la cité des Lilas, que dans trois textes d'orientation que nous nous proposons d'analyser ici brièvement :

- le rapport éducatif de la cité des Roses ;
- un texte du service d'urbanisme de la ville du Havre à propos de la même cité ;
- Un projet de réalisation d'un guide technique H.L.M. pour les "cités de promotion familiale éclatées".

L'intérêt et la nouveauté de ces trois textes réside en ce que les auteurs

ne s'en tiennent pas aux constats classiques sur le surpeuplement des logements (1) ou sur le caractère criminogène des grands ensembles (2) mais qu'ils essaient de proposer des solutions à partir d'une analyse de la vie sociale dans les cités.

Le rapport sur la cité des Roses distingue ainsi très finement la situation des familles à partir de la demande d'assistance



Ce rapport examine les relations inter-familiales, montre qu'il existe une sphère d'adaptation marginale marquée par des activités économiques du type travail au noir, récupération, jardinage, et montre qu'il existe des projets de départ, soit de familles autonomes, soit de familles non-assistées, qui pourraient être satisfaites, ainsi que des velléités de départ de familles qui sont "coincées" (dettes, chômage, etc..).

Le projet est de favoriser le départ de ces familles, de détruire quelques uns des pavillons, puis de faire venir à la cité des familles "de composition démographique et socio-économique plus diversifiée" (2-3 enfants et double salaire par exemple). Le projet est séduisant dans la mesure où il propose de favoriser une sélection par le haut, de faire partir ceux qui le veulent ou qui le peuvent, et qu'il n'évoque pas la nécessité d'expulser ou d'éliminer les "familles recluses" repérées comme les familles à problèmes.

Le fait que les demandes d'expulsion ou de placements que nous avons citées proviennent de la même équipe nous incite pourtant à plus de circonspection. D'autant que, datant de la même année, on dispose d'un texte émanant du service de l'urbanisme de la mairie "à propos du processus de banalisation de la cité" qui s'attache lui à distinguer "le très petit nombre d'individus perturbés dans leur développement psychologique et affectif, qui sont le produit d'une succession d'échecs de différentes institutions...et qui échouent dans une institution carcérale ou psychiatrique" de la situation du plus grand nombre "liée à un mode de vie différent du modèle dominant : sociabilité de proximité...conception très large de la famille, etc.". Il s'agit donc en détruisant un certain nombre de pavillons (on est bien dans la même logique), de favoriser l'accession à la propriété et l'amélioration du cadre bâti et des services, d'introduire "des familles à composition démographique plus diversifiée" (c'est encore la même expression). Mais tout cela ne sera

(1) "Il existe une superficie minimale de 18 m² par personne. C'est le seuil critique en-deçà duquel se produisent les disfonctionnements familiaux et sociaux, éducatifs et relationnels". OPHLM/AURH, "Analyse de la demande en logements sociaux, op. cit.

(2) Le texte du CREPAH, "Cités de promotion familiale éclatées", se contente de rappeler les études américaines, citées par le rapport "Réponses à la violence" (Vol. Recherches sur l'urbanisation, l'habitat et la violence) selon lesquelles la criminalité passe de 47/1.000 à 51/1.000 lorsque la hauteur des immeubles dépasse six étages.

possible que lorsque la première étape aura été réalisée, étape qui consiste à "exclure les individus dont le comportement violent est un risque physique (agressions) pour la collectivité. Il suffirait dans bien des cas que les procédures judiciaires et pénales soient effectivement poursuivies. A défaut la rupture du contrat de location et l'expulsion sont à envisager". Le rapport ajoute en Nota Bene : "les limites du "logement garanti" peuvent et doivent être définies avec précision, après concertation avec les techniciens et praticiens du terrain. Il faut savoir que dans certains cas bien précis la certitude du relogement est une forme d'assistance qui va à l'encontre de l'autonomisation de la famille (dans le même ordre d'idée, la conseillère sociale de l'office, par les aides et les prêts qu'elle obtient, est vécue comme une protection supplémentaire vis à vis du loyer impayé)".

Il s'agit donc bien, là comme ailleurs, de séparer le bon grain de l'ivraie, d'éliminer par le bas en même temps que par le haut. On ne peut s'empêcher de penser que les milieux vont renaître, sur place et ailleurs, et que l'on ne fait que reporter le problème.

Appuyé en particulier sur les travaux de C. Pétonnet, le guide technique H.L.M. pour les cités familiales éclatées, s'organise lui aussi à partir d'une analyse des réseaux sociaux et de la volonté de ne pas briser ces réseaux. L'intérêt du rapport est de fournir un cadre pour une enquête sociale qui prendrait en compte l'organisation interne de la cité. On peut simplement se demander si la doctrine de départ, qui consiste à proposer aux citadins des pavillons éclatés dans la ville, avec solvabilisation par l'A.P.L., ne risque pas de diriger les enquêtes et analyses de telle sorte que l'on arrive à coup sûr à considérer que ce dont les habitants ont vraiment besoin, et ce qu'ils désirent, ce sont précisément des pavillons éclatés. Il est évidemment facile de critiquer de haut lorsqu'on ne participe pas aux opérations sur le terrain, mais notre objet ici, à partir de l'analyse des circulations de l'habitat est seulement d'établir que la demande de logement est au plus haut point élastique et qu'elle est même peut-être privée de signification pour le plus grand nombre si elle en a pour quelques uns auxquels il est naturellement souhaitable de proposer les pavillons qui correspondent à leurs vœux.

Il semble en effet qu'avec les meilleures intentions du monde on se trouve dans la situation de suggérer aux citadins des choix entre différents modes d'habitat qu'ils ne connaissent pas. Le rapport fait état de la création de "groupes issus de la population" qui viendraient travailler avec les techniciens. C'est sur la création de ces groupes qu'il faut s'interroger. On sait que les groupes d'habitants ne sont en position de négocier que s'ils se modèrent sur le raisonnement et le fonctionnement de leurs interlocuteurs administratifs. Au Havre, par exemple, pour l'opération H.V.S., le Président de l'association de locataires possède un fichier avec le nom de chaque locataire, les caractéristiques de chaque appartement, la composition de la famille. Ce fichier est le double de celui des H.L.M. Le Président raisonne comme les H.L.M., il est un double des H.L.M. à lui tout seul. Nous souhaitons évidemment que de tels groupes capables de négocier puissent se former dans les cités. Mais dans l'état actuel des cités on peut se demander qui est capable, même parmi les citadins, d'élaborer un discours autre que celui, dominant, du : éliminons les plus pourris. Le sort de ces plus pourris ne peut être abordé à notre sens en termes de logement ou d'habitat, ou d'urbanisme. Il relève d'une gestion des restes, de ce reste d'une pauvreté elle-même résiduelle dont l'existence semble devoir peser problème ad infinitum.

Disparaître

Pour conclure sur la circulation des citadins dans et entre les habitats, il est indispensable d'insister sur le poids des contraintes liées au logement. La circulation des citadins ressemble fort à une course éperdue et immaîtrisée. Par contraste avec les réponses possibles à la situation économique, les réponses aux institutions paraissent se limiter à des fuites affolées. L'absence d'une organisation sociale représentative de la cité dans sa diversité, et qui se manifesterait par exemple sur la place publique, marque une inégalité flagrante dans le rapport de forces qui s'instaure autour du logement. Si la circulation des citadins a pour effet de limiter quelque peu l'emprise des institutions, elle est elle-même limitée par l'absence d'organisation d'une part, et d'autre part, l'incapacité des citadins à se dissimuler, à se déguiser, à quitter leurs habits de pauvre, et de coupables. Ne reste alors que la fuite, qui fait disparaître les citadins dans les foyers, dans les hôpitaux, dans les prisons, ou encore qui les fait s'éparpiller dans la nature, dans les caravanes, dans les maisons d'occasion, dans des périphéries de plus en plus éloignées. Disparaître, tel semble être le mot d'ordre chaque fois qu'une nouvelle opération vient séparer les bons des mauvais pauvres. Cette disparition coïncide bien avec les politiques qui visent à faire "disparaître" la pauvreté. Mais il reste toujours un reliquat, ne serait-ce qu'une famille, qui se retransforme en milieu.

"La maison c'est du pain. Je suis un bon boulanger de l'habitat", métaphorise plaisamment l'architecte Fernand Pouillon. Par analogie on peut dire des citadins qu'ils sont, dans leur logement, "comme des rats dans un pain".

Mais ce confort relatif n'est que provisoire et se paye par un marquage social auquel il est bien difficile d'échapper.

La circulation des citadins a ainsi ce côté désespéré qui fait douter de l'efficacité des mesures qui prennent l'habitat comme support, de faire douter de la possibilité pour les citadins de comprendre cette logique qui les concentre, qui les disperse ou qui les pousse à disparaître.

CHAPITRE VI - PROTECTION ET VIOLENCE -

"Un ghetto aux portes de la ville, un quartier maudit qui fait peur: telle est devenue la cité des Lilas, bâtie voilà une dizaine d'années pour reloger les cas-sociaux qui occupaient depuis l'après-guerre des bâtiments provisoires, voués à la démolition" (1).

La puissance du journal local n'est pas moindre que celle de la presse nationale titrant sur *"un meurtre bâtard et monstrueux, né de la nuit des H.L.M., conçu dans le désordre et dans la peur"* (2). Les journalistes contemporains retrouvent ainsi le lyrisme et les accents passionnés des feuilletonistes du XIX^e siècle qui tenaient en haleine leurs lecteurs, d'un jour sur l'autre, nourrissant leurs rêves de ces habiles mélanges d'érotisme et de violence hâtivement imprimés sur de multiples feuilles à un sou.

Le premier mérite de ces faits-divers sanglants est de nous rappeler que la guerre ne fait pas seulement rage dans de lointaines contrées, mais aussi dans notre propre pays, dans nos propres villes.

"L'odieux forfait a été reconstitué hier : aidé d'un camarade il avait battu son père à mort pour lui extorquer de l'argent. Drame de l'alcoolisme, explication au couteau, coupe-gorge et carabine" (Paris-Normandie).

Savoir que de pareilles horreurs prennent place à quelques stations d'autobus de chez soi n'est certes pas agréable mais peut utilement rappeler que la réalité sociale existe, et qu'elle est par définition violente. Que cette prise de conscience mène à la peur et aux réactions que l'on sait contre la peur est évidemment ennuyeux mais ne nous concerne pas ici. Nous n'avons pas eu à connaître de milices d'auto-défense et de réactions de haine de ce type.

Le deuxième mérite des faits divers est indiscutablement d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur les lieux de pauvreté et les graves manquements à la morale qui y prennent place. Voyez le rôle de *"Outcast London"* au tournant du siècle (3). Plus près de nous, l'été chaud des Minguettes, la formidable ubiquité de *"l'homme à la carabine"*, qui apparaît dans une, puis deux, puis dix cités, rappellent *"Là où le règne de la loi s'arrête : aux portes de Paris"* (Le quotidien de Paris), font se déplacer le Président de la République lui-même et ne sont pas pour rien, si ce n'est dans la

(1) Paris-Normandie du 3.12.1982.

(2) Le quotidien de Paris

(3) Note page suivante.

mise en place, du moins dans l'accélération des travaux de la Commission Dubedout. Se contentera-t-on de régler plus sévèrement la vente des armes à feu ou de procéder à un rapide "re-carossage" des H.L.M. les plus obscènes -coup de pinceau, isolation phonique et thermique, ouverture d'escaliers et de portes extérieures ? Relevons simplement ici que le fait-divers attire non seulement le journaliste et le sociologue, mais le bulldozer et l'entreprise de bâtiment.

Le troisième mérite des faits divers est de fournir un support matériel, tangible, à l'histoire de la cité. Nous avons évoqué ces citadins armés des coupures de presse relatant les événements auxquels ils ont été mêlés. Le premier effet de la presse sur les cités, c'est de magnifier l'événement, au sens littéral, c'est à dire de le grandir. Que l'interprétation soit systématiquement déformée dans un sens négatif n'y change rien. Bien sûr les journalistes mentent, ils ne comprennent rien, ils ne savent rien. Mais les citadins ne manquent pas de retourner l'interprétation. Le méfait n'est pas loin du haut-fait ; la crapule pas si éloignée du héros. L'autre effet de la presse sur les cités, c'est de fournir un repère, à un instant T., sur un événement qui est vécu dans une continuité. Une bagarre violente est un moment de la vie des individus, avec des racines plus ou moins enfoncées dans le passé, et des ramifications plus ou moins longues dans l'avenir. La coupure de presse marque un avant et un après.

Le plus grave défaut de la "presse pourrie" n'est pas le mensonge mais la méconnaissance. La collection des faits divers sanglants (bagarres, suicides) et des délits (vols, jugements du tribunal) ne reflète qu'une faible partie des phénomènes de violence, ceux précisément qui échappent à la cité et vont mourir sur les offsets des journaux. Ces faits divers sanglants, il y en a deux ou trois par an, dans chaque cité. Ils ne sont que l'écume de la violence qui est bien plus profonde et inscrite dans la quotidienneté comme nous allons le montrer.

On peut auparavant éclairer une strate intermédiaire de la violence, celle qui ressort des "reportages" des travailleurs sociaux installés dans les antennes éducatives. Cette violence-là est décrite comme une pathologie familiale mais s'interprète, au même titre que le fait-divers, comme un écart par rapport à une norme. Il est remarquable que les travailleurs sociaux des cités aient le même coup au coeur que les journalistes. *"Comment pouvons-nous rester les seuls à faire respecter la loi ?"* (1). L'angoisse de ces derniers remparts de la loi est compréhensible. Sans doute ne crierions-nous rien d'autre. Mais le catalogue des écarts qu'ils proposent est essentiellement en référence à une loi morale, comme dans ce "climat de la cité" que nous donnons ici :

(1) Rapport d'activité de la cité des Roses, 28.2. 1980.

Note (3) de la page précédente :

(3) *The bitter cry of oucast London* (les larmes (ou le cri) amères du Londres des réprouvés), Leicester University Press, 1970. Voir aussi traduction dans "l'haleine des faubourgs" *Recherches*, N° 29. Oeuvre d'un homme d'église réformateur, ce pamphlet joue un rôle important dans la genèse du logement social en Angleterre. Ce que la presse en retient avant tout, et qui scandalise la société victorienne, c'est l'affirmation que l'inceste est chose courante dans les taudis. Sur le rôle de l'inceste comme crime absolu, on pourrait également donner des exemples modernes, notamment sur les cités. L'inceste, supposé ou réel, est ce qui ferme la bouche à toute approche en termes de contrôle social. Mais cette diatribe nous emmènerait évidemment trop loin.

LE CLIMAT DE LA CITE

Pour conclure cette étude du milieu, nous avons répertorié des attitudes, des phrases que nous, travailleurs sociaux avons vécues ou entendues qui, pensions-nous résumaient le climat de la cité.

- Madame Y invite des jeunes chez elle et se prostitue devant ses enfants pour 5 francs.
- Madame Z fait ménage à trois, problème d'inceste avec le père.
- La petite X a tellement de poux dans les cheveux qu'un côté de son visage est pratiquement rongé à force de se gratter. Sa soeur a des plaies sur la tête et nous ne pouvons mettre du D.D.T. car cela risquait d'amplifier les plaies.
- La jeune mère Y est débile, elle a un bébé elle le nourrit avec de la farine et de l'eau, elle le frappe.
- Madame X vit avec son mari et ses trois enfants, ressources journalières 10 F pour nourrir matin, midi et soir cinq personnes.
- Madame Y qui a un lourd passé psychiatrique a un enfant de 11 ans. Celui-ci est complètement perturbé par le comportement de sa mère, les voisins interviennent pour le corriger à la demande de la mère, le docteur donne des tranquilisants à l'enfant.
- Un père veut récupérer son enfant dont la mère a la charge et qui vit avec un autre homme, le père vient au pavillon d'accueil avec une 22 long rifle chargée.
- Le jeune X est au chômage nous lui trouvons successivement par quatre fois du travail, chaque fois c'est l'échec, la police le recherche pour plusieurs méfaits.
- Madame X est coupée d'eau et d'électricité, moisissure dans tout le pavillon, le fils placé en institution est en fugue il est barricadé dans sa chambre avec différentes armes.
- Tentative de suicide de la jeune Y.
- La jeune X débile quitte son logement, laisse le chien plusieurs jours, nous devons aller rechercher le cadavre en décomposition.
- Madame X emmène ses filles avec elle au "café Biron" et se prostitue avec ses filles.

Manquent à ce catalogue les multiples affrontements physiques et verbaux, les éclats de violence quotidiens qui composent pourtant l'essentiel des "problèmes de cohabitation" systématiquement mis en avant au moment des expulsions, des relogements et des opérations de rénovation. Nous allons décrire cette violence au jour le jour. Mais auparavant, un rappel rapide des thèses en présence.

Trois thèses sur la violence

En premier lieu et presque pour mémoire, de la violence comme corrolaire de la théorie des besoins : coups de couteau, coups de carabine, bagarres, apparaissent comme les conséquences inéluctables de l'insatisfaction des besoins humains : logements mal conçus, surpeuplement, architecture inhumaine, échec scolaire, manque de qualification, chômage, etc. La violence comme corrolaire de la théorie des besoins se résout par une politique du manque. Il faut plus d'équipements, plus de travailleurs sociaux, plus d'emplois, plus de culture et d'associations, etc. Le moindre avantage de cette analyse n'est pas de pousser à l'action sociale, si utile pour la cité. Nous l'avons vu. Son inconvénient est de proposer une interprétation causaliste

trop simple, c'est à dire trop éloignée du réel. La bagarre qui se déroule sous mes yeux, je ne peux la rattacher aux manques ou aux besoins dont elle serait la conséquence. Cette bagarre est alors privée de signification, pure incohérence à rapporter à la folie de l'homme.

Une deuxième thèse procéderait d'une analyse en termes de classes sociales et de domination. La violence exercée par les citoyens envers la société ou contre eux-mêmes ne serait que le double de la violence exercée par l'état et la société toute entière envers les citoyens. Il est possible d'affiner cette thèse en utilisant les concepts proposés par Pierre Bourdieu, c'est à dire en considérant les manifestations de violence comme des ratés dans un système dominant, celui de la violence symbolique : "la violence symbolique (...) celle de la confiance, de l'obligation, de la fidélité personnelle, de l'hospitalité, du don, de la dette, de la reconnaissance, de la pitié, de toutes les vertus en un mot qu'honore la morale de l'homme. s'impose comme le mode de domination le plus économique parce que le plus conforme à l'économie du système" (1). Dans cette optique on considérerait que les violences physiques permettent aux individus de se placer sur une échelle sociale encore mal définie, celle de la cité, où coexistent des leaderships liés au statut professionnel (avec les salariés tout en haut), au statut vis à vis des institutions (femme seule avec enfant et A.P.I.), mais aussi à la force physique, à la réputation, ou à l'exercice d'une activité économique souterraine, etc. Les violences physiques seraient liées au fait que l'échelle sociale n'est pas encore figée, précisément établie, et elles seraient le signe que cette échelle est en voie de constitution. On peut certainement interpréter une partie des événements violents de cette manière et nous n'avons pas hésité -dans le chapitre 4 notamment- à faire ressortir des différences de situation qui font nettement penser à une organisation sociale en train de se constituer. Se différencier des autres est certainement une préoccupation essentielle des citoyens, on le verra encore dans le dernier chapitre. Mais cette histoire ne nous paraît pas nécessairement évoluer dans le sens d'une hiérarchisation des positions des citoyens. Interpréter les violences physiques à partir des positions de dominant ou de dominé suppose que ces positions soient clairement définies à l'avance ou bien que l'on puisse mesurer l'issue de ces violences : qui a gagné ? Qui devient dominant ? Or ces situations de violence que nous observons ne conduisent pas à des positions de domination stables, à un système de domination d'un groupe sur un autre qui deviendrait de plus en plus précis. Et surtout les différentes échelles sociales possibles, à partir du statut professionnel, mais aussi de la force physique, de la réputation, de l'inscription dans un réseau économique forment un éventail de situations que l'on peut difficilement inscrire sur une unique échelle des positions de classe (ou des habitus) utilisable aussi bien pour les cadres, les ouvriers et nos citoyens. Ici la force physique et ses démonstrations dans des événements violents, constituent une façon de se différencier et de se placer sur l'échelle de la force physique mais n'assurent pas une situation mesurable au regard des autres échelles sociales de la cité.

On peut enfin voir la violence comme une sorte de rançon de la civilisation. Dans cette perspective, celle de René Girard notamment, la violence apparaît comme une fatalité divine ou du moins comme une propriété quasi-ontologique des sociétés humaines, attestée par la persistance de ces "boucs émissaires" que l'on retrouve aux différentes étapes de l'histoire de notre civilisation. L'intérêt de cette analyse est qu'elle permet d'articuler deux ordres de phénomènes apparemment distincts. Dans un premier temps les cités

(1) Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Minuit, 1980 page 219.

apparaissent comme des dehors où l'on rejette les déviants, la cité remplissant alors un rôle semblable à celui du bouc émissaire dans la cité grecque. Dans un deuxième temps, la cité (de transit) apparaît comme une société marquée par la violence et incapable de se débarrasser de cette violence par le même procédé(1). C'est un peu l'analyse de Colette Pétonnet évoquant "une communauté d'où la violence enclose n'est pas expulsable ; qu'un incident surgisse, la cité entre en convulsions" (2). "C'est pourquoi chacun veille à rétablir la paix, et, ce faisant, s'implique dans les disputes des voisins" (3). L'avantage de cette analyse est évidemment d'éviter toute causalité par trop simpliste et par là toute culpabilité. Si violence il y a, inutile de chercher la cause ou le responsable. Mais cette même analyse raisonne encore sur la cité comme sur un espace clos, imperméable aux institutions et aux valeurs du dehors, tandis qu'il faut penser la violence de façon dynamique comme un moment où se conjuguent des contraintes, des valeurs et des pratiques qui ne sont pas propres à la cité elle-même mais importées et imposées de l'extérieur.

Notre propos n'est pas polémique ici mais descriptif du paysage théorique sur lequel nous avançons bon gré mal gré lorsque nous parlons de la violence. Nous ne proposons pas ici une quatrième théorie, qui serait évidemment la meilleure, nous cherchons seulement à restituer efficacement les situations de violence que nous avons pu observer. Pour ce faire, il nous semble indispensable de relier la violence à la protection. La vie économique, dominée par deux exigences, prévoir un logement et prévoir de quoi s'alimenter, conduit dans notre recherche à la nécessité de s'allier, de se lier, donc de s'ouvrir, de se faire voir, à cette sociabilité obligatoire marquée par la co-veillance, mêlée de surveillance et de solidarité. Les événements violents sont inscrits dans cette sociabilité, ils en rythment l'évolution, les changements, et permettent d'éprouver la consistance des liens ainsi tissés. Nous en proposons quatre exemples.

VI - I - Quatre situations de violence et de protection.

Mariage au Muguet

Jacqueline vit avec Abdel depuis six ans. Ils élèvent quatre enfants, dont deux d'un premier lit de Jacqueline. Originaire de Casablanca, Abdel travaille chez Rhône-Poulenc depuis une quinzaine d'années. En arrivant au Muguet, Jacqueline et Abdel étaient contents de trouver un tel logement et se lièrent d'amitié avec Dany et Marguerite qui connaissent bien la ville et la cité. Dany et Marguerite sont toujours invités et Marguerite amène des amis, sa soeur, ses voisins de palier. Abdel est apprécié et respecté, c'est un bon travailleur, il a un travail stable, travaille tous les jours et n'est là que le week-end.

Depuis plusieurs années, Jacqueline plaisante en disant qu'elle va se marier, qu'elle veut faire une grande fête où l'on invitera les amis et la famille.

(1) René Girard, *La violence et le sacré*, Grasset, et *Des choses cachées depuis la fondation du monde*, Grasset

(2) On est tous dans le brouillard, page 219.

(3) Ibidem page 70.



Les voisins et amis approuvent cette idée de mariage à laquelle Abdel, de son côté, semble tenir beaucoup. Et l'idée prend corps, devient réalité. On s'enfonce dans les préparatifs et on lance les invitations. Seront invités les parents proches, le frère et la soeur de Jacqueline, le frère d'Abdel et sa famille, Dany et Marguerite ainsi qu'un frère et une soeur de Marguerite, les Henri, amis de Jacqueline, et Roger, un ami de Marguerite. Dany et Marguerite, les Henri et Roger se connaissent depuis longtemps. Ils habitaient dans la même maison, qu'on appelait "l'hôtel". En face de l'hôtel, dans une autre maison habitaient d'autres familles et les conflits ne manquaient pas entre les deux maisons. Roger s'y illustrait et avait gagné une réputation de gros bras.

Jacqueline, qui lance les invitations, ne connaît pas les antécédents de chacun et ignore en particulier l'histoire de l'hôtel et de son vis à vis, une rivalité qui court toujours. La veille du mariage, elle bavarde avec une citadine d'un autre immeuble, Madame Paule ; ce n'est pas la première fois qu'elle sympathise avec elle et, tout naturellement, à la fin de la conversation, Jacqueline invite Madame Paule à venir prendre le dessert à la fin du repas de mariage, vers 23 heures.

Madame Paule ne manque pas de venir à l'heure du fromage alors que le repas de mariage va bon train. Jacqueline n'a pas besoin de faire les présentations. Madame Paule connaît bien Dany et Marguerite, et surtout Roger qui, à l'époque de l'hôtel, venait souvent la voir en face, à l'annexe. Madame Paule et Roger s'embrassent, fêtent leurs retrouvailles, chantent et plaisantent ensemble. Dany et Marguerite font la gueule, se raidissent, et l'orage s'abat sur le dessert. La rivalité est ouverte à nouveau et prend la forme d'une bagarre entre Roger et Madame Paule qui, il y a une minute à peine, s'adoraient. Les insultes pleuvent, chacun prend ses témoins et lance son réquisitoire, une claque, puis deux et trois, et des coups de poing traversent la table et ruinent ce qui reste de la belle ordonnance du repas. Dany et Marguerite prennent la défense de Roger, les Henri celle de Madame Paule. La bagarre est généralisée et Jacqueline sauve les meubles en sortant tout le monde de chez elle ; la fête est terminée, le mariage est raté. Jacqueline et Abdel s'isolent pendant quinze jours, mettant tous leurs amis en quarantaine, aussi bien Madame Paule que les Henri, Dany, Marguerite et Roger. Un coup de téléphone et un coup de main pour les meubles ramèneront l'amitié qui aurait pu disparaître pour toujours. Tous pourront s'expliquer, s'excuser et l'incident sera clos.

On pourrait insister sur les insultes, les coups, la vaisselle cassée, les meubles renversés, les hurlements de Jacqueline. On pourrait également interpréter toute l'affaire comme une vengeance des citadins les plus démunis contre Abdel, l'homme avec un salaire, et sa femme. Il faut pourtant chercher la source de la violence dans le passé et dans les protections du passé. Dany et Marguerite savaient que la rencontre entre Madame Paule et Roger risquait d'être explosive mais n'avaient pas osé en parler à Jacqueline. Roger a été le protégé de Madame Paule pendant deux ans. Il vivait en principe avec son père à l'hôtel, mais faisait de fréquents séjours en face, chez Madame Paule. Elle l'hébergeait, le nourrissait, le protégeait des gens de l'hôtel, grâce à ses fils. Lui faisait les courses de Madame Paule et passait de longues heures avec elle à la fenêtre. Mais à la mort du père, Roger, plutôt que de s'installer chez Madame Paule comme elle s'y attendait, est parti s'installer chez un ami et a cessé toute relation avec elle. Madame Paule n'hésite pas depuis ce moment à raconter autour d'elle toutes les avanies commises par Roger depuis deux années. A croire qu'elle ne l'a jamais invité, qu'il l'a dépouillée, battue et exploitée. Les prises de parti de Dany et Marguerite d'un côté, des Henri de l'autre s'expliquent également.

Dany et Marguerite ont une dette de nourriture envers Madame Paule, une vieille dette qu'ils ont omis de rembourser. Ils craignent la venue de Madame Paule et, lorsque la bagarre éclate, prennent le parti de Roger. Les Henri devraient en faire autant, car ils sont très liés à Dany et Marguerite. Mais ils prennent parti pour Madame Paule dont le fils, qui possède une voiture, les fait bénéficier de deux allers et retours à la ville chaque semaine depuis deux mois.

Changer de protecteur ne peut se faire du jour au lendemain et demande de la diplomatie. Roger a agi trop rapidement, trop brutalement et le contentieux lui retombe sur le nez plusieurs années après. Malgré tout, Dany et Marguerite ont permis de contenir la violence dans des limites acceptées, sinon acceptables, et l'évènement ne tourne pas au drame, reste une simple échauffourée. Les alliances vont se trouver comme suspendues dans le temps : les Henri attendront quinze jours avant de demander à Dany et Marguerite l'aide dont ils ont besoin. Dany attendra le même temps avant de demander le coup de main dont il a besoin pour sa voiture. Mais ces alliances ne sont pas rompues et reprendront comme avant. Jusqu'au prochain conflit.

Impossible puzzle

En cette fin de matinée, l'atmosphère est à l'orage. Nous sommes dans la cuisine de Bernadette et Didier à qui un adolescent essaie d'emprunter un demi-pain pour le donner, dit-il à ses parents. Bernadette traverse le palier pour demander à Jeanne et Jean-pierre s'il est vrai qu'ils ont demandé du pain. Mais la porte est fermée et ne s'ouvre pas. Cela n'est pas normal. Les commentaires vont bon train. Soudain la porte s'ouvre, Jeanne demande ce qui se passe. Mais elle n'est pas avec son mari. C'est Claude, un voisin, qui sort de chez elle. L'histoire enfle, devient salace.

Claude regagne son appartement sans faire aucune déclaration et se plonge dans un immense puzzle sur lequel il travaille depuis des semaines et qui repose, aux trois quart achevé, sur la table de la salle à manger. C'est un paysage champêtre avec des chevaux et une femme au fond du vallon. Bernadette et Didier le suivent ainsi que Jeanne, Jean-Pierre qui est arrivé entre temps, et la femme de Claude. Tous sont assis autour du puzzle, ainsi que les enfants et font semblant de s'intéresser au puzzle. Claude se concentre, sa femme l'aide à chercher les pièces. Mais c'est un tribunal qui est ici réuni pour juger Claude. Les allusions sur la porte fermée deviennent de plus en plus précises. Certains se bouchent les oreilles, font semblant de ne rien entendre, les provocateurs haussent le ton, pour bien se faire comprendre, les plaisanteries sont de plus en plus appuyées, transparentes. La tension monte. Bernadette prend un morceau du puzzle, fait semblant de lui chercher une place et du bout des doigts l'écorne, puis le casse en deux. Didier l'imité. Elle prend un autre morceau et recommence ; puis un autre ; Claude fait semblant de ne rien voir, mais tout le monde rigole.

Enfin Claude explose et hurle : Yen a marre, bande de..., foutez le camp de chez moi. Il donne un grand coup de poing sur la table, ce qui démolit le puzzle, puis balaye la table de son bras et les pièces s'envolent dans toutes les directions. Le travail d'une semaine est anéanti, les voisins reculent doucement vers la porte et attendent les réactions de Claude. Mais Bernadette et Didier n'apprécient pas d'être vidés de chez Claude :

- D'accord, je sors, mais je reprends ma télé.
- Tu peux la prendre la télé, elle marche pas.

- D'accord, je la prends.
- Mais elle est pas à toi, elle est à Sylviane.
- Oui, mais Sylviane me doit de l'argent, alors je prends la télé.

Bernadette se radoucit et tente un compromis :

- Je reprendrai la télé demain et je te rachèterai un autre puzzle.
- Je ne veux pas d'autre puzzle, je veux celui-là.
- Je te donnerai cinquante francs.
- C'est cent francs un puzzle comme ça.
- Ah non, c'est trop cher, je te donne cinquante francs.

Mais la négociation s'est engagée, même si on n'est pas d'accord sur le prix. La bagarre est évitée et tout le monde participe au ramassage des pièces, éparpillées dans la salle à manger. La télé sera reprise le lendemain, le prix du puzzle sera négocié et Bernadette finira par donner les cent francs. Claude accepte la réparation, peut-être parce qu'il ne peut pas faire autrement. Il est le protégé de Didier et Bernadette, leur doit de l'argent, des services, tellement nombreux qu'il ne peut plus les compter. Il est connu pour sa patience, sa gentillesse et on sait qu'il ne se bat pas. Mais cela ne l'empêchera pas d'exercer, avec ses moyens, des mesures de rétorsion. Il négligera de proposer à Bernadette de lui faire ses courses, pendant un temps au moins et si, le hasard aidant, il trouve d'autres protecteurs, il n'hésitera pas à changer d'alliés, à rompre une alliance avec Bernadette et Didier qui n'est pas si ancienne, qui n'est somme toute qu'une alliance de voisinage.

Myriam appelle les flics

Jean-Paul ne peut s'empêcher de raconter partout la mésaventure dont il a été victime la nuit dernière. Après une soirée en ville, chez des amis, il rentrait à la maison, "un peu noir" avoue-t-il, lui qui ne boit qu'à l'occasion. Il rejoint son logement, verrouille soigneusement la porte et se couche sans demander son reste. Il n'a pas réalisé que sa femme n'est pas rentrée. Mécontente de l'absence du mari, elle est allée commérer à l'étage du dessus. Une heure plus tard Myriam veut rentrer chez elle et trouve porte fermée. Elle frappe et hurle à la porte mais rien n'y fait. Jean-Paul dort du sommeil du houblon. Au paroxysme de la colère, elle saute sur un téléphone et avertit le commissariat : "Le Jean-Paul, il m'a mise à la porte, il ne veut pas m'ouvrir". Les gendarmes acceptent de venir et tambourinent un long moment à la porte qu'ils finissent, en désespoir de cause, par enfoncer. Ils pénètrent dans l'appartement et, sans rien demander à personne, se saisissent du mari endormi qu'ils emmènent au commissariat, coups de pied et coups de poing à l'appui. Il y passera la nuit. Myriam ne comprend plus rien, elle est révoltée contre la police. "Ils n'ont pas le droit de faire ça, ils n'ont pas le droit de rentrer chez moi sans papiers". Myriam téléphone en pleine nuit au commissariat pour demander qu'on relâche son mari. Elle demande pourquoi ils l'ont emmené, elle voulait simplement qu'ils ouvrent la porte (et voulait faire peur à Jean-Paul par la même occasion). Mais les gendarmes refusent de relâcher le mari avant le lendemain matin.

Jean-Paul est ravi de raconter cette histoire, le sourire aux lèvres, le regard moqueur. Ravi parce qu'il veut faire valoir qu'il est aussi dur que d'autres, que la police et la prison il connaît. Ravi parce que sa femme a ainsi démontré qu'elle tenait à lui. "Alors la Myriam veut retrouver son mari...Alors

elle vient au commissariat pour qu'on lui rende son petit mari". Myriam n'est pas très contente de s'être fait ainsi piéger. Par son mari qui peut faire étalage de l'amour de sa femme et de son héroïsme, alors qu'il aurait dû recevoir une bonne raclée pour être rentré aussi tard. Par les gendarmes qui ont été trop loin, qui ont fini par la menacer elle-même, à travers son mari, alors qu'elle voulait simplement faire ouvrir la porte puis reprendre ses droits sur son mari.

Il existe ainsi de nombreux exemples où l'appel à la police n'est pas un appel à la répression mais un appel à une aide extérieure, voire à un simple témoignage extérieur dans une querelle. Dans la même cité, un homme est venu amener les travailleurs sociaux sur le thème : *"ma femme est folle, elle veut se suicider"*. Il a réussi à faire venir un inspecteur à qui il voulait en fait faire constater que sa femme n'avait pas fait la vaisselle et le ménage. Une autre femme a appelé la police, se disant menacée par son concubin. A l'arrivée de la police, le concubin avait disparu et les gendarmes durent se contenter de porter les bagages de la jeune femme qui demandait simplement protection pour partir. L'arrivée de la police fait disparaître comme magiquement les conflits, se tasser les bagarres. Mais l'arrivée de la police a un autre effet sur d'autres citoyens. On ne sait pas toujours pourquoi elle vient. Alors tous les individus qui se sentent menacés disparaissent de leurs logements, l'adolescent en fugue part se cacher dans une cave, celui sur lequel pèse une contrainte par corps évite de se montrer et, en même temps qu'elle apaise dans un coin de la cité, l'arrivée de la police peut déclencher l'agitation dans un autre coin. En un instant on se rappelle les affaires en suspens, on fait la liste de ceux qui sont menacés.

Coup de dette et coup de poing

Ce vendredi, Marie est presque seule dans l'immeuble. Nous sommes le 29 du mois et le facteur est passé avec les allocations familiales. Beaucoup de familles sont en ville et font leurs courses, règlent leurs dettes, achètent des vêtements ou de la nourriture. Gilbert, un ami du premier étage, vient demander des médicaments pour des maux de tête, puis revient un peu plus tard pour du sirop pour les enfants, et en même temps des pansements, bref il dévalise gentiment le placard de Marie qui, bénéficiant de l'Aide Médicale Gratuite, a de bonnes réserves. Gilbert revient une heure après. Cette fois c'est pour un verrou de sûreté que le mari de Marie a promis de lui donner depuis une semaine. Il bouscule le matériel entassé dans la salle de bains, fouine de gauche et de droite pour trouver le verrou et finit par le trouver. Il va le poser sur la porte d'entrée. Marie n'apprécie pas ces intrusions répétées et commence à l'insulter. La femme de Gilbert arrive et commence à insulter son époux qui est toujours fourré chez Marie. Il y a de l'électricité dans l'air. Deux pôles positifs s'excluant mutuellement, la femme de Gilbert finit par s'en prendre à Marie. L'échauffourée commence à trois et se poursuit à cinq, deux voisines étant venues prêter main forte à Marie ; deux heures après c'est une dizaine d'adultes qui sont dressés camp contre camp. Le verrou a-t-il été donné ou emprunté sans autorisation, c'est à dire volé ? Impossible de trancher en l'absence du donateur supposé et tout l'après-midi on s'insulte et on se distribue des claques et des coups de poing. Gilbert est coincé entre les partisans de Marie et sa femme, qui est mécontente de ses visites trop fréquentes chez les voisins. Marie est prise entre une famille de voisins qui la protègent mais lui font la morale et sa mère qui est venue dans la soirée pour la défendre mais en profite pour lui reprocher de se trouver toujours mêlée à des querelles invraisemblables.

bles. Jusque tard dans la nuit des explications sous forme de bagarre générale éclatent dans tout l'immeuble, l'objet du différend ayant été complètement oublié. Le mari est rentré et a précisé qu'il avait bien promis le verrou, mais c'est trop tard. Ce n'est plus que l'occasion de l'engueuler lui aussi, de l'enrôler dans la bagarre. Chacun a maintenant quelque chose de nouveau à défendre, une réputation écorchée dans les insultes, un visage abîmé dans un coup de poing, un vêtement déchiré. La bagarre est l'occasion pour chacun de vérifier sa place dans la cité, de vérifier que les protections dont il bénéficie fonctionnent bien. Les alliances se resserrent autour de Marie et de sa mère et maintiennent une fiction : Marie a bien été victime de Gilbert. Mais Gilbert et ses amis affirment leur bon droit sur le verrou. Les alliances sont provisoirement cristallisées sur deux clans qui ne tiennent que le temps d'une bagarre et se ses retombées. Car l'époux de Marie a des intérêts communs avec Gilbert. Ils travaillent ensemble. Et les alliances croisées entre ces deux clans d'occasion reprendront leur cours. Seule persistera la rivalité entre Marie et la femme de Gilbert, qui ressortira dans un autre conflit, de lessive cette fois, mais les deux clans ne se reformeront pas de la même façon car les alliances auront changé.

Pratiques de protection

Les situations que nous venons de décrire nous incitent à analyser les manifestations de violence comme des régulations propres à l'organisation sociale de la cité. De même que la solidarité va de pair avec la surveillance, de même la violence avec la protection. Chacun peut être protégé mais aussi atteint, et chacun doit se heurter aux autres, se frictionner, non par jeu ou par provocation, mais pour éprouver la solidité des alliances et des protections dont il dispose. Les protections sont bien homogènes, dans les exemples que nous avons donnés, aux échanges économiques et à la sociabilité. Avoir une protection va de pair avec : pouvoir circuler dans tel ou tel appartement, pouvoir demander un dépannage alimentaire. Mais quelquefois la protection se réduit à une protection purement physique. Elle est souvent alors inter-générationnelle. Un adulte protège une personne âgée ou un enfant. Ainsi de cet adolescent en rupture de ban qui a trouvé une famille d'accueil dans la cité. Il provoque les adultes qui sont dans l'appartement et, au moment où les coups vont partir, le père de famille intervient : *"lui c'est comme mon fils, si tu y touches tu auras affaire à moi"*. L'adolescent mettra en avant cette protection : *"c'est Breton qui s'occupe de moi"*, et n'hésitera pas à réitérer la provocation pour vérifier que la protection est toujours valable. De la même façon, Roger, qui protège une grand-mère, nous explique : *"je lui fais ses courses des fois quand je vais en ville. Et puis je m'occupe d'elle, des fois il y a des jeunes qui l'embêtent"*. Mais les protections peuvent être partielles, n'être valables que dans certaines situations. Ainsi de cet homme qui est devenu alcoolique : à vingt ans, c'était un homme fort et un leader, un chef de bande. Il a trente ans maintenant et c'est un homme usé, qui doit céder la première place à des plus jeunes. Ceux-ci n'hésiteront pas à le bousculer s'il les dérange. Mais ils n'hésiteront pas non plus à lui prêter main forte s'il se trouve en danger à l'extérieur de la cité : *"un jour j'étais au bal et il y avait une bande de types qui me cherchaient des histoires ; je les connaissais, ils voulaient me casser la gueule. Les jeunes (de la cité) sont venus, ils ont vu ça, ils leur ont sauté dessus. Ils n'avaient pas été là, j'étais cuit"*. L'homme est protégé par sa réputation, mais

c'est une protection qui n'a plus cours dans la cité (1)

Les protections peuvent également être réciproques, être des formes d'échange. Dans l'exemple du mariage, Dany et Marguerite d'un côté, Jacqueline et Abdel de l'autre. Jacqueline et Abdel apportent de la considération à Dany et Marguerite, en les invitant, en les fréquentant, eux qui ont un vrai travail, un vrai salaire. Mais Dany et Marguerite apportent une protection physique et morale, par leur connaissance de la cité, empêchent que le couple ne soit visé par des propos racistes, protègent leur réputation. Les protections ne sont pas autorisées par un unique système de reconnaissance, celui du salaire, mais par un ensemble de systèmes que l'on peut rattacher aux réseaux économiques d'une part, et d'autre part, à ce qui fait la richesse personnelle des individus : force physique, beauté physique, réputation, capacité à faire rire, connaissance de la ville et des institutions, etc... Il n'y a pas de hiérarchie dans ces sources de protection. Gagner 100 F en travaillant est certes différent de gagner 100 F. en jouant au tiercé ou gagner 1.000 F. en touchant un chèque de la C.A.F. Mais aucun de ces gains n'est, en absolu, supérieur à l'autre. Tout dépend du groupe social qui les évalue. Gagner une protection avec ses poings, par une relation amoureuse, ou en racontant des histoires est également différent, mais aucun de ces personnages n'est systématiquement supérieur à l'autre. On trouve seulement des combinaisons provisoires, des alliances et des conflits d'intérêt et, pourquoi pas, d'amitié ou d'amour.

On peut dire des situations de violence et de protection qu'elles présentent, comme les événements du chapitre 4, une part indéterminée, imprévisible. La situation va-t-elle s'arranger ou déboucher sur des violences plus graves? L'alliance sera-t-elle reconduite ou définitivement brisée ? Il apparaît bien que la tension qui anime les individus, la nécessité d'être sur le qui-vive, de prévoir une protection, ressort de ce que l'on définit parfois par le terme de précarité. Mais cette précarité a un sens, une efficacité, car elle permet de limiter les accès de violence. Il existe d'autres formes de violence, plus sévères, qui marquent toujours une faille ou une rupture dans les systèmes de protection.

VI - 2 - Les ruptures dans la protection -

Famille isolée

Madame Lecourt est dans la cité depuis six mois, son mari étant décédé des suites d'un accident de la route. Elle bénéficie d'une pension de reversion qui lui permet d'élever sans trop de problèmes ses deux enfants et d'aider son concubin qui ne travaille pas. Ils vivent isolés dans leur appartement, n'ont pas de contacts dans la cité, même pas avec les voisins, ne sortent pas pour s'informer lorsqu'il y a du bruit dans l'escalier. "Nous, on ne se mêle pas des affaires des autres". Madame Lecourt a pourtant des cousins éloignés dans la cité, mais elle ne les fréquente pas. Ce sont des bandits et elle craint pour sa réputation. Les citoyens ne lui parlent pas, ne la regardent pas et elle croit que c'est à cause de la mauvaise réputation de ses cousins. En six mois, elle n'a pas su se faire des amis et il est presque

(1) Nous devons signaler au passage que pour leur très grande majorité, les citoyens que nous avons rencontrés ne boivent pas. Il nous a fallu nous déplacer avec nos liquides. Par contre il y a dans chaque cité quatre ou cinq individus imbattables pour leur taux d'alcoolémie et tout prêts, au vu et au su de tous, à craquer pour une vulgaire bouteille à étoiles.

trop tard. Elle se présente une ou deux fois à la porte des voisins, mais la porte reste close. Ce n'est pas la réputation des cousins, c'est sa réputation à elle, de femme dédaigneuse, qui ne parle à personne, qui a choisi un concubin en dehors de la cité. Elle devient la proie de plusieurs jeunes de la cité qui viennent taper à sa porte à toute heure, essaient de lui extorquer à boire ou de l'argent quand son concubin n'est pas là. Elle a peur et ne pense qu'à une seule chose : quitter la cité au plus vite. Pour les citadins Madame Lecourt n'existe pas, n'appartient pas à l'histoire de la cité, non parce qu'elle est nouvelle, bien d'autres familles ont été nouvelles avant elle, mais parce qu'elle n'a pas su prendre sa place dans la cité.

Intervention de la police

La police ne vient pas qu'à la demande des citadins. Elle exerce également une fonction répressive, applique les décisions de justice. Une fois enregistrée, la plainte donnera lieu à des poursuites. Les contacts des citadins avec le tribunal sont fréquents : poursuites pour non-paiement de loyer, procédures d'expulsion, contraintes par corps, saisie-arrêt sur salaire, saisie sur les meubles, inculpation pour coups et blessures ou outrage à fonctionnaire de police, mise sous tutelle aux prestations sociales, placement d'un mineur, mesures d'A.E.M.O., etc... Claude Liscia a déjà fait à travers les dossiers un parcours qui démontre que la pauvreté est un délit suffisant pour écraser les "familles hors-la-loi" (1).

Il arrive que les citadins se défendent collectivement contre ces mesures de répression comme dans cet événement que relate Paris-Normandie (10.2.-83) : "Le commissariat de Rilly est envahi par les familles des suspects". L'événement qui motive l'inculpation et la réaction des familles est la mise à sac d'un appartement dont les meubles sont passés par la fenêtre. L'article continue : "Alors que commençait l'interrogatoire, le commissariat fut pris d'assaut par une quinzaine de personnes, venues en délégation de la rue Maudite pour demander la libération des vandales ! Des forces de police détachées du commissariat central eurent tôt fait de rétablir l'ordre, encore qu'un gardien de la paix fut mordu à un doigt et un commissaire de police copieusement insulté. Cet épisode se termina par l'arrestation de la mère d'un des garçons appréhendés". La mère change de qualification un peu plus loin : "...et maintenant par ailleurs dans leur geôle la "furie" venue en tête de la délégation". Hélas. Il s'agissait d'une erreur policière, que le journal reconnaît plus tard sous le titre : "les policiers à la poursuite des véritables auteurs de la furie destructrice". "Il n'est pas avéré cependant que ce soient les énergumènes qui firent si brutalement irruption dans le logement de Mme R. qui aient causé ces scandaleux dégâts". "D'autres loubards auraient pu survenir plus tard et se charger de cette révoltante besogne... Ils n'avaient pas l'intention semble-t-il de se livrer à des actes de vandalisme. Les adolescents sont remis en liberté. Contre l'un d'eux on ne retiendrait que le fait d'avoir transporté d'un couloir à l'autre l'un des meubles. Mais la mère reste inculpée. Elle devra répondre ultérieurement du délit "d'outrage à fonctionnaire de police pour les injures".

Juge de paix

Entre cette erreur policière et l'appel de Myriam dans le passage précédent, il y a naturellement des formes d'intervention diversifiées. Pour notre recher-

(1) Claude Liscia, *Familles hors la loi*, Maspéro, 1978.

che, c'est l'appel de la police par les citoyens qui retient l'attention. Les citoyens attendent de la police qu'elle joue le rôle d'une autorité bienveillante, qu'elle les aide, et les autres interventions de la police ne sont pas acceptées ni comprises. Ce n'est pas pour obtenir une sanction contre le voisin qu'ils appellent le commissariat, à preuve ces plaintes que l'on essaie de retirer même lorsqu'il est trop tard ; c'est même quelquefois une simple recherche de témoin extérieur, impartial. On fait de la même façon appel au gardien d'immeuble, quand il veut bien, ou au chercheur, lorsqu'il est sur place. On cherche des témoins actifs, qui prennent parti ou position, qui rappellent le passé, qui inscrivent les événements pour l'avenir.

Une situation locale explicite mieux ce type d'appel. A Cherbourg, au Palais de Justice même, subsiste un juge accessible à tout un chacun, dont la fonction s'apparente de fait à celle du Juge de Paix. De nombreuses familles attendent dans le couloir pour rencontrer ce juge peu ordinaire. Litiges entre agriculteurs, litiges entre enfants pour l'héritage, conflits entre voisins sont les affaires les plus couramment traitées. Les conflits se traitent à l'amiable, sans greffier ni acte d'accusation. Cette image rend bien compte de ce que, selon nous, les citoyens attendent d'un appel à la police. On attend une opinion, un avis, un conseil, mais pas la mise en route de cette machine incompréhensible : la Justice.

Il arrive que les commissariats acceptent de jouer ce rôle et se déplacent pour simplement venir voir ce qui se passe, être témoin, éventuellement séparer les lutteurs. De tels policiers existent ou plutôt co-existent avec d'autres qui se prennent pour des shérifs (1). Ailleurs la police provoque systématiquement des ruptures, c'est-à-dire élargit la faille dans les protections qui est à l'origine d'un conflit violent.

La contrainte par corps (2)

La contrainte par corps vise précisément ceux qui n'ont plus rien et est véritablement une condamnation pour "cause de pauvreté" (3) puisqu'elle atteint ceux qui n'ont pu s'acquitter d'une dette qu'ils ont déjà été condamnés à rembourser : dette de loyer, frais d'hospitalisation, d'électricité. Trouver quelques centaines de francs pour suspendre la contrainte s'ajoute alors à la quête quotidienne pour trouver à manger, quête qui devient désespérée. Quelquefois les billets de cent francs sortent miraculeusement le jour où la police arrive. Parfois c'est le contraire. Le détenu apprend le jour de sa libération qu'il est maintenu encore quarante jours pour une contrainte par corps. Au terme de la loi, l'emprisonnement n'efface pas la dette. Le cycle condamnation-contrainte par corps devient une spirale infinie.

(1) Dans une cité, une famille fait appel tous les mois à la police, au juge ou à l'assistante sociale. Un matin, son appel fit croire aux policiers qu'il avait tué sa femme. Il voulait simplement faire constater que sa femme était saoula. Un autre appel, aux pompiers celui-là, pour signaler que des enfants en bas âge sont enfermés à clef depuis des heures dans leur logement. Les pompiers viennent, enfoncent la porte, ne trouvent personne et se font insulter par le locataire en colère.

(2) Contrainte par corps : emprisonnement destiné à contraindre un débiteur à remplir ses engagements en cas d'infraction à la loi pénale.

(3) Jean Lapeyrie, revue *Actes*, N° 13/14, Solin. "En moyenne, il y a 350 personnes détenues au titre de la contrainte par corps... Mais combien de menacés par une contrainte qui sera évitée de justesse ?"

TITRE VI

De la contrainte par corps

Art. 749. Lorsqu'une condamnation à l'amende, ou aux frais ou à tout autre paiement au profit du Trésor public, est prononcée pour une infraction n'ayant pas un caractère politique et n'emportant pas peine perpétuelle, par une juridiction répressive, celle-ci fixe, pour le cas où la condamnation demeurerait inexécutée, la durée de la contrainte par corps dans les limites ci-dessous prévues.

Art. 750. La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi qu'il suit :

De deux à dix jours lorsque l'amende et les condamnations pécuniaires n'excèdent pas 100 F ;

De dix à vingt jours lorsque, supérieures à 100 F, elle n'excèdent pas 250 F ;

De vingt à quarante jours lorsque, supérieures à 250 F, elles n'excèdent pas 500 F ;

De quarante à soixante jours lorsque, supérieures à 500 F, elles n'excèdent pas 1.000 F ;

De deux à quatre mois lorsque, supérieures à 1.000 F, elles n'excèdent pas 2.000 F ;

De quatre à huit mois lorsque, supérieures à 2.000 F, elles n'excèdent pas 4.000 F ;

De huit mois à un an lorsque, supérieures à 4.000 F, elles n'excèdent pas 8.000 F ;

D'un an à deux ans lorsqu'elles excèdent 8.000 F.

En matière de police, la durée de la contrainte par corps ne peut excéder deux mois. - Pr pén. 1003.

Art 762. Le condamné qui a subi une contrainte par corps n'est pas libéré du montant des condamnations pour lesquelles elle a été exercée. - Pr pén. C. 1014

La contrainte par corps est en effet héréditaire comme le nom. On trouve les mêmes patronymes, génération après génération, sur les listes des greffes du Tribunal d'instance de la ville du Havre. Il n'y a pas de hasard. Si l'on traverse la rue pour aller au bureau d'aide sociale, on retrouve les mêmes noms. La mise sous tutelle des prestations familiales, lorsqu'elle est possible, apparaît alors comme une véritable libération. A l'image de cette famille, prise en charge par les délégués à la tutelle depuis 1954. "Jamais on ne se séparera de nos tuteurs" ont déclaré les citadins. A moins qu'ils n'y soient forcés là encore par décision de justice. Que le tribunal soit obligé de défaire par la force ce qui apparaît ailleurs comme une mesure de coercition, la mise sous tutelle financière, montre bien que dans le dénuement total il y a encore une incertitude, entre la prison et une mesure socio-éducative du type tutelle. Et même lorsque la prison paraît inéluctable, que le mandat d'arrêt est lancé, on se raccroche encore à la possibilité de trouver quelques sous pour reporter la mesure. Ou bien l'on guette la 404 noire du commissariat pour se cacher et gagner quelques jours, ne serait-ce que jusqu'à la fin du mois, histoire d'être présent au moins à la fête foraine où d'ailleurs on se fera peut-être repérer et arrêter.

Le travail social dans les relations de protection

Toujours en procès, le travail social n'a pas d'image homogène auprès des familles. Certains réclament en permanence le soutien des travailleurs sociaux présents dans les cités, d'autres les évitent et n'attendent aucune aide. Les réactions vont de l'encensement à la pure dénonciation. Il est néanmoins possible de repérer, à un bout de l'échelle, les quelques familles qui sont en permanence soutenues et protégées par les travailleurs sociaux. Ces quelques familles servent d'informateurs, informent les travailleurs sociaux sur les difficultés des autres familles, sur les événements de la cité. Elles le font en prenant garde au retour de bâton possible de la part des autres familles, donc en sélectionnant l'information et la modelant. Elles pratiquent un double langage, jouant d'un côté de leur appartenance aux services sociaux et de leurs bonnes relations avec l'éducateur de l'antenne, mais aussi avec l'assistante sociale de circonscription, le délégué à la tutelle, la conseillère familiale, l'auxiliaire de P.M.I., l'éducateur A.E.M.O. etc... bref tous les travailleurs sociaux qui interviennent physiquement dans les cités, et jouant de l'autre côté la solidarité avec les familles sous la forme d'informations, de conseils. D'où des énoncés contradictoires : "until, l'éducateur qui m'aide bien, qui va m'en sortir" et : "ce salaud qui ne fait rien pour moi, qui aide toujours les mêmes" ou "qui est un feignant", ou ce que l'on voudra. La règle du jeu est d'être discret sur les aides dont on bénéficie, même si le secret n'existe pas. Haro sur celui qui chante les louanges des travailleurs sociaux et se félicite en public des aides dont il bénéficie. Les aides doivent aller à ceux qui le méritent vraiment, à ceux qui en ont vraiment besoin, sans que l'on sache ce que les citadins entendent par là.

Il est également possible de repérer, à l'autre bout de l'échelle des familles qui ne veulent rien avoir à faire avec les travailleurs sociaux, s'ils ne se privent pas de les observer de derrière leurs rideaux. Ce sont les familles fortes des immeubles, considérées comme perturbatrices parce que l'on retrouve leur nom dans chaque événement de la cité. Ou des familles engagées dans des affaires avec la Police et la Justice, à l'extérieur de la cité, mais sur lesquelles les travailleurs sociaux qui sont sur place n'ont pas de prise.

Les familles protégées par les travailleurs sociaux bénéficient concrètement d'aides matérielles (aide alimentaire, colonies de vacances, dépannages financiers) et surtout de conseils, d'informations qui les aident dans leurs difficultés financières. Il est évident que les familles non protégées sont exposées plus durement aux contraintes extérieures. Les familles protégées sont les familles déjà repérées par l'action sociale ; le contact suivi avec l'antenne éducative va de pair avec une mesure de tutelle, de milieu ouvert, d'aide sociale à l'enfance, etc. A l'inverse, parmi les familles non-protégées on trouve des familles dont la carrière institutionnelle se résume à des affaires de justice et des séjours en prison. Entre ces deux situations extrêmes, toutes sortes de situations intermédiaires.

Or la violence est au cœur de ce partage. Les familles qui ne sont pas protégées ne sont pas les familles qui en ont le moins besoin, les familles les moins pauvres, par exemple ; ce sont les familles qui sont désignées comme responsables de la violence, les familles qui font peur. Comparons par exemple les mesures de tutelle sur deux cités. Au Jasmin, 11 Mesures de tutelle, aux Roses, 4 mesures. On devrait pouvoir en conclure qu'il y a plus de difficultés économiques au Jasmin qu'aux Roses. Mais ce n'est pas le cas, c'est même plutôt le contraire. Population triple aux Roses, familles plus nombreuses, revenus plus faibles. Si les tutelles sont comparati-

vement beaucoup plus nombreuses au Jasmin, c'est parce que les citadins sont jugés plus récupérables alors qu'aux Roses, depuis plusieurs années, de nombreux travailleurs sociaux jugent que ce n'est pas possible d'intervenir efficacement. De ce fait peu de mesures de tutelle sont demandées pour des cas qui sont jugés irrécupérables. Et pourquoi sont-ils jugés irrécupérables. Parce que les événements violents sont nombreux, que la presse titre souvent sur cette cité et que les travailleurs sociaux n'ont pas le contact avec les familles qui auraient besoin de ces mesures et de ces aides.

On en vient alors à une situation où l'absence de relation avec les travailleurs sociaux locaux conduit à l'inverse d'une protection c'est-à-dire que les travailleurs sociaux se désaisissent de leur mandat auprès de ces familles et laissent la place libre pour l'action purement répressive de la police et la justice. C'est en partie parce que la violence est unanimement vécue par les travailleurs sociaux comme un échec. Les travailleurs sociaux ressentent chaque événement violent comme un coup porté au visage, même lorsqu'elle ne s'exerce pas contre eux. Et dans l'affolement auquel conduit l'absence de maîtrise sur les événements, il arrive que les travailleurs sociaux eux-mêmes demandent l'intervention de la justice, avouant ainsi leur impuissance et leur culpabilité. La stratégie adoptée revient alors systématiquement à désigner les quelques familles supposées responsables de toutes ces violences, à dénoncer les pommes pourries qui contaminent le panier et empêchent le développement d'une bonne action éducative. Nous ne pouvons éviter de donner lecture d'une lettre de ce type à la présidente de l'association responsable d'une des cités.

**ASSOCIATION D'ACTION
ET DE PROMOTION SOCIALE**

18.09.1981

Madame la Présidente,

Suite à notre entrevue du 3/9/81 à la cité , nous vous rappelons la situation devant laquelle l'équipe socio-éducative se trouve.

Depuis quelques mois nous assistons à une progression des phénomènes de violences provenant surtout du comportement des préadolescents et adolescents ; un climat d'insécurité grandissant est ressenti par les familles, motivant chez beaucoup d'entre-elles le désir de départ de la cité bien que les problèmes pour lesquels elles sont arrivées ne soient pas tout à fait résolus. (6 départs en trois mois et une dizaine de familles exprime le désir de partir, certaines ayant déjà fait leurs demandes d'échanges à l'O.P.H.L.M.).

Nous avons pu constater des agressions :

- 1° à l'intérieur de la cité.
- dégradation sur les logements vides se chiffrant à plusieurs millions de dégâts.
- plusieurs vols au local d'accueil.
- tirs à la carabine fréquents (pas uniquement sur les boîtes de conserves, mais dans les carreaux allant parfois jusqu'à viser les gens derrière leurs fenêtres).
- agression physique envers un adulte de la cité, lui entraînant une syncope et l'hospitalisation.

-vols chez des particuliers de la cité en leur absence (congélateur vidé, téléviseur, chaîne hifi, linge de maison emportés...)
 D'après les bruits qui circulent ces objets n'ont pas quitté la cité ; mais personne ne veut témoigner de peur des représailles qui ne seraient pas éventuelles mais réelles.
 -de nombreuses familles vivent dans le noir derrière leurs volets de peur d'avoir constamment à remplacer leurs carreaux,
 -certaines familles hésitent à aller faire leurs achats sans laisser quelqu'un dans le logement.

2° Ces phénomènes de violence se retrouvent également dans les environs proches de la cité.
 -nombreux vols au centre commercial du Mont Joliot (Mont Iron, galerie marchande, sur le parking....)
 -dégradations et vols à la nouvelle école maternelle en construction.
 -tirs à la carabine contre les accédants à la propriété de l'immeuble juxtaposant la cité.

Nous pourrions multiplier les exemples, ils ne manquent pas. Nous constatons que certaines de nos actions sont plus ou moins ralenties voire impossibles à mener envers les familles ayant certaines difficultés mais qui sont des familles beaucoup moins perturbantes pour l'environnement. Nous risquons progressivement si ce n'est déjà fait de passer à leurs yeux pour des professionnels inefficaces devant l'emprise des jeunes qui font régner leurs lois dans la cité et les environs.

Nous n'avons aucune possibilité de relations éducatives envers plusieurs familles de la cité dont les enfants sont à un tel degré de délinquance que cela dépasse notre compétence professionnelle et ces mineurs relèveraient d'un autre système de prise en charge (placement). Les parents de ces enfants dans la plupart des cas sont impuissants face à eux, ils les réprimandent parfois, mais de telle manière que c'est tout à fait inefficace, ils sont à la limite, complices des nombreux larçons de leurs enfants, puisqu'ils acceptent ou disent ne pas voir ce que les enfants rapportent de leurs vols.

Nous joignons à cette lettre des rapports concernant les familles les plus perturbantes de la cité.

Leur départ de la cité serait des plus bénéfique pour l'environnement.

Nous pensons qu'alors il nous serait possible d'avoir un travail plus positif qu'il ne peut l'être à l'heure actuelle.

Il pourrait aussi être envisagé qu'à l'avenir les familles signent les feuilles de prise en charge D.D.A.S.S., afin que le contrat passé avec elles ne soient plus uniquement moral.

Cette image des travailleurs sociaux est injuste. D'abord parce qu'elle donne à voir comme une pratique admise ce qui est sans doute exceptionnel. Ensuite parce que la situation ici est probablement plus difficile que dans d'autres cités. Enfin parce que nous ne savons pas ce que nous ferions à leur place. L'important est que la protection assurée par les travailleurs sociaux des cités est efficace pour certaines familles et qu'elle est pour d'autres familles une contre-protection, une menace. La question de l'action sociale dans

les cités est encore posée là de façon abrupte. Quelles sortes de distinctions opère-t-on par le travail social ? Il semble bien que la violence serve à distinguer négativement certaines familles. Mais c'est une violence supposée, connue par oui-dire, ou alors une violence exprimée par des délits à l'extérieur de la cité. Et la violence dans la cité n'est pas bien connue ni comprise.

VI - 3 - Images de la violence

Nous avons conscience d'avoir fourni une approche incomplète de la violence dans les cités, sur un schéma au fond très classique : d'un côté une sorte de violence propre aux conflits locaux, aux ruptures dans les alliances et les protections ; de l'autre une violence qui déborde la cité, qui rejaillit sur les institutions ou est provoquée par elle. Le schéma est certainement incomplet, par manque d'observation et aussi certainement par incapacité à analyser froidement des situations qui excitent notre dégoût profond, pour tout ce qui ressemble de près ou de loin à la violence. Mais cette violence existe, elle est même indispensable, cela ressort clairement de la première partie de notre exposé. Et elle n'est pas pure violence d'État ou du pouvoir, mais violence tout court, insupportable. Aussi nous avons utilisé, pour aller plus avant, des notations et des morceaux d'entretiens qui nous parlent de la façon dont les citadins voient la violence sous toutes ses formes.

"Si on te tend la joue gauche, il ne faut pas frapper à droite". L'auteur croit sincèrement reproduire un passage de l'évangile et ajoute, pour faire le bilan de sa vie passée : "moi, je n'ai jamais fait de mal à personne, j'ai toujours frappé bien". Méfions-nous des hommes forts. Ils nous feraient prendre le coup de poing pour une preuve d'amitié. Mais le propos indique bien que les coups sont possibles et même probables dès lors qu'on en vient à se connaître intimement. Je te connais très bien et il se peut que l'on te frappe. L'histoire de la cité et l'histoire d'avant la cité n'est rien d'autre qu'une inter-connaissance qui dure longtemps et qui a des repères non seulement dans l'habitat -les vieilles baraques en bois, l'usine désaffectée, les anciens abattoirs, les maisons en forêt, l'ancienne gare, les blockhaus au bord de la falaise, l'hôtel meublé- mais aussi dans les alliances et les ruptures entre les groupes et les familles, ces moments de rupture où, selon l'expression en vigueur, on a "les nerfs qui lâchent".

Mes nerfs qui lâchent

Tout d'un coup, les membres se crispent et deviennent durs, les viscères se nouent et les nerfs craquent. Hier, Madame Victor n'a pas apprécié le retour de son concubin qui, parti depuis deux jours après avoir claqué la porte, avait décidé de revenir s'installer pour de bon. Il est reparti avant la bagarre, mais pas assez vite pour éviter la casse. Madame Victor est hors d'elle, elle le poursuit en hurlant dans l'escalier et lui lance de la vaisselle. En remontant dans son appartement elle casse les vitres, jette les meubles dans la cour. Une heure après, assise au milieu de ce qui reste du salon, elle est beaucoup plus détendue et raconte : "Quand c'est comme ça, mes nerfs lâchent, ça ne va plus, je mets tout par la fenêtre. Je vais descendre mettre tout ça dans mon garage. Tout est bousillé, j'ai plus qu'à racheter. Je sais ce que je vais racheter, c'est du meuble en osier, c'est bien l'osier."

Madame Victor n'est pas un cas unique. Plusieurs individus ont cette réputation d'avoir "les nerfs qui lâchent" et de mettre leur appartement ou celui du voisin en l'air. Les nerfs, on en parle souvent comme de quelque chose qui existe en dehors de soi, sorte de force immaîtrisable qui casse et détruit sans prévenir. "De temps en temps, il faut qu'il explose", nous confie Marianne en parlant de son mari qui passe parfois des objets par la fenêtre ; *sauf la télévision, parce qu'elle exploserait elle aussi*". Son mari sait ce qu'il fait, il choisit ce qu'il faut casser. Après la casse, il descend ramasser et réfléchit aux moyens de remplacer les objets détruits. Cette violence n'étonne pas, ne semble pas entourée de culpabilité. Poursuivant son récit, Marianne ajoute : "Il me bat des fois. Mais pas toujours ; je ne suis pas à plaindre". Elle semble n'accorder à ces coups pas plus d'importance qu'aux coups contre les meubles ; ces coups ont quelque chose d'irrépressible ; ils marquent peut-être la limite acceptée par les citoyens dans les rapports violents, limite au-delà de laquelle la violence devient aveugle et sanglante, au-delà de laquelle tout devient possible. Ces coups apparaissent à tout moment, à tout endroit, en toute occasion. Ce serait une violence que l'on peut encore supporter. Mais rien ne nous dit que ce soit le cas.

Violence verbale

Cette violence est inséparable de l'insulte qui fleurit lorsque deux citoyens ou deux familles se traitent. Se traiter, c'est appeler à la rescousse tout ce que l'on sait de l'autre pour le déformer en sa défaveur. C'est aussi retourner en sa faveur les témoignages négatifs que l'autre vous renvoie. L'insulte devient alors une force de frappe efficace, qui permet de démolir un adversaire et de paraître plus solide. Monter un "coup de bourre", ou jouer du pipeau, c'est-à-dire baratiner, mentir, relève du même art. Il faut chercher la moindre preuve, dans la figure de l'autre, exulter à chaque instant pour faire croire que l'on a réussi à démontrer sa bonne foi. Les insultes sont violentes parce qu'elles véhiculent les images de la puissance : scènes de bagarre, du sexe ridiculisé, d'une réputation transformée en monstrosité ; il s'agit d'abattre l'ennemi, de gonfler sa propre réputation. C'est la puissance de l'évocation qui fait la victoire, toujours remise en question par le clan opposé, d'un adversaire sur l'autre. Le rejet de l'autre, le juron, les gestes obscènes et les grimaces n'apparaissent pas comme des manifestations d'intolérance réelle mais comme des mises en scène qui servent encore à situer les individus, à leur donner un profil, une personnalité, une histoire. D'où la force des récits de bagarre qui recensent les coups reçus. Madame Polfe rappelle ainsi à Gabrielle, son amie de toujours, une de ces bagarres mémorables : "Paul, deux marrons dans la gueule ; il disait à tout le monde qu'il avait ses sous volés. Il accusait les autres de par ici qui ne vont pas là haut (1). Ah, je lui dis : fumier ; deux pétards dans la gueule. Et puis Jean et Nadine ils faisaient les cons avec leur litre de Ricard, ça finissait mal. Je lui disais : on va trinquer, et vlan, dans la gueule. Paulette aussi, un coup de poing dans la gueule dans l'escalier, et ma voisine d'en face pareil ; J'en ai fait une descente de lit ; tu te rappelles ce que tu a pris."

-oh oui, répond Gabrielle. Elle se souvient des coups qu'elle a reçus. Mais personne ne se souvient pourquoi. C'est elle "la voisine d'en face", et elle est passée comme les autres dans la tempête déclenchée par Madame Polfe. Gabrielle réfléchit et se rappelle pourquoi Paulette a reçu des coups : "vous

(1) Par ici, par là, là-haut, les pavillons, le fond, à l'entrée, sont des expressions désignant des lieux géographiques, mais surtout les familles qui y résident, avec leur renommée.

vous êtes traitées ; elle disait : va te saouler la gueule et toi, tu lui disais : qui c'est qui lui a passé sur le corps ? Tous les biques, tout ça. Tu lui a dis : t'as qu'à voir tes gosses, yen a pas un de la même couleur" . Mais pourquoi se sont-elles traitées ? Personne ne sait. L'histoire ne commence qu'à la première insulte. A partir de ce moment là elle devient très précise, d'autant plus précise que les arguments ont été forts. Madame Polfe rectifie "non je lui ai dit : nous fais pas chier avec ton cul international. Je lui ai dit : ouais, t'as toutes les couleurs et heureusement que les martiens sont pas venus, on les aurait vus dans l'escalier. Elle me dit : Moi, j'ai pas de varices, espèce de grande momie, t'as même plus de boyau, toi, il te tape dans le trou (1) ; alors vlan, deux tartes dans la gueule, on est copines quand même".

Colle et conjugalité

Jeanne nous explique comment elle s'est séparée de son mari alors qu'il était en prison. "Quand il est rentré de tôle, j'ai pris mon morpion et puis je me suis barrée. Au parloir, il me traitait de tous les noms. Moi j'en ai eu marre, je l'ai fait moi (partir avec son nouveau copain), c'est pour ça que je me suis barrée avec. Et comme il avait les pétoches, je savais qu'il me ferait pas chier". Le mari sort de prison et la protection du nouvel ami risque de ne pas être suffisante : "quand il est arrivé, il a défoncé la porte, il a tout cassé. Moi j'ai porté plainte ; il disait que si jamais je me mettais avec un mec, il me casserait la gueule Mais on croirait qu'il a peur. Un coup il vient là et puis je lui dis : je suis enceinte ; chacun son tour, et ce con là, il m'a crue". Deux ans après Jeanne et son ex-mari se cotoient toujours, habitent à deux cent mètres l'un de l'autre et s'accordent assez pour faire une partie de cartes avec des amis. Ils sont séparés, ils vivent à la colle ailleurs, mais ils se voient. A moins qu'ils ne recommencent à se battre.

La preuve d'amour

La conjugalité recèle sa propre forme de violence, bien différente de celle que connaissent les jeunes. Il s'agit de taper ou d'être tapé par celui que l'on aime. Une femme se souvient : "la première personne que j'ai vraiment amochée, c'est mon premier mari". Porter un cocard n'est pas une honte. Mais la conjugalité est également inséparable de l'enfantement, qui est aussi une violence qui vous prend par surprise même si on s'y attend. Une autre femme raconte : "je savais que si je sortais avec lui, j'en aurais eu (des enfants). Ca c'est obligé ; quand on reprend quelqu'un, c'était à prévoir, c'était sûr. J'ai dit : j'en aurai deux". Quand on demande à cette femme pourquoi elle en était sûre, si elle désirait de nouveaux enfants, elle s'explique clairement : "Non, j'avais pas envie d'en avoir parce que j'en avais assez pour mon compte personnel. Mais quand on reprend un autre, on se dit : si lui il en a jamais eu de sa vie, il va se dire : comment ça se fait qu'elle veut pas en avoir de moi (alors) qu'elle en a eu avec d'autres" . Reste la surprise, cet étonnement mi-naïf, mi-admiratif : "avant, au moindre coup j'étais enceinte ; chaque fois que le curé passait à côté de moi, s'il avait le malheur de tousser j'étais prise". L'histoire est entrecoupée de "voilà que je suis en cloque" et "voilà qu'il me passe sur le corps" et "voilà que je suis prise". La colle et l'enfantement apparaissent comme une sorte de

(1) Mme Polfe a subi une hystérectomie

fatalité, inscrite dans et sur le corps et dont l'homme est le responsable :
"que voulez-vous, un homme, faut bien, quand il a besoin, il faut qu'il fasse ses besoins, c'est normal".

Les trois thèses sur la violence, que nous exposions en point de départ, ont de fait été utilisées, à divers titres. L'idée que la violence vient du manque, pour suggérer qu'il est possible de répondre efficacement aux demandes d'intervention (exemples des appels à la police, du juge de paix). L'idée de la violence comme expression des inégalités, à partir des alliances et des ruptures dans les alliances. Et l'idée de la violence cathartique, expulsa-ble ou non, à partir d'une violence acceptée dans le discours des citadins, sinon acceptable par tous.

Mais nous n'avons rien proposé de bien neuf. Et nous n'avons fait qu'apprivoiser la violence en l'explicitant. On peut certes souhaiter un renforcement des protections, donc de l'organisation sociale des cités, telle que la violence reste toujours contenue et "acceptée". Mais il existe aussi une violence potentiellement tournée vers l'extérieur, celle que de jeunes citadins peuvent exprimer aux sociologues : *"Vous allez faire un livre, et gagner plein de sous. Comment je vais faire pour gagner de l'argent, moi ? Je vais être obligé de vous braquer"*. Ou plus lapidairement, mains aux pans du manteau : *"on les dépouille"* ?

CHAPITRE VII - FIGURES ET VALEURS -

Nous ne pouvons nous dispenser d'évoquer pour ce dernier chapitre des figures et des valeurs qui ne ressortent pas directement de la vie économique et de la vie sociale mais composent ce qu'il faut bien appeler des traits culturels propres, si ce n'est à la cité toute entière, du moins à des larges groupes de citoyens. Si l'on met bout à bout les mille et une définitions de la culture, on peut certes démontrer que tout est culturel et que les éléments de vie économique et de vie sociale analysés dans les chapitres précédents sont constitutifs d'une culture des citoyens. Mais il ne faut pas attendre des figures et valeurs qu'elles viennent fournir comme la signification ultime ou la clef d'une culture définie comme totalité. Notre répugnance profonde à l'égard d'une telle démarche ne tient pas à un sentiment personnel mais à l'état d'un débat interminable et tordu dans ses termes mêmes autour des notions de "culture du pauvre" et de "culture dominante". Existe-t-il une culture propre à la cité, produisant ses normes et ses déviants, c'est à dire distincte de la culture savante ou dominante ? Ne s'agit-il que d'une sub ou d'une contre culture, d'une sorte de réponse à la domination ? Trancher dans ce débat, dans cette diatribe plutôt, appellerait une longue réflexion sur la situation française, la question de la pauvreté et des quartiers défavorisés dans ce contexte, puis sur la situation américaine, et ainsi de suite, ad nauseam, ce qui n'apporterait guère à la connaissance des cités.

Les événements que nous avons décrits, les usages de l'habitat, l'opposition entre protection et violence, sans parler des différentes façons d'assurer la vie matérielle donnent pourtant le sentiment, la certitude même, qu'il existe des valeurs, que telle façon de faire est perçue positivement, que telle pratique est plutôt mal vue. Le dégoût, la distinction négative, le rejet, ou au contraire l'admiration, l'adhésion, suintent en permanence, que nous le voulions ou non, de toutes les scènes de la vie sociale que nous avons présentées. Les valeurs apparaissent alors comme l'émanation de la vie quotidienne, ou, comme le suggère Georges Ballandier, comme l'entropie du système économique et social. L'écriture, serait-elle scrupuleusement ethnographique, immobilise le moment présent dans son effectuation, mais dans le même temps l'acteur ramasse l'expérience, la renverse sur un mur en une image, et ce mouvement de retournement crée de la valeur.

Ces valeurs ont vocation d'être plus que l'émanation de l'événement. Lorsqu'elles s'imposent à un groupe social, elles deviennent ce qui rend possible l'événement, ou du moins cet idéal que l'individu met en avant pour justifier sa conduite.

Quelles sont les pratiques, les formes de relation et les expériences qui ne sont pas seulement jugées bonnes, mais qui emportent l'adhésion des citoyens ? La réponse à cette question ne peut être une liste ou un catalogue qui définirait une morale en même temps que des valeurs. Rappelons nous que les cités ont dix ans. Aucune valeur ne semble encore capable de s'imposer à tous, d'être ce point de départ à l'origine d'une société. Il ne peut pas être absolument démontré qu'un tel processus est à l'oeuvre.

"Nous ne savons plus le nom de la cité, le nom du citoyen, mais nous pouvons vous y conduire". Il est donc vrai que nous saisissons encore les citoyens, dans le faisceau de notre projecteur, non comme des individus mais comme des spécimens dans une collection de curiosités. Nous avouons dans la même phrase notre dépaysement. Nous avons proposé à ce stade plusieurs classements, avec des échantillons pour chaque classement, à partir des niveaux de revenus et de l'origine de ces revenus, à partir des échanges, des dépla-

cements et des statuts dans l'organisation sociale de la cité. Manifestement ces classements ne fonctionnent qu'à moitié ; nous n'avons pas cessé de les déranger, de les contester. Les figures et les valeurs nous sont encore plus difficiles à classer et à relier entre elles, si de l'extérieur la cité continue à vivre sous une image unique, celle de la pauvreté. Sur ce chemin anonyme de la cité, les figures et les valeurs nous apparaissent plutôt comme des matériaux en fusion, que travaillent sans relâche les citoyens. Le sentiment d'appartenance à la cité est sans cesse démenti par la volonté de différenciation, on peut le voir dans le langage, dans la façon de se présenter.

Les figures s'opposent terme à terme à propos du travail, pour les hommes, du rôle d'épouse et de mère pour les femmes. Et les héros sont parfois des bandits, parfois des bons pères, rangés des voitures. Ce sont ces trois aspects de ce que l'on peut facilement appeler une morale en fusion que nous examinons.

VII - 1 - Appartenance et différenciation

Je, citoyen

Paul : "Moi, j'ai vu que c'était trié pour entrer au Muguet".

Jeanne : "Monsieur Leduc (municipalité) n'était pas partisan pour nous".

Paul : "Il disait que c'était pour les gens qui voulaient ensuite être propriétaires. Il nous a donné un pavillon parce qu'on était des gens bien". (reconstitué).

Paul et Jeanne nous expliquent ainsi comment ils sont entrés au Muguet et, de la sévérité de la sélection, ils ont tiré la conclusion que seuls les gens bien étaient choisis pour y habiter. Jeanne ajoute plus tard d'un ton neutre : "Des gens très bien. Dès qu'on est entrés, on a vu que c'étaient des gens triés, mais un drôle de triage".

Entre ces deux perceptions -promotion et dégradation- existent des perceptions différenciées de la cité qui se traduisent par l'appellation, le nom que l'on donne à son habitat. Dire "J'habite en H.L.M.", c'est mettre en avant sa neutralité, indiquer que la cité est un ensemble comme un autre, que l'on est un locataire comme un autre, avec un loyer à payer, même si l'on a un petit retard. On dira alors de l'antenne éducative : "ceux des H.L.M.", comme si l'antenne était l'un de ces bureaux de gestion des H.L.M. comme il en existe dans certains grands ensembles.

Je, citoyen peut dire également : j'habite à la cité des Roses, ou des Lilas, donc donner le nom de la cité, sachant qu'ainsi il fait appel à la représentation de la cité que se font ses interlocuteurs. Dire le nom de la cité n'a pas la même signification selon que le citoyen est en compagnie d'interlocuteurs extérieurs -dans ce cas il sait qu'il évoque une image négative- ou en compagnie de ses seuls co-citoyens -dans ce cas il revendique son appartenance à la cité et c'est souvent le cas des citoyens qui ont un passé commun, dans un habitat ancien, par exemple. Dire : les Roses, c'est rappeler que non seulement on est de la cité, mais encore qu'avant la cité on habitait déjà avec d'autres citoyens dans les baraquements de la forêt. Cette affirmation de l'appartenance à la cité peut être très forte et se manifester par exemple par des bagarres interminables sur l'ancienneté. "J'étais le premier arrivé, les bulldozers étaient encore là. Non, c'est faux, le père machin était déjà là. C'est vrai, mais j'étais le premier dans le bâtiment 3". Etc.. Le sentiment d'appartenance débouche alors sur une véritable "mobilisation

identitaire" (1), c'est à dire sur l'expression d'une identité de citadin, qui reste, en dehors de ces moments de mobilisation, non exprimée.

Je, citadin peut dire encore "Chicago". Il peut dire : "J'habite à Chicago". C'est alors se marquer d'une image de la cité. Ou dire : "Il y a de la racaille ici, c'est Chicago". C'est alors se démarquer. Et c'est dans les deux cas indiquer que les événements violents ne manquent pas, que la police vient souvent, que les alcooliques traînent la rue, bref qu'il ne fait pas bon y vivre, par moments. Cette désignation de la cité, qui reprend la désignation de l'extérieur, possède quelques variantes, comme "la cour des miracles", pour indiquer qu'il y a toutes sortes de gens bizarres, tordus, un peu dangereux, ou "la cité des quatre nations", pour signifier qu'on y trouve des étrangers en grand nombre. Accepter une vision négative de la cité n'empêche pas de se comparer avantageusement à d'autres grands ensembles.

"Aux Marguerites, c'est pire. on parle du Muguet, on dit : c'est Chicago. Mais aux Marguerites, j'y ai habité. Je n'emmerdais personne, je rentrais le soir et je trouvais un bouchon et de l'huile dans ma serrure. Les gens sont comme ça. Tu laisses ta moto, si tu retrouves le cable de frein le lendemain, tu as de la chance. Ici tu ne risques rien. Comme hier, les types de la télé sont venus ici. Ils sont passés chez les gens pour faire rentrer les chiens. "On tourne un film, pouvez-vous faire rentrer les chiens". Les gens ont rentré leurs chiens. Aux Marguerites, les gens auraient dit : va te faire enculer".

Ce citadin utilise Chicago, mais pour montrer que ce n'est pas Chicago, que c'est un mensonge. Et il condamne fortement ceux qui, à l'occasion de ce film, ont accepté cette image.

"Paul il est con, il va raconter à la télé des conneries sur la montre qu'il a volée, qu'il va aller en prison. Tu crois que c'est du bénéfice pour les gens d'ici ? Ca leur fait du tort. Et l'autre, là-haut, il est fêlé. Moi je me saoule la gueule, mais je fais pas des conneries". Et il ajoute. "C'est de la connerie, votre truc de faire un livre sur la cité".

Ces trois appellations recouvrent donc des sentiments d'appartenance différents, mais le plus remarquable est que chaque citadin peut utiliser tour à tour chacun de ces vocables, et de fait utilise en permanence au moins l'un d'entre eux. Il y a certainement un partage entre ceux qui utilisent "les H.L.M." et le nom de la cité d'un côté, manifestant ainsi qu'ils ne participent qu'à moitié d'un mode de vie mal jugé et, d'un autre côté, ceux qui utilisent le nom de la cité et "Chicago", manifestant ainsi que, tout en étant des bandits, ils sont de bons citadins.

Toute fixation sur une position extrême et unique, H.L.M. ou Chicago, serait signe de déviance si les individus pouvaient réellement être classés par ces appartenances. Mais la ligne de partage reste floue, le sentiment d'appartenance à la cité désignée par son nom propre n'est sans doute pas uniforme et il est élastique. L'élasticité de cette appartenance traduit le fait que les positions de chacun sont multivoques : j'appartiens à ceux qu'on appelle "les tuyaux de poêle", mais c'est pas une raison pour entrer chez moi à n'importe quelle heure ; je fais partie des familles qui vivent exclusivement des allocations, mais je considère que ceux qui font comme moi ne méritent pas tous cet argent ; je récupère à droite et à gauche en volant un peu mais j'ai bon coeur car je fais profiter les autres de mes gains. Et que ces positions ne sont pas ordonnées sur une échelle de valeur figée, cohérente et valable pour tous.

(1) cette expression empruntée aux travaux du CRESAS et de l'ARIESE, Université Lyon II

Sans cette appartenance la cité -comme combien de zones pavillonnaires ou de Paris-Jardin construits dans des impasses à la demande même des habitants- resterait faite de pur béton armé, carreaux de plâtre et parpaings creux, rien de plus. Mais si l'appartenance ressort bien de ces appellations diverses comme une valeur, c'est une valeur qui reste élastique, ambivalente, travaillée par chacun des citoyens dans un sens ou dans un autre.

Le voisinage

Interrogez les citoyens sur leur environnement, ils vous répondront en dénonçant leurs voisins : celui-ci est un alcoolique, celle-ci est une prostituée, celui-là bat sa femme, celle-là bat ses enfants. Il est possible d'analyser ces paroles de voisinage comme l'expression d'un sentiment d'injustice (1). Il est possible également de les analyser comme la reproduction par les citoyens de la domination dont ils sont les victimes. C'est l'interprétation qu'avance Michel Pialoux (2) : "Leurs habitants (de la cité de transit) forment un groupe perpétuellement et structurellement divisé contre lui-même. Le caractère insupportable du stigmate est tel qu'il faut sans cesse le déplacer et le reporter sur l'autre : permanence du thème de la pourriture et de la merde qui n'est, **au fond** (souligné par l'auteur), que l'application à soi-même du jugement des autres (extérieurs à la cité), et tentative généralisée pour éloigner, ne serait-ce qu'un instant, l'étiquette infâmante en la collant sur d'autres". Il faut pourtant analyser le discours de voisinage avec les pratiques de voisinage. Le fait de dénoncer les voisins s'accompagne le plus souvent d'un : "moi, je reste chez moi, je ne vais pas chez n'importe qui". Mais c'est faux. Les mêmes personnes qui dénoncent leurs voisins peuvent être vus en leur compagnie le même jour et dénoncent parfois ceux-là mêmes avec lesquels ils ont le plus de relations sociales. Nous avons assez montré l'intensité de ces relations de voisinage.

Il en est de même du racisme sous toutes ces formes. Michel Pialoux, dont l'article est fort riche, nous dit encore ceci : "Chacun collabore à la stigmatisation de l'autre et à l'enfermement dans une position avilissante. Les français à celle des étrangers ("tous des crouilles"), les étrangers à celle des français ("tous des bandits"), les femmes à celle des hommes ("tous des feignants"), les hommes à celle des femmes ("toutes des putains"), les jeunes à celle des vieux ("tous des minables"), les vieux à celle des jeunes ("tous des voyous")...selon une logique semblable à celle qui oriente l'ensemble des relations sociales à l'intérieur de la cité". Mais dans la réalité celui qui dénonce l'étranger travaille avec lui, l'homme apporte de l'argent à la femme, qui héberge le jeune, qui protège le vieux, selon une logique qui est celle de l'échange.

Alors pourquoi ces dénonciations dans le discours du voisinage ? Il est possible de proposer plusieurs éléments d'analyse. Le premier élément est presque méthodologique. Il consiste à se demander dans quelle mesure le discours de voisinage n'est pas un discours de surface, que l'on déploie devant le micro, et qui suggère en pointillé à l'observateur d'aller voir en face la misère plus grande que jamais, l'injustice plus criante que chez soi, la violence insupportable de celui du palier d'en face. Cet élément nous incite à penser que le micro est une menace, et à nous poser toujours, en face d'un

(1) C. f. Etude C.N.A.F. "Les difficultés d'accès aux prestations sociales".

(2) Michel Pialoux, "Jeunes sans avenir et travail intérimaire", *Actes de la Recherche en sciences sociales*, N° 26/27. 1979.

tel discours une question simple : "quel plat nous a-t-on servi" ?

Le deuxième élément tient à l'intensité des relations sociales et au caractère obligatoire de la sociabilité. Dénoncer son voisin, c'est indiquer que par moments il y en a marre de ces échanges permanents, de cette "rotation communautaire plus subie que voulue" dont parle Colette Pétonnet. Comme le dit fort à propos une citadine : *"Si on dit pas bonjour, on est fière ; si on dit bonjour au voisin, ça y est, on couche avec le voisin"*.

Le troisième élément c'est que le discours de voisinage fait partie de la dynamique des alliances et des ruptures à l'intérieur de la cité. On ne désigne pas n'importe qui mais celui qui vous a volé votre lessive, celle qui vous a pris votre argent, celui qui ne vous a pas remboursé une dette. Une analyse diachronique du discours de voisinage le montrerait. A deux mois d'intervalle les citadins ne dénoncent pas les mêmes personnes. La massification des dénonciations opérées par Pialoux : les français, les étrangers, les hommes, les femmes, etc, ne correspond pas à ce que nous avons observé et entendu dans les cités où nous avons travaillé.

Le dernier élément est le plus important. Il permet d'analyser le discours de voisinage comme un système de différenciation. Dénoncer ses voisins, c'est dire, comme cette citadine : *"A Chicago, il ne faut pas mettre tout le monde au même rang"*. Cette différenciation se retrouve à plusieurs niveaux du discours de voisinage, par exemple chez cette femme qui nous demande avec insistance de remarquer qu'elle possède les douze chaises qui vont avec la table à rallonge, ou chez cet homme qui répète plusieurs fois qu'il a passé et obtenu son C.A.P., ou celui-ci qui se démarque en parlant de l'éducation des enfants : *"Les enfants jouent jusqu'à deux heures du matin dans la rue devant. Les miens sont au lit à 19 H 30 avec un livre ou la télé. Il y en a qui disent qu'il faut les laisser se coucher quand ils veulent, qu'il ne faut pas les mettre au lit"*.

Ce système de différenciation, qui ressort de nombre d'observations que nous avons déjà fournies, ne relève bien sûr pas seulement du discours de voisinage. Mais il est présent et permet de voir dans le discours de voisinage des éléments qui se superposent pour répondre à l'attente de l'interlocuteur d'une part et, d'autre part, au désir de se différencier des autres. Que la socialisation opère par différenciation plutôt que par osmose, cela ne doit pas étonner les sociologues que nous sommes. Les valeurs qui émergent du discours de voisinage sont des valeurs que l'on pourrait qualifier de traditionnelles : rester chez soi, bien travailler, ne pas boire, s'occuper des enfants. Mais la véhémence même du discours de voisinage nous indique que ces valeurs ne sont pas absolument dominantes, qu'elles n'ont pas acquis force de loi ou si l'on préfère droit de cité.

Le malheur

Nous avons assez insisté, après d'autres auteurs, sur la mise en scène du malheur, dans le mécanisme d'accès aux aides, pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Mais on doit essayer de comprendre la valeur du malheur. En effet le sociologue est confronté, comme pour le voisinage à un discours du malheur.

"Maman est invalide à 100 %, elle a de l'asthme, elle vit avec une bouteille d'oxygène. J'ai un frère malade mental à 80 %, une petite nièce d'un mois et demi et une soeur enceinte de trois mois, trois mineurs, dix personnes en tout. Mon père boit, ma soeur découche, mon frère fait des conneries: on a plus de chômage, on a juste les allocs et moi je suis un délinquant".

Ce discours du malheur disparaît dès qu'il est certain que vous ne délivrerez aucune aide, que vous êtes inoffensifs, et il n'est jamais apparu dans les conversations que les individus avaient entre eux. Mais cela ne prouve pas que le malheur soit sans valeur. Le malheur est bien réel et a une valeur. Simplement cette valeur ne peut s'exprimer qu'au regard de la valeur économique cette fois- des aides. Les citoyens évaluent le rapport entre la situation des personnes (leur malheur) et les aides qu'ils reçoivent. C'est surtout un jugement sur l'utilisation des aides par les citoyens : est-ce qu'il rembourse ses dettes ? Est-ce qu'il prête aux autres ? Est-ce qu'il dit combien il reçoit ? Est-ce qu'il nourrit bien ses enfants ? Mais le sentiment d'injustice que l'on perçoit vis à vis des citoyens qui reçoivent "trop d'aide" revient à dévaluer leur malheur ; ils reçoivent trop d'aide pour ce qu'ils sont. C'est un discours banal : *"celle-là, elle touche plus que lui. Celui-là il a tout, il vend ses bons. Ma soeur elle touche moins que truc. C'est pas les gens dans la misère qui touchent le plus", etc..* Le malheur a donc une valeur mais très difficile à établir, parce que mêlée à la perception des aides. Ainsi dans ce morceau d'entretien où une femme parle de son ancienne copine qu'elle ne voit plus :

"On se dit bonjour, bonsoir, on se serre la main. Elle n'est pas méchante. Elle fréquente des gens que j'aime pas. Chacun est libre de fréquenter qui il veut. Autrement je n'ai pas à m'en plaindre. Elle est bien habillée, bien arrangée. Elle va à la croix rouge (pour les vêtements), elle est libre. Faut bien se débrouiller. Elle a eu des malheurs. On ne peut pas lui en vouloir."

Demander trop d'aides n'est pas toujours bien vu. Le malheur vient excuser, mais en partie seulement, ces démarches inévitables et répétées. La valeur du malheur est une sorte de contremarque de la valeur des aides. Il y a une tension entre ces deux valeurs. Percevoir de nombreuses aides, frapper à toutes les portes, ruser avec les services sociaux, ce serait bien une conduite majoritairement réprouvée. En cela les citoyens ne sont pas les professionnels cyniques de l'assistance que certaines de leurs démarches nous laisseraient croire qu'ils sont. Mais l'importance économique des aides est telle que le recours à l'assistance ne peut être véritablement mal jugé et que l'on ne peut même se garder parfois d'un peu d'admiration pour celui ou celle qui a su obtenir ou rétablir une aide que l'on aurait crue impossible. Que les citoyens ne déploient entre eux aucun discours du malheur qui viendrait justifier leurs démarches auprès des travailleurs sociaux, cela nous paraît remarquable mais est difficile à interpréter. Ou bien ils ont "honte" de leur malheur et ils en ont les versions qu'ils réservent aux travailleurs sociaux mais qu'ils ne font pas circuler dans la cité où ces versions pourraient être contredites. Ou bien il s'agit simplement d'une sorte d'illusion d'optique des chercheurs et les citoyens parlent effectivement de leur malheur, mais pas en présence des chercheurs, par pudeur, parce qu'il n'y a rien à obtenir, parce que le malheur est simplement réservé à la scène locale. Dans les deux cas il y a encore une sorte de "trou noir" dans l'histoire de la cité, si celle-ci doit être considérée comme la combinaison des destins individuels. Si l'on estime avec F. Pelloutier que les individus doivent détenir "la science de leur malheur", on doit considérer que dans les cités cette science n'existe pas, l'histoire de la cité se réduisant à ses aspects collectifs et aux grands événements, malheureux ou non, dans lesquels on ne retrouve qu'une partie des individus qui composent la cité. Le malheur nous apparaît ainsi, par le double jeu des aides et de la constitution d'une mémoire collective autour de quelques grands événements, comme "squeezé", réduit à

une mise en scène justificatrice des aides, ou enfoui dans la mémoire individuelle, au même titre que les placements d'enfants dont nous avons parlé au chapitre 4, comme un sac de souvenirs et de sentiments.

Puissance de l'image et du langage

Nous avons déjà donné cette observation : les citadins disposent rarement d'autres photographies d'eux-mêmes que celles réalisées à l'occasion des grandes cérémonies : mariages, baptêmes, communions parfois, ou ils figurent, endimanchés, au perron des églises ou des bâtiments officiels. Pendant la recherche, nous avons fait des photographies dans la cité, dans les appartements, dans les entrées d'immeuble. Nous les avons développées, agrandies, puis portées aux citadins. Nous avons été frappés par les nombreuses réactions de rejet. Les citadins ne se reconnaissaient pas : c'est pas nous ça. Et ils ne reconnaissent pas leurs logements : c'est pas chez moi, ça, c'est sale. C'est pas mon buffet, ça, c'est pas possible. Personne ne se reconnaît dans ces postures, ces vêtements et ces décors de la vie quotidienne, en partie parce que toute photo est censée être une magnification de soi, en partie parce qu'ils se font probablement une autre représentation -ou pas de représentation du tout- du décor de leur vie quotidienne et de leur image dans ce décor. Le tas de photos reste sur la table et est manipulé en tous sens. On se moque du voisin absent, mais on admire aussi tout ce qui est admirable, le nouveau congélateur dans cet appartement, le propriétaire a tenu à poser devant, le chien sur la table, les bibelots sur l'étagère. Petit à petit le tas de photos diminue, chacun a tiré discrètement la photo qui l'intéresse, mais chacun surveille aussi. Tiens je prends celle-là, elle n'est pas mal. Ou alors : ne prends pas cette photo, je ne veux pas que tu prennes ma photo. Il ya aussi celui qui déchire. Celle-là on la jette. Mais une fois apprivoisées, commentées en groupe, les photos peuvent être conservées et ensuite montrées.

Il y a probablement dans cette expérience une crainte des citadins d'être vraiment moches, sales et vivant dans la boue comme le veut l'image des cités. Il faut cette discussion collective pour donner à la photo sa valeur. Mais cette hésitation se produit parce que la photo, dans l'esprit des citadins, est autre chose que la représentation de la vie quotidienne. Pour s'en convaincre, on doit penser à un autre exemple. Nous avions remarqué que sur l'arrêt d'autobus créé depuis deux ans pour desservir la cité des Lilas, le nom de la cité avait été grossièrement déformé. Sur l'un des panneaux de l'abri-bus on pouvait lire : les Lalis et sur l'autre côté : les Lails. Nous nous sommes livrés à une petite enquête dans la cité. Personne n'avait remarqué ces erreurs qui pouvaient passer pour une manifestation de mépris et personne ne s'en offusquait, ne semblait y attacher d'importance. Autre remarque du même ordre : dans l'ensemble des qualifications dont ils sont l'objet et qu'il leur arrive parfois de connaître : marginaux, handicapés sociaux, cas lourds, cas sociaux, c'est de ce dernier terme qui suscite l'indignation. "*Cas sociaux, nous on est pas des cas sociaux*". Et sans doute parce que "cas sociaux" renvoie à l'assistance publique et que l'assistance publique, c'est le retrait d'enfants, c'est l'image des parents indignes. La puissance des images ne peut ainsi être comprise que dans un rapport à des valeurs qui sont ici la photo de cérémonie d'une part et, d'autre part, le respect des parents, tandis qu'aucune valeur ne vient sanctionner le grave manquement aux règles de l'orthographe que nous avons évoqué.

La morale, comme l'idéologie, ne peut être comprise qu'en relation à des pratiques. Les différentes tensions qui parcourent la cité se traduisent par des jugements qui varient avec le temps, parfois d'un jour sur l'autre. Dans

certain entretiens enregistrés que nous avons fait en plusieurs fois, nous avons observé de tels virages à 180°. Untel est "gentil" parce qu'il protège la personne que nous enregistrons lorsque les voisins l'embêtent, puis "méchant" quelques pages plus loin parce qu'il a piqué son vélo sans lui demander. Un autre est "bon" dans le premier entretien parce qu'il a prêté des sous, "pouilleux" dans le deuxième parce qu'il est entré en concurrence avec le mari pour une histoire de carriole. Il y a aussi la femme qui est partie en laissant des dettes : elle ne s'occupait pas de ses enfants, elle ne leur donnait pas à manger.

Le jugement, positif ou négatif, sur les individus, peut varier également selon la position de l'interlocuteur. Un des ferrailleurs par exemple s'était présenté à nous la première fois comme un vrai commerçant, travailleur, différent des autres ferrailleurs, pas saoulot, pas voleur. La deuxième fois, c'était le bon père sérieux avec ses enfants, correct avec sa femme, bonjour-bonsoir aux voisins et c'est tout. Ensuite il avait peu à peu changé de visage, c'était le bon vivant, fourré tous les quatre matins chez les voisins pour leur vendre des objets, racontant des mensonges à sa femme pour mettre un peu d'argent de côté, buvant son coup comme les autres et ramassant sur le port ce qu'il n'aurait pas dû ramasser. Peu importe quel est le vrai visage, s'il existe un vrai visage, peu importe qu'en se révélant ainsi il aie voulu se conformer à l'image que nous attendions qu'il nous donne, l'important est qu'il ait cette capacité de se présenter soi-même sous des jours différents.

Nous avons une foule d'observations comme celle-là. Un jeune homme d'une autre cité s'était présenté aussi en se décrivant comme un garçon sérieux, travailleur indépendant, avec un bon boulot. Nous le rencontrons en ville quelques jours plus tard avec sa femme et son chien, et il est tout gêné de nous voir. C'est qu'il est dans le besoin, il cherche de l'argent et il ne peut pas nous en demander après s'être présenté à nous comme il l'a fait. La troisième fois nous allons manger chez lui et il rattrape la situation en maintenant son image de bon travailleur, qui a eu des difficultés, qui a perdu son travail, mais qui a réussi à maintenir sa dignité en étant aidé par le bureau d'aide sociale.

Ces exemples pourraient laisser penser que les citoyens n'ont pas de parole, pas de foi, que leur discours et leur façon de se présenter ne sont inspirés que par des stratégies de force et de ruse. Finalement le langage n'aurait plus d'importance, ne serait plus qu'une coquille vide. Les entretiens enregistrés montrent au contraire que les citoyens sont investis fortement dans l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes et on peut le voir dans le langage.

Une femme par exemple, pour dire qu'on lui a supprimé son secours, dit : "je suis supprimée". Pour dire qu'elle a interdit à son mari d'aller trainer le soir : "je l'ai supprimé". Une autre femme pour dire qu'elle a eu tort : "je suis fautive". Et pour dire qu'elle a changé, qu'elle est devenue plus dure : "Je suis moins bon cœur". Ces exemples traduisent le fait que les individus sont bien pris dans le langage et dans la présentation d'eux-mêmes, qu'ils sont sincères. Simplement ce langage et cette présentation doivent changer avec les circonstances et les interlocuteurs.

Un autre aspect de cette importance de l'image et du langage, ce sont les surnoms. Il faut bien s'appeler, lorsqu'on vit à proximité les uns des autres. Il est des modes de désignation collectifs : "ceux des pavillons", "ceux de la gamelle" (qui vont à l'aide sociale), "ceux de la Maison du secour" (voir *infra*), "ceux de l'escalier B" (les rupins qui reviennent de leurs courses en taxi), "les fêtards", "les tuyaux de poêle". Et puis il y a des surnoms individuels : la Fouine, Tête de turc, tête de poireau, le tueur,

Dracula...qui collent à la peau des individus, indiquent aussi que ces individus sont bien partie intégrante de la cité. Les surnoms sont fabriqués à partir d'une qualité, d'une faiblesse, d'un trait physique, d'un fait mémorable, ou simplement d'une déformation du patronyme ou du prénom. Ils sont souvent conjointement flatteurs et dégradants. La Fouine, par exemple, c'est autant le débrouillard qui sait récupérer les matériaux que le sale type qui n'hésite pas à piquer chez les voisins. Lorsqu'aucun surnom n'apparaît, on accole simplement un article au prénom. C'est : "le Bernard", ou "la Thérèse".

Il n'y a sans doute pas de conclusion à porter sur cette puissance de l'image et du langage en termes de valeurs. On doit simplement considérer que l'identité du citadin se joue sur plusieurs registres, le nom, le langage, le voisinage, le malheur, etc. Ou plutôt que le citadin joue son identité sur ces registres en fonction de ce qu'il veut obtenir mais aussi en fonction des valeurs qui sont les siennes. Dans cette dynamique, l'identité apparaît comme un clavier dont les touches prennent des couleurs différentes selon les moments et selon les intentions de l'acteur. Dans cette perspective, les figures et les valeurs, loin de s'imposer comme des normes, se jouent dans le langage et dans les images, dans les surnoms, les mots, les façons multiples de se présenter et ce jeu, s'il répond à des contraintes, est aussi ce qui rend possible une morale.

VII - 2 - Opposition de figures

L'amour conjugal et la femme infidèle

Au mois de juin 83, Jeannot a fini de purger une peine de six mois d'emprisonnement pour vol à l'étalage. Après plusieurs jours de recherche, d'enquête dans les cafés, il retrouve sa compagne Prunelle, qui est hébergée à la cité par un couple avec 2 enfants. Prunelle montre à son mari les disques qu'elle a achetés, les nouveaux vêtements des enfants, tout ce qu'elle a de neuf, de scintillant. Ils sont allongés sur le lit, se parlent tendrement. L'aubergiste et sa femme habillent les enfants, distribuent les biberons, les bols de chocolat et les tartines et prennent garde à ne pas déranger les amoureux. Ils s'installent dans un coin de la cuisine et se penchent sur des mots croisés, blottis l'un contre l'autre, pour prendre le moins de place possible. Prunelle montre à Jeannot l'album de photos qu'elle a constitué en son absence. "Regarde, ça aussi, je l'ai acheté, j'ai mis toutes les photos dedans". Jeannot tourne les pages et retrouve le baptême des enfants, le mariage, son image en militaire, ainsi que le cousin pompier qui pose devant la caserne, la tante qui travaille à la S.P.A. avec la voiture de service, la photo du personnel de l'usine où il travaillait. Jeannot tombe en arrêt devant la photo en polaroid, un peu floue, d'un jeune couple qui pose dans une chambre, manifestement une chambre de la cité. "tu vois, on est bien là, dans la chambre. Mais non ce n'est pas moi", s'exclame Jeannot. "Mais enfin, c'est toi Jeannot. je t'assure que c'est toi". Le drame d'amour se déclenche. Jeannot se lève, le front soucieux, barré de plis. "Alors, pendant que j'étais en prison". La chaude ambiance des retrouvailles tourne à l'orage. L'aubergiste et sa femme ont compris que quelque chose n'allait pas et se précipitent au pied du lit. Ils argumentent en faveur de Prunelle affirment que la photo a été prise chez eux en 1980, la preuve, on distingue le congélateur dans le coin de la photo. "Souviens toi, je l'ai acheté en 1980, le mois où le chien a mordu la Popole, l'accident de Jean-Michel dans l'escalier, c'est là qu'on a fait la photo". Jeannot est en larmes et

n'écoute pas, il est assis sur le lit et ne veut rien entendre. "Je t'assure que c'est toi", répète Prunelle, "il y a trois ans tu n'avais pas de moustache. J'ai toujours eu de la moustache", dit Jeannot, "sauf un mois ou deux". Jeannot est toujours effondré. La photo a été enlevée de l'album et passe de mains en mains, dans l'appartement, puis dans le couloir, chez les voisins. Chacun émet une supposition sur l'identité du bonhomme, des noms circulent, on sait que Prunelle a des amis, des connaissances. Mais ce n'est pas une raison pour gâcher ces retrouvailles, pour accabler Jeannot. Tous les amis sont d'accord pour affirmer que c'est bien Jeannot sur la photo. Chacun apporte une preuve, le reconnaît, se souvient des circonstances dans lesquelles la photo a été prise. On s'approche de lui, on essaie de le convaincre et puis on le console, on le prend par les épaules, on le relève. Jeannot n'est pas convaincu mais se laisse faire. C'est Prunelle qui fond en larmes maintenant et Jeannot va la consoler. C'est la réconciliation, qui soulage tout le monde. L'aubergiste propose d'organiser un couscous pour fêter le retour de Jeannot. Tous les amis sont invités, à une condition tacite : maintenir fermement que c'est bien Jeannot qui figure sur la photo. Personne n'est dupe, mais tous seront unanimes, mêmes ceux qui nourrissant quelques griefs contre Prunelle, pourraient ricaner mais ne le feront pas devant le mari. Prunelle reste une femme fidèle.

A travers cette scène, l'amour conjugal et la fidélité apparaissent bien comme des valeurs reconnues pas tous. La scène offre ceci de particulier à nos yeux que la fidélité comme valeur n'est pas une épreuve de vérité. On ne saura pas ce que Prunelle a réellement fait pendant ces six mois et la photo restera mystérieuse. La fidélité est une valeur qui s'affirme même si elle repose sur une fiction. Peut-être n'est-elle si bien établie que parce qu'elle est constamment battue en brèche. Les citadins se liguent pour rétablir un code conjugal qui est le seul possible. Il n'y a pas de valeurs alternatives dans les cités, seulement des figures qui s'opposent, celle de la femme (ou de l'homme) fidèle qui correspond à la valeur traditionnelle de la fidélité conjugale, et celle de la femme (ou de l'homme) infidèle, qui correspond plus à la réalité des séparations multiples mais reste une figure-repoussoir, ne devient en aucun cas une valeur admise. C'est ce modèle que l'on retrouve dans plusieurs figures en opposition.

La Maison du seigneur

Les repas sont au centre de la vie quotidienne et suscitent de multiples interrogations. Qui mange avec qui ? Où ? Qui va faire les courses ? Qui va payer ? En échange de quels services peut-on manger sans payer ? De cette série de questions et de pratiques émerge une figure, celle de la Maison du seigneur. La Maison du seigneur, c'est un grand faitout avec de l'eau qui bout et des nouilles. C'est une maison ouverte, à certaines personnes, pour un certain temps, mais une maison ouverte au moment des repas. Mais attention, personne ne vient pleurer quand il n'y a plus de sous. Profiter ainsi du citadin généreux, fréquenter la Maison du seigneur, c'est mal vu, ça ne se fait pas. Et chacun de préciser sa position face à cette figure de la Maison du seigneur. "Ils mangent tous ensemble là-haut, parce que c'est la Maison du seigneur. Alors j'ai dit qu'ici (chez lui), c'est pas la Maison du seigneur. Je lui dis : toi tu restes devant la porte, c'est pas la Maison du seigneur". Un autre citadin tient à montrer qu'il ne fait pas partie des habitués : "je bois jamais chez eux, non, j'aime pas parce que je suis propre. Alors quand je vois ça, je suis écoeuré. On me dit : prends-tu un café ? Alors là je dis : non, je viens de prendre le café au lait". Mais il succombe devant un verre : "Ou bien s'il y a une bouteille, je ne refuse pas, je ne

suis pas un ivrogne". Une autre citadine arrive dans cette maison au moment du café et accepte un café, mais demande : *"Qui a fait la vaisselle ? Si c'est untel qui a fait la vaisselle, je ne prends pas de café"*. La maison ouverte suscite toutes les dénégations mais fascine. D'abord parce qu'elle est l'image de la générosité dans un milieu de pauvreté, et de la générosité dans ce qu'il y a de plus précieux, l'alimentaire. Peu importe qu'il y ait des contreparties, en services ou en biens. Ensuite parce que ce partage de la nourriture fait pendant au système des aides et secours. La table ouverte se trouve au dernier échelon d'une hiérarchie des aides et secours dans lequel on trouve tout en haut les aides automatiques valables pour tout le monde (allocations familiales), un peu plus bas les aides soumises à conditions de ressources (Aide sociale à l'Enfance par exemple), puis, plus dégradant encore, les aides de la charité privée (secours catholique, croix rouge), la Maison du seigneur, c'est ce qu'il y a de pire, mais c'est une forme d'aide radicalement différente. A l'intérieur de la Maison du seigneur, c'est d'ailleurs cette charité privée qui sert de repoussoir : *"c'est pas le secours catholique ici ; tu me prends pour le secours catholique, c'est marqué sur la porte peut-être, secours catholique"*. La maison ouverte est toujours sale, mal famée, repoussante. Rester chez soi, ne rien demander à personne restent les seules vraies valeurs. Mais dans la réalité la maison ouverte est indispensable. Et c'est une figure qui attire, qui suscite le commentaire, qui fascine.

Le bon travailleur

"Je plains les jeunes qui ne trouveront jamais de travail. C'est incroyable, il n'y a pas de travail pour eux". David parle en vétéran, en homme qui a de longues années de travail derrière lui. Il est à l'aube de la retraite:

32 ans, 14 années de travail derrière lui. Avec les périodes d'inactivité forcée, de chômage, ça lui fait environ 4 années pleines d'activité salariée. Il a exercé dans tous les domaines : peintre en bâtiment, manoeuvre, réparateur de meubles, cordonnier, homme toutes mains. D'ailleurs il continue à travailler, il bricole les voitures, répare des meubles et mérite son statut d'homme sage qui arrive en fin de course et doit trouver un repos bien mérité. *"Il faut laisser la place aux jeunes"*, ajoute David pour nous faire comprendre que ce n'est pas à trente deux ans que l'on se met à courir les entreprises pour arracher quinze jours de travail. C'est bon pour les 18-25 ans. Au-delà, soit l'homme valeureux voit ses efforts récompensés par un poste stable dans une entreprise, soit il s'oriente vers d'autres stratégies de survie. David le bon bricoleur, le travailleur valeureux est bien loin de l'homme fort de Wajda, mais il n'est pas si éloigné d'Abdel, le salarié régulier de chez Rhône Poulenc, il a presque une aussi bonne réputation. Il en est de même de tous ceux qui exercent des activités de mécanique, de ferrailage, ou qui travaillent de façon intermittente, en intérim, au noir.

Les citadins attribuent de cette façon une valeur positive -pourvu qu'ils ne soient ni voleurs, ni buveurs, qu'ils nourrissent bien leur famille- à des individus qui ne correspondent pas exactement au modèle du travailleur stable et régulier. Ils acceptent de cette manière le partage inégalitaire du travail et le fait qu'il y a peu d'emplois stables disponibles pour les citadins. Ils n'en rejettent que plus sûrement la figure de l'incapable, du paresseux, de celui qui reste chez lui ou qui traîne, mais ne fait rien, ne travaille pas, ne ramène pas d'argent à la maison. Derrière la valeur positive du travail se profile une valeur plus importante parce que plus menacée encore, celle du respect dû aux parents. On doit pouvoir respecter un père

ferrailleur ou mécanicien, comme David justement : *"Mon père il était ferrailleur ; quand il défaisait un moteur, on était tous là, tout gamins, et il nous montrait des trucs, il nous apprenait à bricoler"*. La valeur positive attribuée au travail du père, fut-il irrégulier ou souterrain, rejaillit sur la mère. La femme du ferrailleur, du mécano ou de l'intermédiaire doit pouvoir être respectée elle aussi, comme la mère de David : *"ma mère, on ne l'a jamais traitée grossièrement et elle n'a jamais été grossière avec nous. Elle n'a jamais dit à ses fils comme la mère machin : viens que je te suce, est-ce que tu veux me la mettre...et des trucs comme ça elle dit à ses enfants"*.

Mère digne et mère indigne

La mère indigne, c'est en principe la mère qui abandonne un ou plusieurs de ses enfants. Mais les placements sont nombreux, nous l'avons vu, et l'épithète infâmante ne colle pas systématiquement à toutes celles qui ont eu un enfant placé. L'épithète infâmante sert d'insulte en toute occasion mais plus avant la figure de la mère indigne regroupe, elle, toutes les appréciations négatives qui peuvent ressortir de l'examen des conduites d'une mère. La mère indigne, c'est celle qui hurle dans l'escalier ou qui dit des grossièretés, celle qui n'est jamais à l'heure à la sortie de l'école, qui s'arrête au bistrot avec ou sans ses enfants, qui touche trop de secours et s'en vante, qui ne remplit pas assez son placard quand l'argent arrive, qui est fourrée tous les quatre matins chez le voisin pour du sucre ou du café, qui laisse les grands enfants faire des conneries, qui a laissé placer un plus petit, s'est laissée faire, alors qu'elle aurait pu le garder.

Une femme qui a placé un enfant peut en effet avoir des excuses valables. Elle était trop jeune, ou alors les enfants faisaient trop de conneries qui mettaient en danger la famille et la cité. Autre excuse : l'enfant a un vice, "cette saloperie qu'il y a dans la tête". Il y a comme ça des enfants qui ont des vices : *"l'autre jour, je lui ai dit au grand, je sais tes vices, je connais même la mentalité de tes parents, je connais tout"*. C'est l'enfant qui échappe à l'autorité des parents, celui dont "il n'y a rien à tirer" ; on espère que le placement *"lui retirera ça de la tête"*. "Celà", c'est le vol tous azimuts, ou c'est la jalousie : *"elle, elle est méchante et elle est jalouse ! Elle est jalouse, elle est autoritaire, elle veut tout pour elle, rien pour les autres. Ça tourne, ça tourne, dans la tête des gosses ; elle a eu cette jalousie que la mère a pris un autre homme"*.

Pire encore que la jalousie, le vice sexuel, celui de la petite cousine qui, à six mois, "se masturbe sur le pot devant tout le monde", et à qui on attache les mains avant de l'envoyer en "institution spécialisée" pour lui retirer ça de la tête (1).

La mère de famille qui cumule toutes les appréciations négatives peut incarner la mère indigne. Mais cette incarnation est bien souvent transitoire. La mère indigne se corrige progressivement et redevient ce que sont toutes les mères de famille, une mère digne. Mme Robert par exemple. Elle a huit enfants, de 18 à 30 ans. Quatre sont en prison. Elle a eu sa période de mère indigne et l'on parle encore des erreurs qu'elle a commises dans l'éducation de ses enfants. Mais elle est aujourd'hui admirée, et fait figure de sage dans son immeuble. Elle va régulièrement visiter, aux quatre coins

(1) Cf. J.F. Laé, "Familles réprouvées, ligne d'autonomie, signe de résistance au travail social", mémoire E.H.E.S.S., sous la direction de Henri Desroche déjà indiqué en introduction. Centre de Recherches Coopératives.

de l'hexagone, ses fils qui "pourtant ne sont pas des anges". Mais surtout elle a trouvé une attitude par rapport aux délits des enfants qui est appréciée. Elle ne défend pas coûte que coûte ses enfants, mais elle manifeste son intérêt pour eux. Elle ne se laisse pas envahir, mais elle accueille, elle est disponible. Mme Robert est souvent invitée dans la cité et sollicitée pour donner des conseils sur ce qu'il convient de faire quand on a des difficultés avec les enfants.

Une autre femme, Mme Rose, a eu quatre enfants placés sur six et sa période de mère indigne. Elle a redressé sa réputation, en trouvant un emploi stable à mi-temps dans une entreprise où elle fait du ménage. Et puis elle accueille ses enfants, le week-end. Elle ne fait plus d'histoire, elle est bien dans la cité, on ne l'entend plus hurler. Tout le monde s'accorde à dire que les deux derniers enfants sont très bien, très corrects. Mais elle redevient infâme une fois par semaine, le samedi soir, parce qu'elle laisse ses deux enfants à une voisine et sort en ville pour danser et s'amuser. Lorsqu'on la voit habillée à la mode, maquillée, affichant son plaisir de sortir et d'être bien habillée, on ne manque pas de rappeler son passé et toutes les avanies qu'elle a fait subir à ses enfants et aux citadins.

VII - 3 - Les personnages et leur légende

La légende de quelques grandes familles

Chaque ville a ses notables, connus de tous, mais aussi sa ou ses familles à problèmes dont le nom est aussi célèbre que celui de ces notables. Ce sont le plus souvent des familles très nombreuses, on hésite sur le nombre exact d'enfants, et on imagine la mère, écrasée par le destin et déformée par les maternités. Ces familles nombreuses sont archiconnues par les travailleurs sociaux, elles font partie d'une histoire sociale légendaire qui dépasse les limites de leur lieu de résidence. Jusqu'à Rouen on entend parler de la famille Kabouche d'Elbeuf. Jusqu'au Havre on entend des échos des exploits de la famille Kleger de Bolbec. Les péripéties de l'histoire familiale font rire et servent de rituel d'initiation à la nouvelle assistante sociale stagiaire qui s'étonne de ces rires mais se trouve rapidement éclairée sur cette famille où domine une matrone de légende : Mme Kabouche, elle même issue d'une famille de 13 enfants...sa mère, une vraie lapine...voleurs et braconniers...chiens méchants...taudis infâme...pas d'école...enfants caractériels...placement...retour...les pompiers et les flics ont pris d'assaut...déménagement...Tutelles...ne vivent que des allocations. Emerge une famille courageuse mais folle, une mère gentille mais qui ne respecte pas les décisions de justice, un père travailleur mais trop souvent absent. Et de toutes façons, trop d'enfants, c'est trop d'enfants. L'idée est que ce sont de pauvres gens sans foi ni loi, que l'on essaie depuis vingt ans de redresser, mais sans succès, et qu'il faut simplement maintenir économiquement sans illusion pédagogique.

L'abandon éducatif s'explique par le trop grand nombre d'enfants. Les familles Kabouche et Kleger existent dans chaque circonscription, elle sont les emblèmes des travailleurs sociaux et en même temps la marque historique d'une résistance passive des individus au travail social. Vingt ans de travail social n'en sont pas venus à bout. Vingt ans de réflexion, de ruse, de tentatives répétées, de co-gestion du budget familial, de conseil éducatif, de soutien scolaire, d'aide financière, et toujours les mêmes comportements : apathie, mauvaise gestion, incapacité à réguler les naissances, faiblesse

éducative, échec scolaire. Ce sont des familles exemplaires, qui marquent la limite reconnue du travail social, ce qui permet l'humour, la plaisanterie. Ces familles sont reconnues comme irrécupérables, on peut en rire, on peut se permettre de leur faire des fleurs.

Les deux frères

Les frères Karimore sont les aînés d'une famille de sept enfants. Le père, décédé, était ramoneur, la mère est agent de service dans le textile. Ils ont grandi dans la cité, ont été au bout de leur scolarité obligatoire, puis ont pris leur envol et ont quitté la cité depuis 7 ans. L'un des frères est agent technique dans une municipalité des environs, l'autre alterne les séjours en prison avec des périodes de liberté où il fait des casses qui le font retourner en prison. Un travailleur et un voleur. L'un est marié, l'autre pas. L'un a la sécu, l'autre pas. L'un a un logement de fonction, l'autre pas. L'un gagne 4.500 F. par mois, l'autre roule sur l'or pendant un moment puis n'a plus rien. Le voleur travaille pendant que le travailleur dort et inversement. Certes le travailleur est porté aux nues, lui qui a réussi à faire son trou malgré la réputation infâmante des Karimore. Mais le voleur est une figure essentielle de la cité, plus populaire peut-être que son frère ; un héros qui, on l'espère, trouvera un jour la tranquillité et ne se fera plus prendre. La popularité de ces deux figures n'est pas basée sur les actions des deux frères sur le fait qu'ils sont partis de la cité. Tous deux peuvent et ne se privent pas de dire : *"Ah ! les pauvres bougres des Lilas. Nous on se débrouille, on est pas des fainéants, on gagne notre vie. On est pas des handicapés"*. Et la rumeur publique leur donne raison. Le travailleur et le voleur disent de la cité : "c'est une prison civile", s'ils reconnaissent, mais contraints, qu'elle est aussi un lieu de protection, de refuge qu'ils ne dédaignent pas à l'occasion. Ces deux figures font rêver les jeunes de la cité et présentent deux modèles de rupture, de départ vers d'autres horizons.

Pour autant les deux frères n'ont pas coupé les ponts. Ils viennent à la cité voir la mère, qui se réjouit de la bonne vie de l'un, et des exploits de l'autre, et pleure comme autrefois sur leurs malheurs. Lorsque vient le travailleur, on décortique son allure, ses propos, son attitude, pour mesurer les liens qui existent encore, pour vérifier que les ponts ne sont pas coupés. Lorsque vient le voleur, les enfants viennent vers lui et lui racontent leurs histoires de la cité ; lui montre qu'il est toujours un bon citoyen, en venant voir sa mère et en s'intéressant aux autres citoyens.

L'homme aux chiens

C'est un personnage classique des cités. Il ne parle guère mais impressionne par sa nichée fort peu sympathique. Protections efficaces, les chiens sont les animaux domestiques les plus prisés et sont l'objet d'une grande attention, de tous les soins. On en vante la race, la descendance, le pedigree quand on peut présenter sa carte d'identité, le sang pur et l'assurance -une assurance chèrement payée qui permet de se prémunir contre les risques occasionnés par la bête...aux autres.

Suivant le locuteur, l'homme aux chiens présentera ses bêtes comme des molosses dangereux, capables de tuer quelqu'un en quelques coups de crocs et de faire fuir une bande entière de voyous, ou au contraire comme des chiens aimables, semblables à leur maître qui leur aura appris à faire des

tours, à se tenir à table, le museau bien dressé, au-dessus de son assiette, attendant le repas du soir avec les enfants, ou à attraper au vol un sucre jeté en l'air.

Qu'ils soient de véritables lions ou des animaux bien dressés, les bêtes de l'homme aux chiens font partie de la famille, peuvent jouer, manger, dormir avec les enfants et les adultes et font partie de l'histoire de la famille. Les coupures de presse soigneusement protégées de plastique et accrochées au-dessus du buffet témoignent des événements auxquels le chien a été mêlé : bagarres, concours de beauté, accidents. L'histoire de la famille est indissociable de l'histoire des bêtes qui, dans toute la cité, sont étroitement associées à leur propriétaire au point de ne faire qu'un avec lui.

La femme belliqueuse

C'est une "grande gueule" ou "une révoltée". Elle n'hésite pas à se dresser contre les autres citadins, contre une foule entière, et contre les institutions, la justice ou les gendarmes. Elle est présente à tous les grands moments de la cité : lorsqu'un citadin déménage, lorsqu'un huissier vient pour une saisie, lorsque la S.P.A. fait la chasse aux chiens sans colliers, lorsqu'il y a des expulsions, lorsque la municipalité essaie de reloger une famille à problèmes qui ne veut pas partir. Que l'on s'intéresse à elle ou à sa famille et elle sort son argument massue : *"mais je vous ai rien demandé. Pourquoi s'occupe-t-on de nous. Fichez-nous la paix, on veut la paix"*. Et de sortir sur le trottoir avec ses deux chiens tout à fait impressionnants. Cette femme agressive et sans complexe fait peur parce qu'elle menace quand on la menace et qu'elle a la main leste. Elle est plutôt mal vue dans la cité parce que c'est une harpie, elle n'hésite pas à insulter ses co-citadins, mais elle est admirée parce qu'elle ne se laisse pas faire par les institutions. Elle n'hésitera pas, quelques jours après une bonne engueulade, à venir demander une aide, un secours, mais elle sera sans gratitude, sans reconnaissance : *"s'il y a des aides sociales, c'est pour nous, c'est pour qu'on en profite, c'est pas pour vous"*. Elle prendra la mouche si vous essayez de la sermonner et n'hésitera pas à démolir le bureau. Elle demande une aide et ne veut pas de morale. Elle hausse le ton plus vite que son interlocuteur et se défend d'être une assistée ou une marginale : *"est-ce qu'on a des têtes d'assassins, nous ? Dites-le qu'on est des assassins, allez, dites-le"*. Et si elle est poussée à bout, elle vous renverra sa question : *"vous, vous avez cinq mille francs pour vivre, vous êtes payé pour vous occuper de nous, alors sinon à quoi vous servez " ?*

Madame la chouette

Nul ne se préoccupe de connaître sa véritable identité car "la chouette" est un surnom qui recouvre tous les aspects du personnage. Son oeil perce les secrets des citadins, elle voit tout, sait tout, prédit les décès à venir, prévoit les événements violents de la cité comme un sismographe enregistre les secousses telluriques. Les citadins renchérissent sur son pouvoir et recensent les événements dont elle avait prévu l'imminence. On se moque d'elle, on rigole, mais on est obligé de lui reconnaître, bien qu'elle soit horrible et que son logement soit mal tenu, des pouvoirs exceptionnels. Traitée de folle ou de sorcière, c'est surtout une bavarde impénitente. Elle passe le plus clair de son temps à parler, à parler de la cité et des citadins et ceux

qui s'ennuient peuvent toujours aller faire un tour chez elle, sûrs d'y entendre des histoires croustillantes et interminables. Chez elle, la rigolade l'emporte sur le sérieux, mais chez les citadins la croyance en la prophétie repose sur un fond superstitieux solide.

La chouette ne se met pas elle-même au centre des événements, mais elle est une figure importante de la cité parce qu'elle raconte, qu'elle amuse et qu'elle parle du destin. Parfois une cour de citadins pénètre chez elle, tout le monde s'installe autour de la table et on se lance dans des histoires invraisemblables où l'on se moque d'elle tout en l'écoutant attentivement. Il faut dire que la Chouette a une pension et qu'elle régale à l'oeil ses protégés. La légende dit que chaque homme qui a vécu avec elle est décédé mystérieusement. Trois hommes, trois morts subites. Ils avaient touché la chouette en laine tricotée -cette chouette qui lui donne son surnom- suspendue à la glace au-dessus du buffet du salon. Son compagnon actuel vient régulièrement, mais la nuit, et ne s'est pas installé dans le logement. La chouette existe dans la cité par les rebondissements, des "il paraît que..." qui alimentent les conversations quotidiennes.

Dracula la fouilleuse

La récupération n'est pas strictement l'apanage de l'homme. Dracula (nous reprenons le surnom) est spécialisée dans les fouilles des décharges municipales, et connaît surtout une grande décharge où s'amoncellent les invendus, les résidus des grands magasins. Tous les matins elle s'en va, avec sa carriole et travaille sérieusement jusqu'au soir. C'est une solitaire qui force l'admiration de la cité par la qualité de ce qu'elle rapporte et par son acharnement au boulot. C'est une dame d'une cinquantaine d'années qui a toujours vécu comme ça. Après-guerre elle travaillait aux peaux de lapin et n'a, semble-t-il pas changé de mode de vie depuis qu'elle réside à la cité. Elle passe ses journées dehors et est apparentée avec des clochards de la ville qui l'appellent Dracula des Lilas parce qu'elle n'appartient pas non plus au monde de la cloche. Dracula est évidemment vue par les citadins comme une pouilleuse, comme une presque cloche, mais elle est admirée pour son travail, pour son indépendance; et pour sa morale. Car Dracula ne demande jamais rien à personne. Lorsqu'elle est invitée à manger, même chez sa propre fille, elle mange très peu et ne redemande jamais. Elle n'aime pas les profiteurs : *"Parfois j'ai très grand faim quand je sors de chez eux, mais je ne demande rien, je n'aime pas demander"*. Cette morale très stricte est parfaitement connue et fait l'objet de commentaires élogieux d'où la figure de la demi-clocharde ressort quelque peu magnifiée aux yeux des citadins.

La femme quémandeuse, la femme à poigne, le fêtard, la fouine, le croque-mort, l'infirmier...Une revue exhaustive des figures de la cité n'apporterait rien de neuf à la compréhension du mécanisme par lequel les figures légendaires fabriquent des valeurs contradictoires. Nous avons retenu les personnages qui nous paraissaient communs à plusieurs cités et significatifs de ce travail de la morale que nous avons avancé au début de ce chapitre. Manifestement les valeurs les plus affirmées sont les valeurs morales traditionnelles : le travail, le quant-à-soi, l'autorité, l'honnêteté, l'humilité, etc. mais les figures marquantes de la cité permettent de voir que ces valeurs sont contestées, battues en brèche par le réel et permettent aux citadins de se faire des réputations qui ne soient pas conformes à ces valeurs.

VII - 4 - Une représentation

Nous pourrions nous arrêter ici, sur ce dernier volet de notre recherche, mais nous souhaitons présenter une scène présentée par les citoyens devant les chercheurs et très précisément à leur intention. La représentation est spontanée, il ne s'agit pas d'un spectacle en tant que tel, mais donnée devant et pour les chercheurs. Le scénario, enregistré, a été retouché uniquement pour rendre intelligible ce qui ne pouvait l'être pour le lecteur. La scène prend place dans l'appartement de Madame Orgon et consiste en la mise en accusation d'une vieille femme, Madame Pernelle. On réunira contre elle tous les ragots, toutes les méchancetés, toutes les insultes qui composent un tableau déformé de la vie entière de cette femme. Dans cette scène les valeurs morales ne sont pas mises en avant mais apparaissent en contre-point de la paresse, de l'obscénité, du crime qui sont reprochés à Mme Pernelle. Le ton agressif et les obscénités n'empêchent pas les acteurs de sourire ou de rire franchement entre les réparties.

Damis et Marianne sont les enfants d'Orgon.

Orgon est la principale accusatrice.

Mme Pernelle est la vieille femme interrogée.

Mme Loyale est son avocate.

Dorine est un témoin de première importance.

La scène est provoquée par un souvenir de Orgon sur Madame Pernelle, surnommée Chat-huant et sur son dernier amant, âgé de 75 ans, sourd et aveugle, décédé le nez dans son assiette. Au lever de rideau, Chat-huant est debout, adossée au frigidaire et immobile, comme pétrifiée par ce souvenir. A son côté Mme Loyale, l'avocate, lui soutient le bras. En face sont assis les accusateurs : Damis, Marianne et Orgon, qui se frottent les mains et peaufinent leurs actes d'accusation.

C = Chat-huant

L = Mme Loyale

D = Dorine

accusateurs :

O = Orgon

D = Damis

M = Marianne

O - Chat-huant, viens, on va la prendre en photo.

M - Viens là vieux chat, le monsieur il a besoin de toi . (rires)

O - Pour prendre une photo.

M - Viens là, viens là .

L - Prends ta carte d'identité, tu vas aller en prison, je le crains.

D - Allez, vieux chat, viens avec ta vie de dingue. Viens nous montrer ça.

O - Alors tu t'appelles Pernelle ?

D - Alors le grand avec une jambe de bois, c'est toi qui lui a coupé.

L - C'est elle qui dit que tu t'appelles Pernelle (la montrant du doigt) ouais, ouais, elle a même dit comme ça que tu as couché avec ton père et puis que tu as tué ta mère.

O - T'as mangé la.... de ta mère.

L -t'es une saloperie, ils viennent ici pour te tirer les vers du nez - il a dit ça de ta mère. Il a dit de ton père qu'il s'envoyait un bouc. (scandalisée et défendant Pernelle).

O - bien, bien, alors venons en aux faits -dossier 1320- qu'avez vous à vous reprocher Pellerin ?

D - et que le bouc mangeait la... à ta mère

L - Comment tu t'appelles Pernelle ?

C - ... (balbutiante) Pernelle Odette - Odette Pernelle.

O - pas vrai, pas vrai - c'est faux, ce n'est pas votre nom, c'est un nom d'emprunt.

L - sûrement que c'est vrai. Regardez la carte d'identité.

C - ... oui, c'est Pernelle.

O - Jamais, regarde, c'est Chat-huant.

L - ouais, elle a raison Odette, c'est Pernelle.

D - Danton, tu t'appelles, c'est toi ...Danton, raconte pas d'histoire.

L - (se tournant vers son client) Il va t'envoyer à la police, parce qu'il va dire comme ça : c'est toi qui a couché avec ton père. (se retournant vers l'accusation) Non, mais, quand même tu vas pas dire des conneries comme ça à la police, non. Elle a jamais couché avec son père, non, jamais.

O - elle le sait, elle. Pernelle - Danton - dit la vérité.

L - Ne dis pas ça encore toi (poussant les chaises violemment à terre) dit, toi ça suffit. Elle n'a jamais fait ça.

O - dis, dis, tu étais avec lui, toi, avoue Danton.

D - vieille coche, elle dit, elle nous insulte.

O - Chat-huant elle faisait des bourrées, des bourrées dans le bois.

L - Non, sa mère elle a travaillé chez Sarasy. Elle dit que ta mère elle a pas travaillé chez Sarazy. Quel scandale !

C - Oh, oh, non (grimaçant), elle travaillait ma mère, elle travaillait. (elle sort du décor)

D - elle va faire de la mayonnaise, Dantar.

O - Reste là, Pernelle, reste ici.

(Peureusement, elle revient tout contre le frigidaire).

L - Elle dit que t'as jamais travaillé...tu vois comment elle t'arrange, c'est pas une honte de dire des conneries pareilles, toi, non mais. Elle est sans défense, je vais la défendre moi.

D - tu as couché avec ta mère.

L - non vraiment, ne redis pas ça, jamais de sa mère. Il dit comme ça que t'as mis ta mère sous le train, est-ce vrai ?

C - Oh, non pas ça.

O - restes là et réponds.

.....

O - comment tu t'appelles ?

D - Dantar, Danton, Pellerin, Chat-huant, Pernelle.

O - non, non, non, non, elle sait bien.

L - t'as rien à dire sur elle, toi. (s'adressant à l'accusation)

O - Dis, Danton, tu vas coucher avec les biques.

D - qui veut coucher avec toi, lui ou elle.

L - t'es pas bien, il veut coucher avec toi.

O - Il dit que ta mère n'a pas de culotte, dis, c'est vrai.

L - elle était bien ta mère, hein ?

O - elle couche avec les négros, comme ta propre mère.

L - elle était bien ta mère.

O - elle était à l'assistance publique.

L - elle était bien ta mère.

O - arrêtes de dire ça, toi.

D - Je t'ai vu, toi avec le François.

L - oh, son père il travaillait, il était cantonnier.

O - c'est pas vrai, il ramassait des escargots.

L - c'est pas vrai, toi, arrêtes de dire.

O - tu vaux pas mieux toi (s'adressant à Mme Loyale)

L - Je la défends moi.

O - forcément vous couchez toutes les deux.

L - sûrement, hein, ma dédettes.

D - tu couchais avec ta mère.

O - Vieux maquereau minable, vieux Chat-huant.

D - tu vois les messieurs, là, c'est deux inspecteurs de police (désignant les chercheurs). Alors si tu ramènes ta gueule, un coup de "bonne nouvelle". On te coupe le cou avec une hache.

O - c'est le fils à Mr Heurté, le super flic.

L - Regarde moi ces deux là (se retournant vers les spectateurs) feignant, il dit que t'as fait des bourrées, regarde moi ça. Feignant tu te rends compte comment ça t'arrange...

O - ils te traitent de vieille piot et tu ne dis rien, il traite et puis voilà...

L - arrête de dire des conneries toi.

O - comment on fait les enfants, explique nous ça. Allez dis le , dis nous le, dédette.

D - elle en a eu sept. Allez on rigole entre femmes. Comment on fait des enfants ?

C - ... avec un monsieur et une dame, comme ça.

O - avec quoi, avec quoi tu fais un enfant ? (en criant).

C -

L - avec ta langue ?

O - avec ton pied, alors ? avec quoi ?

C -

L - par le nez ou par la bouche ?

C -.....

O - et où est-ce que tu mets ça ? dans la bouche ?

D - Dans le nez ?

Comment t'as fait pour avoir des gosses alors ? dans ton oeil, puisque t'as qu'un oeil.

C -.....

O - Dans le derrière qu'il te l'a mis

C -.....

O - par devant.

L - dans le nombril.

C -

O - Sacré Danton, va, t'es la reine des champs, t'es ma reine.

O - Est-ce que j'ai couché avec ton père moi, alors pourquoi t'as couché avec le mien. Elle est de l'assistance publique, Pernelle. Elle est née dans la Rose.

L - non mais dis, tu ne peux pas travailler, et tu dis rien toi, t'acceptes tout.

D - t'as jamais eu de gosses, toi.

L - et il dit que t'as pas eu de gosses.

L - elle a donné plus d'une fois des coups, t'as qu'à demander à François, tiens.

O - et Alain Lecourt, le manche à balai.

L - elle se défend, elle est plus costaud que moi, elle est des nerfs, mais quand elle retourne les matelas, c'est lourd un matelas, maintenant je lui dis "ne les retourne pas", elle ne les retourne pas. T'aurais une toile à pavé, tu pourrais voir, y a pas d'eau dedans. C'est de la vieille carcasse, du bois normand. Elle a jamais fait de bourrées. Pourquoi tu dis ça ?

C - c'est quoi une bourrée ?

O - une bourrée c'est faire des fagots dans les bois, avec des lianes.

D - Hein, les branlettes comment qu'on fait, quand tu faisais les branlettes. Dans les vieilles maisons.

L - elle faisait des bourrées, sûrement qu'elle faisait les bourrées.

O - c'est à dire qu'il y avait une cuvette et en dessous il y avait un foyer, un petit foyer (feu), c'est Pernelle qui faisait ça.

O - Oui, mais c'était un gros bonhomme ta mère. Elle avait pas de culotte. Elle était vicieuse, avec les culottes ouvertes, elle montait dans les arbres lâcher les pommes.

D - Et puis tu marchais à la traîne, il t'a vu.

O - faut venir aux Lilas pour entendre ça.

O - c'est lui qui dit tout ça sur toi, un coup de balai.

O - des bourrées, je me fais bourer, mais je ne veux pas faire des bourrées moi.

O - ben, oui, avec Mao dans le bois, Mao, c'est un jules à elle dans le temps. Moi je voudrais bien faire un tour dans le bois en ce moment. C'est agréable. C'est pas calme Chicago, c'est dommage qu'Odette foute son bordel. Odette-Danton-Pernelle, ma scandinave.

D - elle va te payer un jour toi.

D - T'as de grandes dents.

O - il a déjà pris des baffes sur la gueule, il y a pas longtemps, ya pas longtemps qu'elle lui a foutu sur la gueule.

D - elle a jamais travaillé, jamais eu de gosses, elle a tué sa mère, elle est une feignante, elle a tué sa mère, je l'ai vue.

D - tu l'as poussée pour prendre ton père.

O - quel sacrilège !

O - quel âge tu as, Odette ?

D - t'es née en quelle année ?

L - elle a dix sept ans et demi.

O - 64 ans.

O - née en 1918.

O - Ca nous fait passer le temps de temps en temps comme ça. C'est pas de ma faute si elle s'appelle Danton au lieu de Pernelle.

L - Faut bien qu'on s'amuse entre nous. Faut bien se raconter des histoires pour rigoler.

O - Sacrée Pernelle. T'auras bientôt ton colis de petit vieux, comme moi.

C - un peut colis ?

O - un colis tous les ans, de trois mille balles. Un kilo de confiture, un kilo de sucre, ta petite boîte de maquereau, de sardines, de la merde, quoi.

L'essentiel de la représentation a tourné autour des noms de Mme Pernelle. Mme Pernelle est Dantar, d'un premier mariage, transformé en Danton, parce qu'on va lui couper la tête à la fin de la représentation. Chat-huant son surnom, devient chat-puant quand on veut l'insulter. On l'appelle aussi Pellerin, pour lui rappeler que l'on connaît sa liaison avec Pellerin qui est un ancien voisin de palier. On l'attaque ensuite sur ses coucherries avec des étrangers, des noirs, des algériens. Puis on rappelle l'assistance publique, on dégrade ses parents, le père braconnier et feignant, la mère coucheuse. Le sexe est décortiqué et rendu obscène. Pernelle retrouve son prénom, Odette, lorsqu'on veut être sympathique avec elle. A la fin Orgon remet les choses à leur juste place : c'est pour s'amuser. Le plus important est là, dans cette bagarre pour rire, où l'on ne bat qu'avec les mots. Il s'agit de rire, de s'amuser, en profitant de la faiblesse de Mme Pernelle, mais

sans l'accabler et en la consolant à la fin. Dans la vie courante, Orgon est la protectrice et la bonne amie de Mme Pernelle. La litanie des accusations portées contre Mme Pernelle nous semble révélatrice, par contraste, des vraies valeurs de la cité, qui sont les valeurs traditionnelles : le travail, la fidélité, le respect des parents, ces valeurs qui ressortent de l'ensemble des figures. Avec cette scène, on trouve la dimension de l'humour, de la dérision, une dimension qui traverse la vie des citadins mais que nous n'avons pas toujours su restituer dans la recherche.

CONCLUSIONS

Les travaux des experts ouvrent traditionnellement sur des recommandations au ministre ou au gouvernement. Le rapport Oheix et ses 80 propositions sont une bonne illustration de ce modèle. Les recherches scientifiques, elles, offrent alternativement en conclusion un retour sur la méthode, une systhèse des résultats ou un catalogue de nouvelles hypothèses. Notre rapport emprunte à ces deux genres, l'expertise et la recherche, mais ne sacrifie pleinement à aucun. Il appelle des remarques d'ordre scientifique d'une part, et d'autre part, des conclusions destinées aux gestionnaires et aux décideurs qui ont rendue possible et accompagné cette recherche. Il serait aisé de conclure sur ce partage, d'expédier en un coin pas trop voyant les sales questions sur l'organisation des transferts sociaux, le devenir des cités et la place de l'économie souterraine, de se réserver pour la scène centrale les belles pages spéculatives où la cité n'est plus que prétexte à disserter sur l'économie, la sociabilité et l'histoire. Nous essayons dans ces conclusions de tenir les deux guides en joignant au fond les questions théoriques et les questions sociales à partir des résultats. Cinq conclusions.

I - Il n'y a pas de rapports sociaux sans support matériel, inversement, pas d'échanges matériels sans rapports sociaux.

Cette proposition découle de tout notre rapport. Nous avons en tête le modèle d'une économie entièrement dominée par la monnaie. Cette monnaie est le symbole du travail réalisé et du statut, par les biens qu'elle permet d'acquérir. Mais, l'économie de la cité ne correspond pas à ce modèle. La cité s'alimente à des sources diversifiées -le salariat, mais aussi les transferts sociaux, et les différentes formes d'économie souterraine. La monnaie est concurrencée par les échanges en nature et par des richesses immatérielles : la force physique, la réputation, la beauté, etc. C'est une économie fortement socialisée.

L'accès aux ressources des réseaux implique des alliances, des échanges, ce que nous avons appelé la sociabilité obligatoire. Les ressources monétaires elles-mêmes ont une valeur sociale qui dépend de leur origine. Les 50 F. obtenus en revendant les bons alimentaires n'ont pas la même valeur que les 50 F. obtenus en faisant de la ferraille. Les échanges sont réglés par des obligations mutuelles. Les ressources économiques apportées par les transferts sociaux sont, malgré leur importance numérique, comme aspirées par les échanges et perdent, dans la dynamique de la vie matérielle des cités, leur identité. Les 1.000 F reçus de l'aide sociale à l'enfance sont bien identifiés par les citoyens comme une aide. Mais cette ressource est intégrée aux autres et il ne viendrait à personne l'idée que cet argent doit être utilisé pour l'enfant. Les aides échouent à imposer des comportements pré-établis. Elles pèsent sur l'économie de la cité essentiellement par leur rythme -les flux d'argent du 15 et du 30 du mois, par leur montant -les revenus variant dans la cité de 1 à 6. Et elles induisent des comportements imprévus : les citoyens échangent des informations sur les aides, jouent à obtenir des aides le plus souvent possible comme on joue à la loterie, et disent "mon secours", "mon parent isolé" en espérant que l'incantation sera efficace. Toute notre recherche montre que les transferts sociaux déterminent largement les niveaux de vie mais que les citoyens interprètent ces aides à leur manière. Les aides, outre leur valeur matérielle, ont bien une valeur symbolique. Elles sont pour les citoyens les symboles de leur

condition, et les preuves de leur droit à être aidé. Mais elles ne sont en rien des gages de bonne conduite.

C'est ainsi qu'il faut analyser le problème de l'assistance. Les citadins sont des assistés, nous dit-on. C'est parfaitement vrai au plan économique. Mais ils manifesteraient de surcroît "une mentalité d'assistés". Que cela peut-il bien être ? Si l'on veut dire par là qu'ils demandent, voire qu'ils exigent des aides, c'est encore parfaitement vrai. Mais "mentalité d'assistés", avec "handicapés sociaux" et d'autres vocables, semble indiquer que les citadins ne devraient pas seulement être assistés au plan économique, mais au plan social, individuellement et collectivement. Ils seraient des idiots, des imbéciles, des sortes de fous en liberté. Le prix de journée accordé par les D.D.A.S.S. en est la meilleure preuve. Et c'est faux. Les citadins acceptent les aides économiques mais refusent les conduites - le "bien habiter" et le "s'insérer" - que l'on cherche à leur vendre avec les aides. Les difficultés des travailleurs sociaux tiennent à une tension permanente entre les objectifs économiques et les objectifs socio-éducatifs des aides. C'est particulièrement évident pour les équipes éducatives installées à demeure dans les cités. Les équipes ne gèrent pas les transferts sociaux, elle ne distribuent pas d'argent, elles sont là pour faire du "relationnel", elles sont chargées de la réinsertion, chargées de l'apprentissage du "bien habiter" qui permettra à la cité de remplir sa fonction de transit vers un habitat H.L.M. classique. Mais ces équipes sont sans cesse sollicitées par les citadins pour des aides matérielles, de la nourriture, un peu d'argent. Et ces aides matérielles, aussi dérisoires soient-elles, incitent à la jalousie, déclenchent les passions, l'insatisfaction. L'aspect économique du travail social apparaît alors comme une gêne, comme un poison qui gâte la relation. Et pourtant, si ces aides n'existaient pas, quelles relations auraient les travailleurs sociaux avec les familles ?

On retrouve la même tension chez les travailleurs sociaux des caisses, des D.D.A.S.S., des bureaux d'aide sociale. Cette fois l'objectif économique des aides est clairement mis en avant, tandis que l'objectif socio-éducatif porte sur l'utilisation de ces aides. Elles doivent servir à la famille, à l'enfant, et servir à des choses utiles, indispensables. La tension croît avec les aides soumises partiellement ou totalement à l'appréciation des travailleurs sociaux qui instruisent les dossiers. C'est le cas des prêts et secours des caisses, des bons des bureaux d'aide sociale, et surtout des allocations mensuelles et secours au titre de l'aide sociale à l'enfance. La tension est également forte pour l'allocation de parent isolé en raison de l'enjeu financier et du contrôle de la solitude du bénéficiaire. C'est encore le cas des aides soumises à condition de ressources des caisses. Toutes ces aides impliquent de faire la preuve de sa pauvreté, et plus encore de faire la preuve de sa bonne volonté, de sa bonne foi, de son désir de réinsertion. La tension se résout en un soupçon. L'image du père qui boit les allocations familiales fonctionne encore. Le soutien économique est un objectif affiché de l'aide. Mais le soupçon ronge le rapport social qui s'établit à l'occasion de cet échange.

En montrant tous les efforts déployés par les citadins pour obtenir des aides, notre travail risque assurément d'alimenter ce soupçon, cette peur panique d'être dupé, ou de verser des indûs. L'argent porte en lui-même la nécessité du contrôle sur la vie privée des citadins. La conclusion pourrait être : supprimons toutes les aides dont les critères d'attribution ne sont pas fiables. Cette perspective appelle de notre part une grande réserve. D'abord parce que, nous l'avons dit, nous n'avons constaté aucun cas d'illégalité ou d'indû. Ensuite parce que ces aides sont indispensables à des budgets qui sont tous des budgets de pauvreté. Enfin parce que ce serait accentuer

la coupure entre une gestion financière des cités et un travail socio-éducatif. Qu'observe-t-on en effet ? Des équipes de travailleurs sociaux installées à demeure dans les cités subissent le contre-coup des impasses financières des citoyens : pressions pour un misérable paquet de nouilles, agression contre le local ou les individus. D'autres agents sociaux (C.A.F., D.D.A.S.S., B.A.S., A.N.P.E.), solidement retranchés dans leurs bureaux, gèrent des flux financiers importants mais ne connaissent que partiellement les conditions de vie des familles et vivent dans la crainte de la duperie, de la ruse maligne du mauvais pauvre. Accentuer cette coupure serait ruiner un peu plus les possibilités d'intervention.

Ne s'agirait-il pas plutôt de redonner une cohérence à l'organisation des transferts sociaux ? Ce serait viser la réduction des inégalités. Dans la cité, les revenus varient de un à six. Quand bien même on réussirait à lier étroitement l'action sociale et les aides financières, on ne supprimerait pas le profond sentiment d'injustice et les rivalités alimentées par les systèmes d'attribution. L'instauration d'un revenu minimum garanti, nous l'avons vu, provoquerait une légère augmentation des transferts sociaux en direction des cités. Ce n'est peut-être pas la solution. Mais il faut penser à des solutions qui réduisent les inégalités et dont les critères d'attribution soient compréhensibles par tous. Il s'agit de redonner un sens à ce qui en est dépourvu parce qu'éclaté sur des systèmes d'assurance et de solidarité dont les critères d'attribution sont contradictoires.

Il est un peu inquietant pour des chercheurs d'en venir à parler ainsi, en réformateurs. Le rapport Oheix a déjà fait d'excellentes propositions de réformes. Et puis nous ne sommes pas les porte-parole des citoyens. Il ne nous ont rien demandé. C'est bien cela qui nous conduit à parler ainsi : nous ne voyons pas de besoin éducatif dans les cités. Nous voyons des besoins matériels, des besoins économiques, graves et urgents. Mais aucune demande de relation. Les tensions entre les objectifs économiques et les objectifs éducatifs des aides nous ont conduit à dire : il faut lier l'action sociale aux transferts sociaux, plutôt que de les séparer. Mais nous ne voyons toujours pas ce que serait cette action sociale. Il nous semble qu'à partir des besoins économiques, qui sont réels, qui ne naissent pas dans le cerveau des réformateurs, on aurait tout à fait une autre perspective sur l'action sociale.

II - L'économie politique des cités.

La superposition d'objectifs éducatifs aux objectifs économiques des aides se retrouve dans la gestion de la cité. A l'échelon national comme à l'échelon local, la gestion des cités n'est pas seulement une gestion économique mais également une gestion en termes de population. Le meilleur exemple est celui de l'habitat. Les politiques de l'habitat du pauvre oscillent entre la concentration et la dispersion, entre le logement individuel et le logement collectif. A l'échelon national, c'est le problème du seuil de tolérance. A l'échelon local, ce sont les cinq familles qui contaminent les autres. Dans les deux cas les pauvres sont contagieux, porteurs d'une maladie sociale. Le problème du logement ne se pose pas seulement en terme de coût économique mais de coût social. A un moment donné les pauvres rassemblés deviennent trop visibles, il faut faire éclater la cité. On ne se pose pas la question d'un coût social pour les citoyens, de l'éclatement d'une organisation sociale. Elle est supposée ne pas exister.

Toute l'action sociale repose sur ce postulat. Les cités sont des agrégats d'individus, des non-milieus. C'est ici que les résultats de notre travail

prennent un sens en faisant surgir une organisation sociale. La population visée par les politiques de l'habitat, c'est encore la population entière de la cité. Si les citadins ne sont pas locataires mais seulement occupants à titre précaire, c'est, hélas, parce qu'ils ne savent pas habiter. Mais les populations visées par les transferts sociaux, ce sont des agrégats d'individus ou des morceaux de famille, séparés ou regroupés sur des critères distincts : chômeurs, adultes handicapés, pensionnés, invalides, parents isolés, couples avec deux enfants, couples avec trois enfants, couples avec quatre enfants, etc. Ce système vise tout de même une formation naturelle de base, qui est la famille. Nous avons vu que la famille, dans la cité, se porte plutôt bien. La vie familiale est une valeur unanimement reconnue, toutes nos descriptions en témoignent. Certes, cette famille est élargie, ouverte par nécessité, prise dans la sociabilité obligatoire. Elle est rarement ce lieu intime, comme la maison, où se blottir. Si le système ne fonctionne pas, s'il est mal perçu, c'est pour d'autres raisons. La première raison, c'est le problème du premier enfant, qui n'ouvre pas droit aux prestations familiales. Il faudrait n'avoir dans les cités que des familles avec au moins deux enfants. La deuxième raison, c'est l'allocation de parent isolé, qui paraît pénaliser le couple. Il faudrait n'avoir que des couples. La troisième raison, c'est l'aide sociale à l'enfance, qui change tout dans un budget, mais qui n'est pas un droit. Il faudrait la généraliser ou la supprimer. La dernière raison, c'est le problème du chômage. Les hommes -entendez les plus de 18 ans- disparaissent totalement des transferts sociaux s'ils n'ont pas acquis ou s'ils ont épuisé les droits au chômage. Entendons-nous. Nous savons fort bien qu'ils ne disparaissent pas réellement des transferts sociaux. Ils continuent à en bénéficier par l'intermédiaire de la branche famille. Mais nous savons que ce sont les femmes qui font les démarches, quand elles ne sont pas les bénéficiaires nominatives des aides. Les hommes ne sont plus dans les échanges économiques liés aux aides, ils ne sont plus dans les rapports sociaux liés à ces échanges. Les travailleurs sociaux ne savent plus où ils sont, ce qu'ils font. Pourtant les hommes existent ; ils sont là ; ils jouent un rôle essentiel dans la cité ; ce sont les acteurs de l'économie souterraine. Mais du point de vue de l'action sociale, les cités semblent n'être peuplées que d'enfants et de femmes, toutes sur-protectrices et complices des délits de leurs enfants dans une pathologie collective "d'absence du père". Voilà un effet de population créé par cette économie politique des cités. La cité est gérée comme un foyer d'hébergement pour femmes célibataires.

Si les hommes sont ainsi effacés des cités, c'est tout simplement parce qu'il n'y a pas d'emploi. La première conséquence de l'absence d'emploi est individuelle : l'homme n'a plus droit aux allocations de chômage. La deuxième conséquence est familiale : il n'y a plus de salaire ou d'allocation-chômage pour compléter, encore moins pour être la base du budget familial. La dernière conséquence est collective : tous les transferts sociaux reposent sur les cotisations sociales et l'impôt. A partir du moment où il n'y a plus d'emploi, les citadins, collectivement, ne relèvent plus du tout du système d'assurance mais seulement du principe de solidarité. La cité vit de la solidarité publique, qui n'est rien d'autre que la charité publique institutionnalisée et codifiée. La solidarité est-elle un droit ? On peut se poser la question à partir du moment où le droit n'est pas valable pour tous mais soumis à des conditions, certaines objectives, d'autres laissées à l'appréciation de l'administration.

La cité vit bien de ces "faux-frais du capitalisme" dont parle Marx. Auxquels il faut ajouter nos poubelles et nos décharges, que fouillent sans relâche les ferrailleurs et les récupérateurs. L'équilibre de la cité repose bien sur le déséquilibre de notre économie. Mais la question de la pauvreté multiplie,

en sus des effets économiques inégaux, des effets de population qui sont la négation même de toute organisation sociale locale. L'inégalité des ressources n'est que la partie visible des conséquences de cette gestion des cités. Derrière les effets économiques, il y a les statuts sociaux, des statuts imposés à la cité de l'extérieur. On peut dire que la solidarité coûte cher à la cité. Dans ces conditions il n'est peut-être pas souhaitable de mettre à plat la comptabilité sociale de la cité, c'est-à-dire de publier les chiffres de la solidarité que nous avons donnés dans les premiers chapitres. Ce serait montrer la cité du doigt : regardez comme elle coûte cher. Une telle comptabilité sociale n'est possible que dans le cadre d'un projet. La transparence que tous, libéraux ou non, réclament de leurs vœux, n'a que des effets destructeurs pour les citoyens si, d'un côté, on ne montre pas le prix payé par les citoyens pour cette solidarité, c'est-à-dire son coût social, et si, de l'autre côté, on ne mesure pas la rentabilité sociale de la solidarité. Cette rentabilité est faible si l'on n'évalue que les objectifs affichés des aides : les cités ne remplissent pas bien leur fonction de transit ; les équipes socio-éducatives s'épuisent. Mais il existe une autre rentabilité de la gestion politique des cités. C'est la possibilité de regrouper les pauvres à l'extérieur des villes, ou de les répartir à doses homéopathiques dans des lieux où les risques de contagion sont les moins forts. La gestion économique est certainement l'atout essentiel de la gestion politique des cités.

III- Survivre.

Que se passe-t-il réellement dans les cités ? Notre travail multiplie les exemples pour démontrer que les citoyens déploient une étonnante force de survie. Survivre, pour ne pas être vivre, indique que les besoins biologiques ne sont pas avec certitude satisfaits. Les citoyens doivent prévoir les problèmes de nourriture, de logement. On peut interpréter l'ensemble des manifestations de la vie économique et sociale de la cité comme des formes d'adaptation à des contraintes. Dans notre rapport nous sommes partis de la dynamique de la vie locale pour aller à la rencontre des contraintes. Partir des contraintes eût été donner à l'avance la solution, eût induit surtout une démarche sourde aux événements locaux, aveugle aux différences économiques et sociales. Les citoyens eux-mêmes ne perçoivent pas la cité comme le produit de contraintes collectives et valables pour tous, mais perçoivent leur destin individuel dans ce contexte, et se solidarisent ou se distinguent de leurs co-citoyens selon les circonstances. Disons aliénation si cela peut nous rassurer. Le résultat peut bien être vu comme une adaptation à des contraintes. Mais les contraintes ne constituent pas une norme. Ce sont des contraintes économiques et des contraintes morales contradictoires entre elles.

La cité n'est pas seulement un espace de ségrégation, mais un espace multifonctionnel. La cité-réservoir de main d'œuvre, la cité-zone industrielle, la cité-campagne, la cité-annexe de la banque sociale, la cité nourrie par le contrôle social, la cité-marché, la cité-immorale. De plus, les contraintes ne sont pas identiques pour tous les citoyens. L'un travaille en étant déclaré pour obtenir le chômage ou faire preuve de bonne volonté de réinsertion. L'autre travaille au noir pour ne pas remettre en cause les aides ou pour renforcer son statut dans la cité. Enfin les citoyens inventent des réponses variées à ces contraintes. L'un est un sédentaire, attaché à son logement bien meublé, obligé de payer son loyer. Le deuxième est semi-nomade, meublé d'occasion, et prêt à fuir quand il le faut. Le troisième n'a presque plus rien à perdre, n'est pas titulaire d'un logement et n'hésite pas à "squatter". L'adaptation des citoyens n'est pas l'addition des réponses individuelles

à une norme, mais la résultante des réponses à un environnement économique et social qui se manifeste dans la cité par des contraintes variables suivant les moments et les individus.

L'économie souterraine proprement dite : ferrailage, mécanique, récupération, travail au noir, jardinage,, etc, doit évidemment être analysée de ce point de vue. Il existe des ressources économiques extérieures au salariat et au système des aides. On est étonné de constater que globalement cette économie ne représente sans doute pas plus de 2,5 % des ressources de la cité. On peut être déçu ou s'en féliciter. Cette faiblesse de l'économie souterraine doit s'expliquer. D'abord par rapport aux 5 % du P.L.B. que les économistes s'accordent pour considérer comme un montant probable de l'économie souterraine en France. L'essentiel de ces 5 % est sans doute constitué par les activités illégales (le jeu, la prostitution, la drogue) et par le travail clandestin organisé. On peut se féliciter que ces activités illégales ne fleurissent pas dans les cités. Comparativement, les 2,5 % assurés par des activités économiques marginales sont importants. Leur part dans le P.L.B. n'est peut-être nationalement que de 0,5 %. Ces activités coûtent évidemment à l'État en charges sociales et taxes perdues. Mais leur rentabilité sociale est excellente.

Il faut d'abord rappeler que ce pourcentage de 2,5 % est le résultat d'un mode de calcul où l'on divise les différentes ressources par le nombre total d'habitants, de façon à pouvoir les comparer entre elles. Mais en fait l'économie souterraine ne concerne pratiquement que les hommes, et, parmi les hommes, ceux qui ne disposent pas d'un emploi. Elle représente pour eux une ressource importante. Elle permet à ces hommes d'exister financièrement, d'apporter leur quote-part au budget familial. Elle leur permet d'exister socialement, de se distinguer des incapables et des feignants qui n'apportent rien. La rentabilité sociale de l'économie souterraine, c'est d'abord l'apport de ressources indépendantes du rythme des aides. C'est ensuite le maintien de la valeur du travail. Cette valeur ne tiendrait pas si elle reposait sur les seuls salariés. Ils sont trop peu nombreux. Mais l'économie souterraine ne souffre pas la comparaison avec l'économie officielle. Ceux qui la pratiquent sont bien des actifs. Mais ils gagnent beaucoup moins qu'un salarié. Mille francs par mois, pour le plus actif des ferrailleurs. Ces 1.000 F. sont importants, rapportés au budget familial. Ils sont misérables, comparés à un S.M.I.C.. Les acteurs de cette économie souterraine ne comptent pas leurs heures, ne pensent pas à la rentabilité. Ils peuvent travailler plusieurs jours pour quelque chose qui ne rapporte rien. Le modèle du travail rentable est éloigné comme le monde du travail, comme l'entreprise, l'usine, qui est présente dans les souvenirs, dans la vision de ceux qui partent et reviennent à heures fixes, mais qui est mal connue.

Ces pratiques économiques présentent également l'avantage de déborder largement le cadre de l'équipement-cité, d'ouvrir cette cité sur l'extérieur, sur la ville, sur d'autres grands ensembles où l'on retrouve les mêmes pratiques. Cette économie souterraine apparaît rétrospectivement comme une résurgence, comme l'aboutissement d'un mouvement en quatre temps : disparition des petits métiers, amélioration de la protection sociale, chute de l'emploi, alimentation par les transferts sociaux d'une économie souterraine non rentable. Ces activités sont des activités résiduelles du capitalisme. Il ne faut pas trop espérer leur redonner une logique économique. Ce ne sont pas des activités rentables. Diminuer les aides n'aurait pas pour effet de renforcer automatiquement ces activités. Au contraire les acteurs de cette économie délaisseraient leurs marteaux et leurs vieilles bagnoles pour se retourner vers l'État dont ils attendent le pain et le gîte. Ces activi-

tés économiques peuvent-elles être transformées et institutionnalisées ? L'économie sociale, les S.C.O.P., les associations sont des mirages si on les conçoit comme des entreprises autonomes financièrement et rentables. Elles ne fonctionnent pas sans béquilles. A l'inverse si l'économie sociale, comme l'action sociale, peut faire état d'une rentabilité sociale, elle peut s'appuyer sur ces activités qui maintiennent la valeur du travail. L'Ancien Régime opérait une distinction entre les pauvres capables de travailler et les autres, les indigents. Si l'on prend pour critère de l'aptitude au travail la capacité de production en vigueur dans l'entreprise, on aura une majorité d'indigents. Si l'on étend cette aptitude à tous ceux qui exercent une activité économique, sans tenir compte de la productivité et de la rentabilité, on trouvera que tous les citoyens peuvent et veulent travailler.

La question implicitement posée aux travailleurs sociaux par les citoyens est en effet : Qu'avez-vous à proposer ? Une question que les travailleurs sociaux se posent eux-mêmes : qu'avons-nous à leur proposer ? Si la réponse se résume à des petits boulots en intérim, les vendanges et peut-être, un jour, dans le meilleur des cas, pour les plus adaptés, une place stable à l'usine, il ne faut pas s'étonner que les citoyens réagissent mollement et que le travail devienne un objet de chantage et de conflit. La promotion d'activités économiques dans les quartiers, d'ores et déjà esquissée par des expériences d'économie sociale, est probablement la seule perspective cohérente de développement pour ces quartiers. Mais il ne faut pas en attendre une indépendance économique des citoyens. Cette promotion ne sera au contraire possible qu'en transférant des fonds de la protection sociale vers une activité économique. Ce ne sont pas les aides à la création d'entreprises qui y pourvoieront. Pour le moment les citoyens bricolent à 20 sous de l'heure. L'utilisation de ces bricolages ne peut évidemment se faire que dans le cadre d'un projet de développement d'un quartier.

IV - Histoire orale et histoire du désastre.

La question de l'écoulement du temps -de l'histoire- n'a cessé, nous l'avons dit, de nous tarabuster. Là encore nous sommes partis de l'histoire comme les citoyens la font localement, pour aller à la rencontre des contraintes. L'histoire locale est une histoire orale qui repose sur les petits et les grands événements de la cité. L'intensité de la vie sociale multiplie les événements. L'histoire orale a pour effet de magnifier les événements qui nous paraissent banals, de banaliser ce qui nous étonne. Elle construit des récits à partir de la réalité. Tout est bon pour nourrir ces récits ; aussi bien des événements locaux : une bagarre, la fin d'une alliance entre deux familles, un déménagement, une histoire d'amour, une dette mal réglée, un décès, une naissance..., que des événements où le monde extérieur fait irruption dans la cité : une expulsion, l'arrivée des allocations, une arrestation, un procès. L'histoire orale ne fait pas la distinction entre ce qui est citoyen et ce qui est extérieur à la cité, pas plus qu'elle ne distingue ce qui est économique de ce qui est social. L'histoire orale digère et transforme ces événements. Elle a pour effet de bâtir des réputations qui ne sont pas fictives mais bien réelles. Réputation marquée dans le surnom, réputation posthume connue par le montant de la quête pour le mort, réputation de chaque citoyen dans un discours sur lui ou sur sa famille et qui établit sa force, son pouvoir, son statut dans la cité.

Ces récits ne sont donc pas inutiles. Mais ils sont fragiles. Ils recherchent en permanence des témoignages, écrits ou oraux. Les témoins d'un événement peuvent se rétracter, changer leur version de l'événement, et le récit s'écroule. Les photos sont bien les preuves intangibles d'un événement,

mais ce sont des photos officielles (les baptêmes, les mariages) et elles disent peu sur la vie quotidienne. Les coupures de presse sont des documents précieux, mais les journaux désignent les citadins autant qu'ils contribuent à les magnifier. Le récit n'est pas seulement gragile, il est aussi incomplet. Les placements d'enfants, placements de justice ou placement "volontaires", sont un exemple de "trou noir" dans cette histoire de la cité. Cette absence marque une culpabilité et une incompréhension. Plus généralement, c'est l'histoire individuelle qui disparaît derrière les événements collectifs. Enfin l'histoire orale n'a pas le statut d'une histoire locale ou d'une histoire d'un peuple dans laquelle les citadins se reconnaîtraient. C'est nous qui inventons une histoire de la cité à partir de morceaux de récits éclatés dans la cité sur quelques familles ou groupes de familles. Les récits sont pris dans les rapports de force locaux, dans les tensions entre les groupes. Tous les citadins s'accordent pour reconnaître de l'importance à un événement. Mais il sera magnifié par certains, dénigré par d'autres. La réputation d'un citadin sera excellente à un bout de la cité, déplorable à l'autre bout.

On ne peut donc voir dans l'histoire orale un simple rejet des contraintes, puisque les contraintes sont interprétées, transformées, et que le récit a des effets en retour sur la vie sociale. Mais on ne peut s'empêcher d'y lire ces contraintes. Le poids des institutions sur la vie familiale et collective, l'effet de la presse sur la réputation collective de la cité. En dehors de la cité s'écrit par petits bouts, dans les dossiers des H.L.M., des caisses, des D.D.A.S.S., du Bureau d'aide sociale, dans les dossiers de la police et de la justice, dans les colonnes de la presse locale, une histoire du désastre dont les citadins sont cette fois les systématiquement tristes héros ou plutôt objets. Cette histoire écrite a certes infiniment plus de poids que l'histoire orale locale. Mais il est significatif que ce soit encore une histoire éclatée. Il n'existe pas d'histoire administrative de la cité. Mais seulement des individus dont l'histoire est éclatée en une histoire du logement, une histoire familiale, une histoire judiciaire, etc. Cette histoire bâtit de la même manière des réputations avec des morceaux. Le poids de l'équipement cité comme habitat et support de l'action sociale se révèle ici particulièrement contradictoire avec le fait que les citadins continuent à être vus et enregistrés comme des unités-individus ou des unités-familles.

Peut-on lire une évolution dans l'histoire de la cité ? Cette question première pose le problème de la durée. L'histoire de la cité a ses racines au loin dans le tissu industriel et son effilochement, dans les cités ouvrières et les taudis. Mais ces racines sont coupées par la construction de la cité. L'équipement-cité crée artificiellement une ère nouvelle. Certes les administrateurs se souviennent des taudis ; le bureau d'aide sociale porte encore l'image de la soupe populaire ; les citadins eux-mêmes se souviennent de leur mode de vie ancien. Mais l'histoire que l'on devrait lire est comme occultée par cet événement fondateur d'un rassemblement d'individus, la construction de la cité, il y a de cela dix ans. Tout commence là où cela ne fait en réalité que recommencer. La sociologie s'accommode facilement d'une telle origine. Le sociologue, nous l'avons dit, c'est un historien raté du temps court. C'est pourquoi notre analyse de l'histoire des citadins ressemble à la description de l'aube qui se lève sur un paysage en formation. Nous avons l'impression d'une organisation sociale en train de se constituer, d'une collectivité en train de naître, avec ses ressources, ses lois, ses moeurs. Mais cette aube de la cité est aussi son crépuscule. La cité est construite et conçue pour durer 20 ans. Si la fin de l'équipement a sur l'histoire de la cité le poids décisif qu'a eu sa fondation, l'organisation sociale que nous croyons voir est à peine née mais déjà morte née. L'histoire de la cité n'a ni cohérence ni même sens, ne traduit aucune évolution, parce que son

horizon est la dispersion des personnages et l'oubli des événements. La longue durée de l'histoire des pauvres, c'est précisément la longue durée d'une destruction rejetée des milieux constitués et reconstitués inlassablement dans des cités ouvrières, des quartiers anciens ou des cités de promotion familiale. L'aube et le crépuscule de la cité ne sont qu'une journée dans l'histoire des pauvres. La succession des journées, c'est l'éternel retour de la dispersion des pauvres et de leur regroupement, présenté à chaque fois comme la solution définitive, qui fera disparaître les pauvres et du même coup la pauvreté. Mais la seule possibilité de disparition complète du milieu, ce serait une solution finale.

V - Solidarité et différenciation.

Les résultats ont été orientés par l'objet même de la recherche programmée pour analyser des pratiques économiques. Le travail décrit les pratiques sociales qui leur sont co-extensives. Le risque de cette orientation, nous l'avions énoncé au départ, c'est que nous soyons conduits à dire : tout va bien. On pourrait conclure en effet que tout va bien, que la tâche la plus urgente est d'attendre, de laisser les citadins en paix. Les exemples que nous avons donnés de l'histoire en train de se faire : expulsions, dénonciations, nous démontrent que cette question est purement théorique. L'histoire en train de se faire n'attend pas le sociologue ou l'expert, eût-il trouvé la solution-miracle pour faire disparaître la pauvreté. Mais cela ne nous dispense pas de donner notre avis. Ce n'est pas une position confortable. Derrière l'analyse vient toujours l'interprétation, qui n'est plus seulement affaire de science. Nous avons été conduits à mettre systématiquement en valeur les différences entre les citadins. Nous avons certes montré que les citadins se distinguaient collectivement d'autres populations : par l'habitat -qui est spécifique ; par le poids de l'assistance dans les revenus ; par la faiblesse du travail salarié. Nous avons même parlé de social-prolétariat, tant la tendance de l'assistance est lourde. Mais nous n'avons jamais parlé de la cité comme d'un ensemble homogène : nous avons mis en avant les différences dans les revenus, et par delà les revenus, les statuts et les valeurs. Toutes les formes de sociabilité que nous mettons à jour opèrent par différenciation, non par osmose. Les citadins existent en se différenciant les uns des autres. Ils ne forment jamais une entité homogène. Ce faisant nous n'opérons pas différemment, même si les catégories sont différentes, des institutions qui, nationalement et localement distinguent les bons des mauvais pauvres, les irrécupérables et ceux que l'on peut récupérer.

Cette manie de distinguer, de différencier, rend compte plus honnêtement -du moins nous espérons que le lecteur l'a vu ainsi- de la richesse de la vie sociale. Présenter les citadins comme un seul bloc nous aurait conduit à accentuer certains traits, à en gommer d'autres. Mais cette position est contradictoire avec celle du militant, qui met l'accent sur la solidarité d'un peuple de la cité comme un tout, ou celle du réformateur, qui cherche des solutions universelles pour des problèmes locaux. A tous égards la notion de solidarité nous paraît insuffisante pour réfléchir sur les cités. La solidarité est inséparable de la surveillance, des obligations mutuelles, des alliances et de leur retournement. Il ne faut pas attendre un mouvement politique des citadins, avec un programme ou des revendications. Ils ont assez à faire pour trouver à manger et parer à la prochaine expulsion.

Mais la question ouvre à celle, plus difficile encore, de la culture de la pauvreté. Parler du développement d'un quartier ou d'une cité conduit immédiatement à l'impasse tiers-mondiste. Dire "quart-monde" n'est d'ailleurs

qu'accepter de voir les citadins comme un peuple sous-développé. Immédiatement vient le bon sentiment : il faut développer la cité sans briser la culture, mieux, développer la cité à partir de cette culture. Nous avons été au moins clairs sur un point dans le dernier chapitre : il n'y a pas de valeurs alternatives dans les cités. Les valeurs de la cité sont nos valeurs :

le travail, l'honnêteté, la fidélité, le courage, le quant à soi, etc. Nous pouvons donc lever une ambiguïté sur cette culture du pauvre dont nous avons soigneusement évité de débattre. Si l'on veut appeler culture le fait de trouver des accommodations avec les valeurs dominantes, nous voulons bien parler d'une culture de la cité. Les valeurs sont remises en cause par les contraintes ; elles font émerger des figures en négatif : le voleur, le feignant, la mère indigne et des figures légendaires : le bandit, le héros, la femme à poigne ou querelleuse. Mais cette culture n'est qu'une adaptation. Il n'y a pas à la protéger. Elle se protège toute seule. O. Lewis dit : "Tout mouvement qui donne espoir doit détruire le passé psychologique et social qui est au coeur de la culture de la pauvreté" (**the culture of poverty**, New York, Random house, 1965). Il voit la culture comme un ensemble intégré de valeurs, de normes et de conduites caractéristique de ceux qui vivent dans des conditions de pauvreté. C'est peut-être vrai des bidonvilles des grandes villes centraméricaines. Mais ce n'est pas le cas dans les cités. Les cités sont des lieux où l'on s'accommode de mille manières des valeurs et de la culture qui sont les valeurs et la culture de tous les français. Il faut certes tenir compte de ces accommodations, comme de l'histoire orale et des figures légendaires. La cité sert bien de matrice à la constitution des identités. Mais il n'y a pas de quoi faire un musée ethnographique ou une réserve de pauvres.

Les pauvres servent toujours à la promotion de ceux qui parlent ou s'occupent d'eux. Nous n'échappons pas à ce processus et charrions notre content de "culpabilité militante". Ce n'est, somme toute, pas cher payé pour un travail qui nous a nourri et nous a beaucoup appris. Il aura appris, nous l'espérons, à ceux qui ignoraient tout des cités et peut-être infléchi le jugement de ceux qui les connaissaient déjà. Les citadins qui nous ont aidé, nous les remercions enfin. Si ce travail ne leur est pas utile, à tout le moins nous devons veiller à ce qu'il ne leur porte pas tort.

Ouvrages cités

- C. Pétonnet. On est tous dans le brouillard. Galilée. 1981.
- C. Pétonnet. Espaces habités. Galilée. 1982.
- Max Weber. La ville. éd. Aubier. 1982
- Karl Marx. Les luttes de classes en France. éd. sociales . 1948.
- Karl Marx. Le Capital. éd. sociales. 1950. Livre I. 7^o section.
- Karl Marx. L'idéologie allemande. éd. sociales. 1981.
- S. Milano. La Pauvreté en France. Le Sycomore. 1982.
- M. Mauss. Essai sur le Don. Sociologie et anthropologie. P.U.F. 1980.
- Paul Henry Chombart de Lauwe. La vie quotidienne des familles ouvrières. éd. C.N.R.S. 1952.
- Fernand Braudel. Ecrits sur l'histoire. coll. "Champs". Flammarion. 1977.
- Ulf Hannerz. Explorer la ville. éd. Minuit. 1982. Traduit par I. Joseph.
- M. Christine Ribeau. La maternité en milieu sous prolétaire. éd. Stock 1979.
- Cahier de l'immuable, II, chap. 2. Journal des lieux. Recherches N° 20. déc. 1975.
- Anthropology of the city. Prentice Hall, New Jersey. 1977.
- Quartier Cousin. Les Temps Modernes. déc. 1982.
- L. Murard et P. Zylbermann. L'haleine des Faubourgs. Recherches N° 29.
- Bachelard. Poétique de l'Espace. éd. José Corti. 1982.
- The bitter cry of oucast London. Leisester university press. 1970.
- P. Bourdieu. Le Sens pratique. éd. Minuit. 1980.
- René Girard. La violence et le sacré. éd. Grasset. 1972.
- René Girard. Des choses cachées depuis la fondation du Monde. éd. Grasset. 1983.
- Claude Liscia. Familles hors la loi. Maspéro. 1978.
- Michel Pialoux. Jeunes sans avenir et travail intérimaire. Actes de la recherche en sciences sociales. N° 26/27. 1979.
- R.H. Guerrand. Les origines du logement social en France. éd. ouvrières 1967.
- René Duchac. La sociologie des migrations aux Etats-Unis. 1974. Mouton-de Guyeter.
- Bogardus. L'immigration et les attitudes raciales. Boston. D.C. Heath and Co. 1928.
- News Universities Quaterly. 1979. N° 34.
- L'avenir des Systèmes publics de protection sociale. Futuribles. Ministère du Plan. 1981.

-Joseph Isaac Fritsch Philippe. Discipline à domicile. L'édification de la famille. Revue Recherches.

-Katuszewski Jacques. Ogien~ Ruwen. Réseaux d'immigrés. ethnographie de nulle part. Economie humanisme. éd. ouvrières. Paris 1981.

Rapports consultés

-CERAS (Centre d'étude des rapports sociaux), ethnologie en milieu urbain. Université Lyon II.

-Réseaux d'immigrés. Jacques Katuszewski et Ruwen Ogien.

-**Enquête D.D.A.S.S.** Seine-Maritime. Rapport de Philippe Barron (1981).

-Etude C.N.A.F. Action sociale et familles socialement handicapées. G. Duchatelet. **Etude C.N.A.F. 1972.** Voir aussi "Les difficultés d'accès aux prestations sociales".

-Le travail social dans les cités de transit". Claude Liscia et Françoise Orlic. Centre d'Etude des mouvements sociaux.

-Précarisation et déstabilisation des emplois ouvriers. **Travail et emploi**, bulletin du Ministère du Travail. N° 11 1982.

-Contribution au colloque "Pauvreté et paupérisation" du 17.06.81. in **Recherches sociales**, revue FORS N° 83. Juillet. septembre 82.

-Rapport Oheix. 60 propositions contre la précarité et la pauvreté. **Rapport au Conseil d'Etat.** 1981.

-Pauvreté et crise de l'Etat Providence. **Echanges et Projets.** N° 31. Oct 1982.

-Pauvres aujourd'hui. Publication du Secours Catholique. Mars 1982.

-Numéro spécial sur "l'Argent Public". Informations sociales N° 1 1983.

-Rapport d'activité de l'équipe éducative des Lilas. 1978 à 1982.

-Rapport d'activité de l'équipe éducative des Roses. 1978 à 1982.

-Rapport d'activité de l'équipe éducative du Jasmin. 1979 à 1981.

-Rapport d'activité de l'équipe éducative du Muguet. 1976 à 1981.

-Rapport Bianco-Lamy sur l'aide sociale à l'enfance.

-L'aide à l'enfance demain. Ministère de la Santé et de la sécurité sociale.

-L'implication des travailleurs sociaux de l'aide sociale à l'enfance. Liane Mozère. Ministère de la Solidarité.

-Les allocations mensuelles à l'enfance. Michel Larroque. Informations sociales 1980.

-Etude de l'UNCEAS sur "Les familles et les dettes de loyer". 1977. C.A.F. de Seine et Marne.

-Document. "Le Monde". G. Matzneff. 15.5.82.

-Le rôle des associations non-gouvernementales. **Droit social** n° sur l'exclusion sociale. N° 11. Nov. 1974. ainsi que "Vers un revenu minimum garanti généralisé".

-Dossier pour notre temps. N° 7. Mars-Avril. Synthèses des orientations de recherche sur "seuil de pauvreté".

-Analyse de la demande en logements sociaux. O.P.H.L.M. et Agence d'Urbanisme de la ville du Havre.

-A l'aune de la paralogie. Suzanne Rosenberg et Allii. EPSILON. Rapport ronéoté. Plan-construction. 1981. P. 102.

-D'une image à la réalité de Trappes. Jean-François Laé. Rapport ronéoté. D.D.A.S.S. Yvelines et Municipalité de Trappes. 1980.

-Ordre social et filières d'habitat ; la cité de transit. Jean-François Laé. Guido de Ridder. Champ social n° spécial, supplément au N° 24.

-La cité protégée. Action et Recherches sociales. Jacques Bauchard. n° spécial. Habitat social.

-Sur l'habiter des classes populaires. Perspectives psychiatriques. 1974. N° 46.

-Dossier GRECOH. 3° trim. 1975.

-Dialogue sur le logement social. PLR/PSR/Cité de transit. Service régional de l'équipement de Haute-Normandie. 1975.

Note de travail "la Structure de l'espace domestique et la structure du langage". Actes de la Recherche en sciences sociales. N° 4 Juillet 1975. P. Bourdieu.

-Cités de promotion familiale éclatées, proposition de réalisation d'un guide technique H.L.M. CREPAH.

-La contrainte par corps. Jean Lapeyrie. Revue Actes. N° 13/14. éd Solin.

-Familles réprouvées : lignes d'autonomie, signes de résistance au travail social. Mémoire de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales. Direction de Henri Desroche. Centre de Recherches coopératives. Jean-François Laé.

-La vie précaire : des familles face à leurs difficultés. Agnès Pitrou. Etude C.N.A.F.

-Igloos. Revue A.T.D. N° 63/64/ déc. 71.

SIGLES UTILISES DANS LES RAPPORTS

DEFINITION DES ALLOCATIONS ET PRESTATIONS DE LA C.N.A.F.

A.F.	Allocations familiales
A.L.	Allocation logement
A.H.A.	Allocation aux handicapés adultes
A.O.	Allocation orphelin
A.P.I.	Allocation parent isolé
C.F.	Complément familial
Q.F.	Quotient familial = mode de calcul
SURF	Supplément de revenu familial

A.E.M.O.	Action Educative en milieu ouvert.
A.N.P.E.	Agence Nationale pour l'Emploi
A.P.L.	Aide Personnalisée au Logement
A.R.E.S.	Association rennaise d'études sociologiques
A.S.	Assistante Sociale
A.S.E.	Aide Sociale à l'enfance
ASSEDIC	Caisse interprofessionnelle d'Aide aux travailleurs sans emploi
A.T.D.	Aide à toute détresse
A.T.P.	Action thématique programmée
B.A.S.	Bureau d'aide sociale Nouvellement appelé C.C.A.S. : Centres communaux d'action sociale
C.A.F.	Caisse d'Allocations familiales
C.A.P.	Certificat d'aptitude professionnelle
C.A.T.	Centre d'Aide par le travail
C.E.M.S.	Centre d'Etudes des mouvements sociaux
C.E.P.	Certificat d'éducation professionnelle

C.E.R.A.S.	Centre d'étude des rapports sociaux
C.E.R.F.I.	Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles
C.E.R.S.O.J.	Centre d'études et de recherches en sociologie juridique et criminelle
C.G.P.	Commissariat général du Plan
C.N.A.F.	Caisse Nationale des allocations familiales
C.O.R.D.E.S.	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social
C.P.A.M.	Caisse Primaire d'assurance maladie
C.R.E.D.O.C.	Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie
D.A.S.	Direction de l'action sociale
D.D.A.S.S.	Direction Départementale de l'Action sanitaire et sociale
E.D.F.	Electricité de France
E.H.E.S.S.	Ecole des hautes études en sciences sociales
F.O.R.S.	Fondation pour la recherche sociale
G.D.F.	Gaz de France
H.B.M.	Habitat à bon marché
H.L.M. (O.P.H.L.M.)	Office Public d'habitat à loyer modéré
H.V.S.	Habitat et vie sociale
I.M.P.	Institut Médico-Pédagogique
I.N.E.D.	Institut National d'Etudes démographiques
I.N.S.E.E.	Institut National de la statistique et des études économiques
LOGECO	Logement économique
LOPOFA	Logement Populaire Familial
P.C.B.	Produit citoyen brut
P.L.R.	Programme à loyer réduit
P.M.I.	Protection maternelle et infantile

P.N.B.	Produit National Brut
P.R.I.	Programme pour la résorption de l'habitat insalubre
P.S.R.	Programme sociaux de relogement
R.C.B.	Rationalisation des choix budgétaires
R.M.G.	Revenu minimum garanti
S.A.M.U.	Service d'Aide médicale d'urgence
SONACOTRA	Société nationale de construction pour les travailleurs
S.M.I.C	Salaire Minimum interprofessionnel de croissance
S.P.A.	Société protectrice des animaux
T.S.	Travailleurs sociaux
U.D.A.F.	Union départementale des associations familiales
U.N.A.F.	Union nationale des associations familiales

MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES

A compter du 1^{er} juillet 1981

Salariés, employeurs et travailleurs indépendants bénéficiaires des allocations familiales

Base de calcul des allocations familiales	MONTANT MENSUEL DES ALLOCATIONS FAMILIALES					
	2 enfants à charge	3 enfants à charge	4 enfants à charge	Chaque enfant en plus	Montant pour chaque enfant de plus de 10 ans (*)	
					Enfant de 10 à 15 ans	Enfant de plus de 15 ans
1 246	317,73	890,89	1 401,75	485,94	112,14	199,36

Salariés, employeurs et travailleurs indépendants bénéficiaires du complément familial

Base de calcul des allocations familiales	MONTANT MENSUEL DES PRESTATIONS FAMILIALES (A.F. + C.F.)						
	Montant du complément familial	1 enfant à charge de moins de 3 ans	2 enfants à charge dont un de moins de 3 ans	3 enfants à charge	Chaque enfant en plus	Majoration pour chaque enfant de plus de 10 ans (*)	
						Enfants de 10 à 15 ans	Enfant de plus de 15 ans
1 246	519	519	836,73	1 409,89	485,94	112,14	199,36

Salariés bénéficiant de l'allocation de salaire unique (au titre des droits acquis)

Base de calcul des allocations familiales	Base de calcul de l'allocation de salaire unique	1 enfant à charge	2 enfants à charge	3 enfants à charge	4 enfants à charge	Chaque enfant en plus	Majoration pour chaque enfant de plus de 10 ans (*)	
							Enfant de 10 à 15 ans	Enfant de plus de 15 ans
							MONTANT MENSUEL DES PRESTATIONS FAMILIALES (A.F. + S.U.)	
1 246	194,50	38,90	329,24	-	-	-	98,39	174,92

(*) A l'exception de l'aîné des familles de moins de trois enfants.

Allocation postnatale

Base de calcul des allocations familiales	Enfants nés avant le 1 ^{er} juillet 1980	Enfants nés après le 1 ^{er} juillet 1980			Majoration à compter du 3 ^e enfant à charge 457 %	Majoration à compter du 2 ^e enfant en cas de naissances multiples 198 %
	3 ^e versement 65 %	1 ^{er} versement 184 %	2 ^e versement 38 %	3 ^e versement 38 %		
1 246	809,90	2 292,64	473,48	473,48	5 694,22	2 467,08

Allocations prénatales, allocation d'éducation spécialisée, allocation d'orphelin, allocation aux adultes handicapés, allocation de rentrée scolaire, allocation de parent isolé

Base de calcul	Allocations prénatales (montant mensuel)	Allocation d'éducation spéciale (montant mensuel)	Complément d'allocation d'éducation spéciale		Allocation d'orphelin (montant mensuel)		Allocations aux adultes handicapés (montant mensuel)	Allocation de rentrée scolaire	Allocation de parent isolé	
			Taux de 48 %	Taux de 24 %	Taux de 30 %	Taux de 22,5 %			Taux de 150 %	Taux de 50 %
1 246	274,12	398,72	598,08	299,04	373,80	280,35	1 700	249,20	1 869	623



